



**HAL**  
open science

# La construction des antagonismes politiques dans les discours présidentiels de Cristina Fernández de Kirchner : le peuple, la présidente, les adversaires

Valérie Gonzalez-Bled

► **To cite this version:**

Valérie Gonzalez-Bled. La construction des antagonismes politiques dans les discours présidentiels de Cristina Fernández de Kirchner : le peuple, la présidente, les adversaires. Linguistique. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2020. Français. NNT : 2020BOR30023 . tel-03082003

**HAL Id: tel-03082003**

**<https://theses.hal.science/tel-03082003>**

Submitted on 18 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université Bordeaux – Montaigne**  
**École doctorale ED 480 Montaigne Humanités**

**Equipe d'accueil Ameriber EA 3656**

**La construction des antagonismes politiques  
dans les discours présidentiels de Cristina  
Fernández de Kirchner.**

**Le peuple, la présidente, les adversaires.**

**Thèse de Doctorat d'Études ibériques et ibéro-américaines**

**Soutenue par Valérie Gonzalez-Bled**

**Le 6 novembre 2020**

**Sous la direction de Cecilia González Scavino**

**Professeur en études latino-américaines**

Devant un jury composé de:

Madame Dominique Breton, professeur ( Université Bordeaux Montaigne)

Monsieur Gérard Gómez, professeur (Université Aix-Marseille), rapporteur

Madame Cecilia González Scavino, professeur (Université Bordeaux Montaigne), directrice  
de thèse

Monsieur Néstor Ponce, professeur (Université Rennes II)

Madame Graciela Villanueva, professeur (Univeristé Paris Est – Créteil), rapporteur



**Université Bordeaux – Montaigne**  
**École doctorale ED 480 Montaigne Humanités**

**Equipe d'accueil Ameriber EA 3656**

**La construction des antagonismes politiques  
dans les discours présidentiels de Cristina  
Fernández de Kirchner.**

**Le peuple, la présidente, les adversaires.**

**Thèse de Doctorat d'Études ibériques et ibéro-américaines**

**Soutenue par Valérie Gonzalez-Bled**

**Le 6 novembre 2020**

**Sous la direction de Cecilia González Scavino**

**Professeur en études latino-américaines**

Devant un jury composé de:

Madame Dominique Breton, professeur ( Université Bordeaux Montaigne)

Monsieur Gérard Gómez, professeur (Université Aix-Marseille), rapporteur

Madame Cecilia González Scavino, professeur (Université Bordeaux Montaigne), directrice  
de thèse

Monsieur Néstor Ponce, professeur (Université Rennes II)

Madame Graciela Villanueva, professeur (Univeristé Paris Est – Créteil), rapporteur

## Remerciements

Je tiens à remercier Cecilia González, professeur à l'université Bordeaux Montaigne, qui a accepté de diriger mes recherches, pour la richesse de ses interventions mais également sa tolérance, sa compréhension et son humanité. Au cours de ces années, elle m'a patiemment guidée dans ce travail, toujours avec bienveillance. En respectant mon rythme, elle m'a laissé l'opportunité de me former et de progresser.

Je remercie, Aránzazu Sarría Buil et Sabine Tinchant, pour leur écoute et leurs conseils.

Je n'oublie pas non plus mes collègues, pour leur générosité.

Mes pensées vont également à ma famille en France ( ma Maman, Sandrine, Christèle : les lectrices appliquées ) et en Argentine, pour ses encouragements ; en particulier, à Flavio pour son soutien indéfectible.

*En tu pasión, intenté encontrar una razón; este tema surgió por y para vos. Y sin vos, nunca hubiera llegado a buen puerto. Nunca dudaste de mí, y siempre estuviste cuando yo dudaba... Este camino, también, lo recorrimos juntos. Gracias*

Merci à Camilo, à Eva et à bébé pour leur patience, leur soutien et leur amour.

## **Avant-propos**

Etant donné que nous travaillons sur l'actualité argentine, nous avons décidé d'inclure dans notre analyse les citations en langue espagnole. Les traductions d'ouvrages et d'articles scientifiques sont données en note en bas de page. Nous tenons à remarquer que les traductions ne relèvent pas d'un exercice professionnel, mais cherchent à rendre accessible au lecteur, les citations présentées dans un but explicatif. En revanche, les fragments de discours, puisqu'ils constituent la source première de notre corpus n'apparaissent qu'en espagnol. En outre, si nous avons choisi d'utiliser, en français et en espagnol, le même type de symbole (« ») pour les citations, nous avons respecté la ponctuation espagnole supprimant les espaces entre les guillemets, là où le système français exige une espace insécable.

En 2001, l'Argentine vécut une crise économique sans précédent : après dix ans de politique néolibérale, la dérégulation du système financier, notamment, conduisit le pays à la banqueroute et les Argentins virent s'effondrer l'illusion de stabilité dans laquelle ils avaient été bercés en échange de nombreux sacrifices, notamment liés à la flexibilisation du travail et aux tentatives de contrôle de l'inflation. Par conséquent, à l'effondrement économique et financier, s'ajouta une crise institutionnelle et sociale. Au niveau politique, après que le président Fernando de la Rúa eut renoncé à ses fonctions, quatre présidents lui succédèrent en dix jours. Eduardo Duhalde fut finalement désigné afin de compléter le mandat présidentiel jusqu'aux prochaines élections prévues fin 2003. Auparavant, la population dont le mécontentement grondait depuis plusieurs mois, ne put supporter l'annonce du *corralito*, le 2 décembre 2001 : cet ensemble de mesures économiques restreignit la possibilité d'accéder aux dépôts bancaires. Tout au long du mois de décembre, les grèves et manifestations se multiplièrent pour exprimer les désaccords avec les décisions gouvernementales. Cependant, lorsque le président De la Rúa déclara l'état de siège le 19 décembre 2001, l'explosion sociale éclata. La population réclama le départ du président et afflua dans les rues au cri de « *¡que se vayan todos!* » (« qu'ils partent tous ! »). De cette manière, les Argentins exprimaient non seulement leur épuisement face aux événements récents mais également leur rejet massif des représentants politiques.

Dans ce contexte, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Argentine était un pays à reconstruire. La présidence de E. Duhalde offrit une solution de transition face à l'impasse institutionnelle. Pendant cette période, son gouvernement posa les jalons d'une nouvelle orientation économique. Cependant, sur un plan social, les Argentins tardaient à ressentir une amélioration dans leurs conditions de vie et souffraient d'une profonde crise de confiance et, par conséquent, de représentation par rapport aux acteurs politiques, qui, à divers niveaux d'implication, les avaient menés à ce chaos.

Les premières élections présidentielles, après les événements de 2001, conduisirent Néstor Kirchner (désormais NK) à la présidence de la République en 2003. Après un mandat de quatre ans, Cristina Fernández de Kirchner (désormais CFK), son épouse, fut élue en 2007 et assumait deux mandats présidentiels. Au cours de ses mandats, elle entreprit des réformes controversées, lesquelles provoquèrent des débats tendus, voire violents, au sein des institutions politiques et de la population. Nous pouvons citer, premièrement, les débats sur le projet de la *Ley 125*, relative aux rétrocessions sur les ventes des productions agricoles à l'export et le postérieur blocage du pays en 2009. Nous pensons également à l'application de la *Ley de*

*Medios*, loi visant à rééquilibrer les monopoles dans les médias et à remplacer la loi de communication établie à l'époque de la dictature, et les postérieurs conflits avec le groupe de presse Clarín. Enfin, des mesures visant à favoriser l'inclusion sociale telles que la *ley de matrimonio igualitario*<sup>1</sup> ou la *asignación universal por hijos*<sup>2</sup> animèrent tant les débats formels qu'informels et s'alimentèrent de préjugés méprisants envers certaines minorités dans la population ou envers les populations les plus vulnérables, en opposition aux classes moyennes.

Ainsi, le kirchnerisme, courant politique issu du péronisme, est au cœur de l'actualité politique argentine des quinze dernières années. CFK est désormais vice-présidente aux côtés du président Alberto Fernández (2019-2023), après avoir été sénatrice et une opposante active au gouvernement de Mauricio Macri entre 2015 et 2019.

Parallèlement à la présence des époux Kirchner à la tête de l'État, l'engouement du peuple argentin pour la chose politique n'a pas décliné depuis 2001 et indépendamment de la crise de représentation qui s'était installée entre les citoyens et l'élite politique. Au contraire, ce regain d'engagement de la population dans les débats politiques s'est traduit, au cours des dernières années, par des réactions antagoniques extrêmes d'adhésion ou de rejet face à la politique des Kirchner, voire des personnes elles-mêmes. Ce phénomène s'est accentué pendant les présidences de CFK (2007-2011 et 2011-2015). Il a simultanément été récupéré et instrumentalisé par l'opposition à l'encontre de la présidente. Les médias se sont alors focalisés sur cet élément jusqu'à imposer la figure d'une brèche (« *grieta* ») dans la population comme axe de communication et la rendre dominante dans l'imaginaire politique actuel<sup>3</sup>.

Dans ce contexte, notre regard se porte sur la relation entre CFK, les Argentins et leur investissement dans la politique, et nous conduit à formuler l'hypothèse que, dans une stratégie discursive visant à réhabiliter le politique, la présidente a intensifié les opérations d'identification en direction de ses adhérents alors explicitement séparés de l'adversaire. En effet, pour pallier le déficit de confiance des citoyens envers les représentants politiques qui suivit la crise de 2001, la présidente a focalisé son discours sur la relation entre le peuple et le projet de reconstruction du pays.

Notre travail entend donc caractériser les stratégies discursives de CFK pendant ses

---

<sup>1</sup> Ley de matrimonio igualitario : Loi autorisant le mariage pour tous. 15/07/2010

<sup>2</sup> Asignación universal por hijos : Allocation financière accordée aux familles en fonction du nombre et de l'âge des enfants du foyer. 29/10/2009

<sup>3</sup> A ce sujet, voir: Demirdjian Liliana, «Cultura Política Massmediática. El Origen De La Grieta», *Question/Cuestión*, Vol. 1, n.º 65, Feb. 2020, p.243, consulté en ligne, le 01-03-2020: <https://doi.org/10.24215/16696581e243>; Jorge José, Lamanna Gabriel, Leguizamón Mara, Steciow Ulises, « Dejando atrás el discurso de la “grieta”. ¿Cómo aumentar la confianza entre los argentinos? » *Question/Cuestión*, 2020, consulté en ligne, le 01-03-2020 : <https://doi.org/10.24215/16696581e262> ; Artese Matías, Castro Rubel Jorge, Tapia Hernán, «Explorando «la grieta». Representaciones de la conflictividad social en miembros de la pequeña burguesía urbana.», *Estudios Sociales*, 2019, pp.131-154, consulté en ligne, le 01-03-2020 : <https://doi.org/10.14409/es.v56i2.7149>



deux mandats présidentiels et cherche à préciser le processus de construction des antagonismes politiques dans son discours. A cet effet, il nous semble opportun de se demander dans quelle mesure et par quels moyens la narration de CFK réorganise les relations d'alliances et d'opposition afin de susciter une nouvelle dynamique politique dans l'espace public argentin, laquelle suscite dans l'imaginaire politique une visibilisation accrue des antagonismes. De cette interrogation découlent de nombreuses autres questions : Dans quelle mesure, les caractéristiques du discours de CFK introduisent un écart vis-à-vis de son prédécesseur ? Peut-on parler d'une ligne « cristiniste » au sein du kirchnerisme ? Comment se situe le kirchnerisme incarné par CFK par rapport au péronisme ? Dans quelle mesure les particularités du discours de CFK contribuent à l'organisation d'un modèle politique populiste ?

L'intérêt suscité par les présidences de CFK a donné lieu à de nombreuses publications académiques, notamment en Argentine : certaines d'entre elles apportent des éléments de réponse aux questions que nous venons de soulever. Ainsi, nous distinguons trois lignes bibliographiques en fonction de l'angle d'approche choisi. Notons, avant d'en proposer un panorama sélectif, que ces publications orientent fréquemment leurs recherches sur l'émergence du kirchnerisme et dans ce cas, tendent à se focaliser sur la présidence de Néstor Kirchner<sup>4</sup>. En ce qui concerne les travaux spécifiquement consacrés à CFK, un premier angle d'approche se situe dans une perspective historiographique. Ainsi, nous pouvons citer l'article de Nicolás Bermúdez, « Construcción kirchnerista de la memoria » qui étudie les transformations de la mémoire collective lors de l'arrivée de CFK à la présidence. D'autre part, la thèse en Langues et Littératures étrangères de Natalia Molinaro, soutenue à Paris 8, en 2014, *Refonder le mythe. Usages du passé, question(s) de mémoire(s) et enjeux d'identité dans l'Argentine du Bicentenaire (2010)* est consacrée aux enjeux mémoriels des commémorations du Bicentenaire de la Révolution de Mai. Elle cible, ainsi, un aspect et un moment précis du premier mandat de CFK. Nous retrouvons cet intérêt pour la mémoire dans *¡Y al final un día, volvimos !* de Ana Soledad Montero, publié en 2011, à partir d'une thèse doctorale sur *Los usos de la memoria en el discurso kirchnerista (2003-2007)*. Ce travail s'inscrit dans le champ de la sociologie.

---

<sup>4</sup> Ainsi, en France, nous trouvons quelques thèses consacrées à NK alors que nous n'en trouvons pas sur les mandats de CFK. Citons par exemple : Darío Andrés Rodríguez, *Liderazgos presidenciales en tiempos de crisis y transformaciones de los formatos representativos en la democracia argentina: los casos de Carlos Menem (1989-1995) y Néstor Kirchner (2003-2007) en perspectiva comparada*, thèse en Science politique, soutenue en 2012; Morgan Donot, *La pratique discursive post-péroniste, au fondement d'une nouvelle identité partisane ou nationale. Les cas de Carlos Menem (1989-1995) et de Nestor Kirchner (2003-2007)*, thèse en Science politique soutenue en 2014 ; Emilie Doz, *Néstor Kirchner (2003-2007) : rupture ou continuité du péronisme ? Les mutations du populisme en Argentine*. Thèse en Etudes ibériques et méditerranéennes, soutenue en 2013.

Dans le cadre de l'analyse politique, la question de la filiation du kirchnerisme se pose fréquemment. Anabella Busso («Los ejes de la acción externa de Cristina Fernández: ¿cambios hacia un nuevo horizonte o cambios para consolidar el rumbo?», 2016) et Francisco Corigliano («La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner. Una típica política peronista del siglo XXI», 2011) abordent l'agenda international en évaluant son inscription dans la tradition péroniste, pour ce dernier et, en s'interrogeant sur les changements apportés par CFK lorsqu'elle a succédé à NK, pour la première. D'autres chercheurs entreprennent également de définir le kirchnerisme de CFK à partir de son organisation politique. C'est ainsi que Sébastien Velut revient, dans un article de 2016, sur la politique menée au cours des trois mandats exercés par le couple Kirchner pour apporter des réponses à « Qu'est-ce que le Kirchnerisme ? ». En Argentine, Maristella Svampa étudie la décennie kirchneriste sous l'angle du populisme dans « La década kirchnerista : Populisme, clases medias y revolución pasiva », en 2013. Alors que débute le second mandat de CFK, la sociologue argentine s'intéresse également à l'évolution du modèle kirchneriste dans un article intitulé « Argentine : "L'approfondissement" du modèle kirchneriste. », écrit en 2012 en collaboration avec Marie-France Shapira.

Enfin, dans le domaine de l'analyse politique, nous distinguons un dernier axe, consacré aux antagonismes dans les conflits emblématiques des mandats présidentiels. Sur ce sujet, l'article «Política y medios de comunicación en Argentina. Kirchner, Clarín y la Ley» (2010), écrit par Jerónimo Repoll propose une analyse de la relation entre le Groupe Clarín et les gouvernements kirchneristes entre 2003 et 2011. Quant à Hernán Fair Rzezk, il étudie l'approche théorique et méthodologique des situations conflictuelles à partir de « El conflicto entre el gobierno y el campo en Argentina » (2008).

L'analyse du discours constitue le troisième angle d'approche des mandats présidentiels de CFK. Dans cette lignée, Javier Balsa propose une compilation d'articles dans *Discurso, política y acumulación en el Kirchnerismo*, (2013). Cette œuvre, qui réunit les travaux d'une vingtaine de chercheurs argentins, s'inscrit également dans le domaine de l'analyse politique. Elle propose d'une part, une réflexion sur le populisme comme représentation hégémonique du peuple et d'autre part observe, dans ce contexte, les mécanismes de représentation dans un état constitutionnel de droit. Nous pouvons signaler, en particulier, deux contributions qui se focalisent sur CFK. Ainsi, dans l'article «¿Existe una lógica discursiva kirchnerista? Constancias y alternativas.», Alejandro Raiter rend compte des effets que la présidente cherche à exercer sur l'auditoire et, plus spécifiquement, sur la place centrale qu'elle construit pour elle-même dans ces discours. Quant à Sara Pérez, dans l'article «Ser mujer y ser presidenta : la construcción discursiva de la imagen de Cristina Fernández de Kirchner en el discurso presidencial, 2007-

2011», elle relève la capacité d'adaptation de la présidente aux différentes conjonctures politiques, en construisant diverses facettes de son identité discursive, afin de désarticuler les stéréotypes de genre qui s'emploient à compromettre sa légitimité.

Nous pouvons également citer les nombreux travaux de Irene Lis Gindin, en « communication sociale » : sa thèse doctorale soutenue en 2016, *La construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*, aborde l'identité politique de la présidente à travers les discours de son premier mandat ; l'article « Los avatares del pasado en el discurso de Cristina Fernández de Kirchner : Peronsimo y Bicentenario » aborde la façon dont la présidente présente certains événements historiques qui contribuent à la formation d'une identité politique. Signalons, également, le travail de Agustina Jakonchuk, *Representaciones e identidades en el discurso audiovisual: análisis de la campaña 2011 de Cristina Fernández de Kirchner*; (2017) qui se consacre à l'étude des discours audiovisuels dans les spots de la campagne électorale de CFK en 2011 dans le but de détecter les stratégies sémiotiques et discursives utilisées dans la construction des identités. De nombreux travaux s'intéressent à la représentation que la présidente transmet d'elle-même, tels que « El *ethos* en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008) » publié en 2017 par Ana Laura Maizels qui présente également « Argumentación e imagen de sí, de la presidenta argentina, Cristina Fernández en el marco de la crisis con el sector agropecuario ». Pour sa part, M. Alejandra Vitale publie « El *ethos* en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidenta argentina Cristina Fernández de Kirchner » (2014) alors que Ana Pedrazzini et Pablo Cornaglia rédigent « Variabilidad léxica y estrategias de persuasión en el discurso oral y público de la presidenta Cristina Fernández de Kirchner, en su primer mandato (2007-2011) » (2012). Ces quelques exemples illustrent la focalisation des travaux consacrés au discours de CFK dans le contexte précis d'un moment conflictuel ou d'une période précise des mandats politiques, et plus fréquemment la première présidence de CFK.

En France, nous n'avons pas connaissance de thèses soutenues ou en préparation, consacrées aux mandats présidentiels de CFK mais nous pouvons signaler le mémoire de Master de Laura Ribeiro, *Mise(s) en place identitaire(s) à travers les discours de Cristina Fernández de Kirchner*, soutenu en 2011, qui se concentre sur l'analyse de l'*ethos* de la présidente.

Notre thèse se consacre aux présidences de CFK en tant que manifestation d'un courant politique de l'Argentine contemporaine et, en ce sens, elle s'inscrit dans le domaine disciplinaire de la civilisation latino-américaine. Or, ce courant construit une narration ou grammaire politique qui lutte pour son hégémonie (E. Laclau, 1987, 2005 ; D. Scavino, 2012)

et donne lieu à un questionnement des imaginaires politiques (C. Castoriadis, 1975). Nous souhaitons donc identifier les mécanismes de construction et les particularités de *la fable politiques* à l'œuvre dans le discours de CFK afin de comprendre comment se tisse, autour de la présidente, le *lien social*<sup>6</sup>. A travers une approche interdisciplinaire qui s'appuie donc sur des outils théoriques issus des sciences politiques et d'outils méthodologiques empruntés à l'analyse du discours, nous souhaitons apporter un regard complémentaire sur la narration politique mise en place par CFK, au cours de ses deux présidences. Pour cela, nous nous employons à mettre en lumière le dispositif discursif issu de l'articulation entre la présidente, les destinataires et le projet politique envisagé pour le pays.

L'approche que nous proposons s'inscrit dans le cadre théorique de la *logique d'hégémonie discursive*<sup>7</sup> définie par Ernesto Laclau à partir de ses travaux en analyse du discours politique. Selon le théoricien, la relation entre le représentant et les représentés dépend de la capacité du personnage politique à construire un discours hégémonique ou, plutôt, à élaborer un discours qui lui confère une position hégémonique dans le système politique.

Cette situation hégémonique doit être envisagée dans son caractère dynamique, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une relation contingente car dans un contexte donné, les forces en présence exercent constamment des pressions à l'intérieur du système et sont susceptibles d'entrer en compétition entre elles. En effet,

*para hablar de formación hegemónica, tenemos que introducir otra condición (...): la continua redefinición de los espacios sociales y políticos, y aquellos constantes procesos de desplazamientos de los límites que construyen la división social que son propios de las sociedades contemporáneas.*<sup>8</sup>

Pour expliquer le concept d'hégémonie, Ernesto Laclau utilise la catégorie d'articulation.

*Llamaremos articulación a toda práctica que establece una relación tal entre elementos, que la identidad de éstos resulta modificada como resultado de esa práctica. A la totalidad estructurada resultante de la práctica articuladora la llamaremos discurso. Llamaremos momentos a las posiciones diferenciales, en tanto aparecen articuladas en el*

---

<sup>5</sup> Scavino D., *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina*, op.cit, 2012

<sup>6</sup> *Ibidem*

<sup>7</sup> Ernesto Laclau et Chantal Mouffe redéfinissent l'hégémonie à partir des travaux d'Antonio Gramsci qui interroge cette notion remise en question dans la pensée marxiste après la première guerre mondiale. Pour leur part, les deux politologues cherchent à dépasser la logique de classe régissant la logique d'hégémonie chez le théoricien italien, qu'ils considèrent essentialiste.

<sup>8</sup> Laclau Ernesto, *Hegemonía y estrategia socialista: hacia una radicalización de la democracia* / Ernesto Laclau y Chantal Mouffe., 3a ed. 2A reimp., Ciudad Autónoma de Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica, 2015, p188, « pour parler de formation hégémonique, nous devons introduire une autre condition (...) : la continuelle redefinition des espaces sociaux et politiques, ces processus constants de déplacements des limites qui construisent la division social, propres des sociétés contemporaines. » (Je traduis)

*interior de un discurso. Llamaremos, por el contrario, elemento a toda diferencia que no se articula discursivamente.*<sup>9</sup>

Ces distinctions permettent de spécifier les éléments qui entrent dans la relation articulatoire et de déterminer la spécificité du moment relationnel. Dans cette optique, nous entendons par « discours de CFK », le résultat de l'ensemble des articulations que la locutrice met en place entre le peuple argentin, le contexte historique passé et actuel, le projet politique qu'elle porte et les opposants à sa vision de la l'Argentine.

En, effet, selon le politologue, à l'intérieur d'un système, une relation d'équivalence s'établit entre les différents axes de revendications des représentés. Cependant, ces demandes, de part leur diversité, ne permettent pas d'identification, a priori, entre les individus ou groupes d'individus qui les portent. Par exemple, des revendications liées aux Droits de l'Homme et à l'exercice de la justice en relation au terrorisme d'Etat exercé pendant la dernière dictature (1976-1983) ne sont pas a priori liées au mécontentement exprimé face au coût de la vie et à l'inflation, lié aux politiques néolibérales des années 90. Ce n'est que lorsque ces lignes de revendication convergent vers un même point d'opposition, le pouvoir oppresseur par exemple, qu'elles permettent la constitution d'un collectif. La *logique de la différence* et la *logique de l'équivalence* constituent les deux mécanismes de la logique d'hégémonie.

A partir de ces articulations, E. Laclau<sup>10</sup> définit les spécificités d'une organisation populiste, en tant que forme de construction de la politique idéologiquement neutre. Cette vision du populisme contraste avec des approches qui tendent à l'associer à des expériences politiques totalitaires ou extrémistes. Dans cette perspective, le concept peut s'appliquer à des mouvements de signe idéologique très différent. Selon le politologue, une organisation populiste se caractérise par une division de l'espace social entre deux camps dichotomiques. Effectivement, le populisme prend ses racines dans l'expression des demandes insatisfaites du peuple et sollicite ceux d'en bas face au pouvoir existant. De plus, il s'oppose à l'institutionnalisme radical, c'est-à-dire à une vision de la politique dans laquelle il n'y a pas de confrontation de point de vue mais une unification de tout l'espace communautaire autour de certaines formes institutionnelles données.

D'autre part, obtenir une position hégémonique suppose qu'une entité porte la voix de

---

<sup>9</sup> Ernesto Laclau, *Hegemonía y estrategia socialista : hacia una radicalización de la democracia, op.cit.*, p 143, « Nous appellerons articulation toute pratique qui établit une relation entre les éléments, de telle façon que l'identité de ceux-ci termine modifiée par cette pratique. Nous appellerons discours la totalité structurée qui résulte de la mise en pratique des articulations. Nous appellerons les moments, les positions différentielles qui conjointement apparaissent articulées à l'intérieur d'un discours. Au contraire, nous appellerons élément, toute différence qui ne s'articule pas discursivement. » (Je traduis)

<sup>10</sup> Ernesto Laclau, *La razón populista*, 1ere ed. 7ème reimp., Buenos Aires, Fondo Cultura Económica, 2013, 312p.

de toutes les revendications qui, bien que différentes entre elles, ont en commun de s'opposer à la même forme. Pour cela, une demande doit se détacher de l'ensemble et incarner l'ensemble des luttes en présence. Ernesto Laclau parle alors de *signifiant vide* : il s'agit d'un signifiant initialement lié au signifié d'une demande spécifique, qui, peu à peu, signifie la chaîne de demande dans sa totalité. Le *signifiant vide* est en constante renégociation dans le discours car il résulte du « compromis instable entre équivalence et différence<sup>11</sup> ». Ainsi, il représente la plénitude absente, forme d'universalité, représentée par la totalité de chaîne d'équivalence.

Plus la chaîne d'équivalence sera longue et plus le signifiant qui incarne ces luttes se videra de son sens au profit de la représentation de cette équivalence. C'est par exemple, le cas d'une revendication exprimée sous le signifié « justice sociale » qui peut recueillir des demandes très diverses : pour certains, il s'agit d'une meilleure protection sociale, pour d'autres d'une demande sectorielle en matière de droit du travail ou d'une reconnaissance identitaire. Toutes ses demandes, si elles n'obtiennent pas satisfaction, peuvent converger dans une même opposition à un pouvoir oppresseur dont l'identification sera d'autant plus imprécise que les demandes sont diverses.

Ainsi, pour conquérir ou maintenir une position hégémonique, le discours politique doit entretenir les deux logiques présentées ci-dessus dont le corrélat est la constitution du collectif d'identification dans une dynamique d'antagonismes. De ce fait, « (...) pour parler d'hégémonie, le moment de l'articulation ne suffit pas ; il est nécessaire qu'en plus l'articulation se vérifie à travers un affrontement avec la mise en pratiques d'articulations antagoniques<sup>12</sup> ». E. Laclau explique, en effet, que l'aspiration à la représentation d'un universel suppose la prise en compte de l'extériorité de la totalité envisagée.

Par conséquent, l'équivalence entre les différentes demandes subsiste tant que la force extérieure d'opposition continue à agir comme telle. « La communauté engendrée par cette extension des équivalences sera de ce fait l'idée pure de la plénitude communautaire qui fait défaut, résultant de la présence du pouvoir d'oppression<sup>13</sup> ».

Dans ce contexte, les *signifiants vides* jouent un rôle fondamental et leur efficacité surgit de leur ancrage dans l'imaginaire collectif d'une société. En effet, une logique politique produit des effets dans les représentations que la population se fait d'elle. Cornelius Castoriadis explique en ce sens que l'imaginaire politique fonctionne comme un ensemble de

*significaciones imaginarias sociales [que] crean un mundo propio para*

---

<sup>11</sup> Ernesto Laclau., *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, op.cit., p.98

<sup>12</sup> Ernesto Laclau, *Hegemonía y estrategia socialista: hacia una radicalización de la democracia*, op.cit., p179 (...) *para hablar de hegemonía, no es suficiente el momento articulatorio; es preciso, además, que la articulación se verifique a través de un enfrentamiento con prácticas articulatorias antagónicas.* ( Je traduis )

<sup>13</sup> Ernesto Laclau, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Éditions la découverte, Paris, 2000, p.101

*la sociedad considerada, son en realidad ese mundo: conforman la psique de los individuos. Crean así una “representación” del mundo, incluida la sociedad misma y su lugar en ese mundo: pero esto no es un constructum intelectual; va parejo con la creación del impulso de la sociedad considerada (una intención global, por así decir) y un humor [...], un afecto o una nebulosa de afectos que embeben la totalidad de la vida social.*<sup>14</sup>

Sur cette base théorique, ce travail de thèse entend observer comment s'articule le discours de Cristina Fernández de Kirchner pour construire une force politique hégémonique. Ce processus qui s'élabore dans une dynamique d'équivalences et d'antagonismes, conduit à des transformations dans les imaginaires politiques de la société argentine. Les Argentins modifient leur regard sur eux-mêmes : leur conception en tant que peuple est affectée et, par conséquent, la représentation de leur relation au monde.

D'autre part, ce travail de recherche sur les antagonismes répond, comme nous l'avons évoqué, à une situation conjoncturelle mais s'inscrit également dans les réflexions menées ces dernières années sur les relations antagoniques dans les démocraties modernes. En effet, cette notion a suscité un intérêt particulier dans les travaux menés en sciences politiques. Dans ce domaine, Chantal Mouffe invite à dépasser la notion d'antagonisme au profit de « relations agonistiques<sup>15</sup> » garantes d'une démocratie radicale et plurielle. La politologue base son argumentation sur le fait que les relations antagoniques sont inhérentes au jeu politique et que la recherche de consensus des démocraties libérales a conduit à une paralysie du politique. Selon cette conception, l'étude de la construction des antagonismes dans les discours de CFK nous offre la possibilité d'apprécier la dynamique de renforcement des identités dans le but de réhabiliter la politique. La politique est alors envisagée comme un lieu d'organisation de la coexistence auquel le peuple doit prendre part pour se réaliser en tant que tel.

Selon Silvia Sigal et Eliseo Verón, «*es en el plano de la enunciación que se construye la relación de un discurso con sus condiciones sociales de producción*<sup>16</sup>». Ainsi, pour

---

<sup>14</sup>Castoriadis Cornelius, «El Imaginario Social Instituyente», *Zona Erógena*, N° 35, 1997, <http://www.ubiobio.cl/miweb/webfile/media/267/Castoriadis%20Cornelius%20-%20El%20Imaginario%20Social%20Instituyente.pdf>, consulté en ligne le 01/04/2020, « significations sociales imaginaires [qui] créent un monde propre à la société considérée, sont en réalité ce monde : elles composent la psyché des individus. Elles créent ainsi une « représentation » du monde ; y compris la société, elle-même et sa place dans ce monde : mais ceci n'est pas un constructum intellectuel ; il intègre la création de l'élan de la société considéré (une intention globale, pour ainsi dire) et un tempérament (...) - un affect ou une nébuleuse d'affects qui imprègnent la totalité de la vie sociale. » (Je traduis)

<sup>15</sup> Mouffe, Chantal. « Politique et agonisme », *Rue Descartes*, vol. 67, no. 1, 2010, pp. 18-24.

<sup>16</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1<sup>re</sup>ed. 3<sup>re</sup>reimp., Eudeba, 2010, p24, « c'est sur le plan de l'énonciation que se construit la relation d'un discours avec ses conditions sociales de production » ( Je traduis)

caractériser le discours de CFK dans la dynamique de construction des antagonismes politiques, nous nous inspirons du cadre méthodologique proposé par Silvia Sigal et Eliseo Verón, dans *Perón o muerte*, « *Los fundamentos discursivos del dispositivo peronista* ». Les auteurs étudient trois moments d'articulation dans le dispositif énonciatif : la production, la circulation et la réception du discours. Pour notre part, nous nous concentrons sur la phase de production. De plus, en accord avec ces deux auteurs, orienter notre étude vers l'examen du discours de la présidente ne suppose pas de chercher une adéquation entre ce qu'elle dit et ce qu'elle fait mais de mettre en évidence ce qu'elle fait en disant et notamment ce qu'elle produit dans la réalité sociale qu'elle intègre. Par conséquent, la question n'est pas de savoir si les acteurs sont conscients de ce qu'ils font alors qu'ils émettent le discours. En revanche, ce qui nous intéresse dans l'analyse des discours de CFK est la configuration complexe des conditions qui déterminent « *el funcionamiento de un sistema de relaciones sociales en una situación dada*<sup>17</sup> ». Pour comprendre comment s'articulent les antagonismes dans le dispositif discursif de CFK, nous nous focalisons sur les unités significatives qui traduisent la relation établie entre les quatre entités suivantes : le peuple, la présidente et les figures qui incarnent les adversaires au projet dans le contexte donné.

Ces quatre éléments ont orienté notre travail sur le corpus. Nous nous sommes concentré sur les trois débats présentés précédemment afin d'identifier les marqueurs de la construction du lien social par rapport aux marqueurs d'opposition. Sur la page officielle de la *Casa Rosada*<sup>18</sup>, siège du pouvoir exécutif, nous avons pu consulter l'ensemble des transcriptions des discours de Cristina Kirchner entre 2008 et 2015. Nous avons effectué une première sélection à partir des titres qui généralement contiennent l'événement, le lieu et la date à laquelle le discours a été prononcé et parfois même une courte citation de la présidente. Nos critères de sélection correspondent aux trois moments charnières présentés ci-dessus. Ainsi pour la *ley de medios*, les discours dont le titre contenait les termes « *audiovisual* », « *medios* » ou « *comunicación* » ont retenu notre attention. Pour la *ley 125*, les références étaient « *agropecuario* », « *retención* » ou « *campo* » et pour l'aspect sociétal, « *ayuda* » ou « *familia* » parmi d'autres mots-clés. Après une première lecture de ces textes, de nouvelles pistes de recherche se sont dessinées, notamment, l'utilisation de l'histoire comme élément stratégique dans la définition d'un « nous » communautaire, d'une instance collective identifiée au « peuple argentin ». Nous avons également été sensible aux stratégies de représentation de soi de l'instance énonciatrice, la Présidente. Alors, nous sommes retournée à la liste complète des

---

<sup>17</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte : los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, 2010, p.3, « le fonctionnement d'un système de relations sociales dans une situation donnée », ( Je traduis)

<sup>18</sup> Page officielle de la Casa Rosada : <http://www.casarosada.gob.ar/>



discours et avons entrepris de sélectionner d'une part les discours prononcés lors des commémorations des événements importants de l'Argentine tels que le 25 mai, date anniversaire de la Révolution de mai, le 20 juin, jour du drapeau et le 9 juillet, jour anniversaire de l'indépendance. D'autre part nous avons relevé également les discours dont le titre, qui, fréquemment est une citation extraite du discours, laissait supposer une implication personnelle de la présidente. Au terme de ce travail, nous avons donc réuni un ensemble d'environ 200 discours prononcés entre 2008 et 2015.

Dans un deuxième temps, nous avons repris la lecture de tous les discours sélectionnés pour relever les fragments les plus pertinents et constituer des sous corpus qui correspondent aux sous parties présentées de cette thèse. Les citations ainsi réunies représentent la matière première de notre travail et, pour les plus probantes d'entre elles, servent à illustrer notre synthèse.

Pour traiter le corpus ainsi délimité, nous avons effectué un repérage selon un axe thématique et un axe narratif-énonciatif. C'est-à-dire que nous nous sommes focalisée sur les fragments (phrases ou paragraphes) au cours desquels la locutrice offre, selon un schéma régulier, une représentation des quatre entités énoncées. En ce qui concerne le contexte donné, il s'agit d'unités à travers lesquelles la locutrice présente la situation actuelle du pays mais également l'inscrit dans son Histoire. D'autre part, les références au peuple en tant que collectif uni comporte indéfectiblement la prise en compte de son extériorité, et donc, des antagonismes en présence. En ce qui concerne la présidente, nous avons sélectionné les passages significatifs pour illustrer les représentations que la locutrice donne d'elle-même. Nous nous sommes appuyée sur la catégorie d'*ethos*, théorisée notamment par Dominique Maingueneau (2002) et Patrick Charaudeau (2005). Bien évidemment, ces quatre entités sont indissociables les unes des autres et c'est pourquoi, notre repérage sur l'axe narratif-énonciatif s'est parallèlement orienté vers les phases de récit au cours desquelles la locutrice place les interlocuteurs en position de protagonistes de leur propre histoire.

Dans un deuxième temps, et afin de mettre en évidence le lien entre la locutrice et le système de relation instauré, nous avons examiné les fragments sélectionnés, sur le plan de l'énonciation<sup>19</sup> en repérant les unités linguistiques de tous niveaux qui fonctionnent dans le discours comme indices des paramètres du schéma énonciatif (R. Jakobson) et qui, à ce titre, sont porteuses d'un trait sémantique spécifique (Kerbrat-Orecchioni, 1980). La synthèse de ces éléments fait apparaître les spécificités de l'organisation discursive de CFK : cette *grammaire*

---

<sup>19</sup> L'énonciation désigne selon E. Benveniste (1974), « la mise en fonction de la langue par un acte individuel d'utilisation », in Charaudeau Patrick, Maingueneau Dominique, Adam Jean-Michel [et al.], *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris (France), Éditions du Seuil, 2002, p.228

*narrative* qui révèle les antagonismes pour susciter la réalisation du peuple.

Cette thèse réunit donc le fruit de cette analyse menée sur les discours de CFK et s'organise en quatre parties. Dans la première, « Approche historique des antagonismes politiques en Argentine », nous parcourons l'histoire politique du XX<sup>e</sup> siècle argentin pour présenter les antagonismes et imaginaires qui ont émergé parallèlement à la naissance des principaux mouvements populaires, le radicalisme et le péronisme. Dans un deuxième temps, nous introduisons le contexte historique de la période post-dictatoriale, au cours de laquelle se mettent en place les forces que nous retrouvons dans la période récente. Cette sous-partie a pour objectif de présenter des éléments de contextualisation susceptibles d'éclairer les références historiques évoquées tout au long de la thèse.

La partie II, « Utilisation de l'Histoire dans la construction du peuple argentin » offre une cartographie de la construction de l'instance collective dans l'imaginaire social, processus issu des stratégies discursives que la présidente met en œuvre pour solliciter une représentation de la communauté sur le point d'atteindre *la plénitude communautaire*<sup>20</sup> dans l'imaginaire social. Après avoir montré que la présidente prend part au débat historiographique (chapite 1), nous observons la représentation du peuple sur un axe spatio-temporel. Ainsi, le chapitre 2 étudie les représentations du peuple sur la scène internationale, alors que le chapitre 3 explique la relation de l'instance collective avec son moment fondateur à l'occasion des festivités du Bicentenaire. Enfin, le quatrième chapitre interroge les liens entre le peuple et le péronisme, envisagé à travers ses différentes phases d'évolution et apporte des pistes de réponse sur l'inscription du kirchnerisme de CFK dans le péronisme.

La troisième partie, « Rôle de CFK dans le dispositif discursif », met en exergue, à travers l'étude des ethos de la présidente, la fonction d'articulation assumée par la locutrice dans la dynamique de concrétisation du peuple, en tant que construction intellectuelle, esquisse d'une société entièrement constituée, mu par un projet commun. Ainsi, le discours politique se rapproche de la forme du mythe comme « un ensemble d'images équivalentes capables de galvaniser l'imaginaire des masses, et de les lancer dans l'action collective<sup>21</sup> », tel que l'explique Ernesto Laclau reprenant les travaux de Georges Sorel<sup>22</sup>.

Dans la dernière et quatrième partie, « L'intégration des antagonistes dans le dispositif », nous revenons, premièrement, sur les principaux moments de conflit (chapitre 1 et 2) des deux mandats de CFK pour observer le positionnement des forces d'opposition par rapport au

---

<sup>20</sup> Laclau Ernesto, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, p.101

<sup>21</sup> Laclau Ernesto., *La guerre des identités. Grammaire de l'emancipation, op.cit.*, p 137

<sup>22</sup> À ce propos, voir Sorel Georges, *Réflexions sur la violence*, Paris, Seuil, 1990, p.21

collectif d'identification dans le discours de la présidente et le traitement dont ils font l'objet. Dans un second temps, l'étude de l'interaction avec les adversaires conjoncturels (chapitre 3) vient confirmer le rôle fondamental de la dimension antagonique dans la dynamique de constitution de l'instance collective.

## **PARTIE I**

# **Approche historique des antagonismes politiques en Argentine**

La crise argentine de 2001 s'est manifestée par un éclatement du système politique et économique dont le principal corrélat fut l'explosion sociale en tant que manifestation concrète du risque de décomposition de l'ordre social. Selon un regard hétéroréférentiel, lorsqu'ils descendent dans la rue au cri de « qu'ils s'en aillent tous » (« *que se vayan todos* ») dirigé à tous les représentants politiques et économiques, les Argentins remettent en question leur organisation mais également leur autorité et menacent ainsi, la pérennité du système. Dans un angle d'approche autoréférentiel<sup>23</sup>, il s'agit pour la population de remettre en question l'imaginaire à partir duquel elle se structure, c'est-à-dire cette construction collective reçue et conjointement élaborée comme cadre référentiel que les réalités politiques et économiques en crise viennent déstabiliser.

L'Histoire est peuplée de ces phénomènes variables en intensité. De la narration des événements historiques va dépendre la constitution de l'imaginaire collectif. Nous verrons que certains récits s'imposent comme une ligne dominante et les voix discordantes supposent sa remise en question.

Par une approche historique des imaginaires antagoniques, nous souhaitons montrer comment les Argentins se sont pensés ou ont été pensés lors de périodes charnières de la construction de la nation. Il s'agit de mettre en évidence ces antagonismes fondateurs, tels qu'ils se sont manifestés tout au long de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, et qui traversent les luttes des principaux mouvements populaires de cette période. Ce cadre nous sera utile lorsque nous aborderons l'analyse du corpus car ces oppositions sont réactivées dans le présent comme elles l'ont été au cours de l'histoire politique argentine et occupent une place significative dans le discours de CFK.

Le XX<sup>e</sup> siècle hérite d'une représentation de l'Argentine divisée entre civilisation et barbarie. Cette métaphore du langage politique, impulsée notamment par *Facundo o Civilización y Barbarie en las pampas argentinas* de Domingo Faustino Sarmiento publiée en 1845<sup>24</sup> ressurgit dans les confrontations politiques de l'Histoire de l'Argentine, qui

---

<sup>23</sup> Le regard auto-référentiel se réfère à la représentation que le sujet se donne de lui-même, la signification, pour lui, de ses actes alors que le regard hétéro-référentiel envisage la représentation de soi, la signification de ses actes que le sujet entend transmettre aux autres.

<sup>24</sup> Domingo Faustino Sarmiento, *Facundo o Civilización y Barbarie en las pampas argentinas*, 1845.

Voir également le traitement de cet antagonisme à la même époque par un autre auteur : Juan Bautista Alberdi, *La barbarie histórica de Sarmiento*, Buenos Aires, Ediciones Pampa y cielo, 1964.

Pour une analyse de ces deux approches, voir : Terán Oscar, *Historia de las ideas argentinas. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, 1ère ed., Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2015, leçon 3 «la generación del 37 : Sarmiento y Alberdi », pp. 53-94.

s'accompagnent d'une division de la société sous la forme d'antagonismes souvent présentés comme inconciliables. Bien évidemment ce couple antagonique n'est pas le seul : l'Histoire de l'Argentine retient des oppositions dans le champ politique, très radicales, telles que unitaires/fédéraux ; centre/intérieur ; péronisme/antipéronisme ; peuple/oligarchie ; patrie/impérialisme.

Maristella Svampa, dans *El dilema argentino : Civilización o barbarie*<sup>25</sup>, notamment, analyse la resignification de ces termes qui représentent, de façon dichotomique, les clivages sociopolitiques<sup>26</sup>. Signalons également les travaux de Pilar Calveiro<sup>27</sup> qui considère la logique guerrière amis/ennemis dans la vie politique argentine du XX<sup>e</sup> siècle, de 1930 à la dernière dictature en passant par les organisations armées péronistes et guévaristes des années soixante-dix<sup>28</sup>.

Nous allons présenter, ici, les grands antagonismes et imaginaires du XX<sup>e</sup> siècle argentin en nous intéressant à la naissance des mouvements populaires qui ont marqué cette période : le radicalisme et le péronisme, que le discours de CFK voit nouvellement s'affronter. Parallèlement, nous commentons l'émergence de deux lignes historiographiques au cours de cette même période : l'une libérale et l'autre révisionniste, mises en regard dans le discours de CFK. Dans un second temps, nous proposons un cadre historique post-dictatorial qui va nous permettre d'identifier les forces qui entrent en jeu dans cette période récente.

---

<sup>25</sup> Svampa Maristella, *El dilema argentino. Civilización o Barbarie*, Buenos Aires, Taurus, 2006, 424pp

<sup>26</sup> *Facundo o Civilización y Barbarie en las pampas argentinas* est le titre original de l'œuvre publiée par Sarmiento en 1845. A travers cette œuvre, il souhaite donner une orientation sociale aux problèmes et convulsions politiques que traversent les pays d'Amérique Latine nouvellement formés.

Le binôme *Civilización/ Barbarie* va s'inscrire dans les discours politiques et occuper un rôle particulier dans cette seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle mais également influencer la formulation de la pensée et la vie politique des argentins au cours des périodes suivantes.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la civilisation est associée à l'idée de progrès dont l'Angleterre et la France sont les étendards, ce qui justifierait l'expansion impérialiste. Ainsi on note trois champs d'utilisation du couple civilisation/barbarie : dans le discours politique, il permet de discréditer l'adversaire selon une rhétorique réactionnaire qui réapparaît de façon périodique ; c'est une forme de légitimation politique de la bourgeoisie ascendante qui se considère dépositaire des valeurs du progrès et de la civilisation ; et enfin l'image illustre la situation sociale, donnant à voir une société menacée par le risque de sa propre décomposition.

<sup>27</sup> Calveiro Pilar, *Política y/o violencia. una aproximación a la guerrilla de los años setenta*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2013, 158p.

<sup>28</sup> Sur les clivages politiques qui traversent l'Histoire de l'Argentine, voir : Aboy Carles Gerardo, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades de Alfonsín a Menem*. Rosario, Santa Fe, HomoSapiens Ediciones, 2001. 333 p.

## I. 1. Les débuts du XX<sup>e</sup> siècle : construction politique et enjeux historiographiques

Sur le plan politique, les partis naissants se construisent à l'image de la population. Ils reflètent également les représentations que les élites se font de celle-ci et dans laquelle nous retrouvons notamment, la dichotomie civilisation et barbarie dans ses différentes phases d'évolution.

### I. 1. 1. Elite politique conservatrice et radicalisme

A partir des années 1890, des différends surgissent au sein de l'élite politique<sup>29</sup>. La UCR<sup>30</sup> (*Unión cívica radical*), premier parti politique moderne, entend représenter les secteurs moyens urbains. D'autre part, les mouvements ouvriers commencent à s'organiser avec l'émergence de groupes anarchistes, syndicalistes et socialistes. Il s'agit d'une époque de transition et parallèlement de conflit<sup>31</sup>.

Le Centenaire de l'Indépendance marque la cristallisation d'une série de préoccupations pour le secteur criollo qui donne naissance au premier « nationalisme argentin ». L'élite libérale voit avant tout, dans cette population urbaine, des immigrants et non des ouvriers. Par opposition, elle commence à s'appropriier les traits passés des « barbares » dans le sens de l'attachement aux valeurs traditionalistes, alors que l'univers discursif de l'ouvrier immigrant est davantage tourné vers les idéologies révolutionnaires qui bouillonnent dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle.

Le début du XX<sup>e</sup> siècle est marqué par le débat connu sous le nom des *questiones de estilo*. Les masses radicales qui se composent des classes populaires en majorité urbaines représentent la culture de base étrangère et par conséquent, incarnent une nouvelle forme de « barbarie » méprisée par les opposants à l'Yrigoyenisme. De même, ceux-ci fustigent le style

---

<sup>29</sup> À ce sujet, voir: Ocaso Martín, *El ocaso de la República oligárquica. Poder, política y reforma electoral. 1898-1912*. Buenos Aires. Edhasa, 2012, 392p.

Voir également: Botana Natalio, *El orden conservador la política argentina entre 1880 y 1916*, 4a ed., nueva ed. con un estudio preliminar., Buenos Aires (Argentine), Ed. Sudamericana, 1994, 344p.

<sup>30</sup> Sur la naissance du radicalisme, voir : Rock David, *El radicalismo argentino, 1890-1930*, Amorrortu Editor, édition espagnole, 1977, Buenos Aires, 348p.

<sup>31</sup> Sur la situation politique argentine au tournant du siècle, voir Gallo Ezequiel, « Política y sociedad en Argentina, 1870-1916, in John Lynch et Leslie Bethell, *Leslie, Historia de la Argentina*, Barcelona, *Crítica*, 2001, chapitre 3 pp.89-112

populaire du président Yrigoyen<sup>32</sup>, élu en 1916, et son manque d'intérêt pour la culture, caractéristique des gouvernements antérieurs issus de l'élite : ils avancent le fanatisme et l'irrationalité des masses qui menacent le pays. Ces « questions de style » conduisent ainsi à la remise en cause de la viabilité du gouvernement et, par extension, du suffrage universel lui-même<sup>33</sup>. A travers ce débat, les nationalistes et conservateurs remettent en cause l'entrée des masses populaires dans la politique et, par conséquent, la validité de la démocratie.

Cependant, tant le coup d'État de 1930 qui met fin au second mandat d'Yrigoyen que l'instauration de la « fraude patriotique », confirment la faiblesse électorale de la bourgeoisie qui souffre de l'absence d'un réel parti de droite conservateur qui la représente<sup>34</sup>.

Parallèlement, l'image *Civilización y Barbarie* se transforme : n'étant plus nécessaire pour insulter un gouvernement « barbare », elle permet alors de justifier le maintien d'un gouvernement aux mains des « civilisés ». En résumé, cette image vient combler symboliquement un déficit de légitimation dans un système où les élections, bien que frauduleuses, sont indispensables du fait de leur valeur symbolique. A cela s'ajoute que la classe dominante recourt à un discours visant à convaincre de sa légitimité, appuyé sur des références historiques ainsi que sur son rôle dans le processus d'Indépendance et dans la fondation de la République. Dans ce processus de légitimation auto-référentielle, elle se place comme l'incarnation de la Patrie et de la civilisation.

Dans ce contexte, le terme de civilisation perd une référence précise et alors que les conséquences de la crise de 1929 se font sentir, on assiste à l'épuisement du modèle économique et l'effondrement du mythe du progrès indéfini, qui s'accompagne d'une certaine agitation dans les classes dominantes sous forme de fraude, corruption et assassinats.

L'élection de Agustín Pedro Justo à la présidence en 1932 marque le retour à une démocratie restreinte. Les nationalistes qui avaient activement participé au coup d'État de 1930 et nourri de grands espoirs au début du gouvernement d'Uriburu, entrent dans une collaboration peu efficace et abandonnent peu à peu la scène politique pour mieux se repositionner sur ce plan, puis ouvrent une réflexion sur l'Histoire de l'Argentine<sup>35</sup>. C'est ainsi que le révisionnisme

---

<sup>32</sup> Sur Hipólito Yrigoyen, voir : Álvarez Guerrero Osvaldo, «Hipólito Yrigoyen ante la condición humana», *Polis*, n°13, 2006, consulté en ligne le 17-05- 2020. URL : <http://journals.openedition.org/polis/5437>

<sup>33</sup> A propos de la Ley Sáenz Peña qui établit le vote universel masculin et obligatoire, voir <https://www.conicet.gov.ar/la-ley-saenz-pena-y-la-fragil-transicion-hacia-la-argentina-democratica/>

<sup>34</sup> Sur cette période, voir notamment: Tato María Ines, «Nacionalistas y conservadores, entre Yrigoyen y «la década infame», in *Conflictos en democracia: la política en la Argentina, 1852-1943*, compilado por Luciano De Privitellio y Lilia Ana Bertoni, 1a ed, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2009, 240 p.

<sup>35</sup> C'est le cas notamment de Carlos Ibarguren et Manuel Gálvez que nous mentionnons lorsque nous abordons le révisionnisme historique.



se développe comme le résultat du retour sur le passé perdu dans un contexte de présent insatisfaisant.

Notons qu'après Yrigoyen, l'opposition *Civilización y Barbarie* ne pouvait plus occuper les mêmes fonctions. Si avant, elle représentait les frontières précaires du social et le danger de la désagrégation des liens sociaux, angoisse constante de la bourgeoisie, cette peur diminue après l'expérience gouvernementale de la UCR. Ainsi, on assiste à nouveau, au déplacement des valeurs des pôles d'opposition. Dans un premier temps, les nationalistes accentuent l'action idéologique depuis le pôle de la civilisation puis, à travers le révisionnisme historique, ils se positionnent peu à peu depuis l'essence de la barbarie reconvertie en civilisation authentique.

Dans le champ politique, ceci signifie que le grand ennemi n'est plus la démocratie de masse mais l'oligarchie « maléfique » et pernicieuse au service de l'Empire Britannique et qui, par conséquent, a freiné et freine la grandeur du destin national. La critique de « l'Histoire officielle » par les révisionnistes conduit à une lecture idéalisée de la société argentine.

Etudiant ces repositionnements, Mariastella Svampa conclut :

*La Argentina del 30 es un país que se ha quedado sin presente. Vivir fue querer revivir. (...) La Historia - más que el sufragio universal o la eficacia instrumental y civilizadora - devino la mayor fuente de legitimación. Apoderarse de ella era capturar la única eficacia que aún parecía quedar en pie en la Argentina de aquellos años: la simbólica.<sup>36</sup>*

Pour comprendre ce phénomène, nous allons revenir sur les conditions d'émergence du révisionnisme historique et mettre en lumière les principaux éléments historiques concernés par ce phénomène.

### I. 1. 2. Révisionnisme historique : origines

Les différents travaux sur le révisionnisme argentin s'interrogent sur les origines du phénomène, son contenu et ses représentants.

Selon l'historien Tulio Halperin Donghi, le révisionnisme historique relève d'une entreprise à la fois historiographique et politique dans laquelle

*la exploración del pasado nace entonces como una tentativa de ofrecer el aval de la historia para la crítica de la Argentina del presente, y esa crítica se organiza en torno a dos motivos centrales: el primero el repudio de la democratización política, (...); el segundo es la denuncia*

---

<sup>36</sup> Svampa Mariastella, *El dilema argentino. Civilización o Barbarie*, Buenos Aires, Taurus, 2006, p264, « L'Argentine des années 30 est un pays qui n'a plus de présent. Vivre était vouloir revivre. (...) L'Histoire - plus que le suffrage universel ou son intérêt instrumental ou civilisateur - devint la principale source de légitimation. S'en emparer semblait le seul élément qui semblait encore pertinent dans l'Argentine de cette époque : le symbolique. » (Je traduis)

*del modo de inserción en el mundo de la Argentina post independiente*  
(...)<sup>37</sup>

La première motivation remet en cause la fraude électorale systématique mise en place à partir de 1931 par les élites conservatrices pour conserver le pouvoir, non pas tant dans la forme qu'en raison des intérêts que ce mécanisme protégeait, contrairement à ceux de la nation. Le second élément fait référence au lien inéquitable établi avec la Grande Bretagne et imposé par celle-ci, dont les conséquences catastrophiques ne se feront sentir qu'à partir de 1929, et qui de façon irrémédiable a dévié la progression historique de l'Argentine.

En ce qui concerne l'émergence du révisionnisme historique, Diana Quattrochi propose une perspective qui associe ce phénomène à l'installation d'un débat sur Juan Manuel de Rosas<sup>38</sup> dans la société argentine lors de la réactivation de la mémoire historique de cette période provoquée par le phénomène yrigoyeniste à partir de 1930<sup>39</sup>. Cette position est cependant nuancée par Alejandro Cattaruzza en deux points. Premièrement, en ce qui concerne l'itinéraire social de la connaissance historique, l'auteur considère que rien ne permet de supposer que le débat se soit étendu au-delà du public des circuits culturels. D'autre part, au sujet de la mémoire historique, il distingue l'installation d'un thème dans la société argentine avec la naissance d'un courant intellectuel. Ainsi l'historien propose une définition qu'il annonce plus « traditionnelle » et conçoit le révisionnisme comme

*un grupo específico – naciendo no al calor de la ampliación de la democracia y de la aparición de actores políticos populares, sino en el clima político cultural que se extiende desde los prolegómenos de la experiencia uriburista hasta los desencantos que rodearon la firma del tratado Roca-Runciman. En este periodo, la corriente apareció siempre vinculada de manera privilegiada con los grupos nacionalistas, aunque su sistema de relaciones intelectuales incluyera a hombres de diversas procedencias.*<sup>40</sup>

---

<sup>37</sup> Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional» in *Ensayos de historiografía*, Ed. El cielo por asalto, Imago mundi, 1996, Buenos Aires, p.109 L'exploration du passé naît donc comme une tentative d'offrir l'aval de l'histoire pour la critique de l'Argentine du présent, et cette critique s'organise autour de raisons principales : la première est le rejet de la démocratisation politique, (...); la seconde vise à dénoncer le mode d'insertion de l'Argentine, dans le monde, après l'indépendance (...)  
(Je traduis)

<sup>38</sup> Juan Manuel de Rosas, (1793-1877), en tant que gouverneur de Buenos Aires, reçoit officiellement la charge des relations extérieures de la Confédération mais son pouvoir est croissant. A partir de 1835, il obtient les pouvoirs exceptionnels et se maintient à la tête du pays jusqu'en 1852. Sur J. M. de Rosas, voir Raúl O Fradkin et Jorge Gelman «Juan Manuel de Rosas. La construcción de un liderazgo político.» in *Biografías argentinas*, collection dirigée par Gustavo Paz et Juan Suriano, Edhasa, Buenos Aires, 2011.

<sup>39</sup> Nous développons cette partie en nous appuyant sur les travaux de Cattaruzza Alejandro, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», in Fernando J. Devoto (comp.), *La historiografía argentina en el siglo XX*, Centro editor de América latina, Buenos Aires, 1993, lequel se réfère à Diana Quattrochi Woisson, «Historia y contra-historia en la Argentina, 1916 -1930», en *Cuadernos de Historia Regional*, Luján, UNLuján, vol. III, número 9, agosto 1987.

<sup>40</sup> Alejandro Cattaruzza, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p.188, « un groupe spécifique – émergeant non pas à la lumière du développement de la démocratie et de l'apparition d'acteurs politiques populaires, mais dans un climat politique culturel qui s'étend depuis les préambules de l'expérience

L'historien révisionniste Noberto Galasso<sup>41</sup> signale également le protagonisme des groupes nationalistes dans le révisionnisme historique. Il considère que la crise économique mondiale, le corporatisme<sup>42</sup> en Europe et le triomphe d'Yrigoyen en 1928 contribuent à l'affaiblissement de la pensée libérale, particulièrement conservatrice dans les secteurs dominants et parallèlement, le nationalisme oligarchique connaît une avancée significative<sup>43</sup>.

Nous allons maintenant reprendre les principaux axes de réflexions du révisionnisme historique pour comprendre en quoi il remet en question l'Histoire libérale, dominante dans l'imaginaire argentin depuis sa formation et devenue une sorte d'Histoire officielle. Ces divergences interprétatives sont importantes pour le sujet qui nous intéresse car leurs resignifications au cours de l'Histoire ressurgissent dans le discours politique sous la forme de représentations antagoniques par un processus de vulgarisation historique.

### I. 1. 3. Révisionnisme historique : contenus et acteurs

L'historiographie libérale s'est propagée dans l'imaginaire argentin parce qu'elle a été enseignée et véhiculée par les divers médias, notamment, par le système éducatif, les programmes scolaires et les discours officiels du début du XX<sup>e</sup> siècle : elle s'est ainsi installée comme une version indiscutée et indiscutable de ce qui s'est passé et se trouve renforcée au quotidien dans l'iconographie officielle tel qu'on peut le constater à la lecture des principaux odonymes. Son contenu offre une interprétation des événements selon une idéologie libérale et conservatrice qui se traduit au niveau économique par la valorisation du libre jeu des marchés et l'ouverture vers l'extérieur. Selon ses détracteurs, elle développe une ligne de pensée élitiste et antipopulaire, elle s'éloigne des idéaux démocratiques de la Révolution française de 1789 et

---

uriburiste jusqu'aux déceptions qui ont accompagné la signature du traité Roca-Runciman. Dans cette période, le courant est apparu toujours, de manière privilégiée, en lien avec les groupes nationalistes, même si son système de relations intellectuelles comprenait des hommes de diverses origines. » (Je traduis)

<sup>41</sup> N. Galasso, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004.

<sup>42</sup> Le corporatisme désigne une « doctrine qui, répudiant à la fois l'individualisme et le collectivisme, est fondée sur l'organisation des professions en organismes permanents et institutionnels qui élaborent des décisions sanctionnées par les pouvoirs publics et qui sont représentés auprès du gouvernement. », <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/corporatisme/37431>. Les principales manifestations du corporatisme en Europe apparaissent au Portugal de Salazar, dans l'Italie fasciste, dans l'Espagne franquiste ou en France sous le Régime de Vichy.

<sup>43</sup> Pour un regard complémentaire sur le contexte des années 30 et la naissance révisionnisme historique, voir également : Terán Oscar, *Historia de las ideas argentinas. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, 1ère ed., Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2015, 282p., en particulier «lección 8. La cultura intelectual de la década del 30. »

culturellement, elle adopte un angle de vue européiste et anti-latino américaniste. Bartolomé Mitre fut une des premières voix de l'Histoire libérale de l'Argentine dont il a produit la bibliographie de base qui s'est instaurée comme ligne idéologique pour ces disciples.

B. Mitre entreprend, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la rédaction d'une Histoire de l'Argentine à travers des œuvres telles que *Historia de Belgrano y de la Independencia Argentina*<sup>44</sup> ou *Historia de San Martín y de la Emancipación Suramericana*<sup>45</sup>. Les révisionnistes voient dans ces œuvres, l'Histoire de la classe dominante, à laquelle appartient l'auteur, écrite selon l'optique de l'oligarchie qui réunit les grandes familles de propriétaires terriens de la *pampa húmeda*<sup>46</sup> et des commerçants de Buenos Aires. De plus, en 1870, B. Mitre crée le journal *La Nación*. Dans la biographie qui lui est consacrée, Eduardo José Miguez signale, à ce sujet, que la presse était la ressource complémentaire à l'action électorale de la vie politique de l'époque : Bartolomé Mitre participait à ces deux activités. En effet,

*los diarios alcanzaban al reducido núcleo de las clases urbanas alfabetizadas y era precisamente allí donde se hacía necesario establecer la fuerza de la opinión. En el espacio público la prensa constituía el elemento permanente y racional argumentativo, junto con la palestra parlamentaria en la que Mitre participó casi permanentemente en la década del 50.*<sup>47</sup>

Ainsi le célèbre journal *La Nación* s'impose comme un organe de diffusion des idées de Bartolomé Mitre. La biographie proposée par E. J. Miguez apporte des précisions sur les prises de position par Mitre :

*En su expresión intelectual, Mitre nunca hizo suyo el tono conservador del programa político alberdiano. En tanto admitía explícitamente la construcción de la República como un proceso y pensaba en un orden político que lentamente evolucionara junto con la naturaleza del pueblo ciudadano, Mitre se resistía a postergar la práctica de la democracia y la soberanía popular. Su adhesión intelectual a los principios del liberalismo era más consecuente; La traducción de estas ideas a la vida pública cotidiana se encontraban, sin embargo, con un insalvable problema. (...)Mitre sólo podría oponer la invocación de unos principios imposibles de traducir en hechos.*<sup>48</sup>

---

<sup>44</sup> Première publication en 1876

<sup>45</sup> Première publication en 1877

<sup>46</sup> La pampa húmeda est la zone orientale de l'Argentine qui comprend la province de Buenos Aires et s'étend sur 600000km<sup>2</sup>, majoritairement composée de prairies.

<sup>47</sup> Miguez Eduardo José, «Bartolomé Mitre. Entre la nación y la historia», *Biografías argentinas*, collection dirigée par Gustavo Paz et Juan Suriano, Edhasa, Buenos Aires, 2011.p 124, « les journaux atteignaient le noyau réduit des classes urbaines alphabétisées et c'était précisément là qu'il était nécessaire d'établir la force d'opinion. Dans l'espace public, la presse constituait l'élément permanent et rationnel argumentatif, conjointement à la scène parlementaire à laquelle Mitre participa de façon quasiment permanente dans les années 50. » (Je traduis)

<sup>48</sup> Miguez Eduardo José, «Bartolomé Mitre. Entre la nación y la historia.» *op. Cit.*, p119 « Dans son expression intellectuelle, Mitre n'a jamais intégré le ton conservateur du programme politique de d'Alberdi. Dans la mesure où il admettait explicitement la construction de la République comme un processus et concevait un ordre politique qui lentement évoluerait avec la nature du peuple citoyen, Mitre s'opposait à repousser la pratique de

Il n'en demeure pas moins qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, une historiographie influencée par des lignes idéologiques défendues par les classes dominantes s'est imposée dans l'imaginaire argentin. Alberto J. Pla résume ainsi: «*Son las minorías ilustradas las que hacen la Historia*<sup>49</sup>». La classe dominante peut ainsi légitimer son passé en s'attribuant de nombreuses vertus et en dévalorisant ses ennemis, ce qui la consolide au niveau politique et lui permet de se maintenir à long terme en soumettant à sa conception de la représentation du monde, le reste du pays et en particulier les classes scolarisées, telles que les classes moyennes. L'Histoire devient alors une stratégie politique, instrument fondamental dans la lutte de la classe oligarchique contre les classes opprimées. Dans ce processus, les secteurs sociaux liés à la culture exercent une influence particulière dans la diffusion de la vision conservatrice au reste de la société. Arturo Jauretche, figure emblématique du révisionnisme des années cinquante, considère que la classe dominante instaure une superstructure culturelle qui s'appuie sur l'enseignement et la presse pour imposer ses idées<sup>50</sup>. Althusser signale également dans *Idéologie et appareils idéologiques d'État* (1970), le pouvoir de modeler les consciences de la société à travers l'enseignement. Dans le cas de l'Argentine, les révisionnistes dénoncent de la part des classes dominantes, l'imposition d'une mentalité coloniale dans de nombreux domaines de connaissance dont l'Histoire ; ils signalent également que cette version s'est installée comme une connaissance neutre, scientifique et indiscutable. En somme, l'Histoire libérale impulsée par Mitre devient canonique.

Noberto Galasso offre une explication sociologique pour expliquer la force de ce phénomène en Argentine. Nous pouvons effectivement nous demander pourquoi les classes non dominantes, que l'on pourrait peut-être désigner de façon schématique comme les vaincus, les perdants de l'Histoire libérale, n'ont-ils pas fait connaître leur point de vue sur les éléments qu'ils ont vécu ou, au moins, transmis leur version par une voix plus traditionnelle, par la transmission orale entre générations. Cet auteur considère que la dynamique de construction du peuple argentin, régulièrement enrichi par des vagues d'immigrés venus de l'extérieur, principalement d'Europe, n'a pas permis la transmission d'un récit contradictoire sur le passé.

---

la démocratie et de la souveraineté populaire. Son adhésion intellectuelle aux principes du libéralisme était plus établie : l'application de ces idées à la vie quotidienne se trouvait, cependant, face à un problème insurmontable. (...)Mitre ne pouvait y opposer que l'invocation de principes impossibles à traduire dans des faits. » (je traduis)

<sup>49</sup> A. J. Pla, *Ideología y método en la historiografía argentina*. Ediciones Nueva Visión, Bs. As., 1972, p.33, in Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004. « Ce sont les minorités illustrées qui font l'Histoire » (je traduis)

<sup>50</sup> Au sujet du concept de « superstructure culturelle », voir Jauretche Arturo, *Los profetas el odio y la yapa.:la colonización pedagógica*, A. Peña Lillo Editor, Buenos Aires, 1967, 83p.

La tradition orale entre générations n'a pas joué en quelque sorte, ce rôle de contre-pouvoir qui peut se mettre en place dans les récits non-officiels. De cette façon, il explique :

*Sin embargo, podría argüirse que si esta historia omite sucesos o personas, o califica erróneamente los hechos, generaría desconfianza en el oyente o el alumno, al contrastar con referencias recibidas por vías de la tradición oral. Pero en la Argentina, el corte provocado por la inmigración influyó para que la Historia Oficial pudiese ser admitida confiadamente. La tradición oral se verifica, generalmente, entre abuelos y nietos (ambos personajes ociosos de la familia) cuya imagen fue recogida tantas veces en libros y cuentos: la abuela o el abuelo dejando fluir su memoria y el niño escuchándole atentamente. En la Argentina, los abuelos o abuelas llegados de Italia o España o de cualquier otro país contaban a sus nietos sus experiencias de vida, pero no hablaban de Peñazola, ni de Varela, ni de Rosas, sino de países lejanos. La enseñanza de la maestra no era confrontada por la tradición oral en los hijos de los inmigrantes<sup>51</sup>.*

Dans les provinces, en revanche, l'Histoire libérale s'est trouvée confrontée à la résistance de la mémoire des descendants des *montoneras*<sup>52</sup> fédérales qui offrait une version différente des faits et construisait un autre point de vue sur l'interprétation de certains événements historiques nationaux. Cette caractéristique argumente en faveur du point de vue d'Halperin Donghi qui voit dans l'émergence du révisionnisme, un clivage régional dans l'univers culturel argentin. Il considère que dans certaines régions, le thème n'ayant pas été abandonné, le processus de réflexion sur Rosas peut avoir été différent. Ainsi, le révisionnisme serait davantage un phénomène *porteño* et urbain<sup>53</sup>.

De nombreux intellectuels ont suivi et développé la ligne historiographique libérale, et leurs productions ont acquis un statut de référence dans la construction de la mémoire

---

<sup>51</sup> Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004, p5. «Cependant, nous pourrions considérer que si cette histoire omet certains événements ou certaines personnes, ou qualifie les faits de façon erronée, elle aurait généré de la méfiance chez l'auditeur ou l'élève, par son contraste avec les références reçues par la voie de la tradition orale. Mais en Argentine, la coupure provoquée par l'immigration eut une influence pour que l'Histoire Officielle puisse être admise avec confiance. La tradition orale se vérifie, généralement, entre grands-parents et petits enfants (deux personnes désœuvrées de la famille) dont l'image apparaît si souvent dans les livres et les contes : la grand-mère ou le grand-père laissant libre court à sa mémoire et l'enfant l'écoutant avec attention. En Argentine, les grands-pères et grands-mères venus d'Italie ou d'Espagne ou n'importe quel autre pays racontaient à leurs petits-enfants leurs expériences personnelles, mais ne parlaient pas de Peñaloza, ni de Varela, ni de Rosas, mais de pays lointains. L'enseignement de la maîtresse n'était pas confronté à la tradition orale chez les enfants des immigrés. (Je traduis)

<sup>52</sup> Montonera: *Grupo o pelotón de gente de a caballo que intervenía como fuerza irregular en las guerras civiles de algunos países de sudamericanos. Real Academia española*

<sup>53</sup> Alejandro Cattaruzza, «Algunas reflexiones sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p118. Le terme «*porteño*» fait référence aux habitants de Buenos Aires.

collective. Il en est ainsi de Vincent Fidel López<sup>54</sup> o de José María Ramos Mejía<sup>55</sup> dans des écrits à visée historique au tournant du siècle. Antérieurement, dans la littérature et bien qu'il ne présente pas de caractère historique, *Civilización o Barbarie* de F. Sarmiento influencera au cours du XX<sup>e</sup> siècle la transmission d'une Histoire des classes dominantes.

N. Galasso envisage également un courant libéral de gauche ou le « mitro-marxisme ». Juan Bautista Justo (1865 - 1928) en est un exemple car il légitime que les Européens et Nord-Américains viennent « civiliser » les « barbares » latino-américains, nie la question nationale en Argentine et rejoint ainsi l'interprétation des classes dominantes. De même, José Ingenieros (1877-1925), sous une phraséologie de gauche, se subordonne à la pensée historique dominante.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la *Nueva Escuela Histórica* voit le jour parallèlement à la montée du radicalisme et à son accession au pouvoir en 1916. Le mouvement, présidé par Yrigoyen, reçoit l'influence fédéraliste des provinces de l'intérieur tout en étant marqué par l'accent migratoire reçu dans les provinces du littoral. Il se reflète alors dans un nouveau groupe d'historiens au sein duquel se côtoient les prémises d'une revendication de Rosas dans un contexte de domination de l'Histoire libérale. C'est par exemple, le cas d'Emilio Ravignani<sup>56</sup> (1886-1954) qui laisse émerger l'idée que Rosas fut une figure de la résistance aux intérêts européens. En effet, l'insatisfaction, ressentie dans le présent, face au pacte Roca-Runciman croît ; face à cela, la résistance de Rosas aux prétentions françaises et britanniques symbolisée par la bataille de « *Vuelta de Obligado* » en 1845, apparaît comme une figure antithétique en matière de souveraineté économique. La relecture des événements du passé offre une justification à la critique du présent et anime le sentiment que l'Argentine a été freinée dans ce qui aurait dû être son développement, l'avenir auquel elle était promise. Selon Diana Quattrocchi-Woisson, le revisionnisme s'attribue la mission de découvrir les vérités cachées, de dénoncer les mensonges, et de démasquer ceux qui, dissimulant les bases du passé de l'Argentine, en ont saboté la nationalité<sup>57</sup>. Cette auteure, comme nous l'avons signalé

---

<sup>54</sup> Vicente Fidel López (1815 -1903), *Introducción a la Historia de la República Argentina (1881)*, *Historia de la República Argentina*, "su origen, su revolución y su desarrollo político hasta 1852", diez tomos, (1883-1893) Sur la pensée de de Vicente Fidel López, Terán Oscar, *Historia de las ideas argentinas. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, *op.cit.*, en particulier «lección 5»

<sup>55</sup> José María Ramos Mejía (1849-1914), *Las multitudes argentinas* (1889), *Rosas y su tiempo* (1907). Sur la pensée de Vicente Fidel López, Terán Oscar, *Historia de las ideas argentinas. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, *op.cit.*, en particulier «lección 5»

<sup>56</sup> Citons, par exemple, son *El Pacto de la Confederación Argentina*, publié en 1938

<sup>57</sup> Quattrocchi-Woisson Diana. Una empresa militante de contra-historia: la revision del pasado argentino en la *Revista del Instituto de Investigaciones Historicas "Juan Manuel de Rosas"* (1939). In : *América : Cahiers du CRICCAL*, n°4-5, 1990. Le discours culturel dans les revues latino-américaines de l'entre-deux guerres, 1919-1939. pp. 413-420. [www.persee.fr/doc/ameri\\_0982-9237\\_1990\\_num\\_4\\_1\\_1001](http://www.persee.fr/doc/ameri_0982-9237_1990_num_4_1_1001)

précédemment, situe, dans ce rapprochement entre le présent et le gouvernement de Rosas, le point de départ du révisionnisme historique.

De façon générale, les historiens de la Nueva Escuela Histórica peuvent être répartis en trois groupes : les révisionnistes rosistes, les révisionnistes catholiques et ceux qui conservent leur attachement à l'Histoire Officielle.

D'autre part, des intellectuels<sup>58</sup> du Parti Communiste suivent le même processus que celui vécu par les socialistes et les anarchistes au début du siècle et alimentent la veine « mitromarxiste » à laquelle nous faisons référence ci-dessus. Dans ce cadre, ils opèrent un changement de terminologie dans la trame inchangée de l'Histoire libérale. Ainsi les caudillos ne sont plus synonymes de « barbarie » mais de « féodalisme », alors que les élites portuaires ne représentent plus la « civilisation » mais « l'esprit progressiste bourgeois ».

En 1930, le général Uriburu met fin à la seconde présidence d'Yrigoyen par un coup d'État, et prend le pouvoir au nom de l'ordre et de la tradition. Dans le champ de l'historiographie, c'est un nouveau courant antilibéral, conservateur et corporatiste qui se développe. L'uriburisme trouve un écho dans le rosisme réactionnaire et la dictature est alors légitimée au nom de celle produite un siècle auparavant. Parmi les principaux théoriciens du corporatisme, on trouve Ibarguren (1877-1956) dont l'œuvre sur Rosas est le point de départ du révisionnisme nationaliste et les frères Irazusta qui revendiquent la politique de Rosas dans l'essai *La Argentina y el imperialismo británico* (1934). Dans les années 50, ces historiens adoptent une position clairement anti-yrigoyeniste et anti-péroniste, en accord avec les valeurs des classes dominantes d'alors. En somme, le révisionnisme des années 30 aborde l'Histoire officielle depuis une optique de droite, on peut donc parler d'un nationalisme réactionnaire.

Dans les années 30, plusieurs historiens se réunissent avec d'autres intellectuels révisionnistes rosistes, en général, nationalistes et cléricaux bien que certains proviennent du radicalisme, au sein de l'*Instituto de Investigaciones históricas Juan Manuel de Rosas* et publient leurs travaux dans la revue *Revista* à travers laquelle ils transmettent un regard nouveau sur ce qu'ils considèrent des vérités occultées. Nous pouvons par exemple citer l'interprétation héroïque de la défense de la souveraineté nationale en la Vuelta de Obligado, par les soldats de la Confédération, face à l'invasion anglo-française en 1845<sup>59</sup>. Signalons que, depuis 2010, le 20 novembre, *Día de la Soberanía Nacional*, est devenu jour férié en Argentine pour commémorer cette bataille.

---

<sup>58</sup> Nous pouvons citer, par exemple, Milcíades Peña et Rodolfo Puiggrós

<sup>59</sup> Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista - Corrientes Historiográficas en la Argentina», *op.cit.*



La majeure partie du travail de ces historiens concerne la période de Rosas mais l'effet produit par leur production fut important pour commencer à ouvrir le débat sur l'Histoire dite officielle. Dans ce panorama, certains auteurs se démarquent. Parmi les révisionnistes catholiques, Manuel Gálvez (1882-1962) ouvre d'autres champs d'interprétation<sup>60</sup> et comme Ernesto Palacio, se rapproche du péronisme. Ce dernier consacre la formule « *historia oficial*<sup>61</sup> » dans la revue de l'*Instituto de investigaciones históricas J. M. de Rosas*, à partir de 1948, et dans *La Historia falsificada*, il dénonce le danger d'une seule ligne historique qui ne serait pas remise en question :

*Domina en nuestro país la falsa idea de una historia dogmática y absoluta, cuyas conclusiones deben acatarse como cosa juzgada, so pena de incurrir en el delito de lesa patriotismo... Aquí se ejercita un verdadero terrorismo de la ciencia oficial, por medio de la prensa, la universidad y la enseñanza media... Historia convencional, escrita para servir los propósitos políticos ya perimidos, huele a cosa muerta para la inteligencia de las nuevas generaciones*<sup>62</sup>.

De même, il insiste sur le pouvoir de manipulation des classes dominantes à travers la diffusion de l'Histoire libérale qui,

*fraguada para servir los intereses de un partido dentro del país, llenó la misión a que se le destinaba: fue el antecedente y la justificación de la acción política de nuestras oligarquías gobernantes, o sea el partido de la «civilización». No se trataba de ser independientes, fuertes y dignos, se trataba de ser civilizados. No se trataba de hacernos, en cualquier forma, dueños de nuestros destinos, sino de seguir dócilmente las huellas de Europa. No de imponernos, sino de someternos. No de ser heroicos, sino de ser ricos. No de ser una gran nación sino de ser una colonia próspera. No de crear una cultura propia. Sino de copiar la ajena. No de poseer nuestras industrias, nuestro comercio, nuestros navíos, sino de entregarlo todo al extranjero y fundar, en cambio, muchas escuelas primarias donde se enseñará, precisamente, que había que recurrir a ese expediente para suplir nuestra propia incapacidad. Y muchas universidades donde se profesara como dogma*

---

<sup>60</sup> *Vida de Juan Manuel de Rosas*, 1940. Arturo Jauretche considère que son œuvre fut dénigrée par les historiens libéraux qui se saisirent du style novélisé de ses productions historiques pour remettre en cause leur valeur historiographique. Cependant ce mode de diffusion, précise A. Jauretche a permis qu'un large secteur populaire accède à des thèmes historiques. Arturo Jauretche, *Política nacional y Revisionismo Histórico*, 1<sup>re</sup>ed. 1959, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Libro digital, EPUB

<sup>61</sup> Palacio Ernesto, «la Historia oficial y la Historia», in *Revista del Instituto Juan Manuel de Rosas*, año1, número 1, pp7-13, 1939 cité dans Quattrocchi-Woisson Diana. Una empresa militante de contra-historia: la revision del pasado argentino en la *Revista del Instituto de Investigaciones Historicas "Juan Manuel de Rosas"* (1939), op. Cit.

<sup>62</sup> Palacio Ernesto, *La Historia falsificada*, Ed. Difusión, Bs.As., 1939, p.68-69 in N. Galasso, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista - Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004. p.70 « Une idée fautive opère dans notre pays sous la forme d'une histoire dogmatique et absolue, dont les conclusions doivent être acceptées comme choses admises, sous peine de tomber dans un délit de lèse patriotisme... Ici, à lieu un véritable terrorisme de la science officielle, de la part de la presse, l'université et l'enseignement intermédiaire... Une histoire conventionnelle, écrite pour servir les intérêts politiques déjà dépassés, renvoie à une époque révolue pour l'intelligence des nouvelles générations. » (Je traduis)

*que el capital es intangible y que el Estado (sobretudo el argentino) es mal administrador.*<sup>63</sup>

Dans les années suivantes, E. Palacio s'oriente vers une position populaire en prenant de la distance face au corporatisme. Il soutient la candidature de Perón et, entre 1946 et 1952, il est député national dans le bloc péroniste.

D'autre part, il convient de signaler une autre branche du révisionnisme historique qui illustre le lien entre révisionnisme historique et politique. FORJA (*Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina*) est un courant interne du radicalisme fondé en 1935 notamment par Arturo Jauretche, figure revendiquée par CFK. Les membres de FORJA entendent approfondir la vocation révolutionnaire de l'yrigoyenisme, ils s'appuient sur un programme de contenu anti-impérialiste en opposition aux marques d'hésitation de l'aile «alveariste» qui contrôle la tête du parti. En effet, à la fin des années 30, la UCR se divise en deux groupes : le courant dit «personnaliste» favorable à Hipólito Yrigoyen et le courant «anti-personnaliste» qui soutient Marcelo T. de Alvear.

Bien que celui-ci ne soit pas affilié à la UCR, les idées fondamentales de Raúl Scalabrini Ortiz sur l'oppression de l'impérialisme anglais en Argentine alimentent la base idéologique du groupe. R. Scalabrini Ortiz produit une ligne historiographique nationaliste et anti-impérialiste<sup>64</sup>. Ainsi, Jauretche dira de Scalabrini qu'il fut «el descubridor de la realidad argentina» et d'ajouter : «fue él quien nos sacó del antiimperialismo abstracto que difundía la vieja izquierda, para conducirnos al antiimperialismo concreto.»<sup>65</sup>.

---

<sup>63</sup> Palacio Ernesto, *La Historia falsificada*, op. cit., p.70, « forgée pour servir les intérêts d'un parti dans le pays, a rempli la mission à laquelle elle était destinée : ce fut l'antécédent et la justification de l'action politique de nos oligarchies gouvernantes, c'est à dire le partie de la « civilisation ». Il ne s'agissait pas d'être indépendants, forts et dignes, il s'agissait d'être civilisés. Il ne s'agissait pas de devenir, quelle qu'en soit la forme, les maîtres de nos destins, sinon de suivre docilement les traces de l'Europe. Non pas de nous imposer mais de nous soumettre. Non pas d'être héroïques, mais d'être riches. Non pas d'être une grande nation mais d'être une colonie prospère. Non pas de créer une culture propre. Sinon de copier l'étrangère. Non pas de posséder nos propres industries, nos commerces, nos navires, sinon de tout livrer à l'étranger et de fonder, en revanche, de nombreuses écoles primaires dans lesquelles on enseignerait précisément qu'il fallait suivre ce processus pour compenser notre propre incapacité et de nombreuses universités dans lesquelles on enseignerait comme un dogme que le capital est intangible et que l'État (surtout l'argentin) est un mauvais administrateur. » (Je traduis)

<sup>64</sup> Sur le révisionnisme de Raúl Scalabrini Ortiz, voir : Rubio García, Gonzalo. «Scalabrini Ortiz y el revisionismo histórico» [en línea], *Temas de Historia Argentina y Americana* 24, 2016, consulté en ligne le 01/05/ 2020: <http://bibliotecadigital.uca.edu.ar/repositorio/revistas/scalabrini-ortiz-revisionismo-historico.pdf>

<sup>65</sup> Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista - Corrientes Historiográficas en la Argentina», op.cit. p.37, « le découvreur de la réalité argentine » et d'ajouter : « lui, nous sortit de l'anti-impérialisme abstrait que diffusait une gauche dépassée, pour nous conduire vers l'impérialisme concret. » (Je traduis)

En somme, le révisionnisme historique de FORJA est anti-impérialiste, populaire et, Jauretche précise, national et non nationaliste. En effet, ce courant s'oppose au révisionnisme de Ibarguren<sup>66</sup>, d'origine uriburiste dont il se démarque en prenant appui sur cette image :

*El nacionalismo de ellos es el llanto del hijo ante la tumba del padre, "lo nacional" forjista es el canto del padre ante la cuna del hijo. Para ellos, la Patria ya fue y está en el pasado. Para nosotros, es un sueño de futuro.*<sup>67</sup>

Ces quelques lignes qui illustrent les tendances historiographiques et leur relation avec le monde politique nous montrent le caractère hétérogène du révisionnisme historique<sup>68</sup> qui se développe dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ce questionnement de l'Histoire s'inscrit, cependant, dans l'historiographie argentine car révèle, comme l'explique N. Galasso que :

*no hay historia neutra, así como no hay periodismo objetivo. Sólo que se debe reconocer la existencia de diversas interpretaciones, las que a su vez, responden a distintas ideologías. De esta sana polémica, todo aquel que se interesase por estos problemas podría decidir cuál de esas recreaciones del pasado resulta más verídica, cuál es más creíble y cuál apunta a rescatar; en las luchas de ayer, aquellos valores que merecen ser preservados y desarrollados en el futuro con el propósito de tener un país más justo y equitativo.*<sup>69</sup>

L'enjeu politique du discours historique dans la construction d'un peuple se révèle de façon évidente, comme le faisait remarquer T. Halperin Donghi<sup>70</sup> pour qui la connexion entre

---

<sup>66</sup> Carlos Ibarguren (1877-1956), œuvre révisionniste de caractère nationaliste naturaliste. Voir : Milagros Gallardo, « Aproximación al concepto histórico de Carlos Ibarguren a través de su correspondencia y otros escritos », *Diálogos*, DHI/UEM, v. 7. p. 235-279, 2003

<sup>67</sup> Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», *op.cit.*, p.38 « Leur nationalisme est la plainte du fils sur la tombe du père, l'aspect « national » de FORJA est le chant du père face au berceau de son fils. Pour eux, la Patrie a été et est dans le passé. Pour nous, c'est un rêve de futur. » (Je traduis)

<sup>68</sup> Précisons encore deux tendances dans le révisionnisme nationaliste : le nationalisme culturel de Ricardo Rojas et Manuel Galvez (autour du *Centenario*) ; puis un nationalisme xénophobe, celui de Leopoldo Lugones. Sur l'histoire culturelle de cette époque, voir: Viñas, David, *Literatura argentina y realidad política*, Buenos Aires (Argentine), J. Alvarez, 1964. et également: Altamirano Carlos, Sarlo Beatriz, *Ensayos argentinos de Sarmiento a la vanguardia*, 2a ed., Buenos Aires, Ariel, 1997, ainsi que : Halperin Donghi, Tulio, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, Editores de América Latina, 1997.

<sup>69</sup> Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004. p3 « il n'existe pas d'histoire neutre, comme il n'y a pas de journalisme objectif. Mais il faut seulement reconnaître l'existence de diverses interprétations, lesquelles à leur tour, répondent à différentes idéologies. De cette scène polémique, tout un chacun qui s'intéresse à ces problèmes pourrait décider laquelle de ces créations du passé lui semble plus véridique, laquelle est la plus crédible et laquelle il conserverait, dans les luttes d'hier, ces valeurs qui méritent d'être préservées et développées dans le futur, dans l'objectif d'avoir un pays plus juste et plus équitable.» (je traduis)

<sup>70</sup> Devoto F.J., «Tulio Halperin Donghi: El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional.» *in* Prismas- Revista de Historia Intelectual, núm.10,2006, pp262-265, Universidad nacional de

histoire et politique est le fondement du révisionnisme. Cet auteur critique, cependant, le révisionnisme non tant sur ses fondements que sur la forme du discours historique qui se développe à sa suite et auquel il reproche le simplisme de ses constructions, le ton polémique et l'absence d'un critère méthodologique moderne qui hiérarchise les sources. En effet, l'enjeu politique est réel dans la diffusion d'une version de l'Histoire indépendante de celle installée dans une position hégémonique et qui, par conséquent, vient s'y confronter. Il nous semble donc inévitable que la forme de transmission d'un récit différent invite à la polémique et soit source d'oppositions. Tel que nous l'aborderons dans la suite de notre travail, celles-ci doivent être considérées comme constitutives du discours politique en tant que lieu de l'échange d'opinions, de confrontation de représentations et de luttes pour transmettre et faire concevoir à la majorité, une représentation du monde formulée par une minorité.

## I. 2. Émergence et évolution du péronisme

L'irruption du péronisme sur la scène politique argentine a provoqué une restructuration en profondeur du panorama politique. Selon Alejandro Cattaruzza, les groupes politiques, et les traditions idéologiques qui les sous-tendent, ont souffert, entre 1945 et 1947 d'un processus de rupture autour de la question de l'appui ou de la résistance au nouveau phénomène, donnant lieu à un nouveau couple dichotomique, péronisme /antipéronisme :

*Es un tema conocido el de los dirigentes conservadores, socialistas, comunistas, radicales, nacionalistas que adhirieron al peronismo, como el de aquellos que se constituyeron en opositores firmes. En los grupos intelectuales el proceso fue similar; e instalado en el cruce de ambos, el revisionismo sufrió también el impacto de la nueva situación.<sup>71</sup>*

### I. 2. 1. L'arrivée de Perón à la présidence

En tant que second mouvement populaire dans le panorama politique du XX<sup>e</sup> siècle, certaines tendances historiographiques consacrées au premier péronisme placent l'arrivée de Perón à la présidence dans la continuité de la présidence d'Yrigoyen<sup>72</sup>. En effet, Yrigoyen, candidat du parti radical est élu président en 1916. Il incarne l'Argentine populaire car il est massivement soutenu par les populations rurales de l'intérieur, ce qui lui vaut le mépris et le rejet de la bourgeoisie urbaine et des élites propriétaires terriens. Lorsqu'en 1930, il est déplacé par un coup d'État militaire face auquel il ne montre aucune résistance, les classes dominantes, c'est-à-dire les grands propriétaires terriens à l'origine de celui-ci manifestent leur volonté de façonner un pays en accord avec leur système productif, qui s'adapte aux exigences du marché mondial afin de garantir la pérennité de leur suprématie économique. Alejandro Horowicz considère :

---

<sup>71</sup> Cattaruzza Alejandro, «Algunas reflexiones sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p121. « Le cas des dirigeants conservateurs, socialistes, communistes, radicaux, nationalistes qui ont adhéré au péronisme, comme celui de ceux qui se présentèrent comme de farouches opposants est connu. Au sein des groupes intellectuels, le processus fut similaire ; et à la croisée des deux, le révisionnisme a souffert également l'impact de cette nouvelle situation.» (Je traduis)

<sup>72</sup> Au sujet des similitudes entre radicalisme et péronisme, voir: Teach César, «Movimientos en perspectiva comparada: peronismo y radicalismo yrigoyenista», *Perfiles latinoamericanos*, 2016, pp 61-82. Consulté en ligne le 07/09/2020: <http://www.scielo.org.mx/pdf/perlat/v24n48/0188-7653-perlat-24-48-00061.pdf>. Tulio Halperin Donghi considère ainsi que l'Argentine est «un país conquistado sucesivamente por dos movimientos políticos de signo antiimperialista» (Halperin Donghi, *La larga agonía de la Argentina peronista*, Ariel, Buenos Aires, 1994, p. 59). D'autre part, de nombreux auteurs soulignent également l'implication de J. D. Perón au sein du GOU et sa participation au coup d'Etat de 1943. Voir par exemple : Lynch John, Cortés Conde Roberto, Gallo Ezequiel, Rock David, Torre Juan Carlos, De Riz Liliana, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Crítica, 2001, 341p., chapitre 6.

*Y allí reposa condensada en una sola frase la tragedia de la historia argentina: los terratenientes son su clase nacional. Son lo suficientemente nacionales para impedir que la sociedad argentina constituya un enclave colonial, pero no son lo suficientemente nacionales para impulsar un país independiente. Por eso es posible sostener, epigramáticamente, que la historia argentina puede reducirse a la historia de la consolidación del dominio terrateniente. Más aún: a la historia de la renta del suelo.*<sup>73</sup>

Dans la même ligne d'interprétation, cet auteur considère que le coup d'Etat du général Urriburu n'était porteur d'aucun programme ni projet d'organisation de pays mais ne visait qu'à empêcher de prochaines élections démocratiques auxquelles les classes défavorisées urbaines et rurales participaient de plus en plus au fil des convocations électorales. En effet la loi Saenz Peña de 1916 accorde le droit de vote à tous les hommes, citoyens argentins : les descendants d'immigrés, arrivés massivement au début du siècle et ayant obtenu la nationalité argentine par le droit du sol, pouvaient alors participer aux élections. Pour freiner, les ambitions démocratiques et les revendications sociales de ces derniers qui majoritairement auraient porté leurs voix vers le parti radical, s'installe un système de fraude électorale qui assure le maintien au pouvoir des partis conservateurs. Augustín P. Justo est élu président en 1932 grâce à une alliance entre ex-socialistes et conservateurs, alors que le parti radical, lui, est proscrit. Commence alors la *década infame*, caractérisée par une fraude électorale organisée.

La volonté de mettre fin à ce système de manipulation électorale, appelée « fraude patriotique » est l'un des arguments de la société secrète GOU ( *Grupo de oficiales unidos*), à laquelle appartient Perón, pour lancer le coup d'État du 4 juin 1943, sous le nom de « *Revolución de Junio* » et empêcher l'élection inévitable de Robustiano Patrón Costas, à la tête de l'Argentine, lequel devait succéder au président Ramón Castillo et incarnait la continuité du système, le conservatisme et était partisan du réalignement international<sup>74</sup>.

En effet, le péronisme surgit à un moment clé sur la scène internationale : la définition des alliances dans le cadre de la seconde guerre mondiale. Ici, il nous faut revenir sur le contexte économique interne de l'Argentine qui était particulièrement dépendant de la Grande Bretagne. De plus, depuis la signature de l'accord Roca-Rucinam, en 1933, les producteurs de viande bovine avaient obtenu des garanties pour pouvoir maintenir les exportations vers la Grande Bretagne, en limitant les effets de la concurrence des pays du Commonwealth. En contrepartie,

---

<sup>73</sup> Horowicz Alejandro., *Los cuatro peronismos*, op.cit., p.17, « Et, condensée dans cette seule phrase, repose la tragédie de l'Histoire argentine : *Les propriétaires terriens forment sa classe nationale*. Ils sont suffisamment nationaux pour empêcher que la société argentine constitue une enclave coloniale, mais ils ne sont pas suffisamment nationaux pour développer un pays indépendant. C'est pourquoi, il est possible d'affirmer, avec assurance, que *l'Histoire argentine peut se réduire à l'histoire de la consolidation de la domination des propriétaires terriens*. » (L'auteur souligne. Je traduis.)

<sup>74</sup> Pour cette partie, nous utilisons : Lynch John, Bethell Leslie, *Historia De La Argentina*, op.cit.

les produits importés du Royaume-Uni bénéficiaient d'une imposition limitée. Dans ce cadre, bien que l'Argentine n'ait pas déclaré la guerre à l'Axe, son sort était lié à celui du Royaume-Uni.

Dans ce contexte, le président des États-Unis, T. Roosevelt invite l'Argentine à prendre position, ce qui signifie passer de l'orbite britannique à l'orbite étasunienne. Si d'une part, l'industrie de substitution qui se développait en Argentine avait besoin d'importer des États-Unis, d'autre part les propriétaires terriens ne pourraient pas résister à la concurrence américaine, notamment dans la production céréalière. Nous assistons donc, selon J. Abelardo Ramos<sup>75</sup>, à l'émergence d'un nationalisme agraire anti-américain mais pro-britannique.

Face à la puissance hégémonique des États-Unis, le plan économique de 1940, élaboré par le gouvernement du président Ramón Castillo prévoyait de privilégier l'activité industrielle avec un projet visant à revitaliser la production substitutive en s'appuyant sur le capital du monde agricole. Selon A. Horowicz, ce programme est proche de celui réalisé par Perón mais qu'il développe en résistant au diktat de *l'impérialisme* américain<sup>76</sup>.

La loge militaire GOU réunissait tant des partisans des Alliés que des partisans de l'Axe mais cependant tous rejetaient le communisme et l'impérialisme américain croissant. Dans un premier temps, il fut difficile de trouver un chef militaire pour prendre la tête du coup d'Etat : les généraux Arturo Rawson, Pedro P. Ramírez et Edelmiro Farrell se succèdent. Ce dernier nomme Perón, *Secretario de Previsión social*, qui reçoit également la charge de ministre de guerre et de vice-président de la République en juillet 1944.

La politique sociale mise en place par Perón permet une reconnaissance sociale de la population ouvrière qui a particulièrement augmenté au cours des quinze dernières années. Deux phénomènes ont contribué à alimenter cette masse populaire qui va devenir la base électorale de Perón : d'une part, la génération née de parents immigrés qui accède à la nationalité argentine et par conséquent au droit de vote et d'autre part, les nouvelles populations urbaines, issues de l'immigration interne. En effet, face au développement de l'industrie orientée vers la substitution des importations, les populations rurales sont attirées par les villes où elles peuvent espérer trouver des conditions de travail relativement meilleures que celles qu'elles connaissent à l'intérieur du pays.

Selon Juan Carlos Torres et Elisa Pastoriza, «su llegada coincidió con una crisis política y el surgimiento de un líder necesitado de apoyo popular, lo cual le abrió la puerta a una

---

<sup>75</sup> Abelardo Ramos Jorge, *Revolución y contrarrevolución en la Argentina. La era del peronismo, 1943-1976*, 2<sup>nd</sup> édition, Buenos Aires, Senado de la Nación, 2006

<sup>76</sup> Horowicz Alejandro, *Los cuatro peronismos*, *op.cit.*, p.66

influencia temprana y decisiva en el terreno político electoral<sup>77</sup>». On peut alors comprendre que les populations ouvrières provinciales, peu politisées, trouvent en Perón une personne capable de porter leurs revendications voire même de les anticiper. Dans une interprétation plus opportuniste, Perón aurait stratégiquement pris soin des classes ouvrières pour mieux les contrôler et surtout éviter la montée du communisme dans les organisations ouvrières<sup>78</sup>. Le péronisme donne, certes, une place aux ouvriers mais dans un système inégalitaire qu'il ne renverse pas pour autant. Ainsi, Alejandro Horowich explique : «Entre su política social democrática y su revolución nacional tantas veces anunciada como irresuelta, entre un punto y el otro, se desarrolló el primer peronismo<sup>79</sup>».

Pensons, effectivement, que les populations issues de l'immigration massive du début du siècle étaient davantage politisées car ayant vécu la montée du socialisme et du communisme en Europe et en Russie, alors que parmi les populations rurales issues de l'immigration interne l'ordre institutionnel établi au cours du siècle et demi de construction du pays n'était pas remis en cause par des organisations politiques ancrées dans les territoires<sup>80</sup>. Il en était de même de la position hégémonique des élites qui jouissaient

*de un prestigio que la Argentina criolla tradicional nunca tuvo entre los inmigrantes europeos.*

*En estas circunstancias, (...), lo que se puso en movimiento fue un proceso de asimilación o incorporación de los recién llegados en la sociedad receptora.<sup>81</sup>*

L'enjeu était donc à la fois de freiner la progression des idées socialistes et communistes d'une partie de la classe ouvrière et d'éviter que ces courants ne pénètrent dans les populations nouvellement arrivées dans les espaces urbains. Ainsi, selon Alejandro Horowicz, et dans un cadre marxiste d'interprétation, Perón reflète un temps nouveau, une nouvelle politique à travers

---

<sup>77</sup> Pastoriza Elisa, Torre Juan Carlos, «la democratización del Bienestar», in J. C. Torre (dir.), *Los años peronistas (1943-1955)*, in *Nueva historia argentina*. Vol.8 Buenos Aires, Editorial Sud-america, 2002, p257-313, p.262, « Son émergence coincide avec une crise politique et l'apparition d'un leader qui avait besoin d'appui populaire, ce qui lui a donné accès à une influence précoce et décisive sur le terrain politique electoral. » (Je traduis)

<sup>78</sup> Voir : David Rock, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 6 « Argentina, 1930 - 1946 », pp.211-213

<sup>79</sup> Alejandro Horowicz, *Los cuatro peronismos*, reimpr., Buenos Aires, Edhasa, 2007, p 91, « Entre sa politique sociale-démocrate et sa révolution nationale, aussi souvent annoncée qu'inachèvement, entre un point et l'autre, s'est développé le premier péronisme. » (Je traduis)

<sup>80</sup> Nous n'ignorons pas cependant des événements ponctuels qui ont eu lieu dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle. Citons, par exemple, la lutte de la « Patagonia rebelde » entre 1920 et 1922 menées par des travailleurs et soutenue par les syndicats et mouvements anarchistes.

<sup>81</sup> Pastoriza Elisa, Torre Juan Carlos, « La democratización del Bienestar » p.262, *op.cit.*, « d'un prestige dont l'Argentine criolla traditionnelle n'a jamais joui auprès des immigrants européens. Dans ces circonstances, (...), ce que cela a supposé comme déplacement est un processus d'assimilation ou d'incorporation des populations récemment arrivées dans la société réceptrice. »



la parlementarisation de la lutte des classes qui traduit la reconnaissance que « en la república burguesa los proletarios eran ciudadanos y que los ciudadanos decidían a condición de que votaran la república burguesa<sup>82</sup>. » Pour cet auteur, il s'agit donc de l'entrée dans une période de réforme plus qu'une révolution qui transformerait l'ordre établi.

### I. 2. 2. Perón : l'émergence du « peuple-travailleur »

Dans la période 1945-1955, la ligne politique du gouvernement péroniste montre une volonté de ne pas entrer dans la polémique historiographique qui se développe alors en Argentine. Selon Tulio Halperin Donghi,

*el nuevo régimen político no iba a recibir el aporte revisionista con efusión, si su triunfo debilitó el influjo de la que los revisionistas llamaban la historia oficial en los centros oficiales de estudios históricos, no se tradujo en la integración de la visión revisada del pasado argentino en la que de la Argentina proponía el nuevo oficialismo.<sup>83</sup>*

Cependant, si le péronisme ne propose pas une réflexion sur la nécessité d'une révision historiographique, son discours contribue à faire évoluer l'imaginaire collectif en ouvrant une phase de complexification dans la dichotomie civilisation et barbarie.

Maristella Swampa distingue deux modes d'appropriation et par conséquent d'interprétation de la barbarie : l'un dans une vision hétéroréférentielle qui fait référence aux masses irréductibles à la culture, d'une part et d'autre part, un mode d'appropriation nouveau, autoréférentiel qui s'oppose à cette stigmatisation.

Le discours de Perón s'inscrit dans une double articulation et, en cela, marque une différence radicale par rapport à Yrigoyen qui entendait également représenter les masses populaires. Perón introduit une nouvelle lecture du social qui suppose le dépassement de ces vieilles représentations. Son discours élève les masses au rang de « peuple » par un déplacement du cadre de lecture de la réalité argentine tout en conservant l'influence de la lecture dichotomique qui régnait précédemment. Le discours péroniste va introduire une nouvelle

---

<sup>82</sup> Horowicz Alejandro., *Los cuatro peronismos*, reimp., Buenos Aires, Edhasa, 2007, p.80, « dans la république bourgeoise, les prolétaires étaient les citoyens et que les citoyens décidaient à condition qu'ils votent pour la république bourgeoise. » (Je traduis)

<sup>83</sup> Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional», *op. Cit.*, p.117 « le nouveau régime politique n'allait pas recevoir l'apport du révisionnisme avec effusion, si son triomphe affaiblit l'influence de ce que les révisionnistes appelaient l'histoire officielle dans les centres officiels d'études historiques, cela ne se traduisit pas par l'intégration de la vision révisée du passé argentin dans celle que le nouveau gouvernement proposait de l'Argentine. » (Je traduis)

conception de la question sociale tout en alimentant et en renforçant les lectures culturalistes des thèmes sociaux.

Rappelons que dans les années 30, la population prolétaire se concentre aux portes de Buenos Aires. Cette population ne connaîtra une réelle intégration politique qu'avec l'arrivée du péronisme au pouvoir qui, sur le plan du discours, permet l'émergence du « *sujeto - pueblo - trabajadores* ». Le péronisme donne lieu à une légitimation spécifique propre du populisme qui élève la barbarie au rang de peuple.

Alejandro Horowicz insiste sur la place centrale d'Eva Perón et de la classe ouvrière argentine dans cette resignification. Rappelons que la classe ouvrière du début du XX<sup>e</sup> siècle se compose majoritairement de populations immigrées venue d'Europe mais dans les années 30, le développement de l'industrie encourage une immigration interne. Des populations, principalement rurales, viennent des provinces pour travailler dans les zones urbaines et s'installent, donc aux portes des grandes villes, Buenos Aires, en particulier. Ainsi tant Evita que la classe ouvrière arrivent de l'extérieur pour échapper à la faim et à la précarité et sont donc considérées comme « étrangères » :

*Extranjero es aquel que vive fuera de las fronteras del imperio de las normas, impuestas por el imperio para sus ciudadanos. Los extranjeros son bárbaros; el bárbaro es el que vive fuera del imperio, los «cabecitas» lo son por antonomasia, Evita es una mujer fuera de las normas, es una bárbara.*<sup>84</sup>

Concrètement, lorsque Perón lance la *Secretaría de Trabajo y provisión social*, s'ouvre l'ère de la politique sociale en tant que devoir social de l'État et conjointement, le gouvernement se démarque de ses prédécesseurs abstentionnistes dans ce domaine. Cette décision est à considérer comme un investissement pour contrôler les risques de débordements sociaux. Juan Carlos Torres et Liliana de Riz soutiennent que « desde la perspectiva de Perón, la función de estas reformas [laborales], era prevenir la radicalización de los conflictos y la propagación del comunismo<sup>85</sup> », comme nous l'avons déjà signalé. Perón sépare la question sociale de la question politique et cherche à impulser l'union face à la désorganisation, la corruption et aux dissensions ambiantes. Pour cela, il délimite une sphère sociale comme étape antérieure à la constitution du Peuple-Travailleur à partir de deux mouvements stratégiques. Dans un premier temps, il nie la part de politique dans la question sociale et l'exclut de celle-ci. Ensuite, si les ouvriers et les patrons sont reconnus comme acteurs du champ social, ils n'en nécessitent pas

---

<sup>84</sup> Alejandro Horowicz, *Los cuatro peronismos*, reimp., Buenos Aires, Edhasa, 2007, p130 « L'étranger, c'est celui qui vit hors des frontières de l'empire, des normes, imposées par l'empire à ces citoyens. Les étrangers sont des barbares ; le barbare est celui qui vit hors de l'empire, les « cabecitas » le sont par antonomase, Evita est une femme hors des normes, c'est une barbare. » (Je traduis)

<sup>85</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, « Argentina desde 1946 ».

moins l'intervention d'un État régulateur, situation à laquelle s'ajoute, le besoin d'organisation et d'unité du mouvement syndical. En résumé, selon la politique sociale de Perón, seul l'ouvrier organisé peut défendre les conquêtes sociales. Cette politique assoit la reconnaissance de deux valeurs fondamentales : la *justicia social* et la *dignidad del trabajador*. Sur ces bases peut alors être construit le sujet « *clase trabajadora - obreros organizados* » qui s'accompagne de son insertion dans une dichotomie « ceux qui travaillent » vs « ceux qui vivent du travail des autres » et face à laquelle il est inéluctable de prendre position.

Revenons maintenant à l'opposition entre civilisation et barbarie. Selon la rhétorique réactionnaire des classes conservatrices, les masses populaires (désorganisées) menacent la dissolution des liens sociaux en accord avec la lecture culturelle de la barbarie qui était déjà évoquée durant le gouvernement d'Yrigoyen. L'émergence du *pueblo - trabajador* en Argentine fait, néanmoins, ressurgir l'essence de l'image de Sarmiento : le peuple comme « masse organisée » apparaît comme le dépassement de cette représentation mais n'a cependant pas neutralisé le spectre de la barbarie dans l'imaginaire conservateur<sup>86</sup>.

Lorsqu'il fait référence au passé, Perón marque alors la distinction entre les « masses organisées » qui ont un guide, un conducteur alors que les masses non constituées, symbole de la barbarie d'antan, ont un caudillo. Il s'agit donc de deux étapes différentes de l'évolution de la société. On remarque ici une volonté d'assumer une fonction éducative dans la continuité de la volonté de Sarmiento de « civiliser » les masses à travers une organisation matérielle et spirituelle.

Évidemment où Perón voyait une différence entre les masses barbares et les masses organisées, le Peuple, ses opposants et même, certains de ses proches ne voyaient que l'ancienne barbarie. Mais en transformant les masses en peuple, Perón dépasse cette opposition entre masses barbares ( vision hétéroréférentielle) et masses organisées ( vision autoréférentielle) car il y adjoint tout un dispositif discursif qui va consolider l'affirmation d'un principe de légitimité populiste lorsqu'il incorpore cette lecture à un champ d'énoncés dichotomiques tels que Peuple vs Oligarchie ; Peuple vs Antipeuple ; Patrie vs Antipatrie ; Péroniste vs Antipatrie : véritable canevas de lecture du péronisme au cours du siècle. En somme, Perón construit sa légitimité sur des antagonismes différents de ceux exprimés par d'autres responsables politiques.

Ces glissements entre antagonismes correspondent à la version la plus achevée du processus de « rédemption sociale<sup>87</sup> » promise par Perón, pour reprendre les termes cités par

---

<sup>86</sup> A propos de la perception du « peuple du 17 octobre » tant dans les secteurs conservateurs que dans les milieux communistes et socialistes, voir : Svampa Maristella, *El dilema argentino. Civilización o Barbarie*, Buenos Aires, Taurus, 2006, pp 319 – 330. Ainsi, le manifeste du Parti Comunista du 21 octobre 1945 parle de « malón peronista » (p.323) et Américo Ghioldi du Parti Socialiste mentionne une « furia demoníaca » (p. 325).

<sup>87</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires,

Silvia Sigal et Eliseo Verón dans *Perón o muerte*. Nous allons nous appuyer sur les principales lignes de leur argumentation.

Dans un premier temps, la relation qui s'établit entre le peuple et Perón est une relation d'extériorité car Perón vient de l'univers militaire pour répondre aux besoins du peuple qui ne sont pas pris en compte par le jeu politique.

Le travail cité explique les principales étapes dans le processus de construction, de la part de Perón, de sa position d'énonciateur-leader<sup>88</sup>, et par conséquent de sa légitimation comme énonciateur. Ce processus se construit sur des glissements discursifs à l'intérieur de l'imaginaire politique. D'une part, l'État est considéré comme un « lieu du temps social » soumis aux avatars de l'histoire, (ponctuellement occupé par les politiques). Le temps social contient également un autre collectif singulier qui est le Peuple, lequel participe, au même titre que l'Armée dont est issu Perón, au collectif sacré, la Patrie. La Patrie et le Peuple sont soumis aux accidents de l'Histoire : le plus grave d'entre eux est la perversion de l'État par les politiques qui les amènent à oublier un des composants fondamentaux du peuple, à savoir les travailleurs.

Par mécanismes d'équivalence, S. Sigal et E. Verón nous expliquent que, au niveau discursif, il y a une pluralisation de l'Armée vers le collectif pluriel, les soldats ; du Peuple vers le collectif pluriel, les travailleurs et enfin de la Patrie vers les Argentins.

Ce déplacement d'un collectif pluriel à un autre permet à Perón, à chaque étape de l'élaboration discursive, de se situer dans la légitimité du collectif singulier correspondant :

*como humilde soldado, encarna el deber patriótico que inspira el Ejército; el deber patriótico lo lleva a abrazar el Pueblo, como primer trabajador, al abandonar su rol militar y convertirse en "simple ciudadano", su palabra no hace más que expresar la verdad-realidad de la Nación a construir. Es en virtud de este 'tránsito' que el enunciador produce el Ejército, el Pueblo y la Nación como figuras del colectivo supremo, la Patria.*<sup>89</sup>

Selon ces auteurs, ce mouvement discursif donne forme, structure et cristallise un mouvement social. Ainsi un nouvel acteur social surgit avec le triomphe électoral de 1946 : les péronistes. Face à ce nouveau collectif, à la configuration Armée/ soldats ; Peuple/ travailleurs ; Patrie/ Argentins, s'ajoute le couple Perón/ péronistes. Ces homologues mettent en évidence la

---

1<sup>a</sup>ed. 3<sup>a</sup>reimp., Eudeba, 2010, p.32

<sup>88</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte*, op.cit. p.78

<sup>89</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte*, op. cit., p.80, « en tant qu'humble soldat, il incarne le devoir patriotique qu'inspire l'Armée ; le devoir patriotique l'amène à prendre en charge le Peuple, comme premier travailleur, alors qu'il abandonne son rôle militaire et se convertit en "simple citoyen", sa parole se consacre entièrement à exprimer la vérité-réalité de la Nation à construire. C'est en vertu de cette 'transition' que l'énonciateur produit l'Armée, le Peuple et la Nation comme figures du collectif suprême, la Patrie. » (Je traduis)

place laissée à l'adversaire qui ne peut que s'exprimer de façon négative et dans une position d'extériorité par rapport au collectif.

Comme nous l'avons dit, l'arrivée du péronisme sur la scène Argentine suppose un bouleversement de l'imaginaire socio-politique à la suite de l'introduction de nouvelles composantes qui imposent un réaménagement des représentations jusqu'à lors opérantes.

Dans ce contexte la revue *Sexto Continente*, publiée entre 1949 et 1951, réunit des intellectuels politiquement proches du péronisme mais de tendances nationalistes hétérogènes (catholiques, fascistes, populistes, forjiste, démocrates) et un nombre important d'historiens révisionnistes. Ceux-ci contribuent à doter le péronisme d'une base théorique complexe qui structure les principes initiaux qui ont permis la collaboration d'entités si distinctes. Au-delà de la diffusion du discours péroniste, les publications entendent rendre compte d'une conception anthropologique de l'homme comme « *hombre nuevo* », dans un cadre latino-américain combatif<sup>90</sup>.

La nécessaire adaptation du péronisme et des péronistes à la période d'exil (1955-1973) du leader va contribuer à la production de nouveaux récits pour interpréter la réalité politique vécue en Argentine et également à de nouvelles formes de révisionnisme dans les années 60 et 70. Parmi les figures emblématiques qui impulsent une nouvelle lecture de la réalité argentine, nous allons consacrer quelques lignes à John William Cooke et au péronisme de gauche qui dans les années soixante-dix représente le contexte idéologique de formation de CFK, alors militante au sein de la *Juventud peronista*.

### I. 2. 3. John William Cooke et le péronisme de gauche

À la suite du coup d'État qui met fin au second mandat de Perón, le général Lonardi est placé à la tête de l'Argentine comme président provisoire. Cette manœuvre, loin de répondre à un plan politique et militaire concerté, est le fruit d'efforts isolés de leaders politiques et militaires, en opposition sur de nombreux points<sup>91</sup>. Un secteur nationaliste, mené par le président Lonardi, est partisan d'une politique de conciliation et espère récupérer l'héritage politique du régime sortant, en négociant avec les leaders du syndicalisme péroniste. Un autre

---

<sup>90</sup> A propos de la revista *Sexto Continente*, voir : Sazbón Daniel, « *Sexto Continente: una apuesta por una tercera posición latinoamericanista en la cultura peronista* », consulté en ligne, le 10/05/2020 : <https://www.ahira.com.ar/wp-content/uploads/2019/07/Sazb%C3%B3n-Sexto-Continente.-Cultura-peronista-y-latinoamericanismo.pdf>. Notons la participation de Raúl Scalabrini Ortiz à cette publication ainsi que d'Alicia Erguren à laquelle nous nous référons dans le paragraphe suivant.

<sup>91</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, «Argentina desde 1946», *op.cit.*

secteur s'oppose à tout rapport avec les ennemis de la démocratie, qu'il associe aux soutiens de Perón. En dehors de leurs propositions différentes, les deux factions militaires partagent la conviction que le péronisme ne survivra pas comme force politique après la chute du régime qui l'a créé. La forte proportion des votes blancs et nuls lors des élections constituintes de 1957 illustre la fidélité des péronistes à Perón malgré son absence sur le territoire nationale. De même, lors de la campagne pour les élections présidentielles de 1958, l'opposition entre péronismes et anti-péronismes pénètre le parti radical qui se fracture en deux : d'un côté la *Unión Cívica Radical del Pueblo* menée par Ricardo Balbín et de l'autre, la *Unión Cívica Radical Intransigente*, dirigée par Frondizi dont la stratégie consiste à capitaliser l'héritage de la *Revolución Libertadora* et à incarner une alternative politique pour les masses péronistes proscrites.

Sur le terrain, alors que la *Revolución Libertadora*, dès 1955, a recours à la répression et à la proscription pour mettre en place son projet de rééducation politique de la population, Perón désigne John William Cooke (1919-1968) comme son représentant et principal leader de la Résistance péroniste en Argentine. La trajectoire politique et intellectuelle de Cooke, influencée par la conjoncture internationale<sup>92</sup> va permettre une resignification des représentations du péronisme à l'origine de l'articulation de la gauche péroniste. Cette élaboration de principes politiques et idéologiques va permettre de concevoir le péronisme comme une doctrine de libération nationale<sup>93</sup>, dans un contexte de proscription du péronisme.

De 1946 à 1952, J. W. Cooke<sup>94</sup> exerce comme député national et apporte une importance particulière à la défense des intérêts nationaux et de la souveraineté nationale<sup>95</sup>. Influencé par une solide connaissance du marxisme, bien qu'il n'y adhère pas, il considère que «tarde o temprano el capitalismo deviene en imperialismo<sup>96</sup>.»

À la suite du coup d'État de 1955, durant la «*Revolución Libertadora*», alors qu'il est désigné comme le délégué personnel de Perón en exil, Cooke a été emprisonné par le régime

---

<sup>92</sup>A propos du contexte de « libération nationale » dans le Tiers-Monde et de l'influence de Frantz Fanon, voir : Perez Alvarez, Gonzalo Gabriel, *Frantz Fanon, John William Cooke y la creación heroica*, North Carolina State University. Department of Foreign Languages and Literatures, A Contracorriente, 10-2013, pp306-327

<sup>93</sup>Caruso Valeria, «La forja de la izquierda peronista como cultura política a través de la Trayectoria de John W. Cooke», *páginas*, año 9 – n° 20 Mayo- Agosto pp.169-192, 2017, <http://revistapaginas.unr.edu.ar/index.php/RevPaginas>

<sup>94</sup>Il est alors, également, directeur de la revue *De Frente* et à partir de 1954, vice-président de l'Instituto de Investigaciones Históricas J. M. de Rosas.

<sup>95</sup>Ainsi, depuis l'hebdomadaire *De Frente*, il rejette les accords en préparation entre le gouvernement de Perón et de la *Standard Oil*, qu'il considère nocif pour les intérêts nationaux. A ce sujet, voir : Gillespie Richard, *Cooke. El peronismo alternativo*. Buenos Aires, Cantaro, 1989, 144p.

<sup>96</sup>Cooke, discurso parlamentario, Camara de Diputados, Diario de Sesiones, 1949, Vol. V, p. 3480; idid., 1950, Vol. 1, p. 618, Reproducido en Gillespie Richard, *Cooke. El peronismo alternativo*. Buenos Aires, Cantaro, 1989, « tôt ou tard, le capitalisme devient impérialisme » (Je traduis)

mais réussit à s'échapper et fuit au Chili. Il organise alors le *Comando Adelantado* et la *División de Operaciones de la Resistencia* dans le but est de coordonner les forces péronistes en vue de récupérer le pouvoir et de peser dans la conjoncture politique imposée par le gouvernement en place. Depuis le Chili, il sert d'intermédiaire avec Alicia Erguren<sup>97</sup>, dans les négociations qui conduiront au pacte entre Perón et Frondizi<sup>98</sup> pour les élections présidentielles de 1958.

À partir de 1959, Cooke exprime l'impossibilité de revenir au premier péronisme et la nécessité d'une évolution de celui-ci comme cadre de conciliation de la libération nationale et de la révolution sociale. Dans le même temps, Perón décide de déplacer son émissaire pour le remplacer par le *Consejo Coordinador y Supervisor*,<sup>99</sup> désormais en charge de la réorganisation politique du mouvement.

En 1960, le couple Erguren-Cooke s'installe à Cuba et participe à la consolidation du régime de libération nationale cubain. Leur projet est d'insuffler dans le péronisme un front de libération nationale qui incorpore progressivement différents secteurs dans la lutte pour la récupération de la souveraineté nationale et la révolution sociale, en tant qu'éléments indissociables<sup>100</sup>. Cooke invite Perón à venir s'installer à Cuba<sup>101</sup> et à intégrer le péronisme dans le mouvement de libération cubain<sup>102</sup>. Dans le contexte de la Guerre Froide, Perón refuse d'être associé à la tendance communiste et maintient sa *Tercera Posición*.

De retour en Argentine, en 1964, Cooke et Alicia Eguren fondent la ARP, *Acción revolucionaria peronista*, dont l'objectif est de faire pression sur le front syndical, politique et idéologique en termes révolutionnaires<sup>103</sup>. Référent de la convergence entre péronisme combatif et marxisme, à l'origine de la nouvelle gauche argentine, Cooke est élu représentant de la délégation argentine pour participer aux conférences de la OLAS (*Organización*

---

<sup>97</sup> J. W. Cooke et Alicia Erguren se marient au Chili en 1957. Sur la vie de Alicia Erguren, voir Santiago Allende Santiago, del Zotto Nicolás, *Izquierda, peronismo y género: archivo de Alicia Eguren en la Biblioteca Nacional, Revista Electrónica de Fuentes y Archivos (REFA)* Centro de Estudios Históricos "Prof. Carlos S. A. Segreti", Córdoba (Argentine), año 9, número 9, 2018, pp. 228-235. A noter, qu'elle dirige les cinq premiers numéros de la revue *Sexto Continentes*.

<sup>98</sup> Par cet accord, Perón demande à ses bases de voter à faveur du candidat radicaliste dissident Arturo Frondizi. En échange, ce dernier devait lever la proscription du péronisme, une fois arrivé à la présidence.

<sup>99</sup> Sur le *Consejo Coordinador y Supervisor*, voir Melon, Julio «Entre Perón y el peronismo: El Consejo Coordinador y Supervisor», 1958-1963. XVI Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia. Facultad Humanidades. Universidad Nacional de Mar del Plata, Mar del Plata, 2017

<sup>100</sup> Caruso Valeria A., «La forja de la izquierda peronista como cultura política a través de la Trayectoria de John W. Cooke», *op.cit.*

<sup>101</sup> Jorge Rulli, un des fondateurs de la Juventud peronista en la Resistencia, transmet également cette invitation. Voir «El hombre que quiso llevar a Perón a Cuba», Infobae, 18/09/ 2018, <https://www.infobae.com/historia/2018/09/18/el-hombre-que-quiso-llevar-a-peron-a-cuba/>

<sup>102</sup> «Carta a Peron, julio de 1961», reproducida en John W. Cooke, Juan D. Peron, *Correspondencia Perón-Cooke: Tomo II*. Buenos Aires, Granica, 1973, p. 83.

<sup>103</sup> Caruso Valeria A., «La forja de la izquierda peronista como cultura política a través de la Trayectoria de John W. Cooke», *op.cit.*

*latinoamericana de solidaridad*) et de la *Tricontinental*, qui ont eu lieu à Cuba, en 1966 et 1967. A cette occasion, les principales entités représentées préconisent la lutte armée et la « guerre révolutionnaire prolongée<sup>104</sup> ». Cooke meurt en 1968 mais sa pensée et ses prescriptions sur le péronisme perdurent dans la décennie suivante à travers de nombreuses publications telles que la revue *Envido*<sup>105</sup> (1970 et 1973) ou l'hebdomadaire *Nuevo Hombre* (1971-1974) qui entendent apporter des outils théoriques pour l'appréhension de la réalité nationale.

D'autres intellectuels participent à l'élaboration d'une théorie fusionnant le péronisme et le socialisme, nous pouvons citer : Rodolfo Walsh par son activité militante et organisatrice, Juan José Hernandez Arregui<sup>106</sup> et Rodolfo Puiggrós<sup>107</sup> à un niveau plus culturel et historiographique. Sur ce point, plusieurs historiens poursuivent le travail révisionniste initié dans la première partie du siècle mais leur activité ne peut se détacher du nouveau contexte politique et culturel survenu par l'émergence du péronisme et son ultérieure proscription.

#### I. 2. 4. Révisionnisme historique : années 60-70

Dans les années 60-70, l'œuvre révisionniste de José María Rosa est abondamment lue par une jeunesse qui remet en question les textes libéraux et qui cherche une position politique nationale. Son *Historia Argentina*, publiée en 1964, est marquée par l'influence du péronisme en cela qu'elle prend ses distances avec des conceptions libérales et conservatrices et accentue l'optique populaire de l'interprétation de l'Histoire. Rosas n'y est plus un propriétaire terrien patriarcal qui garantit l'ordre social mais un défenseur de la souveraineté nationale face aux deux grandes puissances coloniales de l'époque : l'Angleterre et la France. Selon Diana Quattrochi-Woisson<sup>108</sup>, sous la direction de J. M. Rosa, *l'Instituto de Investigaciones históricas Juan Manuel de Rosas* tombe radicalement sous l'influence du péronisme, processus confirmé par l'accès à la vice-présidente de J. W. Cooke en 1954. Cependant, Julio Stortini<sup>109</sup> considère

---

<sup>104</sup>Bozza, J. A., «El peronismo revolucionario. Itinerario y vertientes de la radicalización, 1959-1969», *Sociohistórica*, pp.9-10, 2001, consulté en ligne le 27/01/2020 : [http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art\\_revistas/pr.2942/pr.2942.pdf](http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.2942/pr.2942.pdf)

<sup>105</sup> Pour une étude du contenu de cette publication, voir Pozzoni Mariana, «Una mirada sobre la militancia en los primeros años '70 a través de la revista *Envido* (1970-1973)», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 30 janvier 2012, consulté le 16 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62672>

<sup>106</sup> José Hernández Arregui (1913-1974) : *Imperialismo y cultura* (1957) Y *La formación de la conciencia nacional* (1960), selon une approche plus liée à la philosophie : *¿Qué es el ser nacional ?*, 1963.

<sup>107</sup>Rodolfo Puiggrós, intellectuel du PCA expulsé en 1947, il rejoint le péronisme. *El Peronismo: sus orígenes* (1969, Buenos Aires, Cepe)

<sup>108</sup> Quattrochi-Woisson Diana, *Los males de la memoria. Historia y política en la Argentina*, Emecé, Buenos Aires, 1995, 291p.

<sup>109</sup> Stortini Julio, «Historia y política. Producción y propaganda revisionista durante el primer peronismo.», *prohistoria*, annéeVIII, numéro 8, Rosario, Argentina, primavera 2004, pp 229-249.



que la manifestation explicite d'appui au péronisme apparaît dans la revue en 1948 alors que José María Rosa ne la dirige qu'à partir de 1951 et que lui-même situe son adhésion au péronisme dans les années postérieures au coup d'État de 1955. Ernesto Palacio que nous évoquions précédemment, et J. M. Rosa, au sein de l'*Instituto de Investigaciones históricas*, contribuent à produire une vision générale de l'Histoire argentine différente de l'historiographie libérale et favorisent le processus de formation d'une conscience nationale.

Paradoxalement, ce révisionnisme rosiste-peroniste n'atteint pas les masses populaires pendant le gouvernement de Perón mais il aura des répercussions massives après la chute du péronisme en 1955 où, dans une identification spéculaire, Rosas et Perón seront associés comme victimes de l'injure du libéralisme oligarchique. Ainsi, à la fin des années 60, cette ligne connaît une réception significative parallèlement à l'évolution des classes moyennes et à la lecture dans les universités de travaux tels que *Las luchas nacionales contra la dependencia*<sup>110</sup> de Gonzalo Horacio Cárdenas. A cette époque, se renforcent également des profils plus marqués de gauche avec *Apuntes para la militancia*<sup>111</sup> de John William Cooke et les travaux de recherche produits par Rodolfo Ortega Peña et Eduardo Luis Duhalde<sup>112</sup>.

Les représentants de ce courant dit du révisionnisme de gauche font l'objet de dures critiques de la part de Tulio Halperin Donghi. Il considère ainsi que, après une phase d'admiration de la Révolution cubaine<sup>113</sup>, les écrits historiques du nationaliste José María Rosa se teintent de termes empruntés au vocabulaire marxiste et qualifie son activité historiographique d'«*ejercicio de periodismo político retrospectivo*<sup>114</sup>», pratique à laquelle il associe Jorge Abelardo Ramos. De même, prenant l'exemple du livre de Scalabrini Ortiz sur les chemins de fer, il lui reproche de reproduire l'écueil du premier révisionniste en se concentrant sur un axe moral plus qu'économique et social qui permettrait d'expliquer et de remettre en contexte la collusion entre «*los ingleses corruptores y los políticos locales infinitamente corruptibles*<sup>115</sup>».

---

<sup>110</sup>Cárdenas G. H., *Historia social argentina: Las luchas nacionales contra la dependencia*, vol.1, Ed. Galerna, Bs.As., 1969, 423p.

<sup>111</sup>J.W. Cooke, *Las luchas nacionales contra la dependencia*, Ed. Schapire, 1972, 115p.

<sup>112</sup>Rodolfo Ortega Peña, 1936-1974 et Eduardo Luis Duhalde (1939-2012) lancèrent la revue en 1973 *Militancia peronista para la liberación*, fermée par Perón en 1974, puis *De Frente* (1974), fermée par Isabel Perón.

<sup>113</sup> Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional», *op.cit.* p115

<sup>114</sup>Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional», *op. Cit.*, p120, «exercice de journalisme politique retrospectif», (Je traduis)

<sup>115</sup> Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional», *op. Cit.*, p115-116

Pour sa part, A. Cattaruzza considère que la période 1955-1975<sup>116</sup> est marquée par l'apparition de nouveaux interlocuteurs possibles dans le courant révisionniste, la consolidation et l'expansion du révisionnisme socialiste et la radicalisation des thèses politiques et historiographiques de certains révisionnistes. Peu à peu, nous assistons à une appropriation et reformulation partielle d'une lecture du passé argentin initialement formulée par les révisionnistes qui s'intègre à une vision du monde péroniste, marquée par un renouveau populaire sous l'effet de la proscription. Le révisionnisme se développe ainsi à travers le péronisme qui finit par en faire son interprétation privilégiée de l'Histoire nationale. Cette opération permet alors au mouvement politique de «enlazarse con la historia de la nación desde su momento fundacional, pero esta vez proponiendo una genealogía aparentada con los perseguidos, con los derrotados<sup>117</sup>». Selon cette vision, les péronistes s'élèvent pour poursuivre le combat contre les minorités privilégiées qui, associées aux puissances étrangères, usurpaient le pouvoir du gouvernement. Cette image renforce dans le péronisme de gauche, l'autoreprésentation d'une majorité déplacée d'un pouvoir qui lui correspond de façon légitime.

A. Cattaruzza parle d'une « conversion <sup>118</sup>» de Perón au révisionnisme pendant son exil, comme d'un élément politico-culturel décisif qu'il associe à l'adhésion de l'appareil syndical et partisan qui se traduit par exemple par la commémoration du 20 novembre, date de la bataille de la « *Vuelta de Obligado* ». Cependant, il n'existe pas de prise de parole explicite de la part du leader qui illustre ce phénomène radical. De plus, les travaux de S. Sigal et E. Verón, auxquels nous avons déjà fait référence, nous invitent à nuancer ces propos car ils rappellent la position de Perón comme énonciateur premier dans l'exil et des nombreux énonciateurs seconds lors de la phase de diffusion en Argentine, particularité sur laquelle s'est appuyée le leader pour entretenir une certaine ambiguïté dans ses messages<sup>119</sup>.

Notons à ce propos, dans cet ouvrage de référence<sup>120</sup>, l'étude proposée sur la revue *El Descamisado*, publiée à partir de 1973 et organe de diffusion des idées de la *Juventud Peronista*, qui cherche à asseoir sa position d'énonciateur de second niveau, à travers la récupération de l'Histoire. Selon les auteurs, «*esta recuperación de la historia no es otra cosa que la construcción de un actor social imaginario que atraviesa el tiempo y el espacio idéntico a sí*

---

<sup>116</sup>Pour cette partie, nous utilisons Alejandro Cattaruzza, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p.124-130

<sup>117</sup> Alejandro Cattaruzza, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p.125, «s'associer à l'histoire de la nation depuis son étape fondatrice, mais cette fois, en proposant une généalogie qui les apparente aux persécutés, aux vaincus.» (Je traduis)

<sup>118</sup> Alejandro Cattaruzza, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», *op.cit.*, p.127

<sup>119</sup> Sigal Silvia, Verón Eliseo, *Perón o muerte*, *op. cit.* p.173

<sup>120</sup> Pour cette partie, nous utilisons les chapitres «*La palabra mostrada (I): La cuestión del destinatario*» et «*La recuperación imaginaria de la historia*» in Sigal Silvia, Verón Eliseo, *Perón o muerte*, *op. cit.*, pp.155-161 et pp.195-202. Les auteurs désignent cette revue comme «órgano oficial» du discours de la *Juventud Peronista*.

*mismo*<sup>121</sup> ». Ainsi dans *El Descamisado*, la récupération de l'Histoire s'étend au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à s'articuler à la résistance des peuples autochtones contre la conquête espagnole. Il s'agit d'une histoire qui met en scène de nombreux héros, surtout de nombreux martyrs, présentés de façon que chaque personnage soit un double fantasmatique qui occupe la scène politique décrite par la *Juventud Peronista* en 1973. «*La historia est une historia inmóvil, cuyos episodios son meras repeticiones de un mismo acontecimiento: la lucha del bloque Pueblo-Patria contra el Imperialismo, una sucesión de diecisietes de octubre y de septiembres de 1955*<sup>122</sup>».

Ainsi, de façon générale, le révisionnisme historique des années 60-70 fait également l'objet de critiques de la part des historiens, notamment sur le plan méthodologique pour ses insuffisances. Cependant A. Cattaruzza souligne l'intégration de voix emblématiques de ce courant dans les cercles culturels, à défaut d'une réelle intégration dans le monde académique. Les révisionnistes, selon le monde académique, ne couvrent pas les exigences scientifiques de la pratique universitaire consacrée aux sciences sociales mais se montrent spécialistes dans le compromis intellectuel avec la société.

Cette critique rejoint le regard de Tulio Halperin Donghi qui, ayant à plusieurs reprises signalé les manquements méthodologiques des acteurs du révisionnisme historique relève chez les néo-révisionnistes de gauche une identification avec une histoire

*soterrada, que gracias a ellos aflora por un instante: es la de las clases oprimidas, tan antigua como la misma Argentina. (...) Lo que rastrea en el pasado no es un modelo para el futuro: es una promesa siempre frustrada que sólo ha de cumplirse finalmente en ese futuro a través de una ruptura revolucionaria varias veces cercana a producirse en el curso de la historia argentina, pero nunca consumida*<sup>123</sup>.

La période dictatoriale qui s'ouvre à partir de 1976 vient à nouveau mettre un voile sur ces classes opprimées et les voix qui cherchaient à les faire entendre.

---

<sup>121</sup> Sigal Silvia, Verón Eliseo, *Perón o muerte, op. cit.*, p.195, «esta recuperación de la historia no es otra cosa que la construcción de un actor social imaginario que atraviesa el tiempo y el espacio idéntico a sí mismo cette récupération de l'histoire n'est autre chose que la construction d'un acteur social imaginaire qui traverse le temps et l'espace identique à lui-même» (Je traduis)

<sup>122</sup> Sigal Silvia, Verón Eliseo, *Perón o muerte, op. cit.*, p.196, « L'histoire est une histoire *immobile*, dont les épisodes sont de *simples* répétitions d'un même événement : la lutte du bloc Peuple-Patrie contre l'Impérialisme, une succession de dix-sept octobre et de septembres 1955.» (Je traduis)

<sup>123</sup> Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional», *op. cit.*, p.124, « enterrée, qui grâce à eux revient un instant à la lumière : celle des classes opprimées, aussi ancienne que celle de l'Argentine, elle-même. (...) Ce qu'elle va chercher dans le passé, ce n'est pas un modèle pour l'avenir : c'est une promesse toujours frustrée qui ne pourra s'accomplir finalement dans le futur qu'à travers une rupture révolutionnaire souvent aperçue au cours de l'histoire argentine, mais jamais atteinte » (Je traduis)

## I. 2. 5. Du troisième péronisme (1970-1976) au terrorisme d'Etat (1976-1983)<sup>124</sup>

Depuis la fin des années 60, la volonté de changement en Argentine se traduit par la convergence et la radicalisation des demandes de nombreux acteurs sociaux et politiques. Ces différentes forces en présence partagent le même rejet pour l'autoritarisme militaire, incarné depuis 1966 par la dictature de Juan Carlos Onganía, et l'espoir de voir se produire en Argentine une profonde révolution sociale. Pour beaucoup, la réalisation de ces espoirs repose sur le retour du péronisme qui donnerait le pas vers un changement profond. Ainsi, «*en la lucha contra el régimen militar, la juventud radicalizada a finales del decenio de 1960 había adoptado el peronismo como modo de identificarse con el pueblo*<sup>125</sup>».

Le 11 mars 1973, la formule du *Frente Justicialista de Liberación*<sup>126</sup>, composée de Héctor Cámpora<sup>127</sup> et V. Solano Lima est élue à la présidence de l'Argentine et chacun d'eux entrent en fonction respectivement comme président et vice-président le 25 mai 1973. Ce nouveau gouvernement offre un message d'espoir en décrétant, notamment, l'amnistie des prisonniers politiques le jour même de leur prise de fonction. Cependant, la situation évolue rapidement vers une «*crise institutionnelle*<sup>128</sup> », les conflits internes au péronisme, qui jusqu'à lors, étaient restés latents dans l'union des forces qui avaient appuyé le retour du péronisme au pouvoir, commencent à faire surface. Le président Cámpora accueille avec une grande tolérance les manifestations des bases ouvrières contre leurs leaders syndicaux ainsi que les offensives militantes des mouvements juvéniles, la *Juventud peronista* notamment. Cependant les cadres syndicaux manifestent leur préoccupation face à un processus politique qui échappe aux valeurs traditionnelles du péronisme orthodoxe. Cette préoccupation est partagée par Perón et ses proches collaborateurs, notamment José Lopez Rega.

La prise de distance de Perón face à la jeunesse et par conséquent, à la tendance incarnée par le gouvernement en place se fait évidente dès le 20 juin suivant. Ainsi, le jour où il rentre

---

<sup>124</sup> Nous nous appuyons, ici, sur Marcos Navaro, *Historia de la Argentina contemporánea : de Perón a Kirchner*, 1<sup>a</sup>ed., Buenos Aires, Edhasa, 2006, 358 p, chapitre 2 « el fracaso democrático y el triunfo de las "soluciones drásticas", 1969-1976 » et chapitre 3 « el disciplinamiento a través del terror y los planes refundacionales », puis sur Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos / Rubén Bortnik* ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, 480 p, p.421

<sup>125</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentina desde 1946», p.275

<sup>126</sup> *Frejuli, Frente Justicialista de Liberación*, front électoral composé des péronistes, du *Partido Conservador Popular*, des soutiens de Frondizi, du *Partido Popular Cristiano* et de quelques socialistes.

<sup>127</sup> Héctor Cámpora (1909-1980), incarcéré avec J. W. Cooke en 1955, avec il fuit au Chili. Il est désigné comme délégué personnel de Perón en Argentine, en 1971 et participe à la réorganisation du Parti Justicialiste ainsi qu'à l'organisation de la *Operación retorno* pour le retour de Perón en Argentine.

<sup>128</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentina desde 1946», p.277

en Argentine pour y résider de façon permanente, environ deux millions de personnes l'attendent à l'aéroport de Ezeiza. La majorité d'entre eux représente la frange révolutionnaire du péronisme. Cependant, ce qui devait être une grande célébration populaire termine dans un bain de sang à la suite des affrontements entre bandes armées de droite et de gauche. L'avion dans lequel voyage le leader est dévié vers un autre aéroport. Le soir même, la sentence tombe pour la jeunesse militante, lorsque Perón invite à la démobilisation en ces termes : «*Tenemos una revolución que realizar, pero para que sea válida debe ser una reconstrucción pacífica. (...) Es preciso volver a lo que en su hora fue nuestra máxima: del trabajo a casa y de la casa al trabajo*<sup>129</sup>». De plus, il redéfinit l'ancienne consigne, «*Para un peronista no hay nada mejor que otro peronista*», qui avait divisé l'Argentine au cours de ses deux premières présidences par une nouvelle : «*Para un argentino no hay nada mejor que otro argentino*». Enfin, il supprime toute illusion d'une rénovation doctrinaire en affirmant que les justicialistes sont équidistants des impérialismes du moment. Dès lors, les antagonismes basés sur l'opposition entre vrais péronistes et faux péronistes, infiltrés par les mouvements marxistes s'avivent.

Le 13 juillet de la même année, le binôme présidentiel démissionne, laissant le pays sans chef. Raúl Lastiri, gendre de Lopez Rega assure l'intérim dans l'attente de nouvelles élections présidentielles et marque une radicalisation à droite dans la gestion gouvernementale. A cette occasion, le général Perón peut se présenter alors qu'il en avait été empêché précédemment par un décret prononcé par l'ex-dictateur Alejandro Lanusse. Il est donc élu le 23 septembre 1973 dans une formule qu'il compose, officiellement, avec sa femme María Estela Martínez de Perón, mais dans les faits, selon ses propres mots «*si los muchachos la pusieron es porque quieren que gobierne sólo*<sup>130</sup>». Perón prend ses fonctions le 12 octobre 1973. Depuis son retour, il s'est chargé de faire marche arrière dans le virage à gauche qui avait porté la lutte contre le régime militaire antérieur et que Cámpora envisageait d'instaurer en politique de gouvernement. Si l'année 1973 représente l'année des espoirs finalement déçus, l'année 1974 est marquée par la violence croissante et la rupture entre Perón et une partie de la jeunesse militante. Ainsi, lors des célébrations du 1<sup>er</sup> mai 1974, le président prononce un discours acerbe en direction des *Montoneros* qu'il tient pour responsables de l'assassinat du syndicaliste J. Rucci, sur lequel nous reviendrons. Le leader prend alors position en faveur de la vieille garde syndicale face à la jeunesse militante, qu'il qualifie de « *estúpidos que gritan* », « *imberbes* » et « *infiltrados* ».

---

<sup>129</sup> Discours de JDP, *La Nación*, 21/06/1974, cité par Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina, op. Cit.*, 2001, chapitre 7, «Argentine desde 1946», p.277

<sup>130</sup> J. D. Perón in Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.409

Le 11 juillet 1974, Perón décède et sa femme assume la présidence jusqu'au coup d'État du 23 mars 1976, quand les commandants généraux des trois forces armées prennent le pouvoir et mettent en place un « processus de réorganisation nationale ». Le Congrès est fermé et des avocats proches du nouveau régime en place remplacent les juges.

Entre 1976 et 1983, plusieurs juntes militaires dont les figures emblématiques sont le général Videla, le général Viola, le général Galtieri, le général Nicolaïdes et l'amiral Massera, se succèdent pour mettre en place une « doctrine de sécurité nationale ». Les frontières ne sont alors plus géographiques mais idéologiques et l'ennemi est à l'intérieur du pays, parmi ceux qui ne pensent pas comme les forces armées. Celles-ci se lancent dans la répression des groupes subversifs, terme assez général pour réunir toutes les minorités armées et tout représentant de la vie politique, syndicale, universitaire, étudiante, artistique ou professionnelle. Le « terrorisme d'Etat » ouvre la voie à une répression en toute impunité.

En peu de temps, après la mort de Perón, le pays sombre dans le chaos alors que la courte période de la présidence de Cámpora puis de Perón, jusqu'en juin 1974 offrait un bilan économique positif. Le développement de leur projet politique avait permis d'atteindre la pleine occupation, de contrôler l'inflation, de rétablir des salaires forts et le contrôle des prix et de l'approvisionnement. On observe également, pour cette période, la nationalisation des dépôts bancaires, la promotion de la production nationale, le contrôle des capitaux étrangers mais aussi la gratuité des services hospitaliers et d'instruction publique ainsi que l'accès des secteurs modestes à l'université. L'administration de la justice entame une rénovation et la politique extérieure gagne en indépendance.

Dans cette situation, on peut alors se demander comment le pays a pu basculer dans l'horreur. Outre le contexte de Guerre Froide et l'énorme pression exercée par les Etats-Unis sur les pays d'Amérique latine, au niveau interne, nous pouvons signaler un problème structurel du péronisme qui germe depuis l'époque précédente. En effet, depuis le départ en exil de Perón en 1955, il semble impossible de lui trouver un successeur politique et d'entériner une figure emblématique comme héritière de Perón, en son absence physique dans le pays<sup>131</sup>, dans un premier temps, puis à la suite de son décès. Cooke fut la seule personne désignée par le leader, au début de son exil, pour lui succéder. Non seulement, en 1974, il est décédé mais, de plus, l'orientation qu'il entendait donner au péronisme perd l'aval de Perón au fil des ans. Les autres candidats aspirants potentiels ont été successivement isolés par la double action du régime en place et du noyau de tête du péronisme.

---

<sup>131</sup>Voir sur l'ambiguïté de la parole de Perón en exil: Sigal Silvia, Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, op.cit.

En effet, entre 1955 et 1973, date à laquelle Perón rentre en Argentine, le système qui l'avait exilé puis interdit, tolère cependant les représentants du péronisme, eux-mêmes, divisés. D'une part, certains leaders politiques voulaient transformer le mouvement en un mouvement pluraliste proche d'un courant libéral type *alvearismo*<sup>132</sup>. D'autre part, certains leaders syndicaux souhaitaient transformer le mouvement en un parti travailliste, c'est la veine du vandomisme<sup>133</sup>. Les uns comme les autres se sont montrés au cours de la période citée, de plus en plus éloignés de la voie (et de la voix) tracée par Perón et de plus en plus proches des gouvernements militaires successifs. Les premiers manquaient de force et d'organisation, pourtant une des premières consignes données par Perón, et les seconds ont tissé des liens plus ou moins officiels avec les interventions militaires jusqu'à créer des structures financières basées sur une économie parallèle et des trafics. Ces associations, entre le monde des affaires et les militaires réapparaissent encore aujourd'hui dans l'actualité argentine<sup>134</sup>. De plus, les orientations choisies par les responsables syndicaux pendant les années soixante et soixante-dix marquent une des lignes de scissions au sein du péronisme et constituent le principal argument de rejet de la part des organisations du péronisme révolutionnaire. A une jeunesse militante très active s'oppose la représentation de la collusion entre gouvernements autoritaires et organisation syndicales complaisantes. Dans ce contexte, l'enjeu pour les idéologues de la « nueva izquierda » est de concrétiser un rapprochement entre la jeunesse militante et les travailleurs, base des organisations syndicales, péronistes et non péronistes.

Le retour de Perón en 1972 vient saboter les plans tant de l'anti-péronisme que de ce péronisme « pervers » incarné par la bureaucratie syndicale. Attaqué de l'extérieur, saboté de l'intérieur, Perón impulse la formation du *Frente Justicialista de Liberación*, union du *partido justicialista* et de partis minoritaires. Le *FREJULI*, lui-même, obtient un accord avec la *Unión Cívica Radical*, arrivée seconde au premier tour des élections présidentielles de 1972, car selon

---

<sup>132</sup>Le président Alvear par comparaison au président Yrigoyen, tous deux issus de la UCR, se montrait plus favorable au dialogue et aux accords avec d'autres forces politiques telles que les socialistes ou les démocrates progressistes.

<sup>133</sup>Augusto Vandor, dirigeant syndical CGT, se caractérisa par sa politique de négociation et compromis avec le patronat et le pouvoir en place après 1955, également célèbre pour envisager un péronisme sans Perón. Sur la trajectoire des représentants syndicaux au sein du péronisme, voir : Damin Nicolás, «*Del sindicato al parlamento*. La profesionalización política de dirigentes sindicales políticos en la Argentina del siglo XX», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Cuestiones del tiempo presente, Puesto en línea el 29 septiembre 2011, consultado el 20 junio 2019. URL: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62081> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.62081

<sup>134</sup>Voir notamment sur ce sujet, les travaux publiés par le *Centro de Estudios Sociales y Legales* (CELS), par exemple *Responsabilidad empresarial en delitos de lesa humanidad. Represión a trabajadores durante el terrorismo de estado*, en 2015

voir également : Juan Pablo Bohoslavsky et Veerle Opgenhaffen « Pasado y presente de la complicidad corporativa : responsabilidad bancaria por financiamiento de la dictadura militar argentina », debate : Dictadura y complicidad corporativa, consulté en ligne le 24 mars 2020, [https://www.palermo.edu/derecho/revista\\_juridica/pub-10/10Jurica10.pdf](https://www.palermo.edu/derecho/revista_juridica/pub-10/10Jurica10.pdf)

les paroles de Perón « *el país, lo arreglamos entre todos o no lo arregla nadie*<sup>135</sup> ». Cette attitude conciliatrice des deux forces politiques majoritaires permet le rétablissement des institutions démocratiques mais ne fait qu'exacerber les actions terroristes de droite et de gauche dont les origines communes remontent à l'époque de Onganía<sup>136</sup>.

José Lopez Rega, ministre des Affaires sociales, sous la présidence de Perón, proche du couple présidentiel, coordonne les réseaux terroristes, notamment en fondant la Triple A en 1973. A la suite du décès de Perón, il s'impose comme l'ombre de la nouvelle présidente qui donne l'ordre d' « anéantir la subversion ». Le décret signé en 1975 laisse libre court à la violence institutionnelle et est à l'origine de l'«*Operativo independencia*» visant à mettre fin, par la répression, à la présence insurrectionnelle de l'ERP (*Ejercito Revolucionario del Pueblo*) et des *Montoneros* dans la région de Tucumán. Pendant la dictature, López Rega établit la connexion des services d'intelligence militaire à travers l'amiral Massera et ses liens avec la police et les directions syndicales. Au cours de cette période, se succèdent les actions violentes et les crimes politiques : au moment du succès électoral de Perón, est assassiné le secrétaire de la CGT, J.I. Rucci, dirigeant syndical proche du général Perón. Rucci représente l'aile droite du péronisme mais pendant la dictature de Onganía, il s'oppose également au secteur collaborationniste. Il est défavorable à la candidature à la présidence de Héctor J. Cámpora, et privilégie une option plus à droite en la personne d'Antonio Cafiero. Lors d'un affrontement entre Rucci, ses hommes armés et la *Juventud Peronista* suite à la victoire de H. Cámpora, un militant de la JP est assassiné par un membre de la UOM selon la revue *El Descamisado* du 31 juillet 1973. Rucci est assassiné le 25 septembre 1973 lors d'une opération baptisée Traviata. Si dans un premier temps, aucun groupe armé ne revendique cet acte, en juin 1975 la revue *Evita Montonera* confirme que celui-ci faisait partie d'une action de « justice populaire » en représailles contre les morts du massacre d'Ezeiza du 20 juin 1973<sup>137</sup>. Il nous semble important de préciser les forces en tension lors de ces événements car sur la période dont fait l'objet cette thèse, les mémoires sur les prises de position et le décès de J. I. Rucci ressurgissent. En 2008, une nouvelle enquête est ouverte pour éclaircir les circonstances de l'assassinat du syndicaliste.

---

<sup>135</sup>J. D. Perón in Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.409

<sup>136</sup> Juan Carlos Onganía (1914-1995), président de 1966 à 1970 qui accède au pouvoir par un coup d'Etat.

<sup>137</sup> Merlo Roberto, *Conversaciones con Juan Gelman. Contrederrota – Montoneros y la Revolución Perdida*, Buenos Aires, Contrapunto, 1988. pp 70-76



A cette occasion, CFK reçoit la famille du défunt<sup>138</sup> et des références inter-discursives à Rucci sont interprétées comme une volonté de se rapprocher du *Partido Justicialista*.<sup>139</sup>

Après le décès de Perón, la destruction du pays commence. María Estela Martínez de Perón, vice-présidente sans expérience, sans vocation ni compétences pour la politique, reprend la tête du pays. Triste successeur de Perón auquel il ne croyait pas lui-même, comme nous l'avons dit précédemment, et croyait-il d'ailleurs en la possibilité d'un successeur quand il rappelait deux semaines avant sa mort : «*el único sucesor de Perón es el pueblo argentino*<sup>140</sup> ». Cependant, dans les mois qui suivent son décès, ni la vice-présidente, ni le ministre de affaires sociales, López Rega qui, dans les faits, dirige le pays, ni les autorités militaires péronistes ne semblent disposées à remettre le mandat au peuple argentin et à convoquer de nouvelles élections.

La Triple A, «*Alianza Anticomunista Argentina*», groupe extra-officiel composé de militaires et policiers en activité ou retirés du service, continue d'agir en toute impunité, sous couvert d'une protection empresario-ministérielle, et élimine des milliers de personnes entre 1974 et 1976. Le ministre de l'économie, Celestino Rodrigo profite de cette couverture répressive pour lancer un modèle économique basée sur une économie de marché en totale contradiction avec le programme économique péroniste des années précédentes. Face à cela les autorités militaires péronistes conspirent au sein des forces armées pour « résoudre » le « vide de pouvoir » créé par leur propre violence, antérieure à 1972. Dans ce contexte, le coup d'État de la nuit du 23 mars 1976 se déroule sans coup de feu et réserve une prison dorée à de nombreux dirigeants péronistes. La violence réapparaît cependant rapidement et on retiendra parmi les violations des Droits de l'Homme : 30000 détenus et disparus, les tortures, les mutilations et les vols lors des intrusions dans les propriétés privées. Au cours de cette période, 3 millions d'Argentins s'exilent et 3 millions et demi sont sans emploi. À la destruction des structures de production, s'ajoute le problème du logement. Il s'agit de la pire période de misère de l'Histoire de l'Argentine caractérisée par la déscolarisation, la mortalité infantile, la corruption et la violence.

José Alfredo Martínez de Hoz, ministre de l'économie de mars 1976 à mars 1981 est le chef d'orchestre de ce projet économique. Proche des multinationales et organismes financiers internationaux, - il obtient d'ailleurs du FMI un prêt de 10 millions de dollars, peu de temps

---

<sup>138</sup>A cette occasion, Hebe de Bonafini ( Abuelas de la Plaza de Mayo) accuse de Ricci de « asesino de un montón de jóvenes », « la familia Rucci , en Olivos », *Página 12*, 7octobre 2008, consulté en ligne le 19/05/2020, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-112924-2008-10-07.html>

<sup>139</sup>«La peronización de Cristina: ahora cita a Rucci», *la políticaonline*, 12/02/2010, consulté en ligne, le 19/ 05/ 2020, <https://www.lapoliticaonline.com/nota/nota-63479/>

<sup>140</sup> J. D. Perón in Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.409

après son arrivée au ministère - , il profite de l'appui des forces armées en les personnes du Ministre de l'Intérieur, Harguindeguy, spécialiste en répression et du chef de la police de Buenos Aires, le général Campos, entre autres, alors que se succèdent à la présidence le général Jorge R. Videla, le général Roberto E. Viola et le général Leopoldo E. Galtieri.

Galtieri sera le promoteur d'un vieux plan anglo-américain appuyé par l'Afrique du Sud et le noyau dur des militaires de Buenos Aires, qui consiste à créer une situation de guerre dans l'atlantique sud pour faciliter son occupation totale à des fins militaires pour les superpuissances. La guerre des Malouines (1982) ouvre la page à un nouveau génocide et le déchirement de la population qui condamne le régime militaire pour ces morts inutiles marque un premier frein aux plans d'installation du régime qui avait fixé des « objectifs » mais pas de « date butoir » pour la fin de celui-ci.

La dette externe a été multipliée par sept en sept ans : le pays accuse des pertes de 50000 millions de dollars et la population exsangue, à la suite des événements mais aussi au gel des salaires, commence à se mobiliser. L'année 1982 est marquée par le frémissement du peuple qui entre en action pour récupérer l'espace perdu au cours des dernières années. Le régime reconnaît la nécessité d'une ouverture démocratique et cède le pouvoir au général Reynaldo B.A. Bignone qui convoque les politiques.

### I. 3. Le retour à la démocratie. La transition

Au sortir de la dictature, le processus de transition se met en place sur l'axe dichotomique démocratie vs autoritarisme. La démocratie est associée au pluralisme et au fonctionnement des institutions républicaines. Cette vision s'oppose non seulement à celle des militaires, mais aussi au dédain des gauches radicales des années 60-70 envers ce qu'elles considéraient comme une démocratie bourgeoise. En ce qui concerne l'organisation partisane, l'état des lieux est rapide : le péronisme et le radicalisme sont les deux partis majoritaires. Le premier est resté acéphale depuis la mort de Perón et de nombreux dirigeants ont vu leur mandat prolongé par le régime militaire. Ce lien ne leur est évidemment pas favorable : le parti ne sait pas occuper l'espace politique qui lui revient. Pour le second, après la mort de Balbín, l'année précédente, le radicalisme voit surgir une figure jusqu'alors dissidente en la personne de Raúl Alfonsín, qui se hisse à la tête du parti et est désigné candidat à la présidence. Son projet offre des perspectives à la classe moyenne persécutée par le péronisme d'après Perón, et aux jeunes récemment arrivés en politique alors que le péronisme manque de démocratie interne et que, par un système de fraude, les mêmes individus qu'en 1975-1976 sont reconduits comme candidats et titulaires des postes. Alfonsín exploite ces dysfonctionnements et dénonce un pacte militaire et syndical visant à assurer la continuité du régime. Ainsi, il laisse entendre que les hauts gradés des Forces Armées ont décidé d'appuyer un futur gouvernement péroniste, en échange de quoi, les leaders syndicaux péronistes favoriseront le pardon des violations des droits humains commis par les militaires<sup>141</sup>. Ce discours répond également à l'évolution des demandes et des préoccupations politiques de la population argentine qui a souffert de la répression du régime dictatorial et qui, selon Liliana de Riz et Juan Carlos Torres, est beaucoup plus modérée que celle qui avait donné une large victoire au péronisme en 1973. Ainsi María Estella Spinelli explique :

*Las consignas antiimperialistas radicales, la antinomia pueblo-oligarquía y las condenas a la clase media o pequeña burguesa, como la justificación de la violencia, sostenidas por los revolucionarios de los setenta, ya no fueron hegemónicas. Estos habían sufrida una triple derrota política y moral, la del peronismo en el gobierno (1973-76), primero, la de la dictadura, después, y por último la del triunfo radical. Todo eso se tradujo (...), en la decadencia de las certezas del revisionismo histórico nacionalista y del marxista, filo peronista en algunas de sus vertientes, que tan buena acogida habían tenido en las décadas anteriores.<sup>142</sup>*

---

<sup>141</sup>Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentina desde 1946», 299p.

<sup>142</sup>Spinelli María Estela, «La impronta de la 'transición democrática' en la historiografía sobre las segunda mitad

La campagne de R. Alfonsín, démarrée très tôt en vue de la convocation aux élections pour le 30 mars 1983, reprend les étendards historiques du péronisme et dénonce les perturbations du débat démocratique causées par les représentants syndicaux, «*la patota*<sup>143</sup> » en collusion avec les «*Falcón*» et les «*itakas*<sup>144</sup>» des huit années écoulées. Ce dynamisme contraste avec le justicialisme qui n'offre pas la possibilité de s'exprimer aux bases du parti, qui, déçues, se désintéressent du débat. La campagne brille par sa faiblesse où les candidats nationaux et locaux ne proposent qu'une pâle synthèse de travaillisme et libéralisme aux antipodes de la pensée péroniste.

### I. 3. 1. La présidence de R. Alfonsín 1983-1989

Alfonsín gagne donc en popularité dans les nouveaux secteurs votants et dans les grands secteurs du péronisme comme l'unique alternative en opposition au régime de la dictature militaire face au « pacte » qui signifie la continuité. Le 30 mars 1983, la formule Alfonsín-Martínez gagne les élections face au couple justicialiste Lúder-Bittel, et accède au pouvoir le 10 décembre 1983, jour de la déclaration des Droits de l'Homme : tout un message d'espoir.

#### I. 3. 1. 1. L'arrivée d'Alfonsín au pouvoir

La campagne électorale d'Alfonsín s'est construite sur deux axes forts : l'union nationale et la restauration de la démocratie. Pour cela, il propose dans son programme de « lever le rideau de toutes les usines » (*levantar la cortina de todas las fábricas*), que les responsables de la répression soient jugés, d'établir un État de Droit et d'étudier la dette externe en différenciant la légitime de l'illégitime et de n'en payer que la première. Nous retrouvons ici des axes

---

del siglo XX argentino», *Estudios de filosofía práctica e historia de las ideas*, año 9, n°10, Mendoza, décembre 2008 p.25, « Les consignes anti-impérialistes radicales, l'antinomie peuple-oligarchie et les accusations contre les classes moyennes ou la petite bourgeoisie, comme la justification de la violence perpétrée par les révolutionnaires des années soixante-dix, n'étaient plus hégémoniques. Ceux-ci avaient souffert une triple défaite politique et morale, celle du péronisme au gouvernement (1973-76), premièrement, celle de la dictature, ensuite, et enfin, celle du triomphe radical. Tout cela se traduit (...), par la décadence des certitudes dans le révisionnisme historique nationaliste et de la version marxiste, philo péroniste dans certains de ces courants, qui avait eu un si bon accueil dans les décennies antérieures. » (Je traduis)

<sup>143</sup> bandes et groupes paramilitaires

<sup>144</sup> Les « Falcón » et les « itakas » font respectivement référence au modèle de voiture Ford Falcón et aux armes de la marque « Itaka » qui par métonymie, désignent les groupes de police parallèle qui ont agi pendant la dernière dictature.

emblématiques du projet kirchneriste et les réalisations lacunaires de ce programme vont donner lieu trente en plus tard à discours qui envisage cette période comme une opportunité perdue. Mais pour la population blessée et terrorisée de 1983, c'est un message d'espoir et la possible ouverture d'une troisième voie historique entre les deux grands mouvements politiques en déclin que sont le radicalisme traditionnel et le péronisme.

Pour mener à bien ce projet, le gouvernement doit pouvoir compter sur une force sociale suffisamment solide pour pouvoir rompre avec les protagonistes du passé récent, c'est-à-dire, les puissants groupes industriels et financiers qui se sont particulièrement renforcés au cours de la période précédente, les institutions militaires responsables du génocide, et les institutions dirigées par le FMI. Il trouve cet appui dans la jeunesse qui, organisée et engagée (*La Coordinadora*, par exemple), est consciente de la nécessité d'en finir avec la dépendance.

Comme première mesure forte de son mandat, Alfonsín répond à une demande des *Madres de la Plaza de Mayo* et des organismes des Droits de l'Homme. Le 15 décembre 1983, est créée la CONADEP<sup>145</sup> afin d'enquêter sur les tortures et les morts durant la dictature. L'évêque Jaime de Nevares et l'écrivain Ernesto Sabato intègrent ce comité dont la mission est de permettre l'exhumation des corps enterrés sous X et l'identification des lieux où se trouvaient les camps de concentration, de recevoir les déclarations des victimes directes ou indirectes et de centraliser les informations détenues par les associations des Droits de l'Homme. Le rapport final est remis au président de la République le 20 septembre 1984 alors qu'une manifestation d'appui de quelques 70 000 personnes se déroule sur la Plaza de Mayo : en 200 jours, délai accordé et établi par le gouvernement pour mener à bien cette mission, 340 centres de détention ont été identifiés et 8961 détenus-disparus ont été officiellement enregistrés. On notera cependant que les associations des Droits de l'Homme dénombrent 30000 victimes.

Le gouvernement doit alors honorer une autre promesse de son programme électoral : juger les coupables. Cependant, il reste passif et la réaction du Conseil Suprême des Forces Armées se fait attendre. Ce n'est qu'en avril 1985 que le gouvernement réagit et que commencent les procédures de jugements contre les crimes du « Processus de réorganisation nationale ». Le 22 avril 1985, s'ouvrent les audiences orales et publiques contre les ex-commandants (Jorge Videla, Emilio E. Masera, Orlando Agosti) dans le cadre de l'instruction de leur procès par des tribunaux civils. Les premières sanctions tombent en décembre 1985 allant de la réclusion à perpétuité à la détention. Il reste, néanmoins, encore à définir la responsabilité des autres militaires impliqués dans les meurtres et les tortures, jusqu'à statuer sur la situation des militaires de grades inférieurs.

---

<sup>145</sup> Comité Nacional sobre la Desaparición de personas.

Face à la stratégie gouvernementale<sup>146</sup>, les organismes des Droits de l'Homme adoptent différentes positions. Les *Madres de la Plaza de Mayo* s'opposent à la création de la CONADEP et refusent de partager les nombreux documents en leur possession faute de garantie sur l'utilisation qui en serait faite.

De plus, le prologue du rapport final nommé *Nunca Más*, élaboré par la CONADEP, officialise une représentation du passé récent, qui se popularise sous le nom de « théorie des deux démons<sup>147</sup> ». Selon celle-ci, l'Argentine a été soumise à un contexte de violence politique résultant des extrêmes idéologiques en présence dans les années antérieures au coup d'État de 1976.

*Esa violencia es repudiada, aunque no historizada en el prólogo, en el que se enfatiza el cariz que asumió la respuesta estatal tras el golpe: el demonio de la violencia revolucionaria se opuso una aún más condenable violencia estatal. La gran parte de la sociedad argentina, según esta perspectiva, aparece como ajena a este enfrentamiento y como víctima inocente de sus consecuencias.*<sup>148</sup>

Selon Emilio Crenzel, le *Nunca Más* établit un « nous » homogène, composé de victimes innocentes, différent des « autres », les exécuteurs des crimes :

*Las referencias reiteradas a la sociedad aluden y refieren a un colectivo no diferenciado, situado más allá de sus divisiones y parcialidades, como si el Estado terrorista no hubiera contado con cierto consenso social favorable y a la vez no se hubiese ensañado con identidades sociales o políticas particulares, sino contra los intereses del conjunto de la sociedad civil. El texto propone una imagen de la sociedad argentina como un conjunto, como víctima paralizada que si justificaba lo que acontecía, era a causa de los efectos del terror.*<sup>149</sup>

---

<sup>146</sup> Pour développer ce point sur la réaction des organismes des Droits de l'Homme, nous nous appuyons sur Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1<sup>re</sup>ed., Los Polvorines, Universidad Nacional General Sarmiento, Buenos Aires, Biblioteca nacional, 2008, 122p.

<sup>147</sup> Cette théorie illustre également la position du gouvernement de Raúl Alfonsín, tel que l'illustrent les deux décrets dictés par le président, dans les premiers jours de sa prise de fonction, à savoir que l'un ordonnait la détention et le jugement des membres des trois militaires qui avaient gouverné entre 1976 et 1983 et que le second prévoyait la même chose avec les leaders des guerrillas qui avaient survécu à la répression.

De plus, Carlos Altamirano considère que Raúl Alfonsín propose une première ébauche de cette théorie, déjà en 1981, lorsqu'il publie son livre, *La cuestión argentina*. In Altamirano Carlos, «El 83. Evocaciones, lecturas y memorias a treinta años de la recuperación de la democracia», *PolHis*, año 6, Número 12, Segundo semestre 2013, 395p., pp.10-17

<sup>148</sup> Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, op. Cit., p. 35 « Cette violence est condamnée, bien que non comme un fait historique dans le prologue, qui insiste sur la ligne assumée par la réponse de l'État après le coup d'État : au démon de la violence révolutionnaire s'opposa une violence encore plus condamnable, la violence d'État. La majorité de la société argentine, dans cette perspective, apparaît comme étrangère à cet affrontement et comme victime innocente de ses conséquences. » (Je traduis)

<sup>149</sup> Crenzel Emilio, *La historia política del Nunca Más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2008. 271p. « Les nombreuses références à la société font allusion et se réfèrent à un collectif indifférencié, qui se situe au-delà des divisions et des factions, comme si l'État terroriste n'avait pas compté sur un certain consensus social favorable et à la fois, ne se serait pas acharné sur des identités sociales

Cette représentation constitue une des raisons du rejet des *Madres de la Plaza de Mayo*. La « théorie des deux démons » suppose la négation de l'engagement politique ou social de nombreuses victimes alors que les *Madres de la Plaza de Mayo* soutiennent publiquement l'identité politique des disparus : militante, révolutionnaire et populaire. Dans les années suivantes, les débats se poursuivent sur les représentations de cette période et des victimes, et l'évolution des considérations reflètent également un caractère politique. Nous aborderons cette évolution dans la partie II, sur les références au militantisme dans le discours de CFK.

D'autre part, au cours de cette période la question syndicale influe dans le débat : premièrement, parce que certains représentants syndicaux sont ou ont été proches des généraux de la dictature, ce qui appuie la théorie d'Alfonsín à propos d'un pacte militaire-syndical, à ceci s'ajoute, la traditionnelle méfiance du radicalisme envers le syndicalisme et sa place en politique. Deuxièmement, le gouvernement propose un projet de loi de *Reforma de Asociaciones de Trabajadores* afin d'éliminer la CGT unique, et le syndicat unique, et d'imposer les minorités dans les comités d'entreprise. Ce projet d'abord validé par les députés est ensuite rejeté par le sénat grâce au vote négatif des justicialistes et de deux représentants de groupes minoritaires. Ceci montre bien la résistance et le poids exercé par les syndicats qui s'imposent comme principale opposition au gouvernement alors que la tête du péronisme se divise entre hiérarchie de droite, en la personne de Herminio Iglesias et secteurs démocratiques – aux tendances parfois libérales – qui intègrent la dite «*Renovación*».

En matière de politique économique, l'objectif annoncé est de réactiver l'industrie. Alfonsín choisit Bernardo Grinspun comme Ministre de l'Économie, représentant de la petite et moyenne industrie, il est critique du néolibéralisme et dans cette voie, cherche à protéger les intérêts nationaux. Il tente alors de mettre en place une politique visant à développer le marché interne et à limiter les intérêts financiers. Il rencontre rapidement des obstacles : il entretient une relation conflictuelle avec les émissaires du FMI parce qu'il tente de protéger l'autonomie de l'Argentine, revendique son opposition aux impositions de l'organisme international et dénonce les intérêts des groupes puissants sur la dette externe.

En ce qui concerne la dette extérieure, le gouvernement applique un moratoire unilatéral de six mois, jusqu'en juin 1984, afin de connaître en profondeur la situation économique et financière du pays et de prendre en compte la nature de la dette externe. L'enquête à laquelle s'associent des députés, révèlent une conspiration économique orchestrée par le secrétaire

---

et politiques particulières, mais contre les intérêts de l'ensemble de la société civile. Le texte propose une image de la société argentine comme un ensemble, comme une victime paralysée qui, si elle justifie ce qui se passait, c'était sous l'effet de la terreur. » (Je traduis)

d'État, G.W. Klein. Cette situation est une opportunité politique pour le gouvernement radical. En effet, au cours des sept ans de dictature la dette a été multipliée par sept et ceci, sans l'intervention du Congrès, alors clôturé. Par conséquent, celui-ci pourrait récupérer sa fonction de contrôleur de la dette en dénonçant son caractère illégitime. Cependant, les décisions tardent à être prises et de nombreuses difficultés freinent le chemin de la commission législative. Plusieurs députés radicaux considèrent soudain que l'enquête menée sur la dette n'est pas compatible avec la stratégie économique mise en place par le gouvernement d'Alfonsín.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1984, le projet de réactivation de l'économie par un encouragement de la consommation reçoit de nombreuses critiques de divers secteurs. Grinspun devient gênant pour les puissants intérêts internes et externes. Alfonsín déclare que l'expansion économique par la voie de la consommation n'apporte pas de résultats et que la stratégie adaptée pour rompre l'isolement du pays viendra de l'intensification des exportations et de la stimulation des investissements privés comme voie du succès pour une société capitaliste.

Horacio Verbitsky explique :

*Quince jefes de los grandes grupos económicos que durante la dictadura militar pasaron a ocupar un rol central en la economía argentina, acordaron con Alfonsín, durante una cena en Olivos, su apoyo a un nuevo programa económico que debía comenzar con un ajuste sobre el salario. Esa fue su condición para acomodarse a sus anchas en el escenario institucional democrático y abandonar a su suerte a los ex-comandantes.*<sup>150</sup>

D'autres journalistes soulignent l'influence de fonctionnaires à Washington, le président de la Réserve Fédérale, Paul Volker, notamment qui auraient conseillé à Alfonsín de mettre fin à cette politique « incohérente et sans avenir ». C'est ainsi qu'en avril 1985, Alfonsín nomme Juan Vital Sourrouille, Ministre de l'Économie. Cependant cette période coïncide avec les jugements des Juntas militaires et Alfonsín jouit encore d'une grande popularité.

Dans un climat cependant tendu par les rumeurs constantes de coup d'état, le président convoque les citoyens à la Plaza de Mayo pour réaffirmer sa détermination en faveur de la démocratie. Ce 27 avril, la réponse populaire est massive : une concentration de quelques 200 mille personnes se réunit pour écouter le message du président. Dans un premier temps son discours est prometteur et il insinue que le gouvernement est disposé à avancer vers des voies inédites. Cependant, Alfonsín jette un froid dans l'auditoire lorsqu'il aborde la nécessité de

---

<sup>150</sup> Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Noberto Galasso, 3<sup>ed</sup>, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p421, « Quinze responsables des grands groupes économiques qui durant la dictature militaire vinrent à jouer un rôle central dans l'économie argentine, se mirent d'accord avec Alfonsín, pendant un dîner à Olivos, sur leur soutien à un nouveau programme économique qui devait commencer par un ajustement des salaires. Celle-ci fut leur condition pour s'installer confortablement sur la scène institutionnelle démocratique et abandonner à leur sort les ex-commandants. » (Je traduis)



mettre en place « *una economía de guerra* » et avertit que « *no se puede esperar en este año un mejor nivel de vida precisamente por la gravedad de esta situación*<sup>151</sup> ».

Le président présente la nouvelle politique économique, un « plan anti-inflationniste hétérodoxe<sup>152</sup> », connu comme le *Plan Austral*, qui se base par la réduction des dépenses de l'État, l'augmentation des impôts, des facilités de crédits pour le monde paysan, des sanctions à l'épargne comme nouveau mécanisme d'imposition et l'incitation aux investissements étrangers.

La déception se fait sentir dans la foule : si les militants radicaux restent auprès de leur président, de nombreux manifestants quittent la place. Des groupes proches du péronisme et de la gauche se retirent en criant « *Ay, Ay, Ay, este discurso, se lo hizo Alsagoray*<sup>153</sup> ».

Selon Juan Carlos Torres et Liliana de Riz, en combinant des mesures de stabilisation orthodoxes et hétérodoxes, le *Plan Austral* a eu le mérite initial de limiter l'inflation dans un contexte économique complexe et alors que le gouvernement devait mener à bien la transition démocratique. Quelques temps après son mandat, Alfonsín raconte : « *El FMI trataba de llevarnos a una política recesiva. Delineamos el plan Austral*<sup>154</sup> ». Il envoie alors une mission économique aux États Unis pour convaincre le FMI. En mai, Sourrouille élabore une nouvelle politique économique en concertation avec des fonctionnaires américains tels que Paul Volker et James Baker, respectivement président de la Réserve Fédérale et Secrétaire du Trésor, mais aussi des dirigeants du FMI, Larrosière, son président, notamment. À son retour, les conseils du FMI en matière de variables économiques sont immédiatement adoptés. Ils comprennent des hausses de tarif, l'ajustement des prix et une hausse, proportionnellement bien moindre, des salaires. Ces mesures font le consensus du FMI dans la mesure où le budget proposé permettra de contenir l'inflation.

Quand en juin 1985, le plan Austral entre alors en marche, certains secteurs sociaux restent en attente, espérant que le changement de monnaie puisse apporter la stabilité et la réactivation économiques dont le pays a besoin. Au cours des premiers mois, l'inflation se stabilise rapidement, en revanche, le déficit fiscal alimente le processus inflationniste. Concrètement, les revenus fiscaux sont inférieurs aux dépenses et ce pour plusieurs raisons :

---

<sup>151</sup> *Discurso de Raúl Alfonsín*, 26 avril 1985, consultable : <https://www.alfonsin.org/discurso-en-defensa-de-la-democracia-y-anuncio-de-economia-de-guerra> « une économie de guerre », « il ne faut pas attendre cette année, une amélioration du niveau de vie, précisément à cause de la gravité de la situation<sup>151</sup> »

<sup>152</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, « Argentina desde 1946 », p.304.

<sup>153</sup> Alvaro Alsagoray (1913-2005) : économiste, plusieurs fois ministre de l'économie qui introduit les principes du libéralisme en Argentine. « *Aïe, Aïe, Aïe, ce discours lui est dicté par Alsagoray* » (Je traduis)

<sup>154</sup> In Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>ed</sup>, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.423, « Le FMI essayait de nous emmener vers une politique récessive. Nous avons dessiné le plan Austral. » (Je traduis)

l'État doit faire face aux services financiers de la dette externe ; la politique de développement industriel attribue des aides ou des avantages fiscaux à certaines entreprises ; et le gouvernement doit honorer les plans sociaux mis en place sous forme de colis « *PAN* » (*Plan Alimentario Nacional*). Dans ce contexte, le gouvernement a dû augmenter l'endettement externe et appliquer une politique d'émission de bons pour réunir des fonds, mais il a ainsi augmenté l'endettement interne.

### **I. 3. 1. 2. Alfonsín : changement de politique**

Il faut reconnaître le succès des trois premières années du mandat d'Alfonsín en comparaison aux années antérieures et notamment, pour avoir eu le mérite de rétablir un État de Droit. Noberto Galasso<sup>155</sup> défend ce point de vu en considérant que cette période de l'Histoire de l'Argentine, se démarque par son progressisme mais également son honnêteté, malgré les limitations et les hésitations du gouvernement sur des questions cruciales.

D. Lvovich et J. Bisquet sont plus critiques lorsqu'ils considèrent que si le président assumait la nécessité de juger les crimes commis pour consolider le système démocratique, il considérerait également comme une priorité de limiter la portée de ceux-ci afin de maintenir une relation harmonieuse avec le secteur militaire.

Sur le plan politique, de jeunes radicaux se font remarquer dans les débats parlementaires et l'émergence de figures au profil intellectuel renvoie aux classes moyennes une image positive qui leur montre, qu'après de nombreuses années, la culture et la réflexion sont de retour au gouvernement. Dans cette veine, nous pouvons citer le chancelier Dante Caputo, diplomate aguerri, le ministre de l'Economie, Sorrouille, technocrate de grande formation ou Rodolfo Terragno, revenu d'Europe en parlant de biotechnologie et de privatisations. Si on ajoute les signes forts de la Loi sur le divorce<sup>156</sup> et du transfert de la capitale à Viedma, on comprend, alors, pourquoi le gouvernement d'Alfonsín peut apparaître comme progressiste. Ceci explique notamment que lorsque le président parle d'une « économie de guerre » en avril 1985, bien que de nombreux militants se disent déçus, la majorité des secteurs sociaux gardent confiance en Alfonsín comme le confirme son triomphe électoral du 3 novembre 1985<sup>157</sup>. Il s'agit cependant de la fin de l'état de grâce de l'*alfonsinismo*. Celui-ci

---

<sup>155</sup> Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Noberto Galasso, *op.cit.*

<sup>156</sup> Cette mesure provoque une vive réaction de l'Eglise qui convoque une manifestation pour bloquer l'approbation législative. Cependant le débat ne souleva pas de grands débats passionnés dans la population.

<sup>157</sup> Élections législatives

apporte une nouvelle dynamique dans le radicalisme, à travers la modernisation institutionnelle et le recours à la mobilisation. Cette pratique de la politique relève, néanmoins, davantage d'initiatives présidentielles dans l'exercice du pouvoir que d'un changement profond du radicalisme<sup>158</sup>. Cependant, rapidement les conséquences de la carte du FMI se font sentir.

A cette période, ont lieu les procès des juntas militaires et alors que le reste des officiers ayant eu des responsabilités dans la répression ne sont pas inquiétés, le mécontentement règne au sein des Forces Armées. Il est nécessaire de statuer sur la situation des militaires de rang inférieur impliqués dans le « processus ». Dans ce sens, le gouvernement a sanctionné la « *ley de punto final* » : elle fixe à soixante jours, c'est à dire jusqu'en février 1987, la période pendant laquelle les juges civils peuvent citer à comparaître tous les responsables militaires soupçonnés d'actes répressifs. Ensuite, il sera impossible d'ouvrir de nouveaux procès. L'objectif est de calmer les casernes, cependant la mesure est très mal accueillie tant au Congrès, où elle reçoit de vives critiques de la part de l'opposition, que dans la rue, où les manifestants descendent en masse pendant le mois de décembre 1986. La loi est adoptée malgré ces réactions mais elle ne règle pas le problème : il est totalement incohérent de juger des officiers pour leurs actes et non leurs supérieurs hiérarchiques ayant donné les ordres qui ont amené les premiers à commettre ces actes. Cette situation est en totale opposition avec le fonctionnement vertical de l'armée. Le gouvernement réfléchit alors à la « *ley de obediencia debida* » pour décharger les coupables de leur responsabilité.

Il est cependant trop tard. Une rébellion éclate au sein de l'armée en avril 1987. Il s'agit d'un groupe, postérieurement nommé *los carapintadas*, composé d'officiers qui défendent une ligne « nationaliste militaire ». Leur projet est de s'élever en défense de leurs droits et contre les généraux qui leur dictaient les ordres pendant la dictature afin d'exiger une loi qui les protège. Le mouvement se fait connaître en avril 1987 quand l'un d'entre eux ne comparait pas lors de son procès et se déclare en rébellion. S'en suivent plusieurs actes d'insubordination dans différentes casernes à travers le pays. Si les officiers ne déclaraient pas prétendre renverser le gouvernement, les autorités militaires réagissent cependant très lentement pour réduire le foyer rebelle et l'un d'entre eux exige la présence du Président pour dialoguer.

R. Alfonsín semble hésiter alors que la population se réunit sur la *Plaza de Mayo* en signe de soutien et de défense pour la démocratie en danger. Après avoir discuté avec les rebelles, Alfonsín se présente sur la *Plaza de Mayo* et informe la population que les insurgés

---

<sup>158</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentina desde 1946», p.305

ont rendu les armes, que « tout est rentré dans l'ordre » (*la casa está en orden*) et invite la population à passer de « joyeuses Pâques<sup>159</sup>».

Le jour suivant, les journaux annoncent que le pouvoir exécutif diligente la *ley de obediencia debida*, alors que, comme nous l'avons dit, elle était en préparation avant l'action des *carapintadas*. Juan Carlos de la Torre et Liliana de Riz offre une autre interprétation de ces événements en affirmant que «*el 13 de mayo, inclinándose ante las exigencias de los rebeldes (...) el gobierno presentó al Congreso un proyecto de ley que especificaba claramente el alcance de la obediencia debida, con el fin de proteger a los niveles intermedios de las fuerzas armadas de futuros juicios*<sup>160</sup>». Selon ces auteurs, la *Ley de Obediencia Debida* répondait à l'un des objectifs du gouvernement depuis le début, à savoir limiter les sanctions pour violation des droits humains à un nombre réduit d'officiers hauts gradés.

A partir du moment, où se répand la version, avérée ou non, selon laquelle il a cédé face aux exigences des rebelles, le Président perd toute crédibilité face à la société civile<sup>161</sup>. En somme, le gouvernement perd le prestige qu'il avait acquis au cours des procès aux juntas car il abandonne un précieux étendard. De plus, ces mesures n'apaisent en rien les officiers mécontents : on note encore dans les années 1988-1989, des affrontements entre les généraux et les commandos *carapintados* dont les négociations fragilisent la confiance populaire dans le Président Alfonsín.

De plus, Daniel Lvovich et Jacqueline Bisquet<sup>162</sup> considèrent que le discours de R. Alfonsín à la suite de sa rencontre avec les commandos *carapintados* a cherché à atténuer l'image des militaires en faisant appel à leur condition de vétérans de guerre qui avaient lutté pour défendre la souveraineté nationale. Ceci illustre que le gouvernement se débattait entre sa politique des Droits de l'Homme et le maintien de bonnes relations avec les militaires.

Les négociations de la Semaine Sainte produisent une grande désillusion et dans leur signification,

---

<sup>159</sup> CFK fait référence à ces événements durant la crise del « *campo* » que nous présentons brièvement à la fin de cette partie et que nous analysons dans la partie IV.

<sup>160</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina, op.cit.*, chapitre 7, « Argentina desde 1946 », p.310, « le 13 mai, s'inclinant face aux rebelles, (...) le gouvernement présente au Congrès un projet de loi qui spécifiait clairement de la portée de l'obéissance due, dans le but de protéger les niveaux intermédiaires des forces armées de futurs procès. »

<sup>161</sup> Nous verrons que CFK retient une version plutôt indulgente sur ce sujet envers le président Alfonsín, en parlant de « *leyes arrancadas al Congreso* » lors du discours d'investiture de 2007.

<sup>162</sup> « Los hombres amotinados han depuesto su actitud. Como corresponde, serán detenidos y sometidos a la Justicia. Se trata de un conjunto de hombres, algunos de ellos héroes de la guerra de Malvinas, que tomaron esta posición equivocada y que reiteraron que su intención no era provocar un golpe de Estado. (...) Le pido al pueblo que ha ingresado a Campo de Mayo que se retire. Es necesario que así lo haga, y les pido a todos ustedes que vuelvan a sus casas a besar a sus hijos, a celebrar las Pascuas en paz en Argentina». Clarín, 20 de abril de 1987 in Daniel Lvovich et Jacqueline Bisquet, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática, op.cit.*, p.48

*pesó mucho más el desencanto, la evidencia del fin de la ilusión: la civilidad era incapaz de doblegar a los militares. Para la sociedad, era el fin de la ilusión de la democracia. Para el gobierno, el fracaso de su intento de resolver de manera digna el enfrentamiento del Ejército con la sociedad, y el comienzo de un largo y desgastante calvario.*<sup>163</sup>

En somme, la présidence d'Alfonsín se caractérise par deux périodes dont la seconde serait le reflet inversé de la première. Dans un premier temps, on célébrait le procès de la Junte, mais on déplore ensuite la loi de *punto final* et celle de *obediencia debida*. Face à la résistance orgueilleuse de Grispun face au FMI, Sourrouille accepte de s'y soumettre et élabore un plan économique pour les banques de l'extérieur. Alors que traditionnellement la politique radicale cherchait à défendre le patrimoine public, le gouvernement finit par privatiser des entreprises emblématiques telles que *Aerolíneas Argentinas*, *Somisa*, *Fabricaciones Militares* ou encore *YPF*, opération menée à travers le *Plan Houston*, présenté comme une solution à la chute des réserves de pétrole.

En conclusion, 1987 marque un point de non-retour pour le gouvernement d'Alfonsín dont la chute libre est encouragée par les grandes puissances économiques, qui se sont renforcées pendant la dictature militaire et qui contrôlent le pouvoir de façon à défendre leurs propres intérêts et ceux de leurs associés étrangers.

Dans une ultime tentative de reconquérir la sympathie des travailleurs, en mars 1987, Alfonsín nomme le syndicaliste Carlos Alderete, Ministre du Travail : lequel jouit de l'appui des syndicalistes conciliateurs. Cependant le syndicaliste Saúl Ulbadini, symbole du péronisme historique, se fait le porte-drapeau des réclamations du peuple et appelle à la grève générale à quatorze reprises pendant l'année 1989.

Déjà, en 1987, les résultats des élections parlementaires reflètent les conséquences de la prise de distance du peuple face à l'orientation choisie par le gouvernement. En effet, le triomphe du péronisme dans seize provinces et surtout la montée du péronisme rénové, incarné par Antonio Cafiero, à Buenos Aires, inflige un dur revers au gouvernement. Ce nouveau courant « *Renovación Peronista* » entre en scène lors des élections de 1985. Il entend travailler à la construction d'un péronisme démocratique. Les figures emblématiques qui le composent sont Antonio Cafiero, José Manuel de la Sota et Carlos Grosso cependant des dirigeants provinciaux se rapprochent également du mouvement, Néstor et Cristina Kirchner notamment

---

<sup>163</sup>Romero, Luis Alberto (2001) *Breve historia contemporánea de la Argentina*, Buenos Aires, FCE, in Daniel Lvovich et Jacqueline Bisquet, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1<sup>ed.</sup>, *op.cit.*, p.48, « le désenchantement, l'évidence de la fin d'une illusion eut beaucoup plus de poids : l'action civilisée était incapable de faire plier les militaires. Pour le gouvernement, [cela signifiait] l'échec de la tentative de résoudre de manière digne l'affrontement entre l'Armée et la société, et le début d'un long et destructeur calvaire. » (Je traduis)

depuis Santa Cruz<sup>164</sup>. En contraste avec le ton péjoratif utilisé par Perón pour parler de la politique, les membres de la « *Renovación Peronista* » préfèrent parler de la démocratie et des partis politiques en termes positifs. Juan Carlos Torre et Liliana de Riz signalent dans ce message institutionnaliste, l'efficacité du discours politique inauguré par Alfonsín. Ainsi, ces acteurs politiques cherchent à disputer au radicalisme le monopole de l'idéal démocratique et à se présenter comme une alternative crédible<sup>165</sup>.

Au cours de l'année 1988, les difficultés augmentent pour le parti au gouvernement : la dette externe ne fait que croître et les intérêts qui s'y ajoutent ponctionnent toutes les devises disponibles. A ce propos Alfonsín déclare quelques années plus tard :

*Lo que se ha pagado bajo mi gobierno en concepto de deuda externa es una cifra muy similar a la que se ha dejado de percibir por la caída de los precios internacionales... Todo este comportamiento de las naciones industrializadas equivale a querer combatir una hemorragia extrayéndole sangre al paciente*<sup>166</sup>

L'État en est réduit à garantir le paiement de la dette externe et donc à une situation de grande fragilité. Le gouvernement décide alors en avril 1988 de suspendre le paiement des services aux banques créancières et instaure ainsi un moratoire unilatéral. En août, il tente la mise en place du « *Plan primavera* » qui permet pendant quelques mois de pallier l'inflation croissante mais cette mesure porte préjudice à l'industrie nationale en facilitant les importations de produits étrangers.

A la fin de cette année, la situation se complique encore et l'économiste Claudio Lozano signale que l'Etat argentin est en faillite pour plusieurs raisons<sup>167</sup>. Premièrement, à cause de son système d'imposition régressif : 64% des recettes proviennent des impôts directs alors que les impôts sur le revenu, sur le patrimoine et sur les capitaux n'en représentent que 4,9%. Cette situation est due à un manque de contrôle des contribuables : Ainsi, pour l'année 1987, des 300 plus importants groupes du pays, 210 ne payent pas d'impôts sur les bénéfiques. De plus la nationalisation de la dette privée qui a eu lieu à la fin de la dictature civico-militaire est retombée à la charge du gouvernement d'Alfonsín qui doit donc affronter une dette de 2 000 millions de

---

<sup>164</sup>Notons également la participation de Carlos Menem, gouverneur de La Rioja.

<sup>165</sup>Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentina desde 1946», p.306

<sup>166</sup>Raúl Alfonsín, *¿Por qué, doctor Alfonsín?*, conversaciones con Pablo Giussani, Ed. Sudamericana-Planeta, Buenos Aires, 1987, p171 In Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Noberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.426 « La somme payée pendant mon gouvernement en matière de dette extérieure atteint un chiffre très similaire à celui que nous avons cessé de percevoir à la suite de la chute des prix internationaux...Ce comportement des nations industrialisées équivaut à vouloir combattre une hémorragie en ponctionnant le sang du patient.» (Je traduis)

<sup>167</sup> Claudio Lozano, *Sur*, 24/10/1989 in Galasso Noberto, «De Alfonsín a Menem y De La Rúa (1983-2001), Corrientes Historiográficas en la Argentina», *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2005, p.12

dollars. Troisièmement, le régime de promotion industrielle n'a généré qu'un transfert de 2 000 millions de dollars face aux aides de 4 000 millions de dollars accordées par l'Etat. Et enfin, une autre difficulté provient de la *Cuenta de Regulación Monetaria*, mise en place par Martinez de Hoz et qui contraint l'État à payer des intérêts aux banques sur les encaisses immobilisées. Dans ce contexte, le gouvernement tombe dans la spirale de l'endettement interne avec l'émission massive de bons, et externe qui atteint bientôt 60 000 millions de dollars.

Le 6 février 1989, le gouvernement qui jusqu'alors soutenait une convertibilité austral-dollar de 17 à 1, laisse les marchés jouer librement. Le prix du dollar commence alors à monter et atteint 29 austral en mars, puis 160 en avril et enfin, 170 en mai. Le pays passe d'une situation d'inflation à une situation d'hyperinflation.

Les grandes puissances économiques qui avaient accepté de parier sur la stabilité exigée du Président, le remplacement du Ministre de l'Économie soit en la personne de Krieger Vasena, soit en la personne de Alemán. Cependant Alfonsín nomme successivement des radicaux : Juan Carlos Pugliese et Jesús Rodríguez. Mais il est trop tard : l'illusion suscitée par Alfonsín est belle et bien déçue.

Le 14 mai 1989, ont lieu les élections présidentielles. Carlos Saúl Menem qui s'était imposé à Cafiero pendant les primaires du *Partido Justicialista*, l'emporte sur le candidat radical Eduardo Angeloz. La situation économique et sociale, comme nous l'avons dit, est chaotique. Les pillages de supermarchés se succèdent et le dollar atteint 380 australes en juin puis 580 australes en juillet. La figure présidentielle est totalement ignorée : Alfonsín n'a plus d'autre choix que d'anticiper la passation de pouvoir. Le 8 juillet 1989, Menem prend ses fonctions de Président de l'Argentine.

Juan Carlos Torre et Liliana de Riz considèrent que cette expérience institutionnelle est assez similaire à celles observées dans d'autres pays au cours des processus de transition démocratique :

*Los gobiernos surgidos de las primeras elecciones libres después del fin de los regímenes autoritarios no lograron salir airoso cuando debieron enfrentar el doble desafío de la gestión de la transición democrática y de los problemas de la crisis económica.*<sup>168</sup>

Dans les faits, ces gouvernements ont davantage eu tendance à concentrer leur énergie sur le rétablissement de la démocratie à long terme, laissant inachevée la résolution des

---

<sup>168</sup> Juan Carlos Torres, Liliana de Riz, in Lynch, John et Bethell, Leslie, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Espagne, Crítica, 2001, chapitre 7, «Argentine desde 1946», p.315, « les gouvernements issus des premières élections libres au terme des régimes autoritaires ont échouer quand ils ont dû mener de front le double défi de la gestión de la transición démocratique et des problèmes de la crise économiques. »

problèmes économiques. Vicente Palermo et Marcos Navaro<sup>169</sup> confirment et expliquent ce phénomène. Rejetant l'interprétation communément acceptée d'une progressive adoption par l'Exécutif des points de vue des groupes entrepreneuriaux influents<sup>170</sup>, ces auteurs défendent la perspective selon laquelle ces relations correspondent à deux objectifs. D'une part, l'Exécutif s'efforce de montrer aux entrepreneurs qu'ils peuvent avoir un accès régulier au gouvernement. Dans le cas contraire, ils pourraient considérer qu'une rupture constitutionnelle offre une solution plus favorable à leurs intérêts. D'autre part, le gouvernement estime qu'il ne peut imaginer un projet de relance de l'économie viable sans l'appui du monde entrepreneurial. Cependant, cela ne signifie pas que des réformes structurelles soient entreprises en collusion entre le gouvernement et les entreprises. Nous allons voir que, sur ce point, la période suivante est bien différente.

### I. 3. 2. Néolibéralisme et crise de 2001

#### I. 3. 2. 1. Première présidence de Menem. (1989-1995)

Alors que s'ouvre cette nouvelle période le peuple argentin est porté par l'espoir d'atteindre une certaine stabilité. Pendant ce temps, les puissances économiques, renforcées pendant la dictature et qui exerçaient une influence décisive sur le gouvernement d'Alfonsín, commencent à agir dans l'entourage du nouveau président. Nous allons présenter quelques composantes de la trame du pouvoir de C. Menem car dans les années 2000, tant Néstor que Cristina Kirchner s'efforcent de produire une représentation de la politique radicalement différente de celle qui se construit à cette époque et cherchent principalement à se démarquer dans leur gestion économique et dans la politique des Droits de l'Homme.

##### I. 3. 2. 1. 1. De la « révolution productive » au programme économique libéral

Au niveau économique, une des premières décisions du gouvernement de C. Menem est l'adoption du Plan Bunge y Born sous l'influence de représentants des grandes puissances économiques du pays qui vont jouer un rôle décisif dans la politique de C. Menem, tout au long

---

<sup>169</sup> Palermo Vicente, Navaro Marcos, *Política y poder en el gobierno de Menem*, Norma editorial/Flacso, Buenos Aires, 1996, 557p, capítulo 1 « breve historia de la larga crisis argentina. »

<sup>170</sup> Ricardo Sidicaro, 1990; Nun José et Lattuada Mario, *El gobierno de Alfonsín y las corporaciones agrarias*, Buenos Aires, Manantial, 1991, p.205



de sa présence à la tête de l'État<sup>171</sup>. Ce plan qui porte le nom d'un grand groupe économique se base sur le contrôle des prix, la limitation des importations et la mise en place de négociations entre entreprises et syndicats. Ce même groupe d'influence encourage également la rédaction de la loi de Réforme de l'État et la loi d'Urgence économique qui ouvrent sur un large plan de privatisations et élargissent les facultés du pouvoir exécutif. Le président Menem nommera successivement ses deux premiers ministres de l'Économie, Miguel Roig et Néstor Rapanelli, dans les mêmes conditions<sup>172</sup>.

Dans un premier temps, la présence de cette nouvelle oligarchie peut surprendre mais il faut rappeler le caractère hétérogène du péronisme de la première époque auquel adhéraient des figures telles que Miguel Miranda<sup>173</sup> ou José B Gelbard<sup>174</sup>. Une des différences majeures entre les deux époques est que dans les années 1945, le péronisme prônait l'intérêt de protéger le marché intérieur alors qu'à l'époque dont nous traitons, les nouveaux groupes entrepreneuriaux, qui se sont renforcés après la seconde guerre mondiale, préfèrent s'allier au capital étranger et vendre sur le marché mondial. Or, pour être compétitifs dans ces conditions, les entreprises ont besoin d'un bas niveau de salaires ce qui est incompatible avec le pacte social et la communauté organisée de 1945. Le péronisme de Menem ouvre donc le pas à une politique réactionnaire et pro-impérialiste.

De son côté, tel que le résume le Consensus de Washington, l'impérialisme américain base sa politique sur la déréglementation de l'économie des pays qu'il considère satellites, tels que l'Argentine. Ce principe mène à la liquidation de l'appareil industriel national et à la cession aux mains des capitaux étrangers de grands secteurs qui auparavant appartenaient aux entreprises nationales ou à l'État. En conclusion, le gouvernement du Président Menem contribue à détruire une part importante de l'économie de l'État qui avait été acquise et construite par le péronisme historique des années 40. Paradoxalement, ce sont les « hommes de Perón » qui mènent ce processus en connivence avec Alsogaray, désigné conseiller présidentiel.

Le contexte d'hyperinflation qui affecte l'Argentine en 1989 offre la situation idéale pour mettre en place cette politique de « sauvetage » qui, au passage, favorise de bonnes affaires pour la minorité oligarchique et les capitaux étrangers. La situation rappelle étrangement

---

<sup>171</sup>Franco Macri, père du président Mauricio Macri (2015-2019), homme d'affaire puissant de l'Argentine des années 90, raconte dans ses mémoires comment des personnes influentes comme Jorge Born, Amalia Fortabat ou Guillermo Khul conduisent le gouvernement à adopter le Plan Bunge y Born. Franco Macri, *Macri por Macri*, editorial Emecé, Buenos Aires, 1997, p199, in N. Galasso, « De Alfonsín a Menem y De La Rúa (1983-2001), Corrientes Historiográficas en la Argentina », *Cuadernos para la otra historia, op. Cit.*, p 14

<sup>172</sup> Macri rappelle aussi que lui, cherchait à encourager la désignation de Domingo Cavallo comme Ministre de l'Économie. Celui-ci occupe ce poste de 1991 à 1996.

<sup>173</sup>Miguel Miranda : économiste, président du *Banco Central de la República Argentina* de 1946 à 1947.

<sup>174</sup>José B. Gelbard : homme d'affaire, ministre de l'Economie pendant la troisième présidence de Perón.

d'autres périodes de l'Histoire de l'Argentine et la comparaison entre C. Menem, le *caudillo riojano*, et Bernardino Rivadavio est toute trouvée : encore une fois, l'oligarchie fournit au gouvernement les hommes nécessaires pour mener à bien son projet.

Horacio Verbitsky explique la position de ces hommes issus de la nouvelle oligarchie et qui occupent alors des fonctions importantes dans le nouveau gouvernement :

*Macri colocó en la subsecretaria de planeamiento a Horacio Escafet ... a quien hizo regresar de Guatemala, a Carlos Manuel Ramallo, director de Sideco Americana a quien ubicó como subsecretario de concesiones y a Osvaldo Pérez Cortés, ubicado junto a Granillo Ocampo, en la Secretaría Legal y Técnica de la Presidencia.*<sup>175</sup>

De même, Rodolfo Carlos Barra occupe le poste de Vice-ministre de l'aménagement du territoire alors qu'il a représenté *Techint y Pérez Compac*, lors du procès contre l'État argentin<sup>176</sup>.

Le président Menem tisse ces connexions tout en cultivant un style volontairement campagnard et convoque le peuple à de grandes mises en scène populaires où il scande des phrases emblématiques et prophétiques : « *Argentina, se incorporará al primer mundo* » (« l'Argentine entrera dans le Premier Monde ») ; démontre son affection pour la population : « *Hermanos, síganme, que no los voy a defraudar. Dios los bendiga.* » (« Mes frères, suivez-moi, je ne vais pas vous décevoir. Que Dieu vous bénisse ! »).

Celui même qui avait promis pendant la campagne présidentielle, « la *revolución productiva* » (« la révolution productive ») et « *el salarizado* » (« le décollage des salaires<sup>177</sup> »), lance, après un mois de gestion, la *ley de Reforma del Estado*, qui s'accompagne de nombreuses privatisations et la *Ley de emergencia económica*, qui suppose la suspension des aides et des subventions versées par l'État, l'élimination du « *compre nacional* » et la libéralisation des investissements étrangers.

Cependant l'hyperinflation perdure alors qu'au troisième trimestre un nouveau Ministre de l'Economie est nommé : Erman González. Ce n'est qu'en 1991, à la suite de la nomination

---

<sup>175</sup> in Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>e</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p430, « Macri plaça Horacio Escafet comme sous-secrétaire de l'urbanisme... qu'il fit rentrer du Guatemala, à Carlos Manuel Ramallo, directeur de Sideco Americana comme sous-secrétaire de concessions et à Osvaldo Pérez Cortés, aux côtés de Granillo Ocampo, au secrétariat Légal et Technique de la Présidence. » (Je traduis)

<sup>176</sup> Les exemples de cas de collusion entre le gouvernement et les grandes puissances entrepreneuriales sont nombreuses. Ainsi, Ricardo Zinn, en tant que conseiller dans la liquidation de ENTel, sera chargé de négocier avec les créanciers étrangers «pese a que estaba bajo juicio por 84 defraudaciones durante su desempeño como directo del Banco Italia ». Roberto Dromi, avocat en droit administratif devient Ministre de l'aménagement du territoire alors que son cabinet d'avocat, à Mendoza, conseille les groupes Pérez Compac, Pesacarmona, Astra et encore bien d'autres. La complicité entre le gouvernement et le pouvoir économique est telle que Horacio Verbitsky précise «del ministerio de Obras Públicas se decía que quien lo manejaba era Roberto Sanmartino, presidente del área de construcciones del grupo Technit».

<sup>177</sup> *Clarín* 25/02/1989, 26/02/1989, 12/05/1989

de D. Cavalho à ce poste que l'économie argentine connaît une certaine stabilisation mais elle s'accompagne de prix très élevés. Le pays perd des entreprises publiques qui représentent une part importante de son économie, et son appareil productif est sérieusement endommagé.

L'économie argentine est aux mains des capitaux étrangers et s'accorde à la politique extérieure, notamment incarnée par le nouveau chancelier, Guido Di Tella qui prône des relations rapprochées avec les États Unis<sup>178</sup>; l'exemple en est l'envoi de troupes argentines au golfe persique en appui de l'aventure impérialiste dans cette zone. De même, en septembre 1991, l'Argentine sort du groupe des pays non alignés et se place officiellement comme pays satellite des États-Unis en matière de politique extérieure. Par effet de conséquences, le président Menem trahit donc le compromis qui l'engageait avec les pays arabes et fait volte-face en matière de politique internationale. Ce « changement de camp » serait à l'origine de l'attentat à l'ambassade d'Israël le 17 mars 1992<sup>179</sup>.

En ce qui concerne les Droits de l'Homme, à la fin de l'année 1990, Menem accorde la grâce présidentielle à plusieurs responsables militaires de la dictature condamnés sous le gouvernement antérieur. Cette décision illustre la politique de « pacification nationale », qui impliquait de laisser de côté le passé pour pouvoir affronter des mesures qui permettent au pays de développer tout son potentiel dans le futur, à travers l'établissement d'un programme économique néolibéral fortement basé sur les investissements étrangers. Ainsi, Menem justifie ces décisions par sa volonté de refermer les blessures du passé<sup>180</sup>. Ce discours pose la nécessité de mener à bien une politique de réconciliation au nom de l'unité nationale, au-delà de la condamnation du terrorisme d'État,

*convicción de la que parte el Poder Ejecutivo pero que debe sacrificar por el bien común de todos los argentinos. Esta política se basa en el supuesto de que lo que opone a las partes que deben reconciliarse no es el reclamo de justicia por un lado y unos intentos deliberados por limitarla o anularla por el otro sino un odio, una venganza partidaria que se torna inútil y nociva.*<sup>181</sup>

---

<sup>178</sup><https://www.infobae.com/politica/2018/12/01/golf-negocios-y-apoyo-internacional-las-relaciones-carnales-de-menem-y-george-h-w-bush/>

<sup>179</sup> Durant la présidence de CFK, l'enquête est rouverte et un accord de coopération avec l'Iran est signé afin de poursuivre les investigations. Ces événements donnent lieu au « caso Nisman » du nom du procureur en charge de l'enquête, mort à la veille de témoigner alors qu'il accuse la présidente de couvrir des responsables iraniens. Cette polémique marque la fin du second mandat présidentiel de CFK.

<sup>180</sup> «Venimos de largos y crueles enfrentamientos y había una herrida que cerrar.», *Clarín*, 08-10 -89, in Daniel Lvovich et Jacqueline Bisquet, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1<sup>a</sup>ed., *op.cit.*, p.51

<sup>181</sup> Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1<sup>a</sup>ed., *op.cit.*, p.52, « qui, bien qu'elle soit une conviction de la part du Pouvoir Exécutif, celui-ci doit la sacrifier pour le bien commun de tous les Argentins. Cette politique se base sur le présupposé que ce qui oppose les parties qui doivent se réconcilier n'est pas une demande de justice d'une part et des tentatives délibérées de la limiter, de l'annuler d'autre part mais une haine, une vengeance partisane qui devient inutile et nocive. » (Je traduis)

La priorité est donc donnée aux objectifs économiques. Nous avons déjà évoqué l'arrivée du Ministre Cavallo au ministère de l'Économie et c'est bien son plan de convertibilité qui sera la plus importante mesure de cette époque. Son programme se développe en trois axes. Le premier point, et la pierre angulaire du programme, est la loi de Convertibilité : elle établit la parité du taux de change, c'est-à-dire qu'elle fixe et exige la garantie totale de la monnaie en circulation. L'objectif à long terme est d'obtenir la stabilité des prix. Le second point est l'ouverture du commerce. Il s'agit de soumettre le secteur privé en l'inhibant pour le contraindre à augmenter ses prix face aux produits importés favorisés par la libre importation et le taux de change. Cette mesure sera la cause du chômage croissant dans les années suivantes. Enfin, le troisième point est le programme de réforme de l'État dont l'objectif est d'arriver à un équilibre fiscal en réduisant les dépenses et en augmentant les entrées régulières, mais aussi ponctuelles grâce à la vente d'entreprises publiques. Les entreprises publiques nées pendant le péronisme des années 45 passent sous l'égide des multinationales en connivence avec les puissances nationales qui forment maintenant la nouvelle oligarchie. C'est donc un modèle néolibéral qui s'installe en Argentine dans les années 90 : le marché est au centre de la politique. Il commande la vente du patrimoine national et le nouvel endettement extérieur car il faut maintenir l'illusion de parité du taux de change qui est la clé pour détenir l'inflation. Alors qu'il s'efforce pour présenter un bilan contrasté des dix ans de menemisme au gouvernement, Hernán Fair<sup>182</sup> souligne que la Plan de Convertibilité a permis une stabilisation de l'inflation, demande principale de la population sur cette période mais ne peut éviter de reconnaître que cette stabilité n'était basée que sur une illusion dont les conséquences ne sont réapparues qu'avec plus de violence lors de la crise de 2001.

### I. 3. 2. 1. 2. Les scandales de corruption.

De nombreuses entreprises publiques créées ou renforcées pendant le premier péronisme ont souvent été laissées de côté par les gouvernements anti-péronistes qui se succèdent après 1955, mais, comme nous l'avons dit, les députés péronistes veillent à protéger les intérêts de ces premières lorsque le gouvernement d'Alfonsín tente de mettre en place un plan de privatisations. Cependant, au cours de la période néolibérale, la destruction des entreprises publiques vient de la main des péronismes eux-mêmes et à cette trahison, s'ajoutent les nombreux scandales de corruption.

---

<sup>182</sup>Fair Hernán, «La década menemista: luces y sombras», *HAOL*, Núm. 19, primavera 2009, pp 53-63

En effet, la privatisation est, en soi, discutable mais elle s'accompagne d'instrumentations financières au préjudice des intérêts nationaux : par exemple, les actifs des entreprises sont sous évalués ou l'État assume le coût du passif existant, c'est-à-dire de la dette de l'entreprise. De même, par un système de capitalisation de la dette extérieure, les investisseurs placent des titres de dette achetés sur le marché à 25% de leur valeur normale mais que l'État reçoit à 100% de sa valeur. Un autre mécanisme consiste à donner de la valeur à l'entreprise en augmentant sa rentabilité au détriment des usagers<sup>183</sup>.

Pendant l'époque néolibéral, les privatisations favorisent la soumission de l'Argentine au capital étranger et le flux de richesses vers l'extérieur. A ce phénomène, s'ajoute la corruption, déjà présente, d'autre part, dans d'autres activités de l'État. En effet, en 1990, plusieurs cas sont mis en lumière ainsi que des scandales qui associent la famille du président au trafic de drogue.

Bien qu'à l'évidence, le gouvernement s'éloigne des lignes historiques du péronisme dans plusieurs domaines, et que les cas de corruption se multiplient dans un climat de frivolité à la tête du pouvoir, la majorité de la population soutient ou, pour le moins, accompagne toujours cette nouvelle expérience gouvernementale. Ainsi lors des élections de septembre 1991, sur les treize districts concernés, le *Partido Justicialista* triomphe dans dix et Duhalde obtient un très bon score à Buenos Aires. Le journaliste Osvaldo Soriano signale alors :

*Una moneda estable y una inflación moderada pueden más que las denuncias sobre escándalos y las consideraciones éticas... El electorado votó mayoritariamente como el nuevo establishment quería, porque la gente le teme más a la incertidumbre de las promesas que a su dolorosa realidad cotidiana.*<sup>184</sup>

Dans ce contexte, l'appareil politique du *Partido Justicialista*<sup>185</sup> accompagne le Président mais de fortes oppositions surgissent au sein des secteurs les plus combattifs du

---

<sup>183</sup> Ainsi lorsque María Julia Alsogaray intervient dans la vente de l'entreprise de téléphonie ENtel, les tarifs sont multipliés par 43: les acheteurs, Telefónica et Télécom, la reçoivent donc avec un fort taux de rentabilité ce qui leur permet de récupérer le capital investi en deux ans. Ces deux entités commencent alors à transférer les avoirs vers l'extérieur en toute légalité grâce à la politique de liberté absolue en matière d'entrée et de sortie de devises.

Dans le cas de *Aerolíneas Argentinas*, le groupe acquéreur s'est endetté fortement pour l'acheter mais lors du premier bilan de l'entreprise privatisée, le crédit contracté apparaît dans le passif de l'entreprise. En quelques années, *Aerolíneas Argentinas* perd sa flotte de 28 avions et doit commencer à louer des machines afin de poursuivre son activité.

En ce qui concerne le réseau ferré, les lignes les plus rentables sont privatisées alors que les autres sont abandonnées avec pour conséquence, l'abandon de territoires isolés et la naissance de villages fantômes, auxquels s'ajoute le licenciement de nombreux employés ferroviaires.

<sup>184</sup> In Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Noberto Galasso, 3<sup>e</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p. 434, Une monnaie stable et une inflation modérée sont plus puissantes que des accusations de scandales et les considérations éthiques... L'électorat vota majoritairement comme le nouvel establishment le voulait, parce que les gens craignent davantage l'incertitude des promesses que la douloureuse réalité de la vie quotidienne. (je traduis)

<sup>185</sup> Au sujet de la construction du pouvoir de C. Menem entre le gouvernement et le *Partido Justicialista*, voir : Novaro Marcos, « El gobierno y la competencia entre los partidos argentinos en los '90: una perspectiva

mouvement : au Congrès, le « groupe des huit », intégré, entre autres, de Germán Abdala, Julio Darío Alessandro, « Chacho » Álvarez et Luis Brunatti, se sépare du groupe de la majorité.

Des réactions plus importantes émergent du monde syndical bien qu'elles restent contrastées. D'une part, les travailleurs affectés par les licenciements massifs dus aux privatisations luttent pour se faire entendre alors que se déroule le CTA (*Congreso de los Trabajadores*) soutenu par la CTERA (*Confederación de los trabajadores de la educación de la República Argentina*) et la ATE (*Asociación de los Trabajadores del Estado*). D'autre part, au sein de la CGT, une frange se range à l'orientation de la majorité gouvernementale alors que le reste du syndicalisme, conduit par Ubaldini adopte une position critique face au gouvernement bien que la résistance reste timide. Ainsi Luis Fanel explique :

*La resistencia de Ubaldini fue tímida e indecisa pues temía aislarse respecto a las masas peronistas que habían votado a Menem en 1989. (...) Al transformarse el justicialismo y 'actualizar' su propuesta con el plan de modernización de la dependencia, abandonando los postulados de liberación nacional, justicia social y alianza con los trabajadores, la mayoría peronista del movimiento obrero quedó huérfana políticamente.<sup>186</sup>*

Il faut rappeler que non seulement le gouvernement de Menem entraîne la destruction de l'entreprise publique mais en plus, il va à l'encontre des acquis sociaux des travailleurs avec la limitation des indemnisations, la création de cabinets d'assurances privés pour mettre fin aux procès pour accidents de travail, le développement des systèmes de retraite privés<sup>187</sup> en remplacement du système public et la flexibilité du travail en totale contradiction avec les principes directeurs du parti.

Face à cela, l'argument phare de Menem est d'affirmer que Perón aurait agi de la même façon aux vues du contexte international<sup>188</sup>. Il est difficile de comprendre comment il maintient son appui électoral malgré le non respect de son programme électoral. Les analystes avancent cependant deux arguments : le poids de la mémoire historique de ce qu'a représenté le péronisme des années 45 et le fait que les hommes qui composent le gouvernement

---

comparada », article issu du projet UBACYT sur « Las Nuevas Formas Políticas » dirigé par Isidoro Cheresky et consulté en ligne : <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/lasa98/Novaro.pdf>

<sup>186</sup> Fanel Luis, *La alternativa ausente : crisis y ruptura política en Argentina, 1945-1998* In Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>e</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.435, « la résistance de Ubaldini fut timide et indécise car il craignait de s'isoler des masses péronistes qui avaient voté pour Menem en 1989. (...) À la suite de la transformation du justicialisme et 'l'actualisation' de sa proposition avec le plan de modernisation de la dépendance, en abandonnant les postulats de libération nationale, de justice sociale et d'alliance avec les travailleurs, la majorité péroniste du mouvement ouvrier se retrouva politiquement orpheline. » (Je traduis)

<sup>187</sup> Il s'agit du système de la AFJP (*administradoras de Fondos de Pensiones y Jubilaciones*) qui vont revenir sous le contrôle de l'Etat pendant la présidence de CFK sous le nom de la SIPA (*Sistema Integrado Provisional Argentino*)

<sup>188</sup> « Estoy haciendo lo que Perón hubiera hecho en esta época », *El País*, España, 28/03/1993, consultable en ligne : [https://elpais.com/diario/1993/03/28/internacional/733273209\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1993/03/28/internacional/733273209_850215.html)

appartiennent à ce mouvement, d'une part, et d'autre part, l'incapacité de l'opposition radicale ou de gauche à conquérir la confiance populaire en proposant un programme alternatif. A cela, Hernán Fair, toujours dans l'idée d'interroger le rejet radical et presque unanime des gouvernements de C. Menem à l'époque actuelle, signale : « *en su momento gran parte de la sociedad, entre ellos, muchos intelectuales hoy críticos, disfrutaban de viajes al exterior y de índices de estabilidad monetaria inéditos y hablaban de la reconstitución democrática*<sup>189</sup> ». Ce n'est pas l'objet, dans le cadre de ce travail, de nous interroger sur le degré de conscience de la population ou sa capacité à appréhender les conséquences à long terme d'une politique qui offrait une apparente stabilité et, encourageant le goût pour la consommation de masse, ne permettait pas une prise de conscience de la réelle dégradation des conditions sociales et professionnelles. Cependant, ces lignes d'interprétation resurgissent dans le discours de CFK lorsqu'elle entend se démarquer des politiques menées par C. Menem et considère que l'aveuglement d'une grande partie de la population est la preuve d'une destruction morale et éthique dans la continuité du terrorisme d'État de la dernière dictature.

### I. 3. 2. 1. 3. Le consensus conjoncturel obtenu par Menem

En janvier 1992, entre en vigueur la nouvelle monnaie, le peso, à une valeur équivalente au dollar. Ce qui signifie que la Banque Centrale ne peut mettre en circulation sur le marché que les sommes garanties à cent pour cent par les réserves disponibles, chose qu'elle ne peut faire qu'en introduisant des devises. L'économiste Rapoport nous explique :

*En este marco, el peso queda transformado de hecho en un vale por un dólar de aplicación dentro de las fronteras nacionales, actuando exclusivamente como unidad de cuenta, mientras que las demás funciones del dinero son satisfechas por el dólar, lo cual implica la renuncia a los principales instrumentos de política monetaria*<sup>190</sup>.

Dans les faits, ce système laisse l'Argentine sans monnaie, cependant le gain de stabilité et l'éloignement du fantôme de l'inflation conquiert la confiance de larges secteurs de la société qui, après le désespoir de l'hyperinflation, pensent entrevoir une tendance à la récupération.

---

<sup>189</sup> Hernán Fair, «La década menemista: luces y sombras», *op.cit.*, p 53, « à cette époque, une grande partie de la société, entre eux, de nombreux intellectuels aujourd'hui critiques, profitaient de voyages à l'extérieur et des indices de stabilité monétaire inédites et parlaient de la reconstruction démocratique. »

<sup>190</sup> Rapoport Mariano, «El plan de convertibilidad y la economía argentina. 1991-1999», *Economía e Sociedade*, Campinas, (15): 15-47, dez. 2000, pp20-21. « Dans ce cadre, le peso n'est plus dans les faits qu'un bon pour un dollar utilisable à l'intérieur des frontières nationales, qui sert exclusivement comme unité de calcul, alors que les autres fonctions de l'argent sont satisfaites par le dollar, ce qui implique le renoncement aux principaux instruments de politique monétaire. » (Je traduis)

Effectivement, l'entrée de capitaux extérieurs génèrent une certaine réactivation et grâce aux crédits à la consommation, la population voit son quotidien évoluer en accédant à des articles ménagers plus modernes et parfois même aux voitures neuves.

D'autre part, la hausse des prix, lente mais régulière jusqu'en 1997, des produits que l'Argentine exporte, a permis l'augmentation des exportations malgré le taux de change défavorable. Le PIB augmente au cours de cette période mais les importations également, les comptes du commerce extérieur s'en ressentent donc, particulièrement en ce qui concerne la balance des paiements minée par le flux des avoirs des multinationales et le coût de la dette extérieure.

A cette période, un phénomène nouveau apparaît lors des élections, le *menemismo* maintient son influence du péronisme historique dans les quartiers populaires, mais capitalise désormais des voix dans les quartiers les plus favorisés. Au centre, les classes moyennes maintiennent leur opposition au gouvernement qu'elles accusent d'avoir mal vendu le patrimoine national, pour des raisons éthiques suite aux nombreux scandales de corruption et parce que ce Président, «*peronista, provincial y morocho*» (« péroniste, provincial et basané »), n'est qu'une expression de la barbarie qu'ils rejettent. En juin 1992, les élections des sénateurs illustrent cette tendance : dans la Capital Fédéral, De la Rúa remporte 50% des suffrages et gagne face au candidat menemista Porto (31,79%). Le *menemismo* ne remporte que deux districts dans la Capital Fédéral : Recoletos, au nord et Villa Lugano, au sud.

Cette même année, la pression des créanciers se fait croissante pour obtenir le paiement des intérêts de la dette extérieure qui n'était plus honorée régulièrement d'où une baisse de la valeur des bons. Daniel Marx<sup>191</sup> entreprend les négociations financières pour obtenir l'échange de ces bons contre d'autres garantis par la Trésor américain, ce qui entraîne un refinancement du paiement avec un taux d'intérêt supérieur. La dette est quand même réduite de 4,33% du total. Ce plan, appelé le Plan Brady, est une affaire très lucrative pour les banques qui obtiennent une revalorisation de la dette et réussissent, en plus, à la transférer à des investisseurs privés. A cette même époque, quand le salaire moyen des travailleurs est de 400 pesos, le Ministre de l'Économie déclare à des journalistes qu'il gagne dix mil pesos<sup>192</sup>. Il explique ensuite que la plus grande partie de cette somme provient d'une fondation privée qui réunit les principales entreprises enregistrées en Argentine. La collusion entre les intérêts des multinationales et le gouvernement est évidente mais semble assumée à la tête de l'État. La rue, en revanche,

---

<sup>191</sup> Directeur de la Banque Centrale argentine entre 1987 et 1988, *Representante Financiero Especial* et *Jefe Negociador* de la dette externe argentine entre 1989 et 1993, puis Secrétaire du Ministère de l'Économie entre 1999 et 2001.

<sup>192</sup>«Palabras inoportunas de Cavallo », *El Tiempo*, 7/11 /1992, consultable en ligne :<https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-237050>



commence à s'animer : fin 92, la CGT convoque une première grève générale pour réclamer des hausses de salaires et des retraites. Ce mouvement est largement suivi dans l'industrie mais plus timidement dans les secteurs de la banque et du commerce.

En 1993, le modèle économique mis en place révèle ses conséquences funestes : le taux de chômage atteint 9,9% puis gagne quasiment un point l'année suivante. Les facteurs principaux de la destruction massive de l'emploi sont les licenciements de la part des entreprises privatisées, les ajustements dans l'administration publique centrale et dans les provinces et, d'autre part, la fermeture des usines qui n'ont pas résisté à la concurrence des produits importés. De plus le gouvernement a joué la carte de l'exportation en s'appuyant sur la limitation des coûts et, pour cela, utilise les salaires comme variable d'ajustement. Enfin, en août 1993, le degré de corruption du gouvernement s'affiche officiellement quand le Ministre de l'Intérieur Gustavo Béliz démissionne et qualifie le gouvernement de « structure corrompue<sup>193</sup>».

Cependant le gouvernement reçoit encore des indices de sa forte popularité : lors des élections d'octobre 1993, le *Partido Justicialista* obtient un réel triomphe électoral, notamment dans la Capital Fédéral et dans la province de Buenos Aires avec vingt points de plus que le radicalisme. La victoire électorale encourage les dirigeants menemistes à lancer la réforme constitutionnelle pour permettre la réélection de Menem. Les puissances économiques appuient ce projet. Le parti radical, abattu par les résultats électoraux, et craignant que le *Partido Justicialista*, instrumentalise la réforme constitutionnelle à son seul bénéfice, préfère passer un accord : le 14 novembre 1993, Alfonsín signe avec Menem le *Pacto de Olivos*<sup>194</sup>.

Le 10 octobre 1994, ont lieu les élections constituintes : la majorité gouvernementale triomphe avec 38% des voix, le radicalisme occupe la seconde place avec 20% et *Frente Grande*, formé à partir du « groupe des huit » avec pour figures emblématiques « Chacho » Álvarez et Pino Solanas, se confirme comme troisième force politique du pays et obtient la première place dans la Capital Fédérale et la seconde dans la province de Buenos Aires. Certains analystes signalent que l'abstention et le vote blanc annoncent une tendance croissante qui indiquerait un certain degré de méfiance de la part de la population. Dans les mois qui suivent, le climat social se tend et les protestations populaires commencent<sup>195</sup>.

---

<sup>193</sup> « La renuncia del Ministro del Interior argentina ilustra la pugna por el poder », *El país*, Buenos Aires, 25 de agosto de 1993, consulté en ligne le 20/05/2020 : [https://elpais.com/diario/1993/08/25/internacional/746229615\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1993/08/25/internacional/746229615_850215.html)

<sup>194</sup> Sur les conditions du *Pacto de Olivos*, voir : Pegoraro Mara, Zulcovski Florencia, « El juego anidado de la reforma constitucional argentina », *Colección*, N°21, 2011, pp 93-114

<sup>195</sup> Certaines zones ponctuelles du pays s'enflamment : Santiago del Estero en décembre 93, Jujuy en mars 94 ou Ushuaia en avril 94. Ces réactions spontanées surgissent dans les provinces où les mesures fiscales ont été le plus sévèrement revues, selon les exigences du FMI.

Le 25 mai 1994, Menem ouvre la Convention Constituante dont le travail aboutit à un nouveau texte constitutionnel, le 24 août de la même année. Parmi les principales dispositions, nous pouvons citer : la création du statut de chef de cabinet, l'élection directe de l'intendant de Buenos Aires qui devient autonome, la désignation de trois sénateurs par province, la création du conseil de la Magistrature pour la désignation des juges, et la réélection du président, pour une seule fois, et avec un mandat de 4 ans.

Le 6 juillet a lieu la *Marcha Federal*, organisée par les organisations professionnelles opposées au gouvernement (CTA, dissident de la CGT, entre autres) qui parcourt tout le pays et culmine dans une grande concentration de quelques 70 000 manifestants sur la *Plaza de Mayo*.

Peu de temps après, le 18, un nouvel attentat affecte une organisation de la communauté juive : la Asociación de Mutuales Israélitas Argentinas, la AMIA, causant 85 morts et 300 blessés.

À cette même époque, le gouvernement renforcé par les bons résultats électoraux, lance une seconde vague de privatisations (poste, aéroport, centrales nucléaires et autres). Mais le plus grave, au niveau économique, provient de la crise mexicaine, lorsque le gouvernement de ce pays cesse de payer sa dette externe et provoque le dit « effet Téquila » qui engendre la récession dans plusieurs pays. En Argentine, elle se traduit par une fuite des capitaux et le retrait massif des dépôts bancaires. En décembre 1994, une grève générale qui se répète en avril 1995, paralyse le pays.

Sur la scène politique, on assiste au déclin du radicalisme alors que l'opposition au menemisme au pouvoir commence à s'exprimer à travers les forces dirigées par Álvarez et Fernández Meijide. Au cœur du *Frente Grande*, les désaccords ont surgi. Álvarez et plusieurs dirigeants respectent le modèle socio-économique en vigueur, se refusant à condamner la stabilité au prix des privatisations, alors que Pino Solanas prône l'étatisation de YPF et la réactivation de l'économie grâce à la politique énergétique. Ainsi, certains groupes du *Frente Grande* accusent Álvarez d'orienter la formation vers la droite, une position dite « progressiste » qui faciliterait son triomphe électoral, au prix de l'abandon de son programme initialement avancé. Lors des primaires pour l'élection présidentielle, Álvarez arrive en tête et le *FREPASO* (*Frente País Solidario*), présente la formule Bordón-Álvarez.

Le *Partido Justicialista* se présente avec Carlos Menem-Carlos Ruckauf, et le radicalisme propose comme candidat, un jeune politique de Río Negro, Massaccesi qui obtient la troisième place lors de ces élections du 14 mai 1995. Menem s'impose devant la formule Bordón-Álvarez, avec respectivement 49,92% et 29,29% des voix. L'Argentine repart pour quatre ans de menemisme.

Ce résultat peut paraître étonnant au vu de la gestion menemiste caractérisée par une augmentation de la dette, un taux de chômage en hausse et les affaires scandaleuses. À ce propos, Horacio Maceyra nous explique que le peuple argentin a préféré la sécurité de ce qu'il connaît à l'incertitude d'un changement :

*Lo que no quiere la gente es que altere la estabilidad. Se aferra a eso como lo más importante, sin importarle la corrupción, la venta del patrimonio nacional y la concentración del ingreso. Prefiere que siga esto, que le permite malvivir, a que siga la hiperinflación que en 1989 la empujaba al abismo. El pueblo no se equivoca, en el sentido de que no percibe alternativas. Y realmente, no las hay<sup>196</sup>.*

Noberto Galasso nous fait d'ailleurs remarquer que Álvarez, lui-même, affirmait qu'aucune mesure ne pouvait mettre en péril la stabilité obtenue. Maceyra ajoute :

*La gente ha sido persuadida de que no es posible otro país... la información que la gente tiene indica que la alternativa es esto o el caos: prefiero esto... En este momento, la clase trabajadora no está a la búsqueda de nada. Esta es la verdad. Hay que esperar el desgaste lento de esto<sup>197</sup>.*

D'autres analystes font remarquer que le nombre croissant de votes blancs et d'abstentions révèle une prise de distance entre l'électorat et les politiques qui devraient les représenter. Certains parlent du poids de la mémoire historique qui encourage la fidélité au parti au pouvoir et enfin, il faut noter l'absence de proposition alternative réelle de la part des autres partis représentés. En conclusion, les dirigeants politiques argentins, de droite à gauche semblent être sortis de la dictature puis de l'*alfonsinismo* sans avoir rien appris, ni avoir mené une auto-critique qui leur permette de corriger leurs erreurs.

### **I. 3. 2. 2. La seconde présidence de Menem (1995-1999)**

Le 8 juillet 1995 Menem entame son deuxième mandat, renforcé dans son pouvoir et consolidé comme leader populaire indiscutable. Cependant les signes de sa chute prochaine se font sentir. En effet, les entrées de devises obtenues grâce aux privatisations chutent fortement.

---

<sup>196</sup> In Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos*, op.cit. p.441, «Ce que les gens ne veulent pas, c'est que la stabilité soit altérée. Ils s'accrochent à cela comme le plus important, sans se préoccuper de la corruption, de la vente du patrimoine national et de la concentration des richesses. Ils préfèrent que ceci continue, qui leur permet de mal vivre, à une hyperinflation qui en 1989 les conduisait vers l'abîme. Le peuple ne se trompe pas, dans le sens où il ne perçoit pas d'alternative. Et de fait, il n'y en a pas.» (Je traduis)

<sup>197</sup>Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos*, op.cit.. p.23 Les gens ont été persuadé qu'un autre pays n'est pas possible... L'information dont les gens disposent, indique que l'alternative est cette réalité ou le chaos : je préfère cela...A ce moment, la classe des travailleurs n'est à la recherche de rien. Là est la vérité. Il faut attendre la lente chute de tout cela. (Je traduis)

De plus, le taux de chômage ne cesse d'augmenter et atteint 18,4% en 1995 alors que les travailleurs souffrent des conditions de travail qui se sont dégradées à la suite de l'application de la « flexibilité professionnelle ». Et enfin, la balance des paiements est de plus en plus déficitaire année après année, ce qui amène la dette externe à 87 mil millions de dollars en 1995.

A partir de 1995, les indices macroéconomiques deviennent défavorables et commencent à démontrer que le modèle est obsolète : les richesses sont de plus en plus concentrées dans quelques mains et au fur à mesure que la dette augmente, les capitaux sortent du pays. La production nationale a été détruite, en grande partie, par la libre importation ce qui a conduit au chômage et à l'emploi informel. D'autre part, le parc industriel s'est considérablement réduit et de nombreuses entreprises traditionnelles argentines sont passées aux mains des capitaux étrangers<sup>198</sup>. En septembre, des troubles éclatent à Rio Negro pour des retards de salaires et à Neuquén, les chômeurs manifestent contre les conditions socio-économiques.

L'essoufflement de la politique économique mise en place par Menem et Cavallo se reflète non seulement à travers les indices statistiques mais aussi dans les confessions de certains alliés du gouvernement, comme le syndicaliste Oscar Lescano, du Syndicat de *Luz y Fuerza*. En février 1996, il reconnaît :

*Menem está supeditado a los grandes capitales. Tengo cargo de consciencia porque sé que no defendimos a los trabajadores como correspondía... Yo apoyé las privatizaciones y todo eso. Es verdad, pero hoy estoy arrepentido. Si tengo 50% menos de afiliados, algunos trabajando de contratistas, degradados, sin seguridad social, con casi el 50% menos de salario... ¿cómo puedo estar de acuerdo?*<sup>199</sup>

Un autre syndicaliste, Lorenzo Miguel, déclare : « *Las conquistas laborales están prácticamente perdidas en Argentina*<sup>200</sup> » Alors que les critiques contre Cavallo fusent du côté des syndicats et partis populaires, le secrétaire d'État américain Warren Christopher déclare :

---

<sup>198</sup>Notons également que lors de la création des AFJP, l'État a dû assumer les arriérés de cotisation, aggravant encore le déficit fiscal.

À cette situation s'ajoutent de nombreux scandales : l'affaire « IBM-Banco Nación Argentina » qui implique le secrétaire général, Carlos Cattáneo ; les accusations de « mafieux » formulées par le Ministre Cavallo à l'encontre de l'homme d'affaire Alfredo Yabrán, qui selon plusieurs moyens de communication seraient la conséquence de l'échec d'un accord commercial. Les radicaux ne sont pas exempts de scandales : le sénateur de Córdoba, Eduardo Angeloz est poursuivi pour enrichissement illicite.

<sup>199</sup>*Página 12* 17/2/96 in Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>a</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.444, « Menem est subordonné aux grands capitaux. J'ai mauvaise conscience parce que je sais que nous n'avons pas défendu les travailleurs comme nous aurions dû... Moi, j'ai encouragé les privatisations et tout ça. Si j'ai 50% d'affiliés en moins, certains qui travaillent comme sous-traitants, rétrogradés, sans sécurité sociale, avec quasiment 50% de salaire en moins... comment pourrais-je être d'accord ? » (je traduis)

<sup>200</sup> *Ibidem*. p.444 « Les conquêtes professionnelles sont pratiquement perdues en Argentine ... » (Je traduis)

« *Cavallo es un héroe en los Estados Unidos, por impulsar, junto con el presidente Menem, la economía argentina y transformar este país*<sup>201</sup>. »

Courant 1995, les difficultés pour le gouvernement se font ressentir dans les urnes : en octobre, lors des élections des sénateurs, le FREPASO obtient la première place dans *Capital Federal* avec 45,7% des voix, suivi par le Radicalisme et le Justicialisme qui se situe donc en troisième place avec 22,6% des voix. Parallèlement, en Patagonie, commencent les premiers mouvements de grève au cours desquels des routes sont bloquées. La nouvelle tendance électorale se confirme en juin 1996 quand se célèbrent les élections pour l'intendance de Buenos Aires où le radicalisme triomphe : De La Rúa remporte 40% des voix, alors que le FREPASO occupe la seconde place et le justicialisme, à nouveau la troisième.

Peu de temps après, en juillet 1996, Menem se sépare de Cavallo au Ministère de l'Économie. Les médias soulignent le contrôle de l'inflation mais l'incapacité à assurer une baisse du chômage et à éviter le déficit fiscal. Le Président recherche un nouveau Ministre de l'Économie parmi les économistes libéraux et désigne finalement Roque Fernández, économiste au CEMA (*Centro de Estudios Macroeconómicos de la Argentina*), considéré comme orthodoxe libéral, ancien fonctionnaire du FMI et consultant de la Banque Mondiale. Immédiatement, le FMI appuie les mesures d'austérité que propose le nouveau ministre.

La décision du Président de poursuivre sur le modèle néolibéral provoque la réaction des corporations professionnelles. Le 8 août, une grève générale paralyse le pays et les actions se répètent à l'appel de la CGT notamment, les 26 et 27 septembre. Le 12 septembre 1996, l'opposition (FREPASO y UCR) mobilise les classes moyennes en appelant à un «*apagón*» général. Plusieurs quartiers restent dans le noir et sur les places, on commence à entendre des bruits de casseroles, manifestation du mécontentement envers la politique officielle. À cette période, la presse informe qu'il existe environ 3 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté dans le *Gran Buenos Aires*, l'ensemble urbain qui intègre et entoure la capitale.

La chute du gouvernement menemiste dans l'opinion publique se poursuit l'année suivante. En janvier 1997, l'Argentine s'émeut en apprenant que le journaliste de la revue *Noticias*, José Luis Cabezas, a été assassiné puis brûlé et que cet acte aurait été commandité parce qu'il avait photographié l'homme d'affaire Alfredo Yabrán dont nous avons déjà parlé et qui est alors en conflit ouvert avec Cavallo.

En ces premiers mois de 1997, le malaise social grandit à Plaza Huincul et Cutral Có où se multiplient les manifestations et les blocages de routes auxquels s'associent maintenant les chômeurs puis les enseignants. De plus, la répression policière cause une victime mortelle. Ce

---

<sup>201</sup> *Ibidem.* p.444 « Cavallo est un héros aux Etats Unis, parce qu'il a encouragé, avec le président Menem, l'économie argentine et transformé ce pays. » (Je traduis)

même mois, des enseignants s'installent devant le Congrès national et entament une grève de la faim pour défendre l'école publique et pour réclamer un fond de financement éducatif.

Au seconde semestre 1997, la classe politique commence à s'agiter en vue des élections présidentielles pour la période 1999-2003, le FREPASO est en pleine croissance et en bonne position pour pouvoir affronter le Justicialisme. Cependant, en tant que force nouvelle, les dirigeants les plus modérés considèrent que leur implantation n'est pas assez forte dans tout le pays et préfèrent composer un front électoral avec le Radicalisme. En août, l'« Alliance pour le Travail, la Justice et l'Education » (« *Alianza por el Trabajo, la Justicia y la Educación* ») voit le jour et remet à de futures primaires ouvertes le choix de la formule présidentielle.

Le 14 août, a lieu une nouvelle grève générale « contre le modèle et la flexibilité », à l'appel des syndicaux dissidents mais, alors que la situation sociale est de plus en plus préoccupante et que le chômage apparaît comme le reflet direct du modèle économique néolibéral, certains dirigeants syndicaux, auparavant modérés, commencent à prendre leurs distances par rapport au gouvernement. Deux mois plus tard, les élections législatives confirment le déclin du gouvernement et le triomphe de l'opposition : la *Alianza* atteint au niveau national 46% des voix alors que le *Partido Justicialista* n'en recueille que 36%.

Bien que 1998 révèle toute la faiblesse du menemisme<sup>202</sup>, dans l'entourage du président, quelques voix murmurent la possibilité d'une troisième élection avec au préalable une nouvelle modification de la constitution mais cette proposition ne fait pas écho auprès de la majorité des dirigeants du parti et, c'est Eduardo Duhalde qui apparaît comme le seul candidat possible pour le Justicialisme.

Au cours de cette année, ce dernier, entériné comme candidat pour les prochaines élections, essaye de prendre de la distance par rapport au modèle économique de Menem. On peut d'ailleurs noter un phénomène curieux : alors que E. Duhalde, candidat du Justicialisme aux prochaines élections, oriente sa position de façon à prendre de la distance par rapport à Menem et aborde la nécessité de revenir à des lignes économiques antilibérales, se rapprochant, au passage de certains syndicalistes, au contraire, la « *Alianza* », qui devrait consolider une position alternative, présente des dirigeants, De La Rúa et Álvarez en particulier, très prudents par rapport à la convertibilité. Ceux-ci se gardent d'adopter des positions qui pourraient être

---

<sup>202</sup> À la même période, les journaux regorgent d'informations liées à des actes de corruption et à de nouveaux scandales. On citera l'implication de hauts fonctionnaires dans le meurtre d'une jeune femme à Catamarca, les accusations de Zulema Yoma, ex-épouse de Menem qui appuient la thèse selon laquelle son fils a été assassiné dans un acte de vengeance envers le président, les opérations illégales de vente d'armes à l'Équateur et à la Croatie, et encore bien d'autres cas dans lesquels des morts suspectes sont liées à de troubles affaires de corruption. Dans l'opinion publique, certaines figures du menemisme, comme José Luis Manzano y Carlos Grosso, apparaissent comme l'expression du braquage des comptes de l'État. Beaucoup inclut dans ce groupe le président Menem lui-même dont la fortune personnelle est estimée à 2.574.893\$.

qualifiées de populistes. Ainsi, Graciela Fernández Meijide insiste pour orienter la campagne sur les thèmes de la sécurité et la corruption et non sur le modèle économique<sup>203</sup>.

Le 30 novembre 1998, la «*Alianza*» détermine les candidatures à travers des primaires qui opposent, pour la tête de la formule présidentielle, De la Rúa, qui obtient 63% des voix, à Graciela Fernández Meijide. Álvarez complète ensuite la formule alors que Fernández Meijide obtient la candidature au siège de gouverneur de la province de Buenos Aires.

Sur le plan économique, la concentration de richesses se confirme pour une petite partie de la population alors que la misère s'aggrave pour une grande partie : 26% de la société argentine vit sous le seuil de pauvreté et 6,7% est en situation d'indigence. La dette externe atteint les 200 milliards de dollars.

À l'approche des élections présidentielles, les candidats en lice confirment leur stratégie. De la Rúa insiste sur la nécessité d'honorer la dette externe, de respecter la convertibilité et de maintenir les privatisations, tout en appuyant son discours sur la condamnation de la corruption et la nécessité de respecter la décence de la gestion publique. En ce qui concerne Duhalde, son manque de propositions pour une transformation profonde, est évident, que ce soit sur le plan économique, politique ou social. Face à l'opinion de plusieurs économistes nationaux qui conseillent de sortir peu à peu de la convertibilité de un peso-un dollar, les dirigeants politiques du *Partido Justicialista* comme de la *Alianza* préfèrent répondre à la crainte d'un large secteur de la population face à un quelconque changement et maintiennent l'illusion de pouvoir continuer à administrer ce modèle.

Le 24 octobre 1999, par son vote, le peuple argentin met fin à l'expérience menemiste. La formule présidentielle de la *Alianza* remporte les élections avec 48,5% des voix, le *Partido Justicialista* est en seconde place, avec 38% des voix, devant la *Acción por la República* de Cavallo. Cependant dans la province de Buenos Aires, le Justicialisme l'emporte avec Carlos Ruckauf face à Graciela Fernández Meijide.

La décennie menemiste touche à sa fin et laisse un bilan bien lourd : une petite partie de la société argentine «se considera del Primer Mundo porque utiliza teléfono celular, viaja al exterior o navega por Internet<sup>204</sup>» alors que quatorze millions d'Argentins vivent sous le seuil de pauvreté et près de trois millions dans l'indigence. L'endettement a considérablement

---

<sup>203</sup> Cependant, en septembre, la presse révèle que la «*Alianza*» a reçu un appui économique des groupes Techint et Soldatti, ainsi que du multimillionnaire Soros, pour financer sa campagne. Ultérieurement, on apprendra que les grandes puissances économiques financent, à la fois, les deux grands partis. Duhalde, de son côté, même s'il considère qu'il n'y a plus rien à attendre du modèle économique, maintient des relations avec Cavallo, pour gagner l'électorat de droite.

<sup>204</sup> Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik ; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>e</sup>ed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, p.450, « considère qu'elle fait partie du Premier Monde parce qu'elle utilise des téléphones portables, voyage à l'extérieur et navigue sur Internet<sup>204</sup> » (je traduis)

augmenté. Le chômage et le travail non déclaré se sont installés comme conséquence de la destruction de l'appareil productif, causée par la libre importation et la liquidation de la législation protectrice pour les travailleurs. La politique extérieure argentine gravite sous les ordres des États-Unis. Les systèmes éducatif et sanitaire se sont totalement détériorés ainsi que le système public de prévention. Le modèle de la convertibilité s'effondre mais les deux candidats à la présidence et leurs économistes se sont réunis avec les fonctionnaires pour confirmer qu'ils n'y apporteront aucune modification importante.

Selon Alejandro Horowicz, Carlos Menem a réussi à mener jusqu'à son paroxysme la logique de la « dictadura burguesa terrorista unificada del 76 » et explique ce phénomène par une majorité caractérisée par son absence de volonté positive et qui empêche toute capacité à imaginer un autre projet. Cela se traduit premièrement par un vote contre le retour des militaires puis contre l'hyperinflation<sup>205</sup>, puis contre la corruption associée au menemisme puis contre Menem lui-même. Ainsi, alors que Néstor Kirchner accède à la présidence, cet auteur considère que « *en manos de la sociedad argentina queda depositada la posibilidad del quinto peronismo, de un nuevo sistema político de mayor porosidad ideológica y social, o la callada continuidad del cuarto*<sup>206</sup> ».

### **I. 3. 2. 3. Présidence de De la Rúa (1999-2001) : l'administration du modèle existant.**

Le 10 décembre 1999, Fernando de la Rúa assume la présidence de l'Argentine. Dès les premiers mois, il est évident qu'il n'a ni l'ambition de transformer le pays, ni les propositions pour le faire et peut être même pas l'espace pour le tenter. Le gouvernement se limite donc à administrer le « modèle » reçu en héritage, en répétant les mêmes erreurs, les mêmes limitations et les mêmes contradictions. En matière de Droits de l'Homme, à plusieurs reprises, les blocages de routes et manifestations sont violemment dispersées, causant des victimes mortelles. En réponse, les syndicats appellent à la grève générale.

En matière de politique économique, le FMI conditionne son aide économique à l'application de la flexibilité du travail. Dans cette optique, la loi de Réforme du Travail qui

---

<sup>205</sup> Alfredo Zaiat, journaliste et économiste, considère que «el miedo a la hiperinflación durante el período neoliberal fue tan potente como el miedo a los tanques durante la dictadura para disciplinar a la población». Emission *Presidentes argentinos*, chapitre 2, Menem consultable en ligne <https://www.youtube.com/watch?v=ynboThJVMtg&t=1251s>, serie produite par Cepia et le Ministère de la culture argentin, 2015

<sup>206</sup> Horowicz Alejandro, *Los cuatro peronismos*, *op.cit.*, p323, « dans les mains de la société argentine, repose la possibilité d'un cinquième péroniste, d'un nouveau système politique, d'une plus grande porosité idéologique et sociale, ou la continuité résignée du quatrième. »



permet une surexploitation de la main d'œuvre, est approuvée le 26 avril 2000. Immédiatement des rumeurs de pots-de-vin payés pour acheter le vote positif des députés sur cette loi commencent à circuler. Dans un premier temps, le syndicaliste Hugo Moyano dénoncent puis le vice-président « Chacho » Álvarez, révèle, à son tour publiquement, le 15 août 2000, que des sénateurs sont accusés de corruption. La polémique se poursuit les mois suivants et rend évident que sur le plan éthique, cheval de bataille de la *Alianza* contre la corruption menemiste lors de la campagne présidentielle, le nouveau gouvernement est aussi très proche de l'antérieur. Peu de temps après, le 6 octobre 2000, quand l'ex-Ministre du Travail, Alberto Flamarique, concerné par les pots-de-vin, est désigné Secrétaire Général de la Présidence, le vice-président Álvarez renonce à son poste car il considère que le Président se désintéresse de la lutte contre la corruption.

De la Rúa poursuit dans la même lignée que son prédécesseur et laisse les représentants des grands groupes économiques contrôler les mécanismes du pouvoir. Ainsi Javier Tizado devient Secrétaire de l'Industrie et Eduardo Casullo rejoint le service des douanes, tous les deux proviennent du groupe Techint.

Sur le plan économique, l'absorption de devises occasionnée par le paiement des services de la dette externe est très élevée et continue de s'aggraver lorsque la banque mondiale relève les taux sur les nouveaux crédits, en raison du caractère de « risque » que représente l'Argentine. Le Ministre de l'Économie José Luis Machinea, proche du gouvernement d'Alfonsín et accusé par l'économiste Alejandro Olmos d'être le responsable de l'accroissement de la dette externe, insiste sur la nécessité d'augmenter les impôts et de réduire les salaires de l'administration publique. Une fois encore, la politique d'austérité frappe les secteurs les plus fragiles. Ces mesures, évidemment impopulaires, rendent la situation instable pour Machinea qui finit par renoncer à sa fonction.

En mars 2001, Ricardo López Murphy, nouvellement nommé Ministre de l'Économie lance un nouveau programme d'austérité, encore plus drastique que ceux de ses prédécesseurs, et centré sur des coupes dans le budget de l'éducation. Les enseignants et les étudiants, soutenus par des dirigeants du FREPASO qui occupent des postes importants au gouvernement, se mobilisent contre cette proposition qui est l'expression d'un néolibéralisme sans limite et révèle la soumission du gouvernement aux grands pouvoirs économiques internes et externes. En conséquence, plusieurs dirigeants radicaux et frepasistes décident de prendre leur distance face au gouvernement. De la Rúa hésite puis accepte la démission de López Murphy.

Depuis plusieurs mois, les groupes entrepreneuriaux proposent le retour de Cavallo comme Ministre de l'Économie : De la Rúa y consent même si plusieurs dirigeants de la *Alianza* expriment leur mécontentement. Cette décision prouve encore, si le doute subsistait, que De la

Rúa s'inscrit dans la continuité et, pire encore, confirme qui détient réellement le pouvoir en Argentine.

Cependant, pour certains secteurs, Cavallo semble plus acceptable que López Murphy dans la mesure où il défend désormais un nouveau discours de type interventionniste, agrémenté d'un profil keynésien. Il s'oppose donc à la dollarisation et insiste sur la nécessité de sortir de la récession. Pour ce faire, il propose l'introduction de la flexibilité en matière de convertibilité, à travers l'inclusion de l'euro, pour que la valeur du peso soit une moyenne entre les valeurs de l'euro et du dollar. En juillet 2001, Cavallo annonce de nouveaux ajustements, qui supposent, entre autres, la baisse des pensions et des salaires dans l'administration publique.

Peu de temps après, face à la difficulté pour faire face au paiement des bons de la dette extérieure, Cavallo met en place le «*megacanje*», en accord avec le sous-secrétaire au Trésor étasunien, David Mulford<sup>207</sup>, qui consiste en un remplacement des titres de dette par de nouveaux, avec un taux d'intérêt et un délai plus larges, ce qui pourrait donner une certaine tranquillité aux investisseurs. Notons que cette opération financière dégage pour les banques et financiers intervenants, un profit de 150 millions de dollars. Cette opération donnera lieu à un procès en 2009. Dans le même temps, la loi de «*déficit zéro*» est adoptée et établit que l'État ne peut dépenser davantage que les sommes qu'il reçoit. De plus, le ministre affirme qu'il faut accentuer l'austérité comme seule voie pour faire face à la situation difficile que traverse le pays.

Le 8 août 2001, une mobilisation importante de grévistes et d'organisations de gauche, appuyés par la CTA, marchent depuis le Congrès jusqu'à la Plaza de Mayo pour condamner les politiques d'austérité mises en place par le gouvernement. Cette méfiance croissante des secteurs populaires envers les dirigeants politiques de toutes tendances se manifeste dans le désintérêt pour les élections. Ainsi, le 14 octobre, lors des élections législatives, les résultats semblent insolites. La majorité gouvernante accuse une chute vertigineuse, en deux ans au pouvoir, avec 23 % des voix, en seconde position, derrière l'opposition justicialiste qui, même si elle obtient 40% des voix, en perd aussi plus d'un million. Ces résultats traduisent l'incapacité des dirigeants politiques des partis majoritaires à représenter le peuple argentin. Dans ce contexte, les grands gagnants sont les votes contestataires : blancs et nuls avec 23% et l'abstention qui représente également 25% des inscrits.

Cependant, il est intéressant de noter que le rejet de la classe politique en présence ne signifie par le désintérêt pour la chose politique car lorsque le FRENAPO (*Frente para la Pobreza*), convoqué par la CTA organise un vote volontaire sur une proposition concernant

---

<sup>207</sup> Pour une approche sur le rôle de ce banquier dans l'opération menée par D. Cavallo, voir «*David Mulford, el hombre clave*», 06-05-2001, *La prensa*, consultable en ligne :<http://www.laprensa.com.ar/277066-David-Mulford-el-hombre-clave.note.aspx>

l'emploi et la formation, un mois plus tard, en novembre 2001, un million de votants se déplacent vers les urnes. Ce mouvement aurait dû être pris en compte par les politiques rejetés précédemment, comme une volonté populaire de changement, susceptible de s'exprimer à tout moment.

Le 1er décembre 2001, Cavallo décide de limiter les retraits en liquide à 250 pesos mensuel, ce qui provoque la colère des titulaires de comptes bancaires qui envahissent les rues pour réclamer leurs économies. Le Ministre met également en place un contrôle stricte des virements de devises vers l'extérieur. Les réserves ont diminué de moitié entre janvier 2001 et fin novembre de la même année. Il en est de même pour le volume des dépôts bancaires. D'autre part, le « risque-pays » ne cesse d'augmenter et passe de 2360 points le 8 novembre à 4149 points à la fin du mois. El INDEC<sup>208</sup> informe que le taux de chômage atteint les 18,3% en octobre et le sous-emploi est de 16%. Il n'est donc pas étonnant que le 13 décembre 2001, la grève générale contre la politique économique du gouvernement et contre la rétention de liquidités dans les banques, à l'appel des trois centrales syndicales soit largement suivie.

Le gouvernement se trouve dans une situation d'autant plus difficile qu'il doit honorer un paiement de deux milliards de dollars pour l'arrivée à échéance de la dette externe. Le 6 décembre, le FMI informe qu'il ne virera pas les 1,26 milliards établis car les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Cavallo rencontre les responsables du FMI et à son retour, des rumeurs circulent au sujet de nouveaux ajustements. Le gouvernement argentin devrait réduire ses dépenses de 4 milliards de dollars et les mesures à appliquer sont les suivantes : la suppression du *Fondo Docente*<sup>209</sup>, la suspension temporaire du treizième mois, la diminution du budget de Anses<sup>210</sup> et PAMI<sup>211</sup> et une forte diminution du budget des provinces. Le malaise se fait croissant dans la population.

Le 14 décembre, des pillages ont lieu à Mendoza et Concordia, et à Rosario, des supermarchés sont forcés. Le 15 et le 16 décembre, la population de Buenos Aires se mobilise dans les quartiers : au son des bruits de casseroles, les habitants réclament les dépôts bancaires immobilisés et dénoncent l'incapacité et la corruption du gouvernement. Les pillages de supermarchés se poursuivent les jours suivants.

Face à la montée du mécontentement social, le Président prend la parole dans la nuit du 19 décembre et livre un discours vide et anodin où il annonce qu'il a décrété l'État de siège.

---

<sup>208</sup>Instituto Nacional De Estadísticas y Censos

<sup>209</sup>Fond qui permet de garantir la stabilité du salaire des enseignants par un système de complémentarité par rapport au salaire de base, variable selon les juridiction géographiques.  
<http://infoleg.mecon.gov.ar/infolegInternet/anexos/60000-64999/63764/norma.htm>

<sup>210</sup>Administración Nacional de la Seguridad Social.

<sup>211</sup>Programa de Atención Médica Integral

Cette allocution agit comme un détonateur pour cette population qui avait cru en son discours démocratique. Dans le tintamarre des casseroles qui afflue vers la *Plaza de Mayo* raisonnent toute l'indignation et la colère de ceux qui en 1999 avait voulu garder une lueur d'espoir. Le chant de la foule est sans appel : «*Que se vayan todos, que se vayan todos/que no quede ni uno sólo*» (« Qu'ils s'en aillent tous, qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun »). Cavallo démissionne dans les heures suivantes mais les manifestations se poursuivent le jour suivant avec plus d'agressivité. De la Rúa s'adresse au peuple en expliquant qu'il cherche un consensus avec le *Partido Justicialista* pour consolider son gouvernement. Pendant ce temps, la répression va croissante sur la *Plaza de Mayo* et ses alentours malgré l'intervention d'une juge exigeant un frein à celle-ci. Les *Madres de la Plaza de Mayo* se rendent sur les lieux et reçoivent, elles aussi, des coups de la part des forces de l'ordre. Vers 19h, le 20 décembre 2001, le Président de la Rúa envoie sa démission au Sénat. Peu de temps après, un hélicoptère décolle sur le toit de la *Casa Rosada* avec à son bord le président sortant. Le bilan tragique de la journée est de 30 morts.

Un nouveau cycle commence pour l'Argentine avec lequel les discours glorifiants du néolibéralisme économique et l'idéalisation des institutions sont définitivement enterrés, tout comme le prestige des partis traditionnels et de leurs dirigeants. Ce 20 décembre 2001, l'Argentine se cherche un nouveau président : la constitution prévoit que le vice-président se substitue au président de la République dans cette situation. Cependant comme nous l'avons expliqué, Álvarez qui intégrait la formule présidentielle avec De la Rúa a quitté son poste un an plus tôt.

#### **I. 3. 2. 4. Quatre présidents en une semaine**

Le président provisoire du Sénat, le justicialiste Federico Ramón Puerta assume la présidence de la Nation et convoque l'Assemblée législative qui doit élire celui qui sera président jusqu'à la fin du mandat de De la Rúa. Le justicialisme, arrivé en tête des élections en octobre et qui détient la majorité aux deux chambres du Congrès, en plus d'être à la tête de la majorité des provinces a le rôle principal dans le drame que vit l'Argentine.

Au sein du justicialisme, deux positions différentes sont défendues. Un groupe de gouverneurs soutient l'idée de nommer un président par intérim et de convoquer des élections pour mars 2002, tout en modifiant le système électoral en introduisant le système de *Ley de Lemas*<sup>212</sup>. Un autre secteur propose la désignation d'un président pour compléter le mandat.

---

<sup>212</sup>*Ley de Lemas*: Système électoral qui permet en un vote l'élection du président et des représentants du Sénat et de l'Assemblée. Les votants ne peuvent choisir qu'une seule liste.

C'est finalement la première option qui est retenue et le gouverneur de San Luis, Adolfo Rodríguez Saa se propose pour assumer l'intérim. L'assemblée législative du 22 décembre après d'âpres débats, accepte la proposition du justicialisme. La décision est anticonstitutionnelle et la Justice est donc saisie mais n'aura pas le temps de se prononcer car sept jours après avoir pris ses fonctions, le nouveau président y renonce et le problème se présente à nouveau. A. Rodríguez Saa assume la présidence le 23 décembre : il manifeste clairement son intention de terminer le mandat de De la Rúa et de ne pas convoquer d'élections pour le mois de mars comme il avait été prévu.

Ainsi, au cours de son bref passage à la tête de l'Argentine, Rodríguez Saa déclare l'Argentine en défaut de paiement, mesure qui semble être accueillie avec soulagement par la population et la classe politique. Cependant, il commet l'erreur de nommer un cabinet dont les membres sont les figures emblématiques de la corruption des années 90 : Carlos Grosso et José Vernet, par exemple. C'en est trop pour la population qui une semaine auparavant avait renversé un président, et descend à nouveau dans la rue, le 28 décembre au même cri de «*¡Qué se vayan todos!*» Un groupe de manifestants s'introduit même au Congrès.

Les gouverneurs justicialistes qui se considèrent «*présidentiables*» et qui aspirent à se présenter aux élections de mars, retirent leur appui à Rodríguez Saa. Ce dernier communique au Sénateur Puerta qu'il devra à nouveau assumer la présidence par intérim : Puerta démissionne. Le 30 décembre 2001, Rodríguez Saa annonce à la télévision qu'il renonce à la présidence. C'est alors le président de l'Assemblée législative, Eduardo Camaño, un justicialiste proche de E. Duhalde qui assume la présidence. Au sein de justicialisme, on retient alors l'option de nommer un président pour compléter le mandat présidentiel jusqu'en décembre 2003. E. Duhalde, arrivé en seconde position lors des élections de 1999, est désigné pour assumer cette responsabilité. Après avoir reçu l'appui de plusieurs leaders politiques, syndicaux et du monde entrepreneurial, E. Duhalde annonce qu'il prend la présidence et qu'il ne se présentera pas aux élections de 2003. L'Assemblée législative entérine cette décision avec 262 voix favorables, face à 21 contres et à 18 abstentions.

## I. 4. Les mandats présidentiels de Néstor et Cristina Kirchner

Le président Duhalde met en place une série de mesures économiques d'urgence qui incluent le retour des dépôts et crédits en peso, l'abandon de la convertibilité et l'élaboration d'un système de taux de change accompagné d'une dévaluation. La politique économique vise l'application d'un modèle productif qui réactive l'industrie nationale et favorise les exportations. La *Unión Industrial Argentina* accompagne l'action du gouvernement, et son président est désigné ministre dans le cabinet de Duhalde.

En ce qui concerne le climat social, malgré un taux de chômage de 25%, un niveau de pauvreté et d'indigence qui affectent à 39,7% et 14,3% de la population respectivement, la classe moyenne abandonne peu à peu la rue et ne se manifeste que ponctuellement contre les entités bancaires qui retiennent encore leurs économies, désormais cotisées en peso et dévaluées. Cependant les protestations sociales des secteurs les plus pauvres, spécialement les *piqueteros*, se maintiennent plus fermement. Le gouvernement réprime ces manifestations et provoque la mort de deux citoyens, au premier semestre 2002. Duhalde décide alors de présenter sa démission et convoque des élections anticipées.

Les conflits internes du justicialisme conduisent le président Duhalde à suspendre l'application de la loi de primaires simultanées, ouvertes et obligatoires pour sélectionner les candidats. Le justicialisme présente trois formules sous l'étiquette de fronts et d'alliances créés ad hoc : Le *frente para la Lealtad* de Menem-Romero, le *frente para la Victoria* de Kirchner-Scioli et le *frente Movimiento Popular* de Rodríguez Saa-Posse.

À la suite du premier tour qui a lieu le 27 avril 2003, Menem arrive en première position avec 24% des voix, suivi de Kirchner avec 22% des voix. Menem annonce alors qu'il se retire de la compétition ce qui annule la possibilité d'un second tour. Kirchner est donc élu à la présidence de la nation avec un score bien en deçà des pourcentages exigés par la Constitution. Cette situation fragilise la légitimité du nouveau président qui assume ses fonctions le 25 mai 2003. Il compte cependant sur l'appui du justicialisme dans les deux chambres du Congrès dont le renouvellement n'a lieu qu'en décembre suivant. A cette occasion et lors des élections d'octobre 2005, les bons résultats obtenus par le justicialisme apparaissent comme une confirmation de la légitimité du président.

En conclusion, cette période de crise gouvernementale se solde par une marque de maturité démocratique pour l'Argentine qui arrive à avancer vers des solutions dans le respect des lignes institutionnelles. Nous pouvons considérer que les citoyens se sont mobilisés

d'avantage pour rejeter les représentants politiques que la démocratie qui a été favorisée à une sortie de crise autoritaire.

#### I. 4. 1. La présidence de Néstor Kirchner (2003-2007)

Dans l'histoire du péronisme, Kirchner incarne une nouvelle étape au sein du mouvement et ouvre la page d'un nouveau péronisme. Suivant la voie ouverte par Alejandro Horowicz, nous pouvons parler d'un cinquième péronisme en opposition radicale à la tendance antérieure que représente la période néolibérale des présidences de C. Menem. Ce dernier péronisme se caractérise par sa capacité de gestion et d'organisation dans une Argentine post-crise où le rôle de l'État a été mis à mal<sup>213</sup>. D'autre part, NK revendique son appartenance au mouvement péroniste et confirme son appartenance idéologique en se positionnant en rupture avec le péronisme ménémiste, tout en affirmant sa filiation avec la première (1946-1955) et la seconde (résistance pendant les années soixante et soixante-dix) étape du mouvement. Ainsi, dans le contexte du XX<sup>e</sup> siècle, le modèle kirchneriste entend reconstruire le péronisme dans ses valeurs, après qu'il a été vidé de sa substance idéologique par le ménémisme<sup>214</sup>, à partir des trois principes fondamentaux adaptés au contexte économique, politique et sociale. En matière de justice sociale, nous présentons ci-dessous les principales mesures consacrées notamment au travail, au revenu minimum et à l'éducation. Au niveau de l'indépendance économique, la défense nationale ne suppose pas une forme d'isolement économique mais une intégration dans les espaces économiques régionaux à partir d'un modèle de production pour lesquels l'État national dispose des instruments de gestion, de contrôle et de promotion de l'activité économique. En ce qui concerne la souveraineté politique, Kirchner réaffirme le rôle de l'État en tant qu'arbitre et garant de l'équilibre du jeu économique mais également en tant que réparateur, en opposition, à la période antérieure<sup>215</sup>.

Néstor Kirchner prend ses fonctions le 25 mai 2003 dans un climat de tension sociale extrême. L'Argentine est alors en cessation de paiement et atteint un taux de chômage de 25%.

---

<sup>213</sup> Sur ce point, voir Curia Walter, *El último peronista*, Buenos Aires, Sudamericana, 2006, 154p.

<sup>214</sup> Emilie Doz, *Néstor Kirchner (2003-2007) : rupture ou continuité du péronisme ? Les mutations du populisme en Argentine.*, thèse de doctorat soutenue le 15 novembre 2013, Université Lyon2.

<sup>215</sup> «*Creo firmemente en el Estado presencial, reparador, protector y promotor, que recupere el control de los instrumentos macroeconómicos que se debilitaron o directamente desaparecieron durante las privatizaciones. Concretamente debemos recuperar nuestra política, sustentada en los valores de la solidaridad y la justicia, que nos permitirá la construcción de una sociedad equilibrada*», Di Tella Torcuato, Kirchner Néstor, *Conversaciones- Después del derrumbe*, Galerna, Buenos Aires, 2003, 234p., in Emilie Doz, *Néstor Kirchner (2003-2007): rupture ou continuité du péronisme?. Les mutations du populisme en Argentine.*, op.cit.

La pauvreté est estimée à 54% de la population et dix millions de personnes vivent en situation d'indigence<sup>216</sup>.

Le président se trouve, alors, face à plusieurs défis en matière de politique économique et sociale. Sur le plan économique, le système financier a été détruit et il est nécessaire d'élaborer une stratégie de gestion des taux de change en accord avec le nouveau modèle de croissance. De plus, la dette est passée en cessation de paiement en décembre 2001 et doit être renégociée. Enfin, il faut obtenir des entreprises privatisées de service public un nouveau cadre de tarification à la suite du retour au peso. Sur le plan social, il est urgent de mettre en place des solutions face à la pauvreté, aux problèmes de l'emploi, des inégalités et de la sous-protection sociale.<sup>217</sup>

Cet aperçu des principaux défis qui attendaient le président illustre la centralité de la situation économique dans la construction du nouvel équilibre argentin. Néanmoins, Kirchner s'efforce de consolider son pouvoir politique pour définir l'orientation économique, marquant ainsi une des caractéristiques du kirchnerisme, à savoir la supériorité de la gestion politique sur les pouvoirs économiques.<sup>218</sup>

Dans un premier temps, le ministre de l'Économie pendant la présidence de Duhalde, Roberto Lavagna, est maintenu dans ses fonctions. Lucía Trujillo explique que celui-ci gère le cadre hérité par Néstor Kirchner, basé sur un niveau de change réel élevé, des salaires réels faibles, une rentabilité extraordinaire pour les entreprises et une croissance soutenue par la consommation de biens durables. Cette continuité est confirmée par Eduardo Gálvez qui considère que «*Kirchner no fue un actor de peso en el cambio inicial del ideario económico como sí fue Duhalde, pero en poco tiempo se transformó en el responsable de la construcción de una dirección económica cada vez más concreta*<sup>219</sup>».

---

<sup>216</sup> Sources : <http://www.telam.com.ar/especiales/14-la-decada-ganada---2003--2013/5s-linea-de-tiempo>

<sup>217</sup> Trujillo, Lucía, «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015)», *Polis* [online], 2017, vol.16, n.46, pp.99-126, consulté le 20/05/2020, [https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0718-65682017000100099&lng=es&nrm=iso](https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-65682017000100099&lng=es&nrm=iso).

<sup>218</sup> Face aux oppositions entre Alfonso Prat-Gay, depuis le BCRA, qui privilégiait un accord rapide sur la négociation de la dette et la vision du Ministre de l'Économie, Roberto Lavagna, « para Kirchner, la cuestión central a partir de entonces no sería tanto en quién delegar y consolidar el poder de decisión sino constituir su propio poder para definir el rumbo económico », in Kulfas Martín, *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015*. Buenos Aires, Argentina: Siglo Veintiuno Editores, 2016, 228p.

<sup>219</sup> Gálvez Eduardo, «La construcción de una nueva hegemonía en Argentina durante la crisis de 2001-2002», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 30 novembre 2011, consulté le 20 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62157> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.62157>, « Kirchner ne fut pas un acteur de poids dans le changement initial de la doctrine économique comme l'a été Duhalde, mais en peu de temps, il est devenu le responsable de la construction d'une orientation économique de plus en plus concrète. »



De cette manière, c'est au début de l'année 2005, que l'alternative kirchneriste commence à se dessiner. En effet, sur cette période, Demián Panigo et Pablo Chena<sup>220</sup> identifient les indices d'un nouveau modèle de développement structuraliste dans lequel la croissance est appuyée par les salaires, la dépense publique et sociale, une nouvelle structure des taux de change multiples et des accords de prix.

Sur le front externe, Kirchner entreprend la renégociation de la dette. La restructuration partielle apporte un impact significatif à la consolidation de la situation fiscale<sup>221</sup>. De plus, il fait de la souveraineté économique le cheval de bataille du redressement du pays et décide de renforcer les réserves de la Banque Centrale, afin que l'Argentine gagne en indépendance par rapport aux organismes internationaux.

L'année 2005 marque l'ouverture d'un processus d'affirmation du projet kirchneriste<sup>222</sup>. Lors des élections législatives d'octobre, Cristina Fernández de Kirchner mène la liste kirchneriste pour le siège de sénateur dans la province de Buenos Aires et remporte les élections face à Hilda Duhalde. D'autre part, Roberto Lavagna est remplacé par Felisa Miceli au Ministère de l'Économie. Cette victoire ainsi que l'affirmation du pouvoir kirchneriste ouvrent un espace de consolidation pour le *Frente para la Victoria*, qui culmine lors de l'élection présidentielle de 2007, dans la cadre d'une «*Concertación plural*» qui inclut des gouverneurs et anciens gouverneurs de la UCR.

Sur le plan social, le problème de la pauvreté et des inégalités est abordé sous l'angle de la réactivation de l'économie et de la génération d'emploi. L'Argentine renoue alors avec les négociations paritaires par corporation et les conventions collectives pour réguler les relations entre le capital et le travail. Dans les premières années du kirchnerisme, le salaire réel confirme sa tendance à la hausse.

La convocation, en 2004, du *Consejo Nacional del Empleo, la Productividad y el Salario Mínimo Vital y Móvil*<sup>223</sup>, en tant qu'institution de dialogue dans la régulation de la relation salariale de base, ainsi que le retour aux négociations paritaires sont des symboles forts de la recomposition salariale entreprise par le modèle kirchneriste.

---

<sup>220</sup> Panigo, D. y Chena, P. (Coords.) (2011). Del neo-mercantilismo al tipo de cambio múltiple para el desarrollo. Los dos modelos de la posconvertibilidad. Ensayos en honor a Marcelo Diamand. Las raíces del nuevo modelo de desarrollo argentino y del pensamiento económico nacional. Buenos Aires: Miño y Dávila/CEIL-PIETTE/Universidad Nacional de Moreno in Trujillo, Lucía. *La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015)*, op.cit.

<sup>221</sup> Martín Kulfas. *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015*. op.cit.

<sup>222</sup> Trujillo Lucía, «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015)», op.cit.

<sup>223</sup> Consejo Nacional del Empleo, de la productividad y el Salario Mínimo, Vital y Móvil, voir: <https://www.argentina.gob.ar/trabajo/consejodelsalario>

Dans le domaine syndical, le gouvernement national encourage la réunification de la CGT, en appuyant une conduction partagée entre Susana Rueda, Luis Lingeri et Hugo Moyano. L'année suivante, en 2005, Hugo Moyano prend la tête d'une CGT unifiée et alliée du gouvernement de Néstor Kirchner<sup>224</sup>.

Au niveau socio-économique, le gouvernement a maintenu une politique active de l'emploi et encouragé l'emploi déclaré dans le cadre d'un modèle d'inclusion sociale à travers la récupération du pouvoir d'achat des salariés mais également par une politique fiscale qui associe dépense publique et excédent fiscal.

En 2006, la politique de transfert de ressources s'est intensifiée. La stratégie de politique sociale se base sur la garantie de revenu pour les secteurs les plus vulnérables et la formation de la main d'œuvre pour permettre aux travailleurs de gagner en compétences et d'intégrer le marché du travail légal. Dans le *Programa Familias por la Inclusión social*, nous pouvons citer le *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupado* et sous la responsabilité du Ministère de Travail, le «*Seguro de Capacitación y Empleo*».

Au niveau macro-économique, pendant le gouvernement de Néstor Kirchner, le PIB croît fortement et l'inflation reste gérable bien qu'elle commence à se montrer problématique<sup>225</sup>. Une autre caractéristique du Kirchnerisme est son investissement dans la lutte pour les Droits de l'Homme dont la première démonstration fut de recevoir la représentante de l'association *Abuelas de la Plaza de Mayo*. Cette rencontre symbolique illustre la voie dans laquelle le président souhaite s'engager pour répondre à l'intérêt de la population en matière de devoir de mémoire qui se manifeste à la fin du siècle. En effet, nous observerons dans la deuxième partie lorsque nous aborderons le militantisme des années soixante-dix et sa resignification au cours des quarante années de démocratie, une abondante circulation de l'information dans les médias sur la période du terrorisme d'État à partir de 2003. Parallèlement un demande croissance d'accès à la vérité et de réparation de la part des associations de familles de victimes se fait entendre.

Ainsi, lors de son arrivée à la présidence, Néstor Kirchner procède au remplacement des principaux responsables militaires et du chef des Armées. De même, il se montre favorable à la nullité des lois de *Obediencia debida* et *Punto Final*, qui avaient été déclarées inconstitutionnelles en 2001 par un juge fédéral, ainsi qu'aux demandes d'extradition formulées depuis l'extérieur et notamment depuis l'Espagne par le juge Garzón.

---

<sup>224</sup> Lucca Juan B., «Conflictos y realineamientos de los actores sociales y políticos durante el gobierno de Néstor Kirchner.» *Sudamérica: Revista de Ciencias Sociales*, 2014, (3), pp.27-50. consulté en ligne, le 24 mars 2020: [http:// fh.mdp.edu.ar/revistas/index.php/sudamerica/article/view/1049/ 1081](http://fh.mdp.edu.ar/revistas/index.php/sudamerica/article/view/1049/1081)

<sup>225</sup> Trujillo Lucía, «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015).», *op.cit.*, p 9

Ces prises de position provoquent le malaise des Forces Armées, cependant le président s'efforce de maintenir une relation harmonieuse avec celles-ci et affirme que la défense de droits humains que son gouvernement considère comme fondamentale « *no debe ser interpretada como un ataque a las fuerzas armadas* »<sup>226</sup>.

De plus, la désignation gouvernementale d'Eduardo Luis Duhalde, que nous avons évoqué précédemment, comme secrétaire des Droits de l'Homme ainsi que l'acte présidentiel au sein de la ESMA en 2004 recouvrent une haute charge symbolique. A cette occasion, après le retrait des portraits de Videla et Galtieri du Colegio Militar, le président officialise la création d'un espace pour la mémoire et pour la promotion et la défense des Droits de l'Homme.

En retour, les *Madres de la Plaza de Mayo*, habituellement méfiantes par rapport aux mesures prises par les gouvernements successifs depuis le retour à la démocratie, démontrent un appui croissant au gouvernement. De plus pour Néstor Kirchner, il s'agit également d'un compromis générationnel car dans les années soixante-dix, il milite au sein de la *Juventud universitaria peronista*. Nous reviendrons également sur ce point lorsque nous aborderons l'ethos militant dans la troisième partie de cette thèse.

Cependant, peu à peu, la condamnation du terrorisme d'État s'associe à la revendication du militantisme des années soixante-dix, dans un processus qui ne manque pas d'inclure, en certains occasions, le président Kirchner. D. Lvovich et J Bisquet commentent ainsi cette filiation qui constitue une des bases de l'imaginaire kirchneriste :

*Esta reivindicación del pasado de la militancia revolucionaria implicó, una operación altamente selectiva, si no mistificadora, de dicha tradición. La trayectoria de la Juventud Peronista y de otras organizaciones era ahora leída como un antecedente del gobierno de Kirchner, soslayando que el apego a la democracia liberal no constituyó, en su momento, parte del ideario de la juventud revolucionaria.*<sup>227</sup>

Ainsi la revendication de la souveraineté économique et la lutte en faveur des Droits de l'Homme représentent deux axes emblématiques du mandat de Néstor Kirchner et s'inscrivent dans une démarche de réparation des erreurs du passé comme si une nouvelle page de l'histoire de l'Argentine s'était ouverte pour payer les dettes en attente depuis trente ans.

---

<sup>226</sup> *Clarín*, 09/07/03, « ne doit pas être interprétée comme une attaque contre les forces armées » (je traduis)

<sup>227</sup> Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1<sup>re</sup>ed., *op.cit.*, p.83 Cette revendication du passé du militantisme révolutionnaire implique une opération hautement sélective, sinon mystifiante, de cette dite tradition. L'évolution de la Juventud Peronista et d'autres organisations était maintenant lue comme un antécédent du gouvernement de Kirchner, oubliant que la revendication de la démocratie libérale ne constitua pas, en son temps, un élément des idéaux de la jeunesse révolutionnaire. (Je traduis)

En 2015, un sondage publié dans *Página 12* révélait que, selon les personnes interrogées, Néstor Kirchner était le président qui obtenait le plus grand pourcentage d'opinion positive (63%) depuis le retour à la démocratie et celui-ci était considéré comme ayant obtenu les meilleurs résultats en matière économique sur cette même période.<sup>228</sup>

#### I. 4. 2. Les présidence de Cristina Fernández de Kirchner

Lorsque Cristina Fernández de Kirchner arrive à la présidence de l'Argentine en 2007, elle arbore une carrière politique de vingt ans d'expérience. Ainsi, elle a été élue députée provinciale en 1989 et après avoir assumé plusieurs mandats de députée et sénatrice au niveau national pour la province de Santa Cruz, elle occupe le siège de sénatrice pour la province de Buenos Aires depuis 2005.

Dans ce contexte, Ricardo González-Leandri et Elda González Martínez considèrent que «cuando el actual presidente era aún un "desconocido" para el ámbito político nacional, Cristina Fernández ya se enfrentaba al aparato político del justicialismo encabezado por Carlos Menem<sup>229</sup>».

Par conséquent, l'indiscutable triomphe du *Frente para la Victoria* lors des élections présidentielles de 2007 où CFK a été élue présidente de l'Argentine pour un premier mandat avec 45,23% des suffrages exprimés, doit être envisagé tant comme l'appui de la population à la gestion du gouvernement de Néstor Kirchner que comme le fruit de l'approbation de la tête de liste Fernández de Kirchner-Cobos.

Cette élection fut particulière en plusieurs points. Au succès indiscutable obtenu à l'élection présidentielle, s'ajoute le soutien obtenu par Daniel Scioli, vice-président de Néstor Kirchner qui est élu gouverneur de Buenos Aires avec 50% des voix. D'autre part, la formule présidentielle se compose donc de CFK, sénatrice justicialiste pour Buenos Aires et Julio Cobos, gouverneur de la province de Mendoza, originaire de la UCR. Celle-ci reflète la transversalité, stratégie adoptée par le kirchnerisme afin de construire un espace politique

---

<sup>228</sup><https://www.politicargentina.com/notas/201510/8880-nestor-y-cristina-kirchner-los-presidentes-mas-valorados-por-su-gestion.html>

<sup>229</sup> González-Leandri Ricardo, González Martínez Elda, « El triunfo de Cristina Kirchner y el futuro de la Argentina », *Cahiers des Amériques latines*, 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/1681>, p.8, « quand l'actuel président (Néstor Kirchner) n'était encore qu'un "inconnu" au niveau de la politique nationale, Cristina Fernández affrontait déjà l'appareil politique du justicialisme dirigé par Carlos Menem ». ( Je traduis)

autonome qui réunisse tant des péronistes que des non péronistes<sup>230</sup>. Ce processus s'est mis en place dès 2003 et a permis au kirchnerisme de compter sur ses propres appuis et de se libérer, notamment de l'influence de Duhalde. Enfin, cette élection présidentielle réunit pour la première fois, trois candidates (CFK, Elisa Carió et Vilma Ripoll), caractéristique qui s'inscrit dans une tendance plus large qui se reflète alors dans le monde occidental et qui traduit une évolution dans la relation des femmes à la sphère politique.

Si le contexte dans lequel CFK accède à la présidence semble particulièrement favorable, il ne faut cependant pas minimiser les défis qui se présentent encore dans l'Argentine d'après crise de 2001. Au niveau socio-économique, la lutte contre les inégalités, le chômage et l'emploi précaire notamment suppose un approfondissement du modèle mis en place pendant le premier mandat kirchneriste. Au niveau macro-économique, le développement durable du modèle requiert des politiques visant à corriger le phénomène inflationniste et le déficit énergétique. De plus, le contexte international de la crise de 2008 s'impose dans la dynamique de décisions politiques, dès le début de la présidence de CFK.

#### **I. 4. 2. 1. Premier mandat de Cristina. (2007-2011)**

##### *I. 4. 2. 1. 1. La crisis del campo*

Trois mois après l'investiture de CFK, en mars 2008, le conflit dit « *del campo*<sup>231</sup> » éclate entre le gouvernement argentin et le secteur agricole. Après la dévaluation de la monnaie début 2002, le secteur agricole obtient un régime de taux de change très favorable à l'exportation des matières premières. Dans ce contexte, encouragé par la forte demande internationale en soja depuis les pays asiatiques et la hausse des cours internationaux, le secteur reçoit une rente extraordinaire pendant la période du gouvernement de Nestor Kirchner. Début 2008, dans les premiers mois de la présidence de CFK, le prix du soja atteint des niveaux inédits et c'est dans ce contexte que le 11 mars, Martín Lousteau, Ministre de l'Economie, décide d'augmenter les taux de rétention sur les produits agricoles. Le projet d'accroître le montant des droits à l'exportation et d'établir un système de rétentions variables, vise à équilibrer les comptes fiscaux

---

<sup>230</sup>Cucchetti Humberto, «El proceso electoral en la Argentina 2007», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, consulté le 23/05/ 2020. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/10063>

<sup>231</sup><https://www.infobae.com/2012/07/17/659506-cronologia-del-conflicto-agropecuario-la-resolucion-125/>

et affecte donc les dividendes du secteur qui ont obtenu le plus de bénéfices depuis 2002, tant au niveau des prix internationaux que par sa reconversion technologique<sup>232</sup>.

A travers la décision ministérielle 125/08, le gouvernement souhaite établir une augmentation de la quote-part sur le soja (44%) et sur le tournesol (39%) et définit, un schéma de rétentions variables, selon lequel la quote-part augmente ou diminue selon l'évolution des cours des céréales. Commence alors un conflit qui durera 127 jours marqué par la grève de la commercialisation des céréales, des routes bloquées, des mobilisations massives et des *cacerolazos*, entrecoupés de périodes de négociations infructueuses.

Deux éléments sont déterminants dans ce conflit. Dans un premier temps, la *Mesa de Enlace* créée dès le 12 mars 2008 permet d'unifier les entités les plus importantes du secteur. Il convient cependant de signaler les différences de pouvoir économique et politique entre chacune d'elles : la *Sociedad Rural*<sup>233</sup> est particulièrement influente depuis la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, suivie de la *Confederación Agraria*, la *Confederación Intercooperativa Agropecuaria* et pour terminer, la *Federación Agraria*, qui réunit des petits et moyens producteurs. Notons également que le 31 mars, le gouvernement accorde des compensations aux petits producteurs, ainsi épargnés par cette hausse d'impôts.

Cependant ce conflit, initialement sectoriel, s'étend jusqu'à la scène politique et implique dans la controverse l'opposition politique mais aussi les principaux médias qui prennent parti pour le « *campo* ». Nous verrons ainsi dans la dernière partie de cette thèse que l'intégration de ces différents acteurs d'opposition conditionne le discours de CFK et la construction des antagonismes.

Après quatre mois d'agitation, la présidente opte pour une sortie institutionnelle en envoyant le texte à la Chambre de députés où il est validé le 5 juillet. Cependant lorsque la loi est traitée au Sénat, elle obtient une égalité de votes pour et contre le texte. Il appartient donc au président du Sénat et vice-président de la nation de départager le résultat. Par un vote négatif contre le projet de l'Exécutif, Julio Cobos entraîne la dérogation de la mesure. Ainsi, le conflit ouvert prend fin le 17 juillet 2008, cependant il semble avoir affecté profondément les débuts du gouvernement tant pour les acteurs impliqués que pour l'animosité sociale qu'il a suscitée. Pour le moins, et tel que nous le verrons dans la suite de notre travail, cette période a contribué à révéler les forces en présence et leur positionnement face à l'intention du gouvernement d'approfondir le modèle redistributif mis en place depuis 2003.

---

<sup>232</sup> A ce sujet, voir : Aronskind Ricardo « Cambio estructural y conflicto distributivo: el caso del agro argentino. » in Aronskind, R.yVommaro, G. *Campos de batalla. Las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, 2010, Buenos Aires, Argentina: UNGS-Prometeo, pp. 327-353

<sup>233</sup> Sur l'exercice du pouvoir de la Sociedad rural, voir : Tarruela Alejandro C., *Historia de la Sociedad rural argentina. De la colonización a nuestros días: radiografía de la oligarquía terrateniente*, 1<sup>re</sup>ed., Buenos Aires, Planeta, 2012, 440pp

#### I. 4. 2. 1. 2. La crise financière internationale de 2008 : réponses macro et micro-économiques et réponses politiques

D'autre part, la crise financière de 2008 a mis un coup d'arrêt au schéma selon lequel les pays émergents avaient obtenu un taux de croissance soutenu. A la fin de cette année, une forte chute des prix internationaux sur les produits clés de l'économie argentine affecte l'entrée de devise et la situation fiscale. Dans un premier temps, les conséquences de cette situation se compensent par des réserves suffisantes et une bonne situation des excédents qui permet de garantir le paiement des obligations financières<sup>234</sup>.

Cependant, à partir de 2009, l'Argentine commence à rencontrer des difficultés pour se financer sur les marchés internationaux, principalement pour deux raisons : une partie de la dette en cessation de paiement depuis 2001 n'a pas été renégociée, et, à la suite de la crise internationale, les capitaux privés émigrent vers des zones plus sûres.

En décembre 2009, la présidente annonce la création du *Fondo del Bicentenario para el Desendeudamiento y la Estabilidad* à partir des réserves de la Banque Centrale (BCRA) dans le but de payer les services de la dette externe. Cette décision génère un conflit avec le président de la BCRA, Martín Redrado qui est remplacé par Mercedes Marcó del Pont et une controverse s'élève sur l'utilisation des réserves par décret<sup>235</sup>.

A cette période, dans un contexte de chute des dépôts, de demande de devises et d'augmentation des taux d'intérêts, le taux de change connaît un nouvel ajustement. Le gouvernement met alors en place des mesures contracycliques dans le but de transférer des ressources aux entreprises pour le paiement des salaires et éviter la chute de l'emploi.

Selon plusieurs auteurs, la seconde partie du premier mandat connaît un changement d'orientation sur le plan politique. Après l'abandon de la loi sur les rétentions suite au vote négatif au Sénat et l'échec de Néstor Kirchner aux élections législatives de 2009, Rocca Rivarola<sup>236</sup> considère que nous assistons à une phase de «*reperonización*» du secteur officiel qui se traduit par la résurgence de la tradition péroniste dans le militantisme kirchneriste que

---

<sup>234</sup>Kulfas Martín, *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015. op.cit.*

<sup>235</sup>Sur la chronologie du désaccord, voir : <https://directoriolegislativo.org/blog/2010/01/29/bcra-cronologia-de-un-conflicto/> ; voir également sur l'annonce de la mesure : « CFK anunció la creación del Fondo del Bicentenario para pagar la deuda externa », *página 12*, 14-12-2009, <https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-136978-2009-12-14.html> ; « Cómo empezó la crisis de la BCRA », *La Nación*, 18-01-2010, <https://www.lanacion.com.ar/politica/como-empezo-la-crisis-en-el-bcra-nid1222853>

<sup>236</sup>Rocca Rivarola, M. (2015). De Néstor y Cristina. De Perón y Evita. Reflexiones sobre lo acontecido con la militancia kirchnerista y la identidad peronista desde 2003 hasta hoy. *Revista SAAP*, 9(1), 143-17. Recuperado de [http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci\\_arttext&id=S1853-19702015000100006](http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci_arttext&id=S1853-19702015000100006)

nous pouvons observer, notamment, dans l'ascension de la Cámpora<sup>237</sup> et dans la prolifération d'organisations kirchneristes avec un large secteur juvénile en leur sein.

Gastón Varesi identifie une « radicalisation progressiste » qu'il s'explique non pas par un changement dans le modèle économique d'accumulation mais dans des mesures qui influencent les relations de forces entre les classes sociales, « *buscando fortalecer la participación de agentes productivos industriales y de las clases subalternas en el alineamiento oficial*<sup>238</sup> ». Cette orientation répond également selon cet auteur, à la perte d'adhésion au sein de la classe dominante et à la concrétisation d'un front de droite, ce qui conduit le kirchnerisme à approfondir la stratégie de confrontation avec les adversaires.

Dans ce contexte, plusieurs initiatives cherchent à reconstruire la place du gouvernement ainsi qu'à générer de nouvelles conditions d'exercice du pouvoir et d'inclusion démocratique. C'est également le moment choisi par le gouvernement pour entreprendre la réforme des services audiovisuels. Le conflit avec le monde rural a mis en évidence le rôle du système de médias et apparaît comme un élément déclencheur pour que le gouvernement décide d'inclure dans l'agenda le remplacement du texte de régulation du monde audiovisuel à partir de l'initiative communément appelée « *Ley de Medios* » : le conflit avec les entités dominantes du secteur s'amplifie alors.

#### I. 4. 2. 1. 3. La « *Ley de Medios* »

En mars 2009, la présidente annonce l'envoi d'un projet de *Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual*<sup>239</sup> pour qu'il soit étudié par le Congrès. Il s'agit de remplacer la *Ley de Radiodifusión* en vigueur promulguée par la dernière dictature et en vigueur depuis 1980<sup>240</sup>. Le projet de la loi n°26522 ne provient pas seulement d'une initiative partisane mais il est en gestation depuis 2004. En effet, les « 21 points de base pour le droit à la communication » sont élaborés par la *Coalición por una Radiodifusión Democrática*, composée par des organisations

---

<sup>237</sup> La Cámpora est une organisation politique péroniste, fondée en 2006. Depuis ses débuts, elle apporte son soutien aux gouvernements de NK et CFK. Son nom est en honneur de l'ancien présidente Héctor Cámpora.

<sup>238</sup> Varesi, Gastón, « Argentina 2002-2011: neodesarrollismo y radicalización progresista. », *Realidad Económica* 264, pp33-59. <https://scielo.conicyt.cl/pdf/polis/v16n46/0718-6568-polis-16-46-00099.pdf>, p.44, « en cherchant à renforcer la participation des agents productifs industriels et des classes subalternes dans l'alignement officiel »

<sup>239</sup> Nous présentons dans la partie IV, le contenu de la Ley de Servicios audiovisuales, n°26522, Pour consulter le texte, voir : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/155000-159999/158649/norma.htm>

<sup>240</sup> Nous reviendrons dans la partie IV sur le contenu de cette loi 22285, ce qu'elle a permis dans le développement audiovisuel en Argentine et sur les changements apportés par les lois de 2009, n°26522. Pour consulter le texte de la loi de 1980, voir : <http://www.uba.ar/radiodifusion/download/ley22285.pdf>



syndicales de travailleurs, leurs centrales de travailleurs, des Mouvements sociaux, des Mouvements des Droits de l'Homme, des partis et des organisations politiques, les Universités Nationales, des radios, des chaînes communautaires, des petites et moyennes entreprises et des représentants des Peuples Originaires.

Un autre élément important dans l'élaboration de ce projet est le fait que, avant d'être envoyé au Congrès, des modifications ont été réalisées à la demande de «*los 23 foros y 80 conferencias, con participación de todos los sectores y en todas las provincias, con el propósito de incorporar las necesidades y requerimientos de todos los actores del complejo espectro audiovisual*<sup>241</sup>». Le 10 octobre 2009, après vingt heures de débat au Sénat, la *Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual N° 26522* est approuvée<sup>242</sup>, après 29 ans d'application d'une loi sanctionnée en pleine dictature militaire.

Nous présentons dans la quatrième partie de cette thèse une composition plus détaillée du contenu de cette loi pour comprendre les changements apportés par rapport à la *Ley de Radiodifusión*. Le traitement de ces deux textes dans le discours de CFK lui permet de définir les forces antagoniques actives dans la lutte pour la conquête d'un espace hégémonique à travers les moyens de communication.

Nous souhaitons, néanmoins, introduire ici l'opposition emblématique des débats sur la dite «*ley de medios*» car ses répercussions ont affecté non seulement le cadre des débats institutionnels autour de cette loi mais également les débats médiatiques de vulgarisation de l'actualité. Il s'agit du conflit entre le Groupe Clarín et le gouvernement. Le Groupe Clarín se définit comme « le principal groupe de moyens de communication d'Argentine, (...) présent dans la presse écrite, la radio, la télévision, le câble et Internet<sup>243</sup> ». Le groupe, en tant que société anonyme est créé en 1999, cependant, son histoire commence en 1945 avec la création du journal *Clarín* en 1945 par Roberto Noble. A partir des années quatre-vingt-dix, le groupe se diversifie en se saisissant de divers médias privatisées, tels que *Canal 13* et *Radio Mitre*, puis poursuit son expansion en entrant sur le marché du câble avec l'acquisition de *Multicanal*, en 1992<sup>244</sup>.

Cette entité se trouve particulièrement affectée par les articles 41 et 161 de la nouvelle loi qui visent à réguler la concentration des licences de radiodiffusion et la composition des sociétés audiovisuelles en matière de répartition de moyens de communication. Le désaccord

---

<sup>241</sup>*Discurso de la presidenta CFK, 18-03-2009*

<sup>242</sup>Pour connaître les étapes institutionnelles de la promulgation de la loi 26522, voir :<https://www.telam.com.ar/notas/201310/38502-cronologia-del-recorrido-de-la-ley-de-servicios-de-comunicacion-audiovisual.html>

<sup>243</sup>Grupo Clarín, <https://grupoclarin.com/institucional/institucional>

<sup>244</sup>Nous abordons les relations entre le Groupe Clarín et les différents gouvernements dans la partie IV.

est donc porté devant la justice en octobre 2009 et après de nombreux appels des deux parties, la « *Ley de medios* » est déclarée constitutionnelle en octobre 2013. Cependant pendant ces quatre années, les médias se sont nourris de cette opposition, jusqu'à incarner, eux-mêmes, une forme d'opposition politique au gouvernement en exercice. D'une part, les organes de communication institués en opposants politiques ont contribué à construire dans l'imaginaire argentin, la représentation d'un gouvernement persécutant les médias et mettant en péril la liberté d'expression. D'autre part, les entités favorables au gouvernement défendent la mesure au nom de la lutte contre les monopoles qui favorisent le profit économique face à la démocratisation de l'information basée sur la pluralité des moyens d'expression.

Pour désigner ces positions dichotomiques auxquelles elle prend part et qu'elle contribue à entretenir, l'opposition politique et médiatique emploie le terme de « *grieta* ». Dans un second temps, cette formule s'impose dans le débat public comme un cadre d'interprétation généralisé, nous le verrons en fin de chapitre.

Pour revenir sur la dernière partie du premier mandat de CFK, de nombreuses mesures socio-économiques ont cherché à favoriser l'inclusion sociale. Signalons la loi d'habilitation du mariage entre personnes du même sexe<sup>245</sup> en 2010 ou la loi d'identité de genre<sup>246</sup> en 2012, en tant que mesures hautement symboliques.

En ce qui concerne l'intégration sociale, nous pouvons signaler la réforme du système de retraite qui a placé sous le contrôle de l'État, l'administration des fonds de retraite, gérée par la *AFJP (Administradoras privadas de Fondos de jubilación y pensiones)* depuis la période néolibérale des années quatre-vingt-dix. Le régime d'assignations familiales a évolué sous la forme de la *Asignación Universal por Hijos*<sup>247</sup>, liée à l'obligation du suivi médical et de la scolarisation des mineurs. Cette mesure de 2009 s'étend en 2011 aux femmes enceintes, sous la forme de la *Asignación Universal por Embarazo para Protección social*<sup>248</sup>. Ces décisions ont eu un impact considérable sur la pauvreté et les revenus des foyers<sup>249</sup>.

Notons également d'autres mesures de politiques sociales telles que le programme *Conectar Igualdad*, en 2010, qui fournit des *notebooks* aux étudiants et aux enseignants des écoles publiques et le plan *Argentina Trabaja* qui cherche à réordonner toute une frange du

---

<sup>245</sup>Loi 26 618, <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/165000-169999/169608/norma.htm>

<sup>246</sup>Loi 26 743, <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/195000-199999/197860/norma.htm>

<sup>247</sup>Décret 1602/2009

<sup>248</sup>Décret 446/ 2011

<sup>249</sup>Sur l'impact de ces mesures, voir : Alvarez Agis, Emmanuel Antonio; Panigo, Demian Tupac; Cañete, Carlos; El impacto de la Asignación Universal por Hijo en Argentina : presentación formal de resultados anticipados en 2010; Centro de Estudios E Investigaciones Laborales; Empleo, Desempleo y Políticas de Empleo; 15; 9-2013; 1-75, consultable sur <http://hdl.handle.net/11336/17814>; Leonardo Gasparini, Guillermo Cruces, « Las asignaciones universales por hijo en Argentina. Impacto, discusión y alternativas », *Económica*, La Plata, Vol. LVI, Enero-Diciembre 2010.

marché du travail qui reste exclu de l'économie formelle, notamment en favorisant la formation professionnelle.

Dans cette fin de premier mandat, ces politiques contracycliques compensent le ralentissement de l'économie et les conséquences de la crise internationale qui ont commencé à se faire sentir en 2009. Malgré le problème de l'inflation repartie à la hausse, la croissance économique de 2010 (9,2%) et 2011 (6,5%), s'accompagne d'une récupération des salaires réels et d'un début de création d'emplois dans le secteur privé<sup>250</sup>.

Selon, Lucía Turjillo, ces aspects économiques globalement positifs ainsi que le panorama politique dans lequel l'opposition apparaît fragmentée contribuent à comprendre le succès électoral de la formule Cristina Fernández de Kirchner et Amado Boudou en octobre 2011 avec 54% des voix au premier tour.

#### **I. 4. 2. 2. Second mandat de Cristina (2011-2015)**

La troisième période kirchneriste est marquée par deux problèmes majeurs. D'une part, le problème d'accès aux devises se confronte à la demande croissante de dollars tant des secteurs financiers spéculatifs comme des secteurs moyens et moyens élevés qui cherchent à économiser en dollars ou les dépensent à l'extérieur. D'autre part, l'inflation s'installe durablement et affecte spécialement le pouvoir d'achat des travailleurs aux faibles revenus.

Dans ces conditions, la politique de soutien à la consommation d'électricité, d'eau et de gaz occupe une part de plus en plus importante dans les dépenses du gouvernement. A ce sujet, Matías Kulfas signale un manque de prévision à long terme dans la politique énergétique de CFK<sup>251</sup>.

Dans le cadre du déficit fiscal, principalement lié à l'importation de ressources énergétiques, en 2012, le gouvernement décide de nationaliser le paquet d'actions de l'entreprise *YPF, Yacimientos Petrolíferos Fiscales*, détenu par l'espagnole Repsol. Cette mesure économique donne lieu à un discours de CFK qui revendique la souveraineté nationale et l'indépendance face aux puissances occidentales colonisatrices qui se sont enrichies en Argentine sans jamais investir pour le développement du pays<sup>252</sup>.

---

<sup>250</sup>Données chiffrées issues de Trujillo Lucía., «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015).», *op.cit.* p 13

<sup>251</sup> Martín Kulfas. *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015. op.cit.*

<sup>252</sup> Voir *anuncio del proyecto de ley de expropiación de YPF: Discurso de la Presidenta de la Nación*, 16/04/12 <https://www.caserosada.gob.ar/informacion/archivo/25810-anuncio-del-proyecto-de-ley-de-expropiacion-de-ypf-discurso-de-la-presidenta-de-la-nacion>

D'autre part, pendant la première année de son second mandat présidentiel, CFK doit affronter des demandes politiques issues de situations macro-économiques comme l'inflation et le manque de devise. Des mouvements sociaux, issus principalement de classes moyennes urbaines, ont commencé à se manifester, sous forme de *cacerolazos* pour exprimer leur rejet des mesures de régulation du marché. De plus, tant l'inflation que les impôts sur le revenu ont généré des tensions sociales entre les salariés et leurs organisations syndicales qui, pour beaucoup, ont appuyé le gouvernement national. C'est le cas d'Hugo Moyano, à la tête de la CGT dont nous traiterons dans la dernière partie sur les adversaires conjoncturels (partie IV).

Les résultats défavorables au secteur officiel lors des élections législative de 2013 confirment la difficulté de la situation du gouvernement face à des secteurs d'opposition qui se formalisent notamment en la personne de Sergio Massa, ex-chef de cabinet du premier gouvernement de CFK.

Début 2014, une partie de la dette demeure en cessation de paiement depuis la crise de 2001, le gouvernement, afin, notamment, de retrouver un certain dynamisme sur les marchés financiers étrangers, décide de renégocier la dette avec les organismes concernés. Elle est ainsi soldée avec le « *Club de Paris* » cependant certaines entités n'acceptent pas la renégociation et portent le contentieux devant la Cour Suprême de Justice des Etats-Unis<sup>253</sup>. Le verdict du juge new-yorkais, Thomas Griesa complique le panorama financier international de l'Argentine<sup>254</sup>. Cette période de négociations et d'opposition judiciaire avec les fonds d'investissements, désignés sous le nom de *fondos buitres* (fonds vautour), reçoit une grande couverture médiatique au niveau national. L'opposition et les moyens de communication opposés au gouvernement désapprouvent la posture adoptée par le gouvernement argentin qui refuse de céder aux organismes créditeurs. Dans ce contexte, les critiques remettent, non seulement, en question la gestion de la présidente mais l'interprètent, également, comme une marque d'orgueil et d'entêtement de celle-ci, en déplaçant le débat économique vers des considérations psychologiques et personnelles<sup>255</sup>. D'autre part, le secteur officiel et la présidente

---

<sup>253</sup>Le contentieux est porté devant la Cour Suprême de Justice des Etats-Unis car cela correspond aux conditions acceptées par l'Argentine lorsque la dette a été contractée.

<sup>254</sup>Pour plus d'explication sur le fonctionnement des *fondos buitres*, voir : « ¿Qué son los fondos buitres? », Info bae, 03/07/2019, <https://www.infobae.com/economia/finanzas-y-negocios/2019/07/03/que-son-los-fondos-buitre/>

<sup>255</sup>Ces discours apparaissent dans plusieurs médias, nous pouvons citer « Nuevo rechazo de Cristina a pagar la deuda que exigen los fondos buitres », *La Nación*, 11-06-2015, <https://www.lanacion.com.ar/politica/nuevo-rechazo-de-cristina-a-pagar-la-deuda-que-exigen-los-fondos-buitres-nid1800759> ; « La pelea con los fondos buitres le costó al país US\$ 184,85 millones en abogados », *La Nación*, 20-09-2017, <https://www.lanacion.com.ar/economia/la-pelea-con-los-fondos-buitres-le-costo-al-pais-us-18485-millones-en-abogados-nid2064697>

voir également : « Para De Vido, en IDEA están "los que quieren volver a endeudar al país" », *Telam*, 23-10-2014, <https://www.telam.com.ar/notas/201410/82709-de-vido-coloquio-de-idea.html>

communiquent sur le sujet en revendiquant une manifestation de souveraineté nationale qui vise à protéger tant les intérêts actuels des Argentins que ceux des générations futures, dans une représentation spéculaire inversée des mesures prises pendant la période néolibérale<sup>256</sup>. Notons également que, dans ce contexte, la présidente obtient un soutien régional et de la part de puissances internationales émergentes, telles que la Russie et la Chine, ce qui correspond à la stratégie de relations internationales mise en place au cours de ses mandats comme nous le verrons dans la seconde partie.

En ce qui concerne les programmes sociaux et la protection sociale, le second mandat de CFK se caractérise par le maintien des piliers établis pendant la période antérieure. Nous pouvons, également, ajouter le programme destiné aux étudiants, « *Pro. gres .ar* », (*Programa de respaldo a Estudiantes Argentinos*) et le programme destiné à faciliter l'accès à la propriété de la résidence principale, *Pro.Cre.Ar*; (*Programa Crédito Argentino del Bicentenario para la Vivienda Única Familiar*). Les mesures prises dans ces domaines suscitent également une opposition dichotomique dans la population qui, schématiquement, confronte une classe défavorisée ou moyenne basse qui bénéficie de l'appui de l'État face à des classes moyennes ou moyennes élevées qui en bénéficient en moindre mesure mais cependant nourrissent le sentiment d'être sacrifiés au profit des premiers. Ce sentiment est encouragé par l'opposition et les médias qui contribuent à diffuser une représentation négative et stéréotypée des classes défavorisées et alimentent le mécontentement et la victimisation des populations frustrées de ne voir leur situation individuelle progresser indéfiniment (les tensions liées à l'accès au dollar illustrent notamment cette frustration).

La dernière phase du gouvernement de CFK présente une stagnation de la croissance et l'amélioration des indicateurs sociaux bien que perdurent les difficultés structurelles comme le contrôle du déficit fiscal, l'inflation et la restriction des devises, sujettes en partie à la spéculation des secteurs agricoles<sup>257</sup>.

#### **I. 4. 2. 3. Bilan des présidences de CFK**

R. González-Leandri et E. González Martínez soulignent la complexité de la situation lorsque CFK devient présidente, car s'il est vrai qu'en 2007, la situation sociale et économique est sans doute très différente à celle de 2003

---

<sup>256</sup>Voir « Es defensa de la soberanía », *página 12*, 25-09-2014, <https://www.pagina12.com.ar/diario/economia/2-256111-2014-09-25.html>

<sup>257</sup> Trujillo, Lucía. *La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015)*. *op.cit.* p 15

*(...)todavía quedan importantes secuelas y gran cantidad de cuestiones fundamentales irresueltas. Cristina Fernández representa, en términos sociales, une suerte de negociación que sugiere la manera, compleja y contradictoria, elegida por la sociedad argentina para salir de una crisis que no es meramente coyuntural, sino estratégica y de proyecto colectivo; La complejidad en que está inmersa esa opción le viene dada, además, por el persistente apego de importantes sectores de la ciudadanía, tanto altos y populares como de derecha e izquierda, a esquemas sociales e ideológicos tradicionales y en algunos casos hasta anacrónicos.*<sup>258</sup>

Ainsi les objectifs explicitement fixés par CFK, à savoir la réduction du chômage et de la pauvreté, la croissance soutenue, la réactivation des économies régionales et la revalorisation des retraites, ne peuvent être atteints que par une remise en question profonde de la structure sociale et économique dans un contexte où une frange importante de la population accède enfin à une certaine stabilité après la crise de 2001 et aspire à pouvoir profiter des acquis durement gagnés.

Cette approche des deux mandats de CFK nous a permis d'identifier les moments charnières de la période : à savoir la crise du « *campo* », parce qu'elle a explicitement révélé les projets de nation en opposition et les forces qui les portent à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Ensuite, les débats soulevés par les mesures sociétales et la réforme de la loi audiovisuelle ont mis en lumière les stratégies de ces différentes forces dans la lutte pour imposer un discours hégémonique.

Notre thèse porte sur la construction des antagonismes politiques dans le contexte de ces deux mandats présidentiels particulièrement dynamiques en matière de remise en question du modèle politique, économique, social et communicationnel. Ces modifications ont fait face à une opposition non seulement politique mais aussi et, peut-être même, surtout, médiatique qui a cherché à introduire dans l'imaginaire argentin, la représentation d'une nation fracturée, au bord de l'implosion sous l'effet de la gouvernance du secteur officiel. Ainsi, la représentation d'une rupture dans la population sous le terme de la « *grieta* », comme nous le signalions précédemment, s'est rapidement propagée dans le discours médiatique et perdure puisqu'elle est encore d'actualité lors de la campagne présidentielle de 2019<sup>259</sup>.

---

<sup>258</sup>González-Leandri Ricardo, González Martínez Elda, «El triunfo de Cristina Kirchner y el futuro de la Argentina», *Cahiers des Amériques latines*, 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/1681>, p.10 « (...) il reste encore d'importantes séquelles et de nombreuses questions fondamentales non résolues. Cristina Fernández représente, en termes sociaux, une sorte de négociation qui suggère la manière, complexe et contradictoire, choisie par la société argentine pour sortir d'une crise qui n'est pas simplement conjoncturelle, sinon stratégique et de projet collectif. La complexité qui englobe cette option provient, de plus, de l'attachement persistant d'importants secteurs de la population, tant de niveau élevé que populaire que de droite et de gauche, à des schémas sociaux et idéologiques traditionnels et parfois, même anachroniques. » (Je traduis)

<sup>259</sup> A titre d'exemple, voir pendant la campagne présidentiel, l'article suivant dont le titre reprend les paroles du

Dans un premier temps, cette métaphore apparaît dans le discours de l'opposition puis s'impose dans le débat public comme élément de description sociologique et idéologique de l'Argentine. Cette représentation fortement relayée par les médias pénètre dans l'imaginaire argentin et mérite donc d'être analysée.

Nous pouvons dater la première occurrence médiatique de cette métaphore, à l'origine du phénomène, à un discours du journaliste et écrivain, Jorge Lanata, lors de la remise des prix Martín Fierro en 2013. Dès lors, le terme « grieta » se décline dans les domaines les plus variés de grands titres de journaux<sup>260</sup>, devient un élément de langage du discours politique et donne lieu à de nombreuses publications dans lesquelles des intellectuels de diverses tendances politiques s'interrogent sur la responsabilité des dirigeants politiques, les solutions politiques envisageables pour refermer cette brèche et, parfois, sur la pertinence de ce terme<sup>261</sup>.

Le prologue de *Cerrar la grieta. Ideas urgentes para el reencuentro de los Argentinos*<sup>262</sup> revient sur cet événement médiatique et précise que Jorge Lanata avait déjà utilisé ce terme à deux reprises. Premièrement, en mars 2006, à l'occasion du trentième anniversaire du coup d'État militaire de 1976, il publie un documentaire intitulé « la grieta » et il considère que « *este trabajo es el espejo frente a la grieta que no se cierra.*<sup>263</sup> » dans la population argentine. Ensuite, lors d'une interview dans le journal *La Nación*, en 2009, il réserve ce terme pour caractériser la situation politique postérieure à la crise de 2001 et en particulier pour décrire l'espace qui sépare la population argentine de ses dirigeants politiques :

*La grieta que se abrió entre la gente y la dirigencia en 2001 aún no se pudo cerrar no se puede cerrar. Está latente, subterránea; Es lo que explica la crisis de partidos. Es una grieta cada vez más grande. Y es la expresión de ese sentimiento que va por debajo de la ruptura entre los dirigidos y los dirigentes.*<sup>264</sup>

---

candidat Alberto Fernández : « Conmigo se termina la grieta », *Página 12*, 26 -07-2019, consultable en ligne : <https://www.pagina12.com.ar/208405-conmigo-se-termina-la-grieta>

<sup>260</sup>A titre d'exemple, dans le domaine sportif dans le journal *Página 12*, en 2014 : <https://www.pagina12.com.ar/diario/contratapa/13-249121-2014-06-22.html> ; dans le domaine économique et culturel dans *Clarín*, 2016 : [https://www.clarin.com/opinion/cultura-cerrar-grieta-norte-ciudad\\_0\\_HymtEeUn.html](https://www.clarin.com/opinion/cultura-cerrar-grieta-norte-ciudad_0_HymtEeUn.html)

<sup>261</sup> Nous pouvons citer les exemples suivants qui ne constituent pas une liste exhaustive : *Salir de la grieta . Seriamente*, José Pedro Guerrero, 2019; *Kirchnerismo sin grieta*, Manuel Saralegui, 2019; *La grieta desnuda*, de Martín Rodríguez y Pablo Touzón, 2019; *la grieta: la Argentina bipolar*, Manuel Mora y Araujo, 2018

<sup>262</sup>Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta. Ideas urgentes para el reencuentro de los argentinos*, Sudamericana, Buenos Aires, 2015, 312p.

<sup>263</sup>Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta, op.cit.* p 3, « ce travail est un miroir face à la brèche qui ne se referme pas » (Je traduis)

<sup>264</sup> Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta, op.cit.* p 3, « La brèche qui s'est ouverte entre les gens et les dirigeants en 2001, n'a pas encore pu se refermer, ne peut pas se refermer : Elle est latente, souterraine ; C'est ce qui explique la crise des partis. C'est une brèche de plus en plus grande. Et c'est l'expression de ce sentiment qui agit sous la rupture entre les dirigés et les dirigeants. » (je traduis)

Dans cette même ligne, dix-huit chercheurs en sciences sociales publient *La grieta. Política, economía y cultura después de 2001*<sup>265</sup>, en septembre 2013. Après dix ans de gestion kirchneriste, les auteurs coïncident sur le fait que la situation actuelle ne peut se comprendre sans intégrer la crise politique de 2001 et les nombreux mouvements sociaux qui se sont intensifiés à cette occasion. Cette décennie a également vu se revitaliser les débats autour de deux topiques :

*populismo y republicanismo que, así como el hegemonismo, han sido conceptos polémicos que sirvieron tanto a una renovación de las discusiones intelectuales como a las disputas normativas en torno a lo que debe ser un régimen político.*<sup>266</sup>

C'est à cette époque, en août 2013, que Jorge Lanata lance sa troisième version de la « grieta » en déclarant devant le public de la cérémonie de remise du prix Martín Fierro, majoritairement composé de confrères et acteurs du monde médiatique :

*Hace más de veinte años que asisto a estas entregas y nunca vi en ninguna lo que pude percibirse hoy: la división irreconciliable. Nunca hubo tanta gente a la que evité saludar, ni tanta gente que evitó saludarme. Yo a esto lo llamo "la grieta». y creo que es lo peor que nos pasa y que va a trascender este gobierno. Esta grieta ya no es sólo política, sino que es cultural.*<sup>267</sup>

Quatre jours plus tard, alors que le journaliste entretient l'émotion provoquée par sa métaphore en en faisant le thème central de son émission quotidienne sur Radio Mitre, il imprime le concept dans un article publié dans le journal *Clarín*, dont le titre n'est autre que «La grieta»<sup>268</sup>.

Ultérieurement interrogé sur cette intervention, le journaliste laisse entendre une utilisation inconsciente de ce terme tant pour se référer à la division de la post-dictature (2003), que pour la division consécutive à la crise de 2001 (2009), que pour ce qu'il appelle la division kirchnerisme vs anti-kirchnerisme et considère que la négation de cette division est la preuve de son existence<sup>269</sup>.

---

<sup>265</sup> Germán Pérez, Gabriel Vommaro, Sebastián Pereyra, *La grieta: Política, economía y cultura después de 2001*, editorial Biblos, col. La Argentina contemporánea, Buenos Aires, 2013, p 246

<sup>266</sup> Germán Pérez, Gabriel Vommaro, Sebastián Pereyra, *La grieta: Política, economía y cultura después de 2001*, in Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta*, op.cit.p 5, « populisme et républicanisme qui, de même que l'hégémonisme, ont été des concepts polémiques qui ont servi tant à une rénovation des discussions intellectuelles qu'aux disputes normatives autour de ce que doit être un régime politique. » (je traduis)

<sup>267</sup> Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta*, op.cit.p 2, Cela fait plus de vingt ans que j'assiste à cette remise de prix et je n'ai jamais vu ce que je peux percevoir aujourd'hui : la division irréconciliable. Je n'ai jamais évité de saluer autant de gens ; ni autant de personnes n'ont évité de me saluer. Moi, cela, je l'appelle « la brèche », et je pense que c'est la pire chose qui puisse nous arriver et qui va aller au-delà de ce gouvernement. Cette brèche n'est plus seulement politique mais également culturelle. (je traduis)

<sup>268</sup> [https://www.clarin.com/opinion/Grieta\\_0\\_Skkfa8HsPml.html](https://www.clarin.com/opinion/Grieta_0_Skkfa8HsPml.html)

<sup>269</sup> Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta*, op.cit., p.4



En somme, de façon générale, cette publication de 2015 dont le prologue se construit sur cette occurrence médiatique s'efforce de donner davantage de consistance à cette simplification argumentative mais développe un travail basé sur la prémisse que la brèche est le résultat d'une stratégie kirchneriste pour se construire une position hégémonique, influencée par les travaux en sciences politiques d'Ernesto Laclau.<sup>270</sup>

Ainsi la journaliste et écrivaine, Beatriz Sarlo parle d'une division politique légitime dans un système démocratique mais qui, au niveau culturel, se manifeste par une position intransigeante face aux positions alternatives, de troisième voie<sup>271</sup>. L'existence de la brèche questionne l'imaginaire politique basé sur le bipartisme dans lequel les positions intermédiaires n'ont pas de place.

Ces explications apportent de la matière à la réflexion sur une possible brèche spécifiquement argentine et circonscrite à la période du kirchnerisme car la diffusion de cet axe de communication relève largement de théâtralisation médiatique<sup>272</sup> basée sur une image choquante et catastrophiste de la réalité vécue par la population dans la veine du journalisme à sensation développée dans les années quatre-vingt-dix<sup>273</sup>. Il n'en demeure pas moins que cette construction discursive a contraint les acteurs politiques du secteur officiel et, CFK en particulier, à répondre à ces accusations. Or, face à l'argument de J. Lanata, selon lequel, la négation de la brèche est la preuve de son existence, les locuteurs n'ont d'autre choix que de lutter discursivement pour imposer une interprétation de cette métaphore qui s'insère dans l'imaginaire correspondant à leur projet politique.

Précisons que le discours de CFK ne vient pas en réponse à cette métaphore qui se diffuse au cours du second mandat. En revanche, nous pouvons considérer que l'opposition cherche à imposer une scénographie<sup>274</sup> dans laquelle le discours de CFK aurait pour fonction de provoquer le clivage de la population. Ce schéma d'interprétation nie l'essence même du discours politique comme lieu de renforcement des identités ainsi que de confrontation des antagonismes.

---

<sup>270</sup>C'est ce qui est annoncé dans le prologue, ensuite les différents intervenants nuancent ces propos. Voir par exemple l'interview à José Pablo Feinman. <https://www.perfil.com/noticias/domingo/hoy-estamos-parados-en-el-odio-mal-0213-1068.phtml>

<sup>271</sup>Beatriz Sarlo, « *Se dio una enorme distribución de derechos baratos* », Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta*, op. Cit., chapitre 1

<sup>272</sup>Daniel Hadad «Necesitamos un foro de la tolerancia», in Carlos Russo, Edi Zunino, *Cerrar la grieta*, op.cit. Chapitre 3. Daniel Hadad est propriétaire de moyens de communications, anti-kirchneriste.

<sup>273</sup>Nous développons ce point dans la quatrième partie.

<sup>274</sup> « La scénographie est une scène de parole qui n'est pas imposée par le type ou le genre de discours, mais instituée par le discours même ». Elle intègre la scène d'énonciation et, en ce sens, « souligne la dimension constructrice du discours ». Maingueneau Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, ed. Seuil, Paris, 2009, p111.

C'est pourquoi nous souhaitons montrer comment le discours de CFK traduit l'un des principaux objectifs du projet kirchneriste, à savoir la réhabilitation du politique dans le contexte post crise de 2001. Cet enjeu suppose tant une réaffirmation des identités qu'une révélation des antagonismes car ces deux processus sont liés. Nous considérons donc qu'il est indispensable d'examiner ces constructions pour dépasser l'accusation simplificatrice qui a conduit à l'assimilation de la métaphore de la brèche dans l'imaginaire politique argentin.

L'approche historique que nous venons de proposer nous a permis d'apprécier les forces en présence au cours de l'Histoire de l'Argentine. L'évolution des antagonismes illustre à la fois les composantes de l'imaginaire de la population ainsi que les différents projets de société et de nation portés par les représentants politiques.

La crise économique sociale et politique de 2001 a révélé également une crise des représentations. La population argentine, dix-huit ans après le retour à la démocratie, a perdu confiance en ses dirigeants politiques. Dans un premier temps, face à l'impératif démocratique, la question économique n'a pas apporté les améliorations auxquelles aspirait la population. Dans un second temps, trahissant le compromis démocratique établi par R. Alfonsín qui, bien que discutable maintenait une certaine stabilité, les politiques menées par C. Menem vont à l'encontre de leurs engagements en ne défendant les intérêts que d'une faible minorité et en conduisant le reste de la population vers une précarité croissante après avoir construit l'illusion d'une certaine stabilité économique et encouragé les désirs consuméristes du monde globalisé de la fin du XX<sup>e</sup> siècle dans la population argentine. Dans ce contexte, la déliquescence des institutions qui a conduit à la révolte populaire et au départ du président De la Rúa en 2001, a laissé place à une population en mal de repères dans un système, certes, démocratique mais qui n'offrait plus d'orientation à l'instance collective pour se reconnaître comme société.

Dans ce contexte, en 2003, le modèle kirchneriste cherche à apporter un sens, une orientation au modèle démocratique en construction depuis vingt ans. R. Alfonsín a dû maintenir un équilibre précaire entre construction de la démocratie, fondamentalement identifiée au jeu des institutions républicaines, et reconstruction économique, favorisant le premier élément dans le contexte de transition. Le modèle kirchneriste quant à lui, entend redonner du sens à la démocratie à travers la réhabilitation du jeu politique. Sur ce point, la continuité démocratique entre 2001 et 2003, si difficile qu'elle ait été, est un élément facilitateur en faveur de N. Kirchner, dont ne disposait pas son prédécesseur vingt ans auparavant. Le modèle kirchneriste va donc s'efforcer d'incarner une vision d'avenir pour renforcer l'instance collective. Sur le plan économique, en 2003, les années quatre-vingt-dix incarnent le chaos, la population a besoin de réponses concrètes pour affronter le quotidien, c'est pourquoi NK va accompagner sa politique économique d'un discours radicalement opposé à celui de C. Menem : il met, ainsi, en avant la souveraineté nationale et la justice sociale.

Ceci marque le début d'un processus de reconstruction politique au niveau national mais correspond également à la concrétisation d'un nouveau péronisme. Le contexte décrit permet l'expression d'une resignification de l'héritage du péronisme antérieur à la dictature, qui

participe à la construction de l'instance collective, processus enrichi par la recherche de transversalité, comme nous l'avons expliqué.

Si les indicateurs socio-économiques à la fin du mandat de NK et les bons résultats électoraux de CFK aux élections présidentielles traduisent un climat favorable, nous avons rappelé les défis auxquels la présidente se trouve confrontée lorsqu'elle accède à la présidence. Tant sur le plan interne qu'externe, ils sont déterminants pour les stratégies de constitution de l'instance collective qu'elle va mettre en place.

Le renforcement de la communauté nationale se joue dans l'adhésion de la population aux mesures mises en place par la présidente pour relever les défis imposés par les conditions nationales et internationales. Dans le chapitre suivant, nous étudions la construction discursive du peuple à partir de l'utilisation de l'Histoire, en tant que processus stratégique qui contribue à favoriser la cohésion au sein de la population par identification à un imaginaire commun et par adhésion à un projet de nation porté par la présidente. En effet, par son discours, la présidente offre une représentation de la population argentine dans un cadre spatio-temporel qui invite les destinataires à s'identifier comme partie prenante du peuple argentin dans l'imaginaire ainsi construit.



**PARTIE II**  
**Construction du peuple et usages de**  
**l'Histoire**

Au terme de l'approche historique que nous avons proposée dans la partie précédente, nous avons pu remarquer que les antagonismes structurent l'imaginaire argentin. D'autre part, les chapitres consacrés à la période post dictatoriale ont souligné les enjeux qui ont accompagné la mise en place d'un système démocratique. Ainsi, lorsqu'en 2007, CFK accède à la présidence, les défis qui l'attendent sont nombreux tant dans le domaine de l'économie et de la justice que pour répondre aux demandes sociales. Dans ce cadre, la présidente a besoin d'approfondir le modèle mis en place depuis 2003 par NK et de l'adapter au contexte national et international. Cependant, pour garantir la gouvernabilité, elle doit susciter l'adhésion des Argentins autour d'un projet commun : pour cela, il est indispensable que les individus s'identifient à un même collectif, c'est-à-dire qu'ils se reconnaissent dans l'entité que CFK désigne comme le « peuple argentin » (« *Tengo mucha fe en el pueblo*<sup>275</sup> »).

Cette seconde partie se consacre, donc, à l'étude de la construction discursive du peuple. Dans ce processus, l'Histoire va jouer un rôle central car le récit formulé par la présidente participe de la construction d'une mémoire collective et conditionne la constitution d'un peuple comme groupe uni par un capital mémoriel, un imaginaire commun.

Avant d'aborder le traitement de l'Histoire dans le discours politique de CFK, prenons le temps de nous interroger sur la nature du discours politique. Un premier angle d'approche pour définir le discours politique est le contexte d'énonciation. Dans ce cas, nous pouvons établir que le discours politique est émis par une personne qui aspire à exercer ou qui exerce une fonction ou une responsabilité politique, à l'attention d'un public concerné par la chose politique à titre personnel ou institutionnel, c'est à dire la population prise dans son ensemble ou d'autres acteurs politiques<sup>276</sup>. Quel que soit le pouvoir de décision du public concerné, il s'agit pour le locuteur d'obtenir un consentement a posteriori ou a priori, de convaincre du bien fondé de mesures prises ou qui vont l'être<sup>277</sup>. Pour un dirigeant politique, il s'agit alors de créer une cohésion autour d'une certaine réalité, d'un vécu et d'un « à vivre » commun à un peuple. François Hartog en reprenant les propos de Rienahrt Koselleck parle d' « un temps historique produit par la distance qui se crée entre le champ d'expérience, d'une part, et l'horizon d'attente, d'autre part (...) engendré par la tension entre les deux »<sup>278</sup>. Ainsi, nous pouvons considérer que

---

<sup>275</sup> 25/05/2015, *Conmemoración del 250 aniversario de la Revolución de Mayo, Palabras de CFK*.

<sup>276</sup> Rodolphe Ghiglione définit le discours politique comme « un discours d'influence dont le but est d'agir sur l'autre pour le faire agir, faire penser, le faire croire », Ghiglione Rodolphe, *Je vous ai compris ou l'Analyse des discours politiques*, Paris, Armand Colin, 1989 p. 9.

<sup>277</sup> Au sujet des particularités du discours politique, voir notamment : Ghiglione Rodolphe, *Je vous ai compris ou l'Analyse des discours politiques, ibidem* p. 9; Van Dijk Teun, « Politique, Idéologie et Discours », *Semen* [En ligne], n°21, 2006, consulté en ligne le 14/09/2019 : <http://journals.openedition.org/semen/1970>

<sup>278</sup> Hartog F, *Régime d'Historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2012, p39.

les récits historiques produits dans le discours de CFK constituent la matière de ce temps historique.

François Hartog utilise le notion de *régime d'historicité* qui désigne la modalité de conscience de soi d'une communauté humaine qui lui permet d'appréhender, « non le temps, mais principalement les moments de crise du temps, ici et là quand les articulations du passé, du présent et du futur viennent justement perdre de leur évidence<sup>279</sup> ». Cette notion dans laquelle nous retiendrons particulièrement l'idée de *présentisme*, nous semble pertinente dans le contexte que nous étudions. En effet, nous observons à la lecture du corpus sélectionné que, si, par nature, le discours politique s'ancre dans le présent d'énonciation, CFK assoit son mandat ou, à moindre échelle, le présent de l'énonciation comme un moment charnière dans la vie des argentins et dans l'Histoire de l'Argentine. Ainsi, ce présentisme est lié à une approche mémorielle de l'Histoire nationale, que CFK réussit à intégrer à un «roman national» plus ancien opposant un champ populaire à un champ contraire aux intérêts populaires, malgré les manifestations historiques spécifiques à chaque période. Par le lien qu'elle crée discursivement entre le passé et le futur, elle donne une épaisseur au présent. Il s'agit d'un moment décisif dans lequel l'évocation du passé commun, loin d'apparaître sous une approche factuelle ou informative, conditionne la représentation de l'Argentine actuelle que la présidente souhaite partager avec ces auditeurs. L'épaisseur du moment présent est d'autant plus prégnante que l'Argentine sort d'une crise vécue comme un moment de tension entre un passé qui a trahi les espoirs de la population et un futur, par définition, incertain.

A propos du discours politique, nous avons retenu des critères liés au contexte d'énonciation mais qu'en est-il du contenu? Dans le travail que nous proposons, nous nous intéressons aux usages de l'Histoire. Dès lors, diverses questions se posent. Comment et pourquoi le locuteur peut faire référence à l'Histoire et surtout à quelle Histoire? Le contenu, les faits sur lesquels Cristina Fernández s'appuie doivent être partagés par le locuteur et ses destinataires premiers et seconds<sup>280</sup>. Nous avons déjà mentionné que ce discours ne saurait être purement expositif ou factuel et doit également permettre au personnage politique de convaincre. Il faut, alors, prendre en compte les marques de subjectivité relevant de la sphère des croyances et valeurs de la locutrice et qui affectent, notamment, le traitement de l'Histoire commune dans le discours. Cependant, ce que nous appelons subjectivité peut être nuancé par

---

<sup>279</sup>Lessault B., « F.Hartog, Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps », L'orientation scolaire et professionnelle. [En ligne] mis en ligne le 28 septembre 2009, consulté le 03 mars 2017.

<sup>280</sup> Dans le cadre d'un discours public, éventuellement télévisé ou radiodiffusé, les destinataires premiers sont les membres du public qui reçoivent le discours en première instance et auxquels la locutrice s'adresse directement. Cependant, il faut également prendre en compte l'ensemble des destinataires qui accéderont au discours mais qui n'y assistent pas et ne sont pas, initialement, concernés par le discours émis.



les travaux de Maurice Halbwachs<sup>281</sup> sur la mémoire collective qui suppose une reconstruction d'un passé à partir des cadres sociaux du présent. Notre objet d'étude s'oriente, alors, sur la narration, c'est-à-dire sur la manière dont le personnage politique va reprendre, commenter, sélectionner et transmettre le passé dans un récit qui s'insère dans les références sociales actuelles partagées par la présidente et son auditoire. Nous nous intéressons donc à la façon dont la présidente réactive la mémoire de ses interlocuteurs, point également central de la thèse de M. Halbwachs qui considère que les mémoires ne surgissent<sup>282</sup> pas mais sont bien reconstruites et les groupes sociaux « en même temps qu'ils [les] reconstruisent, [les] déforment<sup>283</sup> ». Pour sa part, Alaida Assman<sup>284</sup> propose de décomposer la mémoire collective selon trois critères : son extension dans le temps et l'espace, la taille du groupe concerné et sa volatilité ou stabilité. Elle distingue ainsi une mémoire sociale, une mémoire politique et une mémoire culturelle. La différence entre les deux premières réside, notamment, dans le fait que la mémoire sociale est incarnée par une génération alors que la mémoire politique nécessite de se réincarner dans une communication transgénérationnelle. Pour cela, elle est contextualisée par une narration émotionnellement chargée. L'utilisation de l'Histoire dans le discours de Cristina conduit donc à une translation d'une mémoire sociale vers une réélaboration d'une mémoire politique.

D'autre part, si nous reprenons les catégories du discours politique de Van Dijk<sup>285</sup>, nous constatons que l'Histoire n'en fait pas partie et ceci semble logique car ce thème ne représente pas *per se* un thème pour la construction du lien social, dans le sens où ce ne sont pas les faits qui permettent la cohésion du peuple mais la manière dont ils sont perçus par les individus c'est-à-dire la mémoire commune.

Nous avons constaté au cours de l'élaboration et de l'étude de notre corpus que l'Histoire n'est jamais un sujet premier de discours politique mais un thème au service de différents sujets. Il est fait référence à l'Histoire commune, intériorisée, de la présidente et de son auditoire. Elle éveille par son discours la mémoire de ses interlocuteurs. Pierre Nora définit la mémoire collective comme «ce qui reste dans le vécu des groupes, ou ce que ces groupes font du

---

<sup>281</sup> Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 374p.

<sup>282</sup>Thèse défendue par Bergson, Proust ou Freud, voir à ce sujet Déloye Yves (dir.) ; Haroche, Claudine (dir.). *Maurice Halbwachs : Espaces, mémoire et psychologie collective*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2004 (généré le 03 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psorbonne/395>>. ISBN : 9782859448141. DOI :10.4000/books.psorbonne.395.

<sup>283</sup>Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*,p289

<sup>284</sup>Assmann Aleida, « Re-framing memory. Between individual and collective forms of constructing the past», in Karin Tilmans, Frank van Vree, Jay Winter (eds.), *Performing the Past. Memory, History, and Identity in Modern Europe*, Amsterdam University Press, 2010, chapitre 2, pp.35-50

<sup>285</sup>Van Dijk T.A., *Analisis del discurso social y político*, Serie Plurimor, ed. Abya-Yala, Ecuador, 1999, 168p.

passé »<sup>286</sup> et insiste sur la capacité de la mémoire collective à assurer la cohésion du groupe, ceci étant, au niveau d'une nation, particulièrement sensible durant les périodes de crises. Il revient également sur le caractère manipulable des éléments de mémoire collective pour arriver à ses fins. Ceci suppose, le cas échéant que la mémoire implique l'oubli voire la radiation des événements gênants<sup>287</sup>.

Une des caractéristiques des mandats de Cristina Fernández de Kirchner mais également de celui de Néstor Kirchner a été la place consacrée aux actes de commémoration pour réactiver l'identité nationale à travers la récupération de lieux de mémoire. Prenons comme exemple, la ex ESMA transformée en «Espaces de mémoire et des Droits de l'Homme» en 2004 ou l'instauration de *el día de la Soberanía nacional* comme jour férié et qui commémore la *Batalla de Vuelta de Obligado*. Cette décision a donné lieu dans les discours de la présidente à un récit fortement marqué par la ligne interprétative du révisionnisme historique qui envisage la bataille entre les forces de la Confédération argentine et les troupes anglaises et françaises en 1845, comme une manifestation de résistance anti-impérialiste. Ces manifestations sont des facteurs de renforcement de l'identité nationale et favorisent l'adhésion populaire aux institutions. Ainsi François Furet écrit:

l'exaltation de la puissance ou de la conscience nationale reste l'une des grandes raisons d'être de l'histoire-récit, après avoir été, sans doute, son impulsion fondamentale: tous les peuples ont besoin d'un récit des origines et d'un mémorial de la grandeur qui soit en même temps des garanties de l'avenir.<sup>288</sup>

Or le contexte historique, l'époque à laquelle se situent les mandats de CFK à l'échelle de l'Histoire de l'Argentine et de l'Amérique latine est particulièrement propice à un regard en arrière et à la formulation d'un bilan des deux cents ans d'existence du pays, ainsi qu'à l'élaboration d'une projection sur les années à venir en miroir ou contre miroir face aux événements passés. En effet, son mandat s'inscrit dans la période post-crise de 2001 et commence trente ans après le coup d'État de 1976, puis 2010 marque les deux cents ans de la *Revolución de Mayo* et 2013, les quarante ans du retour à la démocratie, pour ne citer que quelques exemples.

Selon un critère quantitatif, Nicolás Bermúdez<sup>289</sup> identifie une vingtaine de discours dits

---

<sup>286</sup>Nora Pierre, *La nouvelle histoire*, ouvrage collectif publ. sous la direction de Jacques Le Goff, Paris, 1978 p400, in Lasserre A., "Mémoire et Histoire" article consulté en ligne le 06/03/2017, [http://ge.ch/archives/media/site\\_archives/files/imce/pdf/refugies\\_1939-1945/table\\_ronde/14-lasserre.pdf](http://ge.ch/archives/media/site_archives/files/imce/pdf/refugies_1939-1945/table_ronde/14-lasserre.pdf).

<sup>287</sup>Ricœur Paul, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 660p.

<sup>288</sup>Furet F, *L'atelier de l'histoire*, Paris, 1982 p.75 in Lasserre A., "Mémoire et Histoire" article consulté en ligne le 06/03/2017, [http://ge.ch/archives/media/site\\_archives/files/imce/pdf/refugies\\_1939-1945/table\\_ronde/14-lasserre.pdf](http://ge.ch/archives/media/site_archives/files/imce/pdf/refugies_1939-1945/table_ronde/14-lasserre.pdf).

<sup>289</sup>Bermúdez Nicolás, «La construcción Kirchnerista de la memoria», *Linguagem em (Dis)curso*, LemD, Ling.

«commémoratifs», car ils se produisent lors de commémorations officielles d'évènements significatifs pour l'Histoire nationale, sur la période 2007-2010. Alors qu'il s'intéresse à la construction de la mémoire dans le discours kirchneriste, N. Bermúdez remarque une certaine «obsession» pour la commémoration et les bilans au moment du Bicentenaire de la Révolution de Mai, il parle ainsi d'un «fétichisme des dates» («*fetichización de las fechas*») qui a touché non seulement le domaine politique mais aussi journalistique, artistique, sportif et publicitaire. Dans cette ambiance festive, il relève un certain paradoxe entre la célébration des deux cents ans d'indépendance des pays latinoaméricains et leurs discours anti-impérialistes car le fait de dénoncer les actuels modes de colonisation suppose l'acceptation qu'ils ne jouissent que d'une autonomie relative. Parallèlement à la réflexion sur la persistance de certaines situations, le Bicentenaire semble aussi avoir incité à l'auto-imposition d'une cohésion historique, à la recherche de diagnostics et parfois même de pronostiques.

Or, l'utilisation de l'Histoire est une stratégie dans le discours politique car tel que l'explique Henry Rousso, «l'Histoire repose en dernier ressort sur une narration. (...) Elle s'écrit avec des points de vue, des angles d'observation, des questionnements pluriels et variés. Elle n'est plus une et indivisible<sup>290</sup>.» S'offre à nous, dans le cadre de ce travail, la possibilité d'analyser la mise en place de cette stratégie et de se demander en quoi elle renforce le sentiment d'appartenance des Argentins à un même peuple et de manière concomitante, la posture présidentielle de CFK.

Décrire et caractériser ces stratégies revient à établir une *grammaire narrative de la fable politique*<sup>291</sup> du Cristinisme, selon les termes proposés par Dardo Scavino, c'est-à-dire un état des lieux à un instant *t* de la logique discursive de CFK. En effet, la Présidente crée un espace discursif cohérent et commun au peuple argentin qui a la double caractéristique d'être généré par elle-même et de lui réserver une position particulière. Dans un premier temps, nous étudierons donc les considérations historiographiques sur le discours historique, lesquelles placent le peuple dans un contexte spatio-temporel qui le détermine. C'est pour cela que nous abordons ensuite le positionnement international puis des périodes historiques qui pour des raisons conjoncturelles ou inhérentes sont déterminantes dans le discours historiographique kirchneriste. Ainsi, nous consacrons le troisième chapitre au Bicentenaire de la Révolution de Mai et les deux chapitres suivants à l'évocation de Perón et du péronisme d'une part, et au militantisme des années soixante-dix d'autre part.

---

(dis)curso vol.15 no.2 Tubarão mayo/ago. 2015

<sup>290</sup>Rousso Henry, Face au passé, Essais sur la mémoire contemporaine, ed. Belin, collectio Histoire, Paris, 2016, 336p, p.13

<sup>291</sup>Scavino Dardo, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina*, 1<sup>a</sup> ed, Buenos Aires, Eterna Cadencia Editora, 2012, 256p.

Notre objectif est de démontrer notre hypothèse selon laquelle, par un mouvement de rejets et de revendications de moments et figures historiques, la présidente élabore des mémoires collectives qui font évoluer l'imaginaire commun. Elle donne ainsi vie au « peuple » par un double mécanisme d'identification et de renforcement des antagonismes. Nous présentons dans cette partie la construction de cet imaginaire et nous nous employons à mettre en lumière les représentations du peuple fréquemment inscrites dans un schéma narratif qui reprend les caractéristiques du mythe.

## II. 1. Considérations sur l'historiographie dans le discours de CFK.

Dans le discours de CFK, l'Histoire n'apparaît pas exclusivement dans les discours commémoratifs. Si ceux-ci offrent une place de choix aux récits historiques, les discours liés à l'actualité politique courante présentent également des phases de narration liées à l'Histoire. De plus, dans tous les discours auxquels nous avons eu accès, bien que l'objet initial du discours soit autre, la présidente introduit des références historiques qui occupent alors un rôle stratégique. Il peut s'agir de références à des événements ponctuels, à des dates précises ou à des périodes plus larges ou encore de mentions plus ou moins explicites à des personnages historiques. Notre travail suppose donc que nous étudions les choix opérés pour introduire ces éléments mais aussi leur mise en discours, c'est-à-dire le passage de ce contenu abstrait qui appartient à l'histoire collective vers la production concrète, matérielle et personnelle de la locutrice.

Cette démarche stratégique vise à produire un nouveau récit de la construction de l'Argentine et permet de légitimer et de renforcer le lien social. Elle s'appuie en particulier sur deux mécanismes : le positionnement explicite de la présidente dans ses choix historiographiques et la revendication de la connaissance historique pour permettre l'expression populaire dans un jeu politique réhabilité après la période de crise.

CFK opère des choix dans ses récits parce que, selon ses propres mots, il existe «una historia común que nos une y esa historia es a la que debemos hacer honor<sup>292</sup>». L'article indéfini suivi de la proposition relative déterminative met en évidence les diverses versions du passé de la nation et le choix qui peut être opéré au moment de s'y référer dans le but de susciter une cohésion dans la construction d'un peuple. Sa base est ce récit qui relate une série d'évènements, de périodes d'union entre les membres du peuple. Cette construction suppose une réciproque: tout citoyen qui se reconnaît dans cette Histoire fait partie du peuple et le peuple est l'ensemble des citoyens qui adhèrent à cette version de l'Histoire. De plus, la seconde partie de l'énoncé ajoute une mention prospective à la première partie rétroactive : la deuxième partie de la réciproque serait que tout membre du peuple va honorer cette « Histoire commune » et par conséquent maintenir ce lien moral avec les autres membres du peuple.

En ce qui concerne les choix opérés dans l'évocation de la mémoire collective, Bruno

---

<sup>292</sup>*Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, durante su visita a la provincia de Santiago del Estero, desde el centro de convenciones de dicha provincia, 26-08-2014*

Grosso<sup>293</sup> s'interroge en 2002, alors que l'Argentine vit les pires moments de la crise économique, sur la construction de la mémoire collective et les possibilités de mettre en place une politique de la mémoire en contexte démocratique. Il signale les tensions que cela suppose et doute de la possibilité de développer une telle initiative au niveau national à la dite époque. Selon lui, il est important que les gouvernements concernés énoncent explicitement l'objectif d'une telle politique et prennent en compte la pluralité des mémoires impliquées dans une période choisie.

L'exemple ci-dessus illustre l'objectif explicite du recours au récit historique dans le discours de CFK. La sélection opérée par la présidente répond à son objectif de maintenir l'unité de l'instance collective. Cependant, en ce qui concerne la pluralité des mémoires, cette première approche nous montre que la présidente les envisage de façon dichotomique : il existe un Histoire qui unit et implicitement nous comprenons qu'il en existe d'autres qui, par conséquent, nuisent à l'unité de l'instance collective. Dans les exemples suivants nous allons voir que les mémoires rejetées répondent à des cadres sociaux qui ne correspondent pas au modèle projeté par la présidente. Par conséquent, les mémoires en présence, qui ne doivent pas être systématiquement envisagées en opposition mais plutôt de façon complémentaires<sup>294</sup> car les groupes sociaux ne sont pas hermétiques et se superposent, ne semblent pas prises en compte dans le discours de CFK.

Pendant les mandats kirchnéristes, la reconstruction de la mémoire s'est imposée comme un axe central : on pense effectivement à la création de l'Espace pour la Mémoire et la Promotion des Droits de l'Homme pendant le gouvernement de Néstor Kirchner. Ce recours à la mémoire ne se limite pas au domaine du passé récent. Il convoque l'ensemble de l'histoire nationale et se reflète dans les propos de Cristina lorsqu'elle affirme, à de nombreuses occasions : « *somos un gobierno pagador de deudas* » (« nous sommes un gouvernement payeur de dettes »). Ici les mémoires collectives s'élaborent sur les références économiques, judiciaires et sociales du collectif et entrent en relation avec la mémoire individuelle par une stimulation affective<sup>295</sup>. En effet, cette autodéfinition s'applique tant pour le paiement concret de la dette extérieure du pays que pour désigner les mesures mises en place pour que l'État joue et assume envers les citoyens le rôle protecteur dans lequel il s'est à plusieurs reprises désengagé, sur le plan de la justice et des Droits de l'Homme en relation avec la dernière dictature, et sur le plan de la justice sociale pendant la période néolibérale.

---

<sup>293</sup>Grosso Bruno, «las políticas de la memoria», in *Sociohistórica*, n11-12, 2002, <http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art-revistas/pr.3067/pr.3067.pdf>

<sup>294</sup>Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, op.cit., 304p

<sup>295</sup>Halbwachs Maurice, *ibidem*

La charge politique assumée est inséparable de ces pages d'histoire sur laquelle la nation doit revenir pour continuer à avancer. Ce rythme en spirale de réécriture de l'histoire pour mieux avancer vers l'avenir est un élément central du récit kirchneriste et un leitmotiv qui apparaît explicitement dans les discours de la présidente:

*Ustedes dirán qué tiene que ver todo esto. Y todo esto tiene que ver con todo. Porque ¿sabés qué? No es mirar para atrás, la historia no empezó... La Historia no empieza cuando uno llega ni termina cuando uno se va; la historia viene de antes y para poder entender lo que nos pasa y por lo menos prever lo que va a venir, es necesario conocer la historia completa<sup>296</sup>.*

Pour se constituer en mémoire collective, l'Histoire doit être intégrée par un groupe. C'est ce qu'explique Aleida Assmann quand elle parle de l'aspect incarné de la mémoire culturelle. De cette manière, la connaissance et la prise en compte de l'histoire commune consolide le lien social et permet de forger un patrimoine commun.

Dans le cadre du discours kirchneriste, ce mouvement entend réveiller le passé afin « d'assurer dans le futur les heures de gloire, soit les mêmes que par le passé, soit celles qui n'ont pas eu lieu à cause d'une interruption brutale, » explique J.M. Corváln Espina. Puis il ajoute: « Cette approche a pour objectif de compenser les injustices du système capitaliste néolibéral et d'instaurer une atmosphère d'espoir associé au modèle de "capitalisme kirchneriste"; ce modèle se revendique comme le moyen de canaliser les envies de progrès de la population<sup>297</sup>. »

En effet, la présidente assume comme un élément central et discriminant de son modèle politique, le fait de s'appuyer sur l'Histoire et de construire une société sur une Histoire commune et entretenue. Elle en fait ainsi un signe distinctif de son projet politique tel que nous pouvons le lire, dans l'exemple suivant, grâce à l'opposition entre «algunos» et «nosotros»: «[...] *algunos no quieren recordar la historia. Pero nosotros recordamos la historia siempre<sup>298</sup>.* »

Le collectif d'identification, convoqué par le « nosotros » est renforcé par l'élaboration volontaire de la mémoire collective comme acte d'appropriation de l'Histoire, par opposition, les autres mémoires sont renvoyées au domaine de la non-mémoire, de la négation de l'Histoire

---

<sup>296</sup>Palabras de la Presidenta de la Nación CFK en la inauguración del centro médico de alta complejidad «José Rodríguez», de Smata, en Don Torcuato, partido de Tigre, Provincia de Buenos Aires. 22-05-2014

<sup>297</sup>Corváln Espina J.M., « Kirchnerisme et réécriture de l'histoire : la jeunesse politique au cœur du récit et des pratiques populistes », *Conserveries mémorielles* [En ligne], #20/ 2017, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 08 août 2017, URL:<http://cm.revues.org/2624>

<sup>298</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de presentación de la nueva línea de producción del modelo de honda motors argentina HR-V, en Campana, Provincia de Buenos Aires, 14-04-2015

et par conséquent entraînent le rejet des individus vers une extériorité. Le pronom indéfini « algunos » renvoie à un collectif volontairement vague, dont l'identité n'est définie que par son absence de relation à l'Histoire.

Un double phénomène peut être constaté : dans un premier temps, un mouvement d'inclusion-exclusion entre ceux qui se souviennent de l'Histoire, l'entretiennent donc décident de l'affronter. Dans un deuxième temps, nous remarquons un processus de simplification ou de généralisation par rapport à l'exemple que nous proposons précédemment car l'article défini réduit la vérité historique à une seule histoire possible : «*la historia*», celle dont nous nous souvenons.

Cependant, CFK n'ignore pas non plus les versions divergentes de l'histoire mais au contraire assume un rôle de vulgarisation qui lui permet d'anéantir argumentativement d'autres versions et surtout de discréditer des projets politiques et les hommes qui les ont mis en place. Dans l'exemple suivant, le projet politique rejeté traverse les époques et parcourt les deux cents ans d'existence de l'Argentine en l'inscrivant dans une tradition antagonique à celle que prône le projet kirchnériste:

*La historia y el país nos demuestran que en realidad, a lo largo de estos 200 años, ha habido dos proyectos de país. Y ¡jojo!, no es sectarismo, no es discurso único, es saber un poco de historia nada más, leer la historia de los 200 años para acá [...] Como ven, hay una línea de conducción, hay una línea en toda la historia argentina que nos hace ver estos dos proyectos de país permanente y que tienen distintos protagonistas y hasta distintos partidos políticos, distintos movimientos que los encarnan en una determinada etapa histórica.<sup>299</sup>*

La présidente guide son interlocuteur, le peuple en constante reformation : elle le fait pénétrer dans ce récit qu'elle mène depuis un positionnement didactique. Par conséquent, la locutrice simplifie les informations et les rend plus abordables pour un public non spécialiste, tout en apportant des données précises (noms, dates, exemples). S'agissant d'un discours oral et officiel, l'implication de la présidente est évidente mais si nous étudions le passage de récit tel quel et selon les critères d'observation de la distance narrative proposés par Gérard Genette<sup>300</sup>, nous remarquons que l'implication est explicite et s'applique à différents niveaux :

*Porque entre ese préstamo de la Baring Brothers, de Bernardino Rivadavia, que en realidad entró una mínima parte y terminamos devolviéndolo como si hubiéramos recibido todo, y tardábamos más de*

---

<sup>299</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014

<sup>300</sup> Genette G., *Figures III*, Paris, Seuil, 1972



*un siglo o casi un siglo en devolverlo, entre ese endeudador y los que vinieron después, Martínez de Hoz, o tal vez también la democracia cuando se enquistaron los partidos populares, porque nos estatizaron la deuda en la última parte de la dictadura, toda la deuda privada. Luego, en un partido popular, en mi partido, porque cada uno tiene que hacerse cargo de dónde pasaron las cosas [sic].*

*Cuando endeudaron al país y luego, en otro gobierno también surgido de la voluntad popular y en lo que parecía ser que iba a ser una esperanza de cambio para millones de argentinos que lo votaron, esa misma persona vino a darle la puntada final al bordado que habían empezado en 1982 cerrando el círculo perfecto, las tres caras del círculo: privatización de la deuda privada que estatiza, endeudamiento del país y luego, venir a soltarnos la mano no sin antes irse con el megacanje y otras cosas más en el camino. Esto es lo que pasó.*

*Y vean ustedes, Bernardino Rivadavia, es un hombre de allá, del 1810 en adelante, primer presidente constitucional argentino, de una Constitución no era del pueblo pero bueno... Constitucional al fin. Y fíjense, de Bernardino Rivadavia al 2001, el endeudamiento. Pero también están los que forman parte del proyecto de la rendición permanente.<sup>301</sup>*

Gérard Genette définit la fonction *testimonial* comme le moment où

le narrateur atteste la vérité de son histoire, le degré de précision de sa narration, sa certitude vis-à-vis des événements, ses sources d'informations, etc. Cette fonction apparaît également lorsque le narrateur exprime ses émotions par rapport à l'histoire, la relation affective qu'il entretient avec elle.<sup>302</sup>

CFK met en place différentes formes de modalisation de son discours. Les modalités d'énonciation<sup>303</sup> qui caractérisent la forme de communication qui s'établit avec l'interlocuteur, permettent à l'énonciatrice de maintenir le contact avec l'auditoire et d'attirer son attention au moyen de constructions impératives (*Y vean ustedes, Y fíjense*) pour diriger sa compréhension. De même, il est inclus dans l'expérience décrite et vécue par la présidente qui utilise la première

---

<sup>301</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014*

<sup>302</sup> Gérard Genette, *Figures III*, *op. cit.*

<sup>303</sup> « André Meunier (1974) distingue modalités d'énonciation et modalités d'énoncé. Les premières caractérisent les formes de communication qui s'établit avec l'interlocuteur ; il peu s'agir de la modalité de phrase : interrogative, assertive (ou déclarative) et impérative, et plus largement de la force illocutionnaire des énoncés. (...) Quant aux « modalités d'énoncé », comme leur nom l'indique, elles ne portent pas sur l'énonciation, mais sur l'énoncé : modalités *logiques* (possible, nécessaire, certain, invraisemblable, obligatoire...), modalités *appréciatives*, ou *évaluatives* (triste, regrettable, souhaitable...) (...). In Charaudeau Patrick, Maingueneau Dominique, Adam Jean-Michel [et al.], *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris (France), Éditions du Seuil, 2002, 661p.

personne du pluriel. Ce « nosotros » inclusif remplit, de plus, une fonction transhistorique (*tardábamos más de un siglo o casi un siglo en devolverlo*): il réunit dans un même collectif l'énonciatrice et les interlocuteurs dans le présent du discours mais il unit également le peuple argentin payeur de dettes contractées par les mauvais politiques au cours de son histoire. D'autre part, les énoncés reflètent quant à eux l'affirmation de l'opinion de la présidente. Les mises en relief syntaxiques au moyen de « *que en realidad* » et de « *Esto es lo que pasó* » renforcent ses propos et cherchent à lever une possible ambiguïté. En effet, face aux autres versions auxquelles les interlocuteurs ont pu avoir accès, le récit de la présidente est ancré dans la réalité.

De façon générale, ces segments narratifs remplissent également une fonction idéologique que nous allons illustrer en deux points. Sur le plan des idées, nous remarquons que, sur le sujet du traitement de la dette, le critère populaire reste central tant dans le passé qu'à l'époque actuelle. Dans les trois premières occurrences (que nous soulignons), nous remarquons que les difficultés surgissent du dysfonctionnement des organes de représentation du peuple, qui justement n'en défendent pas les intérêts, et dans la dernière, elle montre les limites d'un appareil politique déconnecté de la volonté populaire. Nous avons, ici, une première clé pour la réhabilitation du politique sur laquelle nous reviendrons.

Sur le plan moral, si les récits de CFK ont une fonction didactique, ils traduisent également ses opinions. Le jugement de la présidente sur les événements historiques apparaît à travers des incises ironiques telles que « *cerrando el círculo perfecto* » dans le passage précédent ou de l'extrait suivant, « *lo más gracioso de todo esto* » qui traduisent donc sa désapprobation.

En effet, nous trouvons dans ce dernier, une caractéristique de la narration de CFK où l'ironie s'approche de l'humour par l'absurde dans un processus de simplification que l'on retrouve surtout dans les diminutifs employés. Ainsi nous lisons :

*(...) Además, por lo menos mientras yo sea presidenta, los que pretendan ganar plata a costa de devaluaciones que tenga que pagar el pueblo, van a tener que esperar otro gobierno. No con nosotros. Y no se trata solamente de una cuestión de sensibilidad social ni nada, simplemente de inteligencia y de lectura correcta de lo que ha pasado en la Argentina en los últimos 50 años con los procesos devaluatorios recomendados e impulsados. Porque había todo un sistema: como dependíamos del Fondo Monetario Internacional por los créditos que teníamos, aparecía como una recomendación del Fondo, pero al Fondo iban los correveidiles de la Argentina a decirles lo que teníamos que hacer. O sea, era como una calesita, se subían acá, daban toda la vuelta, llegaban allá con el caballito al Fondo y después venía el Fondo con "discurso propio" y nos decía a los argentinos lo que teníamos que hacer. En realidad, nos decía lo que quería un grupo así chiquitito de argentinos que durante 50 años se lucraron -y mucho realmente - con*

*el hambre, la miseria y la desindustrialización del país. (...) Pero lo más gracioso de todo eso es que los que tenían la culpa de las cosas que pasaban, eran los políticos y por eso los cambiaban, y seguían haciendo lo que querían los sectores económicos y la política seguía pagando los costos de las cuestiones o de la política económica impulsada por otros. Este es el cuentito de la Argentina. Palabras más, palabras menos, la historia lo demuestra así claramente con números.<sup>304</sup>*

Cependant ce processus de simplification est complexe car il convoque plusieurs destinataires. Commençons par la représentation du processus de décisions économiques (3ème paragraphe) : le dispositif décrit imite un jeu d'enfant répétitif et naïf, basé sur la répétition du procédé qui produit indéfiniment le même effet et permet l'amusement de l'intéressé. Cette assimilation au monde enfantin discrédite les acteurs politiques<sup>305</sup>. D'une part, la locutrice dénonce la manipulation exercée par ces derniers qui ont trompé le peuple : le « cuentito » est effectivement une histoire qui se répète selon une structure récurrente avec les mêmes acteurs et dont la fin reprend inévitablement toujours le même format. Or, c'est toujours à partir de ce même récit que les mauvais politiques ont détourné le peuple de la réalité. D'autre part, nous considérons que les acteurs du néolibéralisme sont également ridiculisés car ils apparaissent comme les pantins aux mouvements conditionnés par le jeu, le système auquel ils appartiennent et qui, en réalité, est articulé par « *un grupo así chiquitito de argentinos que durante 50 años se lucraron* ».

Cette représentation comporte également une fonction simplificatrice. Les interlocuteurs qui reçoivent le récit de la présidente accèdent à l'« inteligencia », dans le sens de compréhension et la « *lectura correcta* » du mécanisme. Les explications imagées permettent à tous de comprendre le mécanisme dont ils ont été victimes et conjointement de faire tomber le voile de l'opacité du monde politique et économique dont le peuple est traditionnellement écarté dû à sa complexité. Plus qu'une simplification, il s'agit d'une clarification des cercles vicieux qui naissent de la collusion entre secteurs économiques et mauvais politiques (avant-dernier paragraphe).

Face à ce phénomène, seule l'Histoire, soumise à une « lecture correcte », peut impulser une nouvelle dynamique au peuple mais la lecture dépend des intentions profondes de chacun. Ce n'est qu'en accédant à la compréhension du passé que les acteurs populaires pourront s'affranchir des mécanismes aliénants.

---

<sup>304</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario, en el salón de las mujeres argentinas del bicentenario, Casa Rosada, 06-05-2013*

<sup>305</sup> Nous pouvons supposer également que la référence au « *caballito* » fait écho au Ministre de l'Economie de C. Menem entre puis de F. de la Rúa, Domingo Cavallo (mars 1991- juillet 1996 puis mars à décembre 2001), principal responsable des politiques économiques qui ont conduit à la crise.

En somme, la présidente assume un rôle de clarification en dénonçant les manipulations induites par une interprétation erronée des faits. Ce faisant, elle apporte une nouvelle interprétation, mais assume, aussi, un rôle d'autocritique en faisant ressortir l'enjeu politique dans l'utilisation de l'histoire avec des commentaires tels que: « *Luego, en un partido popular, en mi partido, porque cada uno tiene que hacerse cargo de dónde pasaron las cosas*<sup>306</sup>. »

En ce qui concerne le politique et le jeu politique, comme pour le sujet « peuple », une volonté de reconstruction se fait sentir. Les erreurs du passé se caractérisent par une liquéfaction de l'appareil politique qui s'est éloigné de cet espace de dialogue, d'échange et de construction du vivre ensemble qu'il aurait dû être. Devenue une entité quasi personnifiée, « la politique » apparaît comme victime et subit des dommages qui appellent à la reconstruction. Ainsi on peut lire: « *la política seguía pagando los costos de las cuestiones o de la política económica impulsada por otros*<sup>307</sup> ». Point ici l'idée selon laquelle une certaine lecture de l'histoire, la méconnaissance des origines ou leur incompréhension dérègle la politique, garant de la cohésion du peuple. C'est pourquoi le discours se veut si riche et dense en informations pour éclairer l'auditoire et emmener le peuple vers un nouveau modèle d'interprétation de la réalité et par conséquent, un nouveau modèle à construire.

Face à la puissance de ce récit historique, le rôle de la présidente se dessine dans l'interaction entre son récit et elle-même en tant que locutrice. Cette caractéristique fonctionne comme un gage d'authenticité dans son discours. En effet, elle apporte voire porte une histoire, cette mémoire collective qui dans le discours devient l'Histoire et sa position en tant que présidente se trouve alors portée par son propre récit. Ce n'est plus un choix ou une stratégie de la mandataire que de faire référence à des événements historiques mais la place que lui réserve le cours de l'histoire lui-même.

Sans anticiper sur un aspect que nous traiterons dans la partie III, la place de Cristina et Néstor répond à un moment où l'Histoire de l'Argentine avait besoin d'être repensée comme le montre ce passage :

*Y creo que Néstor también sintió lo mismo, él siempre dijo que era como un instrumento de la historia. La historia misma va produciendo esos instrumentos, se va produciendo a sí misma, creo, en cada etapa histórica para cumplir un determinado rol histórico.*<sup>308</sup>

---

<sup>306</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014*

<sup>307</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014*

<sup>308</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario, en el salón de las mujeres argentinas del bicentenario, Casa Rosada, 06-05-2013*

Dans cet extrait qui concerne Nestor mais auquel elle s'associe, la présidente assoit sa relation à l'histoire comme une évidence. Elle est là pour jouer le rôle que lui a donné l'histoire. Mais alors, en quoi consiste ce rôle historique? En quoi son discours est un acte historique? Car pour que l'Histoire se construise, il faut que le discours produise une réalisation qui dépasse cette production ponctuelle de la locutrice.

CFK se place dans une position de messagère entre le passé et le présent pour apporter une réalité historique qui conduit à la cristallisation du sentiment d'appartenance au collectif. Son rôle est fondamental parce que la prise en compte de ce qu'elle considère la vérité historique rappelle qu'il existe une contre-vérité qu'elle désigne comme la dissimulation de l'histoire, *el ocultamiento histórico*:

*En realidad, es toda una estrategia deliberada, que se ha tenido desde siempre para ocultar la verdadera historia a los argentinos y para auto-denigrarnos y hacernos creer que no valemos nada. El [Pacho O'Donnell] dijo que los vencedores de la guerra civil de aquel entonces contaron otra historia<sup>309</sup>.*

Dans cet extrait, la présidente s'appuie sur un argument d'autorité, le discours de l'historien Pacho O'Donnell<sup>310</sup> au sujet de la bataille de la *Vuelta de Obligado*, en 1845. Ici, encore, la référence à différentes versions de l'histoire démontre que les choix de lecture dans l'évocation des événements peut être préjudiciable pour l'avenir. Dans ce passage, la présidente signale les erreurs du passé pour inviter le peuple à se saisir de son Histoire. La valorisation de son Histoire conduit à l'union du peuple, c'est à dire à la reconnaissance des individus dans une identité commune et assumée :

*(...) cuando uno comienza realmente a leer las historias, advierte por qué estamos muchas veces como estamos y por qué otros están como están. No es que haya gente más inteligente o que tenga un destino manifiesto, es gente que ha venerado su historia y en su historia han vencido las fuerzas que querían un país grande que no quería parecerse a ningún otro, sino que querían ser simplemente eso.*

*Los argentinos y las argentinas que en ese 1845 vencieron en la Vuelta de Obligado no querían parecerse a ningún otro país, querían ser lo que eran, argentinos, hombres y mujeres del Río de la Plata, que defendían a su tierra, a sus tradiciones, a sus condiciones. Y claro,*

---

<sup>309</sup> *Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la presidenta pro tempore del Mercosur, 17-12-2007*

<sup>310</sup> Pacho O'Donnell fut le premier président de l'Institut National de Revisionismo histórico Argentina e Iberoamericano Manuel Dorrego, créé en novembre 2011 et attaché au *Secretaría de Cultura de la Nación*. Sur la création de l'Institut et les polémiques qu'elle a suscitées, voir : Stortini y Julio (2013). La creación del Instituto Nacional de Revisionismo Histórico Argentino e Iberoamericano "Manuel Dorrego" y los debates sobre la disciplina histórica. XIV Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia de la Facultad de Filosofía y Letras. Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza. Consulté en ligne le 9 décembre 2019: <https://www.academica.org/000-010/641>. Il a ensuite été dissolu pendant la présidence de M. Macri: «Una clausura en nombre del pluralismo», *Página 12*, 5/01/2016, consulté en ligne le 14/08/2020: <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-289583-2016-01-05.html>

*había que ocultarlo porque en definitiva la autodenigración es un instrumento muy importante para tener gobiernos débiles, para creer que todo nos va mal.*<sup>311</sup>

Dans le premier paragraphe, CFK se réfère au peuple étasunien en le désignant par le collectif singulier « *la gente* », qui n'est pas une catégorie du discours politique et semble traduire une double relation d'attraction-répulsion. En effet, le discours de la présidente valorise leur relation à l'Histoire tout en marquant une distance. Ainsi, ces « gens » n'accèdent pas à la catégorie de peuple, en tant que collectif de représentation populaire et les Argentins n'ont rien à leur envier si ce n'est leur rapport à l'Histoire. C'est une population qui, même si le modèle qu'elle a choisi est discutable, a décidé et assumé, de façon autonome, l'orientation de son pays. La présidente valorise donc l'orgueil national qui règne aux États-Unis et entend insuffler cette dynamique aux Argentins qui, armés de cette même volonté à de nombreuses reprises dans leur Histoire, se sont laissés désorienter par les mauvaises politiques et la soumission aux injonctions des puissances internationales.

La présidente établit un rapport spéculaire entre la manipulation de la conscience nationale dans le passé et la situation actuelle. L'enjeu de ces récits historiques prend alors tout son sens car leur réception va conditionner la réussite des épreuves présentes et l'orientation que va prendre le pays. Le passé apparaît comme un miroir où l'on reconnaît ce qui se passe aujourd'hui et qui cherche à souder le lien entre les forces populaires et les forces anti-populaires

La connaissance et l'évocation du passé sont décisifs pour la construction de la nation en conscience c'est-à-dire selon ce mouvement en spirale qui consiste à regarder le passé pour continuer à avancer et ne pas reproduire des erreurs antérieures. Cette démarche est indispensable pour comprendre ce qui a entravé l'évolution de l'Argentine, en comparaison à la situation des États-Unis alors que la locutrice part d'une équivalence de départ (« *las fuerzas que querían un país grande que no quería parecerse a ningún otro, sino que querían ser simplemente eso* »). Le thème de la connaissance de l'Histoire est récurrent dans le discours de CFK :

*Otra de las claves ha sido siempre presentarnos las cosas disociadas, como si hubiéramos llegado al 2001 por incapacidad, por maldición gitana, porque no tenemos capacidad para desarrollar un modelo de país. No es cierto, uno mira la historia y todos los hechos están perfectamente unidos los unos con los otros, no hay casualidades, hay causalidades en la historia permanente y eso es lo que tenemos la obligación de entender para que no nos lleven más de la nariz, para que nosotros nos plantemos frente a la realidad y nadie nos diga lo que estamos viendo, sino que lo miremos nosotros para escuchar lo que*

---

<sup>311</sup> *Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la Presidenta pro tempore del Mercosur, 17-12-2007*

*pasa alrededor y no que nos cuenten lo que pasa alrededor.*<sup>312</sup>

Dans ce passage qui marque une affirmation d'indépendance, nous pouvons voir une revendication d'une démarche critique et du questionnement de l'ordre établi en faveur d'une lecture populaire des événements historiques. Par populaire, nous entendons une appropriation par l'instance collective et selon ses propres critères, des événements, libérés des filtres d'interprétations imposés par les forces contre-populaires. Celles-ci apparaissent dans la première phrase du passage, une nouvelle fois sous une forme non déterminée.

D'autre part, la présidente nous donne une clé de lecture de ses discours du point de vue du traitement de l'histoire: le refus de prendre les événements de façon dissociée se traduit dans le discours par la construction stratégique de liens entre les événements et les époques comme nous le verrons dans la suite de cette étude. La mémoire collective, construite selon un regard critique (*nadie nos diga lo que estamos viendo*) rejette un discours qui dévaloriserait l'Argentine et enfermerait le pays dans une situation d'infériorité ou de dépendance au niveau mondial ; CFK invite à l'autodéfinition. En définitive, la prise de distance par rapport aux récits historiques libéraux conduit à des narrations mémorielles inspirées du révisionnisme historique du premier péronisme et apparaît comme une promesse d'émancipation pour le peuple.

Nous comprenons également que la diffusion d'une version de l'histoire comme mémoire collective est un enjeu primordial pour renforcer un discours hégémonique, base de référence et essence de la construction d'un peuple, selon Ernesto Laclau<sup>313</sup>. La réalisation du peuple comme tel a lieu par le truchement du discours et concrètement par le truchement de la présidente. L'ethos de la présidente sera l'objet de la troisième partie de cette thèse.

Au terme de ce chapitre sur les considérations historiographiques, nous pouvons dire que le discours politique de la présidente tisse une réalité historique à partir d'une relecture de l'histoire. De plus, ce faisant, la locutrice donne à voir le processus qu'elle met en place et en fait un gage de transparence et d'authenticité. C'est en cela que la stratégie est originale et fait la force du discours de CFK : en commentant le contenu historique de son propre discours politique, elle donne une nouvelle vision de l'histoire, perspective rétroactive, et façonne la réalité dans une vision d'avenir selon un mécanisme volontairement visible.

Parallèlement CFK adopte discursivement le rôle que lui impose l'histoire et devient l'artefact qui permet l'émancipation du peuple. Afin de poursuivre l'étude sur l'utilisation de

---

<sup>312</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires, 10-08-10*

<sup>313</sup> Laclau Ernesto, Mouffe Chantal, *Hegemonía y estrategia socialista hacia una radicalización de la democracia, op.cit.*

l'Histoire, les chapitres suivants vont étudier la mise en oeuvre de cette approche dans le contexte spatio-temporel de l'Argentine. En effet, le récit de la présidente contribue à l'élaboration d'un imaginaire qui redéfinit la place de l'Argentine à l'échelle internationale et régionale et inscrit le « peuple argentin » dans une continuité historique.



## II. 2. La place du peuple argentin dans le monde : continuités et redéfinitions

A partir des années 2000, l'Amérique latine traverse un processus électoral et politique qui a été qualifié de « virage à gauche<sup>314</sup> ». Citons, par exemple, Hugo Chávez, élu président du Venezuela en 1999 ; Lula et Nestor Kirchner élus respectivement président du Brésil et de l'Argentine en 2003 ou Evo Morales qui accède à la présidence de la Bolivie en 2005. Ces dirigeants sont unis dans ce « virage à gauche » car ils incarnent la sortie du néo-libéralisme qui régnait en Amérique latine dans les années 90. Tous, dans leurs pays respectifs, ont développé des politiques de redistribution et privilégié les échanges entre les pays de la région bien que de nombreuses disparités existent dans l'orientation de leur politique globale.

Au sortir des trois mandats présidentiels kirchneristes, en 2015, les travaux académiques et politiques s'accordent pour dépeindre une image peu optimiste sur l'état de santé des relations internationales sud-américaines et ce, depuis la fin des années 2000. Ces critiques n'ont pas épargné l'Argentine. En effet, Bárbara Bravi rappelle que lors de sa première prise de fonction la présidente affirmait la nécessité de mettre en place une nouvelle dynamique d'insertion de l'Argentine dans le monde, mais considère que les mois passant, cet objectif a semblé s'estomper et que la politique extérieure n'a fait que s'inscrire dans la continuité de la gestion antérieure<sup>315</sup>. De même, Alejandro Simonoff rappelle que la candidate à la présidence semblait « plus ouverte au monde<sup>316</sup> ». Ses déplacements dans différents pays comme la France, l'Équateur, le Venezuela, les États-Unis, la Suisse, l'Espagne ou le Brésil au cours de la dernière année du mandat de son mari, avaient suscité des attentes importantes dans le domaine. Les médias se sont rapidement saisis de ces discours critiques pour mettre en doute la politique extérieure du

---

<sup>314</sup>Le terme de « virage à gauche » s'est imposé pour désigner en Amérique latine, le passage entre les gouvernements néolibéraux des années 90, respectueux du Consensus de Washington, à des gouvernements ayant pour objectif de recomposer les structures sociales, politiques et institutionnelles affectées par les conséquences des décisions économiques prises dans la dernière décennie.

Moreira, Raus y Gómez Leyton (2008), distinguent *les nouveaux gouvernements de gauche* qui se caractérisent par leur respect des règles du marché, l'interpellation du citoyen dans un système de partis institutionnalisés et l'établissement d'une relation réfléchie avec les Etats Unis, tels que le Brésil, le Chili et l'Uruguay; et les *nouveaux gouvernements populistes* qui se distinguent par une plus grande prise de distance par rapport aux règles dominantes; par leur interpellation de la figure du peuple depuis une scène de fragmentation et d'instabilité du système de partis, et par une claire opposition au gouvernement des Etats-Unis, tels que la Bolivie, le Venezuela et l'Equateur. L'Argentine apparaît quant à elle, comme une forme hybride de ces deux modèles. In Agustín Marconetto, *La política exterior de Néstor Kirchner (2003-2007). Un análisis desde la teoría de la autonomía, op.cit.*

<sup>315</sup>Bravi Bárbara, *La política exterior de Cristina Fernández: motivaciones versus realidad. Una mirada de los primeros 8 meses de gobierno*, V jornadas de Sociología de la UNLP, Universidad nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Departamento de Sociología, La Plata, 2008, consultation en ligne: <http://www.academia.org/000-096/335>

<sup>316</sup>Simonoff A., *Los cinco grados de separación: los primeros pasos de la política exterior argentina, bajo Cristina Kirchner*, Boletín N°10 del CENSUD, consulté en ligne: [www.iri.edu.ar](http://www.iri.edu.ar)

gouvernement de Cristina Kirchner et s'interroger sur l'existence réelle d'une planification dans ce domaine. Ainsi dès octobre 2007, le quotidien *Clarín*, reprenait les propos de Roberto Russell, et parlait de « pérdida de gravitación internacional<sup>317</sup> » liée à la crise que le pays a traversée.

Dans ce contexte, nous allons aborder le positionnement extérieur de l'Argentine en montrant le lien que les choix dans l'agenda extérieur entretiennent avec les orientations de politiques internes, tout en gardant la feuille de route engagée par Nestor Kirchner et qui, nous semble-t-il, s'inscrit dans la tradition du XX<sup>e</sup> siècle. Ces éléments s'articulent pour créer une représentation du peuple dans la réalité internationale des premières années du XXI<sup>e</sup> siècle. Celle-ci fait appel au sentiment national dans ses dimensions spatiales et temporelles. La présidente réactive l'orgueil national, la fierté d'incarner le peuple argentin, comme un collectif singulier qui peut revendiquer sa place et sa légitimité dans un monde secoué par la crise de 2008. Ce positionnement est renforcé par la confrontation à l'autre, c'est à dire au monde extérieur par rapport à l'Argentine. De plus, au cours de l'Histoire, l'identité du collectif est renforcé par les nombreuses étapes traversées.

Roberto Russell définit la politique extérieure comme :

*el área particular de la acción gubernamental que abarca tres dimensiones analíticamente separables - político-diplomático, militar-estratégico y económico-comercial - y que se proyecta al ámbito externo frente a una amplia gama de actores e instituciones gubernamentales y no gubernamentales, tanto en el plano bilateral como multilateral<sup>318</sup>.*

L'enjeu est donc d'apprécier l'importance de la représentation de l'Argentine en relation avec son entourage à travers la politique extérieure mise en place. Dans le discours, cette relation aboutit à la construction d'une posture qui peut varier selon si elle se donne à voir à l'intérieur ou à l'extérieur. En effet, Celso Lafer explique que « des changements significatifs du fonctionnement du monde provoquent et exigent d'un pays un changement d'appréciation de son rôle, lequel peut altérer significativement son identité internationale<sup>319</sup> ». Or, comme nous l'avons annoncé, les mandats de NK et CFK se sont déroulés dans un contexte de renouveau politique en Amérique latine, d'une part, et de mutations au niveau international, d'autre part, sur lesquelles nous reviendrons dans la suite de cette étude.

---

<sup>317</sup>«Política exterior: mirar al mundo, una demanda de especialistas », *Clarín*, 30 de octubre de 2007, consulté en ligne, le 14/08/2020: [https://www.clarin.com/ediciones-antteriores/politica-exterior-mirar-mundo-demanda-especialistas\\_0\\_rJXgizJkCFx.html](https://www.clarin.com/ediciones-antteriores/politica-exterior-mirar-mundo-demanda-especialistas_0_rJXgizJkCFx.html)

<sup>318</sup>Russell Roberto, «Política exterior y toma de decisiones en América Latina: Aspectos comparativos y consideraciones teóricas», Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 1990.

<sup>319</sup>*Celso Lafer* cité in Russell, Roberto , «Política exterior y toma de decisiones en América Latina: Aspectos comparativos y consideraciones teóricas», *ibidem*, «mudanças significativas do funcionamento do mundo provocam e exigem de um país uma mudança da visão de seu papel, o que pode alterar significativamente sua identidade internacional.»(je traduis)

Nous allons donc observer en quoi la politique extérieure de CFK a été déterminée par la politique intérieure du pays au cours de la période étudiée (2007-2015) après avoir abordé la politique extérieure de CFK face à celles de ses prédécesseurs, pour constater les aménagements de fond ou de forme qui ont surgi de l'évolution du contexte national, international mais aussi régional des quinze premières années du XXI<sup>e</sup> siècle. A partir de cela, nous proposerons quelques pistes de lecture quant au travail d'affirmation de la légitimité de l'Argentine sur la scène extérieure que CFK construit et transmet dans le contexte cité.

Anabella Busso aborde la politique extérieure de CFK en prenant en compte les conditionnements internes et internationaux avec lesquels a dû compter son gouvernement<sup>320</sup>. Elle considère que la politique de CFK en matière de relations extérieures était clairement définie et s'appuyait sur des axes stratégiques déjà établis par son prédécesseur. Ainsi sur le plan économique, la présidente s'inscrit dans la continuité des choix opérés lors de la présidence précédente et qui vise à développer, selon ses termes :

*(...) un modelo de acumulación, de matriz diversificada con inclusión social, donde pudimos articular, por primera vez, sectores que parecían antagónicos como la industria y el campo, [con un] superávit comercial producto del sesgo claramente exportador del modelo, (...) con un tipo de cambio competitivo que ha permitido, precisamente, reposicionar a la Argentina en el mundo. El resultado, también con un claro proceso de desendeudamiento que pasó de la renegociación de la deuda externa a la cancelación total y definitiva con el Fondo Monetario Internacional<sup>321</sup>.*

La mise en place de ce modèle sonne le glas, comme le signale Agustín Marconetto, du modèle d'insertion selon un modèle de dépendance qui opère avant la crise de 2001 et qui se traduit dans les années 90 par un alignement sur les puissances hégémoniques en présence. En effet, le président Menem entretient des relations régulières et proches avec les États-Unis. La politique extérieure du chancelier de l'époque, Guido Di Tella reflète ce choix qui n'est autre que l'application pratique de l'apport théorique de son conseiller Carlos Escudé. R. Russell et J.B. Tokatlián dénomment cette nouvelle conception de l'autonomie, « l'utilitarisme périphérique <sup>322</sup> ». En effet, C. Escudé recommande à un pays comme l'Argentine, en tant que pays pauvre, particulièrement vulnérable et de faible valeur stratégique par rapport à une super

---

<sup>320</sup>Busso Anabella., *Los ejes de la acción externa de Cristina Fernández: ¿cambios hacia un nuevo horizonte o cambios para consolidar un nuevo rumbo?*, in Relaciones internacionales, universidad nacional de la Plata, año25, n°50, 2016, p125-155

<sup>321</sup>*Mensaje de la señora Presidenta de la nación, doctora Cristina Fernández de Kirchner ante la Asamblea Legislativa*, 01-03-2008

<sup>322</sup>Russel Roberto, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», in *Perfiles Latinoamericanos* 21, diciembre 2002, p 159-194

puissance comme les Etats-Unis, de mettre en pratique une politique extérieure qui élimine les confrontations politiques avec les grandes puissances, en réduisant les affrontements externes. La politique extérieure doit ainsi se développer non seulement à partir d' «*un riguroso cálculo de costos y beneficios materiales, sino también en función de los riesgos de costos eventuales*»<sup>323</sup>.

La politique extérieure de Nestor Kirchner se démarque fortement de cette ligne en annonçant :

*[...]Desde este proyecto nacional la República Argentina se integrará al mundo dando pasos concretos hacia consensos políticos basados en el fortalecimiento del derecho internacional, el respeto a nuestras convicciones, la historia y las prioridades nacionales.*<sup>324</sup>

En accord avec cette annonce, la politique extérieure de Néstor Kirchner s'est articulée aux besoins internes de l'Argentine qui, lors de son arrivée au pouvoir en 2003, portait encore les stigmates de la crise économique, institutionnelle et sociale de 2001. En effet, la société était en demande de dirigeants capables de recomposer les mécanismes de représentativité mais aussi d'améliorer les conditions socio-économiques du pays, ainsi que d'optimiser l'exécution des politiques publiques. La politique extérieure devait être pensée pour apporter des solutions aux problèmes domestiques.

Anabella Busso propose le concept de « densité nationale »<sup>325</sup> utilisé par Aldo Ferrer pour expliquer en quoi les gouvernements Kirchner ont privilégié l'idée qu'un pays se projette de l'intérieur vers l'extérieur. Ce concept s'inscrit dans ces courants de pensée qui établissent un fort lien entre la solidité de la politique et de l'économie internes, et la possibilité d'affronter

---

<sup>323</sup>C.Escudé, «La política exterior de Menem y su sustento teórico implícito», *América Latina Internacional*, enero-marzo 1991, in Russel Roberto, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», *op.cit.* « un rigoureux calcul de coûts et de bénéfiques matériels, mais également en fonction des risques de coûts éventuels. » (je traduis)

<sup>324</sup>Discurso de Asunción del Presidente Néstor Kirchner, 25 de mayo de 2003.

<sup>325</sup> La densidad nacional se constituye a partir de cuatro grandes factores: cohesión y movilidad social («en mayor o menor medida, todos los países exitosos registraron tensiones sociales, en algunos casos extremas y violentas; pero sus sociedades registraron un nivel de cohesión y movilidad social que sustentó el proceso de acumulación en sentido amplio e hizo participar a la mayor parte de la sociedad de los frutos del desarrollo»); liderazgos y acumulación de poder («la cadena de agregación de valor de los diversos sectores productivos contó con participaciones decisivas de empresas nacionales. La presencia de filiales de empresas extranjeras nunca constituyó un bloque dominante y estuvo asociada al tejido productivo mediante eslabonamientos con empresas de propiedad pública y empresarios locales»); estabilidad institucional («los países exitosos cuentan con instituciones estables y regímenes políticos capaces de contener y resolver las tensiones emergentes del proceso de transformación (...) las reglas de juego establecidas reflejan la existencia de un sentido de pertenencia en la mayor parte de la sociedad (...) ningún sector está en condiciones de romper las normas aceptadas para imponer su voluntad sobre el resto de los actores»); y finalmente el pensamiento crítico («el pensamiento estructuralista fue desplazado en América latina bajo la avalancha neoliberal sustentada en la crisis de la deuda y en las debilidades internas (...) en todos los países exitosos predominó un pensamiento crítico fundado en el interés nacional y el rechazo al pensamiento hegemónico de las potencias dominantes»). In Ricardo Aronskind, *Aldo Ferrer y la construcción de la densidad nacional*, consulté en ligne : [https://www.vocesenelfenix.com/sites/default/files/pdf/2\\_15.pdf](https://www.vocesenelfenix.com/sites/default/files/pdf/2_15.pdf)

avec succès les défis internationaux. Dans ce cadre, l'Argentine est encore un pays en construction dont la « densité nationale » doit être renforcée. Pour ce faire, elle doit s'appuyer sur la cohésion sociale, la qualité des leaderships, la stabilité institutionnelle et politique, la production d'une pensée critique sur l'interprétation de la réalité et des politiques propices au développement économique.<sup>326</sup>

Le modèle mis en place par les gouvernements Kirchner pour renforcer la cohésion sociale, et présenté dans le discours comme un modèle inclusif, vise donc à diminuer le niveau de pauvreté et à augmenter l'emploi, tout en mettant en place des politiques de redistribution des richesses. Pour répondre à ces besoins internes, la politique extérieure s'est construite selon un modèle pro-développement qui tend à être associé à la recherche d'autonomie<sup>327</sup>. Cette option se situe aux antipodes du libéralisme économique qui génère des modalités d'insertion privilégiant l'alignement sur les puissances dominantes du moment<sup>328</sup> et auquel nous avons fait référence à propos de l'utilitarisme périphérique des années 90.

Le modèle pro-développement est un courant économique largement diffusé à partir des années 50 en Amérique latine sous l'impulsion de Raúl Prebisch secrétaire général de la CEPAL<sup>329</sup>. Il s'appuie sur les quatre points indissociables suivants :

- le renforcement du processus d'industrialisation par substitution des importations ;
- la nécessité d'accompagner le processus d'industrialisation d'une réforme agraire ;
- l'intervention de l'État pour pallier au sous-développement ;
- l'intégration économique dans une logique latino-américaine.

A la fin des années 60, ce modèle évolue sous l'influence de la théorie de la dépendance qui analyse les relations entre le *centre* et la *périphérie*, termes utilisés pour désigner dans le modèle pro-développement, respectivement les pays développés et industrialisés d'une part et, d'autre part, les pays en voie de développement et agro-exportateurs. Cette théorie naît de la réflexion sur les bénéfices que comportent la croissance des économies exportatrices et vise

---

<sup>326</sup> Busso Anabella., *Los ejes de la acción externa de Cristina Fernández: ¿cambios hacia un nuevo horizonte o cambios para consolidar un nuevo rumbo?*, op.cit., p130.

<sup>327</sup> Cependant plusieurs auteurs nuancent cette opinion d'Anabella Busso et pointent notamment les limites d'un développement dont les revenus nationaux dépendent largement d'un modèle agro-exportateur. Ainsi le signale A. Wagner qui analyse «los límites del crecimiento sin cambio estructural»: Andrés Gastón Wagner, «Economía y política en la Argentina kirchnerista», consulté en ligne le 14/08/2020: <http://www.scielo.org.mx/pdf/rms/v80n2/0188-2503-rms-80-02-323.pdf>; de même, Matías Kulfas déplore l'absence d'une politique de développement énergétique qui aurait permis à l'Argentine de limiter sa dépendance au modèle agroexportateur. Voir à ce sujet : Martín Kulfas. *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015*. op.cit., 228p

<sup>328</sup> Pignatta, María Eva, «Identidad y política exterior; Explorando el caso argentino», in Anabella Busso (comp), *Fuerzas profundas e identidad; Reflexiones entorno a su impacto sobre la política exterior*; Rosario Argentinam UNR Editora, E-book, t.II, pp.139-157.

<sup>329</sup> Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

donc à compenser la dépendance des pays périphériques selon les principes suivants :

- développement de la demande interne sur le marché national;
- développement du secteur industriel en parallèle au développement du secteur agricole pour gagner en valeur ajoutée sur les matières premières;
- augmentation des revenus des travailleurs pour dynamiser le marché national;
- prépondérance du rôle gouvernemental pour dynamiser le développement national et le niveau de vie des habitants.

Nous retrouvons ces axes directeurs dans la politique des gouvernements kirchneristes. En effet, de façon récurrente, la présidente insiste sur la nécessité de développer une industrie nationale qui permette de donner une valeur ajoutée aux matières premières argentines notamment, notamment celles issues de l'élevage<sup>330</sup>. D'autre part, nous allons voir que tant NK que CFK ont eu à cœur de mettre en place une dynamique régionale en Amérique latine face aux puissances internationales.

## II. 2. 1. Relations internationales bilatérales : consolidation de nouveaux partenariats

Les travaux de la CEPAL<sup>331</sup> ont donné lieu à différentes interprétations et politiques extérieures en Amérique latine, selon les États et en fonction des orientations idéologiques des gouvernements. Plusieurs auteurs ont voulu mettre en lumière les liens entre la politique extérieure des gouvernements Kirchner et les modèles de relations extérieures emblématiques de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle : nous y ferons référence en abordant les mesures concrètes de la politique extérieure.

Dans les faits, les stratégies mises en place visent, entre autres, à la diversification des relations dans le but de ne pas dépendre d'un centre de pouvoir hégémonique. S'établissent, alors, des liens politiques et commerciaux avec différents États, ce qui réduit la dépendance<sup>332</sup>.

---

<sup>330</sup> Citons par exemple, cet extrait du discours de la présidente, lors du lancement d'un plan fédéral pour l'élevage, le 7 avril 2011:

*Y cuando hablamos de productos industriales, estamos hablando también de agroindustria, que es el gran desafío que tenemos, no reprimarizar nuestras exportaciones y ponerle mucho valor agregado al grano, o a ese grano, que lo comen las vacas y que además, de ser posible, no solamente mandemos carne al exterior, sino que la mandemos con mayor elaboración, en cajitas, hechas hamburguesas, como está haciendo – por ejemplo – la industria avícola que ha logrado un valor agregado muy importante, lo cual la coloca como un sujeto de exportación y de generación de mano de obra muy importante, como es toda la industria.*

<sup>331</sup> Pour plus d'informations sur les travaux de la CEPAL, consulter : <https://www.cepal.org/es>

<sup>332</sup> Notons la participation de l'Argentine à différents forums de pays en développement depuis les années 50 : le GATT (Acuerdo General sobre Aranceles y Comercio) depuis 1947, devenu l'OMC (organismo mundial del

Cet axe s'est traduit par de nouvelles postures multilatérales et le développement de relations diplomatiques, économiques et commerciales avec des pays tels que la Russie, la Chine et l'Inde (groupe désigné sous l'acronyme BRIC et auquel il faut ajouter le Brésil dont nous parlerons lorsque nous traiterons des relations avec l'Amérique Latine).

En ce qui concerne la Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de visite d'État entre les deux présidents, des contacts réguliers se sont maintenus entre 2003 et 2007. Ceux-ci traduisent une volonté d'établir des liens économiques et commerciaux forts, mais aussi d'entretenir les liens diplomatiques. Ainsi, en 2003 est créé le Consejo Empresarios Argentina-Rusia y Rusia-Argentina. En 2004, le chancelier Bielsa se rend en Russie accompagné d'une délégation de cinquante chefs d'entreprise puis en 2005 le vice-président Scioli visite la Russie pour le 120ème anniversaire des relations diplomatiques entre ces deux pays. Cette même année, les présidents Putin et Kirchner se réunissent à New York, en marge de l'assemblée générale des Nations Unies et abordent le sujet de la négociation de l'Argentine avec le FMI, l'appui de l'entrée de la Russie dans l'organisation mondiale du commerce et le potentiel de coopération énergétique entre les deux pays. Entre 2003 et 2007, les importations de produits argentins depuis la Russie ont été multipliées par quatre. Pour sa part, CFK s'est rendue en visite officielle en Russie en décembre 2008. A cette occasion, la chef d'État argentine s'est réunie avec son homologue, Dmitri Medvédev, avec lequel elle a émis une déclaration d'établissement de relations d'association stratégique. Par la suite, deux autres visites officielles ont eu lieu : CFK en Russie en 2014 et Vladimir Putin en Argentine en 2015 qui ont conduit à l'établissement d'un plan de coopération intégrale entre les deux pays.

En ce qui concerne l'Inde, elle est liée à plusieurs pays de la région dont l'Argentine par un programme d'échange commercial de 1997 qui a été particulièrement efficace pour permettre l'entrée de produits textiles en Argentine<sup>333</sup>. A partir de 2003, les relations entre les deux pays s'intensifient. Ainsi en 2005, le ministre d'État pour les Affaires étrangères de l'Inde se rend en Argentine et se réunit avec des fonctionnaires argentins pour aborder des aspects économiques et commerciaux dans le cadre d'échanges bilatéraux et multilatéraux. Il rencontre également le vice-chancelier Jorge Taïana qui exprime la nécessité de signer des conventions entre les deux pays et notamment un programme d'échanges culturels. En 2006, J. Taïana, alors chancelier dirige une mission multi-sectorielle en Inde avec une équipe composée de trente-deux chefs d'entreprise et de fonctionnaires nationaux. De plus, l'Inde est engagée dans la région par des

---

comercio) en 1995 ; SGPC (Sistema Global de Preferencias Comerciales) depuis 2004 ; la UNCTAD (Conferencia de Naciones Unidas para el Comercio y el Desarrollo) depuis 1964 ; l'OEA (Organización de los Estados Americanos), 1948.

<sup>333</sup>Pour les relations entre l'Inde et l'Argentine, nous nous appuyons sur le relevé de Agustín Marconetto, dans son mémoire *La política exterior de Néstor Kirchner (2003-2007). Un análisis desde la teoría de la autonomía*, Universidad nacional de Rosario.

accords multilatéraux puisqu'elle a signé en 2004, un accord préférentiel avec le MERCOSUR, ce qui pour Marconetto «*representa uno de los ejemplos de la convergencia entre los socios mayores del proceso de integración sudamericano -Argentina y Brasil-, que lograron adoptar una posición conjunta en las negociaciones con un tercer estado*<sup>334</sup>».

De plus, l'Argentine et l'Inde ont encouragé la constitution d'un Conseil des Droits de l'Homme au sein des Nations Unies qui est opérationnel depuis mars 2006 et auquel les deux pays sont intégrés depuis sa constitution. Pendant son mandat présidentiel, en octobre 2009, CFK, accompagnée de Ministres, Gouverneurs et soixante-dix chefs d'entreprises, s'est rendue en visite officielle de trois jours en Inde. Ce voyage est une référence en matière de relations bilatérales pour deux raisons : premièrement, parce que pour la première fois en quinze ans, un président argentin a visité un pays asiatique ; et dans un second temps pour la quantité d'accords souscrits entre les deux pays. Les différents accords de coopération signés à cette occasion concernent le sport, les sciences et technologies ; la recherche industrielle, les hydrocarbures et le développement commercial. Au cours des mandats de CFK, les contacts ont été entretenus notamment par la visite du chancelier Timmerman en Inde et plusieurs voyages de ministres indiens des Affaires Etrangères en Argentine entre 2010 et 2014. De façon générale, au-delà des accords bilatéraux établis entre les deux pays et qui concernent majoritairement les échanges économiques et commerciaux, l'Argentine et l'Inde sont aussi unis dans une logique multilatérale de soutien mutuel dans le cadre des affaires internationales. Voici comment CFK explique cette double articulation:

*(...) otra de las claves es que, además de vivir en un mundo donde la multilateralidad ha venido para quedarse en lo político, donde la asociación estratégica en la América del Sur también es muy importante, surge también la necesidad de generar políticas bilaterales con todos los países del mundo en materia económica para lograr conquistar nuevos mercados y colocar allí a nuestros productos*<sup>335</sup>.

Les relations avec la Chine semblent avoir eu une évolution plus régulière que pour les deux exemples précédents avec des premiers accords commerciaux et politiques signés dans les années 70 puis des accords de coopérations scientifiques, culturels et éducatifs établis dans les années 80. Dans les années 90, l'ouverture économique du gouvernement de Menem a favorisé l'approfondissement des relations bilatérales parallèlement à l'accélération des réformes économiques en Chine. On note de nombreux investissements d'entreprises privées chinoises

---

<sup>334</sup> Marconetto Agustín, *La política exterior de Néstor Kirchner (2003-2007). Un análisis desde la teoría de la autonomía, op.cit.*, p.91, « représente un des exemples de la convergence entre les membres majoritaires du processus d'intégration sud-américain -Argentine et Brésil-, qui ont réussi à adopter une position conjointe dans les négociations avec un troisième États. » (je traduis)

<sup>335</sup> *La Presidenta anuncia convenios para el sector agroindustrial en Entre Ríos, 29-09-09*



en Argentine dans les années 90. De même, Carlos Menem se rend en Chine en 1990 et en 1995 puis reçoit le président chinois Yang Shangkun en 1990.

Lors de l'arrivée de N. Kirchner au pouvoir, un important travail est mis en place pour développer les relations commerciales entre les deux pays par le biais des exportations vers la Chine. Ainsi, leur valeur gagne 125% en 2003 par rapport à l'année précédente. Fin 2003, le chancelier Bielsa et le vice-chancelier Taiana accompagnés de fonctionnaires et de chefs d'entreprises réalisent une tournée en Chine et au Japon avec deux objectifs principaux : montrer la récupération de l'Argentine après la débâcle des années 2001-2002 et augmenter les exportations en les étendant vers des produits de plus grande valeur ajoutée. L'enjeu est de séduire la Chine qui a délaissé l'Argentine pendant le gouvernement de De La Rúa. Des thèmes diplomatiques sont également abordés à l'occasion de ce voyage tels que la réforme Conseil de Sécurité de l'ONU, la restructuration de la dette publique argentine et la question des Malouines. En suivant, une visite officielle de Néstor Kirchner est organisée en juillet 2004 avec trois des principaux ministres de son gouvernement, Roberto Lavagna, ministre de l'économie ; Julio De Vido, ministre de la Planification et Rafael Bielsa, chancelier ainsi qu'une délégation de sept gouverneurs, de députés nationaux et de chefs d'entreprise.

En retour, Hu Jintao se rend en Argentine en novembre 2004. Cette visite a lieu dans un climat particulier dont un des enjeux est la reconnaissance de la République Populaire de Chine comme une économie de marché. Cette décision peut avoir des conséquences sur les investissements chinois en Argentine, particulièrement attendus de cette visite. En parallèle, elle pose la question du positionnement sur la scène internationale et de l'indépendance dans la prise de décision, sachant que le Brésil de Lula avait franchi ce pas, peu avant la visite officielle du président chinois en Argentine. Un memorandum d'entente entre la République Argentine et la République populaire de Chine sur la coopération en matière de commerce et d'investissement conclut cette visite officielle et reconnaît le statut d'économie de marché de la Chine. Par conséquent, l'Argentine s'engage à ne pas appliquer de traitements discriminatoires aux importations chinoises.

En 2005 et 2006, les chanceliers Bielsa, puis Taiana renouvellent les visites en Chine, toujours à la recherche de nouveaux investissements ; cependant Agustín Maconetto, sur les travaux duquel nous nous appuyons pour recueillir ces informations, signale que dans la période 2003-2006, les investissements de la Chine en Argentine se maintiennent autour de 1,5% des investissements destinés à l'Amérique latine. Ce n'est qu'en 2007, que cette proportion augmente jusqu'à 12% quand la Chine décide d'investir dans le secteur pétrolier.

Au niveau politique et diplomatique, Maconetto note un dialogue fluide entre les deux pays et un soutien mutuel dans les expériences historiques face à la Grande Bretagne : la revendication des enclaves coloniales de Hong Kong pour la Chine, et des Malouines pour

l'Argentine. Cependant des divergences importantes se font sentir en ce qui concerne les Droits de l'Homme.

Le passage à l'administration de CFK se fait dans la continuité des relations établies par le gouvernement de Néstor Kirchner dans un contexte où les exportations vers la Chine mais aussi les importations depuis celle-ci sont en augmentation. Ainsi, la Chine est devenue la seconde destination des exportations argentines après le Brésil, et le troisième fournisseur de l'Argentine après le Brésil et les États-Unis. Francisco Corigliano considère que l'importante demande en soja a été cruciale dans la récupération économique de l'Argentine après la crise de 2001 et note la signature d'Accord Swap (contrats d'échange de flux financiers) entre les banques centrales chinoises et argentines<sup>336</sup>. En ce qui concerne l'exportation du soja, entre autres produits à faible valeur ajoutée, la présidente CFK, lors d'une visite officielle en juillet 2010, formule explicitement la nécessité de rééquilibrer les échanges entre les deux pays pour permettre à l'Argentine de placer sur le marché chinois des produits à forte valeur ajoutée :

*Argentina no puede seguir con el 82 por ciento de sus exportaciones a China en cuatro productos de escaso valor agregado y del otro lado recibir 98 por ciento de altísimo valor agregado y con mayor nivel de divisas. Sobre todo teniendo en cuenta el tamaño de una economía y de la otra, no se puede plantear una relación bilateral sin tener en cuenta las asimetrías*<sup>337</sup>

Ici l'enjeu est clairement d'éviter que l'Argentine ne tombe dans une relation de dépendance avec la Chine qui, comme nous l'avons noté, est un partenaire principal tant à l'export qu'à l'import : la stratégie que les Kirchner mettent en place pour éviter cet écueil vise au développement de l'exportation de produits à forte valeur ajoutée mais aussi à la diversification des partenaires. On remarque effectivement que parallèlement au travail mené pour augmenter les investissements chinois en Argentine et pour développer le volume et la qualité des exportations, les échanges avec des pays tels que la Russie et l'Inde gagnent de l'ampleur au niveau quantitatif et qualitatif.

Il apparaît clairement que CFK oriente sa politique extérieure dans la lignée de celle mise en place par Néstor Kirchner. Cependant, celle-ci connaît un approfondissement qui transparaît, certes dans les chiffres, ce qui semble cohérent au point de vue chronologique, mais aussi, et surtout, pour le sujet qui nous intéresse, en termes de représentation. Pour CFK, la politique extérieure comporte un volet essentiel, celui de l'économie, mais ce n'est pas le seul. Les échanges diplomatiques sont également essentiels pour positionner l'Argentine en tant qu'acteur culturel, scientifique et technologique.

---

<sup>336</sup>Corigliano Francisco, «La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner: una típica política peronista del siglo XXI», *Mural Internacional*, año II, n°4, Junho 2011, pp.22-29

<sup>337</sup>*Palabras de la Presidenta de la Nación CFK en viaje oficial a la República China*, 11-07- 2010.

En effet, pour les trois pays cités, la Russie, l'Inde et la Chine, les mesures prises s'accompagnent de voyages officiels de CFK pour les deux premiers, là où Néstor Kirchner avait délégué ces missions économiques à des ministres de l'extérieur. En ce qui concerne la Chine, NK et CFK s'y sont, tous les deux, rendus une fois par mandats. De plus, la relation avec la Russie et l'Inde avaient été consolidées sous la présidence de NK, mais CFK y est cependant allée, et en Chine, la présidente a clairement défendu les intérêts de l'Argentine en rappelant les conditions d'équité nécessaire à la bonne relation entre les deux pays.

Nous pouvons avancer deux explications à cette mise en scène des relations bilatérales. Dans un premier temps, la présence de la présidente démontre qu'elle n'a pas pour seule ambition de se déplacer dans les grandes puissances mondiales mais que les démonstrations d'intérêts sont équivalentes pour tous les interlocuteurs. Dans un deuxième temps, elle transmet au peuple argentin une image concrète de son rayonnement international.

En effet, dans les trois cas cités, les échanges principalement économiques mais aussi diplomatiques font l'objet d'une communication qui traduit la volonté de marquer une rupture par rapport aux années 90. Dans l'exemple suivant de 2010, le renouveau se traduit par un changement de paradigme, avec de nouveaux partenaires, qui est associé à la période de l'arrivée de N. Kirchner au pouvoir :

*Fijense lo que ha cambiado el mundo: año 83, no había caído el Muro de Berlín, recién caía en el 89, recién terminaba el mundo en bloques en el año 89. Ni siquiera habíamos reparado en lo que estaba surgiendo en Oriente con los gigantes asiáticos. Para nosotros lo importante seguía siendo Europa y el Norte. Sin embargo (...) fijense cómo han cambiado los tiempos que hoy tenemos un mundo en el cual nuestro principal comercio se está desarrollando hacia Oriente<sup>338</sup>.*

Le regard que l'Argentine porte sur elle-même varie en fonction de la position qu'elle adopte mais aussi du regard qu'elle porte sur les autres. Pour approfondir cette piste de réflexion et après avoir observé les marqueurs de la diversification dans les relations extérieures des gouvernements Kirchner, nous allons nous intéresser à deux autres stratégies bien qu'il soit un peu artificiel de les séparer radicalement les unes des autres. Ces stratégies sont l'approfondissement des relations avec les États de la région et la recherche d'autonomie notamment à travers le processus de désendettement.

La recherche d'autonomie apparaît sur le plan économique avec la décision de Néstor Kirchner de renégocier la dette<sup>339</sup> avec les détenteurs de bons argentins, laquelle sera en grande

---

<sup>338</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CFK, durante su visita a la provincia de Santiago del Estero, desde el centro de convenciones de dicha provincia, 26-08-2014

<sup>339</sup> Pour plus d'informations sur la dette argentine, voir Rapoport, Mario. «La deuda externa argentina y la soberanía jurídica: sus razones históricas», *Ciclos hist. Econ. Soc.*, Buenos Aires, v.22, n.43, jun.2014. Disponible en

partie soldée à la fin de son mandat. CFK a poursuivi cet axe de travail en soldant la dette avec le Club de Paris et le FMI et s'est confrontée aux « fonds vautours<sup>340</sup> » (« *fondos buitres* »), organismes détenteurs de bons de dette argentine. Pendant la période néo-libérale, des bons de dette avaient été émis sous la juridiction des États-Unis, par conséquent, lorsque les organismes émetteurs ont refusé la demande de renégociation formulée par le gouvernement de Cristina Kirchner, le différend a été présenté devant la justice aux États-Unis.

Au-delà des considérations légales et des décisions économiques, ce conflit qui a été largement médiatisé dans la presse nationale et internationale, et commenté dans l'actualité gouvernementale, construit également différentes représentations de l'Argentine sur la scène internationale. En première lecture, l'Argentine apparaît de façon constante, comme liée à des problèmes économiques et à une dette qu'elle ne peut gérer : cette image, d'une Argentine asphyxiée et dépendante est dévalorisante pour l'estime de la population.

Cependant, CFK a contribué à promouvoir un autre axe de lecture de cette situation. Le refus de négociation des émetteurs de bons, situés majoritairement aux États-Unis, représente la stratégie employée par les puissances hégémoniques, organismes financiers internationaux et États-Unis, pour imposer leur volonté aux pays en voie de développement et s'assurer la dépendance de pays périphériques.

Dans cette représentation, en s'opposant aux « fonds vautours », l'Argentine s'est imposée, sur la scène politique, face à une nouvelle manifestation impérialiste. Dans cette épreuve économique et judiciaire, la présidente défend également la souveraineté nationale face aux ingérences des puissances extérieures. En effet, le discours de CFK reflète un combat mené par l'Argentine pour se libérer de cette pression et conquérir son autonomie dans une bataille présentée comme une nouvelle lutte pour l'indépendance :

*Ya no se trata de la batalla contra los ejércitos (...) [Ahora] estamos dando esa batalla, aunque muchas veces no nos entienden. Yo me acuerdo que en diciembre, cuando dijimos de la necesidad de utilizar las reservas para poder pagar la deuda, todo lo que pasó y vivimos en ese momento, porque si no era volver a recurrir a la usura internacional, a esa que nos esquilmó durante décadas, donde pagábamos y cada vez que pagábamos o renegociábamos, más debíamos.<sup>341</sup>*

Les relations avec les forces hégémoniques, principalement incarnées par les États-Unis, donnent lieu à un discours de libération dans lequel se mêlent une rhétorique anti-colonialiste

---

[http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1851-37352014000100001&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1851-37352014000100001&lng=es&nrm=iso), consulté le 8 mai 2018

<sup>340</sup> Pour plus d'informations sur ces fonds spéculatifs, voir [https://www.challenges.fr/tag\\_lexique-economique/fonds-vautours\\_5357/](https://www.challenges.fr/tag_lexique-economique/fonds-vautours_5357/)

<sup>341</sup> *Discurso de la Presidenta por el Día de la Independencia*, 09-07-2010

et anti-impérialiste. Ce discours projette le peuple argentin dans une dynamique de libération du joug extérieur qui l'a opprimé en différentes étapes de son histoire et à donner lieu à la fragmentation de la nation. Nous retrouvons dans ce passage l'influence du révisionnisme des années soixante et soixante-dix mais également les positionnements « anti-impérialistes » des mouvements de libération nationale des années 60-70 en Argentine et en Amérique Latine. Dans cette lecture, l'Argentine présente encore les stigmates de la présence coloniale espagnole et des prétentions colonialistes de la France et de l'Angleterre.

Au niveau économique, l'oppression se traduit par la complicité des gouvernements néolibéraux à travers « este modelo por el que quisieron transformarnos en un país apenas de servicios<sup>342</sup> ». Cette rhétorique s'inspire des conclusions de la théorie de la dépendance selon laquelle les pays de la périphérie ne peuvent entrer en compétition sur la scène internationale avec les pays auxquels ils fournissent les matières premières. De plus, la présidente dénonce que cette relation représente la soumission des pays d'Amérique latine qui subissent « *interferencias de los que parecen ser que solamente quieren países empleados y subordinados* <sup>343</sup> ».

De nos jours, si, comme le fait remarquer Gérard Gomez, les États-Unis ont changé de priorités en remplaçant la lutte contre le communisme et le narcotrafic en Amérique Latine par la lutte contre le terrorisme, les ingérences nord-américaines sont encore importantes dans les secteurs financiers à travers les multinationales, accords bilatéraux de libre-échange et organismes multilatéraux<sup>344</sup>. Ces remarques ne s'appliquent pas seulement au domaine économique. Elles font surgir des mémoires liées à un passé plus récent : le soutien des États-Unis aux dictatures latino-américaines au nom de la lutte contre la menace communiste.

Ces prises de position perpétuent les grandes orientations en vigueur durant le mandat de Néstor Kirchner. Dans un premier temps, le président s'était montré particulièrement critique par rapport aux organismes internationaux et au FMI en particulier. Puis, en novembre 2005, son intervention lors de la IV conférence des Amériques avait clairement confirmé sa position par rapport au gouvernement de Washington. CFK revendique ainsi son intervention : « *También, cuando en un hecho histórico en Mar del Plata, en el 2005, encabezó [Néstor Kirchner] como presidente en la Cumbre de las Américas el rechazo a aquel nuevo estatuto del*

---

<sup>342</sup>Palabras de la Presidenta Cristina Fernández de Kirchner en su visita a una granja avícola en concepción del Uruguay, provincia de Entre Ríos, 01-02-08

<sup>343</sup>Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dra CFK, en el acto de asunción de la Presidencia pro tempore del MERCOSUR, 17-12-2007

<sup>344</sup>Gómez Gérard, « Les vecteurs de l'expression politique en Amérique latine (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », *Cahiers d'études romanes*, 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/4880> ; DOI : 10.4000/etudesromanes.4880 Cahiers d'études, p.253

*coloniaje*<sup>345</sup>».

Face à cette situation, la bataille se joue concrètement, sur le terrain des échanges économiques et CFK n'a de cesse de promouvoir le développement de l'industrie dans le but d'avoir la capacité d'augmenter la valeur ajoutée des biens à l'exportation. Ce critère de développement est présenté comme la clé pour pouvoir évoluer sur le marché international à pied d'égalité face aux pays développés. Ainsi elle explique:

*(...) el termoprocesamiento que sí consume el mundo exterior, el mundo global, y a precios que no son los nuestros, a precios en euros o en libras, porque en este caso es Inglaterra, mejor todavía que el dólar.*

*(...) porque la industria que le agrega valor puede pagar mejor precio al productor que aquel que no lo agrega.*

*No estamos descubriendo nada nuevo, no estamos inventando nada. Esto lo saben los países desarrollados del denominado primer mundo desde siempre. Por eso, siempre nos decían que nosotros teníamos que producir únicamente materias primas sin valor agregado y ellos agregar valor en sus lugares de origen para entonces tener más trabajo.*<sup>346</sup>

Pour CFK, l'enjeu consiste en ce que le peuple récupère la confiance nécessaire pour se projeter sur la scène internationale. Dans cette optique, elle construit une représentation de l'Argentine comme un pays qui maîtrise son insertion sur la scène internationale et dans laquelle il peut également sortir bénéficiaire.

Dans ce contexte, F. Corigliano considère que la crise financière mondiale, surgie des États-Unis en 2008 a été perçue par CFK comme une opportunité pour rejeter le néolibéralisme du Consensus de Washington<sup>347</sup>. Effectivement, l'opposition est régulièrement soulignée entre le modèle de développement mis en marche par les Kirchner d'une part, et les pays développés sources d'instabilité, d'autre part. CFK s'appuie en 2010 sur les résultats économiques récents pour défendre son modèle :

*Creemos en el valor agregado, sabemos que, además, es necesario desarrollar un sólido mercado interno. Esto fue, precisamente, lo que el año pasado constituyó la prueba de ácido del modelo del año 2003 que debemos decirlo, fue muchas veces cuestionado, criticado desde los sectores ortodoxos de la economía y también, por qué no decirlo, de la política que nos decía que el modelo era el que estaba afuera, el que estaba en el Norte, el modelo que nos querían marcar desde Wall Street. Pero cuando ese modelo se derrumbó estrepitosamente estuvo el Estado argentino para hacerle frente a todo el año 2009 y ayudar a*

---

<sup>345</sup>Palabras de la presidenta de la nación CFK, en el acto de homenaje por el 38 aniversario el triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estadio de Huracán, ciudad autónoma de Buenos Aires, 11-03-11

<sup>346</sup>Palabras de la presidenta CFK en la inauguración de un frigorífico en Pontevedra, Merlo, provincia de Buenos Aires, 11-07-08

<sup>347</sup>Corigliano Francisco, «La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner: una típica política peronista del siglo XXI», *op.cit.*

*todos los sectores de la industria a seguir sosteniendo el empleo y la actividad económica.*<sup>348</sup>

Par cette construction, la présidente vient réparer la représentation que le peuple argentin a reçu de lui-même par les discours émis de l'extérieur. Il s'agit fréquemment dans ses propos, de renverser les rôles communément acceptés dans la représentation dominante du monde :

*(...) Y esto no ha sido magia sino la decisión política de recuperar para el pueblo lo que era del pueblo*<sup>349</sup>.

*Lo hicimos con convicción y también con cierto grado de soledad de aquellos que profetizaban el caos por lo que habíamos hecho, de la misma manera que el año pasado cuando el mundo se derrumbaba, ese mundo que cuando yo vine aquí muchos lo mostraban como ejemplo y nos ponían a nosotros como los chicos malos, ese mundo se derrumbó estrepitosamente, porque era un gigante con pies de barro basado únicamente en la renta financiera, en la especulación y no en la producción, en el trabajo, en el valor agregado.*<sup>350</sup>

Face à la stabilité affichée, l'Argentine n'a plus à écouter et à appliquer les conseils ou exhortations formulées depuis l'extérieur. Elle peut, de plus, être force de proposition en invitant à la collaboration entre pays développés et pays émergents ce qui lui confère également un statut dynamique par rapport à des pays qui apparaissent figés dans des modèles qui ont fait leur temps :

*Y al mismo tiempo seguir demandando a los países desarrollados el cambio de sus políticas para que ayuden a que nosotros crezcamos nuevamente, porque los últimos 10 años los que hicimos crecer el mundo fuimos las economías emergentes. Si ellos están en problemas, cambien, reorienten políticas, articulemos políticas entre países desarrollados y países emergentes para seguir sosteniendo las ruedas de la actividad económica global, la única garantía de que el mundo sea más seguro y la gente esté más tranquila en todas partes.*<sup>351</sup>

Néanmoins, le rejet se situe au niveau des politiques appliquées par certaines puissances au niveau économique mais n'est en rien l'expression d'un désir d'isolement par rapport au monde globalisé. Au contraire, les références culturelles, telles que «la France, la cuna de las libertades y de las igualdades, la cuna de la Revolución Francesa estaba por aprobar también la

---

<sup>348</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CF*, durante su visita a la provincia de Córdoba, 02-11-10

<sup>349</sup> «Para el pueblo lo que es del pueblo» est une référence culturelle implicite à la chanson de Piero. Cette chanson de protestation enregistrée en 1974 a été très écoutée et chantée dans la période de transition entre la dictature et le gouvernement d'Alfonsín (1983-1984). Il s'agit, à la fois d'une référence générationnelle et d'un signe de culture politique « progressiste » partagée. Vidéo sous-titrée consultée le 15/08/2020 : [https://www.youtube.com/watch?v=BTr\\_pE\\_uINc](https://www.youtube.com/watch?v=BTr_pE_uINc)

<sup>350</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, en el acto de conmemoración del 156º aniversario de la fundación de la ciudad de Chivilcoy*, provincia de Buenos Aires, 22-10-2010

<sup>351</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en el acto de nombramiento de Martín Sabbatella en la autoridad federal de servicios de comunicación audiovisual (AFSCA), y entrega de préstamos de bicentenario*, 01-10-12

Ley de Matrimonio Igualitario y me sentí muy orgullosa de ser vanguardia en estas cosas. La verdad que me siento muy orgullosa<sup>352</sup>. » prouvent que dans une représentation hiérarchisée des pays, sur la scène internationale, l'Argentine a vocation à atteindre une position privilégiée. C'est donc bien un discours d'affirmation de son identité que la présidente fait résonner aux oreilles de la population et la revendication d'une place prédominante sur la scène internationale. La revendication de cette position passe par la mise en lumière de l'identité collective qui se révèle au fur et mesure que l'Argentine se libère du joug extérieur et donc de la pression des organismes internationaux. Ceux-ci sont, en effet, qualifiés de « *depredadores (...) injustos e inequitativos hacia los países emergentes o en desarrollo (...) [y además] ineficientes e ineficaces fronteras adentro de sus propios países para resolver sus propios problemas*<sup>353</sup> » dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ou subsistent « vestigios de un colonialismo decadente ».

Les termes « *coloniaje* » et « *colonialismo* » apparaissent de façon récurrente dans les discours de CFK où émerge une relation ambiguë que nous avons précédemment qualifiée d'attraction-répulsion. La politique extérieure et la politique économique participent d'une entreprise de décolonisation, discours inspiré de la tradition du révisionnisme historique mais aussi du discours anti-impérialiste du péronisme révolutionnaire des années 60-70 et plus largement partagé par les gauches radicales de l'époque<sup>354</sup>. Le discours de CFK traduit le poids du mode de pensée des pays hégémoniques qui basent leur domination sur l'opposition entre pays développés et pays en voie de développement. Pour les seconds, sortir de cette domination suppose à la fois de lutter contre les premiers et de s'y intégrer. Lorsque la présidente évoque le « *denominado primer mundo* », l'adjectif traduit le mépris pour cette catégorie qui est cependant, dans l'imaginaire occidental, l'objectif à atteindre. Nous parlons d'attraction-répulsion car CFK ne prône pas l'isolationnisme et la rupture des relations avec les forces hégémoniques mais elle revendique pour l'Argentine une position égalitaire par rapport à celles-ci. Cette relation ne peut s'établir que par une renégociation des relations sur le plan extérieur mais également, par une évolution dans l'imaginaire argentin. Ce processus doit conduire à une émancipation dans les critères d'appréciation de la réalité politique et économique, notamment, par rapport à ceux imposés par les forces hégémoniques.

Les dates symboliques des événements déterminants de la construction de l'Argentine

---

<sup>352</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el acto de entrega de DNI con pleno reconocimiento del derecho a la identidad de género de personas transexuales, desde el salón de las mujeres argentinas de la Casa Rosada, 02-07-2012*

<sup>353</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en el almuerzo ofrecido en honor al presidente de Ecuador, Rafael Correa, 04-12-2012*

<sup>354</sup> Le péronisme révolutionnaire des années 60-70 a été marqué par la lecture de Frantz Fanon (*Los condenados de la tierra*, 1961 ; *Sociología de una revolución*, 1959) et les luttes de libération nationale dans le monde.



sont alors l'occasion de créer des parallèles entre la lutte pour l'Indépendance initiée en 1810 et la lutte actuelle de l'Argentine. Dans le passé, il s'agissait de se libérer au niveau territorial et politique, désormais, l'enjeu est une indépendance politique et idéologique, dans laquelle se joue la capacité du peuple argentin à se penser lui-même :

*En todos estos años, de larga historia, muchos han sido los fracasos que hemos tenido los argentinos, desencuentros y enfrentamientos, pero pudimos liberarnos. Tal vez ellos lo hicieron con su sangre, del coloniaje territorial y político de las grandes metrópolis, pero tal vez en estos años que han corrido desde la historia, habían venido otros coloniajes, tal vez más sutiles, tal vez más imperceptibles que los militares o los territoriales.*

*La colonización de las ideas, del pensamiento nos convencieron a los argentinos que no podíamos. Nos hicieron creer que debía importarnos más lo que opinaban desde afuera que lo que creía nuestro pueblo de las dirigencias, nos hicieron creer que había que aplicar recetas creadas en no sé qué laboratorios económicos y políticos que, finalmente, como no podía ser de otra manera, nos encontraron a todos alumbrando el siglo XXI, en ese 2001 que todos queremos olvidar, casi estallándonos el país en nuestras manos. (...)*

*Y hoy, hoy argentinos, permítanme acordarme de otro 25 de mayo, del 25 de mayo 2003, cuando haciendo honor a nuestras convicciones, a nuestras ideas, le dijimos al pueblo argentino que podíamos ponernos de pie (...)*<sup>355</sup>

La reconquête de l'autonomie politique passe par la capacité à utiliser ses propres critères de pensée pour augmenter les possibilités de « *devenir y hacernos más nuestros, más nosotros mismos*<sup>356</sup> », selon les termes d'Esperanza Guisán. Il s'agit donc d'une reconnaissance identitaire. CFK invite effectivement le peuple à se détacher d'un modèle de pensée venu de l'extérieur pour adopter un regard plus régional selon des critères propres qui font alors appel à l'identité latino-américaine. Ce modèle de pensée basé sur une logique latino-américaine se construit sur l'Histoire commune du continent et des critères éthiques de relations dans les échanges économiques. Dans les faits, il s'est traduit par un approfondissement des relations avec les pays de l'Amérique du Sud.

## II. 2. 2. A l'échelle régionale : les alliances latino-américaines

L'approfondissement de l'insertion de l'Argentine dans une dynamique latino-américaine et, en particulier sud-américaine s'inscrit dans une logique d'organisation entre les états au sein de l'Amérique du Sud, mais aussi dans la volonté de peser sur la scène

---

<sup>355</sup> *La Presidenta habló en el acto central del 25 de mayo*, en Salta, 25-05-2008

<sup>356</sup> Guisán Esperanza, *La ética mira a la izquierda*, Madrid, Editorial Tecnos, 1992 in Russell et Tokatlián, 2002

internationale en tant que région.

Le MERCOSUR<sup>357</sup> offre cette représentation de bloc régional face à l'extérieur et CFK active le sentiment d'appartenance à cette entité d'échanges commerciaux en s'appuyant sur les origines historiques communes, associant le passé commun comme argument pour avancer vers l'avenir :

*Ayer (...) tuve la fotografía de lo que creo que es la fotografía de nuestra historia, de nuestros orígenes, de nuestros intereses. Allí, el Presidente del Brasil que hoy nos acompaña, el Presidente de Ecuador, el Presidente de Paraguay, el Presidente de Bolivia, el Presidente de Venezuela junto a nuestro Presidente firmaban el Acta Fundacional de lo que espero sea un instrumento para la transformación económica y social de nuestros pueblos. Esta es nuestra casa, la América latina (...) que no significa que nos neguemos al mundo, el MERCOSUR, nuestro espacio al que esperamos que se incorpore a la brevedad Venezuela para cerrar la ecuación energética de América Latina, porque alimentos y energía serán la clave de un futuro que ya está aquí en la puerta, que no es tan lejano.*<sup>358</sup>

A partir, d'un événement officiel et institutionnel, CFK construit dans son discours un événement familial, une photographie qui réunit des acteurs aux origines communes dans un espace qu'ils connaissent, partagent et qui leur appartient, l'Amérique latine. Le rapprochement au critère domestique lui permet également d'en faire un lieu de stabilité et de sécurité, point de départ de l'émancipation, ainsi elle argumente : « *Tenemos que volver a reconstruir el equilibrio perdido, y en esto el MERCOSUR, tiene que ser también una punta de lanza*<sup>359</sup> ».

En ce qui concerne l'organisation au sein de la région et les relations entre les États, il est intéressant d'observer les stratégies de rapprochement qui sont indispensables pour la cohésion dans la gestion du groupe mais également les stratégies visant à se démarquer de ses pairs. CFK explique ainsi que:

*la racionalidad y el acuerdo van a primar entre todos quienes tenemos altísimas responsabilidades en la dirección de los Estados que conforman la América del Sur. (...) porque creo que más allá de la lógica representación de los intereses locales que cada uno de nosotros tenemos, hay una clara conciencia de que la integración es el único camino posible.*<sup>360</sup>

---

<sup>357</sup> Le MERCOSUR ( Mercado común del Sur) est une organisation d'intégration régionale, initialement instituée par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, en 1991. Postérieurement, le Venezuela a été intégré (actuellement suspendu par le Protocole de Ushuaia) et actuellement la Bolivie est en cours d'adhésion. Source: page officielle consultée le 15/08/2020, <https://www.mercosur.int/>

<sup>358</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dra CFK, en el acto de asunción del mando en el Congreso de la Nación ante la Asamblea Legislativa, 10-12-2007*

<sup>359</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dra CFK, en el acto de asunción de la Presidencia pro tempore del MERCOSUR, 17-12-2007*

<sup>360</sup> *Mensaje de la señora presidenta de la nación, doctora Cristina Fernandez de Kirchner ante la asamblea legislativa, 01-03-2008*

La Présidente base les relations entre les États sur une articulation entre le respect des singularités et le bien commun pour la région face au monde. Cette façon d'envisager les relations non plus en opposition entre États mais en coopération correspond à ce que Russell et Tokatlián désignent comme l'autonomie relationnelle en tant que

*capacidad y disposición de un país para actuar independientemente y en cooperación con otros, en forma competente, comprometida y responsable. La autonomía relacional como interés nacional objetivo se funda en un nuevo patrón de actividad, una nueva estructura institucional y un nuevo sistema de ideas e identidades. Prácticas, instituciones, ideas e identidades se definen y desarrollan dentro de un marco de relaciones en que "el otro", en vez de opuesto, comienza a ser parte integral de lo que uno es.*<sup>361</sup>

Dans ce contexte, les relations avec les États voisins répondent à des raisons d'ordre éthique, culturel, voire identitaire. Par un double mécanisme d'appel aux valeurs communes et d'identification, la place de l'Argentine au sein du groupe latino-américain apparaît comme une évidence mais cette inclusion pose également la question de la place de chacun dans le groupe.

Ainsi une attention particulière est apportée aux termes utilisés car CFK précise à propos de «la hermana República de Venezuela»: «*Esta es la forma que tenemos de integrarnos y de comercializar en la región Sur-Sur, no nos vemos como clientes, sino como socios y por eso es muy importante seguir profundizando este proceso de integración*»<sup>362</sup>. Il y a clairement dans le discours, une volonté d'effacer la notion de profit et d'accumulation de richesse, caractéristiques d'une logique de domination pour s'orienter vers la notion d'échange et de collaboration. Il en résulte que le discours utilisé pour commenter des décisions économiques au niveau de la région se rapproche, en termes de construction, du discours sur un thème sociétal de coopération et de solidarité entre États comme c'est le cas dans l'exemple suivant au sujet d'un hôpital financé par l'Argentine en Haïti :

*La solidaridad no solamente se agota adentro de las fronteras de la Argentina cuando decimos la patria es el otro, sino que también desde la Argentina decimos que el otro, el otro país hermano de esta América latina sufrida, castigada durante tanto tiempo, también es alguien a quien debe ser tendida la mano solidaria y hoy es lo que estamos haciendo.*<sup>363</sup>

---

<sup>361</sup>Russel Roberto, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», *op.cit.* p 159-194 « *capacité et disposition d'un pays à agir de façon indépendante et en coopération avec d'autres, de façon compétente, engagée et responsable. L'autonomie relationnelle, en tant qu'intérêt national objectif, se fonde sur un nouveau patron d'activité, une nouvelle structure institutionnelle et un nouveau système d'idées et d'identités. Pratiques, institutions, idées et identités se définissent et se développent dans un cadre relationnel dans lequel l'« autre », plus qu'un opposé, commence à s'intégrer dans une seule unité.* » (Je traduis)

<sup>362</sup>Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de entrega del decodificador de televisión digital, número un millón, tecnópolis, provincia de Buenos Aires, 20-03-12

<sup>363</sup>Palabras de la presidenta de la nación, en videoconferencia con la inauguración del hospital Néstor Kirchner en la república e Haïti, y de obras de infraestructura por el plan más cerca, en las provincias de Santa Fe, La

D'autre part, si nous avons clairement pu identifier un discours idéologiquement marqué par la valorisation de la fraternité régionale, dans des situations plus polémiques telles que les relations avec le Venezuela, dont l'Argentine a appuyé l'entrée dans le MERCOSUR, CFK adopte un argumentaire plus pragmatique :

*Por eso también la incorporación de la República Bolivariana de Venezuela al MERCOSUR para cerrar finalmente la ecuación energética (...) es clave. No es una cuestión de simpatías personales o amiguismos políticos. Es, simplemente, un ejercicio de racionalidad para integrar y cerrar definitivamente la ecuación en América latina.<sup>364</sup>*

Ainsi les deux pays sont dans une logique de complémentarité l'un avec l'autre mais également l'un à côté de l'autre face au monde puisque le Venezuela a un fort potentiel en ressources énergétiques et l'Argentine, dans la production d'aliments. La Présidente annonçait les bases de cette coopération dès mars 2008 en affirmant : « *Venezuela y la Argentina son dos países de absoluta y necesaria complementariedad en dos campos como energía y alimentación*<sup>365</sup>. »

Bárbara Bravi relève également l'expression d'une complémentarité stratégique qui correspondrait selon les Kirchner à une équation rationnelle et pragmatique<sup>366</sup>. Elle explique ce besoin par l'isolement de l'Argentine sur le marché international après la crise de 2001 et la dette, alors en attente, auprès des organismes internationaux de crédits et des détenteurs de bons privés locaux et étrangers. Ce contexte aurait conduit le gouvernement de Néstor Kirchner à chercher une nouvelle alternative de « relations spéciales », avec le seul pays à avoir acquis des bons argentins. F. Corigliano voit dans les relations avec le Venezuela, une contrepartie à l'éloignement relatif des États-Unis et également un approfondissement du rapprochement pendant le gouvernement de CFK. En effet, le Venezuela non seulement était le seul acheteur externe des bons de la dette argentine mais aussi un acteur intéressé par la possibilité d'investir dans le pétrole et dans le lait sur un marché argentin en manque d'investissements externes à la suite du paiement de la dette. Cette relation privilégiée avec le Venezuela a donné lieu à plusieurs accords commerciaux signés entre les deux pays pendant le premier gouvernement Kirchner et que CFK a maintenu. A titre indicatif, au niveau quantitatif, on dénombre sur la

---

Rioja y Chubut, 04-06-2013

<sup>364</sup> *Mensaje de la señora presidenta de la nación, doctora Cristina Fernández de Kirchner ante la asamblea legislativa*, 01-03-2008

<sup>365</sup> *Palabras de la Presidenta Cristina Fernández de Kirchner después de la firma de Convenios y la Declaración Conjunta entre la República Argentina y la República Bolivariana de Venezuela*, 6-03-2008

<sup>366</sup> Bravi Bárbara, *La política exterior de Cristina Fernández: motivaciones versus realidad. Una mirada de los primeros 8 meses de gobierno*, V jornadas de Sociología de la UNLP, Universidad nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Departamento de Sociología, La Plata, 2008, consultation en ligne: <http://www.academia.org/000-096/335>

page de l'ambassade du Venezuela en Argentine, qu'entre 1986 et 2003, une dizaine de traités et accords de coopération ont été signés entre les deux pays, alors que pendant le gouvernement de N. Kirchner, ce sont 77 traités et accords entre les deux pays et entre 2007 et 2011, environ 200<sup>367</sup>.

D'autre part, B. Bravi considère cependant que, au-delà de l'équation pragmatique, il y a également une identification idéologique et donne comme exemple un discours commun prononcé par Chávez y N. Kirchner dans le *Gran Buenos Aires*, en septembre 2008. Les deux dirigeants dénoncent alors les opérations de déstabilisation de l'oligarchie actuelle et créent un parallèle entre la lutte contre celle-ci et l'épopée libératrice de San Martín et Bolívar. L'identification idéologique nous semble indéniable entre les deux leaders politiques et pourrait s'appuyer sur des arguments plus solides que cet événement ponctuel. Cependant ce qui nous semble opportun d'exploiter pour le sujet qui nous intéresse est ce cas précis, qui a de nombreux échos dans le discours de CFK : le futur commun du peuple latino-américain, qui inclut, bien évidemment le peuple argentin, trouve ses racines dans une histoire commune à ces peuples. Le couple Argentine-Venezuela des Kirchner et de Chávez se rejoint dans sa volonté de susciter la revendication des racines latino-américaines dans la lignée du modèle pro-développement que nous décrivions précédemment. Anabella Busso signale aussi que, au-delà des échanges économiques, Hugo Chávez, Lula y Kirchner ont été les figures emblématiques du processus de changement qui a eu lieu en Amérique du Sud pendant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans ce contexte, la prédilection pour la « *patria grande*<sup>368</sup> » s'instaure comme un élément central dans la recherche d'autonomie.

Ayant souligné l'importance de ce trinôme Argentine-Bésil-Venezuela, quelques lignes s'imposent désormais sur la relation entre l'Argentine et le Brésil. Dans la continuité des relations entre Néstor Kirchner puis CFK et Lula, l'entente entre Dilma Roussef et la Présidente de l'Argentine est régulièrement mise en avant dans les discours tant au niveau politique et sur le projet de développement économique de chacun de leur pays qu'au niveau personnel. CFK souligne ainsi cette synchronisation parfaite:

(...) *Debemos decir que hay un muy buen desempeño de lo que es nuestra administración de comercio, que luego de los últimos discursos que escuché en la ONU de nuestro principal socio, mi querida amiga y compañera Dilma Roussef, me puse muy contenta porque estamos en la*

---

<sup>367</sup>Au sujet des relations entre l'Argentine et le Venezuela, voir : Calvento Mariana, Roark Mariana, « Las relaciones económicas entre Argentina y Venezuela durante las administraciones Kirchner-Chávez (2003-2008). », *Temas y debates*, Août 2010, pp61-89, consulté en ligne le 1/08/2020: <https://core.ac.uk/download/pdf/61698756.pdf>

<sup>368</sup> A propos de l'utopie construite autour de la "patria grande", comme réalisation de l'union des peuples latino-américain, voir : Gardy Augusto Bolívar Espinoza, Cuéllar Saavedra Óscar , « Hacia la idea de la "Patria Grande". Un ensayo para el análisis de las representaciones políticas », *Polis*, 2007 consulté le 30/04/2020. URL: <http://journals.openedition.org/polis/4028>

*misma línea, en la misma onda: sentimos como que nos quieren transferir de los países centrales la crisis y vamos a hacer lo posible, tomar todos los instrumentos y todas las medidas necesarias para que esto no suceda.*<sup>369</sup>

Ce passage présente l'argument principal de la collaboration avec le Brésil, qui est la volonté de peser face à l'« autre », identifié ici comme les pays développés. Cette dynamique qui vise à remettre en question l'ordre établi, unit l'Argentine et le Brésil parmi les pays émergents qui se mesurent aux forces hégémoniques. Dans ce contexte, l'Argentine invite à une logique vertueuse de collaboration.

Il est intéressant d'observer les forces en présence dans cette relation avec le voisin brésilien et surtout la représentation de cette relation dans le discours. En effet, la Présidente insiste sur la complémentarité entre les deux pays mais ne manque pas de souligner, dans des termes positifs, que l'association doit se faire de façon aussi bénéfique pour l'Argentine que pour le Brésil, ainsi elle explique à propos de ce dernier :

*Tenemos que lograr un equilibrio de balanza comercial razonable a través de una mayor integración y de mayor grado de complementariedad (...). (...) la integración tiene que ser vivida por todos los sectores que la conforman de una manera equitativa para que, entonces, se entienda que es beneficiosa para todos los sectores, no sólo para una.*<sup>370</sup>

Le récepteur comprend ici que les intérêts de l'Argentine seront protégés et qu'elle en sortira renforcée pour se projeter à une échelle supérieure car :

*tenemos que salir en forma conjunta, asociándonos, para fortalecer lo que son debilidades del otro y para que se fortalezcan los que pueden ser debilidades nuestras para salir a competir en un mundo, en el cual nuestra región está llamada a cumplir un rol muy importante.*<sup>371</sup>

La coopération politique et économique entre les deux pays a été fondamentale pour dynamiser le MERCOSUR et augmenter sa visibilité au niveau international. La Présidente promeut un modèle de coopération en opposition au modèle de concurrence de la logique néolibérale. Ainsi, elle essaye de construire une alternative mais également de généraliser d'ancrer dans les mentalités un discours à contrecourant de ce que les populations ont intériorisé dans la période précédant 2001.

Cependant la compétition et la lutte pour l'hégémonie au sein de cette association ainsi

---

<sup>369</sup>Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en el acto de nombramiento de Martín Sabbatella en la autoridad federal de servicios de comunicación audiovisual (AFSCA), y entrega de préstamos de bicentenario, 01-10-12

<sup>370</sup>Mensaje de la señora presidenta de la nación, doctora Cristina Fernández de Kirchner ante la asamblea legislativa, 01-03-2008

<sup>371</sup>Palabras de la Presidenta CF en el almuerzo en celebración del día de la industria en el partido de San Martín, 02-09-2010

qu'au sein du MERCOSUR semble inévitable car c'est le jeu même de la politique et de l'échange constructif entre partenaires. B. Bravi considère que la relation entre l'Argentine et le Venezuela répond à une volonté de contrecarrer les ambitions hégémoniques du Brésil au sein de la région et qui pourrait par conséquent exercer une influence excessive sur l'Argentine. Cette auteure rapproche cette stratégie de diversification des relations au sein de la région, comme de la *realpolitik* qui repose sur l'idée de la manipulation de la chose politique pour effrayer d'autres puissances et étendre les zones d'influence<sup>372</sup>. Elle parle également d'une sur-actuation de la part des mandataires qui viserait à élever le profil de la région.

Alexander George qui étudie la prise de décision présidentielle dans la politique extérieure explique que «*las relaciones entre los estados están configurados por la forma en la cual los líderes se ven entre sí y, de manera más general por sus creencias acerca de la naturaleza del conflicto dentro del sistema internacional*<sup>373</sup> » Il distingue les croyances philosophiques des croyances instrumentales. Les croyances philosophiques font référence aux suppositions et aux principes des leaders politiques par rapport à la nature fondamentale de la politique et la nature du conflit politique, alors que les croyances instrumentales répondent à la relation entre les moyens et les objectifs visés dans le contexte de l'action politique. En ce qui concerne les croyances philosophiques de CFK, B. Bravi observe principalement une vision idéaliste, notamment en matière de Droit International et des Droits de l'Homme, étroitement liée au militantisme des années 70. D'autre part, B. Bravi considère également que la volonté de coopération régionale qui suppose des bénéfices mutuels mais également un espace d'obtention d'intérêts propres est la marque de l'influence du libéralisme dans les croyances de base de la Présidente. En matière de filiation, les écrits académiques cherchent à établir des similitudes avec les politiques extérieures menées au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Nous pouvons citer Francisco Corigliano qui voit dans la politique extérieure de CFK, en ce qui concerne les relations de l'Argentine kirchneriste avec les États-Unis et les stratégies de compensation à travers les liens avec les pays de la région, une «*exacerbación de la conducta pendular de la Tercera Posición peronista pero en el contexto internacional y doméstico del siglo XXI*<sup>374</sup> ». De même, Alfredo Bologna, cité par ce même auteur, perçoit cette politique extérieure comme

---

<sup>372</sup>Pour plus d'informations sur ce paradigme mis en avant par Ludwig von Tochau au XIX, voir Gayan, Anil K. « La Realpolitik, élément incontournable des relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, vol. 67, no. 3, 2007, pp. 95-104.

<sup>373</sup>George, Alexander, *La decisión presidencial en política exterior*, Buenos Aires, GEL, 1991, página 65, in Bravi, 2008, «les relations entre les états son configurées par la façon dont les leaders se voient entre eux et, de manière générale par leurs croyances au sujet de la nature du conflit dans le système international<sup>373</sup> » (Je traduis)

<sup>374</sup>Corigliano Francisco, «La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner: una típica política peronista del siglo XXI», *op.cit.*, « exacerbation de la conduite pendulaire de la Troisième voie péroniste mais dans le contexte international et domestique du XXI<sup>e</sup> siècle » (Je traduis)

«una conducta fiel al perfil de autonomía heterodoxa que el académico y ex canciller de Cámpora Juan Carlos Puig pregonaba como funcional para el país en el contexto de los años 70 y 80<sup>375</sup> ». Pour sa part, Simonoff considère que ces filiations sont brouill es par des filtres idéologiques et que « el discurso de Néstor Kirchner se encolumn  más en los elementos del peronismo renovador de los ochenta que en los de los setenta con una pretensión de establecer un corte abrupto con los noventa<sup>376</sup> ». Cet auteur rapproche ainsi le lien privilégié accordé au Brésil des politiques menées par De la R a ou Duhalde, et le mode de négociation avec les organismes créditeurs de ce dernier président.

Au-delà des filiations idéologiques, il est pertinent de remarquer la posture politique<sup>377</sup> assumée dans la prise en compte du contexte domestique et de la nécessité de renforcer la « densité nationale ». Nous considérons que la veine réaliste des croyances philosophiques a trouvé son application dans le pragmatisme qui s'est manifest  au niveau des « croyances contextuelles<sup>378</sup> » de CFK. Ce pragmatisme que nous avons déjà signalé, s'est manifest  dans l'adéquation entre la réalité et les actions menées mais également dans la concordance entre les besoins de la population et le discours de reconstruction. Dans ce sens, sur le plan symbolique des relations internationales, la présidente a régulièrement fait référence au poids de l'identité pour situer le peuple sur la scène internationale et lui permettre de s'approprier sa situation.

Dans le discours de CFK, les comparaisons entre l'Argentine et les autres pays de la région sont fréquentes. Elles lui permettent de montrer la trajectoire commune aux pays de la région et dans celle-ci la singularité de l'Argentine, ce qui en révèle d'autant plus le mérite. Ainsi elle explique en matière économique que:

*en los  ltimos 24 a os, antes de la crisis, la Argentina había tenido 9 recesiones que le costaron el 38 por ciento de su Producto Bruto Interno. A título meramente comparativo, en ese mismo lapso Chile tuvo una sola recesión y Brasil tres recesiones con una notable diferencia en la pérdida de Producto Bruto Interno en relación con*

---

<sup>375</sup>Bologna Alfredo, La autonom  heterodoxa de la política exterior de Néstor Kirchner, CERIR (comp.), *La política exterior de Cristina Fernández. Reflexiones al promediar su mandato*, Rosario, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, p.15-49, in Corigliano Francisco, «La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner: una típica política peronista del siglo XXI», *op.cit.* « une conduite fidèle au profil d'une *autonomie hétérodoxe* que l'universitaire et ex-chancelier de Cámpora, Juan Carlos Puig prêchait comme fonctionnel pour le pays dans le contexte des années 70 et 80 » (Je traduis)

<sup>376</sup>Simonoff Alejandro, «La política exterior de los Gobiernos Kirchneristas y la Tercera Posición», *Intellector*, a o IV, vol.V, N 9, juillet/décembre 2008, Rio de Janeiro « le discours de Néstor Kirchner répond davantage aux éléments du péronisme rénovateur des années quatre-vingt qu'à celui des années soixante-dix, avec l'intention d'établir une rupture abrupte avec les années quatre-vingt-dix » (je traduis)

<sup>377</sup> Dans la partie suivante consacrée à l'*ethos* de la présidente, nous proposons quelques éléments de comparaisons entre les différents dirigeants de la « vague rose » au début du XXI  siècle en Amérique Latine.

<sup>378</sup>R. Russell définit « les croyances contextuelles » comme ce qu'une personne tient pour certain, vraisemblable ou probable dans une circonstance spécifique, et sur les images et perceptions du système international et de la situation de chaque pays à l'intérieur de celui-ci. In Russell, Roberto, "Sistema de creencias y Política exterior argentina 1976-1989, Bs. As., FLASCO, 1996, p.3



*nosotros.*<sup>379</sup>

Sur le plan sociétal, en matière de bien-être de la population, la présidente évalue les conditions de vie des individus à l'intérieur du pays par rapport au monde extérieur pour affirmer : « (...) *Creo que debemos ser en estos momentos del mundo, uno de los países con mejor cobertura social para nuestros niños y creo que para toda nuestra población en general, lo cual me pone muy orgullosa*<sup>380</sup>».

Les progrès obtenus sont également valorisés par des données chiffrées qui, non seulement, montrent l'évolution dans le temps mais prennent aussi en compte la position favorable dans laquelle se trouve l'Argentine par rapport à ses voisins :

*Del 0,475, del Índice de Gini que teníamos en el tercer trimestre del 2003, llegamos al cuarto trimestre del 2010, o sea el año pasado, a 0,390, que comparado con Brasil, con Paraguay, con Uruguay, nos coloca a la vanguardia en la región en materia de lucha contra la desigualdad.*<sup>381</sup>

Cette stratégie explicative et comparative permet au récepteur argentin de se visualiser au sein du collectif, en tant que membre du peuple argentin et d'assimiler une représentation positive de sa situation sur la scène régionale et internationale. En effet, les règles communes auxquelles adhère l'Argentine, n'empêchent pas la Présidente de placer son pays comme une possible puissance hégémonique dans les années à venir. Ainsi, elle déclare : « (...) *este va a ser el siglo de los alimentos, la energía y el conocimiento. Somos un país que estamos en condiciones de producir alimentos para más de 500 millones de personas, (...) [tenemos] una población que no alcanza a los 40 millones*<sup>382</sup> ». CFK laisse alors entrevoir un avenir dans lequel l'Argentine n'est plus dépendante des puissances extérieures qui dominent le monde car elles dominent les principaux marchés mondiaux mais comme une puissance, qui à son tour, peut exercer son influence grâce à sa place prédominante sur le marché de l'alimentation.

La présence de différentes puissances qui se disputent la supériorité au sein de la région est un des arguments qui conduit María Cecilia Míguez à se démarquer du concept d'autonomie relationnelle dont parlent Russell et Tokatlián car, selon elle, la construction de régimes internationaux et le multilatéralisme n'impliquent pas nécessairement un plus grand degré

---

<sup>379</sup> *Mensaje de la señora presidenta de la nación, Doctora Cristina Fernández de Kirchner, ante la asamblea legislativa, 01-03-08*

<sup>380</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en un acto de anuncios a todo el país, desde el salón de las mujeres argentinas del bicentenario de la casa de gobierno, realizado por cadena nacional. 07-09-2011*

<sup>381</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de anuncios de asignación por embarazo para protección social; nueva campaña de vacunación contra la gripe y beneficios para afiliados al PAMI, en el salón de las mujeres argentinas del bicentenario, Casa Rosada. 18-04-2011*

<sup>382</sup> *Mensaje de la señora presidenta de la nación, doctora Cristina Fernández de Kirchner ante la asamblea legislativa, 01-03-2008*

d'autonomie<sup>383</sup>.

Cependant, au-delà du degré d'autonomie acquis, il est intéressant d'observer l'autonomie comme un processus en construction. De plus, l'autonomie ne signifie pas l'isolement et dans ce sens, Russell et Tokatlián précisent: «*la idea de que autonomía y dependencia no serían opuestos debido a que no existe un ser o una organización autonómica que, simultáneamente, no sea dependiente de un medio externo*<sup>384</sup> ».

Nous reprenons la première définition du concept d'autonomie proposée par ces deux auteurs qui rappellent qu'il s'agit d'un des principes du modèle Westphalien selon lequel «*ningún actor externo goza de autoridad dentro de los límites del Estado*» ce que Krasner reformule comme «*el derecho de un gobierno a ser independiente de estructuras de autoridad externa*<sup>385</sup>».

Ainsi l'autonomie d'un pays désigne l'espace de décision de l'État dans lequel il exerce son pouvoir en fonction du degré d'influence et de pénétration auquel il va consentir dans cet espace. Il s'agit effectivement d'un jeu de forces réciproques et d'un équilibre car l'autonomie d'un pays ne termine pas là où l'influence des autres pays commencent mais s'exerce bien en négociation en fonction des intérêts internes et externes et des objectifs d'évolution dans l'espace où il se représente avec les autres pays avec lesquels il entretient des relations.

Dans ce cadre, l'autonomie répond aux intérêts nationaux objectifs des États avec « la survie et le bien-être économique » et qui peuvent être décrits de façon informelle comme « la vie, la propriété et la liberté » selon Alexander Wendt qui les définit comme «*poderes causales que los (los Estados) predisponen a actuar de cierta manera*<sup>386</sup> ».

En conclusion, dans le discours de CFK, l'autonomie de l'Argentine se construit, en tant que dynamique, indépendamment de l'état de fait. Au sujet des années 90, Guillermo Figari parle d'une «*persistente mentalidad dependiente*<sup>387</sup> » et, en totale opposition à cette mentalité mais en conservant le concept utilisé par Figari, nous considérons que le kirchnerisme adopte

---

<sup>383</sup> Míguez, María Cecilia, *Los Partidos Políticos Y La Política Exterior Argentina*. Ariel. Buenos Aires, 2013, 306p.

<sup>384</sup> Russel Robert, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», *op.cit.*, « l'idée que l'autonomie et la dépendance ne seraient pas opposées car il n'existe pas un être ou un organisme autonome qui, simultanément, ne soit pas dépendant d'un milieu externe » (je traduis)

<sup>385</sup> Krasnern Stephan 1995-1996, "Compromising Westphalia" en *International Security*, vol.20, núm.3, invierno, in Russel Roberto, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», *op.cit.* « aucun acteur externe ne jouit d'autorité à l'intérieur des limites de l'État »; « le droit d'un gouvernement à être indépendant de structures d'autorité externe » (je traduis)

<sup>386</sup> Wendt, Alexander, 1999, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, in Russel Roberto, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», *op.cit.*, « des motifs de pouvoir qu'ils (les États) prédisposent à agir d'une certaine manière » (je traduis)

<sup>387</sup> Figari, Guillermo, "De Alfonsín a Menem. Política exterior y globalización", Menphis, Buenos Aires, in Agustín Marconetto, *La política exterior de Néstor Kirchner (2003-2007). Un análisis desde la teoría de la autonomía*, *op.cit.* p.91, « une mentalité dépendante persistante » (je traduis)

une attitude<sup>388</sup> autonome, c'est à dire visant sur le plan du discours, à revendiquer son droit à exercer des choix dans ses relations extérieures. CFK affirme son engagement dans de nouvelles règles éthiques principalement dans les échanges régionaux, qui sont effectivement traduits dans les faits par des accords et des traités visant au développement conjoint des pays de la région. Cette construction discursive des relations avec l'extérieur permet de rassurer le récepteur en lui montrant que son pays est, certes, dans une dynamique de progrès et de développement mais dans un contexte apaisé et contrôlé. D'autre part, la mise en contraste par rapport aux pays voisins avec lesquels l'Argentine partage une histoire et des expériences communes permet de construire une représentation optimiste de la situation. Le discours de CFK véhicule l'image d'un pays qui s'est relevé à la suite de la crise de 2001 et vient contrer la représentation des Argentins comme un peuple fractionné, abandonné par l'État suite à la défection des institutions, de l'état providence et des politiques. La revendication de l'autonomie de l'Argentine dans le discours de la présidente contribue à la construction de l'estime de soi, en tant que force active face aux forces qui l'entourent et contribue au passage d'une identité latente à une identité revendiquée, objectif explicitement exprimé par la CFK en ces termes :

*(...) Comenzamos a construir entre todos un país diferente donde recuperáramos el orgullo de ser argentinos. Es que nos habían convencido de que era imposible desarrollar un modelo de país que, sin negar la globalización, tuviera sus propios rasgos, sus propios instrumentos, sus propias políticas.*<sup>389</sup>

D'autre part, Anabella Busso signale qu'après la crise de 2001, NK a réussi à renforcer la « densité nationale » de l'Argentine parallèlement à une revendication du politique et à la récupération du leadership présidentiel détérioré suite à la chute du gouvernement de la Alianza et aux gouvernements de transition qui se sont succédés jusqu'en mai 2003. Cependant les mandats de CFK ont été marqués par une plus grande tension des relations entre l'État et une partie de la société qui peut s'expliquer par la baisse d'intensité du contexte de post-crise et une plus grande complexité de la situation domestique liée à la quantité et au type d'acteurs impliqués. Néstor Kirchner a eu le bénéfice de jouir de l'appui de la société. S'il est entré en confrontation directe avec l'extérieur, par exemple en ce qui concerne la négociation de la dette, il a usé de diplomatie avec les acteurs locaux : il y avait une grande coïncidence entre le

---

<sup>388</sup> Actitud Política: Este concepto, proveniente de la Psicología Social, forma parte de un tríptico: mentalidad (...); actitud (...) y comportamiento (...). La actitud política es una disposición persistente que condiciona las reacciones ante situaciones políticas. Se manifiesta en diversos modos de afrontar las relaciones con el poder (...) y en diversas representaciones sobre los fines que debiera cumplir el poder, o reacciones frente a estímulos políticos diversos: tensiones internacionales, conflictos sociales, problemas financieros, cuestiones religiosas, etc. In Arnoletto, E.J., *glosario de Conceptos Políticos Usuales*, Ed. EUMEDNET 2007, texto completo en <http://www.eumed.net/dices/listado.php?dic=3>

<sup>389</sup> *Discurso de la Presidenta en Iguazú, 25-05-2009*

diagnostic du président et la perception de la société qui a contribué à la construction d'un imaginaire collectif favorable à la sortie de l'anomie dans laquelle le pays était plongé. Lorsque CFK est arrivée au pouvoir, l'horizon d'attente était plus important notamment à cause de la vocation plus internationaliste que lui prêtaient les critiques. Anabella Busso considère que cette situation a généré une frustration dans un secteur de la population qui avait pu se renforcer pendant la sortie de la crise et qui aspirait alors à des pratiques plus proches du néo-libéralisme, laissant de côté la proposition d'insertion qui impliquait, alors, certaines concessions de la part des acteurs économiques aux revenus élevés pour financer l'exécution des politiques publiques.

Dans ces conditions et en référence à la dernière citation, il semble que ce secteur de la population ne se reconnaisse pas dans cet appel à « *el orgullo de ser argentino* ». Leur orgueil national se situe dans un autre cadre de représentations ce qui les positionnent à l'extérieur du peuple argentin construit par le discours de la présidente.

Afin de poursuivre notre étude sur la construction du peuple à travers l'utilisation de l'Histoire, nous allons maintenant nous focaliser sur les références en lien avec l'Indépendance de l'Argentine et le Bicentenaire.

## II. 3. L'effet bicentenaire

Les mandats de Cristina Fernández de Kirchner se sont déroulés entre 2007 et 2015. Or le 25 mai 2010 marquait les 200 ans de la *Revolución de Mayo*. Face à la faiblesse du pouvoir de l'Espagne qui subissait l'invasion des troupes de Napoléon depuis 1808, les colonies américaines se trouvaient fortement délaissées et un processus intellectuel, commercial et militaire teinté d'idées indépendantistes avait commencé à se mettre en marche dans le *virreinato* du Río de la Plata. Le 25 mai marque à la fois, la fin d'une semaine d'agitation du peuple au cours de laquelle le *Virrey Cisneros* fut destitué lors du *Cabildo Abierto* et la création d'une *Junta de Gobierno* composée de *criollos*<sup>390</sup>. Ce mouvement d'émancipation du peuple argentin en formation, ou au moins, *rioplatense*, devait aboutir à la déclaration de l'indépendance le 9 juillet 1816<sup>391</sup>.

La portée de ces événements se mesure, notamment, dans la densité qu'ils recouvrent dans le récit de la présidente. En effet, ce que nous désignons comme une semaine d'agitation est à la fois l'aboutissement fortement symbolique d'une prise de pouvoir des *criollos*<sup>392</sup> qui met un point d'arrêt à l'autorité de l'Espagne sur le territoire, et le début d'un processus de six ans au cours duquel s'est dessinée l'Argentine et qui a permis la déclaration de l'indépendance. Ainsi la présidente dira à propos de la *Revolución de Mayo* «*fue una Revolución, allí se parió el país*<sup>393</sup>».

Le Bicentenaire et, parallèlement, les deux mandats de CFK se sont déroulés dans une dynamique à laquelle nous avons déjà fait référence, de retour sur le passé pour avancer vers l'avenir donnant une matérialité plus intense au présent.

Eduardo Jozami s'interrogeait lors du forum «*Nueva Independencia*» organisé à Tucuman en 2015 sur la légitimité du lien établi entre le passé et le futur à l'occasion des festivités du Bicentenaire. Pour répondre en partie à cette question, il évoquait l'existence d'un climat, d'une conjoncture de mémoire forte qui invite au récit historique et qui selon lui, atteste de l'existence d'un projet politique. Cet auteur reconnaît un regard révisionniste dans le récit historique du Bicentenaire, qui peut avoir l'inconvénient d'être le revers négatif du discours historique traditionnel qu'il condamne, tout en mettant en lumière un discours de libération sous

---

<sup>390</sup> La Primera Junta était composée de Cornelio Saavedra ( président ), Mariano Moreno, Juan José Paso, Manuel Alberti, Miguel de Azcuénaga, Manuel Belgrano, Juan José Castelli, Juan Larrea et Domingo Matéu.

<sup>391</sup> Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik; adaptado por Norberto Galasso, 3<sup>ed</sup>, Buenos Aires, Corregidor, 2008, 480pp

<sup>392</sup> Nous conservons le terme «criollos» qui désigne les descendants d'espagnols nés en Amérique alors que le terme «créole», en français, fait référence au métissage dans la population entre autochtones et colonisateurs.

<sup>393</sup> *Palabras de la Presidenta de la Nación CFK en la inauguración del centro médico de alta complejidad "José Rodríguez* », de Smata, en Don Torcuato, partido de Tigre, Provincia de Buenos Aires. 22-05-2014

une perspective populaire. Cette histoire des vaincus est selon lui nécessairement fragmentaire et en constante reconstruction<sup>394</sup>. Ainsi l'auteur qualifie l'Argentine des années 2003-2015 comme une nation qui après avoir traversé une crise importante rentre dans une période de mémoire forte et cite, alors l'explication d'Enzo Traverso selon laquelle « la mélancolie révolutionnaire porte son regard sur les *vaincus*. Elle voit les tragédies liées aux batailles perdues du passé comme un fardeau et une dette qui contiennent aussi une promesse de rachat<sup>395</sup> ».

L'heureuse coïncidence du calendrier a voulu que les festivités et commémorations de ces deux dates symboliques de la construction de l'Argentine, ainsi que les préparatifs de ces événements jalonnent les mandats de CFK, créant ce que nous appelons l'effet bicentenaire. Le Bicentenaire fait référence aux dates symboliques des 25 mai 1810 et 9 juillet 1816 et désigne non seulement les jours anniversaire, mais aussi les deux cents ans écoulés entre ces dates et les événements qui ont eu lieu pendant cette période, ainsi que les festivités et commémorations organisées autour de ces dates. Nous désignons donc par l'effet bicentenaire, l'influence de cette période présente, construite en écho aux événements passés, sur l'imaginaire collectif, à travers le discours de CFK alors qu'elle évoquait ce Bicentenaire. Ce processus lui a permis d'asseoir son positionnement<sup>396</sup> discursif dans le but d'unir le peuple dans un pacte social pour la construction d'un avenir commun.

De nombreuses manifestations culturelles, associées ou non aux commémorations du Bicentenaire mais organisées pendant cette période ont contribué à poser un regard nouveau sur les vaincus, les oubliés de l'historiographie dominante dont parle Enzo Traverso. Cette réinterprétation de leur vécu s'est souvent manifestée comme une volonté de rétablir la vérité, de réparer la mauvaise interprétation du passé et de construire l'avenir, fort des leçons de cette expérience. Ce processus s'inscrit dans une dynamique de restitution de l'Histoire au peuple argentin, collectif singulier transhistorique.

Dans cette partie, nous nous attachons à montrer que le Bicentenaire a été mis en scène comme le décor d'un récit mythique de la construction de l'Argentine. En effet, la narration relève à maintes égards du mythe politique que Georges Sorel considère comme un dispositif

---

<sup>394</sup>Jozami Eduardo, intervention dans le cadre du Forum « Nuevas independencias », Mesa 5 : Pensar la Argentina entre Bicentenarios, 07-07-2015, en ligne <https://www.youtube.com/watch?v=7ZwdeH6mX4M&t=3366s> , consulté le 01-05-2020

<sup>395</sup>Traverso Enzo, *Mélancolie de gauche*. "La force d'une tradition cachée (XIX-XXI siècle)", ed. La découverte, Paris, 2016

<sup>396</sup>*Dans un champ discursif, le positionnement correspond à la délimitation d'une identité énonciative (...) [et] désigne à la fois les opérations par lesquelles cette identité énonciative se pose et se maintient dans un champ discursif et cette identité même.* Maingueneau Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, ed. Seuil, Paris, 2009, p.100

primordial de la politique, en tant que «*conjunto de imágenes capaces de evocar, en conjunto y por mera intuición, antes de cualquier análisis reflexivo, la masa de los sentimientos que corresponden a las diversas manifestaciones de la guerra entablada por el socialismo contra la sociedad moderna*<sup>397</sup> ». Reprenant ce concept, Dardo Scavino signale au sujet des mouvements d'indépendance que «*muchos movimientos nacionalistas recurrirían a mitos políticos [...] para significar que ellos eran descendientes de los pobladores originarios del país ocupado durante un período más o menos extenso por algún opresor extranjero*<sup>398</sup>» Dans un deuxième temps, le dispositif discursif mis en œuvre contribue à unir le peuple en tant qu'instance collective mais aussi à unir le peuple et la présidente dans le pacte social qu'elle propose à travers son projet politique, comme matérialisation de la promesse de rachat («*gobierno pagador de deudas*») évoquée ci-dessus.

### II. 3. 1. Mise en scène de la construction de l'Argentine

Nous reviendrons d'abord sur trois manifestations culturelles qui accompagnent notre corpus composé des discours de CFK car elles ont été pensées et financées par des organes du gouvernement national. Pour cela, nous considérons qu'elles font partie conjointement au discours de CFK d'un dispositif<sup>399</sup>, en tant qu'ensemble hétérogène qui a impulsé ce que nous avons appelé l'effet bicentenaire. Nous présentons ainsi le défilé de la cérémonie de clôture des festivités du Bicentenaire ; ensuite, nous introduisons quelques commentaires sur le film *El Cruce de los Andes* et les critiques qu'il a suscitées ; enfin, nous évoquons la série documentaire *Ver la historia*, diffusée sur le canal Encuentro en 2015.

La première manifestation à laquelle nous nous intéressons est le grand défilé de la compagnie de théâtre acrobatique *Fuerza Bruta* du 25 mai 2010 à Buenos Aires, qui clôturait une semaine de festivités organisées par l'État national argentin pour la célébration du

---

<sup>397</sup> Georges Sorel, *Reflexiones sobre la violencia*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, p 181, in Cisneros Torres M. José, « De la crítica al mito político, al mito político como crítica », *Fragmentos de la filosofía*, n°10, 2012, p 53-67, consulté en ligne, le 14 juillet 2020: [http://institucional.us.es/revistas/fragmentos/10/art\\_3.pdf](http://institucional.us.es/revistas/fragmentos/10/art_3.pdf) , « ensemble d'images capables d'évoquer, dans son ensemble et par pure intuition, face à n'importe quelle analyse réflexive, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne » (Je traduis)

<sup>398</sup> Scavino Dardo, « Cuando contar es hacer: la invención de los pueblos hispanoamericanos », *Líneas* [En ligne], Numéros en texte intégral /, Incarner les fictions dans le monde hispanique, mis à jour le : 14/12/2017, URL : <https://revues.univ-pau.fr/lineas/1835>, « de nombreux mouvements nationalistes auront recours au mythe politique [...] pour signifier qu'ils sont les descendants des peuples originaires du pays occupé durant une période plus ou moins longue par un oppresseur étranger »

<sup>399</sup> A propos de la catégorie de « dispositif », voir Agamben Giorgio, « Théorie des dispositifs », *Poésies*, 2006/1 (N° 115), p. 25-33. DOI : 10.3917/poesi.115.0025. URL : <https://www.cairn.info/revue-poesie-2006-1-page-25.htm>

Bicentenaire de la Révolution de Mai 1810. Natalia Molinaro, qui a étudié cette performance culturelle, considère qu'elle représenta une opportunité unique de renforcer le lien social et de « redéfinir les contours d'une identité partagée<sup>400</sup> ». Cet auteur s'appuie sur les travaux de Pierre Garcia pour rappeler qu'en tant que commémoration, un bicentenaire représente « un acte social », un « discours de la filiation de la continuité », un moment d'« institution du lien social<sup>401</sup> » d'autant plus fort que les spectateurs sont présents physiquement et vivent ensemble des émotions similaires. De plus, le slogan choisi pour cette manifestation insistait sur le caractère participatif et constructif de l'événement comme en témoigne le slogan, « participe à l'Histoire » (« *participá en la historia* »). Natalia Molinaro considère à juste titre, qu'il ne s'agit pas tant de commémorer la Révolution de Mai 1810 en elle-même que d'utiliser cette occasion pour « affirmer » (...) « les liens nationaux » et « démocratiques » qui sont d'autant plus renforcés que le peuple a la sensation et prend conscience qu'il vit un moment unique qui n'existe que parce qu'il est collectif. En d'autres termes, le peuple argentin, parce qu'il se réunit en tant que tel, active ou réactive, sa propre existence. Dans une société qui vient de vivre une époque de chaos comme celle qu'a représenté la crise de 2001, cette réactivation s'assimile à une renaissance et on comprend le rôle cathartique<sup>402</sup> de cette manifestation imaginée par la compagnie *Fuerza Bruta* sollicitée par la Commission d'organisation du Bicentenaire. Nous pourrions constater que le discours de la présidente à cette époque comporte également cette dynamique de renaissance après être entré en contact avec les drames du passé. De même, les tableaux<sup>403</sup> présentés lors de ce défilé font écho aux figures régulièrement revendiquées dans le discours de CFK.

La première scène du défilé faisait honneur aux peuples autochtones et s'intitulait *Le temps des origines* ce qui équivaut à placer le peuple argentin dans sa filiation avec les peuples indigènes. On peut considérer que la reconnaissance des peuples autochtones pendant les

---

<sup>400</sup>Natalia Molinaro, « L'Argentine en son Bicentenaire (2010): les fantômes de la dictature (1976-1983) », *Pandora*, N°12, 2014, P115-130.

<sup>401</sup>Garcia Pierre, *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS, Editions, 2000, P. 12, in Natalia Molinaro « L'Argentine en son Bicentenaire (2010): les fantômes de la dictature (1976-1983) », *op.cit.*

<sup>402</sup> La catharsis est l'une des fonctions de la tragédie selon Aristote. Il s'agit de libérer les spectateurs de leurs passions en les exprimant symboliquement. L'idée est que le spectacle tragique opère, chez les spectateurs, une purification des passions. <https://www.etudes-litteraires.com/figures-de-style/catharsis.php>

<sup>403</sup>*Ainsi s'enchaînèrent dix-neuf scènes, dix-neuf tableaux organisés par concepts, dans un ordre chronologique qui, bien qu'il ne fût pas explicite, demeurait sous-jacent: "Pueblos originarios", " la Argentina ", " el Exodo jujeño ", " El cruce de los Andes ", " Vuelta de Obligado ", " El folklore. El sabor de la tierra ", " latinoamérica ", " los inmigrantes ", " El tango ", " Movimientos políticos y sociales ", " la Industria Nacional ", " la democracia y los golpes de Estado ", " Las Madres de la Plaza de Mayo ", " Las Malvinas ", " El regreso de la Democracia ", " Las crisis económicas ", " Presente y futuro ", " Rock Nacional " Autant d'images superposées pour résumer deux cents ans d'histoire nationale et refléter ce qui fait l'argentinité d'aujourd'hui.* Natalia Molinaro, " L'Argentine en son Bicentenaire (2010): les fantômes de la dictature (1976-1983) ", *Pandora*, N°12, 2014, P115-130.



gouvernements Kirchner a progressé avec notamment un travail sur leur visibilité dans la société et l'inclusion dans le débat politique<sup>404</sup>. Cependant cette filiation s'est accompagnée d'une prise de distance par rapport à l'héritage de la conquête et de l'ultérieure colonisation de l'Amérique Latine par les Espagnols. Ainsi, la présidente déclare: «*esta región, que nunca fue una región que colonizara, sino que fue colonizada. Nuestra región fue profundamente libertaria, tenemos historia de ello*<sup>405</sup>». Elle omet alors, notamment, la campagne du Désert dont le nom, en lui-même, est déjà une négation de la présence des populations indigènes dans les territoires du Sud. Ce génocide mené sous le commandement de Julio A. Roca, alors ministre de la Guerre puis président de la nation, à la fin des années 1870 visait à s'approprier les territoires situés au sud de la province de Buenos Aires<sup>406</sup>.

De même, on assiste à une simplification qui voudrait que le peuple argentin n'ait aucune filiation avec les Espagnols de la Conquête. Cette considération fait écho à l'exemple proposé par Dardo Scavino et que nous citons précédemment au sujet du mythe politique. Dans le passage suivant, faut-il comprendre que les descendants des Espagnols arrivés pendant la conquête seraient *de facto* exclus du peuple argentin ?

*A mí me gustó mucho la reivindicación también de sentirse argentinos. Esto para mí es muy importante. Y se lo dice alguien que no es de los Pueblos Originarios, sino que es de los que vinieron, en los barcos. No, por supuesto, en la época terrible de la colonia, sino después, cuando los europeos ya no conquistaban, sino que venían a nuestros países a buscar un plato de comida, porque no lo conseguían en Europa*<sup>407</sup>.

Certes, la présidente fait, ici, référence à sa situation personnelle mais une ellipse temporelle est introduite, laquelle unit les peuples indigènes avec les populations issues de l'immigration massive du début du XX<sup>e</sup> siècle. Ce procédé maintient dans l'ombre toute une frange de la population argentine actuelle : populations métisses et descendants des *criollos*. Par ce procédé elliptique, la présidente marque une distance par rapport à Empire espagnol auquel l'Argentine appartenait jusqu'à son indépendance. Ce rejet, par omission, est indispensable pour maintenir la cohérence du discours de CFK en matière de relations internationales. En effet, le refus des ingérences et de la domination des puissances

---

<sup>404</sup>Pour une réflexion sur la reconnaissance des peuples autochtones pendant les présidences de CFK, voir: Natalia Molinaro, « Los pueblos originarios en el Bicentenario argentino (2010): ¿Hacia un reconocimiento nacional? », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En línea], 24 | 2012, Publicado el 08 febrero 2013, consultado el 19 junio 2018. URL: <http://journals.openedition.org/alhim/4342>

<sup>405</sup>*Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la Presidenta pro tempore del Mercosur*, 17-12-2007.

<sup>406</sup>Pour plus d'information sur l'application du terme "génocide" à la Campagne du Désert, voir: Pérez Pilar, « Historia y silencio: La Conquista del Desierto como genocidio no-narrado », *Corpus*, Vol 1, No 2, 2011, consulté le 19/06/2018. URL: <http://journals.openedition.org/corpusarchivos/1157> ; DOI : 10.4000/corpusarchivos.1157

<sup>407</sup> *La presidenta Cristina Fernández de Kirchner a las delegaciones indígenas*, Casa Rosada, Buenos Aires, 20-05-2010

internationales s'inscrit dans un rapport spéculaire entre le passé et le présent mais contribue à la construction d'une mémoire collective parcellaire qui peut entrer en conflit avec la mémoire individuelle des citoyens au moment des commémorations.

Certes, la population de l'Argentine a quadruplé entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>408</sup>, passant de quatre millions d'habitants à près de seize millions en 1947. De plus, il est établi que cet accroissement de la population est dû principalement aux vagues migratoires composées des populations européennes poussées vers l'exil à la suite des difficiles conditions économiques et, aux conflits qui se sont déroulés en Europe à cette époque<sup>409</sup>. Cependant, les populations *criollas* du XIX<sup>e</sup> siècle ont également une filiation avec la population actuelle. Ces opérations relèvent comme nous allons le démontrer par la suite, d'une stratégie de construction de cette instance collective qu'est le peuple argentin, à partir de l'exploitation de représentations antagoniques.

Le rejet de la filiation avec l'époque colonisatrice se construit explicitement au profit de la revendication du lien avec les populations autochtones qui se traduit par des prises de position dichotomiques : la construction d'une mémoire des peuples autochtones relègue à un second plan celle de l'époque hispanique. Ainsi l'exprime la présidente, lorsqu'elle déclare : «*en la plaza que hasta ahora se llama Colón, porque vamos a encontrarle un nombre más acorde con los pueblos originarios*<sup>410</sup>». Un an plus tard, la statue de Christophe Colomb qui siégeait sur la Plaza de Colón à Buenos Aires est remplacée par la statue de l'héroïne des guerres d'indépendance, Juana de Azurduy, métisse, descendante indigène par sa mère et oubliée de l'histoire libérale. Malgré sa filiation avec la population *criolla* et donc espagnole par son père, la présidente lui rend hommage en tant que représentante de la lutte contre l'occupation coloniale : «*representa a los miles y miles de hombres y mujeres anónimos sin los cuales hubiera sido posible la batalla por la libertad contra el yugo colonial*<sup>411</sup>».

A travers ce positionnement discursif, CFK adopte une position américaniste, en radicale opposition avec le modèle modernisateur impérant lors des festivités du Centenaire<sup>412</sup>.

---

<sup>408</sup>Sources : [https://www.indec.gob.ar/nivel4\\_default.asp?id\\_tema\\_1=2&id\\_tema\\_2=18&id\\_tema\\_3=77](https://www.indec.gob.ar/nivel4_default.asp?id_tema_1=2&id_tema_2=18&id_tema_3=77)

<sup>409</sup>À propos des vagues migratoires dans la composition de la population argentine, voir : Modolo Vanina, «Análisis histórico-demográfico de la inmigración en la Argentina del Centenario al Bicentenario», *Pap. Poblac*, 2016, vol.22, n°89, pp.201-222. ISSN 2448-7147.

<sup>410</sup>*Palabras de la Presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de llamado a licitación para la adquisición de netbooks como parte del programa «conectar igualdad» y videoconferencias con las provincias de Entre Ríos, Buenos Aires y San Juan, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario. 27-12-12*

<sup>411</sup>*La presidenta Cristina Fernández de Kirchner le rindió homenaje a Juana Azurduy, 26-03-2010*

<sup>412</sup>A cette occasion, l'Infante Isabel de Borbón fut reçue comme invitée d'honneur et de nombreuses célébrations religieuses furent célébrées. Pour des informations détaillées sur le déroulement des festivités du Centenaire et le contexte dans lequel elles ont eu lieu, voir : Carlos A. Mayón, « El primer centenario de la Revolución de Mayo », Universidad de La Plata, consulté en ligne : [http://sedici.unlp.edu.ar/bitstream/handle/10915/19039/Documento\\_completo.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://sedici.unlp.edu.ar/bitstream/handle/10915/19039/Documento_completo.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

En 2010, cela se traduit notamment par la revendication du lien avec les populations indigènes et la volonté de leur donner une plus grande visibilité en les reconnaissant comme élément constitutif du peuple argentin. Dans ce climat de revendication des peuples indigènes, non pas tant comme une reconnaissance d'une part de responsabilité dans le processus d'extermination et d'exclusion vécu par ces populations, mais comme un point de départ ou d'impulsion pour progresser dans la construction de la nation, on note l'intervention de Hernán Brienza, lors du Foro para la Nueva Independencia. A cette occasion, il reprend les paroles célèbres de Tupac Amaru : «*Volveré y seré millones*» et ajoute : «*Cuando salimos a la calle, estamos siendo pueblo y estamos siendo patria. Cuando nos reunimos en teatros como estos a pensarnos, estamos haciendo patria. (...) cada vez que nos reunimos, (...) lo único que hacemos es tratar de que vuelva Tupac Amaru*<sup>413</sup>». Nous pouvons donc considérer que le discours de la présidente, et par extension, le climat du Bicentenaire a favorisé la revendication de la filiation avec les populations autochtones en mettant à la population actuelle dans une position d'héritière. Nous allons maintenant nous demander en quoi consiste cet héritage.

Dans une perspective anti-impérialiste, l'avenir des peuples autochtones a été interrompu ou modifié par appropriation de leur territoire par les conquérants espagnols, puis la domination culturelle et sociale ultérieure, espagnole premièrement puis argentine. De même, dans la veine du révisionnisme des années soixante et soixante-dix dans laquelle s'est formée la présidente, elle dénonce l'ingérence des puissances hégémoniques internationales qui, sur le plan économique mais également politique et culturel, compromettent et ont compromis au cours des 200 ans de l'Argentine, le cours de son Histoire.

Nous venons d'expliquer l'élément antagonique auquel est confronté chacun des collectifs mentionnés par CFK. Cependant, la locutrice unit les descendants des peuples autochtones aux descendants des populations immigrées majoritairement européennes dans le collectif « peuple argentin » dont elle exclut, pour le moins implicitement, les conquérants espagnols.

La question se pose donc à nouveau : quel est le lien entre les populations autochtones présentes sur le territoire de l'actuelle Argentine au moment de la Conquête et les populations européennes arrivées au début du XX<sup>e</sup> siècle ? Le lien pourrait être formulé de façon positive comme la volonté de vivre sur un même territoire, ce qui les inscrit dans une même dynamique de construction positive pour leur avenir. Or leur avenir doit être commun et pour qu'ils luttent

---

<sup>413</sup> Hernán Brienza, intervention dans le cadre du Forum « Nuevas independencias », Mesa 5 : Pensar la Argentina entre Bicentenarios, 07-07-2015, en ligne <https://www.youtube.com/watch?v=7ZwdeH6mX4M&t=3366s> , consulté le 01-05-2020 « Je reviendrai et je serai des millions » et ajoutait : « Quand nous sortons dans la rue, nous sommes un peuple et nous sommes une patrie. Quand nous nous réunissons dans des théâtres comme celui-ci pour nous penser, nous faisons la patrie (...) chaque fois que nous nous réunissons, (...) nous faisons seulement en sorte que revienne Tupac Amaru. » (je transcrit et traduis)

ensemble dans cette construction, ils doivent lutter contre la même chose. En effet, la présidente désigne comme « sentirse argentino » le lien positif qui représentent l'instance collective, la réalisation du peuple argentin comme tel.

Sur un plan théorique, le concept de « peuple argentin » fonctionne ici, suivant E. Laclau comme signifiant vide<sup>414</sup>. En effet, le signifiant s'est éloigné de son signifié d'origine dans le discours de la présidente, qui pourrait être « la population vivant actuellement sur le territoire argentin ». L'emploi du terme « peuple argentin » se réfère alors tant aux autochtones du XV<sup>e</sup> siècle qu'aux populations nouvellement arrivées au XX<sup>e</sup>. De plus, le discours contribue à homogénéiser le contenu du signifiant vide par des catégorisations abstraites, telles que « sentirse argentino ». Le « peuple argentin » se construit donc « *dentro de la tensión entre la lógica de la diferencia y la lógica de la equivalencia*<sup>415</sup> ». De façon simplifiée, nous pouvons dire que les peuples autochtones partagent avec les populations issues de l'immigration du XIX<sup>e</sup> siècle, le fait de subir la pression de puissances extérieures aux prétentions colonisatrices, et c'est ce point commun, basé sur une opposition qui est le socle de la construction du peuple et qui s'incarne dans le collectif singulier « peuple argentin ». Ainsi, sur le plan de la différence, les entités « population autochtone » et « population immigrée » sont particulièrement éloignées, notamment par les époques et par les opposants qu'elles doivent affronter. Cependant, si ces groupes d'opposition recouvrent un caractère de plus en plus abstrait et sont désignés comme des puissances impérialistes, alors la logique d'équivalence devient opérante. En effet, l'opposition doit être d'autant plus forte que l'équivalence est faible. C'est pourquoi, l'opposition gagne en consistance lorsque que le récit met en lumière le caractère transhistorique de l'élément antagonique. Ce procédé conduit, cependant, la présidente à ignorer une part de l'identité, de la composition du peuple argentin pour redéfinir l'instance collective.

En ce qui concerne les autres tableaux mis en scène lors du défilé de clôture des festivités du Bicentenaire à Buenos Aires en 2010, ils présentaient également une grande richesse, comme le souligne le travail d'analyse présenté par Natalia Molinaro et, de façon générale, attestent qu'une commémoration est l'occasion d'une « rencontre entre une volonté politique et une sensibilité collective<sup>416</sup> » et invite au récit de la page d'histoire commémorée. L'adhésion au récit relève à la fois d'une connaissance des faits, d'une reconnaissance des faits tels qu'ils sont livrés dans le récit ainsi que de l'émotion partagée provoquée par l'expérience de vivre un événement et ainsi de construire l'histoire. Tous ces éléments conditionnent le processus d'identification des individus en tant que peuple.

---

<sup>414</sup>Laclau Ernesto, *La razón populista*, 1<sup>a</sup> ed., 7<sup>a</sup> reimpr., Buenos Aires, Fondo de Cultura, 2013, 312p., p.95

<sup>415</sup>Laclau Ernesto, *La razón populista*, *op.cit.*, p.94

<sup>416</sup>Ory Pascal, *Une Nation pour mémoire, 1889, 1939, 1989, trois jubilés révolutionnaires*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, P.9, in Natalia Molinaro, 2014

Ainsi, Dardo Scavino nous explique que «*la conmemoración es una confabulación*» parce que «*la fidelidad a una memoria resulta inseparable de la constitución y de la consolidación de cualquier grupo político. (...) De modo que no puede haber política sin conmemoraciones*<sup>417</sup>». Si les commémorations ont été nombreuses pendant les deux mandats de CFK, la politique culturelle et les productions de culture populaire se sont également massivement inscrites dans l'ambiance du Bicentenaire, sous un angle d'approche assez similaire à la stratégie employée par le gouvernement national.

Ainsi, parmi les manifestations culturelles populaires<sup>418</sup>, nous pouvons citer le film *Revolución: El cruce de los Andes*<sup>419</sup> produit et distribué avec le soutien du Gouvernement National argentin. En effet, au moment de la préparation des festivités du Bicentenaire, le Ministère de l'Education, des Sciences et de la Technologie lança à des fins de diffusion de contenus culturels par la télévision publique, le Canal Encuentro, qui a participé à la production puis à la diffusion du film, *Revolución. El cruce de les Andes* (2011), également produit et financé avec l'appui de l'INCAA (Instituto Nacional de Cine y Artes Audiovisuales).

Cette fiction historique raconte la traversée de la cordillère des Andes, en 1817 sous le commandement du Général José San Martín, dans le but d'expulser les troupes royalistes du Chili. Nous considérons qu'il existe une convergence entre l'orientation historiographique du discours kirchneriste et ce récit filmique, en tant que forme d'interpellation du peuple par le gouvernement à travers une resignification du passé dans le présent. Une analyse détaillée du film permet de démontrer les convergences, signalées par les critiques, entre le processus de construction de l'instance collective dans le discours de CFK et l'interpellation implicite du spectateur dans cette œuvre. Cependant, Tzvi Tal, dans un article dont le titre « El Kruce de los Andes » est assez éloquent, soutient que la reconstruction de l'image du personnage historique diffuse le discours kirchneriste. Cet auteur considère que «*el discurso K, (...), se apropia de la figura de San Martín, consagrado como El Libertador y también como Padre de la Patria, para establecer paralelos entre el finado expresidente Kirchner y el Prócer*<sup>420</sup>». Ces considérations nous semblent excessives dans la relation à NK. En revanche, nous considérons que le récit

---

<sup>417</sup>Dardo Scavino, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina*, 1<sup>a</sup> ed., Buenos Aires. Eterna Cadencia Editora, 2012, 256p

<sup>418</sup> Nous ne rentrerons pas dans le débat sociologique que soulève le terme de culture populaire (à ce sujet, nous pouvons consulter l'article suivant : Pasquier Dominique, « La « culture populaire » à l'épreuve des débats sociologiques », *Hermès, La Revue*, 2005/2 (n° 42), p. 60-69. URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2005-2-page-60.htm>), mais nous entendons par "culture populaire", les productions littéraires et médiatiques destinées à un public non spécialiste.

<sup>419</sup>Ipiña, Argentina, 2010

<sup>420</sup>Tzvi Tal, « El Kruce de los Andes: memoria de San Martín y discurso político en « Revolución » (Ipiña, 2010), mayo 2015, <http://www.scielo.org.ar/pdf/ccedce/n52/n52a19.pdf>, consulté le 11 mai 2018, p1, « le discours K, (...), s'approprie la figure de San Martín, consacré comme El Libertador et aussi comme le Padre de la Patria, pour établir des parallèles entre l'expresident Kirchner décédé et le Prócer » (Je traduis)

élabore une représentation du héros national qui s'inscrit dans la lignée narrative de CFK. Ainsi, San Martín est présenté à la fois comme un dirigeant déterminé et visionnaire qui agit selon des convictions et une organisation affirmée. Cependant, son expérience de gouvernement révèle également ses doutes et erreurs de jugement.

D'autre part, Tzvi Tal dénonce «*una convocatoria (...) disimulada en la apologética del ciudadano anónimo a quien hay que enseñar qué es una patria, de acuerdo a la versión del discurso K embebido en el texto cinematográfico producido por las instituciones que domina*<sup>421</sup>». L'auteur défend cette position en s'appuyant sur les travaux d'Althusser, comme «*una estrategia que permite construir el sujeto conforme sin despertar resistencia*<sup>422</sup>». Cette critique s'inscrit à un niveau politique dans l'appréciation de l'œuvre cinématographique et traduit une opposition idéologique. En effet, nous partageons le point de vue de l'auteur selon lequel, à travers l'œuvre, le spectateur reçoit un message subjectif en accord avec la conception de la patrie dans l'imaginaire kirchneriste. Cependant, cette opération est fréquemment revendiquée, et non pas dissimulée, dans le discours de CFK. Il nous semble que cette production est un exemple de vulgarisation historique visant à la construction d'une mémoire collective autour du personnage de San Martín qui apparaît comme un héros, stratège décisif pour la libération de l'Argentine mais également humain, sensible et au cœur d'une entreprise habitée par une logique américaniste. De même, ce film fait particulièrement honneur au sujet permanent de l'Histoire et insiste sur le rôle du peuple argentin, collectif singulier omniprésent et décisif, dans la réalisation du projet de San Martín.

L'œuvre s'inscrit dans le discours kirchneriste par la forme de communication choisie : cette fiction historique conduit les spectateurs à explorer des catégories centrales des références idéologiques du kirchnerisme. Les orientations implicites telles que la centralité du peuple argentin dans la construction de la patrie, envisagée davantage comme le résultat d'un sentiment d'appartenance (le «*sentirse argentino*» que nous évoquions précédemment) que la réunion d'individus sur un territoire déterminé, font écho au discours de CFK et renforcent le dispositif de communication kirchneriste.

La troisième manifestation culturelle que nous souhaitons présenter offre, dans un autre format de diffusion de l'Histoire nationale, un exemple de mise en avant du citoyen anonyme. Il s'agit de la série en 13 parties *Ver la historia*, diffusée sur le Canal Encuentro en 2015. Chaque épisode se construit à partir de va-et-vient entre le présentateur et des images de

---

<sup>421</sup> Tzvi Tal, « El Kruce de los Andes : memoria de San Martín y discurso político en « Revolución », *op.cit.*, p5, « un appel (...) dissimulé dans l'apologétique du citoyen anonyme à qui il faut enseigner ce qu'est une patrie, selon la versión du discours K noyé dans le texte cinématographique produit par les institutions qu'il domine » (Je traduis)

<sup>422</sup> Tzvi Tal, «El Kruce de los Andes: memoria de San Martín y discurso político en «Revolución», p.5

reconstitution historique. Ce dernier, Felipe Pigna<sup>423</sup>, présente, explique et interprète l'histoire pour un public réparti autour de lui dans un théâtre circulaire. Les protagonistes de ces scènes du passé (Photographie n°3) ne sont autres que des membres du public (Photographie n°1) sur lesquels la caméra s'est focalisée suivant le regard de F. Pigna (Photographie n°2) dans la séquence précédente. Nous en présentons un exemple à travers le photogramme suivant :



1. Personnage du public, destinataire premier du discours de Felipe Pigna. *Ver la historia*, <https://www.youtube.com/watch?v=q2wN0qyHu8U>



2. Glissement du personnage du public vers le protagoniste de l'Histoire, voix off du présentateur. *Ver la historia*, <https://www.youtube.com/watch?v=q2wN0qyHu8U>

---

<sup>423</sup>Felipe Pigna, historien et écrivain argentin très médiatique et populaire, qui revendique un travail de vulgarisation historique. Ses œuvres, *Los mitos de la historia argentina*. (2004, 2005, 2006, 2008) ont connu des records de vente. Il est un historien emblématique de l'époque kirchneriste.



3. Personnage du public devenu acteur dans une scène historique. *Ver la historia*, <https://www.youtube.com/watch?v=q2wN0qyHu8U>

Ainsi, le format utilise un double mécanisme. Premièrement, il place le spectateur au cœur des séquences narratives : il peut, de cette manière, s'en approprier les luttes, les réussites mais également les injustices subies. D'autre part, le format conforte la représentation d'un peuple atemporel car les citoyens anonymes de l'actualité accèdent à la connaissance du passé vécu par des individus anonymes qui partagent leur traits, physiques mais également sociaux. Par cette mise en scène, les citoyens du passé et les citoyens du présent sont l'incarnation du même peuple. De plus, cette expérience immersive s'appuie sur un ressort émotionnel : elle relève de la reconstitution historique et prend appui sur l'identification et l'empathie.

Ces trois exemples de manifestations culturelles reproduisent des structures similaires basées sur l'ellipse temporelle et le protagonisme du peuple, sujet permanent de l'Histoire. Les situations initiales montrent le peuple en phase de réalisation, où il souhaite suivre le cours de son histoire (vivre sur sa terre pour les peuples autochtones, prospérer sur un nouveau territoire pour les immigrants, se constituer en tant que nation pour les défenseurs de l'indépendance). Cependant, une force antagonique s'oppose à cette réalisation, de façon générale et sous des termes différents selon les périodes, il s'agit des puissances extérieures. Enfin, le récit met en scène la détermination et la foi du peuple en lui-même pour retrouver le cours de son Histoire. Si elle n'est pas complètement atteinte, l'union populaire est en soi une réussite et un espoir pour les luttes à venir car le peuple n'est jamais totalement décomposé. Ces éléments constituent les éléments principaux de la mise en scène du mythe de la construction de l'Argentine à partir duquel la présidente met en place une stratégie inclusive visant à renforcer le collectif



d'identification.

## II. 3. 2. Le renforcement de l'union populaire

Nous revenons maintenant au discours de CFK comme source première dans le dispositif de communication kirchneriste. Le récit de l'épopée du peuple argentin garantit la cohésion de l'instance collective. En effet, en s'appuyant sur le schéma narratif exposé ci-dessus, la présidente élimine la barrière entre le passé et le présent et place l'auditoire au cœur des événements. De cette façon, la narration de CFK suscite l'adhésion de son auditoire à la politique qu'elle mène. Deux mécanismes sont au service de cet objectif au niveau de la narration. Les modalités énonciatives placent l'interlocuteur comme protagoniste ou adjuvant dans la quête qui anime le récit alors que les énoncés transmettent la certitude des propos de la présidente, présentés comme une vérité générale. Cette stratégie englobe l'interlocuteur dans un récit auquel il ne peut se soustraire sous peine implicite d'être exclu de l'instance collective.

Nous pouvons observer ces différentes modalités dans le passage suivant :

*[...]en Salta, al pie del Monumento de don Martín Miguel de Güemes, combatiente de la emancipación nacional en la vanguardia de la Patria. El es el símbolo de la historia, nuestra historia, la de los que elegimos luchar por la liberación de la Patria y la dignidad del pueblo. (...) a esos hombres, se les rinde homenaje construyendo un país diferente (...).*<sup>424</sup>

En accédant à la connaissance des éléments historiques à travers la narration, l'auditoire devient également dépositaire de cette Histoire. D'autre part, inclus dans l'Histoire, et par un autre glissement entre le pronom personnel de troisième personne du singulier « él » vers le pronom personnel sujet de première personne du pluriel, ce « nous inclusif », l'auditoire devient acteur de la lutte « *por la liberación de la Patria y la dignidad del pueblo* ». Acceptant de fait, par le jeu d'un discours dans lequel l'interlocuteur n'a pas de possibilité de répondre, l'auditoire ne peut que prendre part à la construction de « un país diferente », conséquence exprimée comme une vérité générale (« *se les rinde* »).

Si, dans un premier temps, la présidente rendait hommage à don Martín Miguel de Güemes faisant le récit de son engagement pour la patrie, la chaîne syntaxique englobe le peuple argentin, récepteur du discours dans une même lutte indépendamment de la distance temporelle. S'opère ainsi ce que Dardo Scavino appelle un transfert politique :

---

<sup>424</sup> *La Presidenta habló en el acto central del 25 de Mayo en Salta, 25-05-08*

(...) la "transferencia política" consiste en la convicción de estar viviendo algún antagonismo presente como si fuese una repetición, una reactualización de algún conflicto del pasado. Cuando esto ocurre, los protagonistas de la historia actual pasan a ocupar los lugares de los personajes de alguna situación considerada fundacional, de una "escena primitiva"<sup>425</sup>.

Ce procédé est fréquemment utilisé par la présidente dans le but d'expliquer les antagonismes politiques à l'œuvre pendant ses mandats. Il se présente sous deux formes différentes : le recours à un personnage historique, non exempt de controverses en son temps et qui, dans l'actualité, est reconnu comme héros national, d'une part ; la revendication de héros ignorés, d'autre part, qui vise la réhabilitation d'une image populaire. Ainsi, à la fin de son second mandat, CFK déclarait :

*Pero también están los que forman parte del proyecto de la rendición permanente.*

*Porque, ¿qué diferencia hay entre aquellos que le decían a Belgrano que se rinda, que se entregue, de los que me dicen a mí, que negocie en cualquier término con los fondos buitres? No hay ninguna diferencia, no hay ninguna diferencia.*<sup>426</sup>

Dans un premier temps, la référence au passé replace Belgrano, seul dans sa lutte, incompris d'un groupe d'hommes politiques qui refusent de se battre. Dans un deuxième temps, le transfert annule la distance temporelle. Ainsi, par substitution, CFK est, à son tour, confrontée à un combat dans lequel elle est seule à lutter, abandonnée par ceux qui veulent se rendre. Nous remarquons ici que l'opposition est posée entre ceux qui refusent le combat et ceux qui luttent. Ensuite, la construction interrogative, qui se présente d'autant plus comme une question rhétorique qu'il s'agit d'un discours et que l'auditoire n'a pas possibilité de répondre, inclut les destinataires dans le rapprochement établi et dans la conviction qu'il n'existe aucune différence entre les deux situations.

Le récit historique permet ainsi à la locutrice de se hisser aux côtés des personnages les plus reconnus de l'histoire de l'Argentine, plus rarement de les condamner. En effet, et nous y reviendrons dans la dernière partie de notre travail, les anti-héros sont plus souvent ignorés que critiqués. Dans le discours de la présidente, l'usage des références historiques doit favoriser l'union du peuple. Dans le cas que nous présentons, une adhésion à la figure de Belgrano, une identification à sa geste d'antan suppose une compréhension de la position défendue par la présidente, dans le présent, face aux critiques de sa gestion des négociations avec les « fonds

---

<sup>425</sup>Scavino Dardo, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina*, op.cit., p.67

<sup>426</sup>*Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014*

vautour », notamment.

Cependant, nous voulons signaler que les stratégies de revendication et d'identification personnelle ne s'appliquent pas seulement aux personnages illustres et consensuels mais font également référence à des personnages condamnés par l'Histoire libérale. Par exemple, en 2010, CFK préside l'acte de revendication du caudillo Felipe Varela, à San Fernando del valle de Catamarca : le nom de l'acte porte en soi la volonté de s'inscrire dans une démarche non conventionnelle. De plus, à l'occasion des 142 ans de la mort du personnage, la présidente établit implicitement un parallèle entre le sacrifice de Varela pour la nation et celui de Néstor Kirchner et insiste sur l'humanité du personnage et par conséquent sur son imperfection :

*(...) la verdad es que lo más valioso de esos hombres y mujeres es que no fueron santos, ni ángeles, (...). Lo importante es ser hombres y mujeres de carne y hueso y jugarse la vida por la patria, por los ideales y por las convicciones, con errores y con aciertos, pero jugarse la vida. (APLAUSOS) Eso es, en definitiva, lo que los han hecho diferentes; no eran perfectos, pero dieron su vida por un proyecto colectivo de país y de nación. Y en el caso de Felipe Varela, defendiendo a la patria grande como lo han hecho tantos<sup>427</sup>.*

Cette définition large du héros national permet aux citoyens anonymes de s'identifier aux personnages, tout en les reconnaissant comme figures de référence commune. Nous pouvons considérer que cette définition se veut inclusive par rapport à une conception traditionnelle de l'héroïsme plus exclusive. A ce propos, cette position révisionniste fait écho aux paroles de Noberto Galasso qui dénonce la veine de l'historiographie libérale qui voudrait que :

*Los grandes hombres habrían hecho la historia argentina. Fueron artifices de una Argentina blanca, europeizada, desvinculada del resto de América latina, construida a través de un proceso resisitido por las masas "bárbaras" y sus caudillos, quienes no comprendieron la necesidad del " progreso y la civilización" que permitiría asemejarnos a los grandes países del mundo.*

*En esta línea, son paradigmas los políticos y gobernantes amigos de los ingleses -Rivadavia y Mitre- mientras, resultan representantes del atraso histórico aquellos que se les opusieron -los caudillos federales en sus diversas expresiones (...)[serán]execrados -Rosas y Quiroga- despreciados -Artigas-, u ocultados -Varela.<sup>428</sup>*

Nous retrouvons cette posture révisionniste dans le discours de CFK alors qu'elle déclare, en visite à Santiago del Estero pour

*(...)la inauguración de ese complejo increíble que por fin hace honor a un patriota, como el caudillo Ibarra, de Santiago del Estero, y digo*

---

<sup>427</sup>Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela, en San Fernando del Valle de Catamarca, 05-06-2010

<sup>428</sup>Galasso Noberto, «De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina», Cuadernos para la otra historia, Centro Cultural «Enrique S. Discépolo», Buenos Aires, 2004, p4.

*caudillo porque hay desde el puerto, cuando uno ve la historiografía oficial, hacia la palabra caudillo cuando se refiere a los hombres del interior, al Chacho Peñaloza, Felipe Varela, Pancho Ramírez, a Ibarra hay como un cierto dejo, en la palabra caudillo de menosprecio. No entiendo, nunca entenderán, que esos hombres sintetizaron y simbolizaron el deseo y las expresiones de sus pueblos, frente a un centralismo que los quería postrados, doblegados y de pata al suelo, por qué no decirlo también. (...) cuando contaba anécdotas de Ibarra y porqué a Ibarra lo consideraban un bárbaro, igual que a Facundo, a Felipe Varela, porque salía corriendo, en calzoncillos, a los mitristas, que venían de Buenos Aires*<sup>429</sup>.

Ces références nous placent au cœur du XIX<sup>e</sup> siècle argentin, dans la dynamique de développement économique du territoire et de l'antagonisme « puerto/interior » et reste à la fois très actuelle dans l'imaginaire argentin du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Deux siècles auparavant, l'économie des provinces de l'intérieur du territoire souffraient de l'éloignement du port de Buenos Aires et devaient, de plus, honorer des impôts conséquents pour faire transiter leurs marchandises par le port, seul accès à la mer. Très vite, l'Histoire de l'Argentine s'est écrite au rythme des conflits entre l'intérieur et le port : les hommes politiques de cette période s'inscrivent soit dans une posture unitaire, favorable au centralisme de l'État et au monopole de la région littorale et du Port de Buenos Aires, soit dans une posture fédérale qui cherchait à offrir une opportunité de développement aux provinces de l'intérieur. Cet extrait reprend cette dichotomie sous un angle à la fois sociopolitique et moral. Premièrement, CFK revendique le *caudillo Ibarra* comme patriote et dénonce l'image négative qui y est associée. Celle-ci est véhiculée dans la population par le biais de la synécdoque locative *el puerto* qui désigne donc le système douanier du Port de Buenos Aires par opposition à la population de l'intérieur, des provinces. En effet, CFK dénonce le *dejo* et le *menosprecio* dont ont souffert les *caudillos*, figures emblématiques de la résistance aux troupes royalistes pendant les guerres d'indépendance puis à l'autorité des dirigeants unitaires. Par cette remarque, la présidente se place de fait en dehors de la version de l'Histoire libérale : elle souligne sa position lorsqu'elle réaffirme son incompréhension : « no entiendo, nunca entenderán. » Cette formulation comporte deux niveaux d'incompréhension. D'une part le présidente, ne peut comprendre, c'est-à-dire ne peut partager le point de vue des défenseurs et potentiels protagonistes de l'histoire libérale. D'autre part, la troisième personne du pluriel désigne justement ce dernier collectif: eux-mêmes n'ont pas saisi le sens des événements de cette époque. Ainsi, pour l'oligarchie du XIX<sup>e</sup> siècle, les *caudillos* de l'intérieur constituaient un frein à l'évolution de l'Argentine selon le modèle de civilisation auxquels ils aspiraient. C'est pourquoi, ces derniers

---

<sup>429</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, durante su visita a la provincia de Santiago del Estero, desde el centro de convenciones de dicha provincia, 26-08-2014

ont été condamnés par l'Histoire libérale à l'incarnation de la barbarie<sup>430</sup>. Le discours de CFK, pour lequel nous rappelons à nouveau l'influence du révisionnisme historique des années soixante-dix, réhabilite ces leaders comme représentants de l'essence de la civilisation authentique<sup>431</sup> mais également de la volonté et des besoins du peuple, dans le sens de *plebs*<sup>432</sup>, par opposition aux élites du pouvoir.

Si cette narration des événements passés peut être transposée à l'actualité, CFK incarne donc le rôle de ces héros non réhabilités qui, à la fois, symbolisent l'essence et la volonté du peuple face à ces autres, ces opposants, non représentatifs de la réalité argentine. D'autre part, la double négation qui exprime l'incompréhension de la présidente suppose, en rétablissant la version affirmative que, elle, a saisi l'essence et les besoins du peuple. Le processus de réhabilitation se construit par équivalence d'oppositions, comme nous venons de l'expliquer car d'autres similitudes contribuent à associer le personnage historique à des actes de résistance populaire du passé récent argentin.

Ainsi, la présidente, voulant réhabiliter Felipe Varela dans les figures héroïques de l'Histoire de l'Argentine mais également dans ce groupe des vaincus envers lequel le présent a une dette à régler, explique : «*fue desaparecido, escondido y muchas veces calumniado por la historiografía oficial*<sup>433</sup>». Le choix de ce premier participe passé dans une construction passive qui suppose la présence d'un agent non nommé, pour un auditoire argentin, est une allusion au passé récent.

La présidente confirme le souvenir éveillé par ce terme dans la conscience du public, en ajoutant huit lignes après, c'est-à-dire quelques secondes plus tard dans le discours oral :

*También intentaron sepultar la memoria de los desaparecidos durante la última dictadura militar como también quisieron la impunidad, pero no pudieron porque mujeres de pañuelos blancos salvaron la memoria como también lo hizo -y quiero recordarla- Dolores Díaz, “la Tigra”. Anoticiense: en 1867, en la batalla de Pozo de Vargas, cuando se cae del caballo muerto, a Felipe Varela, lo iban a lancear y una mujer, a la que apodaban “la Tigra”, lo levantó, lo puso en las ancas de su caballo y lo salvó. Esto para que sepan el rol que hemos tenido también las mujeres en la lucha por la independencia y por el federalismo y que nada es casual. (APLAUSOS)*

---

<sup>430</sup> Bien que la Constitution de 1852 consacre pour l'Argentine un système politique fédéral, les soulèvements de *caudillos* ont donné lieu à des interventions fédérales des provinces et, globalement, à un renforcement des attributions du pouvoir exécutif national.

<sup>431</sup> A ce propos, Maristella Svampa considère que la revendication de l'essence de la civilisation authentique a conduit à une lecture idéalisée de la société argentine. Maristella Svampa, *El dilema argentino. Civilización o Barbarie*. Buenos Aires, Taurus, 2006, p 262

<sup>432</sup> Le « peuple » peut être entendu comme *plebs* qui marque la particularité d'un groupe sociale, le peuple par opposition à l'élite du pouvoir, mais également comme *populus*, qui désigne l'ensemble de la population qui participe à la construction de la vie de la cité.

<sup>433</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela*, en San Fernando del Valle de Catamarca, 05-06-2010

*Una mujer que, junto a otras mujeres, luego fue encarcelada, pero miren lo que son las cosas de la historia: se la llevaron presa a Santiago del Estero y las tuvieron allí porque peleaban en las montoneras federales*<sup>434</sup>.

Le discours politique réunit les caudillos fédéraux et les victimes de la dictature dans un même collectif de victimes méprisées par l'Histoire et réhabilitées par le récit de la présidente. En cela, le discours politique crée ce que Alejandro Raiter appelle «*una pararealidad con ilusión de referencialidad con el objetivo de lograr un cambio de conductas, creencias y actitudes en los oyentes*<sup>435</sup>». Ainsi, la mention de ces combattants mais également les références à des figures telles que Juana Azurduy et Felipe Varela<sup>436</sup>, célébrés dans la culture populaire, à travers le folklore très écouté et chanté dans les années soixante et soixante-dix, réactive non seulement une mémoire historique mais également une mémoire culturelle partagée.

De cette façon, à travers le récit de la présidente, les auditeurs accèdent aux événements du passé et sont guidés par sa ligne de raisonnement. Si les «*mujeres de pañuelo blanco*» ont sauvé la mémoire des victimes de la dictature, «*la Tigra*» a sauvé de l'oubli Felipe Varela. Le saut temporel permet de réunir les époques et d'établir des parallélismes entre les groupes de personnages qui viennent alors occuper des rôles symboliques. L'histoire répète et met en scène de façon cyclique des vaincus, victimes d'une force d'opposition, régulièrement sauvés par des femmes qui luttent pour des idéaux. Dans ce passage particulièrement riche, le discours offre un dernier saut temporel et symbolique grâce au glissement vers la première personne du pluriel et la revendication du genre qui permet à la présidente de s'inclure en tant que femme dans ce collectif de force de résistance et de gardienne de mémoire. Enfin le dernier paragraphe ferme le parallélisme en utilisant à nouveau un terme fortement connoté pour la génération des militants des années 60-70. Expliquer que «*la Tigra*» faisait partie des «*montoneras*» fédérales, après les liens établis dans le discours, place la présidente dans son passé de militante et comme force de résistance.

Nous signalions, dans un premier temps, que les auditeurs étaient transférés dans le récit historique en tant qu'acteurs de l'Histoire de l'Argentine. Dans cette narration, la notion chronologique qui voudrait les cloisonner dans le présent ou dans le passé, n'est pas opérante car la para-réalité discursive crée une réalité dans laquelle le temps n'est pas pris en compte puisqu'il se répète cycliquement. Ce qui compte ce sont donc les rôles symboliques assumés

---

<sup>434</sup>*ibidem*

<sup>435</sup>Raiter, Alejandro, «El pasado como desgracia, el futuro como promesa: estrategias discursivas en CFK», V Congreso Internacional de Letras, 2012, Universidad de Buenos Aires. «une para-réalité avec illusion de référentialité dans le but de provoquer un changement de conduites, croyances et attitudes chez les auditeurs.» (Je traduis)

<sup>436</sup>« La Felipe Varela », *Página 12*, 06/06/2012, <https://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/espectaculos/2-25436-2012-06-06.html>

par chacun dans cette réalité ou le rôle dans lequel les individus se représentent en écoutant le récit. Ainsi, Dardo Scavino déclare au sujet des acteurs de l'Indépendance que ce sont (...) «*las narraciones las que "instrumentaron" a los sujetos, y hasta tal punto lo hicieron que estos asumieron la historia y la identidad que esos mitos les contaron*<sup>437</sup>». Cette affirmation nous semble applicable aux opérations mises en place dans le discours de CFK. En effet, parce qu'il se reconnaît dans le mythe fondateur du Bicentenaire, le peuple argentin devient acteur du récit et se réalise comme tel. Voyons maintenant où va le guider le récit.

Le récit mythique de la présidente se construit comme un éternel retour initiatique à partir duquel le peuple devrait éviter de répéter les erreurs du passé, les comprendre et les corriger. La condition de réussite de cette entreprise repose dans l'union avec ses semblables car ce cheminement permet de les identifier comme des frères, c'est-à-dire d'adhérer au lien de fraternité. Cette union est donc la quête, l'objet à maintenir et à reconstruire constamment.

### II. 3. 3. Un avenir commun

Par son discours, la locutrice oriente ce processus de réflexion dans lequel les auditeurs sont inclus par le simple fait d'être présents et de faire partie de ce « nous » prononcé par la présidente, groupe uni face aux forces d'opposition qui justifient une lutte commune pour sortir de la situation actuelle. Cependant, il s'agit d'une structure dynamique qui doit être entretenue et encouragée par l'espoir de pouvoir atteindre cet état de plénitude après avoir lutté contre les pressions qui s'y opposent. Ainsi, Dardo Scavino identifie trois moments décisifs dans la narration politique :

*(...) cada narración política anuncia que los adversarios son los defensores del sistema contra el que se sublevan los aliados, (...). Y lo hace, denunciando una situación actual, exhortando a los amigos a la rebelión y la lucha y prometiéndole el triunfo final de los aliados o el restablecimiento de la auténtica comunidad o del pueblo liberado. Denuncia, exhortación y promesa serían los tres momentos del combate entre los bandos, (...)*<sup>438</sup>.

A partir du discours consacré à Felipe Varela, nous allons mettre en lumière ces trois

---

<sup>437</sup> Scavino Dardo, *Narraciones de la independencia: arqueología de un fervor contradictorio*, 1<sup>re</sup> ed. Buenos Aires: Eterna Cadencia Editora, 2010, 304p, P250

<sup>438</sup> Scavino Dardo, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina*, 1<sup>re</sup> ed., Buenos Aires. Eterna Cadencia Editora, 2012, 256p, p.25, « (...) chaque narration politique annonce que les adversaires sont les défenseurs du système contre lequel se soulèvent les alliés, (...). Et elle le fait, en dénonçant une situation actuelle, en exhortant les amis à la rébellion et la lutte et en promettant le triomphe final des alliés ou le rétablissement de la communauté authentique ou du peuple libre. Dénonciation, exhortation et promesse seraient les trois moments du combat entre les deux camps, (...)».

étapes, « dénonciation, exhortation et promesse », ce qui va nous permettre de caractériser le pacte social que la présidente passe avec le peuple argentin.

Pour commencer, la prise de parole de la présidente se justifie dans le discours par la volonté de faire apparaître l'obstacle, l'élément perturbateur qui s'oppose à la constitution pleine du peuple. La dénonciation se construit donc sur deux mécanismes : la révélation d'informations par le récit historique, «*Ese Felipe Varela que, como tantos otros patriotas, fue desaparecido, escondido*<sup>439</sup>» et la revendication de la volonté de dénoncer les faits, «*quiero hablar de*<sup>440</sup>» ou «*por qué no decirlo*<sup>441</sup>».

Dans un deuxième temps, dans une véritable chorégraphie, l'auditoire est emporté dans un mouvement qui l'englobe lorsqu'apparaît le «*nosotros*» («*en esta reivindicación que hoy estamos haciendo de Felipe Varela*<sup>442</sup>»). Cette première personne du pluriel place l'auditoire comme sujet, acteur de l'action mais il n'en est malgré tout qu'acteur second, par le simple fait que ce « nous » représente le « je » de la présidente qui détient la parole auquel elle associe « vous ». Lorsque la présidente déclare: «*Queremos una Argentina unida; queremos una sociedad que sepa cuáles son los objetivos*,<sup>443</sup>» ou lorsqu'elle exprime le souhait «*que podamos (...) no perder esta oportunidad magnífica del Bicentenario, de pensar en un país diferente, en un país industrializado, con valor agregado*<sup>444</sup>», son discours revêt un caractère performatif. Parce qu'elle exprime cet objectif, elle le fait commun et il est alors en train de se réaliser. L'exhortation relève à la fois de la persuasion et de la mise en action effective, d'où ces constructions qui à la fois incluent les auditeurs et, en même temps, les invitent à s'investir pour atteindre l'objectif d'un bien commun. Ce moment est donc charnière car après avoir réveillé ou éveillé un vécu commun, dans la phase de dénonciation, l'appel au peuple pour qu'il se mette en mouvement doit être assez percutant pour qu'il passe de co-acteur de l'histoire à, a minima, constructeur de l'avenir commun dans la représentation qu'il se fait de lui-même. Une adhésion passive, en effet, ne suffirait pas : les individus doivent prendre part au récit, phénomène que Dardo Scavino qualifie d'identification subjective :

*El sufrimiento no alcanza para constituir un frente político, la convicción, sí. Y por convicción deberíamos entender: modo de subjetivación de la narración política. A esta parecía referirse Gramsci cuando aseguraba que el mito político trata de crear ex novo aquello*

---

<sup>439</sup> Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela, en San Fernando del Valle de Catamarca, 05-06-2010

<sup>440</sup> *ibidem*

<sup>441</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, durante su visita a la provincia de Santiago del Estero, desde el centro de convenciones de dicha provincia, 26-08-2014

<sup>442</sup> Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela, en San Fernando del Valle de Catamarca, 05-06-2010

<sup>443</sup> *ibidem*

<sup>444</sup> Palabras de la Presidenta en el centenario del Dique Ballester, en Neuquén y Río Negro, 19-03-2010



*que supuestamente está contando:(...). Y por eso la identidad política no es una simple descripción de la condición social de un sujeto, sino su identificación subjetiva con una interpelación, una vocación, un llamamiento, un de te fabula narratur*<sup>445</sup>.

De cette manière, la présidente déclare :

*Quiero agradecer a todos y a todas el esfuerzo y los convoco a este siglo XXI a este gran acuerdo del Bicentenario. Los argentinos tenemos que reflexionar sobre esos 200 últimos años que hemos vivido, algunos a través de la historia, otros hemos vivido una parte del siglo pasado y hemos sido protagonistas como militantes o en algún lugar de cosas muy terribles que nos sucedieron a todos los argentinos.*<sup>446</sup>

Par conséquent, la dénonciation du passé donne l'impulsion au peuple pour se lever mais ce sont les promesses, la vision de l'avenir commun qui le feront avancer si, et seulement si, celui-ci croit dans cet avenir commun. Nous ne parlons pas d'une construction réalisable mais d'une adhésion basée sur la conviction.

En effet, le discours de CFK se réfère régulièrement à la nécessité d'avoir la foi dans le projet commun comme, elle-même, croit en la réalisation de celui-ci. Nous y reviendrons dans la troisième partie, démontrant ainsi que le discours politique constitue une « version sécularisée de l'histoire providentielle<sup>447</sup> » :

*(...) Yo creo en nosotros, en nuestra historia, en los pueblos originarios, en la Argentina, en los próceres de mayo, en Perón, en Yrigoyen, en Evita y en todos los argentinos que dieron sus vidas para que podamos vivir un país de todos, más justa, más equitativa, libre, soberana. Ese es el sueño de tantos millones de argentinos y tengan fe que vamos a seguir en el mismo camino.*<sup>448</sup>

Cette conviction partagée est le ciment de la construction de la nation, dont la réalisation est indispensable pour que le peuple avance vers l'avenir mais est également le garant contre la désagrégation de la société. «*Los mitos revolucionarios tenían*», selon Georges Sorel repris par Dardo Scavino, «*un estatuto similar a las convicciones religiosas y estas impedían que los pueblos entraran en decadencia, esto es que una sociedad se precipitara en la anomia*<sup>449</sup>». De

---

<sup>445</sup>Scavino Dardo, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina.*, op.cit., p211, « La souffrance ne suffit pas pour constituer un front politique, la conviction, oui. Et par conviction nous devrions comprendre : mode de subjectivation de la narration politique. A cela semblait faire référence Gramsci quand il assurait que le mythe politique s'emploie à créer *ex novo* ce qu'il est supposé être en train de raconter : (...). Et pour cette raison, l'identité politique n'est pas une simple description de la condition sociale d'un sujet, mais son identification subjective avec une interpellation, une vocation, un appel, un *de te fabula narratur*. »

<sup>446</sup> *Discurso Presidenta ante la Asamblea Legislativa*, 01-03-2008

<sup>447</sup> Scavino, Dardo, «Las rimas del tiempo», *Boca de Sapo* 23, Era digital, año XVIII, marzo 2017, [TIEMPO], p6

<sup>448</sup> *Palabras de la Presidenta de la nación, Cristina Fernández, durante su visita a la provincia de Córdoba*; 02-11-10

<sup>449</sup>Scavino, Dardo, *Rebeldes y confabulados: narraciones de la política argentina.*, op.cit., p. 248. « Les mythes révolutionnaires avaient, un statut similaire à la conviction religieuses et empêchaient que les peuples entrent

plus, dans le contexte post crise de 2001, proche de cet état d'anomie<sup>450</sup>, la menace ne vient pas seulement d'un futur incertain mais aussi d'un passé immédiat dans lequel la désintégration du lien social était très présente pour les Argentins.

Par conséquent, la foi dans le projet politique est à la fois le garant de l'unité du peuple et une des conditions principales de la réalisation de ce projet dont le moment culminant est la révélation de l'identité, c'est à dire la connaissance de soi et également, la reconnaissance des pairs. Ainsi, si nous poursuivons notre réflexion à partir du discours consacré à la revendication du caudillo Felipe Varela, la présidente invite à la reconnaissance du protagoniste. Les auditeurs accèdent ainsi à une connaissance mais doivent également adhérer à une valorisation du personnage comme acteur de la construction de la nation. Par glissement, ces qualités sont associées à la population argentine : l'identité ainsi révélée est le ciment du peuple constitué par le récit. Nous pouvons le lire dans le fragment suivant :

*este reconocimiento a un hombre como Felipe Varela (...) es, en definitiva, el reconocimiento que nos hacemos a nosotros mismos los argentinos, como hombres y mujeres capaces de hacer cosas que transformen la realidad y mejoren la calidad de vida de todos los argentinos, que de eso se debe tratar la política y no de ninguna otra cosa*<sup>451</sup>.

De plus, par ce processus, la présidente donne à voir une stratégie que nous avons déjà évoquée et qui vise à réhabiliter le politique et l'action politique, en réponse à l'état de désagrégation dans lequel se situaient l'Argentine avant l'élection de NK à la présidence. De cette manière, CFK présente la politique comme un outil au service du peuple quand elle déclare «*la política es algo maravilloso, es un instrumento que ha servido para mejorar la calidad de vida de los pueblos*<sup>452</sup>». Néanmoins, il ne peut pas nous échapper non plus que, définissant la politique dans son discours politique, elle agit politiquement : cette pratique est d'autant plus explicite qu'elle la revendique. En effet, lorsqu'elle affirme dans l'exemple précédent, le potentiel qu'offre la politique, en tant qu'action pour l'organisation de la communauté, CFK revendique un positionnement idéologique qui conçoit la politique comme un mode d'action dédié à l'amélioration de la qualité de vie des peuples.

Pour revenir au thème de la révélation de l'identité, nous considérons qu'elle se met en place à deux niveaux. Sur le plan synchronique, il s'agit bien d'une reconnaissance entre

---

en décadence, c'est-à-dire qu'une société se précipite dans l'anomie. » (Je traduis).

<sup>450</sup> Anomie : notion élaborée par Durkheim, qui désigne la désorganisation sociale résultant de l'absence de normes communes dans une société.

<sup>451</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela*, en San Fernando del Valle de Catamarca, 05-06-2010

<sup>452</sup> *Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la Presidenta pro tempore del Mercosur*, 17-12-2007

semblables, c'est à dire d'une identification dans une identité commune. Sur le plan diachronique, la locutrice conduit au retour à une identité perdue ou fragmentée dont les éléments perturbateurs avaient éloigné les individus. Ce double processus est un élément fondamental de la construction de l'avenir commun, tel que l'illustre ce passage :

*Lo vimos el año pasado en los festejos del Bicentenario, cuando millones de argentinos se reconocieron en la historia y se reconocieron en sí mismos como un pueblo que quiere conocer y saber su historia. Porque tenemos historia es que podemos construir futuro, si no tenemos historia no hay posibilidad alguna de futuro.*<sup>453</sup>

Ce fragment présente une structure fondamentale du mythe qui est la répétition cyclique de l'arrivée de l'élément perturbateur : le chemin à parcourir pour se libérer de forces d'opposition et, en quelques sortes, expier les péchés ou recevoir un enseignement. C'est en cela que nous parlions du caractère initiatique de la narration car dans ce travail commun d'explication, de compréhension et de diffusion de l'histoire, la société atteindra l'état de grâce, l'incarnation du peuple argentin.

De la même façon, le passage suivant illustre le cycle dans lequel se succèdent les éléments perturbateurs à l'origine de la fragmentation du peuple. Le travail commun de récupération et de réparation suppose un investissement actif pour atteindre la renaissance qui ouvre la porte à la révélation de l'identité :

*Esto es lo que hemos venido a reparar, tanta injusticia, tanta inequidad, tanto olvido de los sectores más postergados de la Patria, de esta Patria que vimos renacer como nunca en este Bicentenario, cuando nos querían convencer a los argentinos que éramos feos, sucios y malos*<sup>454</sup>  
*y que todo nos iba mal, allí salió el pueblo a la calle para festejar ese 25 de Mayo que era festejar su identidad, su historia y su recuperación como pueblo.*<sup>455</sup>

Dans cette nouvelle société retrouvée, la génération du Bicentenaire, telle que la désigne la présidente, fait figure de peuple élu, annonciateur d'une nouvelle ère, car en donnant un nom à cette génération la présidente met en lumière la naissance et l'initiation d'un processus. Cependant, la naissance suppose également un processus de séparation d'un état antérieur. Le Bicentenaire de l'indépendance de l'Argentine offre donc également l'opportunité d'envisager le processus d'émancipation de l'Argentine.

---

<sup>453</sup>Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández de Kirchner en la inauguración del museo del Bicentenario en la casa de gobierno, 24-05-11

<sup>454</sup> Possible référence au film, *Feos, sucios y malos*, (1976) de Ettore Scola avec Nino Manfredi, qui présente une image dégradée et sordide des classes populaires italiennes. D'un point de vue socioculturel, cette référence situe CFK parmi les secteurs relativement cultivés société.

<sup>455</sup>Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto realizado por su visita a la ciudad de Catriel, donde inauguró una clínica materna y un club social, en la provincia de Río Negro, 06-09-2010

En effet, lors du forum Nueva Independencia de Tucuman en 2015, Dardo Scavino rappelait la notion d'émancipation dans le mouvement d'indépendance<sup>456</sup>. L'émancipation suppose effectivement un processus de maturation au cours duquel l'individu ou la société se libère de l'autorité d'un tiers et exerce seul le droit à décider pour lui-même. Le Bicentenaire vient rappeler au peuple argentin qu'il est maître des décisions qui le concerne et invite à la reconnaissance et à la revendication de cette capacité mais également à l'engagement et à la prise de décision.

Ainsi, CFK souligne à plusieurs reprises la nécessité de conquérir l'indépendance de la pensée. Elle l'exprime notamment en ces termes :

*La institucionalización de un modelo de país es cuando se hace carne en el conjunto de la sociedad porque visualiza que ese es el camino más acertado como país y como nación.*

*Para eso hemos debido luchar contra una fuerte subordinación cultural impuesta históricamente por la historia falsificada desde 1810 a la fecha. (...)*<sup>457</sup>

Le discours politique comporte intrinsèquement l'invitation à l'engagement. Alors, dans quel projet ou modèle de pays le peuple argentin institué par le discours de CFK est-il engagé ? Comment le peuple peut-il s'émanciper selon CFK ?

Pour répondre à cette question, nous allons nous rapprocher d'une des figures de l'indépendance régulièrement convoquée par la présidente : Mariano Moreno. Le récit historique fonde l'événement : il donne aux actions du quotidien, son poids, son rôle prépondérant pour entrer et perdurer dans l'Histoire. Le discours politique, parce qu'il fait naître et véhicule un certain récit, va permettre aux peuples de penser l'événement, de lui donner du sens et ainsi de légitimer l'action et le rôle de ses principaux protagonistes.

Ayant montré les stratégies à travers lesquelles CFK emporte l'auditoire dans l'épopée argentine, nous souhaitons montrer que cette inclusion consentie dans la réception du «*nosotros*» engage le peuple argentin dans un pacte social fortement influencé par les idées de Mariano Moreno et qui légitime le positionnement de la présidente et son projet politique. Ce qui nous semble intéressant ici, au-delà de la revendication de la figure symbolique, intégrée dans l'imaginaire argentin, ce sont les bases idéologiques communes qui ressortent dans le discours de Mariano Moreno<sup>458</sup> au moment de la Révolution de Mai de 1810 et, pendant le Bicentenaire de 2010, dans le discours de CFK.

---

<sup>456</sup> Dardo Scavino, intervention dans le cadre du Forum « Nuevas independencias », Mesa 5 : Pensar la Argentina entre Bicentenarios, 07-07-2015, en ligne <https://www.youtube.com/watch?v=7ZwdeH6mX4M&t=3366s> , consulté le 01-05-2020

<sup>457</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estado de Huracán, ciudad autónoma de Buenos Aires*; 11-03-11

<sup>458</sup> Mariano Moreno (1778-1811) secrétaire de Guerre et secrétaire du gouvernement de la Primera Junta.

D'autre part, Oscar Terán parle de la Révolution Française comme d'« un laboratoire politique et idéologique<sup>459</sup> » qui a servi de filtre de lecture pour les révolutions hispano-américaines. Ainsi, CFK utilise le contexte du Bicentenaire pour donner à penser l'Argentine comme le théâtre d'une révolution, terme qui à partir de la Révolution Française commence à être identifiée comme :

*un cambio súbito y absoluto, que implica una negación de la tradición, es decir, una negación de la historia, para hacer tabla rasa de la historia. De ahí que la idea de "revolución" incluya la noción de creación ex-nihilo: una creación a partir de la nada*<sup>460</sup>.

Si Mariano Moreno raconte la Révolution de Mai comme une naissance, un commencement<sup>461</sup>, CFK fait de même avec le Bicentenaire. Cependant nous venons d'aborder la fonction émancipatrice du processus d'indépendance. Alors, comment le projet politique réunit-il à la fois l'idée de commencement et d'exercice de la volonté du peuple ?

Le Bicentenaire permet à CFK d'insister sur le processus de construction qui s'est développé entre la Révolution de Mai de 1810 et l'indépendance de 1816. Ainsi, elle place le peuple argentin dans cette dynamique de constitution à laquelle participent les Argentins inclus dans le « nosotros » et dont le compromis est scellé par un accord :

*Hay un compromiso entonces de todos de poder decidir entre todos, acordar entre todos, a escasos dos años del Bicentenario, lo que yo defino como el acuerdo de los argentinos en torno al modelo de país, a los instrumentos a adoptar, ¡acuerdo del Bicentenario! Que debe tener objetivos, como todo acuerdo, no hay acuerdo que no tenga objetivos. Y si nos propusimos hace casi cinco años dar el combate por el trabajo y llegar a la desocupación de un dígito, creo que uno de los objetivos sería llegar también a la pobreza de un dígito en este Bicentenario de nuestra construcción como país y de nuestra independencia en el 2016, un pensar estratégicamente en la Argentina*<sup>462</sup>.

Nous notons ici l'empreinte de la conception contractualiste de la nation qui apparaît comme une marque de modernité dans le discours de Mariano Moreno, influencé par la pensée de Rousseau. En effet, Oscar Terán rappelle que «*la concepción contractualista*», en accord avec Hobbes et Rousseau, «*parte de una hipótesis según la cual, los seres humanos, nacidos*

---

<sup>459</sup> Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980*, 1<sup>a</sup>ed., 2<sup>a</sup> reimp., Buenos Aires, SigloVeintiuno Editores, 2010, 320p., p37,

<sup>460</sup> Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980 op.cit.*, p37. « un changement soudain et absolu, qui implique une négation de la tradition, c'est-à-dire, une négation de l'Histoire, pour faire table rase de l'Histoire. C'est alors que l'idée de „révolution“ inclut la notion de création ex-nihilo: une création à partir de rien.» ( Je traduis)

<sup>461</sup> Oscar Terán explique cependant l'évolution dans la pensée de Mariano Moreno pour arriver jusqu'à la revendication d'une rupture avec l'ordre espagnol et les populations espagnoles d'Europe. In Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980 op.cit.*, « leçon 2: Mariano Moreno, Penser la Revolución de Mayo », p. 25 - 69

<sup>462</sup> *Discurso Presidenta ante la Asamblea Legislativa*, 01-03-2008

como individuos presociales, debido a distintas circunstancias deciden asociarse, es decir, vivir en sociedad, constituir la sociedad<sup>463</sup> ». Par conséquent, la société moderne est conçue comme autoreférentielle, elle se réfère à elle-même, elle se fonde sur elle-même. Nous retrouvons effectivement dans le passage de discours précédemment cité l'importance de l'accord entre les Argentins comme point de départ d'une construction commune de la nation, incarnée par la constitution du peuple. Comme « *el acto fundacional es un acuerdo público de los habitantes de la polis, entonces la política desplaza a la religión en tanto "cemento" de la sociedad*<sup>464</sup> ». Nous revenons sur ce point dans la troisième partie de cette thèse.

Or la présidente s'appuie sur l'action politique pour réactiver le pacte d'association contracté entre les individus et qui est la condition de l'existence du peuple argentin. En effet, elle affirme :

*(...) cuando hablo de la política hablo de las ideas, hablo de los modelos, hablo de qué modelo de sociedad queremos, y el nuestro es claro: una sociedad con más equidad, con más igualdad, la palabra que más me gusta junto a la libertad. Creo que libertad e igualdad son los dogmas del Bicentenario, innegociables, el "sagrado dogma de la igualdad" decía Mariano Moreno, numen del Bicentenario, y en la Argentina que Dios me ha dado la suerte de presidir, (...)*<sup>465</sup>.

La présidente s'appuie sur deux valeurs, érigées en dogmes du Bicentenaire, qui reviennent régulièrement dans son discours : la liberté et l'égalité. A ce propos, Oscar Terán rappelle que le terme de « liberté » suppose deux significés différents, lesquels correspondent à deux traditions politiques différentes. Comme nous l'avons indiqué, le lien social est envisagé, dans les sociétés modernes comme un lien conventionnel : la société est une construction, une invention, fruit du pacte d'association établi entre les individus. Cependant, il existe différents types d'accord entre ces individus. Le contractualisme de Locke revendique le droit naturel dans une conception individualiste moderne, alors que, dans les contrats sociaux imaginés par Hobbes et Rousseau, les individus déposent complètement leur pouvoir entre les mains du roi ou de l'assemblée. Or, contrairement au monde anglo-saxon, c'est le contractualisme de Rousseau qui a le plus amplement pénétré et influencé le monde hispano-américain, et qui en particulier, a inspiré Mariano Moreno. Ce qui se traduit dans cette conception par le fait que :

*No es la sociedad (en tanto sumatorio de individuos) sino la comunidad*

---

<sup>463</sup>Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980 op.cit.*, p39 « la conception contractualiste part de l'hypothèse selon laquelle les êtres humains, nés comme individus presociaux, face à différentes circonstances décident de s'associer, c'est à dire, de vivre en société, de constituer la société » (Je traduis)

<sup>464</sup>Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980 op.cit.* p.39, « l'acte fondateur est un accord public des habitants de la polis, alors la politique déplace la religion en tant que ciment de la société. » (Je traduis)

<sup>465</sup>*Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires; 10-08-10*

*(como unidad, como pueblo-uno) la que es depositaria y a la que puede atribuirse los derechos naturales y; por ende, la libertad*<sup>466</sup>.

De cette conception, découle une articulation entre liberté et égalité qui conditionne le projet politique et sert de base au projet kirchneriste, annoncé comme inclusif et visant à une redistribution des richesses. Lorsque la présidente déclare lutter «*por la redistribución del ingreso, (...) porque todos los argentinos pudiéramos tener igualdad de posibilidades*<sup>467</sup>», elle fait de l'égalité la pierre angulaire de son projet. La liberté s'exerce dans la participation à la chose publique et l'implication dans le projet commun car c'est ainsi que l'individu trouve et occupe pleinement sa place dans la communauté, c'est à dire qu'il se réalise comme partie intégrante du peuple :

*(...) normalmente si cada argentino en la tarea específica que tenga que cumplir, (...) si es como cualquier obrero de la construcción, cualquier profesional tiene que dar lo mejor de sí y hacer lo mejor que pueda su tarea*<sup>468</sup>.

La cohérence du peuple est maintenue par l'effort commun pour la défense de la nation, en tant que «*nuevo sujeto político*» qui s'auto-constitue, «*y activa el patriotismo como pasión apuntada a la defensa de la revolución*<sup>469</sup>».

Ce dernier exemple du discours de CFK nous confirme cette représentation du peuple uni pour une même cause, le projet commun de construction de la nation :

*un país en el que no vienen a luchar contra alguien, sino que por algo; (...) Es una construcción política diferente, siempre en nuestra historia las construcciones políticas, aún las del campo nacional y popular, se hacían en base a las contradicciones o contra algo. Hoy estamos construyendo con un profundo amor por las cosas logradas y con una profunda demanda por profundizar esos cambios para que puedan llegar a todos los argentinos.*<sup>470</sup>

En conclusion, cette partie consacrée aux conséquences du Bicentenaire dans le discours de CFK cherchait à comprendre comment ce moment de la présidence a eu un poids stratégique au-delà de la période ponctuelle des commémorations. L' « effet Bicentenaire » peut être considéré comme un dispositif, c'est-à-dire « tout ce qui a, d'une manière ou une autre, la

---

<sup>466</sup>Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980 op.cit.*, p.48, « Ce n'est pas la société (en tant que somme des individus) sinon la communauté (comme unité, comme peuple-un) qui est dépositaire y qui peut attribuer les droits naturels et ; par conséquent, la liberté. » (Je traduis)

<sup>467</sup>Presentación del programa conectar-igualdad.com.ar, 06-04-2010

<sup>468</sup>Palabras de la Presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner en el acto de clausura de la 62 convenio anual de la cámara argentina de la construcción, en el hotel Sheraton, CABA, 25-11-2014

<sup>469</sup>Terán, Oscar, *Historia de las ideas en la Revolución: Diez lecciones iniciales. 1810-1980, op.cit.*, p 53, « nouveau sujet politique » qui s'auto-constitue, « et active le patriotisme comme une passion consacrée à la défense de la révolution » (Je traduis)

<sup>470</sup>Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estado de Huracán, ciudad autónoma de Buenos Aires; 11-03-11

capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres<sup>471</sup> » selon Agamben. Dans ce cadre, le Bicentenaire englobe la population argentine dans une histoire mythique qui est à la fois, l'origine et l'objectif de la constitution du peuple. Par diverses constructions, le discours de CFK opère des transferts, des glissements temporels qui permettent d'inclure le citoyen dans le collectif. Le processus de construction du peuple est montré comme l'essence de l'action politique, jeu politique qui est d'ailleurs revendiqué par la présidente. Dans ces conditions, la présidente peut alors formuler son projet politique et placer l'engagement du peuple comme intrinsèquement accordé. En effet, lors du Bicentenaire, CFK scelle un pacte social annoncé par des signifiants universels tels que la liberté et l'égalité mais qui réaffirme son projet politique et engage le peuple dans cet objectif commun.

---

<sup>471</sup> Agamben Giorgio, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Rivages Poches, 2014, 80p.



## II. 4. Cristina, le péronisme et le peuple

L'étude que nous avons menée jusqu'à présent nous a permis de souligner le soin apporté dans les discours de CFK à la construction de l'instance collective, dont la pérennité repose sur cette entité transhistorique qu'est le peuple argentin. Cet aspect idéologique nous invite à analyser l'héritage péroniste présent dans le kirchnerisme et dans le discours de Cristina en particulier.

Nous allons donc maintenant nous intéresser à la manière dont la présidente construit la figure de Juan Domingo Perón et les représentations qu'elle offre du péronisme dans le processus d'élaboration de l'instance collective. Il s'agit d'un thème particulièrement polémique dans l'imaginaire politique argentin mais cependant central car décisif dans le maintien de la cohésion de la société.

Ces réflexions nous invitent à aborder le lien entre imaginaire politique, en tant que représentation intériorisée qui donne sens au réel, et identité politique. En effet, les individus qui partagent un même imaginaire collectif sont liés par un phénomène d'identification. Parallèlement, la représentation du peuple comme un ensemble cohérent révèle également son extériorité, c'est à dire ces autres pour lesquels l'interprétation du réel est autre. Il est donc indispensable de prendre en compte ces deux processus, d'adhésion et de rejet, pour poursuivre notre étude sur la construction des antagonismes politiques dans le discours de CFK. Par conséquent, nous devons considérer que Perón, en tant qu'acteur politique, et le péronisme, en tant que mouvement politique, sont des éléments incontournables de l'imaginaire politique argentin dont la signification sociale varie au sein de la population. Néanmoins, nous pouvons affirmer ces éléments n'en sont pas moins un composant commun à tous les Argentins.

Alors que nous étudions la construction des antagonismes politiques chez CFK, il est opportun d'observer les références au péronisme dans son discours. D'autant plus que, comme nous l'avons expliqué en première partie, Néstor et Cristina, élus péronistes, entretiennent des rapports différents mais étroits avec l'appareil du parti, les syndicats et le péronisme en tant que culture politique qui a évolué au cours des décennies. Par conséquent, notre tâche est complexe car elle ouvre plusieurs axes de travail. En ce qui concerne la matière à analyser, la présence de mentions explicites ou non au péronisme ou à Perón est tout aussi significative stratégiquement que l'absence de celles-ci. D'autre part, Cristina opère une distinction entre le traitement de la personne, Juan Domingo Perón, en tant qu'homme et leader politique, et le traitement du mouvement péroniste, voire même, des appareils du parti et de la culture péroniste qui traverse

la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ayant noté ces variations, nous entendons observer la relation discursive construite entre le peuple, l'Argentine et le mouvement politique, d'une part, et d'autre part, la représentation du lien entre l'homme et le peuple argentin, depuis son apparition sur la scène politique. La construction de l'*éthos* de la présidente en rapport avec ce thème sera étudiée dans la seconde partie pour pouvoir nous consacrer à l'objet de cette première partie, la construction de l'instance collective nationale.

Ces deux axes retenus interrogent l'adéquation entre le discours de CFK et la représentation que le peuple se fait de lui-même et de la nation. En effet, nous devons prendre en compte le fait que la présidente génère une certaine représentation qui évolue dans la dynamique contextuelle de ses mandats présidentiels. Ces resignifications se confrontent à l'imaginaire politique du péronisme en tant que tradition. Par conséquent, ces éléments invitent inévitablement à envisager la pertinence d'une ligne cristiniste ou kirchneriste au sein du péronisme.

Cette question a été soulevée dans de nombreux travaux, notamment dans les recherches d'Emilie Doz. Sa thèse qui se concentre sur le mandat de Néstor Kirchner considère le kirchnerisme comme « une adaptation du péronisme aux exigences politiques, économiques et sociales de l'Argentine à partir de 2003<sup>472</sup> ». Dans ce sens, le président apporte une rupture sur le plan idéologique avec un des avatars du péronisme, la période néo-libérale incarnée par Carlos Menem, laquelle se manifeste dans les décisions économiques, et de politique sociale et mémorielle, notamment. De plus, l'auteur démontre le caractère populiste de la gestion de NK dont les réponses aux demandes sociales se sont accompagnées d'une dichotomisation de l'espace social mais également du renforcement de l'unité du « peuple argentin » autour de la figure du leader NK<sup>473</sup>. Ce dernier point place donc le kirchnérisme dans la lignée du premier péronisme. La thèse citée aborde également l'héritage du péronisme des années soixante et soixante-dix dans le kirchnerisme. Nous consacrerons le sous chapitre suivant aux relations entre kirchnerisme et militantisme des années 60-70.

Au-delà de la recherche de catégorisation, l'étude du positionnement discursif de CFK face à l'imaginaire politique péronisme, à travers les marques de filiation, d'appartenance ou les prises de distance, met en lumière une logique stratégique dans la représentation du peuple argentin. D'une part, comme nous l'avons remarqué lors de l'étude des thèmes précédents, la

---

<sup>472</sup> Doz Emilie, *Néstor Kirchner (2003-2007) : rupture ou continuité du péronisme ? Les mutations du populisme en Argentine*, thèse de Doctorat d'Etudes ibériques et méditerranéennes, sous la direction de Madame María A. Semilla Durán, Université Lumière Lyon 2, Ecole doctorale 484 3LA, p7

<sup>473</sup> Doz Emilie, *Néstor Kirchner (2003-2007) : rupture ou continuité du péronisme ? Les mutations du populisme en Argentine*, *ibidem* p407- 408

narration des faits historiques vise, en premier lieu, à renforcer le sentiment d'appartenance du peuple argentin à une histoire commune. La stratégie utilisée consiste en la construction d'une représentation normalisante de la personne de Juan Domingo Perón.

D'autre part, la présidente questionne l'imaginaire politique du péronisme. Comme NK, CFK se place en rupture par rapport au péronisme des années quatre-vingt-dix. La stratégie discursive consiste à reprendre des bases fondamentales du premier péronisme et du péronisme des années soixante et soixante-dix auxquelles se joignent d'autres influences, des traits caractéristiques du discours de R. Alfonsín, déjà signalé, par exemple, pour susciter une évolution de l'imaginaire politique. De plus, le *Frente para la Victoria* récupère des hommes politiques du radicalisme dans le projet de construire une nouvelle force politique au sein du champ populaire. De cette façon, Alfonsinismo et Kirchnerismo constituent les deux manifestations de cette tendance dans l'après-dictature. En revanche, la période néolibérale puis la crise de 2001 ont provoqué un rejet massif du monde politique dans la population argentine face à laquelle les acteurs politiques sont discrédités. L'évolution de l'imaginaire politique doit donc conduire à une réhabilitation du politique dont la pratique permet l'organisation d'un peuple autonome. En effet, le camp populaire doit à nouveau retrouver confiance dans la construction politique et s'en saisir pour pouvoir se constituer comme peuple.

Cornelius Castoriadis considère que les significations sociales qui constituent l'imaginaire politique sont héritées et indispensables pour constituer les identités. Cependant, elles peuvent toujours être modifiées. Il différencie ainsi les sociétés et individus autonomes qui ont conscience du rôle actif qu'ils doivent jouer face aux institutions, des sociétés et individus hétéronomes qui, n'ayant conscience de la possibilité de faire évoluer les significations sociales, «*están dominados por la repetición (...), cuya imaginación radical está reprimida al grado máximo, y quienes apenas están verdaderamente individualizados*<sup>474</sup>».

Selon cet auteur, tel que l'explique Sonia Arribas :

*la sociedad y el individuo autónomos, (...), son los que se percatan del necesario carácter social de nuestro ser. Por lo tanto, el proyecto de la autonomía no es sino la labor de la política como tal. La política es el compromiso activo por parte de los individuos con las instituciones, y el desarrollo por parte de estas últimas de la autonomía individual*<sup>475</sup>.

---

<sup>474</sup> Cornelius Castoriadis, *Philosophy, Politics, Autonomy*, Oxford University Press, Nueva York, 1991, p.163, in Arribas Sonia., "Cornelius Castoriadis y el imaginario político", *Foro Interno*, 2008, 8, p.105-

<sup>475</sup> Arribas Sonia., «Cornelius Castoriadis y el imaginario político», *Foro Interno*, 2008, 8, p.105-132. « La société et l'individu autonomes, (...) sont ceux qui prennent conscience du nécessaire caractère social de notre être. Par conséquent, le projet d'autonomie n'est autre que le travail de la politique en tant que telle. La politique est le compromis actif de la part des individus avec les institutions, et le développement de la part de celles-ci de l'autonomie individuelle<sup>475</sup>.

Nous remarquons, ici, et nous aurons l'occasion de l'étudier plus en avant les bases théoriques qui semblent guider le projet politique de CFK et auxquelles ses discours font écho.

Le discours de CFK conduit à une démarche introspective. L'auditoire est invité à remettre en question l'imaginaire politique établi. Ce processus permet l'avènement d'une nouvelle génération sur la scène politique : phénomène qui révèle deux mouvements opposés et contradictoires. En effet, le discours guide la construction identitaire du collectif destinataire en s'affranchissant d'un imaginaire politique : dans ce point se situe l'essence de la dite « nouvelle génération ». Cependant, le processus de construction identitaire ne peut totalement renoncer à cet imaginaire politique dans lequel prend racine la complexité des identités en présence.

En effet, le péronisme naît dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au carrefour du contexte international lié à la seconde guerre mondiale et du contexte politique, économique et démographique interne de l'Argentine (chapitre I. 2). L'une de ses caractéristiques est qu'il est présent dans l'histoire politique de l'Argentine au cours des 70 années qui séparent son émergence de l'époque actuelle.

Depuis le retour à la démocratie, l'historiographie consacrée au premier péronisme tend à un certain consensus. Ainsi Omar Acha et Nicolás Quiroga considèrent que cette période est présentée comme un récit d'«*una historia de la ciudadanía, la democracia, de los ideales liberal-republicanos y de una concepción evolucionista el cambio social*<sup>476</sup>» qui conduit à une normalisation du phénomène dans l'historiographie argentine récente.

L'analyse qui suit nous montre que CFK se positionne dans cette ligne historiographique lorsqu'elle fait référence à Perón qu'elle associe de façon privilégiée à cette première période. Nous abordons, dans un premier temps, la représentation de la relation entre le peuple et le premier péronisme puis nous étudions la construction de l'instance collective face à la période néolibérale et au militantisme des années 60 – 70.

## II. 4. 1. Perón et le peuple argentin

Au cours de la seconde moitié du vingtième siècle et dans cette première partie du vingt-

---

<sup>476</sup>Acha Omar, Quiroga Nicolás, « La normalización del primer peronismo en la historiografía argentina reciente », E.I.A.L., Vol. 20, No 2, 2009, « une histoire de la citoyenneté, de la démocratie, des idéaux libéral-républicains et d'une conception évolutionniste du changement social. »

et-unième siècle, le péronisme s'inscrit dans l'imaginaire politique argentin comme vecteur d'identification. En effet, l'héritage de Perón anime les débats de l'actualité politique et sa représentation discursive est une figure opérante dans le discours politique, notamment, pour les générations qui, au cours de la période mentionnée, se sont peu à peu intéressées aux débats politiques. Ainsi, si nous prenons en compte la population politique active pendant le kirchnerisme, des contemporains du premier péronisme aux générations nées plus de dix ans après la mort du leader, tous ces interlocuteurs potentiels ont une expérience politique qui se construit sur un échiquier en partie occupé par le péronisme.

Dans ce contexte, les références à Juan Domingo Perón (JDP) représentent un enjeu important pour CFK dans le processus de construction de l'instance collective nationale. En effet, nommer Perón, le désigner ou le caractériser dans un contexte donné suppose une adéquation entre la représentation produite par le discours et celles intériorisées par les destinataires, qui sont obligatoirement multiples voire contradictoires entre elles.

Comme l'explique Paul Siblot, dans la perspective praxémique, la relation au réel de la nomination (résultat de l'acte de nommer) peut être envisagée comme une triple relation : *le réel du monde*, qu'on catégorise pour lui donner sens ; *le réel du sujet* qui exprime la représentation qu'il se fait de ce monde et la position qu'il prend à son égard ; *le réel du sujet aux autres* avec lesquels il entre nécessairement en dialogue<sup>477</sup>.

Dans les discours de CFK, nous remarquons premièrement que les occurrences de mentions explicites sont peu nombreuses. Ensuite, la présidente utilise le patronyme seul, «Perón», souvent associé à «Eva» ou «Eva Perón», lorsqu'il s'agit d'actes de commémoration ou d'actes de discours qui répondent à une démarche commémorative<sup>478</sup>. D'autre part, la désignation par le titre « general Perón » ou « el presidente Perón » apparaît davantage en lien avec les mesures prises pendant le premier péronisme, en particulier, lorsque la présidente aborde les politiques économiques et sociales ; nous le verrons dans la sous-partie suivante.

Les autres formes de désignation n'employant pas le patronyme peuvent être considérées comme neutres. Ainsi CFK, au cours du dîner en honneur des participants à la 39ème réunion du Mercosur, se réfère ainsi à Perón : *«hay algunas personas que integran la historia de los argentinos, la historia de los latinoamericanos»*<sup>479</sup>. Lors d'une réunion nationale du conseil du

---

<sup>477</sup> Siblot Paul, «Une linguistique qui n'a plus peur du réel», Cahiers de praxématique n° 15. Université Paul Valéry – Montpellier 3, 1990, p. 57-76 in Sophie Moirand, "Du sens tel qu'il s'inscrit dans l'acte de nommer." Humanitas / Fapesp Ciências da linguagem e didática das linguas , p.165-180, 2011, Ciências da linguagem e didática das linguas 978-85-7732-165-0.

<sup>478</sup> Lors du dîner officiel du 39ème sommet du Mercosur en 2010, par exemple.

<sup>479</sup> *Palabras de la Presidenta de la nación Dra Cristina Fernández durante la cena en honor a los participantes de la 39 reunión, cumbre del Mercosur*, Antigua Bodega, Provincia de San Juan, 08-02-10

parti justicialiste, elle le désigne comme «*un hombre que supo representar un proyecto de país y llevarlo adelante*<sup>480</sup>». « Une personne », « un homme » sont des termes objectifs, neutres proches de l'anonymat et les caractérisations qui les accompagnent placent la figure de Perón dans l'action de construction du pays, action qui, bien qu'elle soit positive et valorisante, demeure simplement factuelle. Néanmoins, le choix de ces termes, n'est pas pour autant anodin. Nous pensons, en effet qu'il contribue au processus de patrimonialisation de l'homme politique.

Le passage cité ci-dessous illustre également ce processus qui conduit à produire une représentation neutre de la personne de JDP :

*Cuenta su dueña también que aquí, en algún momento se encontraron Perón y Eva Perón porque en aquella parte de la bodega, en la parte vieja, como era uno de los pocos lugares que no se había derrumbado, se había dado alojamiento a todos los que habían quedado sin techo y allí iban todos los que traían ayuda o los que venían a tomar contacto con las víctimas, con los damnificados, así que es un lugar que es emblemático por varias razones, por lo menos para nosotros. No sé si para otros, pero yo creo que sí para todos, porque creo que ya hay algunas personas que integran la historia de los argentinos, la historia de los latinoamericanos y que están por encima de las terrenales barreras partidarias*<sup>481</sup>.

Lors de ces phases de narration, CFK nomme JDP par son patronyme ou nomme le couple Perón, puis relate des événements passés qui peuvent être mis en relation avec des actions présentes. Dans ces passages, nous remarquons également des constructions qui mettent en parallèle le « couple Perón » et le « couple Kirchner », nous reviendrons sur ce point.

Nous souhaitons démontrer, en nous appuyant sur ce passage dans lequel la présidente, en visite dans une cave de production de San Juan, fait référence au tremblement de terre de 1944, que la patrimonialisation se construit sur les références culturelles judéo-chrétiennes dominantes dans la culture argentine et, par conséquent, largement intégrées par la population.

Premièrement, la narration emploie un style qui l'apparente au conte. En effet, le récit se construit dans un passé lointain mais imprécis, rapporté par des souvenirs personnels ou par la bouche d'une personne qui n'est définie que par sa fonction. Ces passages de narratifs nous renvoient à la tradition orale et par conséquent mythique du peuple argentin. L'entrée dans le récit, «*Cuenta su dueña también que aquí, en algún momento*», fait pénétrer le destinataire dans la scène élaborée par la présidente. La locutrice transmet une histoire qu'elle a, elle-même, reçu de la propriétaire des lieux, cependant le contexte spatio-temporel a perdu toute référence objective car il ne se construit que sur des déictiques donc sur des références partagées par les

---

<sup>480</sup> *ibidem*

<sup>481</sup> *ibidem*

acteurs de l'énonciation.

Des passages tels que «*Hubo un tiempo en que tuvimos muchos derechos, yo era muy chica y lo recuerdo, pero luego nos quitaron esos derechos*<sup>482</sup>», illustrent également le flou temporel dans le discours. A cela, s'ajoute la forme impersonnelle, « nos quitaron », qui laisse entrevoir l'action d'une force extérieure et indéterminée qui est venue perturber l'« état de grâce » du premier péronisme.

Les attributs du récit mythique permettent d'introduire la figure de Perón dans un contexte presque anhistorique d'où une mythification du personnage : le personnage historique devient, sous l'effet du récit, un personnage légendaire. A cela s'ajoute que les références à Perón sont enveloppées de mystère grâce à différentes opérations, telles que l'utilisation de périphrases, laissant sous-entendre que ces références sont partagées par tous les auditeurs, mais aussi à des constructions plus complexes, qui ne sont pas sans rappeler les récits bibliques. Ainsi dans l'extrait précédent, nous avons évoqué le contexte propre du lieu mythique pour introduire cette « bodega » où Perón et Eva avaient trouvé refuge alors qu'ils venaient, eux-même apporter de l'aide aux plus démunis. Telle la crèche qui accueille le couple Joseph et Marie dans l'Ancien Testament, cette bâtisse ancienne est « uno de los pocos lugares que no se había derrumbado », seul endroit encore intacte pour accueillir les plus démunis et recevoir les offrandes, les aides du reste de la population. Notons enfin dans ce passage, la conclusion qui élève le couple Perón-Eva au-delà des clivages politiques en des termes plutôt propres au langage biblique : « por encima de las terrenales barreras partidarias ». Enfin, la considération du couple présidentiel protecteur dans le contexte d'énonciation renvoie inévitablement au couple Cristina-Néstor, bien que la similitude ne soit pas totale, comme nous le verrons dans la partie III.

Le passage suivant offre également un exemple intéressant de ce type de stratégie :

*Si nosotros hacemos una retrospectiva de nuestra historia como movimiento, y no me refiero únicamente a los años pasados, me refiero a nuestra propia génesis, desde nuestra propia matriz, cuando nacimos, en realidad no nacimos como lo que somos, nacimos como un aglomerado o desprendimiento de distintos sectores políticos que no se sentían identificado, hasta ese momento, con lo que estaba pasando en sus partidos o en su país, y se agruparon en torno a la figura de un hombre que supo representar un proyecto de país y llevarlo adelante; el nombre vino después, los títulos vinieron después. No se recuerda ningún título, ningún diario anunciando, por ejemplo, el 17 de octubre, mañana es el 17 de octubre*<sup>483</sup>.

---

<sup>482</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires, 10-08-10

<sup>483</sup> Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del consejo del partido justicialista, en la quinta presidencial de Olivos; 21-12-2010

En effet, nous retrouvons tout d'abord un retour sur l'Histoire commune et le récit fédérateur depuis la «*génesis*», terme pour le moins évocateur, du mouvement. Celui-ci est né d'une matière informe, «*un aglomerado o despredimiento de distintos sectores políticos*», tel que Dieu créa l'Homme dans la Bible. Et si nous suivons le récit, cette matière a pris forme et sens grâce à l'arrivée d'un homme providentiel qui a su agir comme un guide, «*la figura d'un hombre que supo representar un proyecto de país y llevarlo adelante*». Nous retrouvons ici la figure du Messie, à l'origine des événements qui ont suivi, en somme, qui a créé l'Histoire : se dessine, ici, la représentation du père fondateur. Alors, effectivement, cette mise en parallèle est particulièrement puissante sur le fond, mais il est intéressant de constater que la forme est particulièrement linéaire, sans marqueurs argumentatifs.

Nous pouvons en conclure que la présence de JPD dans les discours de CFK contribue à une stratégie de construction du collectif. De plus, à la différence des débats sur le péronisme ou des clivages péronistes - anti-péronistes, ces références ne présentent pas de marqueurs polémiques visant à provoquer sciemment une réaction de l'opposition.

Peut-on, alors, considérer que CFK se place en héritière de JPD ? Nous allons voir que cette représentation neutralisante du personnage permet également une prise de distance entre les deux présidents : CFK reconnaît le travail accompli par l'acteur politique mais ne tombe pas dans la subordination admirative. Ainsi se souvenant d'une conversation avec Kirchner à propos d'un hommage à Perón, elle déclare :

*Lo convencí y no fuimos al homenaje entre comillas que hace cuatro años intentaron hacerle al presidente Perón. Y creo que lo que quiere el presidente Perón -yo creo en la otra vida- lo que quiere Eva, lo que quieren todos los que se fueron, es que los dejen descansar tranquilos, que nadie invoque su nombre ni en vano ni para el utilizado políticamente. Los muertos necesitan paz y los vivos necesitamos amor, necesitamos gestión, necesitamos ideas, ideales por los cuales vivir, por los cuales seguir justificando nuestra presencia a través de la vida<sup>484</sup>.*

Ce discours fait référence aux diverses commémorations d'octobre 2008<sup>485</sup> pendant lesquelles différentes initiatives pour rendre hommage à l'ancien président traduisent l'ampleur du spectre idéologique que recouvre le péronisme. La présidente sanctionne ses divergences et initiatives décentralisées par une marque de mépris signalé par la modalité ajoutée à son énoncé, à l'oral «*entre comillas*».

---

<sup>484</sup> *Palabras de la Presidenta de la Nación. Acto de nombramiento de Martín Sabatella en AFSCA y entrega de Créditos del Bicentenario, 01-10-12*

<sup>485</sup> A propos des différents actes célébrés le 17 octobre 2008, voir « *Lealtad dividida* », *página 12*, 17-10-2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-113484-2008-10-17.html>



Face à un acte en l'honneur du président Perón, auquel tant la présence que l'absence de la Présidente et du président du parti justicialiste peut conduire à des polémiques politiciennes sur l'adéquation du kirchnerisme au dogme péroniste, CFK se positionne à l'extérieur du débat.

En effet, la locutrice oriente la situation vers une revendication d'indépendance par rapport au personnage qui laisse place à l'action politique et au débat d'idées. C'est à dire que l'homme politique est avant tout considéré comme un personnage historique et non plus désormais comme une source de débats polémiques. Dans ce sens, le discours de CFK sur Perón et la mise en place du péronisme s'inscrit dans la lignée d'une normalisation du péronisme propre de l'historiographie argentine de la post-dictature. C'est-à-dire que si, comme l'expliquent Omar Acha et Nicolás Quiroga, dans l'article cité précédemment, il existe un modèle exemplaire de l'Histoire du péronisme qui fonctionne comme une structure pré-discursive, le discours de CFK sur ce sujet s'inscrit dans ce cadre. Certes, nous venons d'avancer le recours au discours biblique et mythique pour mettre en scène le personnage. Cependant ces deux phénomènes ne nous semblent pas contradictoires car ces stratégies visent à se représenter JDP dans une continuité culturelle qui répond au phénomène de normalisation historiographique. Il convient également de souligner que CFK revendique l'indépendance de sa voix par rapport à la parole de Perón. Par ce trait, elle se positionne comme énonciatrice première, tant de sa vision politique, que de l'expression de la volonté de la population<sup>486</sup>.

## II. 4. 2. Le premier péronisme et le peuple argentin

L'analyse de la représentation de JDP dans le discours de CFK nous montre qu'elle n'est pas utilisée comme un stimulus polémique. C'est-à-dire que lorsqu'il est nommé, lorsque CFK y fait allusion, elle ne cherche pas à construire un discours polémique. Au contraire, la représentation de JDP se place hors du terrain de la discussion politique, en tant qu'espace de confrontation des représentations.

Cependant la composante péroniste dans l'identité de CFK ne peut être exclue de la construction discursive des antagonismes politiques en Argentine en raison de l'engagement politique de la présidence, son appartenance au péronisme, auquel nous avons fait référence et pour la dichotomie « péroniste vs anti-péroniste » de l'imaginaire politique argentin sur lequel

---

<sup>486</sup> Ce trait la démarque du discours militant de la *Juventud Peronista*, à la fois énonciateur second du discours de Perón et qui aspire à incarner l'expression du peuple. A ce sujet voir, Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1<sup>re</sup>ed. 3<sup>re</sup>reimp., Eudeba, 2010, p149-55 «El lugar de la contradicción»

nous reviendrons.

Nous nous sommes donc intéressés à ce que Mariano Plotkin appelle la liturgie politique péroniste<sup>487</sup> à travers l'étude des « 17 octobre » pour montrer que le péronisme comme objet de l'imaginaire politique argentin joue un rôle important dans la stratégie de communication de la présidente. A travers la resignification d'un symbole péroniste, CFK fait varier la représentation discursive de l'instance collective. Dans ce processus dynamique, les identités destinataires en présence trouvent un écho dans le « peuple argentin » institué par le discours.

L'événement désigné comme « 17 octobre », appelé également « *día de la lealtad* », fait référence aux événements du 17 octobre 1945. Une nouvelle fois, l'historiographie offre différentes versions sur le déroulement de cette journée et l'interprétation qu'on peut en faire. Rappelons que, en 1945, JDP est Ministre de la Guerre, *Secretario de previsión social* et Vice-président du gouvernement militaire. Sur la scène internationale, l'Argentine a déclaré la guerre à l'Allemagne en mars 1945, quelques semaines avant la capitulation du 8 mai, ce qui est vécu comme un affront par les militaires nationalistes. D'autre part, les mesures sociales en faveur des travailleurs avec comme mesures fortes, l'instauration du statut du péon, et la réorganisation des syndicats soulèvent la méfiance voire la colère du patronat et des propriétaires terriens qui voient leur pouvoir sur la main d'œuvre diminuer. Bien que certaines mesures reflètent, comme l'explique Alain Rouquié<sup>488</sup>, le paternalisme autoritaire de la politique de Perón, les ouvriers et paysans accueillent avec reconnaissance les initiatives qui améliorent considérablement leurs conditions de vie.

Dans ce contexte de fin de seconde guerre mondiale, le débat public s'alimente d'oppositions dichotomiques entre pro-Alliés et pro-Axe, nationalistes et libéraux, fascistes et démocrates. Perón conserve une position pragmatique visant à ne pas rentrer dans la polémique et surtout à pouvoir poursuivre les réformes sans entrer dans une opposition ouverte à l'un de ces groupes. Cependant, il est la figure la plus en vue du gouvernement militaire et incarne donc le mécontentement des classes aisées voire classes moyennes qui trouve un écho dans une certaine faction de l'armée : les uns comme les autres s'opposant à la remise en cause de chaînes de commandement préétablies. A ceci, s'ajoute l'opposition des partis traditionnels particulièrement méfiants à l'égard d'un colonel qui déstabilise le pouvoir de l'électorat conservateur et qui, en s'approchant des ouvriers, empiète sur le territoire du parti socialiste et du parti communiste.

---

<sup>487</sup>Plotkin Mariano, «Rituales políticos, imágenes y carisma: La celebración del 17 de octubre y el imaginario peronista 1945-1950», Anuario del IEHS, VIII, Tandil, 1993.

<sup>488</sup>Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Editions Du Seuil, 2016,p .405

Le 9 juin 1945, JDP est contraint de démissionner sous la pression de cette opposition. Avant de quitter ses fonctions, il obtient le droit de prononcer un discours d'adieu depuis le Secrétariat du travail, qui est diffusé à la radio et au cours duquel il rappelle l'œuvre sociale de la « Révolution » et l'urgence de la défendre. Avant de remettre sa démission, Perón a signé un décret augmentant les salaires, créant un salaire minimum garanti et une échelle mobile de rémunérations, une véritable « bombe à retardement pour ses adversaires<sup>489</sup>».

Les jours qui suivent se déroulent dans une certaine confusion. Le 13 octobre, l'ancien vice-président est mis aux arrêts et détenu sur l'île Martín García, mesure qui est mal perçue dans les banlieues ouvrières de Buenos Aires. Selon A. Rouquié, cependant, la Confédération générale du travail montre peu de réaction et ne convoque à une grève que 8 jours plus tard, c'est-à-dire pour le 18 octobre afin de « préserver les conquêtes sociales des travailleurs et de confirmer les décrets annoncés par Perón, le 10 octobre <sup>490</sup>». Alejandro Horowicz, pour sa part, explique les tractations au sein de la Confédération générale afin d'adopter un positionnement en défense des droits des travailleurs indéniablement liés au sort du Secrétaire d'État au travail, tout en se libérant de la bataille politique autour de la figure de Perón. Cette représentation de l'initiative populaire est déterminante d'une part, parce qu'elle ouvre le débat sur les conditions de la naissance du péronisme en tant que mouvement politique : est-il le fruit d'une prise de conscience populaire de la nécessité de défendre dans la cité les droits acquis ou la filiation béate à un leader tout puissant auquel le peuple est lié par une reconnaissance illimitée ? Mais cette représentation est aussi fondatrice pour l'autoreprésentation du peuple lui-même. En effet, l'image des classes populaires, « déferlement zoologique » (« *aluvión zoológico*<sup>491</sup>»), qui envahit les beaux quartiers, peut être interprétée comme un mouvement de prise de responsabilité pour défendre des droits légitimes, ou, avec mépris, dans une construction culpabilisante du peuple vénal mis en mouvement pour son seul bénéfice.

CFK dans son discours du 17 octobre 2008 aborde ce débat et prend position pour une action raisonnée du peuple :

*Muchas veces se confundió la lealtad y se pensaba que los trabajadores y el pueblo argentino habían salido, aquel 17 de octubre a buscar a un coronel del pueblo, porque ese coronel del pueblo les había dado cosas, creían que la lealtad era un sentimiento que solamente puede expresarse a través del interés personal. Pero la lealtad de los trabajadores, en aquel 17 de octubre, tuvo que ver y tiene que ver también con la coherencia de los propios intereses, no de los*

---

<sup>489</sup>Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, op.cit., p58

<sup>490</sup>Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, op.cit., p59

<sup>491</sup>Terme discriminatoire raciste employé pour la première fois, par le député radical Ernesto Sammartín, pour désigner les sympathisants péronistes.

*individuales, sino de los colectivos.*<sup>492</sup>

CFK oppose une action instinctive de défense d'intérêts individuels à une action cohérente relevant de la raison et du bien-être collectif, à l'origine du sentiment qui a porté l'action des groupes qui se sont manifestés le 17 octobre 1945.

Ainsi, pour observer le processus de construction de l'événement « 17octobre », trois niveaux de réflexion s'imbriquent : les faits historiques, le discours qui les a accompagnés et les resignifications ultérieures.

En ce qui concerne les faits et le déroulement des événements d'octobre 1945, de nombreux manifestants se dirigent vers Buenos Aires dès le 17 octobre. Une foule dense se réunit sur la Place de Mai et réclame la libération et le retour de Perón. Une fois libéré, Perón apparaît au balcon de la Casa Rosada et consolide son triomphe dans un discours qui prend la forme d'un plébiscite populaire. Il annonce qu'il renonce à son statut de militaire pour revenir à la vie civile. En redevenant un simple citoyen, Perón choisit d'incarner l'« unification, en se confondant avec le peuple<sup>493</sup> ». Cette « transmutation <sup>494</sup> » du leader comprend une réciprocité qui lie le peuple à sa personne. D'autant plus que la foule semble valider cette fusion en acclamant les paroles de Perón et en observant les consignes qu'il formule ainsi :

*Sé que se han anunciado movimientos obreros. En este momento ya no existe ninguna causa para ello. Por eso les pido, como un hermano mayor, que retornen tranquilos a su trabajo.*

*Y por esta única vez, ya que nunca lo pude decir como secretario de Trabajo y Previsión, les pido que realicen el día de paro festejando la gloria de esta reunión de hombres de bien y de trabajo, que son la esperanza más pura y más cara de la patria<sup>495</sup>.*

Ce fragment du discours illustre l'absorption immédiate de l'initiative populaire dans l'interprétation qu'en fait Perón. Ainsi, il ne s'agit pas d'un mouvement révolutionnaire au cours duquel le peuple fait irruption dans le système institutionnel afin de le remettre en cause mais d'une prise de position d'une partie de la population en faveur d'un des groupes en opposition, celui incarné par Perón. Par conséquent, comme l'affirme Alejandro Horowicz, «*El 17 de octubre no es una huelga revolucionaria, ni una movilización preinsurreccional, ni una revolución democrática a gran escala, es la fecha del nacimiento del peronismo político*<sup>496</sup> ».

---

<sup>492</sup>Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en el Día de la Lealtad peronista, 17-10-2008.

<sup>493</sup>Sigal Silvia et Eliseo Verón, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1<sup>a</sup>ed. 3<sup>a</sup>reimp., Eudeba, 2010, p.50

<sup>494</sup>Sigal Silvia et Eliseo Verón, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, op. Cit., p.50

<sup>495</sup> Discours de Juan Domingo Perón, le 17 octobre 1945.

<sup>496</sup>Horowicz A., *Los cuatro peronismos*, op.cit., p.91, « le 17 octobre n'est pas une grève révolutionnaire, ni une

Paradoxalement, dans le discours de Perón, ce 17 octobre n'est pas présenté comme un moment fondateur mais plutôt une réaffirmation dans un continuum. En effet, considérant que les mouvements ouvriers n'ont plus lieu d'être, il établit que la mobilisation visait uniquement sa libération et que, celle-ci obtenue, le peuple pouvait se désintéresser de la chose politique car implicitement il déposait cette responsabilité dans les mains de leur leader. Ainsi Alejandro Horowicz explique :

*(...) Perón se dedicó a lo largo de toda su carrera política a impedir los 17 de octubre, es decir, a impedir que los trabajadores zanjaran las diferencias políticas de las clases dominantes a través de la movilización directa; ésta era tarea del propio Perón y no iba a permitir que nadie se la arrogara.*<sup>497</sup>

Les représentations de la place du peuple dans ce jour mémorable du péronisme tant dans le discours de Perón du 17 octobre 1945 que dans les resignifications qu'elles ont connues lors des 17 octobre qui suivirent ont contribué au processus de construction de l'événement « 17 octobre » dans l'imaginaire politique argentin, composant de base de l'identité péroniste ou anti-péroniste. Cependant, cette journée fut, à l'origine, un événement multiple qui reflète son caractère spontané<sup>498</sup> au cours de laquelle des manifestants cherchaient à s'approprier des symboles patriotiques donc à s'identifier comme incarnation du peuple argentin, alors qu'une lutte silencieuse s'ouvrait entre Perón et la CGT pour donner un sens à ce qui s'était passé. En effet, l'interprétation de l'événement dans le discours de Perón du 17 octobre minimise l'action de l'organisation syndicale et focalise l'action populaire sur la demande de sa libération ; c'est pourquoi, celle-ci obtenue, il annule par son discours la pertinence d'une mobilisation pour le jour suivant et ainsi interrompt l'action à l'appel des syndicats. En ce qui concerne le mouvement syndical, il mobilise les travailleurs dans le but de défendre leurs conditions de travail, il s'agit donc de «*librar políticamente una lucha sindical*<sup>499</sup>». Les acquis sociaux et professionnels sont,

---

mobilisation pré-insurrectionnelle, ni une révolution démocratique à grande échelle, c'est la date de naissance du péronisme politique. (je traduis)

<sup>497</sup> Horowicz A., *Los cuatro peronismos*, op.cit. p. 95 (...) Au cours de sa carrière politique, Perón a fait en sorte d'empêcher les 17 octobre; c'est-à-dire, à empêcher que les travailleurs résolvent les différends politiques des classes dominantes à travers la mobilisation directe; c'était la tâche de Perón lui-même et n'aurait permis à personne de se l'attribuer. (je traduis ; l'auteur souligne)

<sup>498</sup> Le caractère spontané de l'événement ne fait cependant pas l'unanimité dans les débats académiques. Rocío Otero (2013). *El 17 de Octubre a través del tiempo: resignificaciones en torno al mito de origen del peronismo*. X Jornadas de Sociología. Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires défend cette position alors que la journaliste Silvia Mercado, dans son livre *El relato peronista* (Planeta, 2015) affirme que le 17 octobre a été planifié par Perón. A ce sujet, Rocío Otero mentionne Federico Neiburg qui analyse le poids de la mythologie dans la construction des récits sur la Nation, ainsi que l'existence des différentes versions sur le mythe de l'origine du péronisme. Voir: Neiburg, Federico, (1995), «El 17 de Octubre de 1945: un análisis del mito de origen del peronismo» in Juan Carlos Torre *El 17 de Octubre de 1945*, Ariel, Buenos Aires, 1995

<sup>499</sup> Horowicz Alejandro, *Los cuatro peronismos*, op.cit. p 91

effectivement, liés à l'action de Perón ; cependant dans la première version, une relation directe s'établit entre le leader et les travailleurs, ce qui fragilise le rôle de contre-pouvoir des syndicats et prive les travailleurs d'un organe représentatif relativement indépendant ou, à tout le moins, distinct du pouvoir gouvernemental.

Entre 1945 et 1950, selon M. Plotkin, le « 17 octobre » se transforme en une festivité officielle dépourvue de caractère commémoratif et de la spontanéité du premier jour. Selon cet auteur, les rites peu à peu institutionnalisés recréent symboliquement la communion entre le leader et le peuple, et contribuent à renforcer l'image charismatique de celui-ci. Ainsi, au fil des années, les célébrations parallèles à celle du gouvernement, à l'initiative des syndicats notamment, sont de moins en moins nombreuses jusqu'à disparaître pour ne laisser place qu'à une seule commémoration officiellement organisée par le gouvernement. De plus, dans le discours de Perón, on observe un glissement dans le protagonisme des manifestants. En effet, en 1946, il déclare que l'objectif de la célébration était de commémorer qu'un an auparavant «*saludaban los humildes mi liberación después de la huída de los traidores*<sup>500</sup> ». Ici, le président retire non seulement au peuple son initiative mais également le caractère décisif de sa mobilisation dans la libération du général. Selon lui, il ne s'était donc réuni que pour célébrer sa libération et non pour la réclamer.

En 1947, la célébration officielle revêt le caractère d'une fête nationale avec notamment la réception officielle des autorités civiles et militaires. Ce processus marque la volonté d'en «*universalizar su significación*<sup>501</sup>» ainsi que d'officialiser le caractère national d'une fête à laquelle Perón «*intentaba dar un contenido patriótico asociándola simbólicamente con el 25 de Mayo de 1810*<sup>502</sup>». Dans le même temps, la communion entre le leader et le peuple est renforcée. Ainsi, Perón demande à son auditoire s'il est satisfait de son gouvernement et ajoute : «*Hago esta pregunta porque mi autoridad emana del pueblo y yo solamente al pueblo he de rendirle cuentas*<sup>503</sup>». Non seulement, on signale un glissement entre la fête péroniste et la fête nationale, mais la désignation, dans le discours, de l'auditoire composé de partisans du parti au gouvernement par « le peuple » confirme l'équivalence établie entre peuple argentin et peuple péroniste.

---

<sup>500</sup>Discours de Juan Domingo Perón, le 17 octobre 1946, « les humbles gens venaient saluer ma libération suite à la fuite des traîtres » (je traduis)

<sup>501</sup> Plotkin Mariano, «Rituales políticos, imágenes y carisma: La celebración del 17 de octubre y el imaginario peronista 1945-1950», p168 « universaliser la signification » (je traduis)

<sup>502</sup> *Ibidem*, « (...) essayait de donner un contenu patriotique en l'associant symboliquement au 25 mai 1810 » ( je traduis)

<sup>503</sup> *Ibidem.*, p 171 « Je vous pose cette question car mon autorité n'émane que du peuple et ce n'est qu'au peuple que je dois rendre des comptes. » (je traduis)

Les travaux de Silvia Sigal et Eliseo Verón ont clairement mis en lumière cette chaîne d'équivalence<sup>504</sup>. Cependant, nous pouvons remarquer, à partir de cet exemple, que dans le cadre d'un événement lié au péronisme, la désignation des auditeurs reflète une dynamique d'exclusion. En effet, l'auditoire est considéré comme adhérent péroniste, c'est-à-dire comme un pro-destinataire selon les termes d'Eliseo Verón<sup>505</sup>. Le locuteur le désigne comme le « peuple », sous-entendu argentin qui exerce son rôle politique en répondant à une question directe orale, au-delà de cela, Perón s'occupe de tout. Hors de ce peuple argentin péroniste, il n'y a plus que la non-représentation.

Nous pensons qu'ici, se situe une différence importante entre le discours de Perón et celui de CFK, dans l'utilisation stratégique des rituels péronistes. Dans le premier cas, l'imaginaire péroniste absorbe le peuple argentin en excluant les non-péronistes alors que dans le second, la locutrice tend à faire ressortir le processus d'inclusion des péronistes dans le collectif « peuple argentin ». La logique inclusion- exclusion est, néanmoins, particulièrement pertinente lorsqu'elle s'applique à la place du peuple dans la politique entendue comme l'organisation de la société et fonctionnement des institutions. Si Perón décharge le peuple de cette responsabilité et donc ne lui attribue qu'un rôle périphérique dans cette sphère, Cristina, comme nous l'avons déjà signalé, sollicite l'engagement des citoyens réunis dans le collectif « peuple argentin » pour qu'il exerce sa responsabilité dans la construction politique.

D'autre part, CFK conçoit l'évènement « 17 de octubre » comme un commencement issu d'un processus naturel qui découle d'un contexte donné qu'elle qualifie de « *desprendimiento de distintos sectores políticos (...), [que] se agruparon en torno a la figura de un hombre*<sup>506</sup> ». Ce langage biblique que nous avons associé au texte de la Genèse (passage intégralement cité en note 490) ainsi que l'enchaînement des actions contribuent à susciter une représentation de création du monde qui arrive simplement parce qu'« il devait en être ainsi ». Nous remarquons cependant que l'auteur, la figure de Dieu dans le texte biblique, « *el hombre que supo representar un proyecto de país y llevarlo adelante*<sup>507</sup> », est très habilement maintenue dans une place de catalyseur du phénomène et un acteur qui entre en scène parce que les événements l'y conduisent. La narration évite, ici encore, un positionnement polémique autour

---

<sup>504</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, op.cit.

<sup>505</sup> Verón Eliseo, « La palabra adversativa » in Verón Eliseo (et. al.) *El discurso político*, Ed. Hachette. Buenos Aires, 1996, pp. 13 – 26. Nous développons ces outils descriptifs de désignation des destinataires dans la partie IV.

<sup>506</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del consejo del partido justicialista, el quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010*

<sup>507</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del consejo del partido justicialista, el quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010*

de la personne de Perón, qui pourrait aviver les oppositions, effet contraire à celui escompté, à savoir susciter l'identification de l'auditoire au discours et ainsi renforcer l'unité. En effet, lors de l'intervention de CFK, le 17 octobre «*ya es una fecha de todos*<sup>508</sup>». Certes, en 1945, il est évident qu'une partie du peuple argentin ne s'est pas reconnue dans les événements du 17 octobre et lorsqu'en 2014, la présidente exprime cette affirmation, elle reconnaît ce rejet au cours de la période écoulée. Nous pouvons également envisager qu'une partie de l'auditoire ne se sent pas identifiée par ce discours mais dans la réalité construite par le discours de CFK, le « 17 de octubre » est une étape fondatrice du peuple argentin des années 2000, comme point de départ d'une construction.

De plus, la présidente approfondit la logique d'inclusion dans un collectif lié à cette date. En effet, par son discours, CFK instaure mais ne fait, cependant, que rendre plus visible une vérité générale, à savoir que le peuple argentin de l'époque actuelle, dans toute son hétérogénéité, entretient un lien avec la naissance du péronisme. C'est un phénomène parallèle à celui décrit autour de la personne de Perón : frères-amis ou frères-ennemis, les Argentins ne peuvent se libérer du lien intrinsèque qui les unit. Dans la construction discursive du peuple argentin, CFK pose comme base commune, comme essence du peuple argentin actuel, le fait d'être les héritiers, entre autres, de ce « 17 de octubre », moment où «*(...)gracias al peronismo, los peronistas aprendieron a tener derechos*<sup>509</sup>». La présidente construit ici un collectif qui prend forme dans une lutte défensive ou revendicative. L'enjeu est donc de définir les droits à défendre.

D'autre part, lorsque la présidente rappelle le rôle fondateur de cet événement, elle construit un moment charnière qui par rapprochement au moment de l'énonciation lui permet de renforcer le caractère décisif des enjeux du moment présent. Voici un exemple de glissement entre deux époques, phénomène que nous avons déjà observé à propos du Bicentenaire :

*Por eso, digo es fuerte y es necesario que todos comprendamos el momento histórico que estamos viviendo, diferente a aquel 17 de octubre, pero tan fundacional en la Argentina y en el mundo como fue aquel movimiento histórico.*<sup>510</sup>

Francisco M. Schaer parle d'une vision « pré-péroniste<sup>511</sup> » du « 17 de octubre » chez CFK. En effet, le discours place l'auditoire à ce moment où l'initiative populaire n'a pas encore

---

<sup>508</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014

<sup>509</sup>Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en el Día de la Lealtad peronista, 17-10-2008.

<sup>510</sup>ibidem

<sup>511</sup>Schaer Francisco Matías, «Los 17 de octubre en el discurso presidencial de Cristina Fernández de Kirchner», *Rétor*, 5(1), pp1-26, 2015



été recouverte du sens que les uns ou les autres ont voulu lui donner. Par conséquent, tout est possible et sa valeur ne dépend que du sens que lui associeront les acteurs qui vont s'en saisir. C'est en cela que nous voyons une invitation à l'engagement des citoyens : leur participation à la mise en œuvre du projet commun, parce qu'ils se reconnaissent dans le discours de CFK, constitue la formation du collectif « peuple ».

Nous venons donc, ici, de soulever deux axes de la construction du peuple dans le discours de CFK. Dans une vision rétroactive, le peuple argentin est un collectif uni par un passé commun, l'histoire péroniste de l'Argentine, dont l'interprétation est assez floue pour ne pas soulever d'oppositions. Dans une vision prospective, ce collectif est uni par la volonté d'être acteur dans la construction commune à laquelle il est intrinsèquement lié. Ce processus est encouragé par la présidente, qui «*convoc[a] a todos los argentinos a formar parte de sí, de lo que es único, irrepitable y que es una sola: nuestro país, Argentina*<sup>512</sup>».

L'enjeu est donc de définir l'objectif commun du peuple dans cette construction, c'est-à-dire la signification qu'il donne à son engagement. En résumé, l'adhésion des individus dépend d'une identification réussie au projet commun, à cette réalisation de l'Argentine. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de trouver une resignification des événements passés dans le discours politique. En revanche, dans le discours de CFK, le recours à cette stratégie dans le traitement de l'Histoire est explicite et revendiqué. Effectivement, nous avons déjà souligné que CFK rend visible, voire même verbalise le traitement novateur qu'elle applique à l'Histoire.

Ainsi la présidente définit la relation de loyauté en insistant sur le phénomène de réciprocité :

*Una lealtad que siempre, como todas las lealtades son a dos puntas, no existe lealtad de un solo lado, existe lealtad del pueblo que reconoce en los dirigentes que los representan y que lo defienden a sus verdaderos representantes. Y existe lealtad en los dirigentes, cuando estos no traicionan el voto popular y defienden el proyecto por el cual fueron votados.*<sup>513</sup>

Ces paroles répondent au contexte de 2008, post crise de la loi 125, et positionnent le comportement du vice-président Cobos hors des critères de loyauté établis dans une démocratie entre les votants, le projet pour lequel ils ont voté et les responsables politiques qui portent ce projet. De plus, la loyauté s'affirme également comme une attitude consciente et réfléchie, dirigée vers «el reconocimiento de la defensa de los intereses populares » à laquelle s'oppose «el seguidismo político<sup>514</sup>».

---

<sup>512</sup>Palabras de la presidenta de la nación, 17 de octubre de 2011

<sup>513</sup>Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en el Día de la Lealtad peronista, 17-10-2008.

<sup>514</sup>*ibidem*

D'autre part, la stratégie qui se construit sur la remise en question de l'imaginaire péroniste à travers la resignification du « 17 de octubre » est clairement exposée dans le discours et contribue à remettre en question des erreurs passées qui ont provoqué le discrédit du fonctionnement politique. Ces phénomènes apparaissent dans le passage suivant :

*Vos contabas recién Antonio que cantaban ese 17 de octubre esa consigna que ustedes repetían. Es la misma consigna que, muchos años más tarde, miles de jóvenes que se incorporaban a la política por primera vez en su vida y al peronismo, en un mundo y en un país convulsionado, en un país de utopías, en un mundo de ideales también la cantaban. Tal vez con distintas significaciones. Allá en el '45, Perón significaba para los hombres y mujeres, para los humildes, para los trabajadores los beneficios sociales que les habían sido negados, los derechos y dignidades que les habían sido negados y fueron a buscar a ese coronel, como vos bien decías, y cantaban alegres.*

*Además, debemos saber que tenemos ideas, (...), que vienen desde muy lejos: la dignidad de la justicia social, la independencia económica, pero también debemos saber que con nosotros solos no alcanza y, sino, miremos ese 17 de octubre.<sup>515</sup>*

La présidente laisse apparaître de façon explicite qu'un même slogan peut recouvrir des significations différentes en fonction du contexte. Ici, elle associe le 17 octobre 1945 et le début des années 1970, époque d'essor du militantisme juvénile, auquel CFK a participé, même si, ici, elle ne s'inclut pas dans cette période. De cette façon, dans le passage cité, le jeu du discours se met à nu en révélant son pouvoir de resignification des symboles qui font l'union des péronistes. D'autre part, la locutrice anticipe habilement des critiques qui pourraient pointer des incohérences dans l'évolution idéologique de ce mouvement politique et qui, surtout, seraient tentées de réclamer au péronisme d'aujourd'hui, les décisions du péronisme d'hier. De fait, d'une façon plus implicite, une remise en question de tactiques passées apparaît dans les dernières lignes de ce passage.

En effet, ces paroles sonnent comme un aveu d'échec sur ce qui aurait pu se construire à partir du 17 octobre 1945 et qui n'a pas eu lieu. En 2011, la présidente parle explicitement d'erreurs, qu'elle assume au nom des péronistes en ces termes : «(...) yo creo que nosotros hemos aprendido de nuestros errores y hemos comprendido que no somos el todo<sup>516</sup>». Cependant, ce moment d'autocritique n'est pas une fin en soi, il est au service d'un processus didactique constructif car la présidente associe la compréhension des erreurs à l'apprentissage utile pour l'avenir. Ainsi, le discours prend la forme d'une invitation à la construction d'un peuple argentin qui ne se limite pas au peuple péroniste. Ces remises en question donnent davantage d'épaisseur

---

<sup>515</sup>Discurso de la Presidenta en el Día de la Lealtad, 17 de octubre de 2009

<sup>516</sup>Palabras de la presidenta de la nación, 17 de octubre de 2011

au présent comme moment décisif qu'il faut saisir car l'inclusion de tous les Argentins dans le projet politique est un enjeu majeur telles que semblent le rappeler les leçons envoyées par le passé.

Ainsi, lorsque la présidente pose un cadre de signification en redéfinissant les termes emblématiques, pointe les erreurs du processus de construction pour transformer le présent en une nouvelle opportunité et enfin, donne à voir l'auto-construction du peuple à d'autres moments charnière. De cette manière, elle adapte l'imaginaire péroniste bâti au cours des soixante-dix dernières années aux réalités du contexte politique actuel et du projet politique qui est à la fois l'origine et l'accomplissement de toute l'activité politique. Ce projet dépasse les clivages politiques et les interprétations pour englober l'ensemble de la population. Ainsi l'explique t'elle:

*Y también me quiero acordar del 17 de octubre, por supuesto, no podía no acordarme de esa fecha, pero no quería hacerlo desde la pertenencia a un sector político partidario. El 17 de octubre está definitivamente incorporado a la historia de todos los Argentinos, es el ingreso, es la irrupción de los trabajadores y de la mujer en la política argentina y es una día a partir del cual se pudo construir el movimiento obrero más importante de Latinoamérica y también se pudo lograr la construcción de un proyecto político que hoy excede - sinceramente lo siento - al nuestro y quiere involucrar al conjunto de la sociedad.<sup>517</sup>*

Bien sûr, cibler ce qui constitue l'évolution du discours péroniste ne nous fait pas oublier les constantes entre périodes qui, comme le signalent Silvia Sigal et Eliseo Verón, se situent avant tout dans le domaine de l'énonciation. En effet, à la lecture des discours prononcés par CFK à l'occasion du 17 octobre au cours de ses mandats présidentiels, l'imaginaire péroniste est éveillé pour unir l'auditoire comme un contexte qui fait appel au patrimoine commun. Ainsi les « invariants énonciatifs<sup>518</sup> » du péronisme apparaissent ici comme des constructions discursives qui établissent certaines relations entre le récepteur et le contexte donné. Par exemple, la représentation du peuple argentin placé par le locuteur face à un moment charnière de son histoire est un élément principal récurrent, de même que l'engagement du locuteur dans la réalisation du projet politique visé, bien que comme nous l'avons signalé, cet engagement puisse prendre différentes formes selon le locuteur.

Ainsi, à l'occasion du 17 octobre 2009, alors que le discours de Cristina s'inscrit dans une double articulation entre resignification et regard critique sur le passé, elle place le contexte

---

<sup>517</sup>Discurso de la Presidenta en el Día de la Lealtad, 17 de octubre de 2009

<sup>518</sup>Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1<sup>re</sup>ed. 3<sup>re</sup>reimp., Eudeba, 2010, 272p., invariants énonciatifs p 25 / à reprendre et définir pq p être plus pertinent de garder pour partie II

démocratique comme condition essentielle de la réalisation d'un projet politique qui recherche le bonheur de la population. Voici l'extrait :

*Años más tarde, tal vez no había tanta alegría porque había habido mucha tragedia en el medio, no causada por el peronismo, al contrario, miles de jóvenes identificábamos el retorno de Perón a la patria como la lucha de los pueblos por su liberación, por la construcción de la dignidad nacional.*

*Había en muchos de nosotros, en aquellos años difíciles del retorno de Perón a la patria, una suerte de mirada despectiva tal vez a las formas democráticas, los que son de mi generación lo deben recordar en nuestras luchas en la Universidad. Pero luego aprendimos con letras de sangre y fuego que la democracia no era un valor cualquiera, que la democracia, la posibilidad de expresarnos, de elegir, de que nadie sustituya la voluntad popular ni por la fuerza de las armas ni por la distorsión o la mediatización de los hechos, hemos aprendido, reitero, a comprender que la democracia es un instrumento esencial para poder brindar bienestar a nuestra sociedad.<sup>519</sup>*

En effet, l'objectif recherché est exprimé à travers des valeurs emblématiques du discours péroniste telles que la dignité et la justice sociale, qui apparaissent également dans la citation antérieure de 2009, ou le bien-être de la population, concept introduit dans le discours politique argentin par Perón qui parlait en 1943 de l'importance d'« assurer le bonheur du peuple argentin<sup>520</sup> ».

Par conséquent, dans un cadre discursif qui fait appel à l'imaginaire péroniste, CFK met en avant les conditions démocratiques de l'exercice politique. Cette ligne discursive fait écho à celle défendue par Raúl Alfonsín lors de sa candidature à la présidence de la République en 1983. En effet, lors de cette campagne, le futur président n'est pas rentré dans le débat dichotomique « péronistes ou anti-péronistes » mais a orienté son argumentation vers la défense de la démocratie car « il veut en finir, (...) avec la politique factieuse (...) dans laquelle on peut s'allier avec des militaires putschistes dans se discréditer, tandis que lutter pour préserver les institutions démocratiques fait figure de naïveté désuète. (...) il manifeste, en digne héritier du radicalisme yrigoyéniste, une foi aveugle dans le pouvoir de la démocratie [et déclare :] "Avec la démocratie, on mange, on s'instruit, on se soigne".<sup>521</sup> »

En effet, au sortir de la dictature, l'enjeu était de reconstruire l'État de droit dans un cadre démocratique. Dans un contexte de post crise économique et institutionnelle, CFK réaffirme la place de l'activité politique dans ce même cadre. Cet axe lui permet également de

---

<sup>519</sup>Discurso de la Presidenta en el Día de la Lealtad, 17 de octubre de 2009

<sup>520</sup>Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, op.cit., p.48

<sup>521</sup>Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, op.cit. pp196-200.

défendre un projet et un parcours politique qui se présente comme indépendant des logiques partisans.

#### II. 4. 3. Le péronisme « néolibéral » : la décennie Menem et le peuple argentin

Malgré l'apparente indépendance de la présidente pour les logiques partisans, il n'en résulte pas moins que CFK est issue du péronisme et revendique son appartenance à ce mouvement. D'autre part, nous avons déjà signalé le positionnement kirchneriste qui s'inscrit en opposition au péronisme des années 90, incarnées par C. Menem. Par conséquent, l'enjeu pour CFK est d'entretenir l'identification des destinataires au mouvement tout en s'adaptant au contexte post crise de 2001.

Dans cette partie, nous allons donc observer le processus de resignification du péronisme dans la dispute pour l'hégémonie politico-idéologique, c'est-à-dire la narration, les dispositifs argumentatifs et les constructions énonciatives qui visent à construire du sens dans la réalité du peuple argentin après la période néolibérale. Auparavant, nous apportons quelques informations sur les particularités du système politique argentin en ce qui concerne la répartition des partis et l'évolution de la logique partisane depuis l'avènement du péronisme.

Ainsi, en Argentine, l'échiquier politique ne répond pas seulement à une logique gauche-droite propre au système traditionnel européen, même si différentes tendances sont représentées de la gauche marxiste à la droite néolibérale, en passant par le centre Radical, le centre-gauche progressiste et le centre-droit modéré. En effet, d'autres critères entrent en ligne de compte à l'heure de situer les différents partis les uns par rapport aux autres. Nous pourrions considérer que la dichotomie péronisme et anti-péronisme structure également la répartition des partis politiques, et il est certain que ce critère est important. Cependant cette représentation serait restrictive et nous pensons, avec Pierre Ostiguy, qu'il faut envisager dans le cas de l'Argentine, « des catégories *politiques* (et non sociales) de "haut" et de "bas" niveau<sup>522</sup>.

Ces catégories se construisent sur deux composantes dont chacune d'elle comporte une catégorie de « haut » et de « bas » niveau. D'une part, on observe une forme d'interpellation socioculturelle basée sur la façon de s'exprimer, de se comporter voire d'afficher publiquement certains goûts. Dans la partie haute, nous trouvons des acteurs politiques qui s'expriment dans un langage très contrôlé, « souvent plus abstraits, donnant l'image d'être "bien élevés", mesurés,

---

<sup>522</sup>Ostiguy Pierre, « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 Vol. 12, p.320.

polis, parfois même érudits<sup>523</sup>». Dans la partie « bas », ce sont des hommes politiques qui s'expriment dans un langage plus relâché, « populaire, plus crus et avec moins de retenue en public<sup>524</sup>».

La seconde composante est de l'ordre politico-culturel car elle se rapporte au mode de prise de décision et à la façon de gouverner. Ainsi, sur le « haut », les responsables politiques cherchent à représenter un «type d'autorité procédurier, impersonnel, formel et légaliste, préférant une division réelle des pouvoirs» alors que sur le bas, ceux-ci présentent un «type d'autorité personnalisée et une forme de leadership fort et souvent masculin ». Sur ce dernier point, nous verrons comment ces catégories s'appliquent à CFK lorsque nous étudierons la construction de sa relation avec le peuple.

En ce qui concerne l'éventail politique de l'Argentine depuis le retour à la démocratie voire même depuis la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, nous pouvons alors envisager un système bidimensionnel construit horizontalement selon l'axe gauche-droite et verticalement selon les catégories « haut » - « bas » que nous venons de présenter. Pour le péronisme qui est situé traditionnellement dans le « bas » en ce qui concerne le mode d'interpellation et de prises de décision, avec bien évidemment des variantes selon les acteurs, la dimension gauche-droite est pertinente et explique les tensions au cœur du mouvement péroniste puis du parti justicialiste depuis sa création.

Rappelons, en effet, que le mouvement péroniste a été créé après l'élection de Perón à la présidence de la République en 1945. Ainsi, en 1946, Perón fonde le Parti Unique de la Révolution Nationale à la suite des tensions au sein du mouvement de coalition entre laboralistes et rénovateurs. Celui-ci devient en 1947, le Parti Péroniste dans une tentative de consolidation symbolique de l'union puis une branche, conjointement au Parti Péroniste féminin et à la CGT du Mouvement Péroniste. Cette restructuration qui a lieu en 1952, traduit la volonté d'effacer les factions (laboralistes, rénovateurs, nationalistes) au sein du parti mais n'a souvent fait que les exacerber au « détriment de propositions partisans spécifiques<sup>525</sup>». Elle traduit également le rôle central de Perón en tant que leader dans le mouvement, en tant que dénominateur commun, entre des groupes potentiellement opposés idéologiquement sur cet axe gauche droite auquel nous faisons référence précédemment.

Bien que le Parti Péroniste ait été dissous par la Révolution Libératrice en 1955, le péronisme, en tant que revendication d'appartenance à un modèle n'a cessé d'exister et surtout

---

<sup>523</sup>Ostiguy Pierre, « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *op.cit.*, p.320

<sup>524</sup>Ostiguy Pierre, « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *op.cit.*, p.320

<sup>525</sup>Aelo Oscar, « El Partido Peronista argentino:diseños organizativos y prácticas políticas (1947-1955) », *Topoi*, Rio deJanerio, vol.17, n°33, p 602-625, juillet-décembre 2016

de se renouveler, soit sous l'étiquette du Parti Justicialiste, soit, lorsque celui-ci était interdit, en tant que mouvance dans les secteurs militants et syndicaux. Ainsi, Ostiguy commente la présence du péronisme sur l'ensemble du spectre gauche-droite depuis les années soixante-dix. A l'extrême gauche, les Montoneros luttèrent contre l'oligarchie et la domination étrangère en Argentine, et envisageaient le retour de Perón au pays comme l'établissement d'une patrie socialiste. Proches de ceux-ci, la Juventud Peronista partageait les mêmes objectifs mais concentrait ses activités dans le travail social et dans le secteur de la jeunesse. La gauche péroniste, qui remonte à la fin des années cinquante avec John William Cooke est restée active pendant les années soixante au sein de la *Tendencia péronista*<sup>526</sup>, puis ressurgit dans le syndicalisme radical des années quatre-vingt, avec des leaders tels que Saúl Ubaldini qui ont organisé plusieurs grèves d'opposition aux mesures d'austérité du gouvernement de Raúl Alfonsín. A cette même époque, Renovation Peroniste, de centre-gauche, prend le contrôle du Parti Justicialiste, avec pour leader Antonio Cafiero qui reçoit l'appui de la faction syndicale dite d'opposition, pour son refus de dialoguer avec le régime militaire antérieur. Dans les années quatre-vingt-dix, quelques gouverneurs qui partagent cette position politique, comme Néstor Kirchner, s'opposent au ménémisme depuis l'intérieur du péronisme.

Au centre-droit, le syndicaliste métallurgique Lorenzo Miguel est une figure clé du péronisme politique au moment du retour à la démocratie et principale cible des accusations de la part de Raúl Alfonsín, pour avoir conclu des pactes avec les militaires pendant la dictature. A droite du mouvement, se situent différentes formes de « verticalisme » que Ostiguy définit comme « la revendication de l'obéissance et de la loyauté absolue au leader<sup>527</sup> », condition devenue particulièrement problématique après le décès de Perón et thème de nombreuses controverses au sein du mouvement au moment du retour à la démocratie. Le projet des Renovateurs de Cafiero auquel se rallia Menem et dont il prit ensuite la tête, condamnait justement le verticalisme, bien que ce dernier n'en ait guère fait la démonstration par la suite<sup>528</sup>. De même que sa politique s'est révélée, non pas de centre-gauche comme l'incarnait Cafiero mais radicalement néolibérale. Pour finir, le péronisme a compté aussi des factions d'extrême droite qui se caractérisent par leur nationalisme nativiste et le culte du leader. Dans les années soixante-dix, son principal représentant est López Rega, fondateur de la Triple A (Alianza Anticomunista Argentina).

En conclusion, cette particularité dans l'organisation de l'espace politique argentin peut

---

<sup>526</sup> Voir chapitre suivant

<sup>527</sup> Ostiguy Pierre, « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *op.cit.*

<sup>528</sup> Pierre Ostiguy explique que Menem exerça un contrôle indiscuté et sans élections internes sur le Parti Justicialiste de 1988 à 1996.

expliquer les logiques de front qui se forment lors des échéances électorales. Schématiquement, quatre espaces se dessinent (gauche-bas, gauche-haut, droite-haut, droite-bas) sur lesquels les acteurs politiques se positionnent en fonction de leur projet (axe gauche-droite) et de la représentation qu'ils donnent d'eux-mêmes selon leur relation au pouvoir et au peuple (axe haut-bas).

De cette manière, lors des élections présidentielles de 2003, le *Frente para la Victoria* (FpV) a permis à Néstor Kirchner, de se démarquer au sein du Parti Justicialiste, de dépasser les clivages péronistes-antipéronistes et en somme de se définir dans l'espace politique. Rappelons effectivement que lors des élections présidentielles de 2003, trois candidats affiliés au Parti Justicialiste se présentent : Carlos Menem, Nestor Kirchner et Adolfo Rodríguez Saa. D'autre part, comme nous l'avons dit, les kirchneristes condamnent fermement la politique néolibérale de Menem, se positionnant donc à gauche de l'échiquier politique. Enfin, pour illustrer le caractère bidimensionnel de l'espace politique argentin, cette coalition réunit également le Parti Intransigeant, le *Frente Grande* et le Parti Communiste.

De même, pour les élections présidentielles de 2007, le FpV présente la candidature de CFK avec le radical, Julio Cobos comme vice-président. Comme nous le savons, cette alliance est lourdement critiquée, au sein du péronisme, après le vote défavorable du vice-président lors des délibérations sur la Ley 125, loi de rétentions sur les productions agricoles.

Adopter un positionnement politique, dans le contexte que nous venons de décrire, suppose pour l'acteur politique de se définir par comparaison et donc par opposition aux autres acteurs de cet espace mais également de transmettre une représentation lisible de ce positionnement à ces destinataires, c'est à dire aux citoyens.

Il n'y a rien de suprenant au vu de ce que nous avons observé jusqu'à présent dans le discours de CFK, à affirmer que, par son discours, elle condamne la politique néolibérale de Menem et invite à dépasser le critère d'appartenance au péronisme pour construire un projet commun. L'enjeu pour la présidente, et particulièrement dans les moments de fragilisation des alliances partisans, est de guider les destinataires dans une lecture des stratégies politiques auxquelles ils assistent et ne semblent pouvoir participer qu'à distance et ponctuellement lors des élections. C'est pourquoi nous étudions, dans cette partie, le récit à travers lequel la présidente unit le peuple argentin et le mouvement péroniste dans ses différentes étapes d'évolution.

Ainsi, CFK représente les années 90 et celles qui ont précédé la crise de 2001 comme une période de désolation, destructrice pour l'Etat, pour les individus mais aussi pour le peuple. En effet le néolibéralisme a supposé un appauvrissement d'une grande partie de la population, synonyme d'une régression et d'un état de sous-développement pour l'Argentine. La présidente



replaces l'auditoire dans ce contexte en parlant de «*La Argentina del trueque, la Argentina en la que se cambiaba una carretilla o un martillo por comida. Esto no pasó en Uganda, esto pasó aquí, en la República Argentina, a escasos kilómetros del Obelisco, y no pasó hace dos siglos, pasó hace apenas diez años*<sup>529</sup>». La dégradation des conditions de vie renvoie à un état quasi-primitif alludé par des termes comme « el trueque », de même que les outils de la construction rappellent que les premières victimes sont les travailleurs du secteur primaire.

En effet, le processus de représentation du peuple comme victime du néolibéralisme traverse le domaine privé et le domaine professionnel notamment, car la destruction du marché du travail affecte les individus dans leur intégrité. Le passage suivant aborde le rôle de l'État dans la protection des individus et par conséquent la responsabilité des gouvernements dans le choix de leur politique économique :

*(...) Eso también es democratizar el mercado del trabajo, porque cuando hay mucha desocupación se puede contratar muy barato a la gente, en condiciones horribles de trabajo, que fue lo que nos pasó en la Argentina de los 90. Cuando tenemos un régimen de ocupación, de trabajo bien remunerado es mucho más difícil explotar al pueblo, mucho más difícil explotar al pueblo, y yo creo que uno de los objetivos que ha tenido este Gobierno es precisamente crear y crear en el mercado interno como una fuente de generación de riqueza, al mismo tiempo que para exportar al país.*<sup>530</sup>

Le gouvernement est donc responsable de garantir les conditions qui éviteront que le peuple soit fragilisé car *in fine*, c'est son existence qui est menacée. La présidente relate l'expérience d'une victime du néo-libéralisme dans une représentation du chaos, la guerre de tous contre tous :

*El país exige -como lo decía la pequeña productora de Lavalla- cuando decía que estaban todos peleados, allá por los 80, los 90, los productores pequeños, medianos, grandes y exportadores entre sí y todos juntos peleados contra el gobierno. Porque en realidad no hay ninguna posibilidad en ninguna sociedad, en ningún país que un sector pueda desarrollarse a costa de otro se hunda, sea una actividad económica, o sea el sector de capital, o sea el sector del trabajo, o que le vaya bien a uno y le vaya mal al Gobierno*<sup>531</sup>.

Un système de développement qui favoriserait une certaine partie de la population conduirait systématiquement à la destruction du collectif, ici désigné comme «*el país*».

---

<sup>529</sup> Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de inauguración de la nueva sede y del primer ciclo lectivo de la universidad nacional de Avellaneda, en la Provincia de Buenos Aires, 30-03-11

<sup>530</sup> Declaraciones de la Señora Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en Avellaneda, 08-01-10

<sup>531</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández, en el acto para la firma del acta de acuerdo en el marco del programa de asistencia a la cadena de valor vitivinícola, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada, 29-06-2010

Cependant, si ce passage associe clairement lutte pour des intérêts individuels et implosion du collectif, il recrée dans l'expérience vécue un nouveau collectif, celui des victimes de «*los otros*», exclus de la représentation du «*peuple argentin*», qui n'est pas nommé mais qui est caractérisé par son fonctionnement parasite :

*Miren cuando le va mal a un Gobierno en un país le va mal, por lo general, a todos, salvo rarísimas excepciones que como ya sabemos son los sectores minúsculos que se han lucrado con todos los argentinos y que se han llevado mucha plata, a costa de las desgracias de todos nosotros.*<sup>532</sup>

Au niveau de la narration, la présidente fait appel à des personnages ancrés dans une tradition culturelle qui configure un certain imaginaire argentin du monde rural. De cette manière, elle rapporte l'expérience de vie singulière d'individus auxquels peut s'identifier l'auditoire :

*hace apenas cinco años atrás, donde muchos habían bajado los brazos y solamente estaban esperando que le vinieran a rematar el campo y a ver cómo se llevaban no solamente la tierra, sino los enseres que habían tenido para labrarla, para cultivarla toda la vida. Era llevarse no solamente la tierra o los enseres era seguramente también casi llevarse la vida de cada una de ustedes, ¿no?, además de la de los hijos. Pero los hijos eran jóvenes, el tema era Hugo, que era digamos el prototipo del que se le llevan la vida, ya no tiene si le sacan la tierra la oportunidad de ir a otra parte y empezar de nuevo, porque empezar de nuevo requiere muchas veces juventud.*<sup>533</sup>

Ce passage montre l'enchaînement des événements jusqu'à l'anéantissement de cet homme, archétype du paysan, dans une vision très impressionniste des activités liées à la terre. De plus, les constructions passives, notamment, illustrent l'engrenage dans lequel était prise la population. Ce travailleur ne pouvant transmettre son outil de travail à son fils, c'est le cycle même des générations qui est menacé et donc le peuple argentin dans son ensemble.

Comme nous l'avons dit, ces passages de narration rappellent les conséquences néfastes du néolibéralisme sur les conditions de vie matérielles des Argentins, ils permettent également à CFK de révéler la contamination mentale et morale qu'a souffert la population pendant cette période. Lisons le passage suivant :

*Era un mundo aquel, donde todo el mundo hablaba de los mercados a futuro, hacía especulaciones de cuánto iba a valer tal cosa dentro de un año, de todas las rentabilidades que iban a tener, eran todos ricos electrónicos – como digo yo- porque el mercado futuro es dinero electrónico. Y llamaba la atención, porque en la Argentina también este*

---

<sup>532</sup>*ibidem*

<sup>533</sup>*Palabras de la presidenta Cristina Fernández en el acto de firma de acuerdo para dar solución definitiva a las deudas de productores agropecuarios, 23 -07- 2008*

*lenguaje del dinero electrónico y de la especulación, había anidado en sectores que normalmente nunca habían hablado de eso, porque siempre habían estado acostumbrados a hablar de trabajar, de producir, en fin, de la economía real, y si hay algo de lo que ustedes saben es de economía real. Ustedes son la economía real (...)*<sup>534</sup>

Une autre caractéristique de l'époque néolibérale, selon CFK, se situe donc dans une inversion des valeurs qui, dans le langage du passage que nous citons précédemment, reviendrait à une menace pour la cohésion de la population argentine. En effet, l'essence du peuple argentin qui se construisait sur la valeur-travail, une des références discursives du premier péronisme, avait été déplacée par l'illusion de l'argent facile. Dans le discours de la présidence, le réel s'oppose au mirage du néolibéralisme qui a entraîné une perversion morale du peuple.

D'autre part, aborder les années 90, dans le discours de CFK, n'a pas pour objectif de condamner par des attaques directes, les acteurs de cette époque : nous remarquons à nouveau qu'il ne s'agit pas d'un discours clivant ou accusateur. Au contraire, la présidente conduit ses destinataires dans un récit majoritairement factuel qui vient révéler une réalité de l'histoire du peuple argentin où,

*muchos que creían haber ganado en realidad terminaron perdiendo, y no solamente perdieron ellos sino que también hicieron perder al Estado, y cuando pierde el Estado también pierden los sectores más vulnerables de la sociedad, que son precisamente los que requieren siempre, a través de la salud, de la educación, de la acción social, la presencia del Estado.*<sup>535</sup>

En conclusion, CFK ne parle pas ici de responsabilité politique, elle en parle cependant dans d'autres discours, mais d'une partie de la population qui a été trompée et qui par conséquent, pensait pouvoir gagner, seule, c'est-à-dire sans l'Etat. Cependant, elle a échoué et a entraîné le reste de la population dans sa chute. Cependant, cette erreur de jugement peut s'expliquer,

*con incomprendiones lógicas, porque cuando uno ha sido bombardeado desde todas partes, desde los medios de comunicación, de lo que lee, de lo que escucha, del mundo, en el sentido de que el mercado todo lo decidía, todo lo solucionaba, va a ser muy difícil realmente acomodar la cabeza y las ideas a que el mercado, al contrario, cuando nadie lo regula, cuando nadie lo controla, cuando nadie lo interviene, cuando lo dejan hacer, lo que debemos tener, no para negar el mercado pero para saber que el Estado tiene que estar para regular, para intervenir,*

---

<sup>534</sup>Discurso de CF en el acto de firma de acuerdos con el sector lácteo, 20-10-2008

<sup>535</sup>Ibidem

*para compensar, para promover.*<sup>536</sup>

Le message transmis, ici, affecte plusieurs domaines : nous retrouvons la manipulation subie par la population mais également la dénonciation du rôle des médias dans l'imposition de cette pensée hégémonique pendant les années 90, sur la toute-puissance des marchés, et enfin, par opposition, se dessine la ligne idéologique de CFK en matière de politique économique.

En effet, le cadre qui place le peuple argentin comme victime du néolibéralisme étant posé, CFK va positionner discursivement les acteurs politiques en fonction de leur ligne de conduite en matière de politique économique. L'enjeu est, d'une part, de montrer qu'une certaine conception de l'économie était en position dominante dans les années 90, d'en montrer les mécanismes, les conséquences et comment elle s'est imposée. Il s'agit de la partie visible de la stratégie qui permet de façon plus implicite de construire ou de renforcer une nouvelle hégémonie en matière de politique économique.

De fait, au sortir de la convertibilité et à la suite de la crise de 2001, on assiste à un réaligement politique et l'imposition d'un nouveau modèle économique dit néokeynésien. Ce modèle se caractérise par un plus grand contrôle des marchés grâce à l'intervention de l'État, argument qui apparaît à plusieurs reprises dans les passages cités précédemment. Comme nous l'avons signalé dans la première partie, Néstor Kirchner a concrétisé ce nouveau modèle économique à partir de 2003. Pour sa part, CFK a cherché à approfondir ce modèle économique qui apparaît dans les discours que nous avons cités précédemment lorsqu'elle souligne l'importance de l'intervention de l'État et son rôle de régulateur et de protecteur en matière économique, conception qu'elle oppose au désengagement de l'État dans les années 90.

Sur le plan technique, CFK caractérise le néolibéralisme par un cercle vicieux dont l'issue ne peut être que fatale. A plusieurs reprises, elle signale l'engrenage qui associe les privatisations, la convertibilité puis la dévaluation comme dans le passage suivant : *«Empezaron privatizando la deuda, siguieron por la convertibilidad con el 1 a 1 y cuando se acabó todo porque en algún momento se iba a acabar, vinieron a retirar con la misma persona lo que habían dejado en el país y nos soltaron la mano en el año 2011»*<sup>537</sup>.

Comme nous pouvons le lire dans ce passage, il s'agit de différents modèles économiques mais l'argumentation de CFK va s'orienter davantage vers les choix des acteurs politiques, plus que sur une argumentation technique, ce qui fait ressortir la responsabilité de leur choix face au peuple. Cette stratégie illustre la volonté de la présidente de rappeler la

---

<sup>536</sup> *ibidem*

<sup>537</sup> *Palabras de la Presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner en el acto de clausura de la 62 convenio anual de la cámara argentina de la constiucción, en el hotel Sheraton, Caba, 25-11-2014*

prédominance du politique sur l'économie car céder aux marchés financiers équivaut à renoncer à la souveraineté nationale et par conséquent à trahir le pouvoir délégué par les citoyens. Cette stratégie fait également écho à l'inversion des valeurs pendant cette période de l'histoire de l'Argentine. Lorsqu'elle rapporte ses expériences personnelles, en tant que sénatrice et députée du Parti Justicialiste, c'est-à-dire du parti au pouvoir pendant les années 90, CFK donne à voir deux comportements opposés dans la prise de décision des acteurs politiques, l'un guidé par la volonté du peuple, l'autre guidé par des forces extérieures et néfastes pour le peuple :

*Recuerdo madrugadas, fines de semanas enteros aquí sancionando el ajuste permanente; "lo pide el Fondo si no se acaba todo" era la frase que más escuchábamos en aquellos días. De allí de la política del ajuste permanente que caracterizó a década de los '90 pasamos al otro Parlamento, al que aplaudía el default. De la Hazaña del ajuste a la hazaña de no pagar.<sup>538</sup>*

Dénoncer la soumission au FMI permet à CFK de se démarquer de son groupe politique en précisant *«era legisladora allá por los años '90, y era una legisladora que no compartía obviamente las políticas que se instrumentaban de mi propio partido y decía que se podía hacer un país diferente<sup>539</sup>»*.

De plus, elle revient sur l'aspect moral en dénonçant la collaboration d'acteurs politiques argentins avec des organismes internationaux: *«(...) en los '90 tuvimos la presión permanente sobre le Parlamento de los organismos multilaterales y también, de otros argentinos que creían que ese era el camino, porque ellos solos no podían, se hubieran encontrado otros argentinos que le hubieran dicho que no<sup>540</sup>»*.

Comme nous l'avons vu à travers les différents passages, la frontière peut être floue entre les Argentins victimes du néolibéralisme et les convaincus qui ont fini déçus. Cette nuance évite un discours clivant qui opposerait défenseurs et partisans du néolibéralisme sur des arguments politiques ou économiques. Ces deux groupes sont confondus dans un collectif, celui de ceux qui ont été trompés, notamment par des acteurs politiques qui n'ont pas respecté le code moral qui consiste à défendre les intérêts des citoyens et surtout à être sincère dans ses intentions. Ceux qui *«lleg[an] al Gobierno como le tocó a alguno para hacer exactamente todo lo contrario a lo que habían dicho que iban a hacer toda su vida<sup>541</sup>»*. L'argumentation se construit

---

<sup>538</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dr. Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de asunción del mando en el Congreso de la Nación ante la Asamblea legislativa. 10-12-07*

<sup>539</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires, 10-08-10*

<sup>540</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dr. Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de asunción del mando en el Congreso de la Nación ante la Asamblea legislativa. 10-12-07*

<sup>541</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires, 10-08-10*

donc dans le domaine de l'éthique et non plus du politique et la cible principale de ces accusations est évidente pour tout citoyen argentin, il s'agit de Carlos Menem, bien qu'il ne soit jamais nommé.

Lorsque la présidente dit «*Quizás algunos otros no puedan contar que proyecto tienen, porque como dijo alguna vez alguien, "si hubiera contado lo que iba a hacer seguramente nadie me hubiera votado".*<sup>542</sup> », la référence à Carlos Menem n'est qu'en apparence dissimulée. En effet, en ce qui concerne cette allusion et la suivante, ce sont des paroles qui lui ont été attribuées, bien qu'il n'y ait pas de source identifiée mais il s'agit de constructions qui font partie de l'imaginaire argentin. Le fait de ne pas nommer l'ancien président permet de ne pas construire ouvertement de mécanisme hostile mais également de créer une certaine complicité avec l'auditoire qui partage les mêmes codes culturels que la présidente et ainsi de renforcer l'unité du collectif. Sur ce modèle de construction, déclarer «*los que te dicen que tenés que tener otro tipo de relaciones y terminan finalmente aliándose con los adversarios del país*<sup>543</sup>», permet également de renforcer l'unité de l'auditoire à partir de références culturelles partagées sans attaquer directement les personnes alludées.

Nous pouvons donc conclure que le processus de resignification du péronisme contribue à la définition discursive de l'instance collective dans sa relation avec le mouvement péroniste. Nous retiendrons que CFK présente le peuple argentin comme un collectif mis à mal dans son unité et menacé dans son essence par la période néolibérale qui s'est installée par la tromperie et l'amoralité de certains politiques. Il appartient donc aux acteurs en présence d'offrir une nouvelle orientation à l'Argentine dans le cadre d'un projet politique qui réponde à la volonté populaire.

#### II. 4. 4. «*Una generación que creyó en ideales*<sup>544</sup>»: le peuple argentin et le passé récent

La crise économique, sociale et politique de 2001, qui est venue conclure la période néolibérale, a provoqué dans la population, un rejet des politiques et de la politique. Dans ce

---

<sup>542</sup>Palabras de la Presidenta de la Nación en el Encuentro Nacional de Jóvenes de la Agricultura Familiar, 13-05-2009

En ce qui concerne cette citation attribuée à Carlos Menem, nous n'avons pas trouvé de source pouvant prouver qu'elle a bien été prononcée par l'ex-président, cependant dans l'imaginaire collectif argentin, elle est associée à cette personne et fonctionne comme une référence implicite à celui-ci.

<sup>543</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014

<sup>544</sup>Discurso de asunción, CFK, 10-12-2007

contexte, le quatrième péroniste selon les critères proposés par A. Horowicz, est associé dans l’imaginaire politique argentin, à cette période de chaos. CFK s’inscrit dans cette lignée et se montre en opposition face aux présidences de C. Menem. En réponse à cette période de destruction, la présidente entend promouvoir une réhabilitation de la politique dans la société argentine. Parallèlement, le kirchnerisme, en tant que cinquième péronisme, revendique sa filiation avec le premier péronisme, comme nous l’avons démontré précédemment, mais également avec la troisième phase du mouvement, période pendant laquelle s’est formée la génération militante des années soixante-dix et à laquelle appartiennent NK et CFK.

Nous allons donc observer les références à cette génération dans le discours la présidente et, par conséquent, aborder l’intégration des débats historiographiques de ce passé récent chez CFK. Notre objectif est de démontrer que la présidente représente le peuple argentin dans une position d’héritier par rapport à cette génération, ce qui contribue à l’inclure dans la construction de l’avenir du pays. En effet, CFK établit un rapprochement entre la génération militante des années soixante-dix et la jeunesse actuelle.

Dans un premier temps, nous allons présenter la période à laquelle nous faisons référence sous le terme de passé récent et les différentes approches historiographiques sur cette période afin de comprendre l’évolution de l’imaginaire argentin au cours des trente dernières années. Ensuite, nous observerons les mémoires de cette période dans le discours de CFK.

#### **II. 4. 4. 1. Délimiter les années 70**

Dans un premier temps, nous devons préciser la période historique et les acteurs auxquels nous faisons référence pour comprendre le contexte dans lequel s’est formée la génération de CFK. Nous pouvons ainsi repérer le lien établi par la présidente entre le peuple argentin et cette époque récente de l’Histoire.

Roberto Pittaluga<sup>545</sup> utilise le terme de «passé récent» pour se référer à la période historique comprise entre le début des années soixante et la fin de la dernière dictature, en 1983, marquée par la fracture imposée par le coup d’Etat de 1976 et le terrorisme d’Etat qui a suivi. A ce sujet, Cecilia González<sup>546</sup> analyse les différentes délimitations chronologiques de ce moment historique dans la littérature académique et testimoniale, qui, tout comme les diverses

---

<sup>545</sup>Pittaluga Roberto, « Écritures du passé récent argentin : entre histoire et mémoire », *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, 2006/1 (N° 81), p. 99-104.

<sup>546</sup>González Cecilia, *Figuras de la militancia. “Los 70” contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*. Littérature. Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 2013.el-01541853 <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01541853/> Nous utilisons cette étude pour développer la partie suivante sur les dénominations et les repères chronologiques.

dénominations de la période relèvent d'opérations de signification particulières. Ainsi, la référence du coup d'Etat de 1976 comme date finale suscite un certain consensus car cet événement donne lieu à une reconfiguration de la scène antérieure de manière définitive, ce que confirme le terme « Processus de réorganisation nationale » («*Proceso de reorganización nacional*») et qui conduit Daniel Feierstein a adopté le terme de génocide «reorganizador<sup>547</sup>». Beatriz Sarlo souligne également une rupture en parlant d'une « rupture d'époque<sup>548</sup> » («*quiebre epocal*») pour représenter la nouveauté radicale de ce type de dictature. María Cristina Tortti, quant à elle, concentre la période entre 1968 et 1973 pour souligner « l'intensité et la fugacité<sup>549</sup> » des événements vécus par cette génération militante et à laquelle l'auteure se réfère sous le terme de «Nueva Izquierda» dont les manifestations apparaissent sous des formes variées et variables. Dans un cadre international, Cecilia González rappelle également que la mort de Mao en 1976 conclut dans l'échec, la dernière tentative de transformation interne des socialismes réels et marque le début d'une vague néo-conservatrice qui donne lieu à un nouvel ordre hégémonique globalisé.

En ce qui concerne les dates initiales de la période, les choix portent également la marque du contexte national ou international. Retenir l'année 1966 souligne le poids de la dictature de Juan Carlos Onganía (1966-1969) dans le processus de radicalisation des luttes politiques de la décennie et renforce également le caractère juvénile des acteurs et des mouvements qui se sont compromis dans la lutte armée, aspect souligné par M.Cristina Tortti qui intègre dans ce collectif, les couches moyennes universitaires.

Sur le plan international, les mouvements militants des années soixante et soixante-dix s'intègrent dans le cadre latino-américain de la Révolution Cubaine et dans la dynamique de décolonisation initiée dans les pays du Tiers-Monde au sortir de la Seconde Guerre Mondiale auquel nous avons fait référence dans la partie I.

D'autre part, prendre comme référence l'année 1966 contribue à différencier l'Histoire nationale de l'Histoire du péronisme qui situe l'origine de la violence dans les événements de 1955 à travers le bombardement de la *Plaza de Mayo* ( 16 juin 1955 ) et le coup d'Etat (16

---

<sup>547</sup> Feierstein, Daniel., *El genocidio como práctica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina*, Buenos Aires, FCE, 2011, p100 in Cecilia González. *Figuras de la militancia: "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*, 2013

<sup>548</sup> Sarlo Beatriz, *Tiempo pasado. Cultura de la memoria y giro subjetivo. Una discusión*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005 in Cecilia González Scavino. *Figuras de la militancia: "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*, 2013

<sup>549</sup> Tortti, María Cristina, «Protesta social y Nueva Izquierda en la Argentina del Gran Acuerdo Nacional», en Taller. *Revista de Sociedad, Cultura y Política*, n° 6, Buenos Aires, abril 1998, in Cecilia González Scavino. *Figuras de la militancia: "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*, 2013



septembre 1955) contre le gouvernement de J.D.Perón. A ce propos, Luis Alberto Romero<sup>550</sup> considère également que l'année 1955 marque une étape dans l'augmentation de la violence politique. Les mouvements insurrectionnels et les organisations de guérilla s'inscrivent dans une continuité qui assure le passage entre la génération qui va de la Résistance péroniste à l'adhésion à des idéaux révolutionnaires postérieurs à la Révolution cubaine.

D'autre part, la concentration sur la période allant de 1969 à 1976 coïncide avec le néologisme *setentismo* qui traite «*de un tiempo específicamente ligado a formas de militancia y radicalización política que subsumen otros planes culturales o vitales en un lapso caracterizado por la reivindicación de la violencia como factor de transformación social*<sup>551</sup>».

D'autres termes sont utilisés pour désigner le sujet de l'époque: nous avons cité la «Nouvelle gauche» («*Nueva Izquierda*»), utilisée par M. C. Tortti, Matilde Ollier parle de «gauches révolutionnaires» («*izquierdas revolucionarias*<sup>552</sup>»). Roberto Pittaluga<sup>553</sup> désigne un processus politique marqué par l'émergence de nouvelles subjectivités militantes.

Ces nouvelles subjectivités<sup>554</sup> s'expriment notamment à travers les organisations politiques et armées d'inscription péroniste, lesquelles se montrent très actives pendant la période préalable aux élections présidentielles de 1973. Après les dix-huit ans d'exil de Perón et de proscription politique, le péronisme gouverne à nouveau l'Argentine accablée par les conflits sociaux, politiques et économiques. Le pays est également habité par un fort esprit de lutte et de combativité qui donne lieu à d'importantes mobilisations populaires et au rapprochement de nombreux jeunes au péronisme par la voix du catholicisme<sup>555</sup>, du

---

<sup>550</sup>Romero, Luis Alberto (2007), «La violencia en la historia argentina reciente: un estado de la cuestión» in Anne Pérbin Dumon (dir.), *Historizar el pasado en América Latina* consultable en [http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro\\_historia\\_politica/material/romero.pdf](http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro_historia_politica/material/romero.pdf)

<sup>551</sup>González Scavino, Cecilia. *Figuras de la militancia "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*. Littérature. Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 2013.el-01541853 <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01541853/>, « d'un temps spécifique lié aux formes de militantisme et de radicalisation politique qui incorporent d'autres niveaux culturels et vitaux dans une période caractérisé par la revendication de la violence comme facteur de transformation sociale »

<sup>552</sup>Ollier, María Matilde «De la Revolución a la Democracia: cambios privados, públicos y políticos de la izquierda revolucionaria», Siglo XXI, Buenos Aires, 2009, 304p.

<sup>553</sup>Pittaluga Roberto, « Écritures du passé récent argentin : entre histoire et mémoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006/1 (N° 81), p. 99-104. DOI : 10.3917/mate.081.0013. URL : <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2006-1-page-99.htm>

<sup>554</sup>Les éléments qui suivent, sont issus de : Montero Ana Soledad, « Héroes, ortodoxos, disidentes o traidores. Los avatares de la Juventud Peronista Lealtad (1973-1976)» V Jornadas de Sociología de la UNLP. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Departamento de Sociología, La Plata, 2008

<sup>555</sup>Sur le rapprochement entre le Movimiento de Sacerdotes tercermundistas, notamment sous l'action du Padre Mugica, et le péronisme, voir par exemple : Paz, M. (2003). *Movimiento de sacerdotes para el tercer mundo, la otra iglesia (República Argentina 1967-1976)*. Tesis de grado. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. En Memoria Académica. Disponible en: <http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/tesis/te.571/te.571.pdf>

nationalisme et de la gauche traditionnelle<sup>556</sup>. Dans ce contexte apparaît un secteur juvénile qui constitue la « quatrième branche » du Mouvement péroniste, en tant que dispositif chargé de la mobilisation de masse, la propagande politique et les opérations armées. Cette *Tendencia Revolucionaria*, que Perón nomme « *juventud maravillosa* », se convertit en un front populaire de masse dont le programme politique est le « socialisme national », qui unit des consignes socialistes à la tradition nationaliste et péroniste. La *Juventud Peronista* (JP) joue un rôle fondamental en tant qu'interlocuteur de Perón et soutien la candidature d'Héctor Cámpora. Au sein de la *Tendencia* et proche de l'organisation armée *Montoneros*, la JP s'est imposée comme un acteur de grand protagonisme sur la scène politique. Cependant à son retour en Argentine, Perón prend de plus en plus de distance par rapport à ces groupes militants très dynamiques qu'il a, lui-même, encouragé pour se rapprocher de l'aile orthodoxe du mouvement. L'une des conséquences de cette orientation est le passage à la clandestinité de *Montoneros*, en septembre 1974, après la mort de Perón. Cette rupture donne lieu à de nombreuses luttes idéologiques et symboliques à l'intérieur du mouvement (cf. partie I. 2. 5.)

De façon générale, la littérature d'essai, académique et testimoniale sur le début des années soixante, offre un ensemble de représentations stables des acteurs que nous retrouvons dans le discours de CFK. A la jeunesse des sujets militants s'ajoute une forme de lutte tout aussi juvénile. Beatriz Sarlo<sup>557</sup> situe les racines de ce juvénilisme dans les racines latino-américaines et européennes (Mai 68 en France) des mouvements.

Le caractère passionnel des militants est également souligné. Oscar Terán<sup>558</sup> parle de passion idéologique alors que, pour Pilar Calveiro<sup>559</sup>, elle, l'inscrit dans une mystique révolutionnaire. Le sujet juvénile est identifié à une figure révolutionnaire romantique inspirée par l'idéal de l'« homme nouveau » imaginé par Ernesto Che Guevara..

Ces représentations des acteurs du militantisme de la fin des années soixante et de la décennie suivante sont majoritairement le fruit de travaux publiés dans les années 2000, période pendant laquelle les historiens se saisissent du champ de travail que représente le passé récent. En effet, les représentations sur cette période ont évolué au cours des trente dernières années : nous devons donc expliquer succinctement ces changements pour pouvoir saisir dans l'analyse

---

<sup>556</sup>Nous trouvons dans ces collectifs la continuité du travail mis en place par J. W. Cooke dans les années 50 et 60.

<sup>557</sup>Sarlo Beatriz, *Tiempo pasado. Cultura de la memoria y giro subjetivo*. Una discusión, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005 in Cecilia González Scavino, *Figuras de la militancia: "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*, 2013

<sup>558</sup>Teran, Oscar. (2006) De utopías, catástrofes y esperanzas. Un camino intelectual, Buenos Aires, Siglo XXI. in González, Cecilia, *Figuras de la militancia. "Los 70" contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*, 2013

<sup>559</sup> Calveiro, Pilar, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años 70*, Buenos Aires, Norma, 2005.

du discours de CFK, la signification des représentations qu'elle transmet.

#### II. 4. 4. 2. Evolution historiographique du regard sur le passé récent

Les approches historiographiques sur le passé récent reflètent les prises de position idéologiques qui se sont manifestées au cours de la période qui nous sépare des années soixante et soixante-dix et sont déterminantes dans la construction des mémoires de la population actuellement et notamment de celle élaborée par CFK.

Roberto Pittaluga identifie trois périodes dans l'historiographie sur le passé récent à partir du retour à la démocratie. La première décennie de la démocratie se caractérise par une très faible production historiographique à tel point que l'historien parle d'une « *verdadera política de la (des)memoria* <sup>560</sup> ». L'absence de politique de conservation et de constitution d'archives dédiées n'a pas permis la conservation des sources premières d'information tant pendant la période dictatoriale que lors du retour à la démocratie. Cependant, cet aspect matériel ne suffit pas à expliquer la faible production de la période. En effet, le processus politique et culturel qui s'est développé, en Argentine, à partir de 1983 a imposé des limites au cadre de production narratif sur le passé récent. Ainsi, les productions se sont auto-limitées au cadre de ce qui pouvait se dire dans le contexte donné : « *Tanto los discursos hegemónicos sobre la transición democrática como aquellos relacionados a la problemática de las violaciones de los derechos humanos por el terror estatal, delimitaron las posibilidades de lo decible* <sup>561</sup> ». A ce point, s'est ajouté la constitution d'un territoire propre à l'histoire académique qui a contribué à établir des normes exclusives de ce qui pouvait constituer les sources historiques.

De cette manière, dans l'imaginaire argentin se construit le récit d'une déviation par rapport à l'orientation démocratique. Cette représentation s'inscrit dans la vie politique et démocratique : le présent, placé sous le signe du retour à la démocratie est envisagé comme un moment charnière qui conduit à une négation du passé récent. La « théorie des deux démons » (cf. partie I. 3.) en tant que formulation simplificatrice est un exemple efficace de ce processus.

D'autre part, les discours testimoniaux tels qu'ils apparaissent dans le « *Nunca más* », notamment, sont recueillis dans le but d'instituer un verdict dans le cadre judiciaire. Le passé

---

<sup>560</sup>Pittaluga Roberto, «Miradas sobre el pasado reciente argentino», Marina Franco et Florencia Levín (comp.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción, op.cit.*

<sup>561</sup>Pittaluga Roberto, «Miradas sobre el pasado reciente argentino», Marina Franco et Florencia Levín (comp.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción, op.cit.* p127, « Tant les discours hégémoniques sur la transition démocratique comme ceux liés à la problématique des violations des droits humains par le terrorisme d'Etat, ont délimité les possibilités du dicible. » (Je traduis)

des militants politiques et sociaux reste dans l'ombre au profit de la valorisation du caractère de victime des personnes affectées par le terrorisme d'État. Lorsqu'il est abordé le militantisme est simplifié et présenté sous un regard victimisant en écho aux discours jusqu'alors prédominants.

Au niveau historiographique, les tentatives d'approche du passé récent dans une perspective historique se heurtent aux discours hégémoniques, « *como si hablar de los setenta -con su carga de violencia política y su perspectiva anticapitalista- hubiera puesto en riesgo la realización de los nuevos horizontes de expectativas de la transición* <sup>562</sup> ». De cette façon, Beatriz Sarlo expliquait la situation en 1994, en considérant que la difficulté de travailler sur le passé récent dans une perspective historique était due au fait que cette époque était « *demasiado cercano* » et à la fois « *demasiado terribles* <sup>563</sup> ». Roberto Pittaluga considère également que cette volonté de séparation radicale entre le politique et l'histoire répondait à l'objectif d'éloigner la figure de l'intellectuel engagé qui dominait la scène dans les années soixante et soixante-dix.

En somme, l'historiographie de la période 1984-1994 s'inscrit dans une recherche de consensus et cherche à privilégier les perspectives qui mettent en avant les dimensions d'intégration des différents secteurs dans le processus social et politique argentin de l'époque.

A partir de la moitié des années quatre-vingt-dix, on assiste à un « boom de la mémoire <sup>564</sup> » qui surgit de plusieurs facteurs. Une des raisons apparaît dans les initiatives de militaires qui, à travers différents médias, confessent leur participation dans le terrorisme d'État et précisent leur mode d'action <sup>565</sup>, non pas tant pour exprimer un repentir que pour affirmer leur participation à un processus organisé depuis les plus hauts échelons de commandement. Cependant de nombreuses situations reflètent également l'impunité et la fragilité de la condamnation morale de responsables politiques lorsqu'ils se maintiennent au pouvoir malgré leur participation connue à la violation des Droits de l'Homme pendant la dictature <sup>566</sup>. Des

---

<sup>562</sup>Pittaluga Roberto, «Miradas sobre el pasado reciente argentino», *op.cit.*, « comme si parler des années soixante -avec son fardeau de violence politique et sa perspective anticapitaliste – aurait mis en danger la réalisation des nouveaux horizons contenus dans les attentes de la transition » (je traduis)

<sup>563</sup>Hora, Roy et Trimboli, Javier, *Pensar la Argentina*, Buenos Aires, El cielo por Asalto, 1994, p172, in Roberto Pittaluga, «Miradas sobre el pasado reciente argentino», *op.cit.*, p134. (Je traduis)

<sup>564</sup> Pour cette partie, nous nous appuyons également sur Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, *op. Cit.*, chapitre «el boom de la memoria» (1995-2003) et chapitre «las políticas de memoria de Estado (2003-2007)», p 59-91

<sup>565</sup> A titre d'exemple, nous pouvons citer l'interview du journaliste Horacio Verbitsky au capitaine de corvette Adolfo Scilingo qui confesse sa participation aux « vols de la mort ».

<sup>566</sup> A titre d'exemple, nous pouvons citer le cas d'Antonio Bussi, étudié par Alejandro Isla, qui conclut que dans un contexte de profonde crise socio-économique à Tucumán, la démocratie est associée au sous-emploi et à l'érosion des rôles familiaux traditionnels alors qu'une partie de la population a la sensation que pendant la dictature, la vie était plus facile marquée par les valeurs de l'ordre, du respect et de la famille. Isla, Alejandro (2000) «Los apoyos de Bussi. Valores domésticos, espacios públicos en el presente tucumano», en Svampa,

changements apparaissent également dans l'écriture sur le militantisme. Plusieurs raisons ont encouragé ce phénomène. Ainsi, une certaine désillusion se fait sentir dans la population face aux espoirs qu'avait soulevés le retour à la démocratie représentative en matière de bien-être social, politique et culturel. De plus, en 1996, les commémorations du vingtième anniversaire du coup d'État favorisent l'ouverture de débats sur les caractéristiques du régime de terreur mais également d'espaces de discussion médiatique autour du militantisme. Parallèlement, les associations de défense des Droits de l'Homme acquièrent une plus grande visibilité alors que de nouveaux organismes voient le jour. En 1995 est créée l'association H.I.J.O.S (*Hijos e Hijas para la identidad y la justicia contra el olvido y el silencio*), proche des *Madres de la plaza del Mayo*, elle en partage le ton combatif et la revendication de la lutte de leurs progéniteurs. Ces premiers impulsent une nouvelle approche en interrogeant le parcours et les motivations de leurs parents :

*Lo diferente era que esa actualidad no se limitaba ya a la denuncia de la represión y a la demanda de justicia, sino que se prolongaba en la pregunta por quiénes habían sido y qué habían propuesto y deseado las principales víctimas del terrorismo de Estado.<sup>567</sup>*

A cette même époque, l'écriture testimoniale<sup>568</sup> connaît un essor significatif mais sous des perspectives variables. Certaines soulèvent de nouvelles interrogations et permettent une nouvelle compréhension de l'expérience militante alors que d'autres renforcent l'approche acritique et idéalisante à travers les figures de l'héroïsme et du sacrifice.

Enfin, il faut noter que les moyens de communication se saisissent massivement du devoir de mémoire, à travers la diffusion du souvenir, non seulement en relayant les actions des associations des Droits de l'Homme mais également en créant, eux-même, l'événement, par exemple en recueillant le témoignage d'anciens tortionnaires que nous venons de mentionner.

Parallèlement, dans les marches de commémoration du coup d'État du 24 mars 1976, la présence de familles et de jeunes se fait de plus en plus visible, lesquels se déplacent parfois de leur propre initiative et non pas à l'appel d'organisations partisans. De plus, dans ces manifestations, à la condamnation des années du terrorisme d'État se mêlent des revendications socio-politiques et économiques.

Alors que, comme nous l'avons signalé précédemment, le président Menem cherche à tourner la page de la dernière dictature en insufflant une dynamique de réconciliation nationale, dans la rue, le coup d'État de 1976 connaît une évolution de signification et apparaît comme

---

Maristella (ed.), *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Biblos/UNGS, pp. 209-241.

<sup>567</sup> Pittaluga, Roberto, «Miradas sobre el pasado reciente argentino» *op.cit.*, p.141

<sup>568</sup>Nous pouvons citer par exemple *La voluntad* de Eduardo Anguita y Martín Caparrós, 1997-1998

l'élément déclencheur du terrorisme illégal mais également de politiques dévastatrices. Un lien est établi entre les luttes sociales du passé et les actuelles revendications économiques et sociales. Nous retrouvons ce rapprochement dans le discours de CFK.

Sur le plan judiciaire, la *Ley de Obediencia debida* ne permet pas de juger les tortionnaires mais cependant des procès sont ouverts pour appropriation de mineurs et les *Juicios por la Verdad* donnent espoir aux proches de connaître les circonstances de la disparition des victimes. Des procès sont ouverts à l'étranger, cependant les demandes d'extradition sont systématiquement refusées par les présidences successives. Fernando de La Rúa approfondit la tendance qui donne à penser que les coupables ne seront jamais condamnés en signant un décret<sup>569</sup> qui instaure automatiquement le rejet de toutes les demandes d'extradition.

A partir de 2006, une nouvelle étape s'ouvre dans les considérations sur les années soixante-dix dont les effets sont remarquables notamment à l'occasion des commémorations du trentième anniversaire du coup d'État. Néstor et Cristina Kirchner revendiquent leur appartenance à la génération militante de cette époque et incluent le travail de mémoire dans la politique d'État. Parallèlement, on assiste à une institutionnalisation de la mémoire qui se traduit par la création massive de musées et lieux de mémoire. Nous avons cité par exemple la transformation du centre de détention de la ESMA qui est devenu en 2004, *Espacio Memoria y Derechos humanos* selon un projet de coopération entre le pouvoir exécutif national et le gouvernement de Buenos Aires.

En 2006, le «*Nunca Más*», rapport final de la CONADEP est réédité. Son prologue, rédigé par Eduardo Luis Duhalde et Rodolfo Mattarollo, secrétaire et sous-secrétaire de *Derechos Humanos de la Nación*, introduit de nouvelles lignes d'interprétations par rapport à la première édition. Après avoir souligné l'implication du gouvernement kirchneriste dans la lutte pour les Droits de l'Homme, les auteurs condamnent la culpabilité partagée entre l'État et les organisations révolutionnaires qui sous-tend la « théorie des deux démons » :

*Es inaceptable pretender justificar el terrorismo de Estado como una suerte de juego de violencias contrapuestas, como si fuera posible buscar una simetría justificatoria en la acción de particulares frente al apartamiento de los fines propios de la Nación y del Estado que son irrenunciables.*<sup>570</sup>

De même, la continuité entre le processus de « réorganisation nationale » mis en place

---

<sup>569</sup> Décret 1581

<sup>570</sup>*Nunca Más*, Prologue de l'édition de 2006, p.6, consulté en ligne, [http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nmas2006/Prologo\\_2006.pdf](http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nmas2006/Prologo_2006.pdf)

par le régime dictatorial et les politiques néolibérales est clairement soulignée et considérée comme l'antichambre de la crise de 2001 :

*Reafirmar el valor de la ética y de los derechos humanos en la profunda crisis heredada de la dictadura militar y de las políticas neoliberales no es una retórica declaración de principios en la Argentina posterior a los estallidos sociales de diciembre de 2001.*<sup>571</sup>

Par conséquent, l'apport d'une réparation par un travail de mémoire et l'exercice de la justice face aux exactions commises pendant la dictature et pendant le néolibéralisme relèvent d'une même responsabilité :

*El NUNCA MÁS del Estado y de la sociedad argentina debe dirigirse tanto a los crímenes del terrorismo de Estado -la desaparición forzada, la apropiación de niños, los asesinatos y la tortura- como a las injusticias sociales que son una afrenta a la dignidad humana.*<sup>572</sup>

Emilio Crenzel<sup>573</sup> considère que cette publication du rapport de la CONADEP propose, comme la version originale, une relation de la population avec le terrorisme d'Etat depuis un regard inverse mais tout autant totalisateur, selon laquelle l'ensemble de la société sans faille, affronte l'horreur et l'impunité. De plus, elle reproduit le portrait sociodémographique de la version originale en excluant la prise en compte de l'engagement politique et social des nombreuses victimes.

Cette approche des différentes tendances historiographiques au sujet du passé récent permet de comprendre l'évolution de l'imaginaire argentin depuis la fin de la dictature car elles définissent le contexte de formation intellectuel et culturel des destinataires de CFK mais également dans lequel elle s'est formée puis a développé sa carrière politique. Nous retenons également donc qu'à partir de 2006, sous des formes variées, des mémoires des années soixante et soixante-dix sont recréées, notamment à travers le discours de CFK.

#### **II. 4. 4. 3. Mémoires discursives des années 70**

Les représentations des années soixante et soixante-dix connaissent des évolutions au cours des trente dernières années et le positionnement de CFK n'est pas indifférent à ces mutations. Nous pouvons considérer que son discours s'inscrit dans cette imaginaire mais qu'il

---

<sup>571</sup>Nunca Más, *op.cit.*p2

<sup>572</sup>Nunca Más, *op.cit.*p2

<sup>573</sup>Crenzel Emilio, *La historia del 'Nunca más'. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo veintiuno Editores, 2008, p.25

contribue également à le faire évoluer. C'est pourquoi nous allons maintenant analyser la récupération de la tradition politique de la jeunesse militante des années soixante-dix dans l'énonciation présidentielle. L'élaboration de cette mémoire discursive lui permet de construire une représentation de l'instance collective comme un peuple héritier, non seulement des blessures du passé mais également d'un devoir d'engagement dans le projet commun. En effet, les mémoires discursives consistent, selon Jean Jacques Courtine<sup>574</sup>, « en un retour, une évocation prétérit, et permettent de relier le discours à l'histoire et à la mémoire sociale et collective ». Ainsi, nous remarquons que le discours de CFK est empreint de références au passé récent et au militantisme des années soixante-dix.

Dans un premier temps, CFK s'emploie à établir une continuité entre la période dictatoriale et la période néolibérale des années quatre-vingt-dix et construit, alors, le présent comme un moment charnière du retour à la démocratie. Sur le plan économique, les politiques néolibérales se placent dans un continuum qui a commencé lors du coup d'État du 24 mars 1976. La dictature a entrepris la destruction de l'État et ce processus s'est poursuivi dans les années 90 :

*cuando se produjo la crisis total y global bancaria también aquí en la Argentina, lo único que quedó en pie -también en ruinas y que hubo que reconstruir- era ese Estado que había sido devastado. Bueno es decirlo, no solamente nuestro país durante la década de los 90, sino para ser más precisos desde aquel golpe de Estado del 24 de marzo de 1976.*<sup>575</sup>

Sur le plan idéologique, rappelons que l'idéal du militantisme des années soixante-dix influencé par la révolution cubaine et les courants de gauche en présence, se fondait sur la construction de ce qui était appelé la «*Patria Socialista*». Or, la rhétorique kirchneriste s'inscrit dans cette tradition à travers l'emploi de topiques tels que la « souveraineté nationale », « l'indépendance économique », « l'anti-impérialisme » et « la centralité de l'Etat<sup>576</sup> ». Dans cette perspective, le terrorisme d'Etat ne peut être envisagé comme une lutte contre les groupes révolutionnaires armés mais doit être entendu comme un processus visant à interrompre un projet politique et économique qui mettait en péril les privilèges de l'oligarchie.

Ainsi, le terrorisme d'Etat apparaît comme la première étape à laquelle a succédé le « terrorisme de marché » («*terrorismo de mercado*<sup>577</sup>»). Dans cette logique, la périodisation

---

<sup>574</sup> Courtine, Jean Jacques, « Le tissu de la mémoire: quelques perspectives de travail historique dans les sciences du langage », *Langages*, 114, 1994, pp. 5-12.

<sup>575</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner, en el almuerzo ofrecido en honor al presidente de Ecuador, Rafael Correa. 04-12-12*

<sup>576</sup> Cette caractéristique ne prévaut cependant des dispositions prises tant par NK que par CFK en ce qui concerne les décisions économiques notamment.

<sup>577</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31 aniversario del día*



utilisée par la présidente situe le retour à la démocratie totale et réelle dans le présent, lors de l'arrivée du kirchnerisme qui a mis un point d'arrêt aux politiques néolibérales et a cherché à obtenir réparation pour la violation des Droits de l'Homme. Sans renier des réussites de l'après dictature, le retour à la démocratie apparaît comme menacé par des forces économiques et armées puissantes, demande à être consolidée par un véritable exercice du pouvoir de la part du peuple argentin. Ainsi en 2014, CFK déclare lors des commémorations à l'occasion du 37<sup>ème</sup> anniversaire du dernier coup d'Etat :

*Por eso es bueno que entendamos que esta, con todas sus contradicciones es una fecha de la democracia, de esa democracia que tanto costó recuperar y en la que debemos asegurar; porque lo que pasó no fue por casualidad ni porque sí. Si uno mira los índices que tenía el país de ocupación, de nivel de vida, de calidad de vida, de industrialización, de trabajadores, de desarrollo social que tenía al momento de producirse el golpe, y cómo terminamos luego en 1983 cuando llega la democracia, y luego lo que pasó en la segunda parte cómo terminamos en el 2001, vemos que realmente el homenaje que se puede hacer a todos aquellos que hoy no están o los que están y sufrieron, es precisamente seguir logrando esta Argentina con mayor inclusión social, con mayor trabajo, (...).*<sup>578</sup>

Certes, la présidente cite l'année 1983 comme date de retour à la démocratie, il s'agit de la date du retour au fonctionnement démocratique des institutions mais le terrorisme de marché subsistait dans ce qu'elle a dénommé la seconde partie jusqu'à la crise de 2001. A partir de l'argument d'autorité que constituent les marqueurs socio-économiques, la présidente établit un pont entre la génération actuelle et la génération militante des années soixante-dix, dont le fil conducteur est la destruction économique. Il en résulte que l'instance collective apparaît comme héritière d'une démocratie tronquée dont les conséquences affectent non seulement les Droits de l'Homme et l'économie mais également la justice et l'équilibre de la société, comme nous allons le voir dans les exemples suivants.

Ainsi, selon CFK, sous des formes différentes, c'est le même pouvoir qui s'est exercé au cours des trente dernières années du XX<sup>e</sup> siècle :

*En los años 80 también, arrancados a este mismo Parlamento, las leyes de Obediencia Debida y Punto Final, el poder militar o el partido militar que terminaba en las postrimerías del siglo XX al luego poder económico característico de los '90 y de la globalización.*<sup>579</sup>

---

*de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón mujeres argentinas de la casa de gobierno, 13-12-2014*

<sup>578</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del espacio mansión Seré al conmemorarse 37 años del último golpe militar, en la localidad de Castelar, Provincia de Buenos Aires. 22-03-2013*

<sup>579</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dr. Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de asunción del mando en el Congreso de la Nación ante la Asamblea legislativa. 10-12-07*

La locutrice nuance cependant l'intentionnalité du premier gouvernement élu démocratiquement, en se référant implicitement à la menace constante de coups d'Etat (« *arrancados* »)<sup>580</sup> pendant le gouvernement de Raúl Alfonsín et aux pressions exercées sur celui-ci. L'objet n'est pas ici, pour la locutrice, de marquer les responsabilités mais de construire une mémoire collective qui apporte des axes de compréhension du présent. Par conséquent, l'accent est posé sur la justice qui n'a pu s'exercer de façon satisfaisante.

De façon générale, le discours de CFK envisage la période du gouvernement d'Alfonsín sous l'angle d'une occasion perdue pour le camp populaire<sup>581</sup>. Dans une représentation de l'Argentine en proie à deux projets incompatibles de nation pendant la dictature, l'un au service de l'oligarchie et l'autre comme une réalisation populaire, la présidente envisage la période de la transition démocratique comme une opportunité pour le camp populaire de reprendre en main l'organisation de la nation. Cependant, les forces anti-populaires subsistent et entravent la pleine réalisation du projet. Face à cette situation, le Kirchnerisme offre donc une possibilité de réalisation de ce projet parce que les forces antagoniques sont révélées et affrontées. Nous le verrons dans les parties suivantes.

D'autre part, au-delà de l'insuffisance de la justice, ce sont tous les maux de l'époque dictatoriale qui subsistent dans une démocratie encore incertaine. Par conséquent, au niveau sociétal, les failles qui fragilisent l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle dérivent des exactions restées impunies dans le passé récent :

*Y también yo quiero hablar del tema de la inseguridad, porque, aunque parezcan desconectados lo uno con lo otro, yo creo que tienen una conexión. Yo creo que el deterioro de las instituciones de seguridad que tuvieron lugar durante la dictadura... Hoy cuando una madre o un padre o alguien dice "había zona liberada para vender paco o droga o para hacer asalto o cometer aquel homicidio"; no es distinta a otra zona liberada que había durante la dictadura para llevarse o secuestrar a alguien. No es distinto, hay una conexión. Unos para delitos de lesa humanidad, otros para delitos comunes, pero ambos contribuyendo a crear la inseguridad. (...)*<sup>582</sup>

Ainsi, selon cet exemple, l'espace ouvert au délit pendant la dictature est l'antichambre des actes délictueux dont souffre la société dans le présent d'énonciation.

---

<sup>580</sup> Rappelons que nous avons expliqué dans la première partie, le soulèvement des «*carapintadas*» alors que la ley de Obediencia debida était en préparation.

<sup>581</sup> Cette représentation de la réalisation frustrée du camp populaire est largement diffusée dans les années 80, à partir du retour à la démocratie en 1983, notamment à travers le documentaire dirigé par Miguel Perez *La República perdida* (1983).

<sup>582</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dra. Cristina Fernández de Kirchner, en la apertura del 126° período de sesiones ordinarias del Congreso de la Nación Argentina. 01-03-2008*

Face à cette insuffisance démocratique, la présidente affirme et démontre son engagement. En effet, l'unité collective est menacée par l'ambiance hostile et menaçante d'une démocratie défailante mais la présidente garantit des conditions favorables à une réparation. Dans ce cadre, la mandataire peut donc se positionner comme garante de la lutte pour accéder à la « vérité historique ». Elle utilise alors un argument d'autorité pour prouver la confiance que lui témoignent des acteurs qui ont connu les maux de la période antérieure :

*(...) estos son los legajos originales de la CONADEP, de aquella Comisión Nacional creada durante la gestión del presidente Alfonsín; son los originales que no estaban en poder del Estado porque Pablo Ferreira, agente de la Secretaría General de la Presidencia de aquel momento, los rescató temeroso de que pudieran desaparecer los originales y hoy entrega al Gobierno Nacional los originales juntamente con la nota original firmada.<sup>583</sup>*

Jusqu'alors, nous avons pu établir la continuité chronologique et idéologique entre la dernière dictature et l'époque libérale dont les stigmates habitent encore l'imaginaire argentin. D'autre part, nous venons d'apporter quelques éléments sur le rôle que s'assigne la présidente dans la révélation de cette continuité. Nous allons maintenant observer comment la locutrice cherche à orienter la prise de conscience du peuple sur le passé récent pour en faire un moteur de l'action collective et militante. En effet, le contexte discursif place le peuple dans une position d'héritier mais ce terme revêt différentes nuances.

Dans un premier temps, CFK confronte les destinataires à la spoliation qu'ils ont vécue : la population hérite d'un préjudice économique. Cette opération présente donc la particularité de ne pas focaliser la période dictatoriale sous l'angle du manquement fait aux Droits de l'Homme, bien que cet aspect soit très présent dans le kirchnerisme, mais de construire une représentation plus globale du préjudice affligé. Ainsi, dans le passage suivant, les victimes sont envisagées dans leur appartenance à un modèle de construction nationale, par conséquent, leur assassinat illustre la volonté de détruire cette construction collective :

*Y que nadie se engañe, porque nos venimos a enterar todos los días que no fue un golpe, como nos hicieron creer, contra la subversión o contra los que empuñaban las armas, todos los días vemos aparecer gente que no tenía absolutamente nada que ver y que se quedaron con sus bienes, con sus recursos, con sus vidas, con su historia. Fue algo mucho más terrible porque en definitiva fue arrancarnos una matriz productiva, una matriz de identidad que permitió luego que vinieran otras generaciones que creían que no era conveniente arriesgarse tanto, porque no hay que ser malo y pensar qué es lo que nos pasó a los*

---

<sup>583</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del espacio mansión Seré al conmemorarse 37 años del último golpe militar, en la localidad de Castelar, Provincia de Buenos Aires. 22-03-2013

*argentinos después de eso. El miedo, el miedo a ir un poco más allá por lo que podía pasar se instaló definitivamente y en base a ese miedo se siguió arrancando derechos, destruyendo trabajos, terminando con las esperanzas y las ilusiones de la gente.*<sup>584</sup>

Nous retrouvons ici, un discours de divulgation du passé («*que nadie se engañe*») qui se veut en opposition aux représentations antérieurement imposées («*nos hicieron creer*») à la population. La locutrice réunit deux groupes visés par la répression : les groupes armés et les autres victimes. Parmi celles-ci, la locutrice joint le citoyen « non engagé » spolié de ses biens, de sa vie, de son histoire et ceux qui ont été la cible des exactions pour leur engagement militant non armé. Par cette opération discursive, CFK lie la série politique (la disparition) et la série économique (la spoliation).

Dans un deuxième temps, la locutrice se déplace du niveau individuel («*sus bienes, sus recursos, sus vidas, su historia*») au niveau de la société («*matriz productiva*», «*matriz de identidad*») et expliquent les conséquences pour les générations suivantes conduites vers une forme d'apathie et d'isolement. Cette opération se base sur l'opposition « intransigeance-neutralité » qui habite le discours du militantisme des années soixante-dix. Or la lutte des militants péronistes des années soixante-dix se positionne comme intransigente<sup>585</sup> et, dans ce contexte, l'indifférence est constamment condamnée : seul un engagement total est envisageable. A titre de comparaison, nous citons un fragment d'article publié dans la revue *El Descamisado*, organe de communication de la *Juventud peronista* :

*Sabemos bien quienes somos y qué queremos: una patria libre, justa y soberana con independencia económica, soberanía política y justicia social y sabemos que a esos objetivos no se los alcanza sino mediante la lucha mas intransigente e irreductible*".<sup>586</sup>

Dans le discours de Cristina, la dichotomie réapparaît sous une forme moins radicale : l'expression des convictions est tout aussi intense, en revanche, la « neutralité » n'est pas traitée de façon identique. Ainsi, la JP la condamne en déclarant «*Cuando el Movimiento se juega su destino, no puede haber indiferentes ya sea por comodidad, por cobardía o por especulación*<sup>587</sup>», alors que Cristina emploie un discours plus didactique qui va conduire le destinataire à comprendre les conséquences de son renoncement à l'engagement. En effet, d'une

---

<sup>584</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-10*

<sup>585</sup> Nous y revenons lorsque nous abordons l'*ethos* militant dans la partie III

<sup>586</sup> *El Descamisado*, 14/03/74, in Montero Ana Soledad, «Política y convicción. Memorias discursivas de la militancia setentista en el discurso presidencial argentino», *ALED* 7 (2),2016, pp 91-113

<sup>587</sup> *El Descamisado*, 14/03/74, cité dans Montero Ana Soledad, *ibidem*

part la présidente exalte le militantisme : elle parle ainsi de la «*vocación noble que significa militar*». D'autre part, elle représente de nombreux Argentins des générations actuelles prostrées dans la peur, représentation plus victimisante que celle de la lâcheté formulée dans les années soixante-dix («*El miedo, el miedo a ir un poco más allá*»).

Le passage suivant issu d'un discours prononcé trois ans plus tard lors des commémorations à l'occasion du 37<sup>ème</sup> anniversaire du dernier coup d'Etat militaire ajoute à cette argumentation le risque que représente pour la société le non-engagement des individus :

*En este día(...) rodeados de esta juventud que se ha incorporado a la política y que parecía haberse retirado definitivamente de la vocación noble que significa militar. Militar también es una vocación de servicio, (...). La experiencia de aquella juventud que tenía distintas vertientes, cuántos militantes sociales, catequistas católicos que se incorporaban al trabajo en las villas, todos estos chicos que luego reaparecieron con el advenimiento de la democracia con muchas ilusiones y esperanzas, que se frustraron y finalmente parecía que quienes habían dado el golpe el 24 de marzo habían logrado su objetivo. El objetivo no sólo era un país sin industrias, un país donde manejara solamente el capital financiero, era además instalar en cada uno de los argentinos que no valía la pena ocuparse del otro porque si te ocupabas del otro te podía pasar algo; mejor ocuparte de vos mismo y si estabas ocupándote de vos mismo no te pasaba nada. El miedo. Y al miedo le siguió el egoísmo, el egoísmo es el hijo del miedo, no lo olviden nunca, solamente los que tienen miedo pueden ser egoístas, los que no tienen miedo son solidarios. Hay que tenerle miedo sólo al egoísmo y a la insolidaridad que nos deja solos.<sup>588</sup>*

Sous la forme d'un discours indirect libre («*mejor ocuparte de vos mismo*»), qui semble reproduire les voix écoutées par la population pendant la dictature, CFK montre les mécanismes qui ont conduit les individus à s'enfermer dans la peur, puis dans l'égoïsme. Par conséquent, la neutralité menace la cohésion de la société et donc l'existence du peuple. En effet, dans ce passage, la présidente montre les conséquences de la prédominance de l'orientation économique («*un país donde manejara solamente el capital financiero*») sur les préoccupations politiques et sociales. Or, l'un des principes forts du kirchnerisme est que le politique doit prévaloir sur l'économique. Cependant, lorsque cet équilibre s'inverse, le collectif se désagrège. Le terrorisme d'État et le terrorisme de marché ont pour même conséquence de conduire à un repli sur soi et à des comportements individualistes. Par conséquent, ce discours contribue à une réhabilitation du jeu politique car le militantisme, qu'il soit politique ou social, est une forme d'action politique et par conséquent, de contribution à la construction du collectif.

---

<sup>588</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del espacio mansión Seré al conmemorarse 37 años del último golpe militar, en la localidad de Castelar, Provincia de Buenos Aires. 22-03-2013*

D'autre part, nous remarquons que selon les mécanismes mis en place par la présidente le préjudice socio-économique conduit à une société argentine comme héritière d'une blessure psychologique qui l'a empêchée d'agir au cours des trente dernières années et enfermée dans la peur et l'égoïsme. Néanmoins, ce discours ne s'arrête pas là et s'il n'utilise pas l'invective pour encourager l'engagement politique, il n'entend pas non plus maintenir les destinataires dans une complaisante victimisation. Dans le discours de CFK, la représentation d'une société héritière d'une blessure mène à la construction d'une société héritière d'une responsabilité et d'un devoir.

En effet, dans un premier temps, la présidente utilise le passé pour contextualiser la situation dans laquelle se trouve la génération actuelle et reconnaître les difficultés auxquelles elle doit faire face. Ces opérations conduisent à la représentation d'une société victime de préjudices et héritière d'une blessure psychologique. Cependant, dans un second temps, l'héritage est envisagé comme un nouveau point de départ pour l'instance collective dans ce moment charnière où a eu lieu la prise de conscience face à la réalité et le retour à un fonctionnement démocratique qui s'efforce de corriger les écueils de ses premières années. Il appartient alors au peuple argentin de reprendre l'initiative de la transformation de la société, interrompue au cours de la période antérieure. CFK établit ainsi le lien entre la génération militante et la génération actuelle :

*Yo formé parte de la juventud maravillosa, de esa juventud que no tuvo la oportunidad que hoy tenemos aquí, de esa juventud que fue masacrada durante la dictadura más terrible de la que se tenga memoria, y si se me permite, la dictadura que vino a terminar, realmente, con el modelo industrial y de generación de trabajo*<sup>589</sup>.

En reprenant le terme de « *juventud maravillosa*<sup>590</sup> » employé par J. D. Perón, en 1971, pour désigner la jeunesse militante, la présidente acquiert l'autorité d'expérience qui lui permet d'orienter la génération actuelle. De plus, elle s'inclut, par la seconde personne du pluriel dans le collectif héritier qui doit reprendre la lutte en tant que travail de construction politique. Par conséquent, alors qu'elle s'adresse à la jeunesse kirchneriste, la présidente se positionne comme intermédiaire entre deux générations : celle de la « *juventud maravillosa* » et la jeunesse actuelle à laquelle elle s'adresse

En effet, CFK établit une autre particularité : la génération actuelle a d'autant plus la responsabilité de s'engager pour l'Argentine que le contexte d'action y est favorable :

*Si uno piensa no solamente en los jóvenes de aquella etapa, si uno piensa en los jóvenes que construyeron aquel 25 de mayo de 1810, y los*

---

<sup>589</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-10

<sup>590</sup> Voir sur l'utilisation de ce terme: Bartolucci Mónica, *La juventud maravillosa, la peronización y los orígenes de la violencia política. 1958 – 1972*, Buenos Aires, Eduntref, 2018

*que vinieron más tarde a lo largo de toda la historia del campo nacional y popular podrá observar que eran siempre jóvenes que se incorporaban a luchar contra algo porque había algo que los oprimía: o era el yugo colonial o eran las dictaduras las que no dejaban expresarse al pueblo. Por primera vez ustedes -generación del Bicentenario- se están incorporando a la política no contra alguien, sino por alguien, por una historia, por la Argentina por seguir mejorando las cosas.<sup>591</sup>*

Nous retrouvons ici la continuité du camp populaire à travers l'Histoire de l'Argentine. La période présente est donc une nouvelle opportunité face aux occasions perdues dans le passé. D'autre part, dans ce passage, la focalisation sur la jeunesse renvoie, notamment, à la génération des militants de la gauche péroniste des années soixante-dix, caractérisée par la mystique et la passion auxquelles font respectivement référence Pilar Calveiro et Oscar Terán. Ainsi, la jeunesse renvoie spécifiquement à l'héroïsme, la rébellion, la capacité à être le moteur de l'action politique. CFK construit donc une continuité des générations militantes à travers le critère de la jeunesse et du camp populaire. La génération actuelle, en tant que moteur de l'action politique exercée dans un contexte favorable («no contra alguien») peut lutter pour ses convictions : son engagement se doit d'autant plus d'être total qu'il représente le paiement d'une dette à toutes les générations passées qui ont agi dans des conditions hostiles.

Cependant, comme nous l'avons expliqué, le peuple se construit sur un mécanisme d'identification qui révèle également l'extériorité du collectif. En d'autres termes, la prise en compte des antagonismes est indispensable à la pérennité du peuple. Par conséquent, cette occurrence selon laquelle la génération actuelle n'a pas à livrer de bataille contre des forces d'opposition, reste très marginale et nous verrons, au contraire, que les ennemis du passé demeurent actifs sous différentes formes dans le présent (partie IV).

D'autre part, les groupes militants de gauche des années soixante-dix s'inscrivaient dans une dynamique internationale animée par l'idéal d'une révolution socialiste à une échelle supranationale. Le projet kirchneriste, s'il intègre des logiques internationales et régionales se veut plus pragmatique et national. CFK l'explique ainsi lors de son discours d'investiture en 2007:

*Tal vez, estemos un poco más modestos y humildes. En aquellos años soñábamos con cambiar el mundo, ahora nos conformamos con cambiar este nuestro país, nuestra casa<sup>592</sup>.*

Nous retrouvons dans ce passage, la représentation de la jeunesse comme acteur trans-

---

<sup>591</sup> Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández, en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estadio de Huracán, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 11-03-2011

<sup>592</sup> Discurso de asunción, CFK, 2007

historique. La seconde personne du pluriel associée à «*aquellos años*» place la locutrice parmi la jeunesse militante des années soixante-dix puis la locutrice déplace ce même sujet dans le présent (*ahora*), ce collectif acteur du changement devient comme nous l'avons vu dans la sous chapitre précédent, la « génération du Bicentenaire ».

En conclusion, nous pouvons considérer que CFK construit une mémoire du militantisme au service de l'engagement actuel de la population dans le jeu politique. Dans le discours, le peuple reçoit la responsabilité de participer à la construction de la nation. Si les convictions et la détermination sont, comme dans le passé, sollicitées et encouragées, elles doivent s'exercer en accord avec les exigences du contexte national des premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous pouvons considérer que le pragmatisme prime sur l'horizon révolutionnaire traditionnellement associé au militantisme des années soixante-dix.



L'espace discursif généré par CFK offre une place privilégiée au camp populaire tant sur le plan spatial que temporel. Nous avons expliqué que le discours populiste conduit par chaînes d'équivalence à la cristallisation des demandes populaires qui restent insatisfaites sous l'action de l'opposition du camp antipopulaire, et permet ainsi la constitution du peuple en créant des chaînes d'équivalences entre les demandes populaires.

Le discours de CFK s'inscrit dans une démarche populiste car il élabore un sujet transhistorique, le peuple argentin, dont l'avenir a été entravé. Cependant, la locutrice ne resignifie pas l'imaginaire populaire sur la simple dichotomie populaire vs anti-populaire. L'instance collective est invitée à s'investir dans l'action politique proposée et ainsi à redonner vie et crédit aux institutions politiques.

Le panorama historique national, régional et international dressé par la présidente valorise, au-delà des occasions perdues, la pérennité du potentiel populaire qui perdure à travers le récit et contribue à construire la cosmogonie politique du kirchnerisme. Ce passé mythique est un gage de réussite pour l'avenir qui compromet les acteurs en présence. Dans une démarche explicite, le discours de CFK scelle un pacte social mais également un pacte d'authenticité qui confère à la mandataire, la responsabilité de mener le collectif à prendre conscience de cette réalité.

Ayant établi la manière dont l'utilisation de l'Histoire contribue à la construction du peuple argentin, nous pouvons maintenant nous consacrer au rôle joué par la présidente dans cette dynamique. Ainsi, la partie III se consacre à l'*ethos* de la présidente. Nous allons y étudier le positionnement de CFK dans ces pactes où, par son discours, elle détermine tant le rôle de l'instance collective que le sien. En effet, au cours de cette seconde partie, nous avons remarqué que la présidente remobilise l'instance collective en lui donnant un rôle prépondérant dans le récit. Néanmoins, ce discours politique réserve également une place de choix à la locutrice. De cette représentation qu'elle donne d'elle-même et de l'adhésion qu'elle va susciter parmi les auditeurs, va dépendre l'identification des individus à la représentation que CFK offre du peuple argentin, c'est à dire, la consolidation de l'instance collective.

**PARTIE III**  
**« Cristina ». représentation de soi et  
construction d'une figure présidentielle**

Dans la seconde partie de notre travail, nous venons de montrer les modalités de constitution du sujet « peuple » dans le discours de CFK qui élabore également une scène dans laquelle l'instance collective se réalise en tant que peuple argentin.

Nous avons signalé la présence de différents dénominateurs communs, des signifiants vides pour reprendre les mots d'Ernesto Laclau qui permettent la constitution du peuple, c'est-à-dire l'entretien de liens d'identification entre les sujets par chaînes d'équivalence. Ce processus de construction discursive nous invite à observer le positionnement de l'énonciateur dans le lien qu'il établit entre le message qu'il formule et les récepteurs. Cette troisième partie s'emploie donc à décrire la relation discursive entre le mandataire et les mandants à partir de l'analyse de la représentation que la locutrice donne d'elle-même.

Nous montrons, en nous appuyant sur les travaux consacrés à cette opération, que les *ethos* montrés répondent aux identités interpellées dans le processus de construction de l'instance collective. Nous verrons que les différents *ethos* (chapitre I) sont au service de la construction d'une posture présidentielle qui vise à mobiliser les croyances et l'adhésion active des individus. Cependant, bien que la présidente soit une figure centrale du dispositif « peuple-leader-modèle », elle n'en constitue pas l'élément central (chapitre II). En effet, nous expliquons comment le positionnement de CFK par rapport aux représentés invite au dépassement de la figure du leader, ce qui nous permet d'aborder le kirchnerisme comme un cas paradigmatique du populisme, en accord avec l'utilisation du concept de « transcendance » proposé par Ernesto Laclau<sup>593</sup>. Ainsi, dans cette structure, le peuple est au cœur du dispositif à travers lequel il se réalise. Par conséquent, afin d'expliquer la dynamique d'identification mise en place dans le discours de CFK, nous allons décrire le cadre narratif dans lequel elle s'inscrit. Pour en comprendre les particularités, nous introduisons préalablement le concept de « transcendance immanente » proposé par Angel Enrique Carretero Pasín dans le cadre de ses travaux en sociologie.

---

<sup>593</sup> Laclau Ernesto., *La razón populista*, *op.cit.*

### III. 1. Outils théoriques : la notion d'*ethos*

Dans « Problèmes d'*ethos* », Dominique Maingueneau affirme que la notion d'*ethos* permet de réfléchir sur le processus plus général de l'adhésion des sujets à un certain positionnement. Selon l'auteur, il s'agit d'un « processus particulièrement évident quand il s'agit de discours tels que la publicité, la philosophie, la politique, etc qui (...) doivent gagner un public qui est en droit de les ignorer ou de les récuser<sup>594</sup> ». Dans la perspective de l'analyse du discours, l'*ethos* est partie prenante de la scène d'énonciation au sein de laquelle s'opère le processus d'adhésion.

Dans la rhétorique traditionnelle, l'*ethos* est envisagé comme un moyen de persuasion. Aristote<sup>595</sup> définit trois registres qui, explique Maingueneau, contribuent à persuader l'auditoire lors d'une prise de parole : l'*ethos*, le *pathos* et le *logos*.

Le *logos* fait appel à la logique et à la rationalité. Il vise à persuader en développant un raisonnement qui s'appuie tant sur la démonstration que sur la justesse des exemples utilisés. La logique se déploie dans l'argumentation et la réfutation.

Le *pathos* fait référence à l'émotion que l'orateur parvient à susciter dans l'auditoire. Il réunit les moyens visant à persuader un public en faisant appel aux émotions, à sa sympathie et à son imaginaire. Utiliser le *pathos* n'engage pas uniquement les émotions de l'auditoire mais permet aussi au public de s'identifier aux arguments de l'orateur. La manière la plus commune d'y parvenir est d'utiliser la narration ou de raconter une histoire qui adapte la logique rationnelle à un objet palpable et présent.

L'*ethos* correspond à l'image de l'orateur. Ce sont les éléments du discours qui vont convaincre l'auditoire que le locuteur est crédible. Dominique Maingueneau insiste sur la construction discursive de l'*ethos* en signalant que « il ne s'agit pas d'une représentation statique

---

<sup>594</sup> Maingueneau Dominique, « L'*ethos*, de la rhétorique à l'analyse du discours », Version raccourcie et légèrement modifiée de « Problèmes d'*ethos* », Pratiques n° 113-114, juin 2002, pp.1-18, <http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf>

<sup>595</sup> Aristote, *Rhétorique*, Paris, Les Belles Lettres, 1967, trad. M. Dufour.

et bien délimitée, mais plutôt d'une forme dynamique, construite par le destinataire à travers le mouvement même de la parole du locuteur<sup>596</sup> ».

Dans la *Rhétorique* d'Aristote, rappelle ce même auteur, l'*ethos* intervient de deux façons :

Dans un premier emploi, il désigne un type de preuve. L'orateur mène son discours de façon à être considéré comme digne de foi par l'auditoire. Pour cela, il peut jouer de trois qualités fondamentales : la *phronésis*, ou prudence, l'*areté*, ou vertu, et l'*eunoia*, ou bienveillance.

Dans un deuxième emploi, l'*ethos* se rapporte à la réalité perçue par un public, par ses traits de caractère, ses dispositions stables. Cette conception est développée du point de vue politique dans le chapitre 8 du livre I de la *Rhétorique*. Aristote, prenant en compte les différentes constitutions politiques, insiste sur la nécessité pour l'orateur d'adapter son argumentation au type de caractère (= *ethos*) de l'auditoire visé.

Dans le cadre de ses travaux en analyse du discours, D. Maingueneau s'appuie avant tout sur la première de ces deux conceptions. En effet, la seconde se concentre sur un savoir extra-discursif en lien avec l'interlocuteur alors que la première se concentre sur l'énonciation et sur le locuteur. Ainsi, dans ce cadre, le locuteur construit discursivement sa propre représentation tant par ce qu'il dit que par ce qu'il montre. L'auteur propose, alors, une distinction entre l'« *ethos* dit » et l'« *ethos* montré » à partir des travaux d'Oswald Ducrot. En effet, l'« *ethos* dit » correspond à ce que Ducrot appelle le locuteur-lambda, en tant qu'être du monde. Celui-ci apparaît dans des situations où le locuteur s'auto-représente explicitement. L'« *ethos* montré » quant à lui correspond à ce que Ducrot appelle le locuteur-L, en tant qu'énonciateur. Il s'agit dans ce cas, d'un *ethos* implicite, une image qui surgit de l'orateur à travers divers indicateurs.

Cependant, si l'*ethos* est étroitement lié à l'acte d'énonciation, on ne peut ignorer que le public se construit aussi des représentations de l'énonciateur avant même qu'il ne parle. Dominique Maingueneau différencie donc l'« *ethos* discursif », l'image que l'orateur construit par son propre discours de l'« *ethos* pré-discursif », les représentations que l'auditoire possède de l'orateur avant qu'il ne prenne la parole.

Pour aborder l'analyse des discours de CFK, nous nous appuyons également sur un troisième point développé par Dominique Maingueneau qui considère que tout *ethos* renvoie à

---

<sup>596</sup> Maingueneau Dominique, *op.cit.*, p1

la figure d'un garant, en tant qu'instance subjective qui est reconstruite à travers des indices discursifs, mais également extra-discursifs, par récepteur et qui, à travers son ton, atteste de ce qui est dit. L'incorporation de l'auditoire implique un « monde éthique » composé de représentations sociales évaluées positivement ou négativement, de stéréotypes que l'énonciation contribue à conforter ou à transformer.

L'auteur propose de désigner par le terme d'incorporation, la manière dont le destinataire en position d'interprète s'approprie l'*ethos* selon trois registres :

- L'énonciation de l'œuvre confère une "corporalité" au garant, elle lui donne corps ;
- Le destinataire incorpore, assimile ainsi un ensemble de schèmes qui correspondent à une manière spécifique de se rapporter au monde en habitant son propre corps ;
- Ces deux premières incorporations permettent la constitution d'un corps, de la communauté imaginaire de ceux qui adhèrent au même discours.<sup>597</sup>

D'autre part, Ruth Amossy s'interroge sur l'origine de la crédibilité de l'orateur et envisage deux pistes : la crédibilité qui émane du discours et celle qui provient du statut social de l'orateur. A ce sujet, elle rappelle que si chez Aristote, l'*ethos* relève d'une construction discursive, la rhétorique latine envisage l'*ethos* comme un élément préexistant qui s'appuie sur l'autorité individuelle et institutionnelle de l'orateur (la réputation de sa famille, son statut social, entre autres éléments). Dans ce contexte, l'auteure propose d'analyser comment le discours configure un *ethos* à partir d'informations pré-discursives. L'« *ethos* préalable » invite à considérer que l'image que l'orateur projette dans son discours s'appuie sur des informations antérieures et sur l'image que l'auditeur a de lui, (voire même que l'orateur suppose que l'auditeur a de lui), pour que l'*ethos* discursif s'emploie à ratifier, ou, au contraire, à modifier l'*ethos* préalable. Il est donc pertinent d'étudier dans le discours, les stratégies mises en place pour conduire cette opération. L'auteure l'explique ainsi :

La distinction entre une identité extralinguistique dite stable et celle qui se construit dans le discours recoupe alors celle de l'*ethos* préalable et de l'*ethos* discursif. Il y a d'un côté ce que l'on croit savoir du locuteur, ou ce qu'il croit que les gens pensent de lui : l'image qui lui est accolée au moment de sa prise de parole. D'un autre côté, il y a la parole nouvelle à travers laquelle il projette une image de soi et négocie son identité. Loin d'être séparés, ces deux aspects sont étroitement reliés et interdépendants. En effet, le locuteur effectue toujours une présentation de soi en reprenant des données antérieures, en les redisant, les réorientant, les remodelant. Dans ce sens, le retravail de l'*ethos*

---

<sup>597</sup> Maingueneau Dominique, *op.cit.*, p9 (l'auteur souligne)

préalable est une notion clé.<sup>598</sup>

Se focalisant sur le champ du discours politique, María Alejandra Vitale<sup>599</sup> se réfère aux travaux de Philippe-Joseph Salazar qui font écho au second emploi d'*ethos* chez Aristote. En effet, il différencie deux termes du grec ancien qui se distinguent par un accent. L'un (*êthos*) désigne le caractère individuel, le tempérament, la morale de l'orateur alors que l'autre (*ethos*) fait référence aux habitudes, aux coutumes sociales et aux normes de comportement du groupe. L'image que l'homme politique renvoie de lui-même doit être en accord avec les habitudes de cet auditoire et la fabrication de l'accord entre ces deux *ethos* est en interrelation avec l'efficacité du discours.

Patrick Charaudeau<sup>600</sup>, pour sa part, réalise une typologie des images que les hommes politiques construisent discursivement d'eux-mêmes et les sépare en deux grands types : l'*ethos* de crédibilité, fondé sur un discours basé sur la raison et la capacité à être crédible, et l'*ethos* d'identification, centré sur un discours basé sur l'affect et sur un processus d'identification irrationnelle des citoyens envers l'homme politique.

Ce second type qui souligne le caractère irrationnel du lien établi entre les citoyens et le représentant politique renvoie à une critique formulée dans la tradition rhétorique où l'*ethos* était souvent considéré avec suspicion. En effet, selon D. Maingueneau, il est souvent « présenté comme aussi efficace, voire parfois davantage, que le logos, les arguments proprement dits, on le soupçonne inévitablement d'inverser la hiérarchie morale entre l'intelligible et le sensible <sup>601</sup>».

Dans « Réflexions pour l'analyse du discours populiste <sup>602</sup> », P. Charaudeau explique que l'instance politique étant en position de conquête ou d'exercice du pouvoir, elle recherche l'adhésion de l'auditoire à ses promesses ou à son action. Cette obligation conduit le sujet politique à jouer de stratégies discursives diverses : « construction d'images de lui-même, de façon à se rendre, d'une part, crédible aux yeux de l'instance citoyenne (*ethos* de crédibilité), d'autre part attractif (*ethos* d'identification). L'auteur en conclut que le discours politique est

---

<sup>598</sup> Amossy Ruth, *La présentation de soi*. Presses Universitaires de France, « L'Interrogation philosophique », 2010, 236p, consulté en ligne : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/la-presentation-de-soi--9782130580959.htm>

<sup>599</sup> Vitale, M<sup>a</sup> A. (2013): Êthos y legitimación política en los discursos de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner, *Icono 14*, volumen 11 (1), pp. 05-25

<sup>600</sup> Charaudeau, Patrick, *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris, Vuibert, 2005, 256p.

<sup>601</sup> Maingueneau Dominique, « l'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours. », *op.cit.*, p.2

<sup>602</sup> Charaudeau Patrick, « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », revue *Mots*, n°97, *Les collectivités territoriales en quête d'identité*, pp.101-116, ENS Éditions, Lyon, 2011, consulté le 9 décembre 2019 sur le site de Patrick Charaudeau - Livres, articles, publications. URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/Reflexions-pour-l-analyse-du.html>

donc « un lieu de vérité piégée (...), où ce qui compte n'est pas tant la vérité de cette parole lancée publiquement, que sa force de persuasion, sa véracité ». Selon lui, c'est dans ce lieu que se développe le charisme du leader populiste selon trois stratégies : la représentation du peuple, la construction d'un *ethos* d'authenticité et celle d'un *ethos* de puissance. Enfin il précise que l'*ethos* dépend de la manière dont chaque culture se représente ce que sont l'authenticité, la sincérité, la puissance. Pour susciter l'identification au leader, ces images doivent faire écho aux systèmes d'attente prégnants dans une société.

D'autre part, P. Charaudeau ajoute que parfois les images qui composent l'*ethos* sont contradictoires entre elles et que c'est pour cela que dans le discours politique, le locuteur doit pouvoir concilier les contraires. D. Maingueneau parle dans ce cas d'*ethos* hybride lorsque les paroles d'un même orateur, au lieu de construire une seule image dominante, présentent plus d'une image de lui-même. Cette catégorie est reprise par Ruth Amossy qui souligne que, face à un auditoire composé, la construction de l'*ethos* devient une opération délicate et dangereuse dans laquelle le candidat doit concilier les images hétérogènes susceptibles de satisfaire les différents groupes en présence. Dans ce sens, María Alejandra Vitale et Anna Laura Maizels<sup>603</sup> proposent, alors qu'elles étudient le discours électoral de CFK en 2007, la notion d'*ethos* hybride non convergent pour rendre compte des situations dans lesquelles le discours de l'orateur génère plus d'une image de lui-même prépondérante mais celles-ci ne sont pas orientées vers la même conclusion. Nous observons ce phénomène à partir du corpus d'étude que nous avons recueilli.

Notre cadre méthodologique et théorique étant maintenant établi, nous nous intéressons aux travaux qui ont déjà posé les bases d'une étude de l'*ethos* de CFK au cours de ses présidences, nous y intégrons des éléments de notre corpus et apportons les conclusions de notre propre analyse.

---

<sup>603</sup>Vitale, María Alejandra, Maizels, Ana Laura, El discurso electoral de Cristina Fernández de Kirchner (2007). Un caso de ethos híbrido no convergente. *Linguagem em (Dis)curso*, 11 (2), 2011, p337-360.



## III. 2. Construction de l'*ethos* dans le discours de CFK

Ce chapitre se consacre à la construction de l'*ethos* de CFK. De nombreux travaux publiés au cours des quinze dernières années cherchent à caractériser le kirchnerisme à partir de la catégorie d'*ethos*. Plusieurs se concentrent sur les discours de Néstor Kirchner. Ceux qui s'intéressent à CFK montrent un intérêt particulier pour son premier mandat et la construction de la représentation de la présidente par rapport à son prédécesseur, ainsi que les conséquences de la « *crisis del campo* » dans ce processus. Ainsi, cette dernière catégorie tend à se focaliser sur la construction des *ethos* dans une dynamique conflictuelle. En ce qui nous concerne, nous allons prendre appui sur la bibliographie récente concernant les *ethos* de CFK pour développer notre propre analyse. Nous souhaitons d'une part, proposer une lecture critique de ces différents travaux puis compléter ces perspectives en prenant en compte l'ensemble des mandats de CFK. Notre objectif est de mettre en lumière le rôle des *ethos* dans la dynamique de construction de l'instance collective par identification au modèle, afin, de pourvoir apprécier, dans un second temps, la mise en place des antagonismes qui les accompagnent.

Nous abordons premièrement l'*ethos* de crédibilité qui offre une représentation de la présidente comme garante de la démocratie représentative. Ensuite, l'*ethos* pedago-experte, sous différentes appellations, est sujet à des interprétations divergentes ; c'est pourquoi nous prenons le temps de les expliquer avant de nous prononcer sur cette représentation qui s'inscrit dans un processus de transmission de savoir aux destinataires et de renforcement de leur autonomie. Dans un troisième temps, l'*ethos* militant, en tant qu'*ethos* d'identification permet d'établir le lien entre deux générations et d'enjoindre l'instance collective à l'engagement. Pour finir, l'*ethos* intime, sujet particulièrement travaillé, notamment en relation avec la représentation de la femme et de la féminité, permet à la présidente d'incarner le lien entre l'instance collective et le modèle. En complément de ce dernier, l'*ethos* d'« argentinité » apporte un ancrage traditionnel basé sur l'expérience de vie partagée par les destinataires et la locutrice.

### III. 2. 1. L'*ethos* de crédibilité

L'*ethos* de crédibilité est, selon Charaudeau, le « résultat d'une construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit<sup>604</sup> ». Par conséquent, l'acteur politique doit, à travers son discours, se montrer

---

<sup>604</sup> Patrick Charaudeau, *Le Discours politique : les masques du pouvoir*, op.cit., p 91

crédible en faisant preuve de sérieux, de compétence et de vertu. Nous allons voir que l'ethos de crédibilité de CFK répond à ces trois critères à partir desquels elle affirme sa légitimité comme représentante politique.

Dans un article intitulé « Argumentación e imagen de sí de la Presidenta argentina, Cristina Fernández, en el marco de la crisis en el sector agropecuario<sup>605</sup> », Ana Laura Maizels étudie la mise en place de l'argumentation dans le discours de CFK et la manière dont elle cherche à justifier et rendre acceptable sa position dans le cadre du conflit entre le gouvernement national et le secteur agricole. Ainsi, la locutrice cherche à convaincre l'auditoire en lui montrant qu'elle est digne de confiance. Pour cela, elle prend appui sur quatre attributs qui, selon elle, caractérisent la condition humaine et qu'elle présente explicitement : «*Todos, absolutamente todos, debemos actuar bajo estas cuatro premisas: racionalidad, sinceridad, sensibilidad y responsabilidad*<sup>606</sup>». L'étude des stratégies argumentatives conduit l'auteure à conclure que Cristina Fernández utilise la modalité du savoir pour générer de la crédibilité. Pour cela, elle démontre ses connaissances en s'appuyant sur des informations provenant du domaine économique, en apportant des références à l'histoire nationale comme nous l'avons signalé dans la seconde partie de notre travail. D'autre part, l'article cité associe l'*ethos* de crédibilité à la démonstration d'un savoir-faire. En effet, la présidence renforce sa légitimité en rappelant les réussites de son gouvernement et en capitalisant celles de Néstor Kirchner comme siennes.

Dans le prolongement de cette étude, nous proposons désormais notre propre analyse de fragments repérés par l'auteur, et qui intègrent également notre corpus, afin d'observer les opérations qui contribuent à la mise en place de l'*ethos* de crédibilité dans cette première période présidentielle de CFK, puis nous observons les éventuelles évolutions au terme du second mandat à partir d'un corpus complémentaire.

Dans un premier temps, la présidente s'efforce de démontrer qu'elle incarne les quatre caractéristiques énoncées, à savoir la rationalité, la sincérité, la sensibilité et la responsabilité. Ainsi, CFK cherche à convaincre que les mesures qu'elle propose sont rationnelles. Cette opération s'appuie notamment sur la présentation de décisions en réponse à une nécessité, un besoin pour la population et pour le pays :

*Porque necesitamos, además, los argentinos como decisión estratégica que no se sojice todo nuestro campo, necesitamos más productores de trigo, necesitamos más de maíz, necesitamos más productores de leche,*

---

<sup>605</sup> Maizels, Ana Laura, «Argumentación e imagen de sí de la presidenta argentina, Cristina Fernández, en el marco de la crisis con el sector agropecuario, RÉTOR, 4 (2), pp. 153-181, 2014

<sup>606</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández de Kirchner durante el encuentro en parque Norte, 27 mars, 2008. in Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, op.cit.

*necesitamos más productores de carne (...).*<sup>607</sup>

Nous pouvons donc ajouter que par extension, ce trait s'applique également à la présidente. La fonction de locutrice qui emploie le « nous inclusif » construit l'image d'une présidente à l'intersection entre les représentés et le gouvernement qu'elle a convoqué. La rationalité qui caractérise cette mesure s'applique alors au gouvernement que CFK représente dont les décisions découlent de l'analyse mesurée de la situation du pays. La rationalité s'impose également aux interlocuteurs (« *nosotros, los argentinos* ») inclus dans l'énonciation qui, emportés par l'argumentation de la locutrice, ne peuvent, dans le cadre du discours, qu'adhérer à ses propos.

Deuxièmement, la revendication explicite de la sincérité dans des constructions telles que « *Quiero hablarles con la sinceridad absoluta [...]* » ; « *[...] hablemos con sinceridad, hablemos con transparencia porque es, entonces, la manera como seguramente todos nos vamos a entender*<sup>608</sup> », contribue également à construire l'ethos de crédibilité de la présidente. La locutrice établit les conditions de l'échange avec ses interlocuteurs. Par conséquent, ce recours à l'ethos « dit » les englobe dans un pacte de sincérité, prémisse initialement posée par la locutrice. En effet, une fois cette condition tacitement acceptée, les destinataires peuvent compter sur une transparence totale entre la pensée et les propos de la locutrice ce qui suppose également que celle-ci n'entend pas s'imposer de limite dans l'expression de sa pensée. Le pacte de sincérité la protège effectivement d'éventuels critiques sur un manque de retenue dans ses propos.

La troisième condition énoncée par la présidente est la sincérité. Dans son discours, elle se manifeste par la garantie de prendre en compte des besoins de l'ensemble des Argentins. De cette façon, elle déclare :

*Las retenciones no solamente son una medida antiinflacionaria para que el alimento del pueblo, de todos, (de los obreros, de los que trabajan en el comercio, los que trabajan en los talleres, en los servicios, en las fábricas, hasta de los que no tienen trabajo,) pueda estar accesible para todos los argentinos. También tiene un fuerte impacto distributivo porque lo hacen los sectores de más alta rentabilidad y que exportan todo (todo es costo argentino para ellos, pero todo lo que recaudan es costo europeo, en euros, en dólares)*<sup>609</sup>.

---

<sup>607</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández de Kirchner durante el encuentro en parque Norte, 27 mars, 2008.

<sup>608</sup> *Ibidem*

<sup>609</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández de Kirchner durante el encuentro en parque

Ce fragment traduit de façon implicite la sensibilité de la présidente alors que les références suivantes sont plus explicites : «[...] *junto a la sensibilidad para entender cómo funciona un país, está la viabilidad de que ese país tiene como sociedad y como Nación*». Nous pouvons également ajouter, dans la même modalité, les nombreux recours aux verbes subjectifs (« *estoy convencida* ») qui sont également des gages de la sensibilité de la présidente, lesquels enrichissent l'*ethos* de crédibilité.

Dans un quatrième point, CFK fait référence à l'attribut de la responsabilité qui est étroitement lié à l'idée de la légitimité comme l'illustrent les passages suivants :

*Por eso, con la legitimidad que en este país, por suerte a partir de 1983, tenemos quienes hemos sido electos por el voto popular, con la legitimidad que también nos da haber llevado adelante una política que va a empezar su quinto año de crecimiento consecutivo en el mejor ciclo económico que recuerda la historia, con la legitimidad que nos da que en este proyecto económico, social, político y cultural han crecido todos, ha crecido el campo, ha crecido la industria, los trabajadores han recuperado el trabajo perdido, el salario, estamos recuperando de vuelta un lugar en la Tierra, argentinos, un lugar en el mundo, nuestro lugar, la República Argentina (...)<sup>610</sup>.*

*(...) y yo quiero decirles que desde la alta responsabilidad que tengo como presidenta de la República Argentina, voy a hacer lo que le prometí a los argentinos antes de que emitieran su voto: representar los intereses de todos (...)<sup>611</sup>.*

La présidente renforce l'*ethos* présidentiel en rappelant sa fonction et son rôle dans le système démocratique. Sa crédibilité est exprimée de façon explicite : elle verbalise la conscience qu'elle a de la charge à assumer et qui lui a été remise par le vote populaire. Ce positionnement permet également à CFK de rappeler la réciproque du lien de représentation : la fonction qu'elle occupe lui confère la responsabilité de mener à bien le projet et, ce modèle, par les résultats qu'il a apportés, lui a valu d'être élue pour représenter les Argentins.

En effet, au cours des années suivantes, la présidente entretient l'*ethos* de crédibilité en soulignant sa place dans le jeu démocratique, notamment. Ainsi, elle fait valoir que sa charge

---

Norte, 27-03-2008, *ibidem*.

<sup>610</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández de Kirchner durante el encuentro en parque Norte, 27-03-2008. *ibidem*

<sup>611</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Dra. Cristina Fernández de Kirchner durante el encuentro en parque Norte, 27-03-2008. *ibidem*

présidentielle résulte à la fois d'un succès légal et légitime. Premièrement, l'aspect légal répond au fait qu'elle ait été élue au terme d'un suffrage démocratique, lors d'élections convoquées selon le calendrier préétabli et hors période de crise. Par conséquent, son succès électoral représente également un succès démocratique pour l'Argentine. D'autre part, les résultats particulièrement élevés qu'elle a obtenus en 2007 mais surtout en 2011, lui confèrent une légitimité à partir de laquelle elle renforce l'*ethos* de crédibilité. Ainsi, elle explique :

*Entonces, que aprendan por favor, que aprendan que no sean tontos, que no se miren el ombligo, que cada dirigente cumple su ciclo y si no les interesa, mírenme a mí, que he sido dos veces presidenta de la República, que he tenido el honor, porque te pueden elegir una vez, la primera vez te pueden elegir y me eligieron por el 45 por ciento de los votos, pero que te elijan por segunda vez una vez que te conocen y con 10 puntos más de cuando no te conocían, y haber sido la presidenta más votada después de Perón, yo ya tengo todo, querido, no quiero más. ¡Qué más puedo pedir!*<sup>612</sup>

Dans ce contexte, la présidente est alors assez crédible pour se permettre de sermonner d'autres dirigeants politiques. De plus, la distinction entre légalité et légitimité est un argument récurrent dans le discours de CFK qui contribue à la réhabilitation du politique. En effet, recevoir l'appui de l'instance collective renouvelle la légitimité du dirigeant et permet de dépasser l'exercice ponctuel de l'élection dans la démocratie représentative. Ainsi, la présidente insiste sur la complémentarité entre les deux aspects :

*Y en esta casa de la democracia, porque esta es una casa de la democracia, tenés que tener votos para estar acá adentro, pero que es la legalidad, después tenés que seguir teniendo el apoyo para tener la legitimidad, que son dos conceptos que tienen que ir juntos, legalidad y legitimidad.*<sup>613</sup>

De cette manière, au cours de son second mandat, la présidente élabore un *ethos* de crédibilité basé sur la démonstration de sa légitimité au pouvoir. Dans ce processus, nous retrouvons les trois attributs énoncés précédemment : le sérieux, la compétence et la vertu.

En effet, à l'approche du terme de son second mandat, la présidente a pu faire preuve de ses compétences dans l'exercice du pouvoir. Elle aborde notamment sa carrière politique comme gage de son expérience :

*Yo he sido dos veces diputada provincial, dos veces senadora nacional, una vez diputada nacional, dos veces presidenta de todos los argentinos y la verdad que nunca fue un proyecto personal, nunca me sentí predestinada o destinada a ser presidenta, como que nació para ser*

---

<sup>612</sup> *Saludo a los militantes en casa de gobierno, Palabras de la presidenta de la Nación, 30-10-15*

<sup>613</sup> *Palabras de la presidenta de Nación, CFK, en el acto por el 31° aniversario de la democracia y del día de los derechos humanos. 13-12-14*

*presidenta, nadie, nadie nace para ser presidente, por favor, se nace para ser príncipe porque tu papá es rey a lo mejor. Pero acá en la democracia, en la política tenés que yugarla y ser un cuadro político y trabajar desde abajo para poder conducir un país.*<sup>614</sup>

Au niveau temporel, la présidente contemple ses mandats dans la continuité de celui de NK commencé en 2003. Par conséquent, elle réaffirme ses compétences en s'appuyant sur le bilan des résultats obtenus au cours de ces douze années. Ainsi, elle déclare fin 2014 :

*Eso es el futuro, porque saben qué es la Argentina, saben qué Argentina estamos dejando, saben que estamos dejando una Argentina desendeudada, saben que estamos dejando una Argentina con recursos humanos altísimamente calificados, saben que estamos dejando una Argentina con una infraestructura eléctrica, en materia de rutas, en materia de gas que nos torna altamente competitivos porque además, también somos muy competitivos. Saben.*<sup>615</sup>

Dans ce passage, la présidente confirme sa légitimité en s'appuyant sur un savoir partagé avec l'auditoire. De la même manière, de nombreux discours apportent des exemples qui illustrent les domaines dans lesquels les gouvernements kirchneristes ont apporté des réponses significatives aux demandes ou aux besoins de la population. Ainsi dans le domaine économique, CFK déclare :

*nosotros, en estos 12 años, hemos logrado una reconstrucción económica y social que ha permitido a nuestros empresarios nacionales, a nuestros comerciantes ganar como nunca lo habían hecho en las últimas décadas.*<sup>616</sup>

Mais elle rappelle également les réussites dans le domaine social, politique et sociétal qui permettent de considérer la période kirchneriste comme la «*década ganada*», selon les propres termes de la présidente :

*Creo que, precisamente, ese 25 de mayo del año 2003 comenzamos a construir el concepto de igualdad social, económica, política, de género que llena de contenido a la libertad y le da sentido verdadero a la democracia.*<sup>617</sup>

Ainsi dans ce discours, à l'occasion du trente et unième anniversaire de la démocratie, la présidente souligne les avancées dans l'intégration des jeunes à la politique, dans l'éducation

---

<sup>614</sup> *ibidem.*

<sup>615</sup> *ibidem.*

<sup>616</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CFK, en el acto de celebración del 199º aniversario de la declaración de Independencia, Tucumán 09-07-2015

<sup>617</sup> Palabras de la presidenta de Nación, CFK, en el acto por el 31º aniversario de la democracia y del día de los derechos humanos. 13-12-14

avec des dotations matérielles et des facilités d'accès tant pour la scolarisation précoce que pour l'université, ou encore les réparations apportées aux victimes et familles de la dictature, parmi les nombreux domaines abordés.

De plus, pour confirmer la pertinence des politiques, notamment, sociales mises en place, la présidente souligne les commentaires positifs reçus de l'étranger par des figures d'autorité. Ainsi, elle évoque :

*muchos testimonios de gente muy importante: del decano de la Facultad de la Escuela de Salud Pública de Harvard; del asesor principal de Salud Global, del Ministerio de Relaciones Exteriores, de Noruega; bueno de la profesora de Economía de Medicina Tropical de Bélgica; de Timothy Evans, director de Salud, Nutrición y Población del Banco Mundial, bueno de un montón de gente muy importante en el mundo, que habla maravillas de la Argentina y de este Plan Nacer y Sumar. [...]. Y en marzo de 2014, también 32 países visitaron a la Argentina para conocer el Plan Sumar.<sup>618</sup>*

Cette reconnaissance extérieure, qui s'impose comme un argument d'autorité pour défendre les initiatives gouvernementales est renforcé par l'approbation de la population qui, dans le processus de légitimation constante sur lequel s'appuie l'*ethos* de crédibilité, constitue une acceptation du modèle d'autant plus précieuse qu'elle peut être fluctuante au cours de l'exercice du pouvoir. CFK l'explique ainsi :

*Porque una cosa es la campaña, una cosa es la fotito, una cosa es el asesor que te dice que tenés que salir para acá, para allá, con esto o hacer lo otro, pero querido, cuando te quedás en ese salón que se quedó él conmigo y sus dos hijos, el 25 de mayo del 2003, ahí te la voglio dire, ahí no te banca...te pueden poner 30 tapas, como le ponían a muchos maravillosas. Los factores de poder te pueden sobar el lomo todos los días, pero en definitiva, el resultado se ve, no en que te soben el lomo de los que tienen todo y que son muy pocos, sino que te aplauda el resto de la ciudadanía que tiene algo, poco o nada.<sup>619</sup>*

Ainsi, dans un registre de langue particulièrement informel, que nous associons au style conversationnel étudié dans cette partie, CFK se montre crédible pour ses auditeurs car elle a obtenu leur reconnaissance au cours de ses mandats mais aussi, parce qu'elle utilise un registre de langue potentiellement partagé avec eux.

Dans un second temps, nous allons voir que l'*ethos* de sérieux contribue à renforcer l'*ethos* de crédibilité de la présidente. En effet, la présidente s'efforce de démontrer la cohérence et la responsabilité avec lesquelles elle gouverne le pays. Par exemple, certaines mesures

---

<sup>618</sup> *ibidem*

<sup>619</sup> *ibidem*

répondent à des failles de gouvernements antérieurs, tel que nous le comprenons à la lecture du fragment suivant :

*Nosotros no estamos reconociendo ninguna cosa rara, eh. En el año 1974, mis queridos compatriotas, un gobierno democrático, que luego fue desalojado por el golpe del 24 de marzo de 1976, había a través de un decreto, reconocido un régimen especial de jubilación precisamente a los trabajadores del petróleo por las características de la actividad. ¿Qué pasó? Nunca hubo resolución por parte de los distintos ministerios de Trabajo respecto de esta cuestión.*

*Hemos resuelto, a través de distintas resoluciones del ministerio de Trabajo, las distintas clases de trabajo que hay en la actividad petrolera para que finalmente aquel viejo decreto de 1974 pueda aplicarse y tengan los trabajadores del petróleo un régimen jubilatorio acorde con las características y lo duro de esa actividad. Así que, estamos también muy contentos de poder hoy hacer este anuncio.<sup>620</sup>*

Ainsi, cet exemple illustre la représentation d'un gouvernement payeur de dettes. Cette opération s'applique ici à la politique sociale, néanmoins, elle est régulièrement revendiquée de façon explicite par la présidente, en relation avec les Droits humains.

D'autre part, la crédibilité de la locutrice s'enrichit également du bilan des gouvernements kirchneristes au cours duquel les deux dirigeants ont démontré leur sérieux en maintenant une attitude pragmatique malgré les critiques :

*Como el 2005 en Mar del Plata o como frente a los acreedores cuando nos decían que era una locura lo que estábamos proponiendo. No era una locura, era simple y sencillamente lo que debía y podía pagar.<sup>621</sup>*

En effet, la cohérence de leurs actions naît de l'adéquation entre leurs décisions et la réalité argentine du moment. La présidente confirme aux destinataires qu'ils peuvent avoir confiance en ce qu'elle dit et fait car les résultats obtenus ont prouvé qu'elle a su prendre des décisions justes et adaptées au contexte. De plus, ces orientations sont restées fidèles aux valeurs qui structurent le modèle kirchneriste. Ce dernier point nous conduit à observer comment CFK renforce son *ethos* de crédibilité en revendiquant les vertus dont elle a fait preuve au cours de ces mandats.

De façon générale, la présidence apparaît satisfaite de sa gouvernance. Ainsi, elle déclare en 2015 : «*Y ahora, compatriotas, a partir de ese 25 de mayo de 2003, no hace tanto, va a hacer apenas en diciembre 12 años y medio, un poquito más, hemos construido un país<sup>622</sup>.*»

---

<sup>620</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CFK, en el acto de anuncio e inauguración de obras 16-09-2015

<sup>621</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CFK, en el acto de celebración del 199° aniversario de la declaración de Independencia, Tucumán 09-07-2015

<sup>622</sup> Palabras de la presidenta, CFK, a la militancia en el patio de las palmeras, 16-05-2015



Cette affirmation ambitieuse, compensée par quelques marques d'humilité, revendique l'ampleur des actions menées au cours de cette période. De plus, CFK a pu mener à bien le projet kirchneriste bien qu'elle reconnaisse qu'il reste encore de nombreuses demandes à satisfaire. Cependant, CFK considère qu'elle s'est montrée digne de la tâche qu'elle devait assumer et l'explique en ces termes: « Así que la verdad, haber podido cumplir la promesa de quien fuera mi compañero de vida y de militancia es para mí como argentina y como Presidenta un gran honor.<sup>623</sup>» Nous considérons donc que l'expression de l'autosatisfaction contribue à l'élaboration de l'*ethos* de vertu en ce qu'il démontre l'investissement concret et effectif de la mandataire.

De plus, cet *ethos* de vertu se renforce par des marques d'humilité et d'engagement qui compensent la suffisance qui pourrait être associée à la satisfaction précédemment soulignée et qui risque d'endommager l'*ethos* de crédibilité. Ainsi, CFK déclare:

*Y yo me siento hoy aquí en Tucumán, frente a todos ustedes y frente a todos mis otros compatriotas, no con el deber cumplido. Yo la verdad, José, no me siento con el deber cumplido, siento que todavía faltan muchas cosas y quiero y siento...Será porque cuando uno es militante nunca está conforme, hermano, sino dedícate a otra cosa, en la política nunca podés estar conforme, siempre hay que ir por más, siempre.<sup>624</sup>*

De même, malgré les nombreuses attaques personnelles subies pendant ses mandats, la présidente exprime sa détermination en ces termes :

*No tengan miedo, pueden difamar a mi hija, pueden maltratar a mi hijo, pueden decir de mí cualquier cosa, pero quédense tranquilos que mientras sea Presidenta voy a seguir defendiendo los intereses del país y proponiendo pagarles a todos los acreedores pero en forma justa, equitativa e igualitaria. No tengo nada de qué avergonzarme, no tengo ninguna cuenta en el exterior que me puedan descubrir.<sup>625</sup>*

De cette manière, la présidente explicite également les critiques des opposants qui pourraient affecter sa crédibilité selon une stratégie de défense que nous observons dans la quatrième partie de la thèse.

Enfin, CFK maintient le pacte de sincérité mis en place dès le début de son premier mandat. Sur cette base, elle instaure un dialogue franc et direct avec les acteurs syndicaux et le révèle à l'ensemble des destinataires comme preuve de transparence :

---

<sup>623</sup>Declaraciones de la presidenta luego de emitir el voto, 25-10-2015

<sup>624</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación, CFK, en el acto de celebración del 199° aniversario de la declaración de Independencia, Tucumán 09-07-2015*

<sup>625</sup> Conmemoración del 205 aniversario de la Revolución de Mayo, 26-05-2015

*Y les digo a los trabajadores, y lo digo aquí porque lo dije el otro día cuando me reuní con mis compañeros de la Confederación General del Trabajo, cuando junto con los empresarios vinieron acompañados por el ministro de Economía y el ministro de Trabajo para anunciarnos que numerosos e importantes gremios habían una vez más acordado paritarias libres, se los dije en el Salón Eva Perón: espero que sigan pidiendo y luchando como lo han hecho durante la gestión de Néstor y la mía, porque si no, si no lo hacen yo les voy a decir a los trabajadores que cambien de dirigentes para que sigan teniendo los mismos derechos, los mismos beneficios que hemos tenido en estos años.<sup>626</sup>*

De même, cette sincérité assumée lui permet d'expliquer et de clore le débat sur ses défauts, sous la forme d'une auto-critique :

*Olvidense, yo sé que soy por ahí medio antipática, y digo cosas que por ahí no les gustan y alguno puede decir: “mira que soberbia y qué poco humilde”. Sí, por ahí son defectos que tengo, pero con una mano en el corazón, le pido a todos los argentinos que se pongan una mano en el corazón y piensen: ¿están un poco mejor que en el 2003 o están peor que en el 2003? Y esto va para todos: trabajadores, empresarios, comerciantes, estudiantes, investigadores, intelectuales, artistas.<sup>627</sup>*

En retour, la locutrice peut alors contraindre les interlocuteurs au même exercice de sincérité. En conclusion, CFK construit un *ethos* de crédibilité qui lui permet d'asseoir sa légitimité présidentielle. Nous remarquons que celui-ci se conforte au cours des deux mandats à partir des résultats obtenus dans les domaines politique, économique, social et sociétal. Forte de cette représentation, la présidente peut alors prendre appui sur la crédibilité acquise pour interpellier ses différents destinataires. Nous abordons le cas des antagonistes dans la partie suivante de la thèse et, en ce qui concerne, le collectif d'identification de CFK, il est alors mis en confiance par les propos de la locutrice. Ce processus se renforce à travers les phases explicatives et argumentatives de son discours comme nous allons le voir dans le chapitre qui suit.

### III. 2. 2. *Ethos* pédagogique-expert

Dans cette partie, nous présentons deux travaux récents en relation avec les postures de pédagogue et d'experte développées par la présidente, pour lesquels nous apportons des éléments d'analyse complémentaires. D'autre part, nous ajoutons quelques remarques issues de

---

<sup>626</sup> *Ibidem*

<sup>627</sup> *Ibidem*

la communication non verbales<sup>628</sup> de CFK. Cette approche nous permet d'illustrer les opérations que nous avons repérées dans les discours, objet principal de notre étude. Enfin, nous présentons nos conclusions sur les lignes d'interprétation divergentes proposées dans les deux travaux cités lesquelles nous conduisent à considérer que la posture présidentielle de CFK s'accompagne d'une volonté de transmettre un savoir vers l'instance collective afin de le conduire à une relative autonomie.

Dans un premier temps, nous abordons l'article « Ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner<sup>629</sup> » publiée en 2017 par Ana Laura Maizels. L'auteure revient sur de nombreux travaux publiés entre 2010 et 2014 et s'emploie à démontrer la construction d'un *ethos* alliant le pédagogue et l'expert dans la période initiale du premier mandat de la présidente. Afin d'établir l'acceptabilité de son discours, la présidente s'est efforcée de démontrer son expertise dans les sujets abordés et par conséquent, de prouver ses connaissances dans des domaines techniques, notamment à travers des références à des données chiffrées.

En effet, pour construire une image d'experte, la présidente s'appuie sur deux stratégies. D'une part, elle communique et fait état d'informations qui relèvent de différents domaines de connaissances particulièrement importants pour la conduite d'un pays (le Droit, l'Économie, l'Histoire), comme dans l'exemple suivant :

*Y este modelo de construcción económica y social que defino como un modelo de acumulación y de inclusión social, es la contracara de la economía y modelo de transferencia de recursos y riquezas que operó durante el modelo neoliberal de los años 90: acumulación contra transferencia.*<sup>630</sup>

L'utilisation de la première personne du singulier dans l'acte de nomination place la présidente comme productrice de connaissances. A ce phénomène, s'ajoute l'utilisation de vérités générales en lien avec ses propositions économiques ou politiques («*Trabajar es dignificar la condición de cada uno de los argentinos*» (19/07/07) ; «*gestionar es articular los*

---

<sup>628</sup> Une étude approfondie du mode de communication non verbale de CFK dépasse l'objectif que nous nous sommes proposée dans le cadre de cette thèse, mais constitue cependant un objet d'étude pertinent pour des travaux de recherche ultérieurs. Si les approches sur le sujet sont nombreuses dans les médias de masse en Argentine, nous n'avons trouvé que peu de travaux académiques sur le sujet. Citons, par exemple, comme publication récente, la thèse de Master de Juan Manuel Lara, «ELLOS, NOSOTROS Y YO: un estudio sobre el comportamiento no verbal de CRISTINA FERNÁNDEZ DE KIRCHNER (2007-2015)», 2017, Universidad de Sevilla, España, consultable en ligne : <https://idus.us.es/handle/11441/65387>. Pour notre part, nous présentons quelques photographies que nous avons sélectionnées à partir des vidéos de discours de la présidente. Les vidéos utilisées sont celles des deux discours d'investiture, en 2007 et 2011, celle du discours à la *Juventud Peronista*, au Luna Park en septembre 2010 ainsi que celle du discours en réponse aux dirigeants ruraux lors du meeting convoqué en Plaza de Mayo, en juin 2008.

<sup>629</sup> Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, op.cit.

<sup>630</sup> Discours de CFK, candidate à la présidence, 17-07-2007, cité par Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, op.cit.

*esfuerzos de todos los argentinos para lograr mejorar su calidad de vida» (19/07/07) ;*

CFK utilise également un lexique spécialisé marqué par des termes très techniques dans les domaines économiques et juridiques :

*No por nada, por primera vez en más de una década hemos logrado nuevamente un rasgo distintivo en la historia de la sociedad argentina y que ha sido la movilidad social ascendente, que se traduce al impacto del Índice de Gini.<sup>631</sup>*

D'autre part, l'utilisation fréquente d'éléments probatoires est une ressource typique du discours d'expert. Ainsi lorsque la présidente déclare *«estos números que durante todo el año se empeñaron en decir que iban a ser diferentes y ahí están con su contundencia, los números son los números como digo yo.»* (18 /01 /2008). Cette stratégie se poursuit tout au long de la présidence. Ainsi, les bilans de fin de second mandant sont agrémentés de données chiffrées précises : *«Al año 2003 se pagaron a un costo fiscal de 228 millones de pesos; al año 2014 hubo un aumento de 1.464 por ciento. Este año solo 3.566 millones transferidos bajo la forma de costo fiscal al sector de producción de bienes de capital<sup>632</sup>.»*

A cette approche, nous pouvons ajouter que les références aux démarches mises en place pour s'informer sont nombreuses et s'appuient sur différentes sources : rapports, documents de travail, journaux, etc. Cette attitude crée l'image d'un personnage politique en contact avec la réalité, d'une part, et d'autre part, recompose des « scènes de travail » qui génèrent l'image d'un personnage politique dans sa fonction. Cette représentation est entretenue tout au long des deux mandats.

De plus, afin d'appuyer son argumentation, la locutrice accompagne ses propos de gestes illustreurs. En témoigne l'image ci-jointe où la main de la présidente renforce ses paroles qui, dans une énumération d'actions, insistent sur la nécessité de trancher entre deux lignes d'actions. Le mouvement répétitif et vertical de la main accompagne chaque nouvel élément pour ponctuer l'argument de la présidente.

---

<sup>631</sup> Discours de CFK, candidate à la présidence, 07-08-2007, cité par Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, op.cit.

<sup>632</sup> *Palabras de la presidenta dela Nación, CFK, en el Acto de promulgación de la ley federal de trabajadoras y trabajadores sociales*, 19-12-2014



Cérémonie d'investiture présidentielle, 2011-2015, «gestión, administración y una clara definición de privilegiados intereses de nuestro pueblo por sobre todo cualquier otros intereses»

De même, comme nous le signalions précédemment, divers facteurs contribuent à construire une image d'experte et donc à renforcer l'*ethos* de crédibilité. Les caractéristiques discursives et oratoires de CFK constituent une part importante de son identité politique. CFK apparaît comme une oratrice prolifique dont les discours articulés et organisés se composent de longues expositions et argumentations dans lesquelles les informations statistiques et objectives servent tant à étayer son propos qu'à prouver sa maîtrise du sujet.

Ainsi, A. L. Maizels considère que CFK répond aux caractéristiques du « bien parler<sup>633</sup> » car elle maîtrise la parole publique en utilisant une syntaxe claire, un lexique varié, un ton ferme et affirmé. D'autre part, le fait que la présidente ne lise pas ses discours reflète également sa maîtrise de la parole. Cette caractéristique connue du grand public ainsi que le fait que la présidente élabore, elle-même, ses discours à partir des informations fournies par ses collaborateurs ont été parfois appréciés et jugés de diverses manières par l'opinion publique. Pour certains, c'est un signe d'orgueil alors que d'autres l'interprètent comme une preuve d'expertise<sup>634</sup>.

---

<sup>633</sup> P. Charaudeau considère que la vocalité est une composante de la construction de l'*ethos* chez les politiques, au sein de laquelle nous pouvons distinguer « le parler fort », « le parler local », « le bien parler » et « le parler tranquille ». Le caractère vocal des productions verbales inclut le ton, la diction, le rythme, l'articulation et la prononciation. Charaudeau Patrick : *Le discours politique, op.cit.*, p 191

<sup>634</sup> A. L. Maizels reproduit certaines considérations au sujet de la rhétorique de la présidente qui illustrent les commentaires et débats suscités par les caractéristiques oratoires de CFK dans l'espace public. Citons à titre d'exemple : Gabriela Azzoni, especialista en discurso político, sostiene en una columna de opinión en el diario Los Andes (22/08/07): «Su estilo premioso, frío, distante, autoritario y soberbio no hace permeables sus palabras en la ciudadanía, es decir, dificulta la penetración de su mensaje en la mente y en el corazón de los electores. No se puede intentar lograr la adhesión de la ciudadanía generando en esta la percepción de estar

D'autre part, nous pouvons considérer qu'à cet ethos d'experte basé sur une crédibilité montrée, s'ajoute une recherche de crédibilité construite explicitement. En effet, CFK met en avant de façon récurrente sa sincérité. A. L. Maizels considère qu'il s'agit ici d'un trait de l'identité revendiquée par la présidente et qui apparaît notamment lors du discours d'investiture du 10 décembre 2007 lorsqu'elle déclare : « la sinceridad es uno de mis datos proverbiales ». De plus, le caractère sincère de la locutrice se manifeste dans le domaine du « montré », à travers des éléments linguistiques tels que des modalisateurs, par exemple l'adverbe «*sinceramente*», et d'autres expressions métalinguistiques, comme «*en honor a la verdad*» et «*con la sinceridad absoluta*»<sup>635</sup>.

À ce propos, A. L. Maizels reprend l'idée d'un pacte de sincérité que nous évoquions précédemment car

*Un locutor que se autodenomina sincero propone además un tipo de vinculación con sus alocutarios atravesada por el compromiso de la exposición de la verdad y, a la vez, de modo prescriptivo instaure una “manera de ser político” que le permitirá diferenciarse de sus adversarios. Esta diferenciación acentúa la dimensión polémica del discurso político ya que construye su imagen diferenciándose de ellos en términos axiológicos: la locutora dice la verdad y sus adversarios la ocultan.*<sup>636</sup>

Cet article signale également la « cohérence intra-discursive » qui entretient le lien entre les interlocuteurs. En effet, la présidente construit sa crédibilité en faisant référence à des idées précédemment développées. La constance dans ses propos apparaît comme une garantie de sa fiabilité et se manifeste sous la forme d'incises telles que dans les exemples suivants :

*La primera cuestión, lo dije en otra oportunidad, la defensa de la institucionalidad argentina, entendiendo no solamente la institucionalidad pública sino todas las instituciones [...]; “Yo dije*

---

siendo amonestada desde un atril de campaña.” (<http://www.losandes.com.ar/noticia/opinion-239655>) También en relación con la expresión de Fernández, Casullo sostiene en Página 12 (12/12/07): «Cristina Fernández de Kirchner juró a su cargo, recibió el bastón y la banda de su marido, Néstor Kirchner, e inició su gobierno con una decisión impactante: no leer su discurso de asunción. Así, se inscribió en una tradición de oratoria política que contó en Argentina con grandes exponentes (Perón, Eva, Alfonsín), pero que se pensaba enterrada definitivamente en esta época de soundbites y ghostwriters. Esta decisión implica que la nueva presidenta tiene una dosis grande de autoconfianza (muchos se pondrían muy nerviosos hablando sin red frente a la Asamblea Legislativa y los medios), y también, posiblemente, una idea romántica, fundacional, de la palabra política. El discurso fue articulado, bien dicho, digno de una tribuna como la Asamblea Legislativa [...]»(<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/96055-30372-2007-12-12.html>)

<sup>635</sup> Ajoutons que, alors que nous terminons la rédaction de cette thèse, Cristina Fernández de Kirchner vient de publier un livre dans lequel elle revient sur son expérience présidentielle qui s'intitule *Sinceramente* (Editorial Sudamerica, 2019)

<sup>636</sup> Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, op.cit. p.133 Un locuteur qui se désigne comme sincère propose de plus un lien précis avec ses allocutaires basé sur l'engagement d'exposer la vérité et, en même temps, de façon prescriptive instaure une « manière d'être un acteur politique » qui lui permet de se différencier de ses adversaires. Cette différenciation accentue la dimension polémique du discours politique puisqu'il construit son image en se différenciant d'eux en termes axiologiques : la locutrice dit la vérité et ses adversaires l'occulent. (je traduis)

*aquí, el 10 de diciembre, que mientras haya un pobre, nadie podrá estar conforme... (01/03/08); “Yo les dije alguna vez... (09/06/08)”;* “*como les dije el 10 de diciembre (01/04/08)”*; “*...lo he dicho en reiteradas oportunidades. (31/03/08); “Yo he definido muchas veces que este va a ser el siglo de los alimentos, la energía y el conocimiento. (01/03/08); “Siempre digo, me encantaría vivir en un país donde los mayores ingresos tal vez los produjera la industria. (12/10/07)*

L'auteur désigne ces commentaires comme

*un continuum discursivo entre las alocuciones de Fernández y van, progresivamente, construyendo un acervo, una “memoria conversacional” integrada por los dichos de la locutora; memoria que pretenden activar en sus interlocutores. A través de este ejercicio de memoria se convierten en participantes ratificados del intercambio porque el locutor los identifica (y los legitima) como integrantes de una interlocución más amplia<sup>637</sup>.*

En ce qui concerne l'objectif que nous nous sommes fixée dans cette thèse, à savoir l'étude de la construction des antagonismes, le pacte de sincérité instauré par la présidente avec ses auditeurs apporte un cadre qui conditionne les interlocuteurs. En effet, la locutrice a annoncé et affirmé sa sincérité ; par conséquent, elle peut s'exprimer dans tabou lorsqu'elle interpelle ces destinataires. De même, elle les invite ou les contraint à ce même degré de transparence.

Afin de poursuivre dans le domaine de la construction de la posture professionnelle, nous allons aborder l'*ethos* pédagogique évoqué par A. L. Maizels comme versant complémentaire de l'image d'experte.

Selon cet article, l'*ethos* pédagogique de la présidente s'est renforcé au moment du conflit lié à la réforme de la loi sur l'audiovisuel et des désaccords avec le groupe Clarín. En effet, rappelons avec P. Charaudeau que le « contrat de communication politique » se compose d'un dispositif d'interaction de trois instances : l'instance politique et sa contrepartie, l'instance adverse ; l'instance citoyenne (lieu de l'opinion et de l'interpellation) et l'instance médiatique qui fonctionne comme intermédiaire et interprète de l'instance politique. Or, dans le contexte donné, CFK associe les principaux médias à l'instance adverse. Par conséquent, un aspect fondamental de la construction de l'image de soi de CFK sera lié à une volonté de « faire savoir » à la population en adoptant une position énonciative pédagogique et en mettant en place diverses stratégies didactiques afin d'offrir une représentation indépendante de celle

---

<sup>637</sup>Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, *op.cit.*p.137 un continuum discursif entre les allocutions de Fernández et qui, progressivement, constituent un patrimoine, une « mémoire conversationnelle » composée des dire de la locutrice ; mémoire que les allocutions entendent activer chez les interlocuteurs. A travers cet exercice de mémoire, ceux-ci se transforment en participants ratifiés de l'échange parce que le locuteur les identifie (et les légitime) comme membres à part entière d'une interlocution plus large (je traduis)

transmise par les médias.

Si d'une part ce positionnement permet à la présidente d'informer sur une certaine réalité distincte de celle véhiculée par les médias, A. L. Maizels signale qu'un positionnement énonciatif professoral ou pédagogique peut être risqué pour établir un lien d'identification avec l'auditoire. En effet, celui-ci peut se sentir contraint de recevoir une leçon, infantilisé face à la figure d'un professeur en position de supériorité.

Cependant, en réponse à cette remarque, nous observons que pour lutter contre cet *ethos* pré-discursif, particulièrement ancré dans certains secteurs de la société, CFK formule des commentaires qui font référence à celui-ci pour déconstruire ou mitiger l'idée qu'elle viendrait donner une leçon à l'auditoire : « *Quiero, fundamentalmente, dividir esta charla o esta pequeña introducción, porque no voy a dar ninguna conferencia ni ninguna charla magistral, simplemente dividir esta charla en dos aspectos fundamentales [...]*<sup>638</sup>. »

De même, lors du discours d'investiture de 2011, la présidente cherche dans l'assemblée, un député de son parti, lequel se signale en levant la main. La présidente se joue alors de cette scène professorale dont nous reproduisons une captation d'image ci-dessous :



Cérémonie d'investiture présidentielle, 2005-2011. «*No hace falta que levantes la mano, no soy la maestra.*»

Sur le plan de la communication verbale, la locutrice rejette à travers son énoncé, la relation de maître à élève, cependant la situation d'énonciation lui confère l'autorité pour accepter ou rejeter la position d'autorité. De même, le contexte physique place la présidente en position dominante par rapport à son interlocuteur placé sur les sièges, au pied de l'estrade

---

<sup>638</sup> Discurso de asunción, 03-10-2007



présidentielle. La présidente accompagne ses propos d'une inclinaison de la tête et le ton de sa voix adopte une modalité plus grave et un rythme plus rapide. L'énoncé apparaît donc comme une remarque en incise dans la démonstration de la locutrice pour rétablir la place de chacun, qui fait écho à une scène professorale bien que la présidente rejette explicitement ce positionnement.

Néanmoins, nous partageons avec A. L. Maizels l'idée que le discours de CFK se compose de passages informatifs sous la forme d'expositions explicatives qui contribuent à la création d'une scénographie professorale. L'article cité reprend les travaux de Dominique Maingueneau, sur la scénographie définie comme une « scène de parole qui n'est pas imposée par le type ou le genre de discours, mais instituée par le discours même<sup>639</sup> ». Ces scènes de paroles placent CFK dans une relation asymétrique face à son auditoire car le fait de posséder un savoir que les interlocuteurs ne maîtrisent pas ou ignorent lui confère une position de supériorité.

En effet, divers procédés rhétoriques contribuent à l'élaboration de cette scénographie dans laquelle la démarche de la présidente vise à faciliter la compréhension des destinataires tout en renforçant cette relation asymétrique. Les principaux procédés sont l'utilisation de marqueurs méta-discursifs, la reformulation, les liens de causalité, l'exemple, la mise en scène de voix extérieures à travers le recours au dialogue fictif ou la négation et l'introduction de situations hypothétiques dans le but d'imaginer des scénari adverses.

Le second travail que nous introduisons est la thèse intitulée *Construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*<sup>640</sup> dans laquelle Irene Lis Gidin décrit notamment la mise en place d'une scénographie professorale dans les discours de CFK.

L'auteure considère que cette scénographie, également définie selon les termes de Dominique Maingueneau que nous citons précédemment, est une composante de la construction d'un *ethos* magistral. Le lien créé entre les autres participants et la présidente, bien que nous assistions à un discours politique contribue à instaurer une scénographie de « conférence magistrale ». Ainsi, «*El discurso de CFK instituye una escena que replica una situación de conferencia, con lugares de saber marcados y con posiciones de*

---

<sup>639</sup>Maingueneau Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, op.cit., p. 111

<sup>640</sup>Gidin, Irene Lis *Construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*, thèse doctorale, universidad nacional de Rosario, soutenue en 2016 sous la direction de Ana Soledad Montero, 276p

*actividad/pasividad también resaltadas*<sup>641</sup>.»

La thèse démontre, en étudiant le traitement de l'altérité à travers les modes de fonctionnement de la contre-destination, que la présidente impose une mise à distance en faisant prévaloir un lien hiérarchique caractéristique d'une dissertante. Par voie de conséquence, les destinataires occupent le lieu de l'écoute, en assumant une certaine passivité car ils appartiennent au domaine du « non-savoir » et, donc, à celui de se laisser faire savoir.

Ces travaux abordent principalement la crise dite « *del campo* », celle de la « *ley de medios* », puis le traitement de l'Histoire dans le discours de CFK, éléments que nous avons également ciblés dans l'élaboration de notre corpus, pour montrer la manière selon laquelle la présidente rétablit « sa » réalité et l'instaure comme un enjeu de communication pour maintenir la cohésion dans l'instance collective. Par conséquent, nous coïncidons avec ces travaux qui considèrent que, notamment, les passages expositivo-explicatifs contribuent à réfuter les arguments des contre-destinataires et donc à instaurer une distance entre la réalité que la locutrice veut faire valoir par rapport à celle véhiculée par les médias ou communément acceptée par l'Histoire libérale qui s'est imposée comme officielle.

Cependant, si nous comparons les deux textes présentés, celui de Ana Laura Maizels et celui de Irene Lis Gidin, nous remarquons que le repérage de la construction d'une scénographie professorale ne donne pas lieu à la même interprétation en termes d'*ethos*. Ces deux interprétations ne sont pas totalement opposées, néanmoins le choix de qualifier l'*ethos* de « magistral » ou de « pédagogique » traduit une relation différente entre l'énonciatrice et les destinataires. Cette différence d'interprétation reflète également les réceptions que nous mentionnions au début de ce chapitre. En effet, les aptitudes élocutoires de la présidente donnent lieu à des interprétations divergentes : prétention pour les uns et gage d'authenticité et d'assurance pour les autres.

A partir d'un dernier exemple, nous souhaitons expliquer pourquoi le terme d'*ethos* pédagogique nous semble plus adapté que celui d'*ethos* magistral. Ainsi, dans un discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la *Revolución de Mayo*, CFK fait référence aux orientations économiques appliquées en Argentine au cours de ces deux siècles écoulés et notamment à l'influence des organismes internationaux dans la période néolibérale, elle met en œuvre une stratégie de réfutation, basée sur une séquence explicative :

---

<sup>641</sup>Gidin Irene Lis, *Construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*, op.cit., « le discours de CFK institue une scène qui reproduit une situation de conférence, avec des lieux de savoir déterminés et des positions d'activité/passivité également délimités », p.73

*Nos hicieron creer que debía importarnos más lo que opinaban desde afuera que lo que creía nuestro pueblo de las dirigencias; nos hicieron creer que había que aplicar recetas creadas en no sé qué laboratorios económicos y políticos que, finalmente, como no podía ser de otra manera, nos encontraron a todos alumbrando el siglo XXI, en ese 2001 que todos queremos olvidar, casi estallándonos el país en nuestras manos.<sup>642</sup>*

Ce passage comporte le rétablissement d'une réalité qui remet en cause celle véhiculée par le discours des contre-destinataires qui apparaissent dans la troisième personne du pluriel. De plus, la preuve de l'échec des politiques passées (néolibérales bien que non nommées) constitue également un argument pour les pro-destinataires qui peuvent y adhérer parce qu'il correspond à leur expérience personnelle et que l'énonciatrice leur fournit une formulation en établissant le lien de cause à effet. Dans un premier temps, les constructions « nos hicieron creer » accompagnent la prise de conscience des destinataires en leur donnant les clés de lecture de leur quotidien. Dans un second temps, la conséquence apparaît comme inéluctable («*como no podía ser de otra manera*») et verbalise l'épreuve traversée par les destinataires en des termes qui font appel au domaine de la sensibilité.

Considérer que la présidente se positionne comme conférencière donnant une leçon, laquelle devra être reçue comme telle par des destinataires qui ignorent la réalité soit par méconnaissance, soit parce qu'ils sont dans l'erreur, renforce l'image d'une position hiérarchique dominante. Le terme magistral insiste sur l'aspect unidirectionnel du discours politique.

En revanche, nous considérons que les passages informatifs, explicatifs et argumentatifs visent également à donner des arguments aux destinataires qui souhaiteraient s'en saisir. Certes, ces arguments illustrent la réalité que la présidente entend faire accepter mais l'aspect pédagogique se situe dans l'objectif de donner au destinataire-apprenant, les outils pour qu'il puisse, à son tour, défendre ou exposer ses propres idées.

Le positionnement de la présidente en tant qu'experte et pédagogue, contribue donc à renforcer sa crédibilité et à sceller le pacte de confiance à partir duquel le collectif d'identification pourra diffuser et reproduire un même imaginaire. Apparaît donc ici un premier élément qui situe CFK comme intermédiaire dans la dynamique qui unit l'instance collective et le modèle kirchneriste. En effet, forte de sa crédibilité face aux destinataires, elle peut les conduire à s'approprier son argumentaire. Par conséquent, l'instance collective reçoit les outils

---

<sup>642</sup> 25 de Mayo de 2008 - Acto central de conmemoración del 198° aniversario de la Revolución de Mayo

nécessaires à la justification de leur attachement au modèle en construction. Ces arguments confrontent également les adhérents à leurs propres représentations.

### III. 2. 3. *Ethos* militant

Nous trouvons plusieurs références à l'*ethos* militant de CFK cependant celles-ci révèlent différentes interprétations sur ce que désigne ce terme. Nous allons donc commencer par revenir sur l'évolution de ce concept pour comprendre pourquoi certains travaux mettent en avant l'*ethos* militant de la présidente alors que d'autres le minimisent. Ensuite, nous présentons quelques données en relation avec l'élaboration de l'*ethos* militant de NK, en tant que compagnon de militantisme de CFK puis dans une perspective comparatiste, nous introduisons les lignes d'interprétations de l'*ethos* militant avant de présenter notre propre analyse sur le sujet. Nous entendons ainsi démontrer que l'*ethos* militant de CFK répond à une volonté d'établir un lien entre la génération militante des années soixante-dix et la génération actuelle.

Francisco Longa, dans un article intitulé « Acerca del ethos "militante". Aportes conceptuales y metodológicos para su estudio en movimientos sociales contemporáneos »<sup>643</sup> montre l'évolution des composantes de l'*ethos* militant dans les mouvements sociaux entre les années soixante-soixante-dix<sup>644</sup> en Argentine et ceux des organisations qui ont vu le jour dans les années quatre-vingt-dix et se sont montrées particulièrement actives dans les premières années du vingt-et-unième siècle. Les mouvements citoyens de la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont été mises en évidence, notamment par Maristella Svampa qui mentionne l'émergence d'un nouvel *ethos* militant qui a eu lieu au milieu des années quatre-vingt-dix en Amérique Latine, et qui s'est exprimé à travers la figure du militant territorial et de l'activiste écologique<sup>645</sup>.

La notion d'*ethos* militant est étroitement liée au concept de génération politique mais si celui-ci peut entraîner une caractérisation fragmentaire et dissociée, envisager l'*ethos* militant permet de prendre en compte les tensions qui naissent du passage d'une génération à l'autre.

Alors que nous reprenons les schémas d'évolution de l'*ethos* militant en Argentine, nous rappelons donc avec Francisco Longa qu'il s'agit d'éléments d'observation dans un *continuum*

---

<sup>643</sup>Longa Francisco, «Acerca del 'ethos militante'. Aportes conceptuales y metodológicos para su estudio en movimientos sociales contemporáneos», *op.cit.*

<sup>644</sup> Voir partie II, chapitre 4 « représentations du passé récent »

<sup>645</sup>Au sujet des nouvelles formes de militantisme apparu à partir des années 90, voir Svampa, Maristella (2010). Hacia una gramática de las luchas en América Latina: movilización plebeya, demandas de autonomía y giro eco-territorial. Revista internacional de filosofía política, 35, 21-46.

entre le « vieux » militantisme et le « nouveau » militantisme.

Un des points centraux de la dynamique des mouvements sociaux actuels repose sur l'orientation stratégique du rapport avec le pouvoir de l'État et la perspective des actions mises en place depuis l'intérieur ou l'extérieur du pouvoir central. Si dans les années 60-70, les organisations montraient une préoccupation pour le contrôle du pouvoir comme conditions et critères d'effectivité et réussite de leurs actions, les mouvements sociaux récents adoptent une démarche plus autonome et entretiennent davantage une relation sociale avec celui-ci qui peut aller jusqu'à un rejet de s'intégrer dans l'institutionnalisation de l'État.

En ce qui concerne les prises de décisions, l'auteur oppose le verticalisme du militantisme des années 60-70 à des nouveaux mouvements qui privilégient les décisions plus collégiales. Ces organisations se construisent sur un système de démocratie basé sur un dispositif d'assemblées où se développe un «*lenguaje movilizacional*» pour reprendre le terme de Maristella Svampa.

Parallèlement à cette dynamique de prise de décision, si les mouvements militants des années 60-70 s'appuyaient sur un profil tactique pragmatique, établissant une relation asymétrique entre les moyens mis en place et les objectifs recherchés, les mouvements récents privilégient une pratique quotidienne. Ce profil tactique que Francisco Longa qualifie de « pré-figuratif » cherche à reproduire dans le présent, la société ancrée dans des valeurs humanitaires et démocratiques, que l'on prétend atteindre. Les moyens mis en place et les objectifs sont alors étroitement liés.

Le quatrième point concerne le capital militant envisagé de façon individuelle ou collective. La discipline interne et le don de soi pour la cause défendue représentent, ainsi, des traits importants de l'*ethos* du « vieux » militantisme. Dans les mouvements plus récents, on observe une conception collective du capital militant. A ce propos, Francisco Longa signale un élément qui nous semble particulièrement intéressant pour notre travail : la construction de la légitimité à partir d'une accumulation collective du capital militant qu'il explique ainsi :

*las virtudes en la construcción política dejarían, en parte, de medirse en términos de las capacidades individuales del militante (en su capacidad de oratoria, de análisis político o de entrega individual a la causa) y comenzarán a valorarse virtudes tales como la destreza del militante para promover espacios de construcción colectiva, para facilitar la circularidad de la palabra en las asambleas, etc.*<sup>646</sup>

---

<sup>646</sup>Francisco Longa, «Acerca del 'ethos militante'. Aportes conceptuales y metodológicos para su estudio en movimientos sociales contemporáneos», *op. Cit.*, p.62 « les vertus dans la construction politique ne se mesureraient plus, en partie en termes de capacité individuelle du militant (dans sa capacité d'orateur, d'analyse politique ou dans le don de soi) et commenceraient à être valorisées des compétences telles que l'habileté du militant à promouvoir des espaces de construction collective, à faciliter la circulation de la parole dans les assemblées, etc. » (je traduis)

Ces travaux envisagent l'*ethos* militant dans la perspective des mouvements sociaux, cependant, ils nous sont utiles car comme le définit A.T. Martinez, il s'agit «un conjunto de reglas más o menos implícitas, socialmente construidas, consideradas razonables por el grupo social<sup>647</sup>». Ainsi lorsque, dans un discours politique, un locuteur développe un *ethos* militant, il cherche à entrer en résonance avec la représentation que les destinataires ont intégré d'une figure militante, à laquelle, probablement, ils adhèrent à des degrés variables.

En ce qui concerne le Kichnerisme, de nombreux travaux soulignent l'*ethos* militant qui se dessine de façon très explicite dans les discours de Néstor Kirchner. Ainsi Ana Soledad Montero rappelle cette autodéfinition du président :

*Formo parte de una generación diezmada, castigada con dolorosas ausencias; me sumé a las luchas políticas creyendo en valores y convicciones a las que no pienso dejar en la puerta de entrada de la Casa Rosada (25 de mayo de 2003).*

Cette auteure considère que l'*ethos* projeté par NK articule une mémoire non récupérée préalablement par d'autres discours présidentiels, et associe ce qu'elle appelle la « memoria militante de los años sesenta » à

*la matriz discursiva, representacional e ideológica de los jóvenes activistas políticos de la década del setenta incluidos en la denominada Nueva Izquierda” “que recuperan y resaltan el carácter ‘heroico’ de los jóvenes activistas setentistas y ‘repolitizan’ la memoria setentista<sup>648</sup>.*

Lorsque CFK succède à NK à la tête de l'Argentine, elle vient d'être élue avec plus de 45% des suffrages et bénéficie donc d'une légitimité électorale plus confortable que celle qu'avait connue son conjoint élu cinq ans auparavant avec 22% des voix. Cependant, rapidement, l'opposition et les médias se saisissent du lien qui unit les deux mandataires pour remettre en cause les compétences de la nouvelle présidente et son pouvoir de décision par rapport à son mari, également tête de file du Parti Justicialiste (à partir d'avril 2009). Nous voyons se dessiner, ici, l'enjeu pour la présidente de construire un *ethos* qui tout en s'inscrivant

---

<sup>647</sup>Martínez, A. T. (2007). Pierre Bourdieu: razones y lecciones de una práctica sociológica: del estructuralismo genético a la sociología reflexiva. Buenos Aires, Ediciones Manantial. In Francisco Longa, p.51, « d'un ensemble de règles plus ou moins implicites, socialement construites, considérées raisonnables par le groupe social » (Je traduis)

<sup>648</sup>Montero, Ana Soledad. '¡Y al final un día volvimos!' Los usos de la memoria en el discurso kirchnerista, Buenos Aires, Prometeo, p93 "mémoire militante des années soixante (...) au schéma discursif, représentationnel et idéologique des jeunes activistes politiques de la décennie des années soixante-dix inclus dans la dite "Nouvelle Gauche". Ainsi le discours de NK s'inscrit dans une série de discours "qui récupèrent et soulignent le caractère "héroïque" des jeunes activistes des années soixante-dix et "repolitisent" la mémoire de cette période" (p. 93). (je traduis)

dans la lignée de son prédécesseur, lui permette de s'affranchir de cet *ethos* pré-discursif.

Nous considérons que la construction discursive de l'*ethos* militant reflète la capacité de CFK à intégrer l'héritage de l'ancien président tout en le faisant évoluer en accord avec sa stratégie de construction, d'entretien et de renforcement d'une position hégémonique dans l'optique plus globale de réhabilitation de la politique.

Ainsi, dès son discours d'investiture, CFK déclare :

*[...] como el Presidente formamos parte y muchos de ustedes también de los que están aquí sentados, que no somos marcianos ni Kirchner, ni yo, somos miembros de una generación que creyó en ideales y en convicciones y que ni aún, ante el fracaso y la muerte perdimos las ilusiones y las fuerzas para cambiar al mundo.*<sup>649</sup>

Ces paroles font écho au discours d'investiture de Néstor Kirchner et élabore un *ethos* militant de la présidente construit sur l'engagement et la poursuite des idéaux, de l'objectif final, comme ligne de conduite. Ces exemples attestent de la revendication d'une certaine proximité idéologique, ainsi que de l'attachement à la persévérance dans la poursuite des idéaux, qui caractérisent les mouvements militants des années 60-70.

Cependant, Irene Lis Gindin considère que l'*ethos* militant observé chez NK se trouve suspendu<sup>650</sup> dans le discours de CFK tant dans sa fréquence que dans sa virulence. L'auteure cite les travaux de Nicolás Bermúdez<sup>651</sup> qui, pour justifier cette différence, cible le fait que NK revendique l'héroïsme des militants alors que CFK met sur le devant de la scène l'engagement de ceux et celles qui ont entrepris des démarches collectives contre l'oubli y «*quienes reclamaron sobre el trasfondo del silencio de quienes temían o consentían*<sup>652</sup>». A ce propos, nous étudierons dans la partie suivante la relation particulière que CFK entretient avec les représentantes des associations *Abuelas* et *Madres de Plaza de Mayo*

Cette relation particulière conduit I. L. Gindin à considérer que l'*ethos* militant de la présidente, entendu comme reflet du « vieux » militantisme que nous définissions précédemment, s'efface, en partie, au profit de « l'institutionnalité ». Selon l'auteure, ce topique est récurrent dans la production discursive de CFK : révélé spécifiquement lors du conflit avec le monde agraire, il se traduit par la dévalorisation des oppositions, non instituées<sup>653</sup>.

---

<sup>649</sup> *Discurso de la Presidenta de la Nación Argentina, Dr. Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de asunción del mando en el Congreso de la Nación ante la Asamblea legislativa.* 10-12-07

<sup>650</sup> Gindin Irene Lis, *Construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*, op.cit., p 132

<sup>651</sup> Bermúdez Nicolás, «La construcción kirchnerista de la memoria», en *Revista Linguagem em (Dis) curso*, Vol. 15, N° 2, maio/agosto 2015, Brasil: Editora UNISUL. pp. 229-247. Recuperado de <http://linguagem.unisul.br/paginas/ensino/pos/linguagem/linguagem-emdiscurso/1502/150202.pdf>

<sup>652</sup> Bermúdez Nicolás, «La construcción kirchnerista de la memoria», op.cit., p238

<sup>653</sup> Voir Partie IV, chapitre 1

Pour notre part, nous aimerions envisager le trait institutionnel dans l'*ethos* militant renvoyé par la présidente, à la lumière des réflexions proposées précédemment sur l'évolution entre militantisme des années 60-70 et le « nouveau » militantisme, et que nous avons abordé dans la partie II. Le passage suivant illustre avant tout le *continuum* entre les deux traditions qui nourrissent le concept :

*[...] como compañera quiero pedirles a todos y a todas que este acto, de este 11 de marzo, sea en recuerdo y en homenaje a quien fuera mi compañero de toda la vida. [...]*

*Yo quiero venir a recordarle, como se recuerda al militante con el compromiso de que la lucha que él inicio – un 25 de mayo del año 2003 – es la lucha mía por construir la Argentina que él tanto soñó y por la que tanto trabajó sin descanso, sin desmayo entregando lo mejor de sí. [...]*

*Siento que a lo largo de la historia el campo nacional y popular – liderado por hombres o por mujeres, cuando esos hombres o mujeres ya no estaban era como se desperdigaba porque faltaba la construcción orgánica; porque faltaba la construcción política e institucional que no hiciera depender la transformación y el cambio de una o dos personas. Ese es el gran desafío que tenemos hoy los argentinos y que tienen los jóvenes: cómo hacer para que tanta lucha no sea en vano, cómo hacer para homenajearlo, cómo hacer para que su presencia sea definitiva y la de tantos otros.<sup>654</sup>*

Dans la première partie de ce passage, l'évocation de Néstor Kirchner fait ressurgir les caractéristiques du militantisme historique. L'hommage en l'honneur du président, désigné comme militant, reprend une rhétorique de la lutte et de l'engagement individuel et sacrificiel («*la lucha*», «*entregando lo mejor de sí*»), et évoque l'objectif ultime de son action («*construir la Argentina*»).

Par une réflexion personnelle («*siento*»), la présidente offre une transition entre les deux périodes (d'un point de vue générationnel) ou traditions, à partir d'une remise en question du fonctionnement verticaliste ou personnaliste, basé sur quelques individus. Selon la présidente, l'heure est à « la construction politique et institutionnelle », non plus basée uniquement sur l'engagement fort de militants emblématiques mais sur un engagement profond et plus horizontal dans la population, gage de la réussite du projet kirchneriste. Certes, la rhétorique de la présidente associe réalisation du projet kirchneriste et hommage à l'ancien président, mais l'organisation politique et institutionnelle est à la fois l'objectif à atteindre et une mise en œuvre quotidienne (la forme et le fond). L'*ethos* militant de la présidente n'est donc pas particulièrement suspendu par rapport à celui de NK ; il est d'une nature différente mais

---

<sup>654</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estado de Huracán, ciudad autónoma de Buenos Aires; 11-03-11*



néanmoins, bien présent.

D'autre part, lorsque CFK s'emploie à convaincre les partisans, à les inciter à entrer en action, les traits de son visage laissent apparaître une tension intense, de même que ses mains accompagnent ses propos et restent particulièrement crispées même dans le mouvement comme nous pouvons le constater dans l'image extraite du discours à l'occasion d'un rassemblement de soutien pendant la crise du *campo* ou lors du meeting avec la *Juventud Peronista*, au Luna Park, en septembre 2010. De plus, sa voix semble poussée à l'extrême et illustre conjointement à ces différentes caractéristiques, l'investissement personnel, physiquement marqué, dans l'action militante menée par la locutrice.



*Cadena nacional, Cristina responde a la dirigencia rural, 18/06/2008*



*Encuentro con los militantes en el Luna Park, 14/09/2010*

Nous considérons donc que dans le discours de CFK, l'*ethos* militant n'a pas disparu mais a évolué. Il contribue, ainsi, à la dynamique de construction de l'instance collective car il unit deux générations de destinataires qui répondent à des mécanismes d'identification différents en fonction de l'époque à laquelle leur engagement commence.

À l'inverse, certains auteurs voient dans l'*ethos* militant de la présidente un caractère anti-institutionnel. María Alejandra Vitale étudie la construction de l'*ethos* de CFK et se focalise sur l'aspect conversationnel des discours d'investiture de 2007 et 2011<sup>655</sup>.

Ce phénomène que nous avons repéré dans de nombreux discours de notre corpus se traduit notamment par des passages d'intertextualité, d'interpellations de membres de l'auditoire, d'incises informelles dans lesquelles la présidente change de positionnement. Ces éléments répondent à la définition que propose M. A. Vitale, à partir des travaux de Fairclough<sup>656</sup> en Analyse Critique du Discours, et qui associe :

*[el] discurso público al hecho de que las prácticas discursivas características del ámbito privado se han apropiado del ámbito público, lo que conlleva a su vez la informalización de las identidades.*<sup>657</sup>

L'auteure considère que cette modification de l'ordre du discours contemporain illustre une démocratisation, en tant qu'élimination des marqueurs explicites de pouvoir dans certains discours institutionnels mais également un relâchement du discours public, comme une forme de colonisation de cet espace «*por el discurso de la propaganda*<sup>658</sup>».

Nous coïncidons sur le fait que, dans le discours politique, cette pratique s'accompagne d'une apparente atténuation des inégalités et des asymétries entre ceux qui maîtrisent et utilisent le genre du discours donné et ceux qui traditionnellement ne font que le recevoir. Cependant, il nous semble que le style conversationnel opère un rapprochement discursif lorsque le locuteur emploie les procédés communément associés à son destinataire. À l'inverse, il s'agit également de la manifestation de la transmission de la parole du destinataire par le truchement du représentant politique, non plus seulement sur le fond mais également sur la forme, ce qui favorise le processus d'identification.

---

<sup>655</sup>Vitale María Alejandra, «El ethos en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *Langage et société* 2014/3 (n° 149), p. 49-67. DOI 10.3917/ls.149.0049

<sup>656</sup> À ce sujet, voir notamment Fairclough, N. (1992), *Discourse and Social Change*, Cambridge, Polity Press.

<sup>657</sup> Vitale María Alejandra, «El ethos en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *op.cit.*, p.52, "conversationalisation" du discours public au fait que les pratiques discursives caractéristiques du domaine privé se sont appropriées le domaine public, ce qui entraîne également l'informalisation des identités." (Je traduis)

<sup>658</sup>Vitale María Alejandra, «El ethos en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *op.cit.*, p.53 « discours de propagande »

Ce procédé est fréquemment employé par la présidente lorsqu'au cours de discours officielle, elle interpelle des collaborateurs. Dans ce cas, les traits de son visage se détendent, la locutrice marque une pause puis le débit de parole s'accélère :



Cérémonie d'investiture présidentielle, 2011-2015. « Estaba leyendo un artículo de [pause] un compañero de bancada, oficialista por supuesto. ¿ Calcagno? ¿Dónde estás Eric? No te veo»



Cérémonie d'investiture présidentielle, 2011-2015.

Le large sourire et le levé de sourcil sont des marques de spontanéité qui contribuent à faire pénétrer les destinataires dans des relations interpersonnelles entre collaborateurs. De même que lorsque la présidente relate des échanges informels avec ses ministres, les citoyens

peuvent avoir l'illusion de pénétrer l'intimité de la famille politique.

Pour sa part, M. A. Vitale associe l'*ethos* militant de CFK à «la violación de las convenciones propias del género discurso de asunción<sup>659</sup>». En effet, elle considère que le fait de réduire la distance entre le locuteur et les destinataires est contraire au protocole propre du genre du discours de prise de fonction. Ce manque de formalité s'exprime lorsque CFK interpelle des membres de son gouvernement présents dans l'auditoire et introduit des ébauches de conversations informelles. Nous avons, en effet, fréquemment identifié ce processus dans les discours qui constituent notre corpus et nous pouvons considérer que l'aspect conversationnel constitue un topique des discours politiques de CFK. Le principal argument avancé par l'auteure s'appuie sur la formulation du serment lors de la cérémonie d'investiture. La modification du protocole constitue «*otra característica ligada al carácter anti-institucionalista del ethos militante y la informalidad identitaria*<sup>660</sup>». En effet, la formule préétablie par la Constitution mais également, comme le signale l'auteure par la tradition a été modifiée ponctuellement, en 2011, par la présidente. Elle a formulé les paroles exigées par la Constitution mais au lieu de conclure en affirmant «*Si así no lo hiciera, que Dios y la Patria me lo demanden*», elle a déclaré «*si así no lo hiciera, que Dios, la Patria y Él me lo demanden*».

Nous avons déjà signalé la référence à Néstor Kirchner, sous la forme d'antonomase du pronom personnel de troisième personne du singulier. Cette forme de désignation révèle l'omniprésence d'un absent (la troisième personne désigne celle qui n'existe pas en tant qu'acteur de la parole) qui ne saurait être un autre que l'ancien président : il n'est pas nécessaire de le nommer puisqu'il est présent dans la pensée de tous. A cette opération s'ajoute, parfois, la présence symbolique de NK incarnée par la représentation d'une instance collective unie. Ces deux constructions traduisent ce que nous appellerons dans un premier temps, une sacralisation de la figure de l'ancien président. Dans l'exemple proposé ci-dessus, ce phénomène est confirmé par l'énumération qui associe « Dieu », « la Patrie » et « Néstor Kirchner ». Nous y reviendrons en fin de partie car nous souhaitons au préalable proposer d'autres interprétations sur la « conversationnalisation » comme caractéristique de l'*ethos* militant dans le discours de CFK.

Ainsi, nous pouvons également rapprocher les ruptures du protocole institutionnel qui,

---

<sup>659</sup>Vitale María Alejandra, «El ethos en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *op.cit.*, p55, "la violation des conventions propres du genre du discours d'investiture" (je traduis)

<sup>660</sup>Vitale María Alejandra, «El ethos en la "conversacionalización" del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *op.cit.*, p.57, "caractéristique liée au caractère anti-institutionnaliste de l'ethos militant et du caractère identitaire informel" (je traduis)

au niveau discursif, se traduisent par des ébauches de conversation, des gages de sincérité que nous évoquions précédemment, de l'*ethos* de crédibilité. L'exemple suivant montre comment la présidente élabore un « *ethos* dit » en faisant explicitement référence à sa sincérité.

*Quiero también agradecer la presencia del Presidente de la República Oriental del Uruguay, el doctor Tabaré Vázquez. Quiero decirle con toda la sinceridad que siempre he tenido en toda mi práctica política, que no va a tener de esta Presidenta un solo gesto que profundice las diferencias que tenemos, pero también con la misma sinceridad quiero decirle que esta situación que hoy atravesamos no nos es imputable. Porque más allá de medidas que muchas veces podemos no compartir, lo cierto es que nosotros nos hemos presentado en la Corte Internacional de La Haya porque se ha violado el Tratado del Río Uruguay al instalar las pasteras. Este y no otro es el conflicto; resituar el conflicto requiere también un ejercicio de sinceridad por parte de todos nosotros que no significa ahondar la diferencia; simplemente saber cuál es la diferencia para darle gobernabilidad a esa conflictividad hasta tanto resuelva como corresponde a los Estados de derecho el Tribunal Jurídico Internacional que ambos pactamos en el caso de controversias. Esta es hoy la situación pero sepan compatriotas del Uruguay, de la Patria Grande, que lo sentimos los argentinos y lo vamos a sentir siempre nuestros hermanos. Que de esto no haya ninguna duda.661 (10/12/2007)*

La présidente se dédouane du carcan protocolaire d'un discours d'investiture en abordant un désaccord entre l'Argentine et l'Uruguay et s'adresse dans un dialogue fictif, à son homologue uruguayen présent dans l'assemblée. Elle assume ainsi de dire la vérité sous couvert d'avoir annoncé sa sincérité. De plus, l'acte qu'elle réalise en adoptant cette position traduit également sa bravoure telle que le laisse entendre la figure de *parrêsia* à laquelle l'associe Maizels.

Michel Foucault considère qu'« il y a *parrêsia* lorsque le dire vrai se dit dans des conditions telles que le fait de dire la vérité, et le fait de l'avoir dite va ou peut ou doit entraîner des conséquences coûteuses pour ceux qui ont dit la vérité<sup>662</sup>. » La présidente, en effet, affronte le risque ou l'incorrection que suppose cette prise de parole, et ce caractère volontariste, souvent explicitement affiché, nous semble une caractéristique de son *ethos* militant.

Juliette Lencina<sup>663</sup> signale, pour sa part, l'utilisation récurrente du pronom personnel de première personne du singulier chez la présidente par opposition à un emploi plus fréquent de

---

<sup>661</sup> 10/12 /2007, cité dans Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, *op.cit.*

<sup>662</sup> Michel Foucault, *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France, 1982-1983*, Paris, Gallimard, Le Seuil, 2008, p46, in Hastings Michel, « De la vitupération. Le pamphlet et les régimes du « dire vrai » en politique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 91 | 2009, mis en ligne le 30 novembre 2011, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mots/19188>

<sup>663</sup>Lencina Julieta, « Configuration d'espaces identitaires dans le discours kirchneriste », *Lenguas Modernas (41)*, Universidad de Chile, primer semestre 2013, p 85-94

la première personne du pluriel, le « nous » collectif chez NK. L'auteure explique cette caractéristique par le besoin de CFK de se singulariser et de se positionner par rapport à l'héritage de son prédécesseur. Il nous semble effectivement que l'*ethos* militant élaboré par la présidente traduit différents héritages sur lesquels elle s'appuie mais également la dynamique qu'elle souhaite insuffler à sa gestion.

Gérard Gomez<sup>664</sup> s'intéresse à l'utilisation de la première personne du singulier chez Hugo Chávez et Evo Morales, comme manifestation d'un discours néo-populiste de la gauche radicale. Il note une personnalisation du discours à travers l'auto-désignation des représentants politiques par leur prénom qui leur permet de construire une double identité discursive. Le « yo » fait référence au peuple et permet aux locuteurs, chacun selon ses particularités, de différencier le politique comme pensée relative aux individus, de la politique, le lieu où les décisions du gouvernement sont prises. Dans le cas de CFK, l'utilisation de la première personne est fréquent et lui permet de réaffirmer ses convictions, d'asseoir son ancrage politique et idéologique (« *Es cierto, a veces soy dura, pero quiero decirles que siempre he sido dura con los de arriba; jamás he sido dura con los de abajo.*<sup>665</sup>»). A partir de cette observation chez ces leaders vénézuélien et bolivien, nous remarquons que CFK n'utilise que très rarement son prénom dans l'autodésignation mais préfère l'utilisation de la fonction institutionnelle (« *no encontrarán de esta presidenta, un solo gesto que profundice las diferencias que tenemos*»). Cette caractéristique réaffirme la volonté de réhabilitation de la politique dans la société, pour cela, CFK se place comme garante de l'exercice du pouvoir politique (la politique) en accord avec ses convictions politiques (le politique) et la volonté de l'instance collective.

Dans une vision d'ensemble de la figure présidentielle, l'*ethos* pédagogique et expert serait la raison, la tête de l'organisme ; l'*ethos* militant, le reflet de la volonté, le moteur de l'action ; et quant à l'*ethos* intime que nous abordons dans les pages suivantes, la base constituée, le corps, support d'une pensée et d'une mise en action.

Ainsi CFK s'auto-définit dans la lignée de NK cependant, elle s'affirme également dans sa prise de décision comme nous pouvons le lire dans le passage suivant :

*Toda mi juventud y parte de mi vida adulta en la política, fue la consigna contra la deuda externa y el Fondo Monetario Internacional. Todos decían que no se podía; yo he sido legisladora durante todos los gobiernos desde 1995 a la fecha y puedo dar fe sobre cómo venían y*

---

<sup>664</sup>Gérard Gómez, « Les vecteurs de l'expression politique en Amérique latine (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », *op.cit.*, L'auteur distingue dans la « vague rose » qui s'est installée en Amérique Latine au début des années 2000, la gauche sociale-démocrate de Lula, M Bachelet, Dilma Rousseff ou José Mujica et, H. Chávez et Eva Morales dans la gauche radicale.

<sup>665</sup> *Palabras de la presidenta CFK en un acto en el museo del Bicentenario, Casa Rosada, 16-03-2015*

*presionaban para que se levantara la mano porque sino se caía el mundo.*

*[...] Y un día dijimos que había que terminar con esa política de subordinación y el mundo no se cayó, sino que la Argentina se levantó y comenzamos a generar políticas activas que nos permitieron volver a tener desocupación de un dígito, millones de puestos de trabajo [...]<sup>666</sup>.*

Le premier paragraphe rétrospectif positionne CFK seule contre tous dans sa prise de décision : elle revendique ici un engagement et une détermination face à une pensée communément acceptée. L'*ethos* militant se construit ici sur une figure de résistance qui la différencie au sein d'un collectif. Dans la seconde partie de l'extrait, la métaphore de la révélation élabore la figure d'un militant missionnaire. La présidente, alors incluse dans le « nous collectif » porte la parole qui a conduit l'Argentine vers un nouveau jour («*un día*», «*se levantó*») alors qu'elle vivait sous la menace de l'abîme («*el mundo no se cayó*»).

L'*ethos* militant chez CFK se situe donc dans l'équilibre entre les héritages reçus et la volonté individuelle guidée par une conviction qui doit être transmise au plus grand nombre comme nous le remarquons au début de cette partie.

Notons également, comme nous pouvons l'observer dans l'exemple suivant que la figure de résistance est souvent associée à des situations passées, gage de la combativité de la présidente mais également preuve de combats gagnés qui contribuent à renforcer l'*ethos* de crédibilité :

*Menos mal que no hice caso a los que me decían que tenía que enfriar la economía, si no hubiéramos estado todos congelados como la edad de hielo. Menos mal que nos les hice caso y utilicé las reservas del Banco Central para no seguir endeudando a la República Argentina y que siguieran utilizando nuestros dineros pagándonos el 0,5 por ciento y prestándonos al 14 por ciento. Se acabaron los estúpidos y esta Presidenta no quiere que ningún argentino más sea tomado de estúpido<sup>667</sup>.*

Sur la base d'un passé militant, entendu comme figure de résistance et d'opposition, la présidente enrichit un *ethos* militant comme moteur d'un nouveau souffle pour les générations suivantes.

Ainsi, fréquemment, alors qu'elle s'adresse à la nouvelle génération, elle s'appuie sur la crédibilité acquise dans le passé pour orienter l'activisme actuel: «*Cuando yo fui joven como ustedes, cuando junto a miles y millones de argentinos apostábamos a un país diferente, no*

---

<sup>666</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-10*

<sup>667</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, cristina fernández, en el acto de conmemoración del 156° aniversario de la fundación de la ciudad de chivilcoy, provincia de buenos aires, 22-10-2010*

*tuvimos la suerte que tienen ustedes hoy de vivir en un país con todas las libertades*<sup>668</sup>.»

De plus, le lien créé entre les deux générations militantes contribue au devoir de réparation qui constitue un des axes principaux du modèle kirchneriste. Notons, avant de refermer cette sous-partie que, dans le discours de CFK, le militantisme représente l'expression des convictions politiques et ce qu'elle souhaite transmettre aux jeunes générations des années 2007-2015, depuis la génération activiste des années 60-70, c'est la force de leur engagement et de leurs convictions. La voie révolutionnaire<sup>669</sup> de la génération militante passée pour qui la lutte armée était une voie légitime d'opposition au pouvoir en place, n'est pas actualisée ni par CFK ni par NK. Dans l'après-dictature argentine, la « violence d'en bas » n'a plus sa place et bien que la présidente se réclame de l'héritage de cette génération<sup>670</sup>, elle le fait dans le cadre d'un ordre institutionnel stable.

### III. 2. 4. *Ethos* intime

Nous allons maintenant aborder ce qui, selon nous, constitue la base de la construction identitaire de la présidente : l'*ethos* intime. À partir de celui-ci, peuvent se mettre en place l'*ethos* pédagogique-expert, manifestation de la logique de raisonnement de la présidente, et l'*ethos* militant, reflet de sa volonté. L'*ethos* intime s'élabore comme le support à partir duquel se développe la représentation de Cristina pour garantir la cohésion du corps social. C'est la raison pour laquelle l'*ethos* intime se compose de figures structurantes de l'organisation de la société, notamment celles dont les fonctions sont traditionnellement associées à la femme.

Ainsi nous trouvons fréquemment dans le discours de CFK des comparaisons entre l'organisation de la famille et de la société, comme nous pouvons le lire dans le passage suivant :

*Lo que pasa es que venimos de abajo, haciendo el cursus honorum - como digo yo- y entonces creo que es la mejor manera de poder entender a una sociedad, conocerla desde que empieza, desde la base, desde donde está la familia, en realidad el municipio vendría siendo la familia de la Nación (...)*<sup>671</sup>

---

<sup>668</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, en el encuentro de la juventud kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-10*

<sup>669</sup> Voir Partie I. 2. 3. Et Partie II. 4. 5.

<sup>670</sup> Voir, notamment, citation utilisée dans la partie IV chapitre I: *Vi también escrito, lo vi fotografiado en un diario un cartel que decía: «Kirchner montonero», no fue eso lo que más me preocupó, han dicho otras cosas también del ex-presidente.*

<sup>671</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, durante su visita a la ciudad de Chascomús, 22-07-2010*



Pour cette raison et parce que la place de la femme en politique demeure encore minoritaire, l'*ethos* intime de la présidente va s'élaborer en grande partie autour de sa place en tant que femme en politique. Ce type de discours marque l'importance du paradigme familial dans l'après dictature argentine. Si, auparavant ce discours aurait été considéré comme traditionaliste, car la famille apparaissait comme le refuge d'un ordre social ancien, souvent dénigré, dans l'après dictature, la famille – y compris en termes de DD HH<sup>672</sup> – est fortement revalorisée.

De ce fait, le discours de CFK établit un lien d'identification de genre basée notamment sur sa situation personnelle de femme présidente de la République, d'épouse de l'ancien président mais également en relation avec d'autres femmes qui ont marqué l'Histoire de l'Argentine et par rapport aux femmes destinataires de son discours.

De plus, nous pouvons considérer que l'*ethos* féminin élaboré par CFK relève également du domaine du non-verbal à travers des signes qui soulignent sa féminité. Contrairement aux hommes politiques pour lesquels le costume est de rigueur dans les pays occidentaux, les options vestimentaires des femmes sont beaucoup plus variées et, par conséquent, objet d'observation et d'interprétation. L'image féminine de CFK<sup>673</sup>, qui ne surgit pas lorsqu'elle arrive à la présidence mais qui correspond à la présentation d'elle-même, toujours exposée dans le domaine public, correspond à une esthétique de genre en accord avec les normes sociales. Cependant, ou pour cette raison, le style de la présidente a fait l'objet de nombreux commentaires, voire même de critiques, associant son style esthétique à une forme de frivolité incompatible avec la fonction présidentielle<sup>674</sup>.

A l'inverse, certains auteurs relèvent dans les discours du premier mandat de CFK, un positionnement autoritaire, lui donnant l'image éloignée des stéréotypes dominants en matière de féminité, souvent associée à une forme de sensibilité. Ainsi Morgane Donot explique :

*Cristina Kirchner tuvo que cargar con la imagen de una mujer dura, cerebral. Magnífica oradora, ella parecía muy cómoda en el discurso político-constitucional, pero de cara a la opinión pública transmitía la imagen de una mujer fría, autoritaria, alejada de la gente.*<sup>675</sup>

---

<sup>672</sup> Voir à ce sujet ce que Elizabeth Jelin désigne comme le « familismo » ou « maternalismo » in Jelin Elizabeth, « Víctimas, familiares y ciudadanos/as : las luchas por la legitimidad de la palabra . », *cuadernos pag* (29), juillet-décembre 2007, pp 37-60 , consulté en ligne, le 05 juillet 2020 :<https://www.scielo.br/pdf/cpa/n29/a03n29.pdf>

<sup>673</sup> Voir par exemple, l'illustration présentée ci-dessous, à l'occasion de la cérémonie d'investiture de 2007.

<sup>674</sup> Citons par exemple, l'article « La política viste a la moda : Cristina Fernández de Kirchner », *La nación*, 10/08/2012, consulté en ligne le 18 juin 2020 :<https://www.lanacion.com.ar/lifestyle/la-politica-viste-a-la-moda-cristina-fernandez-de-kirchner-nid1415696>

<sup>675</sup> Donot, Morgan, «Cristina Fernández de Kirchner: de «una reina» a la encarnación del pueblo de la Argentina» En Ensemble, Revista electrónica de la Casa Argentina en París, Año 3 - Número 6. Disponible en :

Beatriz Sarlo considère également en ce qui concerne les allocutions publiques de Néstor Kirchner et CFK, dans les premières années de gouvernement, que les rôles traditionnels de genre se sont inversés dans le couple : «*La retórica de la razón y la retórica de la pasión habían cambiado sus lugares tradicionales. La mujer argumentaba, mientras el hombre se enojaba, se ponía nervioso, mostraba sus pasiones*<sup>676</sup>». Il nous semble, et nous le montrons à travers divers exemples que le discours s'inscrit globalement dans la rhétorique de la raison mais que sa particularité réside principalement dans l'introduction d'incises émotionnelles d'intensité variables qui rythment et relancent le discours.

Selon A. L. Maizels, c'est à partir de la candidature à la présidence de CFK qu'apparaît une évolution dans son discours : les références à sa condition de femme commencent à se manifester ainsi qu'une identification avec des considérations de genre. Ainsi, dans un premier temps, l'auteure revient sur la relation aux femmes emblématiques de l'Histoire de l'Argentine pour souligner le processus de différenciation par rapport à Eva Perón.

En effet, pour notre part, nous avons également remarqué la particulière position d'héritière avec laquelle CFK a l'habitude de se construire. Nous l'avions noté dans la seconde partie de notre travail qui abordait le péronisme puis lorsque nous avons étudié l'*ethos* militant de la présidente, par rapport à l'héritage de NK. Par rapport à Eva Perón, nous pouvons dire qu'il en est de même. CFK revendique la position militante d'Eva Perón lorsqu'elle rappelle son engagement idéologique et l'idée de justice sociale comme valeur structurante du projet péroniste et dont le kirchnerisme se déclare héritier. Les deux photographies ci-dessous illustrent des caractéristiques communes dans la communication non verbale.

---

[http://ensemble.educ.ar/wpcontent/files\\_mf/artmorgandonotcristinafernandezdekirchnerespanolfinal1.pdf](http://ensemble.educ.ar/wpcontent/files_mf/artmorgandonotcristinafernandezdekirchnerespanolfinal1.pdf) in Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, *op.cit.*, p 101 Cristina Kirchner a dû assumer l'image d'une femme dure, cérébrale, Magnifique oratrice, elle semblait très à l'aise dans le discours politico-constitutionnel, mais face à l'opinion publique elle transmettait l'image d'une femme froide, autoritaire et distante des gens. (*je traduis*)

<sup>676</sup>Sarlo Beatriz (2011): La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010, Buenos Aires, Sudamericana, in Maizels Ana Laura, *El ethos en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)*, *op.cit.*, p 101 « La rhétorique de la raison et la rhétorique de la passion avaient changé de lieux traditionnels. La femme argumentait, alors que l'homme se fâchait, s'énervait, montrait ses passions. » (*je traduis*)



Eva Perón, 1/05/1952, Plaza de Mayo, (fuente Telam)

CFK, septembre 2010, Luna Park, discours à la Juventud Peronista

Les deux femmes adoptent une posture similaire : les traits du visage sont tendus accompagnés du mouvement des mains lesquelles reflètent également une grande tension. La voix semble poussée à l'extrême et s'éraïlle en fin de syntagmes lesquels, par opposition, maintiennent une intonation assez régulière et neutre.

Au-delà de ces points communs, Eva Perón subordonnait sa parole à celle du président, il n'en est rien pour CFK qui, de fait, n'a jamais endossé le rôle traditionnel de première dame pendant la présidence de Néstor Kirchner. Ains, lors de son discours d'investiture, elle déclare :

*Sé que faltan muchas cosas, sé que tendremos que corregir otras. Estoy convencida de que lo vamos a poder hacer con el esfuerzo y el trabajo de todos los argentinos. También -porque saben, que la sinceridad es uno de mis datos proverbiales- sé que tal vez me cueste más porque soy mujer, porque siempre se puede ser obrera, se puede ser profesional o empresaria, pero siempre nos va a costar más. Estoy absolutamente convencida. Pero creo tener la fuerza para poder hacerlo y además el ejemplo, el ejemplo no solamente de Eva que no pudo, no pudo, tal vez ella lo merecía más que yo, el ejemplo de unas mujeres que con pañuelo blanco se atrevieron donde nadie se atrevía y lo hicieron. Ese era el ejemplo de ellas, de las Madres y de las Abuelas, de las Madres y de las*

Cet exemple illustre bien la lignée dans laquelle s'inscrit la présidente. Eva marque la voix idéologique quand « les Mères et les Grand-mères » creusent le chemin de l'action dans la persévérance et la tragédie. Lors du discours d'investiture de 2007 cité ci-dessus, la présidente leur adresse un hommage au cours duquel elle laisse apparaître ses émotions.



Discours d'investiture présidentielle, 2007-2011

La locutrice lève le regard vers les loges en hauteur où sont réunies les représentantes de *Madres* et de *Abuelas*. Sa voix s'est brisée sur ses derniers mots. Le regard humide et les lèvres serrées, CFK semble retenir ses larmes.

Or, le discours de CFK réunit dans une continuité la tragédie de la dictature à la tragédie du néolibéralisme. Si ces femmes représentent la résistance et la lutte pour obtenir réparation face à cette période de l'Histoire, CFK s'inscrit également dans cette démarche pour défendre les victimes du néolibéralisme.

Dans cette dynamique, CFK développe un *ethos* féminin qui transmet l'image de la femme en lutte dans les diverses étapes de sa vie privée notamment. Ainsi, dans l'exemple suivant, vie privée et vie publique se confondent : le couple Kirchner incarne physiquement la réparation due aux victimes d'événements qui ont affecté la sphère publique :

*Yo recuerdo el último 25 de febrero, que es el día del cumpleaños de él y que lo festejamos en Olivos, y me acuerdo que esa tarde vinieron las Madres, vino Tati, vino también Estela y vinieron nietos e hijos. Y me acuerdo que nos sacamos fotos con todos los chicos, y uno de ellos que*

---

<sup>677</sup> Discurso de asunción, CFK, 10-12-2007

*tiene a sus dos papás desaparecidos, muy querido compañero, se acercó a nosotros dos y nos dijo, pero riéndose, porque esto fue lo que más me impresionó, lo que más me impactó, nos dijo: " me quiero sacar una foto con ustedes, ya que no me la puedo sacar con mis viejos, quiero sacármela con ustedes." Y me lo dijo riéndose, ni llorando, ni dramatizando, no, riéndose. Y yo casi me desmayo cuando me dijo eso porque la verdad es muy fuerte, pensarlo, ¿no? "ya que no me puedo sacar una foto con mis dos viejos, me la saco con ustedes dos", dijo ese chico de 35 años. Bueno, le quedó la foto con nosotros dos; queda una sola también de esos dos, pero con la suficiente fuerza y compromiso para seguir trabajando.<sup>678</sup>*

Le récit basé sur le souvenir personnel d'une scène de la vie quotidienne, la célébration d'un anniversaire dans un contexte familial, introduit les destinataires dans la sphère privée. De plus l'énumération des personnes présentes renforce l'assimilation des sphères privée-publique : non seulement les figures emblématiques de l'association des « *Abuelas de la Plaza de Mayo* » sont nommées par leur prénom, ce qui est, cependant, courant dans le domaine public argentin, mais, de plus, l'utilisation seule du lien de parenté « *nietos e hijos* » ne spécifie pas la filiation de ces individus qui dès lors peuvent être considérés tant comme les enfants et petits-enfants des victimes que de la locutrice.

L'élément principal du récit se construit autour de la scénographie élaborée par les propos énoncés par le jeune homme et rapportés par CFK. Selon lui, le couple vient remplacer les parents qu'il n'a pu avoir. En reprenant ces paroles, la présidente construit un *ethos* maternel, ou parental, pour elle et pour le couple qu'elle forme avec NK. De plus en insistant sur le dépassement de la douleur, à travers la répétition de « *riéndose* », CFK confirme le fait que cet *ethos* intime, l'incarnation d'une figure parentale, répond au besoin et à la promesse de réparation formulée par le modèle kirchneriste.

De plus, ce discours a lieu en mars 2011, un an après les faits relatés et, entre-temps, NK est décédé. L'évocation de ce souvenir conduit donc CFK à se positionner comme dernier maillon entre ceux qui ne sont plus et la nouvelle génération. Nous relevons donc ici le rôle d'intermédiaire de la mère ou de la veuve entre un idéal qui n'a pu se réaliser et une génération en quête de projet.

En effet, c'est à partir du décès de Nestor Kirchner (27/10/2010) que l'*ethos* intime, marqué par une importante inscription générique liée aux rôles de la femme dans la famille et dans la société, fait irruption dans le discours de CFK. Ainsi, la mise en place d'une scénographie intime ouvre la voie à un questionnement et à la mise en évidence de certains

---

<sup>678</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de inauguración de la nueva sede y del primer ciclo lectivo de la universidad nacional de Avellaneda, en la Provincia de Buenos Aires, 30-03-11*

stéréotypes de genre. La construction de l'image de la « veuve » dans l'*ethos* intime est alors devenue récurrente dans le discours de CFK.

De plus, les manifestations non-verbales de l'*ethos* intime de la présidente reflètent ostensiblement cet état de fait. En effet, à partir du 1er novembre 2010, date de la première apparition publique de la présidente après le décès de NK et pendant trois ans, CFK porte des vêtements noirs en signe de deuil. Cet événement et la nouvelle condition de « veuve » de CFK vont l'amener à «*enfatar su lugar de mujer en un péndulo que va de la fragilidad a la fuerza*<sup>679</sup>».

D'autre part, si CFK avait déjà fait l'objet de nombreuses attaques misogynes, à partir d'octobre 2010, l'opposition, relayée par les médias, va s'employer à questionner sa capacité à assumer la présidence. Non seulement les attaques se poursuivent sur les compétences politiques, partant de l'idée que CFK n'était que la représentante du pouvoir exercé par son conjoint, mais les remises en question vont également affecter le domaine privé, remettant en cause, notamment la santé mentale de la présidente<sup>680</sup>.

Ces accusations qui constituent un *ethos* pré-discursif de la présidente vont entraîner des réactions chez CFK qui va s'efforcer de répondre aux accusations. Pour ce faire, elle va d'abord élaborer un *ethos* intime empreint de douleur par opposition à une image de présidente en difficulté qui voudrait lui être associée. Ainsi dès sa première apparition publique après la mort de NK, elle déclare :

*He leído o escuchado que este es mi momento más difícil, en realidad es otra cosa, es mi momento más doloroso. El dolor es algo diferente a las dificultades o a las adversidades. Yo he tenido en mi vida política y en mi gobierno, en particular, muchísimas dificultades y muchísimas adversidades, pero el dolor es otra cosa... es el dolor más grande que he tenido en mi vida, es la pérdida de quien fue mi compañero, durante 35 años, compañero de vida, de lucha, de ideales.*<sup>681</sup>

CFK revendique l'intimité qu'elle partage avec l'auditoire en exprimant la douleur causée par la perte de son conjoint. La verbalisation de ses sentiments peut provoquer l'empathie de son auditoire envers ce qu'elle ressent mais le discours circonscrit la douleur au domaine privé et à l'expérience personnelle. L'événement tragique que vient de vivre la femme se distingue donc des difficultés qu'un mandataire peut rencontrer dans l'exercice de ces fonctions.

---

<sup>679</sup> Irene Lis Gindin, *Construcción discursiva de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)*, op.cit., p127, « mettre l'accent sur sa condition de femme dans un mouvement de pendule qui va de la fragilité à la force »

<sup>680</sup> «Inquietud por la personalidad y modo de trabajo de Kirchner », 29/11/2010, *El País*, [https://elpais.com/internacional/2010/11/29/actualidad/1290985213\\_850215.html](https://elpais.com/internacional/2010/11/29/actualidad/1290985213_850215.html)

<sup>681</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cadena Nacional, 01-11-2010*

Cependant les signes de sa douleur personnelle peuvent être perçus lors de ses interventions publiques. Nous prenons l'exemple du discours d'investiture de 2011 :



Discours d'investiture présidentielle, 2011-2015

Alors qu'en 2007, la présidente portait une robe blanche et brillante, en 2011, elle porte des vêtements de deuil, noirs. Lors de son arrivée à l'Assemblée Nationale et pendant les premières minutes de son discours où elle rend hommage à NK, CFK a le visage fermé, la commissure des lèvres affaissées, les lèvres pincées et le regard dans le vide. Elle transmet l'image de sa douleur. La présidente montre explicitement que selon ses mots et dans une voix qui commence à trembler : « falta algo y falta alguien » et va chercher à travers son discours à reconnecter l'auditoire à l'œuvre de NK.

En somme, lorsque l'*ethos* intime réunit la sphère privée et la sphère publique, il favorise un rapprochement entre le collectif d'identification et le modèle kirchneriste. En effet, dans la scène d'anniversaire, la présidente est le vecteur entre un besoin, une demande la population et une forme de réparation, de paiement de la dette aux victimes de la dictature, ce qui constitue un des objectifs du modèle. De même, lors de l'investiture de 2011, la mandataire, par l'*ethos* intime qu'elle projette, est médiatrice, passeuse de mémoire entre l'instance collective et NK, en tant qu'initiateur du modèle.

D'autre part, la présidente va peu à peu faire valoir la spécificité de la politique au féminin («*nosotras como organizadoras de vida, como organizadoras de ilusiones, esperanzas*»). Ce procédé va également lui permettre de capitaliser ses réussites politiques et de répondre à l'*ethos* pré-discursif qui la confinait dans le rôle de remplaçante de son conjoint.

Il s'agit alors d'un *ethos* de genre montré qui revendique une sensibilité proprement féminine capable de comprendre la réalité des femmes mais également des hommes, ce qui suppose que l'inverse est plus difficilement réalisable.

Cependant cette valorisation de la féminité se construit sur des stéréotypes de genre dont l'interprétation est parfois incompatible ou jugée inadéquate avec une fonction présidentielle car elle associe la femme à la faiblesse. Nous verrons donc comment CFK réussit à construire une image de femme forte par inversion des stéréotypes féminins.

Nous pouvons noter, dans un premier temps, la convocation d'un collectif d'identification de genre lorsque la présidente s'exprime sur les femmes par un « nous » inclusif comme dans l'exemple suivant :

*La verdad que me emocionó mucho y cuando estaba sentada ahí -le comentaba al intendente- que me dice: "vos sabés que una piba, el otro día se me acercó y me dice: míreme Intendente, tengo 23 años, es la primera vez que me puedo comprar yo pinturas, me pinté los labios, míreme como estoy pintada." Y la verdad que me partió esa anécdota porque sólo las mujeres entendemos esas cosas.*

*Me acordé de nuestros comienzos, cuando tuvimos que irnos a vivir a la casa de mis suegros porque Néstor no tenía laburo, no se lo daban porque había sido militante de la JP, yo estaba embarazada de Máximo, después lo detuvieron a él durante unos días, después del nacimiento de Máximo. Se te vienen todas esas cosas a la cabeza y en esa época yo era más joven, mucho más joven, mucho más linda y nunca imaginé que iba a ser Presidenta.<sup>682</sup>*

Dans la première partie de ce passage, une dichotomie s'installe entre le récit reçu et transmis par un homme politique et l'appréciation émotionnelle de la présidente qu'elle associe à son genre en réunissant toutes les femmes dans la première personne du pluriel, «*entendemos*». Face à la frivolité de l'anecdote, CFK exprime explicitement son émotion et, le contraste reconnu («*esa anécdota*») entre la légèreté du témoignage et la force des sentiments qu'elle exprime. Dans ce fragment, la locutrice témoigne de son empathie et de sa sensibilité : capacités dont seules les femmes semblent être pourvues, selon la présidente.

Cette parenthèse dans un discours officiel aurait pu se limiter à cette anecdote et au corrélatif renforcement d'un collectif d'identification cependant l'expérience de la jeune femme illustre également la détresse économique d'une grande partie de la population. Alors, CFK va s'appuyer sur l'axe de la situation particulière des femmes dans des contextes économiques difficiles pour relier cette anecdote à son expérience personnelle et, cette fois-ci, faire pénétrer l'auditoire dans l'intimité de sa vie privée.

---

<sup>682</sup> *Declaraciones de la Señora Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en Avellaneda, 08-01-10*



A. L. Maizels considère que lorsque CFK construit son *ethos* féminin, elle reproduit le stéréotype de la femme comme victime et le topos de l'inégalité sociale qui provient de sa condition de genre. Un exemple cité pour illustrer ces considérations est le suivant :

*[...] formadas culturalmente para enfrentar la adversidad. Todas sabemos que la vida es difícil, pero cuando se es mujer es mucho más difícil todavía, en la profesión, en la política, en la empresa, en el trabajo, en todo siempre es más difícil.*<sup>683</sup>

L'auteure considère donc que le discours de CFK n'apporte pas de rupture par rapport au discours patriarcal traditionnel. En effet, si nous revenons à la seconde partie du discours cité précédemment, la présidente reproduit le stéréotype de la femme placée au second plan, sous la responsabilité de son mari, notamment parce que le rôle qui lui revient de porter sa descendance la confine dans une image de fragilité et d'attente passive. Dans le contexte décrit, le fait d'être une femme semble la condamner à ne pouvoir sortir seule de la précarité. Cependant, ces considérations du domaine privé sont également mises en relation avec le domaine public et l'engagement militant de Néstor Kirchner. De plus, CFK reprend les stéréotypes de la jeunesse et de la beauté pour montrer que, contrairement aux connotations qu'ils véhiculent dans l'imaginaire collectif, ils ne s'opposent pas à l'engagement politique, puisqu'elle est devenue présidente<sup>684</sup>.

Il convient de noter également que ce glissement entre la sphère privée et la sphère publique instaure une différenciation entre la présidente et le collectif d'identification de genre visé par la première partie de l'anecdote : illustration du fait que la posture présidentielle construite sur l'*ethos* pédagogique-expert, ainsi que l'*ethos* militant sont en tension avec l'*ethos* intime de la présidente. De fait, CFK revendique le droit de vivre sa vie de femme, indépendamment de sa fonction de présidente. Si l'*ethos* de veuve et de mère peuvent servir la fonction présidentielle en établissant le lien entre le collectif d'identification et le modèle, la locutrice peut également refuser ce rapprochement pour se défendre de critiques qui cherchent à remettre en question son *ethos* de crédibilité. Le fragment suivant illustre donc une séparation entre les deux sphères :

*Pero, a partir del 27 de octubre, se agregaron a todo lo que ya venía siendo descalificación, agravio, ficciones, mentiras, dos capítulos nuevos: medicina y psicología. O sea, a partir del 27 de octubre, de repente muchos devinieron –esos que escriben en letras de molde,*

---

<sup>683</sup> CFK 19/07/2007

<sup>684</sup> A propos de l'utilisation du terme « presidenta », et non « presidente », CFK a régulièrement réclamé l'emploi de la première forme à son égard, allant parfois jusqu'à corriger ses interlocuteurs. <https://www.pagina12.com.ar/243240-la-rae-le-dio-la-razon-a-cristina-kirchner>

*algunos, no todos, algunos, sería injusto generalizar- en psicólogos que me auscultaban mis estados de ánimo, en médicos que diagnosticaban si la baja tensión era por estrés. Pero la verdad que este fin de semana lograron llamarme poderosamente la atención, porque dijeron que me había ido a Calafate a descansar y a pensar qué iba a hacer. Yo, en realidad, como todos los saben, porque además lo comunicamos públicamente, este fin de semana, que fue el Día del Padre, porque además de Presidenta soy mujer y soy mamá, que no se olvide nadie... Este fin de semana fui a acompañar en el primer Día del Padre, una cosa tan simple y tan sencilla que creo que no necesita de psicólogos ni de médicos, a mi hijo y no a pensar qué iba a decidir.<sup>685</sup>*

En conclusion, il est certain que l'ethos intime de la présidente évolue à partir du décès de NK cependant, il n'était pas absent des discours antérieurs comme nous avons pu le lire dans le passage cité où elle faisait référence aux difficultés économiques rencontrées par le couple dans ses premières années (note 682). L'ethos intime de CFK répond à deux fonctions principales. Il renforce une figure présidentielle particulière dont la force surgit de la différence et de la resignification des stéréotypes de genre. Dans le même temps, il s'intègre à la fonction présidentielle pour catalyser dans la figure féminine les demandes de l'instance collective et servir de médiateur entre le peuple et le modèle kirchneriste. D'autre part, nous considérons que l'ethos intime qui se manifeste tout au long des deux présidences ne se construit pas exclusivement sur l'ethos féminin et les stéréotypes de genre. En effet, le discours de CFK révèle des éléments de sa vie privé qui reflètent également son appartenance à la société argentine.

### III. 2. 5. *Ethos* d'« argentinité »

Nous considérons qu'à travers son discours, CFK éveille l'« argentinité » des destinataires. En effet, à partir de cet *ethos* particulier, elle apporte, aux destinataires, une preuve d'authenticité. Or, comment définir l'« argentinité » ? A partir d'une approche sociologique, Luis García Fanlo éloigne cette catégorie de toute tentation « essentialiste ». Ce concept répondrait plutôt, selon sa définition, à une dimension intégrée et reconnue par ceux qui s'y reconnaissent :

*De modo que la argentinidad no es una esencia, ni un alma, ni un espíritu, ni algo exterior y previo al sujeto argentino, sino lo que lo hace existir como tal. La argentinidad es un ethos que organiza sistemas prácticos, por lo tanto no se trata de una identidad o de algo ideológico o ilusorio sino de lo social hecho cuerpo. Los sistemas prácticos configuran campos posibles de elecciones que delimitan fronteras entre*

---

<sup>685</sup>Palabras de la presidenta de la nación, Anuncio de candidatura, 21-06-2011

*el nosotros y el otro marcando regímenes posibles de pensar, sentir, amar, odiar, vestir, comer, mirar, escuchar, hablar, etc. que asumimos como verdaderos, es decir, como genuinamente argentinos. Este modo de abordaje implica considerar cómo la sociedad argentina fue conformando una experiencia por la que los argentinos iban reconociéndose como sujetos de una argentinidad, abiertos a dominios de conocimiento muy diversos y articulados con un sistema de reglas y restricciones, de hábitos y costumbres, de rituales y ceremonias, naturalizadas como sentido común. El concepto de experiencia debe ser entendido como la correlación dentro de una cultura entre campos de saber, tipos de normatividad y formas de subjetividad; la argentinidad es, en este sentido, una experiencia, la experiencia de ser argentino, constituida históricamente como resultado del ejercicio del poder y de resistencias al poder, de modo que es immanente y no trascendente a los sujetos argentinos.<sup>686</sup>*

L'auteur propose d'envisager l'« argentinité » comme un *ethos* élaboré à partir d'expériences dont l'interprétation subjective répond à ce qu'il appelle la « logique » de l'argentinité.

De cette manière, CFK s'emploie par des fragments de récit de vie à élaborer cet *ethos*. Nous observons deux types de récits : dans le premier cas, elle est protagoniste et prouve ainsi son inscription identitaire dans cette logique et, dans le second, elle relate des expériences de tiers qui traduisent son adhésion ou attachement pour cet idéal de vie à l' « Argentine ». Les scènes exposées ne constituent pas une revendication identitaire mais les expériences contextualisées font écho à un capital d'interprétation communément intégré dans le corps social. L'exemple suivant explicite le processus d'universalisation d'une expérience personnelle liée également à une appartenance de classe, mais aussi locale qui s'étend au patrimoine national :

*Ustedes no se olviden que yo nací en la ciudad de La Plata; venir a pescar a Chascomús, pasar por Atalaya para comer las medialunas*

---

<sup>686</sup>García Fanlo Luis, «La argentinidad: un marco interpretativo», Polis [En línea], 29 | 2011, Publicado el 06 abril 2012, consultado el 30 abril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/polis/205>, p.4, L'argentinité n'est pas une essence, ni une âme, ni un esprit, ni un élément extérieur et antérieur au sujet argentin, mais ce qui le fait exister comme tel. L'argentinité est un *ethos* qui organise des systèmes pratiques, par conséquent il ne s'agit pas d'une identité ou de quelque chose d'idéologique ou illusoire sinon de la réalisation du corps social. Les systèmes pratiques configurent des champs possibles de choix qui délimitent les frontières entre le nous et l'autre en marquant des régimes possibles de penser, sentir, aimer, haïr, se vêtir ; manger ; regarder ; écouter ; parler ; etc. que nous assumons comme vrais, c'est-à-dire comme authentiquement argentins. Cette approche implique de considérer comment la société argentine a accumulé peu à peu une expérience dans laquelle les Argentins se reconnaissaient comme sujets d'une argentinité, ouverts à des domaines de connaissance très divers et articulés à un système de règles et de restrictions, d'habitudes et de coutumes, de rituels et de cérémonies intégrés comme un sens commun. Le concept d'expérience doit être entendu comme la corrélation dans une culture entre des champs du savoir ; des types de normes et des formes de subjectivités ; l'argentinité est dans ce sens, une expérience, l'expérience d'être argentin, constituée historiquement comme résultat de l'exercice de pouvoir et de résistance au pouvoir, elle est donc immanente et non transcendante aux sujets argentins. (*je traduis*) Sur ce point, voir également : García Fanlo Luis, *Genealogía de la argentinidad*, Buenos Aires, 2010, Gran Aldea Editores, 193p.

*impresionantes, famosas medialunas de Atalaya que me llevo ahora para Olivos, es toda una tradición en la provincia. Así que he venido desde chica, desde joven con distintas compañías aquí a Chascomús que es un clásico de nuestra provincia y un clásico también de la Argentina.*<sup>687</sup>

Par son récit, la présidente prouve non seulement sa connaissance mais également son appartenance à ce territoire parce qu'elle a expérimenté les habitudes de la vie quotidienne. Cette expérience appartient au patrimoine culturel partagé par les classes moyennes de la région. Il s'agit d'un *ethos* montré et dont la revendication est soulignée par la consigne à destination de l'auditoire : «*no se olviden*». Fréquemment, le caractère traditionnel et représentatif reste implicite et fait appel à l'imaginaire partagé par la locutrice et les destinataires premiers. Nous trouvons aussi des marques de régionalisme en fonction des protagonistes du récit et des destinataires comme dans l'exemple suivant :

*[...] cuando llegué con Kirchner recién hacía un tiempo que estaba el gas, pero me cuenta que primero era con leña, después con kerosene y después recién vino el gas. Y primero, solía contarme mi suegra que ya no está, con mata negra en alguna época y algún patagónico también de eso se acordará. Los chicos tenían que ir al colegio y encendían ellos con los maestros cuando llegaban al colegio, te imaginás si tuvieran que llegar al colegio hoy y encender el fuego, tenemos una debacle. Pero me contaba Néstor, siempre me impresionó porque a mí me encantaba la nieve y cuando empezaba a nevar y saltaba de alegría pero él se ponía fulo; no le gustaba porque se acordaba de cuando era chico y tenía que ir al colegio, para colmo su madre lo mandaba con patalones cortos, en aquella época, pobre... con pantalones cortos, nos decía, nos íbamos rompiendo las rodillas cuando nos caíamos en el suelo que había escarchado, llegábamos al colegio, teníamos que prender nosotros junto con los maestros la calefacción porque el aula estaba helada, en fin.*<sup>688</sup>

La locutrice assume ici le rôle de conteuse et de « passeuse de mémoire » car c'est par sa voix que peut encore survivre le souvenir du NK. Le récit réunit les caractéristiques de la vie à Santa Cruz au milieu du XX<sup>e</sup> siècle face auquel l'émerveillement de CFK traduit, à la fois, un regard exotique sur la vie dans ces territoires et une expérience partagée par procuration. Cet ancrage dans l'Argentine traditionnelle où les conditions de vie sont particulièrement rudes confère à la présidente la légitimité pour opposer la robustesse des populations du sud de

---

<sup>687</sup> *Palabras de la Presidenta de la nación, Cristina Fernández, durante su visita de la ciudad de Chascomús; 22-07-10*

<sup>688</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, en videoconferencia con la inauguración del hospital Néstor Kirchner en la República de Haití, y de obras de infraestructura por el plan más cerca, en las provincias de Santa Fe, La Rioja y Chubut. 04-06-2013*

l'Argentine au confort actuel (*te imaginás si tuvieran que llegar al colegio hoy y encender el fuego, tenemos una debacle.*). Notons également dans ce récit de vie, les marques de la conversationnalisation à travers l'interpellation à la seconde personne du singulier d'un destinataire non défini («*te imaginás*») et l'emploi de «*fulo*», terme familier argentin qui marque l'énervement.

Le passage suivant est l'un des nombreux exemples où la présidente revient sur ses origines. Ce récit mobilise les topiques de la vie à la campagne et la valorisation du travail manuel dont les stigmates restent marqués dans le corps :

*Quiero, en principio, decirle que sé lo que es un tambo, no tal vez un tambo moderno; mi abuelo fue tambero, fue tambero y fue agricultor, no lo que es ahora, cuando no habían las maquinarias modernas de ordeño, sino que ordeñaban a mano. Mi padre, en un primer momento, le ayudaba a su padre, junto a su hermano a ordeñar y se levantaban de madrugada. Recuerdo todavía sus manos, que siempre tuvieron sabañones porque, al levantarse, muy temprano, se ordeñaba de madrugada, con muchísimo frío, él me contaba, que terminó provocándole toda su vida sabañones en sus manos, que nunca pudo curar.*

*No era la época de la modernización, no había tambero mediero, tampoco en esa época, eran ellos los que con un tambo pequeño se ocupaban de eso. Además fui criada con leche de tambo porque por razones científicas mi madre no pudo darnos leche a mi hermana ni a mí; no sé si será bueno o malo, y si con leche de tambo he llegado a Presidenta.[(..)]<sup>689</sup>*

Si elle ne peut pas s'inscrire dans le registre du vécu, car cette expérience appartient à ses ascendants, elle permet à la locutrice d'apporter un ancrage à la connaissance qu'elle déclare en abordant le sujet des laiteries. Elle reproduit ici les topiques des conditions de travail des éleveurs dans un passé non défini mais antérieur à la modernisation. Par conséquent, la locutrice réactive par ce récit la valorisation du travail associé à l'effort et à la souffrance. Les origines de sa famille seront fréquemment associées à un passé originel d'une société en formation. Par filiation, cette activité de base qui comporte une connotation modeste, anoblit par le récit, élabore l'image d'une personne issue de cette société à l'origine de l'Argentine actuelle. De plus, l'explication elliptique du mystère scientifique selon lequel sa mère n'a pu l'allaiter, transforme la locutrice en figure iconique des laiteries argentines dont les bienfaits habilement soulignés par la question indirecte, ont contribué à ce qu'elle soit présidente.

Nous considérons que ces récits de vie systématiquement liés à la vie personnelle de la

---

<sup>689</sup> *Palabras de CFK, Acuerdos con productores lácteos, 02-07-2008*

présidente élaborent son *ethos* d'argentinité car ils répondent à des codes subjectifs majoritairement intégrés par ceux qui le constituent. L'exemple suivant reprend la référence aux origines familiales mais également à celles de la population argentine :

*en principio quiero agradecer el recuerdo para mi abuelo. Me decía recién el productor que me entregó que mi abuelo -Pascasio – que vino como decía el de Florencio Varela, también inmigrante español, debe haber sido el primer floricultor de City Bell realmente. Yo me acuerdo cuando era muy chica recorriamos lo que se llamaban las vidrieras, antes eran de vidrios y venía un granizado y se hacía bolsa toda. Bueno como hizo bolsa todo el tornado que azotó a la provincia de Buenos Aires, hace unos meses [...]*<sup>690</sup>

A nouveau, la présidente assume le rôle de passeuse de mémoire. Les propos rapportés concernent son grand-père et la place à nouveau dans la lignée des « bâtisseurs » de l'Argentine actuelle. Par son souvenir, la présidente traverse les époques à travers son expérience des événements climatiques dévastateurs qu'elle constatait, enfant, et pour lesquels elle vient de se mobiliser dans le cadre de ses fonctions (c'est l'un des objets du discours cité). Cette situation contribue également à renforcer la représentation d'un gouvernement « payeur de dettes ». Elle n'est pas la seule à vivre cette expérience qu'elle partage avec tous les concitoyens qui savent qu'après la grêle, «*se hacía bolsa toda*». Nous retrouvons ici une expression familière qui traduit un patrimoine linguistique à la fois intime, informel et partagé par tout locuteur argentin.

Ce même discours nous offre un autre exemple qui illustre l'ascension sociale depuis les origines liées au travail de la terre :

*Me acuerdo de mi papá, a mi papá no le gustaba eso; él decía que la tierra estaba muy lejos de donde uno estaba y entonces había que agacharse mucho y a él le gustaba más trabajar en otras cosas, eso decía mi viejo que era muy laborante también, pero a él le gustaban otras cosas. Primero se dedicó a la actividad del micro, y después fue empresario y demás, pero bueno son todas diferentes formas de trabajo y son todos recuerdos que me traen de mi niñez en City Bell cuando City Bell no era el de ahora, era el City Bell campo, campo. Por allí pasaba el expreso Río de la Plata, cada una hora, con suerte y bueno así se empezó todo.*<sup>691</sup>

Ces récits contribuent à faire remarquer les débuts difficiles des individus, lesquels contrastent avec leurs réussites ultérieures. La présidente ou des personnes de son entourage occupent le rôle principal de ces récits, cependant tout Argentin peut s'identifier à ces expériences. Ainsi, le passage suivant illustre le modèle d'ascension sociale argentin pour les

---

<sup>690</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto en el mercado central d Buenos Aires para la entrega de subsidios y premios a productores agrícolas, en Tapiales, 16-07-2012*

<sup>691</sup> *ibidem*

populations issues de l'immigration du début du XX<sup>e</sup> siècle :

*Yo recién hablaba con el dueño de esta fábrica, el principal exportador de pollos de la Argentina, y me contaba que su padre era un italiano de Calabria que bajó de los barcos en 1935, como también bajaron mis abuelos españoles y los de tantos millones de argentinos que descendemos de los barcos frente a los otros que nacieron aquí en esta tierra. Me decía él que desde joven en una bicicleta aprendió a repartir pollos, por eso es un productor empresario, porque tuvo la cultura del trabajo que le enseñó que es con las manos como debe ganarse el pan de cada argentino. Puede parecer un giro poético pero no, los argentinos nos habíamos acostumbrado a esa otra argentina que fue productiva en industrias, que él conoció, a que teníamos que trabajar para poder progresar, a que teníamos que estudiar para poder mejorar; luego vino la otra, en la que sólo había que especular para ganar plata, la de la burbuja financiera.<sup>692</sup>*

Nous retrouvons la référence aux origines avec l'arrivée des immigrés associée à la représentation caricaturale de la descente du bateau. L'élaboration de cet ethos d'argentinité, qui fait écho à l'imaginaire des classes moyennes, composé de représentations d'une population courageuse et humble, contraste avec les représentations de l'Argentine des années quatre-vingt-dix qui apparaît comme une forme de perversion de l'argentine authentique.

Dans ces passages, l'ethos d'argentinité se construit dans le récit d'expériences communes mais également dans la forme du récit qui présente ces scènes de vie.

*De la cultura del inmigrante, yo me acuerdo de mi abuela gallega semianalfabeta, igual que mi abuelo que vinieron, bajaron de los barcos, como la mayoría de nuestros abuelos, con una mano atrás y otra delante, y después pelecharon, como digo yo, tuvieron un tambo, vendían hacienda, en fin, compraron casas y muebles y pudieron tener una determinada posición económica. Ellos creían que era producto de su esfuerzo y de su trabajo, pero había un país que permitía hacer esa construcción.<sup>693</sup>*

Ce passage construit une représentation de la présidente comme descendante d'immigrés dont l'ascension sociale est le fruit de leurs efforts et du contexte offert par l'Argentine. Dans ce processus, deux éléments sont déterminants : la présidente souligne la culture de l'effort de cette génération ainsi que le contexte national. Ces éléments contrastent avec les représentations que CFK offre de la période néolibérale durant laquelle le système de valeurs s'est inversé et qui a supposé une rupture dans la société.

---

<sup>692</sup> Cristina Fernández en su visita a una granja avícola, 01- 02-2008

<sup>693</sup> Entrevista de la Señora Presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner con periodista de canal 7, 14-09-2013

D'autre part, les outils linguistiques utilisés pour dépeindre le parcours de la grand-mère correspondent davantage au sociolecte des classes moyennes et populaires qu'à celui communément utilisé par une Présidente. Notons, dans un premier temps, l'utilisation de « gallega » qui de façon métonymique s'utilise en Argentine pour désigner les immigrants espagnols<sup>694</sup>. A nouveau, l'arrivée sur le territoire argentin est représentée par la descente des bateaux, souvenir non pas vécu mais transmis aux nouvelles générations et qui unit la génération des grands-parents dans un même point de départ aux conditions précaires comme le souligne le topique de pauvreté, «*una mano atrás y otra delante*». Enfin, nous trouvons le terme familier «*pelechar*<sup>695</sup>» qui décrit le processus de construction de leur position sociale. L'utilisation de ce registre de langue en parallèle avec le style conversationnel contribue à l'élaboration de l'*ethos* intime de la présidente mais contraste avec la figure présidentielle communément identifiée dans l'imaginaire collectif. Ces marques de trivialité peuvent donc être associées à une rupture institutionnelle ou un signe de relâchement, mais elles illustrent surtout le positionnement de la présidente comme interprète entre une partie de la société et le monde politique. Dans ce sens, CFK se positionne comme maillon entre les deux sphères mais également comme passeuse de mémoire qui assure la continuité entre générations. Ainsi, elle recompose les chaînes généalogiques brisées ou compromises par l'expérience de 2001 et la décennie néolibérale.

L'ancrage de la présidente tant dans le domaine politique que dans la sphère civile lui permet de se prononcer sur des stéréotypes sujets à polémique :

*Siempre tenemos una tendencia los argentinos a la viveza o a ver cómo puedo aprovechar mejor yo o como quedo mejor posicionado. Pero todas esas cosas siempre dieron origen a procesos que tuvieron muy corta duración y finalmente no le terminaron sirviendo a nadie. Siempre digo que cuando uno mata a la gallina de los huevos de oro para ver si consigue más oro, lo único que consigue es un animal despanzurrado pero no consigue más huevos de oro.*<sup>696</sup>

Ce discours est bien le fruit d'une expérience accumulée dans laquelle les individus se reconnaissent comme sujets d'une argentinité. L'élaboration de cet *ethos* renforce le collectif d'identification et marque la frontière entre le «*nosotros*» et «*ellos*».

Cette stratégie opère également pour défendre le modèle kirchneriste en tant que signe distinctif qui singularise l'Argentine sur la scène internationale :

---

<sup>694</sup> La grand-mère de CFK venait effectivement de Galice.

<sup>695</sup> Pelechar :3. intr. coloq. Comenzar a medrar, a mejorar de fortuna o a recobrar la salud. Real Academia Española.

<sup>696</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández de Kirchner, con empresarios arroceros en la sala de situación, 13-06-2008*



[...] *el año pasado cuando el mundo se derrumbaba, ese mundo que cuando yo vine aquí muchos lo mostraban como ejemplo y nos ponían a nosotros como los chicos malos, ese mundo se derrumbó estrepitosamente, porque era un gigante con pies de barro [...] Se acabaron los estúpidos y esta Presidenta no quiere que ningún argentino más sea tomado de estúpido.*<sup>697</sup>

Le modèle revendique sa volonté protectrice et l'argentinité se construit comme une particularité assumée qui devient commune aux membres de l'instance collective. Cette caractéristique fait écho aux conclusions auxquelles nous sommes arrivés dans l'analyse du discours sur le positionnement international (Partie II chapitre 2). Il s'agit pour la locutrice de rétablir dans l'imaginaire des destinataires, la certitude que le « peuple argentin » a toute sa place sur l'échiquier international. Si dans une période antérieure, l'instance collective s'est désagrégée, notamment parce qu'elle a été trahie par ses représentants politiques, la présidente entend éveiller l'orgueil identitaire qui se traduit tant par l'exigence de respect pour l'instance collective depuis l'extérieur que par l'estime de soi des individus en tant que collectif. Ce dernier point permet la réalisation du collectif d'identification et se concrétise sous l'effet du discours de la présidente.

L'étude de l'*ethos* de CFK nous a permis d'identifier des représentations variées mais complémentaires de la présidente qui lui permettent de se positionner comme garante de l'instance collective. Toutes les figures identifiées contribuent à une transmission : le savoir, la connaissance d'une réalité pour l'*ethos* pédagogique-experte ; un héritage et un devoir d'engagement pour l'*ethos* militant ; le lien entre des demandes insatisfaites et le modèle kirchneriste pour l'*ethos* intime ; l'adhésion à un collectif à travers les expériences communes pour l'*ethos* d'argentinité. Ces *ethos* contribuent donc à la constitution de l'instance collective mais cette union n'est pas une fin en soi. Elle doit conduire à un résultat qui dépasse la somme des individus car cette réunion poursuit une quête : la réalisation du modèle kirchneriste. Dans le chapitre suivant, nous souhaitons montrer comment s'articulent ces trois entités dans le discours.

---

<sup>697</sup> *Palabras de la Presidenta de la nación, Cristina Fernández en el acto de conmemoración del 156° aniversario de la fundación de la ciudad de Chivilcoy, Provincia de Buenos Aires, 22-10-2010*

### III. 3. De la constitution du peuple au « modèle » : rôle de CFK

Le chapitre précédent nous a permis d'établir les *ethos* qui apparaissent dans le discours de CFK. Cependant, ces éléments ne sont pas suffisants pour comprendre le rôle de la présidente dans l'ensemble du dispositif. En effet, nous souhaitons souligner la place de CFK dans l'articulation «*pueblo-presidenta-modelo*». Pour cela, nous devons préalablement préciser la nature de ce modèle qui se présente comme une entité complexe dans le discours de la présidente. Notre objectif est d'expliquer que le positionnement de CFK crée le lien entre le peuple et le modèle, ce qui permet au peuple de se réaliser comme tel.

Pour expliquer ce processus, nous utilisons, notamment, le concept de « transcendance » proposé par Ernesto Laclau<sup>698</sup> pour décrire la relation de représentation dans une structure populiste. Cet outil issu de l'analyse politique nous permet de préciser la nature de la relation entre les trois entités énoncées. D'autre part, dans le champ de la sociologie, nous nous appuyons sur le concept de « transcendance immanente » tel que le présente Angel Enrique Carretero Pasín<sup>699</sup>. Il nous semble, en effet, opérant pour montrer comment le rôle de la présidente répond à la nécessité d'incarner le lien entre l'instance collective discursivement constituée et le modèle mis en place, et en constante reconstruction. Cela nous permet donc de préciser la dynamique d'identification du peuple au modèle. Ainsi, après avoir décrit les cadres théoriques sollicités, nous analysons premièrement la nature et les fonctions du modèle dans le dispositif discursif. Nous pouvons alors, dans un second temps, montrer comment les *ethos* de CFK s'articulent pour entretenir le lien d'identification qui unit le peuple au modèle en tant que projet, à partir d'une logique narrative qui s'apparente au schéma narratif religieux.

#### III. 3. 1. Place du modèle dans le dispositif

Dans un premier temps, nous pouvons considérer que le modèle apparaît comme un idéal d'universalité vers lequel le représentant peut guider les représentés. L'identification suppose donc un lien tant entre l'instance collective et la présidente qu'entre celle-ci et le

---

<sup>698</sup> Laclau Ernesto, *La razón populista*, *op.cit.* pp.199 – 216

<sup>699</sup> Carretero Pasin, A.E., 2009, « "La trascendencia immanente": un concepto para comprender la relación entre lo político y lo religioso en las sociedades contemporáneas », en Papeles del CEIC, n° 48, CEIC (Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva), Universidad del País Vasco, <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/48.pdf>

modèle. Dans ce cas, la représentante donne corps au projet de façon transitoire, car elle occupe une figure de garante selon les termes de D. Maingueneau. Cependant, ce lien unidirectionnel n'est pas suffisant pour expliquer la constitution du peuple et son adhésion au modèle. Sur ce point, les travaux d'Ernesto Laclau sur la transcendance nous permettent de préciser la relation de représentation.

### III. 3. 1. 1. La transcendance dans la relation de représentation. Apports théoriques.

Ernesto Laclau explique que «la fuerza hegemónica debe presentar su propia particularidad como la encarnación de una universalidad vacía que la trasciende<sup>700</sup>». Cette conception du lien entre le représentant et le modèle politique qu'il incarne nous semble un outil éclairant pour donner sens aux *ethos* divers et complexes qui apparaissent dans le discours de CFK, et qui en font sa particularité. Parce qu'elle émet le discours et, ainsi, établit le lien entre l'instance collective et le modèle, la locutrice est le maillon indispensable d'une réalisation qui la dépasse et surtout dépasse la simple totalité des demandes particulières formulées par l'instance collective. C'est en cela que nous pouvons considérer qu'elle symbolise l'incorporation du peuple argentin au modèle kirchneriste, en tant que construction discursive (partie II), et opère comme garante de la communauté imaginaire selon les termes de Dominique Maingueneau.

Dans cette conception plutôt « incarnée <sup>701</sup> » de l'*ethos*, l'auteur prend en compte la dimension verbale mais aussi l'ensemble des déterminations physiques et psychiques attachées au « garant » par les représentations collectives. Les destinataires s'appuient sur un ensemble de représentations sociales que l'énonciation contribue à conforter ou à transformer pour identifier le locuteur. Il ne s'agit pas d'une simple identification à un personnage garant, l'incorporation du destinataire « implique un " monde éthique " dont ce garant est partie prenante et auquel il donne accès. » Pour le sujet qui nous concerne, le modèle kirchneriste constitue le « monde éthique » dans lequel prend place une relation de représentation entre CFK et le peuple.

Selon Ernesto Laclau, dans une organisation populiste, le mécanisme de représentation est une prémisses de la constitution de la volonté populaire. En effet, la construction du peuple est impossible sans le fonctionnement de mécanismes de représentation qui opèrent selon deux

---

<sup>700</sup>Laclau Ernesto, *La razón populista*, *op.cit.*, p 214 « la force hégémonique doit présenter sa propre particularité comme l'incarnation d'une universalité vide qui la transcende. » (Je traduis)

<sup>701</sup> Maingueneau Dominique, « l'*ethos*, de la rhétorique à l'analyse du discours. », *op.cit.*, p.8

mouvements. D'une part, l'identification des individus à un signifiant vide conduit à l'émergence du peuple et, dans le même temps, le signifiant vide entretient la chaîne d'équivalences entre les demandes individuelles. C'est pourquoi le signifiant vide, pour maintenir une position hégémonique, doit représenter davantage qu'une totalité préexistante : il constitue une totalité à laquelle s'ajoute une nouvelle dimension qualitative. Ainsi, E. Laclau explique : «*La función del representante no es simplemente transmitir la voluntad de aquellos a quienes representa, sino dar credibilidad a esa voluntad en un milieu diferente de aquel en el que esta última fuera originalmente constituida*<sup>702</sup>». Il s'agit du second mouvement de représentation, dirigé du représentant vers les représentés. Celui-ci est en tension avec le premier mouvement qui se construit sur une relation orientée des représentés vers le représentant et se base sur la nécessité d'un signifiant vide comme point d'identification pour les individus. Ainsi, le populisme, comme espace de construction d'un peuple, constitue le lieu de tension entre la fonction hégémonique du signifiant vide et l'équivalence des demandes particulières.

### III. 3. 1. 2. Le modèle dans l'articulation kirchneriste

Dans un premier temps, nous devons préciser que notre objectif est de nous focaliser sur les références au modèle dans le discours de CFK soit par des opérations de nomination soit par des séquences de description. Avant de préciser les différentes occurrences à l'intérieur du discours de la présidente, signalons également que nous utilisons le terme de « modèle kirchneriste », à des fins explicatives tel qu'il apparaît dans les productions académiques sur le sujet, et désigne alors la structure de l'organisation politique mise en place par NK et CFK. Dans ce cas, il rejoint certains emplois qui apparaissent dans le discours de CFK.

Nous considérons, au vu des apports théoriques présentés ci-dessus, que le modèle kirchneriste peut être envisagé comme une organisation politique populiste car elle se structure sur une tension entre un projet et une réalisation qui correspondent aux deux mouvements précédemment décrits. En effet, comme nous l'avons vu dans la seconde partie de cette thèse, à travers la réalité qu'elle décrit, CFK donne corps au peuple selon des opérations à la fois descriptives et performatives : le « peuple argentin », collectif transhistorique, est le résultat d'expériences communes et la réunion d'une volonté de construction commune. D'autre part,

---

<sup>702</sup> Laclau Ernesto, *La razón populista*, op.cit., p 200, « La fonction du représentant n'est pas seulement de transmettre la volonté de ceux qu'il représente, mais de donner de la crédibilité à cette volonté dans un milieu différent de celui où celle-ci s'est initialement constituée. » ( je traduis )

le modèle se décline, notamment, comme une forme de reconnaissance particulière qui incarne une succession de demandes hétérogènes. Dans le même temps, il est rattaché à un « nous » homogène, en tant que peuple animé par un projet national populaire, dans une forme d'universalisation. A ce titre, nous observons que, dans le discours de la présidente, le terme « modèle » apparaît comme une conception d'organisation politique ce qui traduit l'aspect prescriptif et l'aspect effectif qu'elle lui attribue.

En effet, en tant qu'organisation, le modèle est déjà en partie réalisé de façon concrète. Dans ce cas, la présidente utilise le terme « *modelo* » en tant que modèle politique, c'est à dire d'un contenu idéologique, d'un ensemble de choix parmi certaines options concernant la vie des individus dans la société. C'est le cas lorsque la présidente se réfère à des domaines concrets qui régissent sa gouvernance (« modèle économique », « modèle social »). Nous pouvons également citer l'exemple suivant :

*Esta reunión que nos encuentra una vez más en este querido Salón para mí que es el de Mujeres Argentinas del Bicentenario, tiene por objeto cumplimentar una política que venimos desarrollando desde hace tiempo y que constituye, creo, uno de los objetivos fundamentales del modelo 2003 y que es de la inclusión social.*

Dans ce fragment, le terme est envisagé comme un ensemble cohérent et achevé, à l'origine de la politique gouvernementale et des mesures qui sont mises en place. CFK représente ce modèle et peut se positionner comme énonciatrice première de celui-ci car elle en est à l'origine. Nous pouvons considérer qu'il contribue à l'*ethos* pré-discursif que les destinataires élaborent de la présidente car en tant que programme politique, il fixe les domaines prioritaires pour la locutrice. Le « modelo 2003 » fonctionne comme signifiant vide partiellement défini par une de ses composantes, « la inclusión social », qui cristallise les demandes particulières des destinataires. La locutrice occupe une figure de garante de cette réalisation, cependant cette relation de représentation n'est que transitoire car comme l'explique E. Laclau, la position hégémonique relève d'une construction contingente<sup>703</sup>.

Ainsi, c'est le second versant de la référence au modèle qui peut entretenir cette relation de représentation. En effet, envisager le modèle comme la réalisation de la « plénitude absente<sup>704</sup> » conduit à réactualiser, dans le discours, le rôle homogénéisant de celui-ci en tant que signifiant vide, en tension constante avec l'hétérogénéité des demandes particulières.

Dans cette vision prospective, la présidente emploie le terme « modèle » pour se référer au projet, c'est à dire au modèle dans son processus de réalisation dont les destinataires

---

<sup>703</sup>Laclau Ernesto, *La razón populista*, op.cit. pp.199 – 216

<sup>704</sup> Laclau Ernesto, *La razón populista*, op.cit. pp.199 – 216

perçoivent déjà les bienfaits mais qui n'est pas encore pleinement abouti. Voici un exemple de cette occurrence :

*Hay un compromiso entonces de todos de poder decidir entre todos, acordar entre todos, a escasos dos años del Bicentenario, lo que yo defino como el acuerdo de los argentinos en torno al modelo de país, a los instrumentos a adoptar, (...)»<sup>705</sup>.*

Dans ce cas, il s'agit d'un imaginaire en construction auquel les destinataires accèdent par le truchement de la locutrice : le fait de recevoir et d'adhérer à cette représentation les transforme en « peuple argentin ».

En effet, d'une part, le point de départ de cet imaginaire demeure une élaboration intellectuelle concrète d'organisation du pays. Cet élément marque une différence fondamentale entre le modèle prôné dans les projets militants des années soixante-dix et le programme élaboré par NK et CFK qui ne se construit pas sur un projet révolutionnaire mais relève davantage d'une conception pragmatique. La présidente affirme cette orientation dès son discours de prise de fonction en 2007, lorsqu'elle déclare : «*Porque muchas veces con grandes objetivos, grandes discursos y grandes ideales hemos llegado a grandes fracasos. Mi generación de eso puede dar cátedra*»<sup>706</sup>. Nous pouvons considérer que, dans ce sens, la nature du modèle s'inscrit dans un retour au premier péronisme et au gouvernement d'Hector Cámpora (25 mai 1973 – 13 juillet 1973). Le fait que l'organisation juvénile, *Cámpora*, formée en 2006 ait choisi ce nom en constitue, d'ailleurs, un indicateur.

D'autre part, le fragment précédemment cité souligne que ce modèle prend forme par construction conjointe entre le discours de CFK, qui élabore une représentation d'un collectif, et des individus qui, parce qu'ils adhèrent («*acuerdo*») à cette représentation, lui donnent corps. La présidente parle ainsi de la «*institucionalización de un modelo de país*» comme un processus qui se met en place «*cuando se hace carne en el conjunto de la sociedad porque visualiza que ese es el camino más acertado como país y como nación*»<sup>707</sup>. La dynamique d'incorporation des destinataires se nourrit de l'élaboration du projet en discussion. Sous cet angle d'approche, le discours du leader est l'outil qui permet la médiation entre l'instance collective et le modèle, et cette articulation discursive est indispensable à la réalisation du peuple comme tel. Cependant, si le rôle de la locutrice est essentiel dans l'articulation, il vise également la mise en action directe et autonome du collectif. Ces deux mouvements en apparence contradictoires

---

<sup>705</sup> *Discurso de la Presidenta ante la Asamblea Legislativa, 01-03-2008*

<sup>706</sup> *Discurso de asunción, CFK, 10-12-2007*

<sup>707</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en estado de Huracán, ciudad autónoma de Buenos Aires, 11-03-11*

sont, néanmoins, intrinsèquement liés. Nous considérons que cette tension illustre l'articulation qui opère dans une structure populiste et démocratique. Ainsi l'explique CFK à la fin de son second mandat au sujet des échéances électorales :

*Y les pido que no tengan miedo, muchos me miran inquisidores a los ojos y me dicen. «¿qué va a pasar?» y yo les contesto: «va a pasar lo que ustedes quieran que pase». Porque ustedes son los que están empoderados, ustedes son los titulares de los derechos.<sup>708</sup>*

Au terme de cette sous-partie, nous avons pu établir la complexité qui réside dans les références au modèle dans le discours de CFK, lequel apparaît comme une réalisation concrète mais également comme un projet à réaliser. Cette seconde conception constitue un horizon d'attente qui permet à l'articulation « peuple-présidente-modèle » de se concrétiser. Nous souhaitons maintenant préciser comment le dispositif narratif mis en place par CFK favorise cette articulation.

### III. 3. 2. Rôle de CFK dans le dispositif. Particularité du schéma narratif.

L'identification du peuple au modèle, condition de sa constitution comme tel, passe par la médiation de la figure de leader. Nous considérons qu'une des particularités du discours de CFK réside dans le fait que cette opération se réalise, sur le plan narratif, au moyen de la mise en place d'une logique narrative religieuse. Ce procédé s'inscrit dans un phénomène de « transcendance immanente » décrit par Angel Enrique Carretero Pasín, dans le cadre de ses travaux en sociologie. Nous présentons donc, dans un premier temps, ce cadre théorique, puis nous nous consacrons à la matrice narrative religieuse du discours kirchneriste. Pour cela, après avoir montré que cette logique apparaît initialement dans le discours de NK, nous observons l'intensification du phénomène dans le discours de CFK parallèlement au décès de NK. Enfin, nous concluons cette partie consacrée au rôle de la présidente en montrant que les *ethos* élaborés par la locutrice sont au service de la médiation qu'elle exerce entre le peuple et le modèle.

#### III. 3. 2. 1. La transcendance immanente. Apports théoriques.

Afin d'expliquer comment les *ethos* de CFK constituent les maillons qui favorisent

---

<sup>708</sup> Conmemoración del 205° aniversario de la revolución de mayo, 26-05-2015

l'incorporation du collectif d'identification au modèle proposé par la locutrice et lui permettent de s'affirmer pour révéler les forces antagoniques en présence, nous allons solliciter le concept de « transcendance immanente » que propose Angel Enrique Carretero Pasín pour expliquer le lien entre le politique et le religieux dans les sociétés contemporaines<sup>709</sup>. Cet apport théorique nous permet d'expliquer la manière selon laquelle la locutrice entretient la dynamique d'identification des individus au modèle.

Cet auteur s'appuie sur les apports en sociologie de Michel Maffesoli à partir des travaux d'Émile Durkheim, ainsi que sur le concept d'imaginaire social de Cornelius Castoriadis. La première étape qui nous conduit à ce concept est le processus de sécularisation des sociétés modernes occidentales. Traditionnellement, la transcendance s'entendait comme une réalité au-delà de la limite, raison pour laquelle la métaphysique occidentale associe l'image de Dieu à un au-delà. Par opposition, l'immanence serait pensée comme ce qui n'est pas extérieur ou hors de ces limites. La volonté moderne de désacralisation en Occident s'est accompagnée d'une recherche du caractère immanent du religieux et par conséquent du transcendant. La sociologie s'est saisie de cette dynamique et a ouvert « de nouveaux horizons philosophiques séculiers » : K. Marx, E. Durkheim ou encore M. Weber, avec les nuances apportées par chacun, conçoivent la religion comme « *un reflejo, en su caso, una traducción - distorsionada o no - de una particular realidad social*<sup>710</sup> ». Cette conception révèle le pouvoir de légitimation de la réalité sociale que se sont approprié les systèmes de croyances religieuses au cours de l'Histoire.

Le processus de désacralisation a eu pour conséquence paradoxale de ne plus confiner la transcendance à l'extériorité du social mais de la faire pénétrer à l'intérieur de celui-ci. Dans la perspective ouverte par les études sur la sécularisation politique dans la modernité, de nombreux travaux interrogent la nature du « religieux » qui tend à disparaître et évaluent la persistance du « rôle social » de la religion. Ainsi, Myriam Revault D'Allones<sup>711</sup> soulève l'hypothèse que la sécularisation, présentée comme déclin d'une transcendance, peut être envisagée comme la transformation radicale, substantielle, d'un certain nombre de contenus.

En effet, Carl Schmitt affirmait déjà que la conceptualité politique moderne a hérité de la conceptualité théologique : « Tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'État

---

<sup>709</sup> Carretero Pasin, A.E., 2009, «La “trascendencia immanente”: un concepto para comprender la relación entre lo político y lo religioso en las sociedades contemporáneas», *op.cit.*

<sup>710</sup> Carretero Pasin, A.E., 2009, «La “trascendencia immanente”: un concepto para comprender la relación entre lo político y lo religioso en las sociedades contemporáneas», *op.cit.*, p 3 « un *reflet* ou, éventuellement, une *traduction*, modifiée ou non, d'une particulière réalité sociale» (l'auteur souligne, je traduis)

<sup>711</sup> Revault D'Allones Myriam, « Sommes-nous vraiment "déthéologisés" ? Carl Schmitt, Hans Blumenberg et la sécularisation des temps modernes », *Les Etudes philosophiques*, Presses Universitaires de France, 2004, N°68, pp.25-37, consultable en ligne : <https://www.cairn.info/revue-les-etudes-philosophiques-2004-1-page-25.htm>



sont des concepts théologiques sécularisés<sup>712</sup> ». Hans Blumenberg propose une interprétation moins radicale de la sécularisation comme un réinvestissement de positions devenues vacantes. M. Revault d'Allones situe la divergence entre les deux philosophes dans la possibilité effective d'une discrimination ami/ennemi (vision théologique de C. Schmitt), à l'origine de la neutralisation libérale de la décision politique : « En effet, cette neutralisation de la culture et de l'esprit n'est pas seulement le résultat du processus dont l'étape décisive a été la liquidation de la théologie politique, mais le but même de la modernité politique, c'est-à-dire du libéralisme<sup>713</sup> ».

D'autre part, la conception sociologique de la religion selon Durkheim offre une reformulation de la distinction entre immanence et transcendance adaptée à l'idiosyncrasie des sociétés héritées de la modernité. Pour Durkheim, la religion fonde et assure le maintien de la « conscience commune » sur laquelle se construit l'intégration symbolique et l'homogénéité du social. Selon le sociologue, *Dieu* est la traduction sacrée de *La Société* qui s'auto-construit comme une invisible autorité morale imposée aux individus.

Nous nous proposons donc de démontrer que dans le discours de CFK, le modèle, dans l'aspect prospectif que venons de décrire, apparaît comme un idéal de société réconciliée. Dans ce cadre, il correspond au «*tótem [que] representa(rá) la unidad de lo social bajo una expresión material, el ideal común en donde todos los individuos se adhieren en un espacio de comunión colectivo*<sup>714</sup>». Ce modèle viendrait, alors, occuper la place d'un horizon utopique, néanmoins modéré, par rapport aux utopies révolutionnaires de la modernité, comme nous l'avons expliqué précédemment.

L'espace de communion collective prend corps dans le discours et apparaît sous le terme de modèle ou de projet. Il est à la fois une situation établie, le présent ou un passé très récent, et l'avenir, un objectif à atteindre. Cette ubiquité révèle le paradoxe de la transcendance immanente qui s'explique par le fait que la société réelle porte en elle la société idéale. Émile Durkheim l'explique en ces termes :

*Una sociedad no se puede crear ni recrear sin crear a la vez el ideal. Esta creación no constituye para ella una especie de acto subrogatorio por medio del cual, una vez ya formada, se complementaría; constituye el acto por el que se hace y se rehace periódicamente. Del mismo modo, cuando se opone la sociedad ideal a la sociedad real como dos cosas*

---

<sup>712</sup> Carl Schmitt, *Théologie politique*, trad. franç. Gallimard, 1988, p. 46 in Revault D'Allones Myriam, « Sommes-nous vraiment "déthéologisés" ? Carl Schmitt, Hans Blumenberg et la sécularisation des temps modernes », *op.cit.*, p26

<sup>713</sup> Revault D'Allones Myriam, « Sommes-nous vraiment "déthéologisés" ? Carl Schmitt, Hans Blumenberg et la sécularisation des temps modernes », *op.cit.*, p28

<sup>714</sup> Carretero Pasin, A.E., 2009, p 6 « totem [qui]représente[ra] l'unité de la société sous une expression matérielle, l'idéal commun dans lequel tous les individus adhèrent à un espace de communion collective.» (Je traduis)

*antagónicas que nos arrastrarían en direcciones contrarias, se están realizando y oponiendo abstracciones. (...) una sociedad no está constituida tan sólo por la masa de los individuos que la componen, por el territorio que ocupan, por las cosas que utilizan, por los actos que realizan, sino, ante todo, por la idea que tiene sobre sí misma.*<sup>715</sup>

La société naît et évolue à partir de l'idée qu'elle a d'elle-même. Cette auto-conception se concrétise dans la rencontre entre une réalité et un idéal qui, comme nous venons de l'expliquer, s'est sécularisé dans les sociétés modernes, sans pour autant perdre sa charge sacrée. Le concept de « transcendance immanente » représente cette dynamique de cohésion animée par l'aspiration à une communion collective qui, selon Michel Maffesoli, a connu un déplacement du domaine du sacré vers le politique.

Pour cet auteur, le point d'intersection entre le religieux et le politique se situe dans l'acte fondateur du groupe. La religion est entendue comme l'élément qui *relie*, qui *unit*, les membres d'un collectif sociétal, comme « *lo que reúne a las personas compartiendo un conjunto de presupuestos comunes*<sup>716</sup> »

Un élément principal que nous souhaitons relever du concept de « transcendance immanente » chez cet auteur est le rôle de l'image symbolique. Ainsi, « *la transcendencia inmanente de cada grupo se concretizará en una imagen simbólica representativa de éste, y, al mismo tiempo, esta imagen simbólica será el vehículo que, por antonomasia, nos remitirá a lo trascendente*<sup>717</sup> ».

Notre seconde hypothèse, complémentaire de la première, est donc que, CFK, en tant qu'acteur politique, se construit comme l'élément symbolique qui incarne l'instance collective et, à la fois, le vecteur pour concrétiser la réalisation du modèle. Les différents *ethos* qui apparaissent dans son discours composent, de façon complexe, l'image symbolique de la présidente. Cette conception vient compléter le rôle de médiation du leader dans l'organisation

---

<sup>715</sup>Durkheim Emile, *Las formas elementales de la vida religiosa*, Akal, Madrid, p 394 in Carretero Pasin, A.E., 2009, p 7 « Une société ne peut se créer ni se recréer sans créer à la fois un idéal. Cette création ne constitue pas, pour elle, une espèce d'acte subrogatoire au travers duquel, une fois formée, elle se compléterait ; elle constitue un acte par lequel elle se forme et se reforme périodiquement. De même, lorsqu'on oppose la société idéale à la société réelle comme deux choses antagoniques qui nous mèneraient dans des directions contraires, ce sont des abstractions qui sont réalisées et opposées. (...) une société n'est pas seulement constituée de la masse des individus qui la composent, par le territoire qu'ils occupent, par les choses qu'ils utilisent, par les actes qu'ils réalisent, mais, avant tout, par l'idée qu'elle a d'elle-même. » (je traduis)

<sup>716</sup>Maffesoli Michel, « Conflictos, dinámica colectiva y sociología del conocimiento », en Duvignaud, J. (Comp.), *Sociología del conocimiento*, FCE, México : 146-162, in Carretero Pasin, A.E., 2009, p 17 « ce qui réunit les personnes qui partagent un ensemble de présupposés communs » (je traduis)

<sup>717</sup>Maffesoli Michel, *Au creux des apparences. Pour une éthique de l'esthétique*, Livre de Poche, Paris p112-113, in Carretero Pasin, A.E., 2009, p21, « la transcendance immanente de chaque groupe se concrétisera dans une image symbolique représentative de celui-ci, et, en même temps cette image symbolique sera le lien qui, par antonomase, nous renverra à l'élément transcendant ». (Je traduis)

politique tel que nous l'avons décrite précédemment. En nous situant dans ce cadre sociologique de la « transcendance immanente », nous pouvons prendre en compte la matrice narrative religieuse caractéristique du discours kirchneriste et qui, contribuant au renforcement des identités, conditionne également la construction des antagonismes.

### III. 3. 2. 2. Mise en place d'une logique narrative religieuse dans le discours kirchneriste

Nous avons expliqué que la dynamique d'identification des individus, suscitée par le discours du leader, prend forme dans une logique narrative religieuse et conduit à la constitution du peuple dans la perspective de réalisation du modèle. Nous considérons que cette matrice narrative est une particularité du discours kirchneriste mis en place par NK et qui s'accroît avec CFK, notamment après le décès de celui-ci. En effet, dans le discours de la présidente, l'ancien mandataire tend à être assimilé au modèle, considéré comme son œuvre et son projet.

Nous allons donc premièrement mentionner les éléments principaux de cette matrice narrative. Dans le contexte du discours kirchneriste, elle s'inscrit dans l'imaginaire religieux occidental dominé par la culture judéo-chrétienne. Pour présenter sa mise en place dans le discours de NK, nous nous appuyons sur un corpus réuni par Nicolás Bermúdez<sup>718</sup> à partir duquel nous soulignons les constructions qui relèvent de la logique narrative religieuse.

Dans un premier temps, l'auteur signale l'utilisation récurrente de la métaphore de la sortie de l'enfer qui instaure une interaction entre le domaine théologique et la situation sociale, politique et économique du pays. En voici un exemple :

*Nos va a llevar mucho tiempo levantarnos y salir del infierno al que nos han llevado. Lo importante es que cada día veamos que vamos dando un pasito tras otro para adelante, porque sólo se sale con esfuerzo, con trabajo, con solidaridad.*<sup>719</sup>

Cette métaphore, qui exprime la situation de chaos social vécu en Argentine, offre dans l'imaginaire religieux un espoir de rédemption. Si le président déclare que la situation actuelle équivaut à l'enfer, c'est pour en signaler la volonté d'en sortir. La rédemption dépend de la participation de tous, orientée vers ce même objectif.

Il est intéressant de noter que NK utilise cette métaphore en 2004, donc au début de son

---

<sup>718</sup> Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», Acta Poética 35-1, enero-junio 2014, UNAM p11-43

<sup>719</sup> Discours de Néstor Kirchner, día de la independencia, 09/07/2004, in Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», *op.cit.* ( Je souligne )

mandant. Cependant, le corpus cité relève une autre citation de la même construction à la fin de son mandat en 2007 :

*Espero poder decirles a los argentinos el 10 de diciembre de 2007 que la República Argentina está saliendo del infierno y vendrá la discusión estratégica para construir un país con un perfil estratégico, después de la tremenda crisis que nos tocó vivir.*<sup>720</sup>

Dans ce fragment, le président non seulement insiste sur l'aspect progressif de la sortie de l'enfer à travers la construction verbale mais, de plus il renvoie ce processus à décembre 2007, c'est-à-dire à la fin de son mandat<sup>721</sup>. Nous notons donc que la métaphore de la « sortie de l'enfer » opère sur le long terme et contribue dans l'imaginaire religieux à maintenir la mobilisation des fidèles entre espoir de salut et crainte de l'abîme. Cette construction perdure dans le discours de CFK.

Le second point que nous voulons relever de l'article cité concerne l'*ethos* du locuteur élaboré en relation avec son arrivée à la présidence. Ainsi, NK affirme sa volonté d'exercer le pouvoir en restant fidèle à ses convictions. De cette manière, lors de son discours d'investiture, il déclare : «*me sumé a las luchas políticas con valores y convicciones a las que no pienso dejar en la puerta de entrada de la Casa Rosada*<sup>722</sup>.» Nous considérons que ces paroles répétées en de nombreuses occasions par NK, mais également reprises par CFK, sont un gage d'honnêteté du président : dans une profession de foi régulière, il réaffirme sa fidélité à ses engagements. Cependant, elles fonctionnent également comme une litanie qui s'intègre à l'imaginaire et au discours kirchneristes<sup>723</sup>.

De plus, nous pouvons ajouter que le modèle énonciatif selon lequel NK présente son arrivée à la présidence peut se lire comme une reformulation du schéma que Silvia Sigal et Eliseo Verón proposent dans le cas de Juan Domingo Perón<sup>724</sup>. Cependant, l'« arrivée

---

<sup>720</sup> Discours de Néstor Kirchner, conmemoración de la Revolución de Mayo, 25/05/2007, in Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», *op.cit.*

<sup>721</sup> Signalons que nous ne traitons pas ici des conditions socio-économiques objectives de l'Argentine en 2007 qui étaient meilleures qu'en 2004 mais qui supposerait dans un premier temps de s'interroger sur les critères qui permettent de considérer que le pays est sorti de la crise et a atteint une situation satisfaisante. Dans le cadre de cette thèse nous nous intéressons à l'aspect perlocutoire du discours de NK.

<sup>722</sup> Discours d'investiture de Néstor Kirchner, 25/03/2007, in Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», *op.cit.*

<sup>723</sup> Dans le cas que nous étudions, la conservation des principes à l'arrivée au pouvoir témoigne du courage et traduit un rejet tacite d'expériences, comme celles du ménémisme, au cours desquelles l'action du gouvernement a démenti les promesses de campagne.

<sup>724</sup> Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1<sup>re</sup>ed. 3<sup>re</sup>reimp., Eudeba, 2010, p29-47. Nous avons brièvement abordé ce point dans la partie II. 4.1. Perón et le peuple argentin. Selon ces auteurs, Perón «construye su posición de enunciador como la de alguien que llega» de l'extérieur. Dans un premier temps, dans une représentation de l'humble soldat qui vient du militaire pour s'unir à la population civile. Lors de son retour d'exil, il développe également cette métaphore,

providentielle » dans le discours de Perón lui confère un rôle d'acteur central sur le chemin vers la «*rendición social*<sup>725</sup>» à laquelle aspire l'instance collective mais parallèlement relègue l'instance collective dans la passivité. Cet aspect diffère dans le discours kirchneriste, car NK convoque les destinataires dans une configuration horizontale, c'est-à-dire qu'il les invite à le rejoindre pour une construction conjointe<sup>726</sup> tel que nous pouvons le lire dans le passage suivant :

*[...] que me tomen de la mano y me ayuden, les pido que me acompañen, como presidente los necesito, porque si ustedes me dan la mano y me acompañan, este pueblo va a avanzar y va a seguir consolidando el nuevo tiempo.*<sup>727</sup>

Nicolás Bermúdez considère que NK se conçoit comme un homme providentiel. Cette image va effectivement se confirmer rétrospectivement au cours du processus kirchneriste, à partir de la construction discursive d'un trait typique de l'homme providentiel : l'arrivée qui signifie une rupture dans le temps. En effet, nous avons déjà pu observer que CFK conçoit l'année 2003 comme une année charnière, une année zéro.

Pour conclure, nous pouvons retenir que le discours de NK pose les bases d'un imaginaire religieux qui va se développer au cours du kirchnerisme et dans le discours de CFK. Les principaux traits que nous pouvons en retenir sont l'espoir de dépassement de la situation de chaos lié à l'engagement d'un homme. Nous pouvons également considérer que la fidélité aux promesses fréquemment répétées au travers d'une même représentation (le maintien des convictions après avoir passé la porte de la Casa Rosada) pose les bases d'une litanie dans le patrimoine discursif kirchneriste. Enfin, les pro-destinataires sont sollicités pour agir de façon solidaire afin d'atteindre un des objectifs définis par exclusion, à savoir « la sortie de l'enfer ».

---

enrichie cette fois-ci par son retour depuis l'extérieur géographique. Ainsi, Perón relate son action comme un service qu'il vient rendre au « peuple argentin » dans lequel il n'est pas dans un premier temps inclus.

<sup>725</sup> Discours de J. D. Perón, 12/ 02/1946, «*rédemption sociale*» in Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, op.cit., p.31

<sup>726</sup> Cette dynamique de convocation diffère également de celle avancée par Menem dans son slogan de campagne électorale, « *siganme, no los voy a defraudar* », que N. Bermúdez associe à un dispositif messianique. Si le positionnement du président, au cours du kirchnerisme, se charge d'une composante messianique, ici, la demande d'aide formulée par NK fait davantage appel à la compassion.

<sup>727</sup> Discurso de Néstor Kirchner, 09/07/2009, in Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», op.cit.

### III. 3. 2. 3. Approfondissement de la matrice narrative religieuse dans le discours de CFK

Cette sous-partie nous permet de confirmer que la logique narrative religieuse identifiée dans le discours de NK, perdue chez CFK et acquiert une dimension particulière à la suite du décès de NK. En effet, nous considérons que cette matrice narrative conduit à une assimilation partielle entre le modèle et l'ancien président fréquemment associé à son œuvre et son projet.

La première dimension notable du discours de CFK après le décès de NK, est la signification donnée à l'événement ; sa mort est interprétée comme un sacrifice, comme un don de soi pour le bien-être du peuple :

*A veces pienso que tenerlo a él fue lo que me permitió sobrellevar todo aquello, pero es ahora esa fuerza, esa convicción y también ese sacrificio que él hacía permanentemente y que finalmente se lo terminó llevando...*<sup>728</sup>

Dans ce passage, la présidente fait référence à son parcours politique au niveau régional et évoque le soutien de NK, désigné par le pronom personnel de troisième personne, « él », face aux difficultés rencontrées. Toutefois, rapidement, la personne est évoquée de façon métonymique par ses attributs : la force, la conviction et le sacrifice. Ces caractéristiques orientent son action vers un but supérieur ou extérieur à sa personne, qui n'est pas nommé mais toujours latent dans le discours : le projet kirchneriste

Les exemples qui font référence au sacrifice sont nombreux. Notons celui-ci dans lequel le sacrifice représente un don de soi pour le peuple mais souligne également un engagement à contre-courant par rapport au monde politique :

*[...]hacia él fundamentalmente que merecía como pocos el amor de un pueblo por el cual siempre se sacrificó y creyó profundamente en él, cuando nadie creía en Argentina. Cuando se despreciaba a su pueblo él se jugó todo lo que tenía por ese pueblo y por ese país y salimos adelante...*<sup>729</sup>

Nous pouvons identifier ici deux types d'interactions : les deux premières sont de l'ordre de l'immanent et la troisième consacre la transcendance immanente. Dans un premier temps, le représentant reçoit l'amour des représentés, une forme de reconnaissance en réponse au sacrifice que le représentant offre au peuple et à la confiance qu'il dépose en lui. La construction est ambiguë car le sujet de « *creyó*<sup>730</sup> » peut également être le peuple qui a cru en NK. Cette relation

---

<sup>728</sup> Palabras de Cristina Fernández de Kirchner, Inauguración del Club Boca de Río Gallegos, 23-03-2011

<sup>729</sup> Palabras de la presidenta, CFK, Inauguración del centro de atención UPA, en Lomas de Zamora, 02-12-2010

<sup>730</sup> Grammaticalement, le dernier sujet est « él » qui régit les verbes « *merecía* » et « *sacrificó* ». Cependant, le dernier nom singulier est « *pueblo* » est peu conduire à une ambiguïté à l'oral.

de réciprocité conduit à une réalité qui la dépasse exprimée par : «*salimos adelante*». Cette construction métaphorique et elliptique répond à la représentation de la crise de 2001, comme un pays au cœur de l'enfer. Notons cependant que la locution «*salir adelante*» désigne à la fois le résultat et le processus. Le modèle n'est pas explicitement désigné mais l'ancien président est bien associé à l'œuvre qu'il a réalisé pour l'Argentine, laquelle place le peuple au cœur de l'action politique et permet à celui-ci de dépasser sa situation initiale («*salimos adelante*»). D'autre part, signifier la mort de NK comme un sacrifice, transforme l'homme en entité sacrée qui transcende les misères terrestres, or le sacrifice est un topos du christianisme et par conséquent, le paradigme de toute sacralisation laïque.

De plus, le sacrifice de Kirchner reproduit sous plusieurs aspects mais dans un contexte différent, le martyr d'Eva. Nous pouvons considérer qu'il s'agit d'un mythe, en tant qu'un énoncé élémentaire constitutif d'un mythe<sup>731</sup>, selon Claude Levi Strauss. Ainsi, dans les deux cas, la tension entre la passion, la volonté et le corps est mise en avant. Dans le discours de CFK, NK possède un corps mortel qui ne peut contenir la force passionnelle, une volonté qui dépasse l'ordinaire :

*Por eso creo que un poquito que le pasó, además de esa pasión que él tenía, de esa cosa tan fuerte de sentir las cosas que yo a veces le decía...Yo lo calmaba a veces, "no te hagas tanto problema" y era a mí a la que me estaban haciendo cosas. Bueno, tal vez, a lo mejor contribuyó, pero no importa, ya es la historia.*<sup>732</sup>.

Apparaît ici un *ethos* déjà évoqué chez CFK : face à la passion de NK, elle semble représenter la raison. En effet, elle précise son rôle qui consistait à calmer son conjoint, l'épouse qui apporte le calme dans le foyer. De plus, une nouvelle interaction est représentée ici : lorsqu'elle est l'objet de critiques ou d'attaques, c'est-à-dire lorsqu'elle catalyse l'adversité, c'est lui qui réagit et, en retour, elle lui apporte la sérénité. Ces interactions soulignent la complémentarité du couple uni par un même projet :

*[...] la voluntad, lo que siempre nos movió a nuestra generación, lo que siempre lo movilizó a él, un hombre con una voluntad como no he visto en otra persona, una voluntad para seguir adelante pese a todo, una voluntad capaz de entregar su propia salud, su propio cuerpo, que le quedó chico para tanta fuerza y tanta voluntad*<sup>733</sup>

Dans le projet kirchneriste, la volonté qui animait de nombreux jeunes militants et,

---

<sup>731</sup> Claude Levi Strauss étudie la structure du mythe sous l'angle du structuralisme. Le mythe est perçu comme un système de communication que l'anthropologue analyse comme un être linguistique. Voir à ce sujet Levi Strauss Claude, « La structure des mythes », *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

<sup>732</sup> *Palabras de la presidenta CFK, inauguración de obras de infraestructura* en Mar del Plata, 04 -02-2011

<sup>733</sup> *Palabras de la presidenta CFK, Acto del 9 de Julio en Tucumán*, 09-07-2011

notamment NK et CFK, perdure. En revanche, comme nous l'avons expliqué précédemment la nature du modèle envisagé a changé. Il ne s'agit plus de conduire à une Révolution et à la «Patria socialista». Le projet se focalise sur la volonté de lutter pour le peuple, qui est au coeur du projet.

D'autre part, la mort de Kirchner est également le résultat d'une extraordinaire démesure d'énergie au détriment de soi : comme Eva, ils sont littéralement poussés par leur passion au point d'offrir leur corps au peuple. CFK souligne cette relation : «*Sin pasión, seguramente, esta señora que está acá atrás mío no hubiera transformado, la pasión la consumió. A esa sí que la pasión la consumió, como a otro que yo conocí durante mucho tiempo*<sup>734</sup>»

Ainsi, représenter NK comme martyr qui se sacrifie pour le bonheur de tous établit une équivalence avec Eva, mais positionne également l'ancien président comme le représentant de tous les argentins qui ont donné leur vie en luttant pour la nation. Dans un premier temps, la figure de NK est associée aux personnages emblématiques et aux héros de l'histoire de l'Argentine. CFK souligne particulièrement ce lien aux cours des commémorations des fêtes nationales :

*como soñaron Rosas, San Martín, Belgrano, Moreno, Castelli, Monteagudo, todos los hombres y todas las mujeres que lucharon por esos ideales. Él también, sí, él también, él y muchísimos más, más anónimos, menos reconocidos, tal vez, él representándolos, pero tantos argentinos que han dado sus vidas para vivir en una sociedad más justa, más libre, más igualitaria, más democrática, más de todos*<sup>735</sup>

A nouveau, le sacrifice de NK représente davantage que ce qu'il est, le don de soi pour son peuple. Il symbolise également le lien entre la lutte et l'idéal poursuivi, les anonymes et les figures héroïques de la nation, car ce qui le caractérise est la relation particulière qu'il entretient avec un modèle de pays : «*Él supo que otro país era posible, como también lo supieron esos hombres y mujeres que con inmensas dificultades construyeron nuestra historia.*<sup>736</sup>»

Cependant, si NK représente ceux qui ont lutté pour construire l'Argentine de façon atemporelle, il entretient une relation privilégiée avec la génération des victimes de la dictature. Lui-même l'avait annoncé lors de son investiture en 2003 en déclarant «*Formo parte de una generación diezmada*». Cette relation est régulièrement mentionnée dans les discours de CFK pour faire de l'ancien président le symbole d'une jeunesse absente mais dont la volonté s'exprime encore, comme une réparation pour les victimes, sous la forme d'un accomplissement

---

<sup>734</sup>Palabras de la presidenta CFK, Acto de lanzamiento del plan general de ganados y carnes, 30-03-2011

<sup>735</sup>Palabras de la presidenta CFK, Acto por el día de la Soberanía Nacional, 20-11-2011

<sup>736</sup>Palabras de la presidenta CFK, Acto del 9 de julio, Tucumán 9-07-2011



à atteindre car resté inachevé. L'exemple suivant illustre cette double opération:

*...eso es tal vez, lo que él en el fondo quería, que su nombre, en representación de miles y miles de anónimos, que dieron su vida y que no pudieron ver esto, estén representados en él. Por eso nos acompañan las Madres, por eso nos acompañan las Abuelas...*<sup>737</sup>

Dans *¡Y al final un día volvimos!*<sup>738</sup>, Ana Soledad Montero montre que les croyances et valeurs des jeunes des mouvements militants des années soixante-dix constituent les bases sur lesquelles se sont construites les croyances et les valeurs de NK. Dans l'imaginaire politique, comme le souligne G. Souroujon<sup>739</sup>, cette génération est, non seulement associée à un idéal progressiste (l'équité, l'étatisme), mais surtout à une conception de l'interaction dans la vie publique dans laquelle la figure du militant s'inscrit comme la plus grande vertu. De plus, lorsque nous avons traité de l'*ethos* militant, nous avons souligné que la figure militante de NK, associée aux mouvements des années soixante-dix, suppose un don total à la cause, envisagée comme un idéal final. Par conséquent, l'énergie excessive de Kirchner reflète un militantisme perpétuel. Il est donc un martyr du militantisme comme le furent, dans d'autres circonstances, les membres de sa génération.

Cependant, cette nouvelle lutte s'éloigne en deux points de celle des militants des années soixante-dix. Si, dans un premier temps, les références à la justice sociale et à l'équité notamment perdurent, la nature du projet a changé. Comme nous l'avons expliqué, le modèle, en tant qu'entité abstraite comporte des objectifs plus pragmatiques de gestion du pays. D'autre part, la référence au sacrifice qui évoque, entre autres, celui de militants de la génération des années soixante-dix, ne marque pas une fin en soi. Au contraire, il invite la jeune génération à reprendre son combat.

L'économie du sacrifice suppose que la victime soit une monnaie d'échange contre d'autres biens. Dans ce contexte, la disparition du représentant exacerbe la nécessité de maintenir vivant son projet et suppose que les représentés s'en saisissent pour le mettre en œuvre. Pour pallier la mort physique du martyr, le discours et l'imaginaire s'efforcent de lui donner d'autres formes de vie. Ainsi, dans plusieurs passages des discours de CFK nous trouvons la phrase «*Néstor vive*» qui reprend de manière intertextuelle la consigne «*Evita vive*» :

---

<sup>737</sup>Palabras de la presidenta CFK, Acto por el 38° aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, 11-03-2011

<sup>738</sup>Montero Ana Soledad, *¡Y al final un día volvimos! Los usos de la memoria en el discurso kirchnerista (2003-2007)*, Buenos Aires, Prometeo, 2011, 318 p.

<sup>739</sup>Souroujon Gastón, «La relación entre la lógica religiosa y lo político en las democracias liberales. La sacralización política de Néstor Kirchner», *Reflexión Política*, Universidad Autónoma de Bucaramanga, Colombia, vol. 18, núm. 35, junio, 2016, p.22

*La verdad que creo que hoy estamos conmemorando muchas cosas, no solamente son los 60 años de la televisión argentina, en ese fantástico corto que se ha hecho: "Evita vive", la historia vive, Néstor vive"* <sup>740</sup>

Cette construction, telle que le souligne le titre du court métrage présenté, souligne une nouvelle fois le lien entre les deux martyrs sacralisés de l'Histoire de l'Argentine. Elle enrichit également l'imaginaire du « retour » : une nouvelle fois, face à l'adversité et malgré les revers de l'Histoire, la volonté populaire est toujours présente.

Au-delà de la formulation explicite, «*Néstor vive*», proche du mode incantatoire, il est intéressant d'observer les manifestations de sa présence après son décès :

*...voy a terminar de hablar porque allá veo una bandera en el fondo que recién me levantaron que decía "Néstor vive". Sí claro, que sí, vive en esta fábrica, en Tartagal, en ese laboratorio de pericias forense...* <sup>741</sup>

*Así es, en los pibes que cobran la Asignación, él vive, en los jubilados que cobran una mejor jubilación también, en los docentes, en las universidades, en los científicos que volvieron al país, porque hemos recuperado la esperanza, en los empresarios que han vuelto a invertir, en los miles de comercios que se han vuelto a abrir, porque hay argentinos que consumen, por eso tenemos tantos comercios, porque hay muchos argentinos que hoy han vuelto a consumir. Vive también en esos profesores de la universidad que han vuelto a recuperar salarios dignos, en los trabajadores, en los más de 5 millones de trabajadores que se han incorporado* <sup>742</sup>

Ces exemples nous montrent que, au-delà de la mort physique de NK, son œuvre et surtout la dynamique qui l'a inspirée survivent. Par conséquent, la communauté kirchneriste réunit tous ceux qui ont bénéficié des politiques mises en place par l'ancien président.

Le dernier point que nous abordons pour expliquer le processus de sacralisation du modèle kirchneriste à travers la personne de NK est la reformulation du serment lors de l'investiture de CFK en 2011 auquel nous avons déjà fait référence en relation avec l'ethos militant.

G. Souroujon considère que cet événement constitue la culmination de la sacralisation laïque de Néstor Kirchner. Dans ce contexte, l'ancien président dépasse la position de représentant d'une génération ou de leader sacralisé d'une partie de la population. Les paroles de CFK positionnent la figure de NK au même rang que «*las dos entidades universales que operan como garantes últimos de la unidad de los argentinos, símbolos que trascienden las*

---

<sup>740</sup> *Palabras de CFK*, Acto por el 60° aniversario de la primera emisión de Televisión argentina, 17-10-2011

<sup>741</sup> *Palabras de CFK*, Visita a la provincia de Salta, 28-03-2011

<sup>742</sup> *Palabras de CFK*, Acto de inauguración del nuevo tramo de la Línea Comahue-Cuyo, 26-09-2011

*partes que interactúan en la arena política: la Patria y Dios.*<sup>743</sup>»

Par conséquent, selon l'auteur, c'est à ce moment que NK se transforme en une transcendance immanente. Cependant, si, comme nous l'avons proposé nous considérons que l'ancien président se transforme, dans le discours, en une représentation du modèle, c'est davantage son œuvre et son projet qui sont sacralisés.

L'article présente l'argumentation suivante :

*Al colocar en un plano equivalente a Dios, la Patria y Néstor Kirchner este último se convierte en un trascendente inmanente, que tal como hemos argumentado se erigen como un criterio de legitimidad que inhibe cualquier tipo de cuestionamiento, Kirchner de esta forma se transforma en una fuente de legitimidad al que apelar y no en un particular que requiere ser legitimado. A la vez que se erige como un criterio de identidad (...), cuya contracara es la exclusión de la comunidad de quienes no reconocen su status; el desleal a Kirchner se encuentra en un plano equivalente al desleal a la Patria o el hereje a Dios, un traidor a los elementos primeros sobre los que se funda y justifica la vida política nacional. No comulgar con él es igual que estar en contra de los intereses de la Patria.*<sup>744</sup>

Nous souhaitons discuter deux points présentés dans ce paragraphe.

Dans un premier temps, effectivement, la formule prononcée par la présidente place au même niveau Dieu, la Patrie et Néstor Kirchner. Cependant, nous devons nous interroger sur les parties concernées par ce serment. Il s'agit d'une formule qui engage la locutrice face aux trois entités auxquelles elle fait référence. Dans ce cadre, et prenant en compte le fait que l'ancien président devient le représentant par antonomase du modèle, nous pouvons considérer que cette formulation enrichit l'*ethos* de la présidente. En effet, la question que nous devons nous poser est : quelle image de la locutrice nous renvoie cette formule disruptive dans un discours institutionnel fortement marqué par la tradition ?

A ce propos, nous avons abordé quelques pistes d'analyse lorsque nous avons traité de l'*ethos* militant. Cette formule traduit la détermination et la fidélité à un modèle porté depuis

---

<sup>743</sup>Souroujon Gastón, «La relación entre la lógica religiosa y lo político en las democracias liberales. La sacralización política de Néstor Kirchner», *op.cit.*, p 24, « les deux entités universelles qui opèrent comme garantes ultimes de l'unité de tous les Argentins, symboles qui transcendent les parties qui interagissent dans l'arène politique : la Patrie et Dieu. » (je traduis)

<sup>744</sup> Souroujon Gastón, «La relación entre la lógica religiosa y lo político en las democracias liberales. La sacralización política de Néstor Kirchner », *op.cit.*, p.25, « En plaçant sur un pied d'égalité Dieu, la Patrie et Néstor Kirchner, ce dernier se transforme en une transcendance immanente, qui tel que nous l'avons démontré s'érigent comme un critère de légitimité qui inhibe tout questionnement, Kirchner devient ainsi une source de légitimité sur lequel s'appuyer et non un élément particulier à légitimer. Parallèlement, il s'érige en critère d'identité (...) dont le pendant est l'exclusion de la communauté de ceux qui ne reconnaissent pas son statut ; qui n'est pas loyal à Kirchner se trouve dans la même situation que le traître à la Patrie ou l'hérétique à Dieu, un traître aux éléments premiers sur lesquels se fonde et qui justifie la vie politique nationale. Ne pas communier avec lui équivaut à être contre les intérêts de la Patrie. »

plusieurs années. C'est également la marque d'une affirmation identitaire qui peut refléter des convictions personnelles du locuteur différentes de celles passivement incluses dans la formule traditionnelle<sup>745</sup>. Changer la formulation traditionnelle du serment prononcé par les présidents lors de la cérémonie d'investiture équivaut à revendiquer une image de soi en rupture avec la tradition ou, dans ce cas précis, au carrefour de plusieurs traditions.

La locutrice élabore un *ethos* moral basé sur ses convictions religieuses mais également sur ses convictions politiques et idéologiques présentées dans le projet kirchneriste. Cette représentation peut favoriser la constitution du corps social dans une processus d'identification mais peut également provoquer le rejet de certains destinataires. Cette opération entre ainsi dans le mécanisme de renforcement des identités dans le discours de CFK, à la fois explicite et dynamique.

Dans un deuxième temps, l'analyse citée considère que plus qu'un processus d'universalisation du particulier tel que le conçoit Ernesto Laclau<sup>746</sup>, il s'agit de la sacralisation du particulier. Dans la première logique, les vestiges particuliers qui demeurent dans celui qui incarne l'universel reflète l'impossibilité de satisfaire complètement le vide de l'universel. Par conséquent la dynamique de construction hégémonique offre la possibilité à d'autres particuliers de remplacer ces premiers pour incarner une forme d'universalité. Pour G. Souroujon, la sacralisation, l'assimilation à Dieu et à la Patrie de NK exclut de la communauté et donc du jeu politique, « *el desleal a Kirchner [quien] se encuentra en un plano equivalente al desleal a la Patria o el hereje a Dios,* ».

Cet axe d'interprétation nous renvoie au *continuum* présenté par Marcela Cristi entre religion civile et religion politique :

La relation dialectique entre la religion civile et la religion politique peut-être envisagée comme une tension entre des valeurs, des croyances et des idées spontanées et imposées. (...)

Alors que la doctrine de Durkheim conçoit une religion civile basée sur l'intégration et la coopération, qui n'envisage pas l'acceptation soumise à la croyance, Rousseau, en revanche, crée une religion civile de contrainte qui impose une loyauté sans faille et un engagement inconditionnel.<sup>747</sup>

---

<sup>745</sup> D'autres variantes sont apparues sur cette formule prononcée lors des cérémonies d'investiture. En 2019, Alberto Fernandez prête serment à la présidence «por Dios, la Patria y los Santos Evangelios», CFK pour la vice-présidente déclare : «Si así no lo hiciera, que Dios, la Patria y el Pueblo -como siempre- me lo demanden». <https://www.infobae.com/politica/2019/12/10/en-vivo-la-asuncion-de-alberto-fernandez/> D'autre part Axel Kicillof, lors de la cérémonie d'investiture comme gouverneur de Buenos Aires prête serment « Por la patria y por el pueblo de la provincia de BSAS », en excluant « Dios ». <https://www.youtube.com/watch?v=xaMIQa0KBfI>

<sup>746</sup> Laclau Ernesto, *la razon populista*, op.cit.

<sup>747</sup> Cristi Marcela, *From civil to political religion*, Ontario: Wilfrid Laurier University Press, 2001, p. 232

«*The dialectical relation between civil religion and political religion can be approached as a tension between*

Effectivement, le discours de CFK cherche à créer une communion autour d'un projet qui dépasse la simple addition des individus qui la compose. Les opérations visant à créer cette cohésion sont constantes et apparaissent sous différentes formes. De cette manière, pour convaincre ses destinataires et renforcer les convictions des pro-destinataires qu'elle cherche à mettre en action, le discours de CFK va inclure différents procédés. Certains s'appuient sur une construction argumentative explicite alors que d'autres vont s'inscrire dans un schéma narratif religieux ou mythique. Cependant, ces opérations n'excluent pas systématiquement ceux qui n'adhèrent pas au projet proposé par NK. Nous traiterons ce point dans la partie IV de notre travail. En ce qui concerne la formulation du serment que nous étudions ici, l'introduction de «*él*», n'entraîne pas, *de facto*, l'exclusion hors de l'instance collective, des destinataires qui ne reconnaissent pas NK comme une figure particulière, ou qui ne se retrouvent pas dans le projet que représente NK car, dans ce cas, tout Argentin qui ne croit pas en Dieu ou ne professe par la religion catholique serait également exclu de l'instance collective.

Nous considérons donc que les références à NK telles qu'elles sont construites, s'inscrivent dans un dispositif visant à orienter l'instance collective vers la mise en œuvre, à différents degrés d'investissement du projet kirchneriste, processus dans lequel le rôle de l'énonciatrice est fondamental.

### **III. 3. 2. 4. CFK comme médiatrice entre l'instance collective et le modèle : le peuple mis en action**

Dans le cadre narratif que nous venons de décrire, nous allons montrer que les *ethos* élaborés par CFK s'inscrivent dans un dispositif qui oriente la subjectivité des individus vers une construction collective. En effet, par le contenu de son discours mais également par sa forme, la locutrice conduit les destinataires dans une quête. Au niveau de la composition du discours, ce phénomène apparaît à travers certains schémas narratifs, les liens hypertextuels et la composition syntaxique. Nous pouvons également citer certaines similitudes entre le schéma narratif classique du mythe et celui mis en place par la présidente. Rappelons les éléments essentiels qui le composent : la situation initiale qui marque le point de départ du récit, présente les personnages et renseigne sur le cadre dans lequel se déroule l'histoire ; l'élément perturbateur ou déclencheur vient mettre un frein ou un obstacle à la situation initiale présentée sous

---

*spontaneous and enforced values, beliefs and ideas. (...)*

*While Durkheim's doctrine yields a civil religion of integration and co-operation, which does not contemplate submissive acceptance to the creed, Rousseau, by contrast, creates a civil religion of constraint that demands unquestionable loyalty and unconditional commitment. » (Je traduis)*

différentes formes, soit l'arrivée ou la disparition d'un personnage, soit un événement extérieur, soit une décision que prend un personnage; et alors commencent les péripéties ou les actions de l'élément déclencheur qui a rompu les conditions de la situation initiale.

Ainsi, dans de nombreuses séquences narratives du discours de CFK, nous constatons la mise en place d'une situation initiale qui reflète la désolation et la destruction : «*el derrumbe moral, cultural, institucional y político del año 2001*<sup>748</sup>». Le contexte post-crise de 2001 instaure une ambiance apocalyptique.

Face à cette scène de chaos, un homme providentiel apparaît et par lui, naît la possibilité d'inverser la situation initiale défavorable : «*el compañero Kirchner comenzó la tarea de reconstruir un país desde sus propias cenizas*<sup>749</sup>». L'élément modificateur, qui enclenche le récit que nous livre le discours de la présidente surgit d'une prise de conscience : «*Y un día dijimos que había que terminar con esa política de subordinación y el mundo no se cayó, sino que la Argentina se levantó [...]* <sup>750</sup> ». Ce dernier fragment d'exemple révèle également une autre composante du récit mythique, à savoir la crainte qui régnait sur la population et l'idée qui s'était imposée, selon laquelle tenter d'affronter et d'inverser la situation chaotique pouvait précipiter l'Argentine dans une chute fatale, dans l'abîme.

À cette structure particulière du récit mythique, s'ajoute un lien intertextuel<sup>751</sup> avec d'autres récits mythiques de l'imaginaire religieux judéo-chrétien. En effet, nous pouvons citer l'exemple de similitude avec le récit de la sortie d'Égypte par le peuple juif, dans le récit de l'Ancien Testament. Ainsi, Moïse invite le peuple d'Israël, alors sous le joug égyptien, à le suivre pour rejoindre la Terre Promise. Cependant, les Juifs se montrent d'abord divisés car certains craignent plus l'inconnu que la situation d'esclavage qu'ils vivent depuis leur enfance. Finalement, le peuple élu se met en marche et Israël devient la Terre Promise.

Dans cette lignée, les discours de CFK offrent de nombreux exemples qui associent l'Argentine à la Terre Promise. Ces occurrences soulignent les richesses naturelles offertes par le climat et le sol argentin mais envisage également l'Argentine comme une terre où les individus peuvent se réaliser et réaliser leur rêve, une sorte d'eldorado :

*Estamos ante una oportunidad histórica porque hemos sido bendecidos*

---

<sup>748</sup> *Palabras de la presidenta de la nación durante el acto de celebración del Día de la Democracia y de los Derechos Humanos, en la Plaza de Mayo, 09-12-12*

<sup>749</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto realizado por su visita a la ciudad de Catriel, donde inauguró una clínica materna y un club social, en la provincia de Río Negro, 06-09-2010*

<sup>750</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-10*

<sup>751</sup> G. Genette parle de lien intertextuel lorsqu'un texte, « l'hypotexte » est présent dans un autre, alors désigné l'«hypertexte ». Dans cette relation, il y a un rapport d'imitation qui engendre quelque chose de nouveau mais qui ne cache pas le texte imité. Voir : Genette, Gérard, *Figures III*, Paris (France), Éditions du Seuil, 1972.

*por Dios por tener un territorio con la riqueza y la diversidad que nos hacen propicio para la agricultura, para la ganadería, para el turismo.*<sup>752</sup>

*Esto de ser la mejor carne no es solamente un mérito de los argentinos, es un mérito de Dios, porque nos dio esta pampa húmeda que tenemos, nos dio un clima especial, que es precisamente lo que caracteriza a la industria argentina, no es que lo hayamos puesto los argentinos, lo puso Dios. Los economistas dicen que esto se llama renta en lugar de beneficio, porque es algo que no tiene que ver con lo que han hecho los empresarios sino son calidades específicas que tenemos por la llanura, por el clima, etcétera.*<sup>753</sup>

Ces fragments illustrent la construction d'un imaginaire collectif dans lequel la réalité est réinterprétée selon les références de l'imaginaire religieux.

D'autres parallélismes peuvent s'établir entre les récits bibliques et les récits inclus dans les discours de CFK. Au niveau syntaxique, nous observons le choix d'un lexique connoté dans l'imaginaire judéo-chrétien mais également le rythme apporté par les énumérations. Ainsi, la présidente mentionne «*El vino a levantar a los que estaban humillados, sumergidos y olvidados*<sup>754</sup>». Ce fragment illustre la relation entre l'homme providentiel et les victimes de la crise de 2001 associées dans leur représentation aux peuples opprimés. De même, cet autre exemple illustre le traitement accordé aux responsables du chaos : «*fue una persona que vino del Sur a rescatar a los políticos y a los empresarios de esta Argentina*<sup>755</sup>». Dans cette quête semée d'épreuves, le héros se montre clément pour les responsables de la destruction comme l'envoyé de Dieu accorde le pardon aux pêcheurs selon la morale judéo-chrétienne. Nous retrouvons cette dynamique dans les relations avec les forces antagoniques (Partie IV).

D'autre part, nous considérons que le discours de CFK est empreint d'une sémantique spirituelle dans laquelle la présidente explicite ses croyances personnelles :

*Por eso muchas gracias a todos ustedes. Muchas gracias a esta familia que confía en Dios y que ha tomado como lema el confiar en Dios. Permítanme familia Batista agregar al lema de ustedes confiamos en Dios, la parte en la que yo también confío además de Dios, confiamos en Dios y en el pueblo que es lo mejor que tenemos.*<sup>756</sup>

---

<sup>752</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park; 14-09-10

<sup>753</sup> Inauguración de un frigorífico en Ponedvedra, Merlo, provincia de Buenos Aires, 11-07- 2008

<sup>754</sup> Palabras de la Presidenta de la Nación durante el acto de inauguración del II encuentro de Comunicación Audiovisual, en el marco del 27º Festival Internacional de Cine de Mar del Plata. 23-11-12

<sup>755</sup> Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en el acto en el salón de las mujeres argentinas del bicentenario, Casa Rosada, 21-04-2014

<sup>756</sup> Palabras de la presidenta Cristina Fernández de Kirchner en la inauguración de un frigorífico en Ponedvedra, Merlo, Provincia de Buenos Aires. 11-07- 2008

Cette profession de foi renvoie la réalité dans le domaine mystique. L'appréhension des épreuves de la vie passe par le filtre de la volonté de ces signifiants vides que sont Dieu et le peuple, ce qui les dédouane d'une lecture rationnelle. Le fragment suivant en offre également un exemple :

*“El amor a Dios, al prójimo y a la familia”, dice ese cartel; eso es algo muy importante, me encanta ese cartel hecho a mano, me encanta. (APLAUSOS) Es muy importante porque yo siempre digo cuando uno da cosas buenas también termina más tarde, tal vez, que temprano recibiendo lo mismo y cuando uno lo único que da es mala onda, mala cosa, mala fe también termina recibiendo lo mismo. Yo creo mucho en mi país, creo profundamente en él, creo que tenemos una oportunidad en este siglo XXI, que vivimos, muy grande y yo lo único que pido es mucha inteligencia – y eso que dijo el señor- mucho amor a Dios, al prójimo y al país y a la familia que son los que realmente hacen grande a una Nación.<sup>757</sup>*

Dans ce passage, la morale se mêle à une forme de superstition. La réciproque entre «dar cosas buenas» et «recibir lo mismo» répond à une logique qui relève de la morale mais qui n'a cependant pas de réalisation certaine. Ceci est d'autant plus vrai pour la seconde réciproque entre «dar mala onda» et «recibir lo mismo». Ces interactions qui correspondent donc davantage à une superstition qu'à une logique rationnelle, alimentent la construction d'une ambiance mystique, de l'ordre des croyances. Sur le plan stratégique, la locutrice revendique une forme de spiritualité pour orienter les individus vers un élan de communion populaire basée sur une conscience sociale. Cette base idéologique constitue alors un guide qui attribue aux actes, une valeur morale et fournit des critères pour juger de ceux-ci.

Le contexte étant posé, la présidente peut alors confronter les destinataires à l'ordre moral discursivement construit :

*Es una cosa que tenemos que hablar alguna vez y ponernos a discutir, creo que es hora de desprenderse un poquitito, un chiquitito de los que cada uno tiene para que el país esté cada vez mejor.<sup>758</sup>*

Si les figures de références du modèle ont sacrifié leur(s) vie(s), les individus peuvent sacrifier leurs biens car dans l'instance collective, leur récompense sera d'un autre ordre, « [un] país [...] cada vez mejor ».

---

<sup>757</sup> Palabras de la presidenta de la nación Dra. Cristina Fernández en el acto para la firma del acta de acuerdo en el marco del programa de asistencia a la cadena de valor vitivinícola, en el salón de las mujeres argentinas del bicentenario, casa rosada. 29-06-2010

<sup>758</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CFK, por cadena nacional, desde el salón de las mujeres argentinas del bicentenario de la casa de gobierno. 01-12-2010



L'aspect spirituel du discours de CFK ne peut être associé à une démarche contemplative telle une litanie ou louange répétitive à la gloire des entités sacralisées. Néanmoins, nous trouvons des formules figées sous le format de l'exemple suivant. Lors de la constitution de notre corpus, elles ne sont apparues que très ponctuellement :

*Gracias, muchas gracias a todos y a todas, que Dios nos acompañe y pídandle a él, en nombre de todos, que nos cuide y nos ayude a no equivocarnos*<sup>759</sup>.

Ce fragment qui conclut un discours prend la forme d'une exhortation. La locutrice ajoute à la formule incantatoire «*que Dios nos acompañe*», des structures propres de la prière : «*pídandle a él [...] que nos cuide y nos ayude*». Ainsi, dans une logique de croyance religieuse, le fait de s'en remettre à un être peut apporter protection aux individus ou au collectif constitué d'une somme d'individus et voire même pénétrer leur subjectivité pour orienter leurs décisions.

Cet exemple vient nuancer la distinction que nous observions entre sacralisation d'un projet et sacralisation d'une personne. Cependant, il nous semble intéressant d'analyser cette occurrence bien que peu fréquente sur l'ensemble du corpus que nous avons étudié. Ainsi, la logique dominante de la référence à NK, l'associe majoritairement au projet politique tant dans son aspect effectif que prospectif. C'est pourquoi nous considérons que CFK réactive la mémoire de NK comme stratégie visant l'identification entre le peuple et le modèle.

Dans ce contexte, CFK va se positionner en outil du changement :

*[...] y que tengamos una historia mejor y más feliz que la de los últimos 200 años; nos lo merecemos por los que están aquí y por los que ya nunca estarán pero que hicieron mucho para que podamos empezar tarea de reconstruir la patria.*<sup>760</sup>

La présidente élabore un *ethos* de médiatrice pour impulser la dynamique qui va conduire les individus à se constituer en collectif comme réalisation du modèle kirchneriste. Dans le prolongement de la figure sacrificielle de NK, la présidente va montrer que sa vie est au service de la réalisation du modèle. Pour ce faire, elle vient absorber les besoins, les manques des individus en adoptant un rôle de catalyseur.

Nous avons étudié un exemple (note 678) dans lequel le récit la positionnait dans le rôle de mère de substitution pour les enfants volés de la dictature dont les mères ont disparu.

---

<sup>759</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández*, en Plaza de Mayo, 10-12-11

<sup>760</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández en el acto realizado por su visita a la ciudad de Catriel, donde inauguró una clínica materna y un club social*, en la provincia de Río Negro, 06-09-2010

La figure de veuve va également répondre à cette logique. La veuve vient rappeler le message du défunt et répondre au besoin du peuple orphelin en offrant sa personne pour combler le vide et compenser la perte de repères.

*[...] Tendremos que tomar fuerza; yo debo dar el ejemplo como su compañera porque, además, creo que él se merece que todos hagamos el esfuerzo porque él estaría haciendo mucha fuerza, estaría poniendo mucha voluntad, como la puso siempre, demasiada tal vez en algún momento. Y yo creo que ese ejemplo que él nos dio, ese ejemplo de que nunca bajó los brazos, aún en los momentos difíciles, en los momentos de mayor soledad, en los momentos en los que las únicas voces que se escuchaban eran muy pocas, él nunca bajó los brazos, él siempre estuvo al frente.<sup>761</sup>*

En tant que veuve, elle a été au plus proche de NK, elle peut donc maintenant assumer le rôle d'intermédiaire entre le passé révolu et le présent, entre NK et l'instance collective. CFK peut à la fois porter sa voix et montrer la voie aux destinataires.

Dans ce fragment, CFK intègre la sphère de l'instance collective telle que le montre la première personne du pluriel mais elle s'en détache pour rappeler son lien privilégié avec NK. Dans le passage d'une sphère à l'autre, elle se positionne comme guide, en assumant son devoir, «*debo dar el ejemplo*». La présidente peut conduire le peuple dans la réalisation du modèle mais elle le guide également dans le discours : non seulement parce qu'en tant que locutrice, elle détient la parole mais également parce qu'elle fait valoir de façon explicite son opinion par la répétition de «*yo creo*».

La seconde partie de ce fragment confirme que CFK n'est pas dans une démarche contemplative ou apologétique qui eut été celle d'une énumération à l'imparfait sous la forme « l'exemple qu'il nous donnait, il ne baissait pas les bras ». L'emploi du passé simple enferme dans un passé révolu et ponctuel l'action de NK. De plus, la construction introduite par «*yo creo que*» est syntaxiquement incomplète et conduit à une tautologie. L'exemple vaut donc pour ce qu'il est, un exemple. Dans le présent, c'est maintenant la locutrice qui incarne cet exemple et peut assumer le rôle de guide pour le peuple auquel elle adresse des conseils ou des ordres, «*tendremos que* » mais également pour lequel elle se fait l'interprète de la volonté de NK. En tant que proche du premier intermédiaire entre le peuple et le modèle, elle peut reformuler ses stratégies, non pas pour sacraliser une parole mais pour poursuivre son œuvre. Au niveau discursif, la locutrice ne s'efface pas derrière un locuteur premier dont elle rapporterait les paroles, au contraire, elle rend explicite sa présence en marquant ses choix, «*yo quiero recordar*» et en soulignant ses interprétations, «*yo creo que*».

---

<sup>761</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del consejo del partido justicialista, el quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010*

En ce sens, ce positionnement diffère de celui adopté par Eva Perón par rapport à J. D. Perón. La parole d'Eva restera toujours une parole seconde, sous l'égide de la pensée du leader. Les *ethos* élaborés dans ses discours la confinent dans un rôle de messagère qui rend accessible le discours du leader aux destinataires. Silvia Sigal et Eliseo Verón l'analyse ainsi:

*¿En qué consiste la posición de enunciación de Eva Perón? Puede afirmarse que su excepcionalidad descansó paradójicamente, en el núcleo mismo de la intransferibilidad de la enunciación del General Perón. [...]dicho de otro modo: los únicos actos de enunciación legítimos son aquellos que reproducen enunciados previos, o que explicitan enunciados virtuales del Líder.*

En este sentido, la palabra de Evita es el discurso 'segundo' por excelencia, su excepcionalidad [...] radicó [...] en el hecho de que los discursos de Evita no fueron jamás otra cosa que la explicitación de la intransferibilidad. Evita no dijo jamás otra cosa: que la única palabra peronista es la del General Perón.<sup>762</sup>

En quoi le positionnement de CFK par rapport au discours de NK diffère-t-il de celui d'Eva Perón par rapport au discours de J.D. Perón ? Dans un premier temps, il convient de rappeler que les contextes diffèrent notamment parce que les locutrices n'occupent pas les mêmes fonctions. En effet CFK et NK ont, tous les deux, occupé la fonction présidentielle quand Eva Perón occupait un rôle secondaire par rapport à son conjoint.

Sur le plan énonciatif, le discours de CFK répond à une opération plus complexe que celle décrite ci-dessus. La particularité du discours de CFK réside dans le transfert de l'énonciation du discours de NK dans le contexte de sa présidence ce qui reflète une forme d'expression de son propre pouvoir.

En effet, les *ethos* élaborés par la présidente lui confèrent une position d'autorité pour parler au nom de NK depuis une énonciation personnelle. Dans ce contexte, CFK assume pleinement son rôle de successeur, en tant que continuateur d'une tradition, d'un projet : elle occupe la même charge, s'inscrit dans le même modèle politique et par conséquent, entend développer le projet selon les axes idéologiques mais elle dispose également de l'indépendance suffisante pour approfondir le modèle pensé de concert. Le fragment suivant illustre cette

---

<sup>762</sup> Silvia Sigal, Verón Eliseo, *Perón o muerte. Los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, op.cit., p203-204, En quoi consiste le positionnement énonciatif d'Eva Perón? Nous pouvons affirmer qu'il est exceptionnel car il repose paradoxalement sur le caractère *intransférable de l'énonciation* du Général Perón. (...)en d'autres termes : les seuls actes d'énonciation légitimes sont ceux qui reproduisent des énoncés antérieurs ou qui explicitent les énoncés virtuels du Leader..

Dans ce sens, le discours d'Eva est le discours 'second' par excellence, son caractère exceptionnel (...) réside (...) dans le fait que les discours d'Evita n'ont jamais été autre chose que l'explicitation d'un discours intransférable. Evita n'a jamais dit autre chose que : la seule parole péroniste est celle du Général Perón. (italique de l'auteur) (je traduis).

opération:

*Yo la verdad que creo que es esto lo que quiero para mi país. Estoy segura que es lo que él querría. El siempre me decía: "De lo único que no te vas a arrepentir en la vida, es de tenderle una mano a los que más lo necesitan".*

*"Seguramente -lo recuerdo como si fuera hoy-, mira -me decía-, podés tener políticas de protección o de ayuda para tal o cual sector de la economía, barreras de antidumping, todas ayudas que son importantes y buenas para el sector de la industria nacional, vas a poder tener una política cambiaria que permita que los sectores exportadores ganen mucha plata, pero seguramente ninguno se va a acordar ni ninguno te lo va a agradecer. Yo tampoco quiero que me lo agradezcan, pero acordate -siempre me dijo- que eso que llega a la persona que está dejada de la mano de Dios, que no recibió ninguna ayuda y que realmente lo necesita, eso es invaluable y es lo que le da sentido realmente a la política y a la vida." Es inevitable que me acuerde de él a cada instante<sup>763</sup>.*

L'évocation de NK est inévitable car il incarne le projet auquel CFK adhère et qu'elle met en place. Le contenu du message semble être la clé qui justifie la mise en place du modèle et son objectif, qui, finalement, ne font qu'un. Le mode de transmission, «*siempre me dijo*», place CFK au même niveau de connaissance que NK. Ainsi, les deux mandataires sont à l'origine d'une dynamique qui « donne réellement du sens à la politique ». Or la politique suppose de conduire l'organisation du peuple. La présidente se construit donc en intermédiaire car, détenant le savoir («*De lo único que no te vas a arrepentir en la vida, es de tenderle una mano a los que más lo necesitan*»), elle peut guider l'instance collective vers sa réalisation politique, c'est-à-dire en tant que peuple.

---

<sup>763</sup> Palabras de la presidenta de la nación CFK en el acto de anuncios de asignación por embarazo para protección social; nueva campaña de vacunación contra la gripe y beneficios para afiliados al PAMI, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada. 18-04-2011

Dans cette partie, nous avons analysé les *ethos* de CFK. Nous avons remarqué qu'ils sont multiples et s'articulent entre eux pour faire de la présidente, un élément de référence dans la constitution de l'instance collective, au service de la mise en œuvre du projet kirchneriste.

En tant que pédagogue, elle apporte les connaissances contextuelles et les compétences d'analyse nécessaires pour que les destinataires partagent un même bagage argumentaire afin d'œuvrer à la mise en place du modèle.

L'*ethos* militant la révèle comme maillon entre deux générations : en intégrant les destinataires à une nouvelle forme de militantisme, elle unit le collectif dans une forme d'action similaire, basée sur la volonté.

Nous avons également montré que l'*ethos* féminin lui permet, par inversion des stéréotypes, d'affirmer sa force et d'incarner la compensation d'une dette ou d'un manque : la parole non entendue des femmes, la mère disparue pour les descendants de victimes de la dictature et la veuve qui poursuit le projet du mari défunt. Toutes ces fonctions unissent les destinataires à la même actrice et transforment des destinataires isolés en collectif constitué inclus dans un projet qui se caractérise par sa volonté de combler une dette. D'autre part, l'*ethos* d'argentinité renforce l'appartenance de la présidence à l'instance collective dans lequel elle ancre son pouvoir.

Cette ubiquité énonciative illustre la médiation exercée par la présidente pour constituer une instance collective et la conduire vers le modèle à réaliser. Dans ce contexte, la récupération du discours de NK renforce l'action de CFK car, en se faisant vecteur de sa parole, elle s'approprie le pouvoir d'influence de son discours, au service de la constitution du peuple («*Esto también lo hacemos por él, él nos estaría diciendo "no aflojen, vayan para adelante y sigan con todo" porque es lo que vinimos a hacer, a cambiar la Argentina*<sup>764</sup>»).

Le rôle de médiatrice suppose à la fois un positionnement principal et secondaire dans la relation que nous avons décrite entre individus, collectif d'identification et modèle. CFK n'est ni le sujet ni l'objet de la quête. L'interaction impulsée par la locutrice entre l'instance collective et le modèle à mettre en place ne constitue pas explicitement le cœur de l'opération mais il est cependant indispensable à sa réalisation.

De cette manière, CFK est à l'origine des stratégies d'influence qui se mettent en place comme des lignes de forces dont l'intensité se manifeste de façon contingente. Ce maillage

---

<sup>764</sup> *Palabras de la presidenta de la nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del consejo del partido justicialista, el quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010*

discursif lui permet paradoxalement de s'effacer au profit d'une focalisation sur le modèle. Le processus de constitution de l'instance collective autour de ce modèle est constamment réactivé discursivement. Nous pouvons considérer qu'il s'agit là d'une caractéristique du discours de CFK qui l'inscrit dans une organisation populiste. Comme l'explique Ernesto Laclau<sup>765</sup>, la logique qui permet la cristallisation des demandes particulières de l'instance collective se construit sur une équivalence de relations antagoniques entre les différentes demandes portées par les individualités qui composent le collectif. Par conséquent, à cette intense réactivation du lien entre collectif et modèle va correspondre un processus tout aussi intense de révélation des forces antagoniques en présence. Bien que nous les ayons séparés pour pouvoir les étudier, les deux processus sont concomitants : nous allons maintenant pouvoir aborder la construction des antagonismes à la lumière de la logique de construction de l'instance collective dans le discours de CFK.

---

<sup>765</sup> Laclau Ernesto, *La razón populista*, *op.cit.*



**PARTIE IV**  
**Figures de l'antagonisme. Adversaires**  
**transhistoriques et adversaires**  
**conjoncturels.**



La dernière partie de notre thèse aborde le traitement de l'adversaires dans le discours de CFK. Nous avons, précédemment présenté la construction du «nous», le collectif d'identification de la présidente qui dans son discours est désignée comme le peuple argentin. Nous avons également précisé la représentation que la mandataire offre d'elle-même dans la construction de la cohésion du peuple autour du projet qu'elle propose et qui se réalise dans ce qu'elle désigne comme le modèle kirchnériste. Nous souhaitons désormais présenter le positionnement des antagonismes dans le discours de CFK. En ce sens, nous souhaitons montrer comment le récit de la présidente décode le jeu politique qui s'instaure entre les forces en présence.

En effet, nous avons expliqué, à partir des travaux d'Ernesto Laclau que la logique de construction du collectif nécessite la présence d'un adversaire. Or, une organisation populiste du jeu politique sépare de façon dichotomique, le «*nosotros*» du «*ellos*», le collectif d'identification des opposants, lesquels, toujours selon cet auteur, sont désignés de façon d'autant plus abstraite qu'ils correspondent à une grande variété de demandes non satisfaites dans la population.

Face à l'hétérogénéité de ce collectif, nous avons fait le choix de présenter certains adversaires emblématiques qui se sont révélés lors de moments de tensions au cours des deux mandats présidentiels de CFK. Certains fonctionnent systématiquement comme opposants alors que d'autres adoptent un positionnement plus fluctuant. Ainsi, le premier chapitre de cette partie se consacre au conflit avec la société rurale qui a constitué un moment inaugural de la construction des antagonismes dans le discours de CFK. Dans un second temps, le traitement de l'opposition soulevée en relation à la réforme de la loi sur les services de communication audiovisuelle nous permet d'aborder une perspective plus générale dans la construction des antagonismes. Au terme de ces deux chapitres, nous proposons une synthèse sur les stratégies employées par la présidente pour révéler les forces antagoniques en présence, qui agissent afin d'établir ou de maintenir un ordre social contraire aux intérêts du peuple, c'est-à-dire au modèle nationale et populaire défendu par le kirchnerisme.

Cependant, pour compléter cet état des lieux nous devons prendre en compte des opposants qui initialement ne se définissaient pas comme tels. Le troisième chapitre se consacre donc aux relations conflictuelles avec les adversaires conjoncturels qui conduisent à une adaptation du champ discursif. La locutrice a alors été amenée à élaborer un espace discursif

dans lequel les adversaires doivent se révéler et définir leur position face au modèle. Nous nous focalisons, dans cette partie, sur le traitement des relations avec les forces syndicales et les interpellations en direction des classes moyennes.

A travers le discours de CFK, nous souhaitons montrer comment les phases de conflits donnent lieu à des opérations discursives propices à la révélation et au renforcement des identités. Car, selon les termes de Matías Artese, «*mediante el discurso podemos acceder a la producción de ciertas representaciones sociales del conflicto en el que se debaten valoraciones y significados que pretenden ser hegemónicos, dependiendo básicamente de los intereses en juego y de los sujetos que protagonizan las disputas*<sup>766</sup>.»

Pour accéder aux représentations sociales que CFK souhaite transmettre, nous étudions le mode d'interpellation des destinataires en nous appuyant sur les catégories proposées par Eliseo Verón, dans «*La palabra adversativa*<sup>767</sup>». Le sociologue distingue dans le discours politique différents destinataires dont les fonctions sont multiples. En effet, ce discours est dirigé à trois types de destinataires: les pro-destinataires ( partisans ou adhérents qui constituent avec l'énonciateur un collectif d'identification avec le lequel ils partagent un certain nombre de croyances) auxquels s'adresse un discours de renforcement des croyances partagées; les para-destinataires ( le destinataires « indécis ») qu'il faudrait persuader; le contre-destinataire ou adversaire politique, avec lequel l'énonciateur entre en polémique et qu'il tente de détruire discursivement.

Ces distinctions nous permettent d'apprécier la logique ami-ennemi qui s'instaure dans l'organisation des forces en présence au sein du récit kirchneriste. Ainsi, nous soulevons quelques pistes d'analyse sur le traitement des opposants et la distinction opérée dans le discours entre les adversaires et les ennemis. Pour cela, nous nous appuyons sur la resignification du « politique » apportée par les travaux de Chantal Mouffe à partir d'une relecture du binôme ami-ennemi de Carl Schmitt et qui conduit la politologue à passer d'un cadre d'antagonisme à une situation d'agonisme. D'autre part, lorsque nous abordons les adversaires conjoncturels, l'étude des variations dans le traitement des destinataires révèle une tension entre la volonté d'affirmation et de renforcement du collectif d'identification face aux forces antagoniques et le processus d'intégration des adversaires conjoncturels qui, selon Gerardo Aboy Carlès illustre les oppositions bipolaires des mouvements populistes et qu'il explique en ces termes:

---

<sup>766</sup> Artese, Matías, *Cortes de ruta y represión*, Buenos Aires, EUDEBA, 2013, 176p « à travers le discours, nous pouvons accéder à la production de certaines représentations sociales du conflit dans lesquelles se confrontent des valorations et des significations qui cherchent une position hégémonique, en fonction basiquement des intérêts en jeu et des sujets qui protagonisent les disputes. » (Je traduis)

<sup>767</sup> Verón Eliseo, «*La palabra adversativa*» in Verón Eliseo (et. al.) *El discurso político*, Ed. Hachette. Buenos Aires, 1996, pp. 13 – 26.

*(...) los movimientos populistas presentan oposiciones bipolares. La una en función de su dimensión rupturista de fuerzas reformistas; la otra en función de su dimensión de partidos de orden que intentan asimilar, en su pretensión hegemónica de representar al conjunto de la comunidad política, a un adversario que se les escapa<sup>768</sup>.*

A partir de ces outils théoriques, nous pouvons donc aborder le positionnement des antagonismes face au nous communautaire dans le récit politique de CFK, en tant que discours populiste.

---

<sup>768</sup>Aboy Carlés Gerardo, «Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación», *Estudios Sociales*, n°28, premier semestre 2005, p 125 – 150, consulté en ligne le 27 janvier 2020 : <https://bibliotecavirtual.unl.edu.ar/publicaciones/index.php/EstudiosSociales/article/view/2553>, (...) les mouvements populistes présentent des oppositions binaires. L'une en fonction de leur volonté de rupture en tant que force réformiste ; l'autre en fonction de leur dimension de partis de l'ordre qui tentent d'assimiler, dans leur prétention hégémonique de représenter la communauté politique, à un adversaire qui leur échappe.

## IV. 1. *El conflicto del campo*

Quelques mois après l'élection de CFK à la présidence de l'Argentine, le ministre de l'Économie annonce des mesures concernant les exportations de céréales. Cette décision déclenche un conflit entre le gouvernement et le monde rural, réuni sous le locatif « *el campo* », qui s'étend de mars 2008 à juillet de la même année. Ces semaines sont marquées par des phases de négociations mais également des blocages de routes et des actions violentes dans tout le pays.

Dans un premier temps, nous apportons quelques éléments sur le contexte économique durant lequel le gouvernement prend la décision de modifier le système de rétentions à l'exportation de certaines céréales. Ensuite, nous revenons sur les différentes étapes de ces quatre mois de conflit avant d'aborder l'étude du discours de CFK pendant cette période. A travers le discours présidentiel, nous étudions, dans un premier temps, les axes argumentatifs qui permettent à la présidente de définir et de distinguer les adversaires de l'instance collective. Dans un second temps, nous observons les stratégies discursives qui accompagnent l'évolution du conflit qui, premièrement circonscrit à un secteur, se généralise rapidement à toute la société argentine. Nous souhaitons démontrer que cette crise « *del campo* » constitue le moment inaugural de l'affirmation du pouvoir de CFK. En effet, cette période a conduit les forces en présence à se révéler mais a permis également de renforcer les alliances de pouvoirs.

### IV. 1. 1. Les antécédents du conflit

A partir des années 50, en accord avec la tendance internationale, le monde de l'agriculture et de l'élevage argentin<sup>769</sup> connaît une rapide évolution marquée par les changements techniques et le développement de l'agriculture dans la pampa<sup>770</sup>. Ce phénomène est dû à une forte demande en aliments au niveau international, l'augmentation des prix à l'exportation principalement, et les investissements pour favoriser les progrès techniques qui se traduisent par l'utilisation croissante de pesticides, la généralisation de la mécanisation et l'avènement de la manipulation génétique. Ces éléments étroitement liés entre eux contribuent

---

<sup>769</sup> Sur l'évolution de l'agriculture et de l'élevage en Argentine dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, nous utilisons : Barsky Osvaldo, Davila Mabel, *La rebelión del campo. Historia del conflicto agrario argentino*, Sudamericana2008, p.327,

<sup>770</sup> La région de la pampa correspond à la zone du centre-est de l'Argentine.

à une augmentation significative du rendement agricole qui s'accompagne de pratiques plus productives dans l'élevage. L'expansion soutenue de la production connaît cependant des variations constantes en fonction des politiques confrontées à la fluctuation des prix internationaux, aux modifications du taux de change et à l'adaptation de l'imposition à l'export, c'est-à-dire aux rétentions. Les producteurs connaissent une réelle instabilité dans leur développement en fonction des politiques macro-économiques pendulaires. Néanmoins, il faut souligner que les politiques d'imposition et de crédit sont systématiquement adaptées afin de compenser les effets les plus extrêmes des variations citées.

A partir des années soixante-dix, l'Argentine franchit une nouvelle étape avec l'introduction de semences modifiées et la diffusion massive du soja qui conduit à un déplacement de l'élevage au profit de l'agriculture dans une grande partie de la pampa. Certains auteurs parlent alors d'une *Segunda Revolución Agrícola Pampeana*<sup>771</sup> qui connaît une nouvelle expansion productive dans les années quatre-vingt dix. A cette période, le changement technologique est étroitement lié au processus de libéralisation des marchés, qui facilite l'accès aux biens importés à des prix réduits. De plus, les prix internationaux élevés ont provoqué des investissements importants dans l'agriculture et l'élevage, encouragés par des crédits importants, du *Banco de la Nación* en particulier.

Le processus de *sojización*, développement massif de la culture du soja, entraîne également des mutations parmi les membres du monde agricole. Le secteur se compose d'une multitude d'acteurs dont les propriétaires terriens, les *chacareros*<sup>772</sup>, les travailleurs ruraux. D'autres intervenants apparaissent avec le processus d'expansion de l'agriculture, comme les sous-traitants de matériel agricole, ou les grandes entreprises et les groupes d'entreprises (*pools*) de producteurs qui acquièrent une force et un dynamisme significatifs dans les étapes les plus récentes de l'expansion de la culture du soja.

En 2000, la production de soja atteint des records de quantité de production et en 2002, elle représente 50% de la production de céréales et oléagineux en Argentine. Ces résultats sont le fruit de l'expansion des zones de culture, de la transformation de l'utilisation des sols mais également du recul dans la production d'autres céréales telles que le tournesol<sup>773</sup>. D'autre part, ce phénomène a conduit au déplacement de l'élevage en dehors de la pampa, vers les provinces du Nord, avec pour conséquences un rendement de moins bonne qualité lié à des sols non

---

<sup>771</sup> En référence à la *Revolución Agrícola Pampeana* de 1930, d'après Adolfo Coscia (1983), in Osvaldo Barsky, Mabel Davila, *La rebelión del campo. Historia del conflicto agrario argentino, op.cit.*

<sup>772</sup> Un *chacarero* est une figure paradigmatique de la région de la pampa qui désigne le propriétaire ou la personne qui travaille une ferme, *chácara* ou *chacra*.

<sup>773</sup> Pour des données chiffrées précises, voir Osvaldo Barsky, Mabel Davila, *La rebelión del campo. Historia del conflicto agrario argentino, op.cit.*, p. 13-15

adaptés et au manque de technologies fonctionnelles dans les conditions locales. De plus, après la dévaluation de la monnaie début 2002, le secteur agricole s'est vu bénéficié d'un régime de taux de change très favorable à l'exportation des matières premières. Ainsi, encouragé par la forte demande internationale en soja depuis les pays asiatiques et la hausse des cours internationaux, le secteur céréalier, et les producteurs de soja en particulier, ont obtenu une rente extraordinaire pendant la période du gouvernement de Nestor Kirchner. Début 2008, dans les premiers mois de la présidence de CFK, le prix du soja atteint des niveaux inédits, ce qui motive le gouvernement à envisager une révision des conditions d'exportation afin de financer les politiques d'inclusion sociale en cours de développement depuis plusieurs années.

La décision ministérielle 125/8<sup>774</sup> présentée par le Ministre de l'Économie, Martín Lousteau, envisage de mettre en place une augmentation de la taxation des exportations sur le soja et sur le tournesol et prévoit un schéma de rétentions variables, selon laquelle la quote-part augmente ou diminue selon l'évolution des cours des céréales. Alors que le cours des prix est exceptionnellement élevé, à cette époque, le taux atteint 44% pour le soja et 39% pour le tournesol.

Les considérations préliminaires à la résolution précisent les motivations d'une telle mesure. Est prise en compte l'augmentation significative, au cours des dernières années, des prix internationaux des céréales et oléagineux, dans un contexte de grande volatilité des taux de variations d'une année à l'autre. Le gouvernement considère donc que la persistance d'un tel scénario pourrait avoir une influence négative sur l'ensemble de l'économie à travers des prix plus élevés sur le marché interne, une moindre équité distributive et une croissante incertitude en ce qui concerne les décisions d'investissement du secteur agricole et de l'élevage. La modification proposée des droits à l'exportation sur un ensemble clé de céréales et oléagineux constitue donc un outil approprié pour apporter une solution aux problèmes signalés<sup>775</sup>.

---

<sup>774</sup> Pour consulter le texte intégral de la résolution : <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/resoluci%C3%B3n-125-2008-138567/texto>

<sup>775</sup> Pour une analyse complémentaire du contenu de la résolution, voir : Schreiner Federico, « La Resolución 125 y el paro agropecuario. Los ciclos de una política pública y las implicancias de un conflicto extendido. », thèse consultable en ligne : <http://rephip.unr.edu.ar/bitstream/handle/2133/5203/Schreiner%20Federico%20-%20La%20Resoluci%C3%B3n%20125%20y%20el%20paro%20agropecuario.%20Los%20ciclos%20de%20una%20pol%C3%ADtica%20p%C3%ABblica%20y%20las%20implicancias%20de%20un%20conflicto%20extendido.pdf?sequence=3>

## IV. 1. 2. Chronologie du conflit

Lorsque, le 11 mars 2008<sup>776</sup>, le Ministre de l'Économie, Martín Lousteau présente ce nouveau schéma de rétentions variables en fonction des cours internationaux sur l'exportation du soja, du blé, du tournesol et du maïs, les ports sont bloqués depuis deux jours par les producteurs qui manifestent contre l'interdiction d'exporter du blé.

Le lendemain, la *Mesa de Enlace Agropecuaria* lance une première grève contre le gouvernement en annonçant que, pour 48 heures, la commercialisation de viande et de grains est suspendue dans tout le pays. La grève est renforcée par des blocages de routes dans plusieurs zones du territoire. La *Mesa de Enlace Agropecuaria* réunit les organisations patronales les plus importantes du secteur agricole (Sociedad Rural Argentina, Confederaciones Rurales Argentinas, Federación Agraria Argentina y Coninagro - Confederación Intercooperativa Agropecuaria) et se constitue en canal de communication à travers lequel, non seulement sont fixées les modalités des grèves, mais aussi s'établissent les négociations entre les entités rurales et le gouvernement. Cependant, il faut mentionner les tendances politiques particulières des principales organisations patronales qui ont fait l'objet d'une réception publique et médiatique importante au cours du conflit avec le gouvernement : la Sociedad Rural Argentina (SRA) et la Federación Agraria Argentina (FAA). La SRA est historiquement une des organisations privées les plus influentes du pays : elle se définit par une idéologie politique conservatrice et sa vocation pour le libre marché. A l'inverse, la FAA a maintenu jusqu'au conflit lié à « la 125 », des positions politiques de centre ou centre-gauche, ce qui l'a amenée à se montrer proche des tendances progressistes des partis politiques nationaux.

Par rapport à la FAA, la SRA réunit un nombre restreint de membres qui cependant concentrent des territoires d'une extension considérable. L'origine de la FAA remonte à la rébellion des *chacareros* de 1912, connue sous le nom de «El grito de Alcorta», contre les abus exercés par les grands propriétaires terriens de la SRA. Si ces deux associations sont restées fidèles à leurs origines au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le développement extensif de l'agriculture et de la culture du soja, les ont amenées à évoluer. Cependant, ce n'est que lors du conflit de « la 125 » qu'elles trouvent un tel point de convergence.

Au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, selon Federico Schreiner<sup>777</sup>, la

---

<sup>776</sup> Pour la chronologie des événements, nous utilisons les informations contenues dans « cronología del conflicto agropecuario por la resolución 125/8 », 17/07/2012, <https://www.infobae.com/2012/07/17/659506-cronologia-del-conflicto-agropecuario-la-resolucion-125/>

<sup>777</sup> Schreiner Federico, «La Resolución 125 y el paro agropecuario. Los ciclos de una política pública y las implicancias de un conflicto extendido.», *op.cit.*

confluence des positions sur des problématiques ponctuelles est déjà une réalité jusqu'à cette date du 11 mars 2008, lorsque le projet de rétentions variables est rendu public. Au préalable, depuis février de cette même année, les quatre entités se sont réunies pour définir des positions communes et exprimer leurs demandes par rapport au prix de la viande. Les demandes préalables au sujet de la commercialisation et surtout de l'exportation de la viande, du lait et du blé formulées par les représentants du monde rural entre février et mars 2008 expliquent la rapide réaction conjointe face aux modifications introduites par la résolution ministérielle. L'annonce du 11 mars ouvre une nouvelle dynamique d'action collective entre les entités syndicales. Dans ce sens, les demandes exprimées par la *Mesa de Enlace* relèvent d'une action corporative car leurs revendications ne concernaient qu'un secteur social et pas nécessairement l'ensemble de la population.

Federico Schreiner<sup>778</sup> explique que les représentants du secteur agricole interprètent l'application de la Résolution 125/2008 comme une mesure d'imposition régressive et confiscatoire de la part du gouvernement national. Dans cette logique, ils considèrent que le gouvernement menace de s'approprier des marges de plus en plus grandes sur la rente différentielle que les producteurs perçoivent, grâce à l'augmentation exponentielle des prix internationaux. Ainsi, la *Mesa de Enlace* s'impose comme seul acteur corporatif capable de représenter la ruralité argentine pourtant hétérogène. Dès lors, *el campo* se présente comme un seul sujet dans les scènes de protestations face au gouvernement et au reste de la société.

Dans ce contexte, la demande immédiate de la *Mesa de Enlace* est donc le rétablissement du système de rétentions en vigueur jusqu'au 10 mars 2008. Cependant à long terme, des demandes antérieures du secteur ressurgissent concernant la concentration de la propriété de la terre, la situation problématique des petits et moyens producteurs, la remise en question des grands groupes économiques et des *pools* qui dominent le système commercial agricole. Néanmoins, en réponse aux mobilisations d'opposition, le ministre de l'Économie<sup>779</sup> réaffirme sa détermination mais les blocages de routes se multiplient, notamment à Buenos Aires, Santa Fe et Córdoba.

Le 25 mars, la présidente s'exprime publiquement lors d'un discours à l'occasion de la signature d'accords entre AySA( *Agua y Saneamiento Argentino*) et le gouvernement. Elle consacre une grande partie de son intervention à l'actualité et aux réactions du secteur agricole qu'elle condamne très fortement. A Buenos Aires et dans les principales villes du pays,

---

<sup>778</sup> Schreiner Federico, «La Resolución 125 y el paro agropecuario. Los ciclos de una política pública y las implicancias de un conflicto extendido.» *op.cit.*, p 43

<sup>779</sup> «Lousteau ratificó que no habrá cambios en las retenciones», *Página 12*, 17 mars 2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-100864-2008-03-17.html>



des *cacerolazos* se font entendre en réaction au discours de la présidente alors que des secteurs proches du gouvernement se réunissent près de la Plaza Mayo pour marquer leur désaccord avec les manifestations critiques<sup>780</sup>. D'autre part, des pénuries d'aliments de base commencent à se faire sentir dans certaines localités. La présidente invite les producteurs à dialoguer mais conditionne les négociations à la levée des blocages. L'invitation est reçue favorablement par les quatre entités et le 28 mars, une table de négociations est ouverte avec le gouvernement. Cependant, celles-ci échouent et les producteurs reprennent leurs positions.

Le gouvernement annonce alors des compensations pour les petits producteurs, qui seraient donc exemptés de la hausse d'impôt. Les organisations agricoles réagissent avec prudence, autorisent le passage de camions chargés d'aliments périssables mais maintiennent la grève jusqu'au 2 avril, date à laquelle ils annoncent la suspension de la grève pour trente jours mais rappellent qu'ils restent en état d'alerte. Parallèlement, des organisations sociales, politiques et syndicales convoquent un meeting de soutien au gouvernement sur la Plaza de Mayo, à Buenos Aires au cours duquel la présidente réitère de dures critiques envers les producteurs<sup>781</sup>.

Au cours du mois d'avril, deux lignes d'actions se dessinent. D'une part sur le plan judiciaire, le gouvernement dénonce les entités agricoles pour « violation de la loi d'approvisionnement et de sécurité ». De plus, Alfredo de Angeli, représentant de la FA de Entre Ríos est accusé par un fiscal fédéral d'« intimidation publique, d'incitation à la violence et de port illégal d'arme »<sup>782</sup>. Sur le plan des négociations, les parties concernées s'accordent sur la création de commissions pour résoudre le conflit ainsi que pour garantir l'approvisionnement afin que les prix des morceaux de viande les plus populaires baissent. Les restrictions à l'exportation dans ce domaine sont également levées. D'autre part, le gouvernement formalise le plan de subventions aux petits et moyens producteurs et la loi d'approvisionnement entre en application le 22 avril.

Fin avril, le Ministre de l'Économie démissionne et alors que les producteurs et le

---

<sup>780</sup> « Cacerolazos y movilizaciones contra el discurso de Cristina », *Página 12*, 25 mars 2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-101289-2008-03-25.html>

A la suite de la rencontre entre les deux camps opposés, quelques affrontements sont enregistrés dans la capitale : « El caso d'Elía », *página 12*, 13 avril 2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-102338-2008-04-13.html>

<sup>781</sup> Voir l'édition du 2 avril 2008, *Página 12*, <https://www.pagina12.com.ar/diario/principal/diario/index-2008-04-02.html>

<sup>782</sup> Cette période ne manque pas cependant d'actions violentes et spectaculaires. Nous pouvons citer par exemple, l'incendie aux portes de Buenos Aires qui a paralysé la ville pendant plusieurs jours et suscité de nouvelles tensions entre le gouvernement et le « campo », voir : « El Gobierno culpó al campo por el incendio », *La Nación*, 18/04/2008, consulté en ligne: <https://www.lanacion.com.ar/sociedad/el-gobierno-culpo-al-campo-por-el-fuego-nid1005429/>

gouvernement arrivent à un accord pour reprendre les exportations de viande et de blé, les dirigeants agricoles reprennent les manifestations mais, dans l'attente des négociations, ne bloquent plus les routes et ne reprennent pas les grèves.

Au cours du mois de mai, la guerre de communication se poursuit lorsque les entités agricoles, après s'être réunies avec le gouvernement, assurent que celui-ci a admis des erreurs dans l'application du système d'imposition, ce qui est démenti quelques heures plus tard par les autorités. Du 7 au 27 mai, les actions reprennent sur le bord des routes sans empêcher l'approvisionnement, alors que de nombreux entrepreneurs, banquiers et législateurs demandent que le gouvernement et le secteur rural reprennent le dialogue face à la lassitude sociale liée à la durée du conflit. Cependant, la situation se tend encore davantage à la fin du mois. Pour les commémorations du 25 mai, CFK préside un meeting à Salta au cours duquel elle demande à ce que les intérêts de la Patrie restent la priorité. Le même jour, le secteur rural réunit 300 000 personnes à Rosario et affirme sa détermination ce qui conduit, le jour suivant, le gouvernement à rompre les négociations face au « ton d'opposition<sup>783</sup> » des dirigeants ruraux.

De plus, deux jours plus tard, lors de sa première apparition publique comme président du Parti Justicialiste, Néstor Kirchner qualifie le mouvement agraire comme « *un antidemocrático ataque con ánimo destituyente*<sup>784</sup> », position ratifiée par le parti. Les dirigeants agricoles multiplient les actions de protestations.

Alors que le 9 juin, CFK annonce un Programme d'utilisation des ressources obtenues grâce aux retentions, ayant pour objectif le financement et la construction d'hôpitaux et de routes dans le pays, les *cacerolazos* reprennent à Buenos Aires et face à la *Quinta de Olivos*, la résidence présidentielle.

Le 15 juin, le Vice-président Cobos<sup>785</sup> exhorte le gouvernement et les entités agraires à reprendre le dialogue et demande la participation du Congrès dans la recherche d'une solution. La Présidente annonce deux jours plus tard, lors d'un discours télévisé que le projet de « *Ley de Retenciones y Creación de Fondo de Redistribución Social* » sera envoyé au Congrès.

Le 5 juillet, le projet de loi est approuvé par la Chambre des députés avec 129 voix pour, deux abstentions et 122 voix contre<sup>786</sup>. Le texte est donc envoyé au Sénat.

---

<sup>783</sup> Hora, Roy, «La crisis del campo del otoño de 2008.» *Desarrollo Económico*, vol. 50, no. 197, 2010, pp. 81–111. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/41219135](http://www.jstor.org/stable/41219135). Consulté le 29 juin 2020. Explique que «los oradores ruralistas interpelaron a una multitud deseosa de escuchar críticas al gobierno, y en esas circunstancias sus discursos recurrieron a gestos combativos y fórmulas hirientes », p. 91

<sup>784</sup> « ataque antidemocrático con ánimo destituyente », *Página 12*, 28/05/2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/104995-33025-2008-05-28.html>

<sup>785</sup> Précisons que le 23 juin, Cobos convoque les gouverneurs mais est désavoué par la Présidente et seuls, les mandataires de l'opposition répondent à l'invitation.

<sup>786</sup> « La Cámara Baja aprobó la resolución 125, y ahora el debate será en el Senado », *Página 12*, 05/07/2008, 335

Le 15 juillet, une gigantesque mobilisation a lieu à Buenos Aires en soutien aux revendications du secteur agricole. Au même moment des mobilisations soutiennent le Gouvernement<sup>787</sup>.

Le 17 juillet, après un débat de 18 heures, le Vice-président Cobos doit départager le vote et se prononce contre le projet du gouvernement. Le jour suivant, le gouvernement national renonce à la résolution 125.

Le conflit prend officiellement fin, cependant, cette intense période de trois mois, en début de mandat, pose les bases d'une présidence marquée par des débats soutenus : au conflit du «*campo*» succède celui notamment les débats sur la *ley de medios* que nous abordons dans le chapitre suivant. Au travers de ces événements, les identités se renforcent dans la population argentine et, par conséquent, laissent émerger les antagonismes en présence.

Mariano Fernández et Soledad Stoessel analysent le discours des dirigeants agricoles sur cette période conflictuelle au cours de laquelle la dynamique politique de l'Argentine a été rythmée par les affrontements entre le Gouvernement National et le secteur agricole, et soulignent:

*la intensidad de las acciones directas, la extensión geográfica de las medidas de fuerza, su impacto en el abastecimiento de mercaderías y su extensión temporal, [que] hicieron del conflicto del «campo» un fenómeno (...) que modificó las coordenadas que organizaban, hasta ese momento, los temas referentes de la discusión política.*<sup>788</sup>.

Au delà, du désaccord sur la mesure entre le gouvernement et le secteur rural, les pressions, à travers les blocages des routes, les incendies et les nombreuses mobilisations, sont considérées par le gouvernement comme une tentative de déstabilisation politique de la présidente récemment élue. La partie suivante analyse la construction de cette interprétation dans le discours de CFK et son utilisation stratégique pour révéler l'extériorité du collectif d'identification, c'est-à-dire les forces antagoniques en présence.

---

<https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-107291-2008-07-05.html>

<sup>787</sup> «Dos actos en simultáneo antes que sesione el Congreso», *Página 12*, 16/07/2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-107915-2008-07-16.html>

<sup>788</sup> Fernández, Mariano.; Stoessel, Soledad. «¿Una estrategia populista?: El discurso de los dirigentes agropecuarios durante el conflicto del campo en Argentina.», VII Jornadas de Sociología de la UNLP, 5 al 7 de diciembre de 2012, La Plata, Argentina. *Argentina en el escenario latinoamericano actual: Debates desde las ciencias sociales*. In : Actas. La Plata: UNLP-FAHCE. Disponible en: [http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab\\_eventos/ev.1893/ev.1893.pdf](http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab_eventos/ev.1893/ev.1893.pdf) « l'intensité des actions directes, l'extension géographique des mesures de force, son impact dans l'approvisionnement des marchandises et dans son extension temporelle, [qui] ont fait du conflit du «campo» un phénomène (...) qui a modifié les coordonnées qui organisaient, jusqu'à ce moment, les thèmes de références de la discussion politique » ( je traduis )

#### IV. 1. 3. La *Resolución 125* dans la construction discursive des antagonismes

Le conflit entre le monde rural et le gouvernement à propos du projet de loi sur les rétentions gagne peu à peu l'ensemble de la population argentine. Qu'ils subissent le manque d'approvisionnement ou les blocages des routes, ou qu'ils suivent l'évolution du conflit à travers les moyens de communication, les Argentins n'ont pu rester étrangers aux événements qui se sont déroulés entre mars et juillet 2008. Certains se sont même solidarisés avec les mobilisations bien qu'ils n'aient que peu de liens avec le secteur initialement concerné. C'est le cas des classes moyennes urbaines, notamment, que nous allons aborder au cours du troisième chapitre de cette partie.

Alors que le conflit sectoriel gagne le débat public, la présidente a dû adapter son discours : dans un premier temps, pour soutenir une réforme dont la réalisation conditionnait le financement d'un projet global et, dans une logique plus politique, pour maintenir la cohésion de l'instance collective fragilisée par les attaques subies lors des contestations des forces antagoniques. Pour atteindre ces objectifs, la présidente met en place des stratégies argumentatives basées sur trois points : identifier le groupe d'opposition au sein du secteur rural en distinguant le profil de producteur et en s'appuyant sur les disparités au sein de ce collectif ; ensuite, elle s'efforce d'isoler les entités en position hégémonique des autres acteurs en présence puis, dans un dernier temps, elle s'emploie à faire apparaître l'opposition de ce groupe par rapport au reste de la société. Nous allons maintenant observer ces trois lignes argumentatives.

##### **IV. 1. 3. 1 Construction du discours argumentatif présidentiel**

Nous avons expliqué au début de ce chapitre que la *Mesa de Enlace* réunit des entités de nature différente et traditionnellement indépendantes les unes des autres. Bien que leurs intérêts aient ponctuellement convergé dans les années précédant le conflit, c'est lorsque la modification des rétentions aux exportations est annoncée qu'ils se réunissent pour s'opposer à la mesure présentée et plus globalement au gouvernement.

Sur le plan politique, le 31 mars 2008, le gouvernement décide d'accorder des compensations aux petits producteurs qui, ainsi, sont épargnés par cette hausse d'impôt. Ces mesures concernent également les producteurs de produits de consommation courante dans l'alimentation des Argentins : les exploitations laitières et l'élevage.

Sur le plan discursif, la présidente annonce ces mesures en cherchant à atteindre deux groupes de destinataires différents. Le premier réunit les entités bénéficiaires des nouvelles mesures pour lesquelles elle cherche à faire apparaître les différences d'intérêt au sein du groupe de la *Mesa de Enlace* afin de les désolidariser du groupe dominant qui incarne l'opposition à la 125/8. Les destinataires seconds, la population argentine en général, reçoivent des arguments en faveur de la réforme, contexte latent de la prise de parole présidentielle.

Dans un premier temps, le gouvernement tente d'associer la *Sociedad Rural Argentina* à l'oligarchie traditionnelle représentée comme la principale bénéficiaire des rentes agricoles :

*Ahora quiero hablarles de la sinceridad, este Gobierno no está en contra de los hombres y de las mujeres, pequeños productores que trabajan con sus manos el campo.*

*No, no, les quieren hacer creer a los pequeños productores que queremos ir por ellos. Pero no piden por los pequeños productores, piden por la totalidad de la eliminación de las retenciones, los de los pooles sojeros también, los de los grandes productores también<sup>789</sup>.*

La présidente met en lumière le pouvoir d'un petit groupe de producteurs sur l'ensemble du secteur et dénonce la manipulation qu'ils exercent aux seules fins de défendre leurs propres intérêts. Irene Gindin<sup>790</sup> considère que cette stratégie a été peu efficace : les représentants du *campo* ont fait appel à un concept assez large qui leur a permis d'intégrer des positions particulièrement hétérogènes. Ainsi, au fur et à mesure que le conflit progresse, les revendications de la Mesa de Enlace ne se limitent plus au retrait de la mesure et le discours intègre des demandes de revalorisation du système institutionnel de l'État ainsi que des propos cherchant à dévaloriser l'image présidentielle. Notre travail se concentre sur la phase de production du discours de CFK cependant, cette remarque de Irene Gindin ouvre un axe d'étude sur la réception du discours présidentiel. S'il semble effectivement que la stratégie de CFK n'ait pas causé l'effet immédiat escompté au sein du secteur agricole mobilisé ou de la *Mesa de Enlace*, en particulier, nous pouvons envisager qu'il a contribué à renforcer l'adhésion du collectif d'identification de la présidente en montrant son attitude conciliatrice dans le conflit.

La stratégie de différenciation au sein de la *Mesa de Enlace* s'oriente plus communément sur la distinction entre les producteurs. Les fragments de discours présentés ci-dessous sont prononcés lors d'annonces de mesures concernant les petits et moyens producteurs (31 mars 2008), les producteurs de riz (13 juin 2008) et les producteurs de lait (02 juillet 2008) dans lesquels la culture du soja ou la plante, elle-même, sont dévalorisés ce qui par métonymie

---

<sup>789</sup> *Discurso de CFK*, Encuentro en Parque Norte, 27-03-2008

<sup>790</sup> Gindin Irene, «El poder de legitimar el campo en el discurso de CFK», *Razón y palabra. Primera Revista electrónica en Iberoamérica Especializada en Comunicación*, n° 93, Avril-juin 2016, pp 694-708

constitue une attaque envers les producteurs de soja :

*Decía Martín lo que genera un campo dedicado a la soja en cuanto a ocupación. El otro día charlaba con alguien y me decía que la soja es, en términos científicos, prácticamente un yuyo que crece sin ningún tipo, digamos, de cuidados especiales. Para que ustedes tengan una idea, argentinos y argentinas, el glifosato, que es algo con lo que se bombardean las plantaciones de coca en Colombia o en la frontera con Ecuador para destruirlas, a la soja no le hace nada; es más, le hace bien porque le mata todos los yuyos que están alrededor.*

*Esto no está mal, no estoy haciendo una crítica a la «plantita»; que tiene un altísimo valor proteico, similar a la carne, pero que, reitero, no es del gusto ni de la dieta alimentaria de los argentinos.*

*Un campo dedicado a la soja requiere 1 o 2 puestos de trabajo. El otro día alguien me hablaba de un campo en Capilla del Señor de 900 hectáreas, un campo importantísimo, con una altísima rentabilidad, según me decía su propietario y con 2 empleados; una minipyme familiar que, por ejemplo, presta servicios a la agroindustria en materia de pan, genera aquí, en provincia de Buenos Aires, 12 a 14 puestos, una mini pyme.<sup>791</sup>*

Dans ce passage, la présidente se place dans une modalité descriptivo-pédagogique où elle transmet et explique les informations recueillies dans le domaine scientifique et le domaine économique. Qualifier péjorativement le soja de «yuyo» à savoir comme une mauvaise herbe résistante et qu'on ne peut éliminer ou qui ne nécessite pas de soin, l'enferme dans une double condamnation morale. Elle est pire que la coca, associée, ici, à la plantation de coca liée au commerce de la drogue et, de plus, elle ne s'enrichit pas de la valeur travail. Par opposition le travail des petites entreprises familiales est mis en valeur. Les qualités objectives liées à sa valeur protéique sont immédiatement annulées par la concurrence avec la viande dans une construction dichotomique affective basée sur les traditions de consommation alimentaire en Argentine.

L'aspect traditionnel est un argument communément utilisé que nous pouvons mettre en lien avec l'*ethos* d'argentinité dont nous parlions dans la troisième partie de cette thèse.. Ainsi, lorsque la présidente déclare : «*cuando uno iba a Corrientes hace muchos años veía todos los arrozales, ahora ve soja*<sup>792</sup>», elle fait appel à une représentation traditionnelle d'un territoire menacé par l'hégémonie de la culture du soja. Ce phénomène est également responsable «*del gran tema del desplazamiento de la lechería, de la ganadería y en fin todo lo que ha desplazado las fronteras agrícolas*<sup>793</sup>». Le culture du soja va à l'encontre de l'identité argentine typique

---

<sup>791</sup> Palabras de la presidenta CFK en el acto de anuncio de nuevas medidas para los pequeños y medianos productores agropecuarios, en casa de gobierno, 31-03-08

<sup>792</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CFK, con empresario arroceros en la sala de situación, 13-06-2008

<sup>793</sup> Palabras de la presidenta de la nación Dra CFK, en reunión con productores lácteos, en la sala de situación,

selon laquelle les Argentins aiment la viande, composant de base de leur alimentation ( *no es del gusto ni de la dieta alimentaria de los Argentinos*).

Notons cependant que la présidente n'aborde pas le problème écologique et sanitaire lié à la culture du soja transgénique et à l'utilisation du glyphosate<sup>794</sup>. En effet, dans la conjoncture économique donnée, le gouvernement ne peut pas répudier totalement la culture et l'exportation du soja car la rapide récupération économique du pays, à la suite de la crise de 2001 est due en partie à l'augmentation de la demande extérieure en céréales et particulièrement en soja.

CFK s'emploie donc à révéler les travers des producteurs de soja, particulièrement puissants face aux plus petits producteurs. Elle établit un parallèle entre le discours des dirigeants ruraux, producteurs de soja, qui occupent une position hégémonique dans les contestations aux mesures proposées par le gouvernement et celui des autres entités. Comme la culture du soja s'est imposée dans les territoires jusqu'à menacer l'existence d'autres productions, par glissement, la voix des producteurs de soja peut effacer celle des autres producteurs.

Dans cette ligne argumentative qui consiste à distinguer et à dévaloriser la principale force antagonique, la présidente établit une échelle de valeurs dans la prise de parole publique. Ainsi, nous pouvons citer les passages suivants :

*Esta es la cuestión del modelo de país, que es en definitiva lo que uno propone cada cuatro años cuando va a elecciones, y entonces los argentinos deciden quién es su presidente o su presidenta. Porque cada uno de nosotros se presenta y dice qué es lo que quiere hacer con el país.*<sup>795</sup>

*Pero luego, cuando comenzaron a pasar los días y yo veía que desde un sector de la sociedad, desde una corporación, cuatro personas a las que nadie votó, a las que nadie eligió, se reunían, deliberaban, decidían y comunicaban al resto de los argentinos quién podía andar por las rutas del país y quién no, me di cuenta que estaba ante otra situación muy diferente.*<sup>796</sup>

La présidente retire aux meneurs de la contestation leur place comme acteurs politiques en s'appuyant sur l'argument qu'ils ne jouissent pas d'une représentation populaire. L'argument

---

02-07-08

<sup>794</sup> Cependant, les revendications écologiques sont relayées par des mouvements sociaux et politiques qui dénoncent le danger que représente la culture intensive du soja pour l'écosystème et, en particulier, la fumigation, pour les populations. A ce sujet, voir les prises de positions de Juan Grabois, parti *Frente Patria Grande*, (« Sobre ecología integral y algunas contradicciones internas de nuestros procesos de cambios », 19/10/2015, consulté en ligne : <https://www.alainet.org/es/articulo/173072> ) ; voir également le documentaire de Pino Solanas, *Viaje a los pueblos fumigados*, 2018.

<sup>795</sup> *Discurso de CFK, Encuentro en Parque Norte, 27-03-2008*

<sup>796</sup> *Palabras de la Presidenta de la Nación, Acto por la Democracia en Plaza de Mayo, 18-06-2008*

institutionnaliste est récurrent dans les discours de CFK qui rappelle régulièrement la légitimité que lui confère le fait d'avoir été élue présidente à travers des élections libres et démocratiques. Dans ce contexte, ne provenant pas du jeu électoral, la parole du « *campo* » perd toute crédibilité.

En conclusion, la première stratégie argumentative de CFK s'emploie à établir une distinction entre les entités qui composent la *Mesa de Enlace*. Le groupe dominant est extrait du collectif d'opposition par la mise en lumière de ses caractéristiques néfastes pour son collectif.

La seconde ligne argumentative consiste à la fois à isoler les producteurs principalement concernés par la réforme du reste des opposants et, également, à les séparer du reste de la population. Ainsi nous remarquons dans le premier passage cité, l'inclusion d'un parastatutaire interpellé par « *argentinos y argentinas* », ce collectif pluriel dépasse le secteur agricole qui, dans le contexte post crise de 2001, sera plus sensible à l'argument économique en lien avec la création d'emploi. Alors, la présidente oriente son argumentation vers ce sujet de préoccupation quotidienne. La culture du soja « *no demanda practicamente mano de obra* » avec ce paradoxe d'être particulièrement rentable, par rapport à une activité plus traditionnelle. Pour désolidariser les PME, *pymes*, du groupes des opposants, la locutrice signale une activité traditionnelle, indispensable à la consommation quotidienne de la population argentine, à savoir la production du pain (« *la agroindustria en materia de pan* »). La production intensive du soja est destructrice d'emploi, situation particulièrement préoccupante si sa culture devient dominante. Cependant, à nouveau, la locutrice se trouve dans une situation complexe car l'exportation du soja a permis de réunir des fonds pour financer les politiques sociales. Ces conditions peuvent expliquer qu'elle ne s'appuie pas sur des données chiffrées : en effet, celles-ci révéleraient, non seulement le nombre d'emplois détruits proportionnellement à la croissance exponentielle de la culture du soja<sup>797</sup>, mais aussi le gain économique induit pour l'Etat.

Néanmoins, les références à l'emploi viennent compenser les topiques véhiculés par le discours des représentants de la *Mesa de Enlace* qui revendiquent l'Argentine comme pays producteur de matières premières. Alejandra Palma<sup>798</sup> explique que cette première représentation entraîne deux autres topiques dans l'imaginaire argentin : d'une part, le secteur

---

<sup>797</sup> A ce sujet voir, Marta Novick y Héctor Palomino (coord.), *Estructura productiva y empleo. Un enfoque transversal.*, 1<sup>a</sup> edición. Buenos Aires, Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, 2007, qui montre l'évolution de la production et de l'exportation du soja et dérivés conjointement à l'évolution des emplois associés.

<sup>798</sup> Palma Alejandra, « Campo y voces asociadas: signos ideológicos e iniciativa discursiva en el debate público en torno a las retenciones móviles en la Argentina (año 2008) », 2014, document de conférence, Universidad Nacional del Sur, Departamento de Humanidades.



de l'agriculture et de l'élevage favorise l'économie du pays à travers l'exportation et d'autre part, celui-ci approvisionne le marché interne en aliments : *el campo* nourrit les Argentins. Face à ces représentations, la présidente s'emploie à montrer que, non seulement, l'emploi est menacé, mais de plus, la production croissante de soja s'approprie la place des cultures indispensables à l'alimentation de base des Argentins. Ajoutons que le secteur rural n'honore pas cette deuxième caractéristique car, à long terme, la culture du soja menace de faire disparaître l'agriculture de subsistance et, au moment où elle s'exprime, les moyens d'actions employés par le secteur rural menacent directement l'approvisionnement en denrées de base de la consommation quotidienne. Par conséquent, CFK cherche, par son argumentation, à démontrer que la *teoría del derrame*<sup>799</sup>, selon laquelle la croissance économique du secteur agricole génère de la croissance dans d'autres secteurs, ne se vérifie plus ou pas de façon proportionnelle pour la période donnée.

D'autre part, ce deuxième axe d'argumentation apporte déjà quelques éléments sur la propagation du conflit au delà du secteur rural que nous présentons en fin de chapitre. En effet, celui-ci se polarise. D'une part, le secteur agricole représenté par la *Mesa de Enlace* demande l'abolition immédiate des mesures qu'il considère injustes et confiscatoires. D'autre part, le gouvernement et la Présidente, appuyés par Néstor Kirchner et, entre autres, un groupe de *piqueteros* mené par Luis d'Elia, soutiennent que les retentions sont nécessaires pour redistribuer la rente vers les secteurs les plus défavorisés. On assiste, alors, à un déplacement de l'opposition sectorielle à un conflit social plus large. En effet, le mécontentement de la population n'affecte pas seulement les zones rurales : les pénuries gagnent un pays à l'arrêt ; les blocages des routes entraînent des catastrophes sanitaires<sup>800</sup>, et de nombreux incendies se déclarent aux portes des villes, portant préjudice à la santé des habitants et paralysant le trafic. Dans les zones urbaines, les classes moyennes aisées se mobilisent contre le gouvernement sous forme de *cacerolazos* auxquels répondent les soutiens au gouvernement par des contre-manifestations. Ces premiers se rendent également aux meetings à l'appel des organisations rurales tel que nous l'avons expliqué en début de chapitre. Ces différentes actions et moments de tensions récurrentes illustrent «*un intenso activismo que desbordó la demanda y la geografía inicial de la protesta y colocó a los dirigentes agropecuarios en posición de pronunciarse públicamente sobre reclamos genéricos y situarse circunstancialmente como punta de lanza de*

---

<sup>799</sup> À ce sujet, voir : Gaviola, S. R. y Anchorena, S. O. (2008). ¿Qué es lo que derrama el efecto derrame?, en A.A.V.V. Actas de las Segundas Jornadas de Economía Política, 10 y 11 de noviembre de 2008, Universidad Nacional de General Sarmiento.

<sup>800</sup> Voir « lo que dejaron los piquetes rurales », *página 12*, 23/ 06/ 2008, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-106525-2008-06-23.html>

*la oposición política nacional al kirchnerismo*<sup>801</sup>».

Par conséquent, le discours de CFK dans le traitement du conflit avec *el campo* reflète des stratégies qui s'inscrivent, dans un premier temps, dans l'opposition sectorielle puis dans un conflit social. La rhétorique qui se met alors en place, va au delà de la période de mars à juillet 2008 et finit par constituer une seule ligne d'argumentation face à l'opposition, répondant à une logique plus globale de défense du modèle politique kirchneriste.

En effet, comprendre que le conflit du *campo* est en réalité l'opposition de deux modèles antagoniques de pays permet d'expliquer l'engagement des secteurs moyens urbains aux côtés du secteur rural. Celui-ci a véhiculé un discours selon lequel la nation doit accomplir son destin mais est menacée de l'intérieur par l'intervention de l'État. Selon cette vision libérale de l'histoire et de la société, l'Argentine n'a pour seul destin possible que d'accepter que sa prospérité dépend de l'adéquation du secteur agricole à la demande mondiale pour le pays<sup>802</sup>. Cette interprétation a favorisé l'adhésion des secteurs moyens urbains sans intérêts directs avec le secteur rural, en canalisant leur mécontentement au sein d'un même conflit.

Par conséquent, dans un premier temps, et alors que le conflit gouvernement-campo prend un caractère qui dépasse le secteur agricole et mobilise d'autres secteurs de la population, les populations urbaines notamment, la présidente va approfondir l'argument économique en discréditant les manifestations qu'elle qualifie de «*piquetes de la abundancia*» en opposition aux «*piquetes de la miseria y de la tragedia*» post crise de 2001 :

*Creo que en lo que nosotros pudimos ver, en estos días, hemos visto la transformación más importante, que ha tenido la Argentina, desde el año 2003, a la fecha. Recuerdo esa Argentina de los años 2003,2002,2001, miles de argentinos en piquetes, cortando calles, rutas porque les faltaba trabajo, porque hacía años que habían perdido su trabajo, tal vez, en el 2001, porque se habían apropiado de los depósitos de pequeños ahorristas de la clase media. Eran los piquetes, como digo yo, de la miseria y la tragedia de los argentinos. Este último fin de semana largo nos tocó ver la contracara, lo que yo denomino los piquetes de la abundancia, los piquetes de los sectores de mayor rentabilidad.*<sup>803</sup>

---

<sup>801</sup> Fernández Mariano, Stoessel Soledad, «¿Una estrategia populista?: el discurso de los dirigentes agropecuarios durante el conflicto del campo en Argentina (marzo-julio de 2008) », p2. Un activisme intense qui a dépassé la demande et la géographie initiale de la protestation et placé les dirigeants agricoles en position de se prononcer publiquement sur des demandes génériques et de se situer dans ce contexte comme fer de lance de l'opposition politique nationale au Kirchnerisme. (je traduis)

<sup>802</sup> Panero, Marcelo, «'Nuestro país rural'. La dimensión política del pensamiento económico de la Sociedad Rural Argentina», en IX Jornadas de Sociología de la UBA, Argentina, UBA, 2011 In Francisco J. Cantamutto, «Fases del Kirchnerismo: de la ruptura a la afirmación particularista», *Convergencia Revista de Ciencias Sociales*, núm. 74, 2017, Universidad Autónoma del Estado de México

<sup>803</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Argentina, CFK, durante la firma de convenios entre AySa y municipios Bonaerenses*, 25-03- 2008.

La valeur axiologique de l'abondance et de la rentabilité, dans ce contexte, construit une représentation indécente et irrespectueuse des manifestants qui s'approprient le mode d'action emblématique de ces années de crise. Dans ce passage, les para-destinataires à convaincre sont les « *pequeños ahorristas de la clase media* » en tant que victimes de la crise de 2001, désignés par leur situation économique dans l'imaginaire social. L'adjectif « *pequeños* » charge le rôle d'épargnant d'une connotation positive : l'effort est plus symbolique que rentable, alors que les opposants actuels ont déjà reçu la rentabilité de leur activité. Cependant notons également qu'un troisième collectif apparaît dans ce fragment : « *miles de argentinos (...) porque les faltaba trabajo* ». Les classes les plus défavorisées, souvent favorables au gouvernement kirchneriste actuel se sont mises en mouvement pour défendre non seulement leurs intérêts mais aussi ceux des classes moyennes, victimes comme eux de la crise de 2001 et des politiques antérieures. Il y a ici une volonté d'unir les classes moyennes et les classes défavorisées en montrant à ces premières qui se situent à la frontière entre « *los otros* », représentés par les « *piquetes de la abundancia* » et le collectif d'identification de la présidente, que leur intérêt ne se situe plus dans l'opposition au gouvernement.

De plus, cet exemple appuie l'hypothèse de F. Martínez<sup>804</sup> qui soutient qu'une des stratégies sur lesquelles s'appuie le discours de CFK consiste à faire appel à une sorte de « morale universelle » qui fait passer le conflit sur des conditions économiques à des conditions morales. Ainsi, dans le passage cité, en 2001, les classes défavorisées et les classes moyennes étaient solidaires (« *miles de argentinos* ») car ils étaient tous victimes de la crise économique. Cependant, en 2008, alors que le pays a connu une nette récupération économique et que la situation des classes moyennes s'est améliorée, elles se désolidarisent des populations qui ont encore besoin de la solidarité nationale, pour faire bloc avec les classes les plus aisées. La présidente dénonce ainsi une forme d'ingratitude et de manque de loyauté de la part des soutiens du secteur rural. Nous retrouvons ici un point de convergence avec l'explication apportée précédemment sur l'adhésion des classes moyennes aux revendications du secteur rural. En temps de crise, leur précarité les rapproche d'un modèle solidaire et redistributif mais lorsque leur situation s'améliore, elles se rapprochent d'un modèle libéral et une collusion se crée avec les classes aisées afin de minimiser l'intervention de l'État.

Les deux premiers axes présentés, basés sur l'opposition tradition-modernité et petit-grand producteur, illustrent la menace que représente la culture du soja face aux productions liées à la consommation courante des argentins et vise à fractionner, de l'intérieur, le collectif

---

<sup>804</sup> Martínez, F., «Radicalización de antagonismos: discursos presidenciales durante el conflicto con el campo», XII Jornadas Nacionales de Investigadores en Comunicación, «Nuevos escenarios y Lenguajes convergentes», Rosario, 2008

d'opposition. Le dernier axe pauvreté-abondance cherche discursivement à isoler les adversaires tant de leurs soutiens que du reste de la population et, comme les deux autres, évolue au delà de la période officielle du conflit.

Parallèlement, la présidente élabore un troisième axe de réponse aux manifestations d'opposition à la 125/8 afin de représenter les détracteurs du projet en position antagonique par rapport au reste de la société. La stratégie consiste premièrement à établir un parallèle entre le contexte du conflit de 2008 et celui du coup d'État de mars 1976 pour montrer que l'objectif ultime des forces antagoniques est de déstabiliser le gouvernement :

*Las imágenes que me tocó ver este fin de semana largo, aquí en la República Argentina, casualmente en Semana Santa, siempre en Semana Santa ha sido emblemática para los argentinos, y como si fuera una señal pegada, en esta oportunidad, a la memoria de una de las peores tragedias que tiene la historia argentina, y que fue la del 24 de marzo de 1976. Son señales tal vez que se toma la historia, la casualidad, pero lo cierto es que, en estos cinco días, el último día fue 24 de marzo.<sup>805</sup>*

Dans ce passage, le lien s'établit à travers le hasard des dates. La présidente marque sa présence dans le discours à partir de son expérience personnelle («*me tocó ver*») mais il y a une apparente volonté d'effacer sa subjectivité dans le parallèle 1976-2008 auquel nous pouvons ajouter la Semaine Sainte 1987 qui dans l'imaginaire argentin est associé à la tentative de coup d'État dit des «*carapintadas*<sup>806</sup> ». Les marqueurs de première personne ont disparu pour laisser place à la composante descriptive où l'orientation que CFK donne à ces dates semble s'imposer par elle-même et apparaît dans la répétition de l'adverbe «*casualmente*» puis du substantif «*la casualidad* ». De plus, la comparaison avec «*como si fuera*» et le doute soulevé par «*tal vez*» invite le destinataire à s'interroger sur ces signes qui se répètent dans l'Histoire et dans le discours («*señal, señales*»). Cette Histoire comme une entité indépendante dans la reproduction discursive de cet espace temporel vient rappeler au destinataire que la Semaine Sainte a souvent été un moment décisif pour l'Argentine.

Quelques jours plus tard, sur ce même axe d'argumentation, la présidente va confirmer l'inscription du parallèle dans la dichotomie «*démocratie-dictature* » :

*Vi también escrito, lo vi fotografiado en un diario un cartel que decía: «Kirchner montonero», no fue eso lo que más me preocupó, han dicho otras cosas también del expresidente. Debajo de eso decía: «Videla*

---

<sup>805</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Argentina, CFK, durante la firma de convenios entre AysSa y municipios Bonaerenses, 25 -03- 2008.*

<sup>806</sup> Voir Partie I, chapitre 3

*volvé». Por favor, quiero que reflexionemos, (...). Pregunté y me pregunto todavía quién será el que pudo escribir eso, será una mujer, un hombre, un viejo, un joven, quién puede en la Argentina querer que Videla vuelva, quién puede quererlo. Lo vi fotografiado en letras de molde.  
Vi también caras de conocidos defensores y defensoras de los genocidas, también, en esa Plaza de Mayo.<sup>807</sup>*

A partir de sa propre expérience sensorielle (répétition du verbe voir), la présidente s'appuie sur le registre du témoignage et décrit des manifestations de contestation de la veille. L'aspect matériel et visuel des supports ainsi que le relais des informations par la presse fonctionne comme un garant de la véracité de la perception de la présidente. La mention de la première accusation des opposants qui apparaissent dans la troisième personne du pluriel «*han dicho*» place ces derniers dans la confrontation au kirchnerisme, personnalisé par «*el expresidente*». Ce premier niveau d'opposition suscite une préoccupation de l'émetteur qui n'est qu'une première étape dans la démonstration de CFK<sup>808</sup>. Le destinataire est ensuite conduit à se prononcer sur une opposition qui va dépasser la dichotomie kirchneriste/ anti-kirchneriste lorsque l'énonciateur l'inclut sur un mode prescriptif avec «*quiero que reflexionemos*». L'expression de l'ordre imposé par la présidente à l'auditoire est adoucie par la formule de politesse «*por favor*» et l'utilisation d'un «*nosotros*» inclusif dans l'action de réflexion. S'enchaînent ensuite des questions rhétoriques pour lesquelles la réponse négative est évidente. Les para-destinataires invités à se prononcer sur ce sujet sont énumérés selon des critères objectifs mais particularisés et individualisés par l'emploi de l'article indéfini et de la mention du genre et du groupe d'âge. Ces questions rhétoriques supposent donc des réponses unanimes : aucune femme, aucun homme, aucune personne âgée, aucun jeune ne peut vouloir le retour de Videla. Qui reste-t'il donc ?

La présidente donne la réponse à l'auditoire en reprenant «*vi también caras de conocidos defensores y defensoras de los genocidas*». En résumé, ceux qui s'opposent à la loi 125/8 et qui se réunissent pour manifester leur désaccord avec le gouvernement ne sont pas intégrés dans les différents secteurs qui composent le peuple argentin et sont associés aux revendications des défenseurs des génocidaires de la dernière dictature. Ils ne sont donc définis que par le fait d'avoir soutenu les pratiques du terrorisme d'Etat. Par conséquent, les manifestations ne s'opposent pas à la réforme mais sont une attaque contre la démocratie, une tentative de

---

<sup>807</sup> *Palabras de la presidenta en el encuentro en Parque Norte, 27-03-2008*

<sup>808</sup> Notons cependant que CFK rejette ici la participation de NK au mouvement *Montoneros* qui, dans l'économie du discours, est envisagé comme une attaque négative, et peut être interprété comme le refus de la part de la présidente d'une position radicalisée. Nous retrouvons ici la distinction entre le modèle kirchneriste et un projet révolutionnaire prôné par la génération des années 70. (cf. Chapitre III. II. 5.)

déstabilisation analogue aux soulèvements militaires. Cette représentation invite le destinataire à choisir son positionnement dans une dichotomie qui ne s'exprime plus dans le couple kirchnériste/anti-kirchnériste ou pro-rétentions/anti-rétentions, mais par le couple démocratie/dictature. Cette construction argumentative n'est pas sans rappeler celle mise en place par Raúl Alfonsín lors des élections présidentielles de 1983.

Le premier avril suivant, CFK tient à nouveau un discours descriptivo-didactique en présentant plus explicitement la menace de coup d'État que traduit le mouvement d'opposition qui, à l'origine, était circonscrit au conflit avec le secteur agricole :

*En estos días de marzo, amigos y amigas, hermanos y hermanas donde he visto nuevamente el rostro de un pasado, que pareciera querer volver. Tal vez, muchos de ustedes son muy jóvenes, (...) tal vez muchos no lo recuerdan, pero un 24 de febrero de 1976 también hubo un lock out patronal, las mismas organizaciones que hoy se jactan de poder llevar adelante el desabastecimiento del pueblo llamaron también a un lock out patronal allá por febrero del 76. Un mes después, el golpe más terrible, la tragedia más terrible que hemos tenido los argentinos.*

*Esta vez no han venido acompañados de tanques, esta vez han sido acompañados por algunos «generales» multimediáticos que además de apoyar el lock out al pueblo, han hecho lock out a la información, [...].<sup>809</sup>*

Au début de ce discours, la présidente interpelle l'auditoire réuni à Parque Norte, par le collectif «*argentinos, argentinas*», para-destinataire avec lequel elle tisse progressivement un lien affectif et filial en employant «*amigos y amigas, hermanos y hermanas*». Par conséquent, le pro-destinataire et le para-destinataire sont identifiés dans la même entité. A partir d'une figure d'autorité marquée par son expérience face à la jeunesse de certains destinataires et également comme garante de la mémoire face à ceux qui auraient pu oublier, elle renforce le collectif d'identification des Argentins victimes du coup d'État de 1976 et de ses conséquences. Les para-destinataires de 2008 sont intégrés à un «*nosotros*» transhistorique qui trouve ses origines dans le fait d'avoir subi le coup d'État et souffert de cette tragédie. La menace d'une répétition des événements de 1976 entretient l'union de ce collectif qui, comme nous l'avons montré dans les deux parties précédentes, représente un objectif majeur du modèle kirchnériste.

Le traitement des marqueurs temporels permet de recréer une scène historiquement identifiable dans l'imaginaire argentin, à savoir une date précise (24 de febrero de 1976) alors que le présent fait l'objet d'une construction plus floue. Le syntagme «*En estos días de marzo*» répond à l'information apportée par l'énonciateur qui fait référence à «*un mes después*» par rapport au mois de février. Nous assistons ici à la reconstruction dans le présent de l'énonciation,

---

<sup>809</sup> *Encuentro por la convivencia y el diálogo*, en Plaza de Mayo, 01-04-2008

d'une scénographie de l'imaginaire argentin.

Dans ce contexte, CFK s'adresse à un auditoire qui semble être celui de ses partisans, associés à un public plus large qu'il s'agit de convaincre. En effet, les para-destinataires sont délicatement éveillés par la supposition marquée par «*tal vez*» ce qui confère la possibilité à la présidente d'apporter les informations manquantes qui entretiennent, avec le présent, un lien de similitude souligné au niveau syntaxique et sémantique : répétition de l'adverbe «*también*», de l'adjectif «*mismas*», du verbe d'action «*volver*» et emploi répété de l'expression «*lock out patronal*».

Ce terme fonctionne comme un opérateur d'interprétation<sup>810</sup> à fort potentiel explicatif pour les para-destinataires et contribue à la construction des contre-destinataires. De plus, il permet l'ancrage dans la réalité quotidienne de 2008. L'adversaire apparaît premièrement sous la forme métaphorique de «*el rostro de un pasado que pareciera querer volver*» : la personnification fait apparaître le fantôme qui rôde dans cette scène discursive et réunit, en un seul espace, les événements de 1976 et le présent d'énonciation. Il est cependant identifiable par sa façon d'agir, le «*lock out patronal*» qui par son qualificatif révèle l'identité des acteurs : le patronat en tant qu' «*organizaciones que hoy se jactan de poder llevar adelante el desabastecimiento del pueblo*». L'emploi du collectif pluriel «*organizaciones*» confère à l'adversaire un caractère abstrait mais la proposition subordonnée relative qui le définit, l'inscrit dans le présent par le déictique «*hoy*» et le positionne surtout dans l'exercice d'un pouvoir. Pouvoir qui, aujourd'hui, pourrait apparaître comme une défiance à travers l'action de «*jactar*», laquelle connote l'arrogance, la provocation, l'action de façade. Cependant, il s'agit en réalité d'un pouvoir qui se met en place subrepticement («*llevar adelante*») contre le peuple, d'autant plus qu'il s'oppose au pouvoir exécutif, exercé par un gouvernement élu par la population pour la représenter.

La présidente, dans son discours, vient donc mettre en lumière la menace que représente ce collectif. Les constructions nominales «*un lock out, (...), el golpe más terrible, la tragedia más terrible*» traduisent un enchaînement inévitable de faits qui concernent directement le peuple, davantage que le gouvernement, car le «*lock out patronal*» est ensuite remplacé par «*lock out al pueblo*».

L'opposition «*peuple-organisations*» étant établie parallèlement à la dichotomie «*démocratie-dictature*», un nouvel adversaire se dessine. Le pouvoir médiatique, sous le nom de «*generales multimédiáticos*» pour continuer dans la sémantique du coup d'État militaire, apparaît comme adjuvant des organisations rurales. Le traitement des médias dans la

---

<sup>810</sup> Verón Eliseo, «La palabra adversativa» *op.cit.*, p.6

construction de l' « autre négatif » est l'objet du chapitre suivant.

Cette ligne argumentative a mis en lumière la présence d'une menace pour la société. Or la menace, selon Emilio De Ípola constitue «*una de las piezas esenciales en la lógica que preside la constitución de las identidades colectivas*<sup>811</sup>». Par conséquent, les stratégies discursives mises en place par CFK contribuent à définir les forces antagoniques tout en confortant l'instance collective. En effet, le danger imminent de cette menace suscite le renforcement des identités et génère le double mouvement auquel se réfère Ernesto Laclau selon lequel «*la estructura de toda relación de amenaza presupone a la vez la afirmación de una identidad y la puesta en cuestión de la misma*<sup>812</sup>». Nous comprenons donc, à travers cette première partie d'analyse, que, dans l'économie du discours de CFK, le conflit gouvernement-campo a favorisé l'affirmation des identités<sup>813</sup> au-delà des entités initialement concernées. Nous allons voir dans la partie suivante que les antagonismes au sein de la population ne se sont pas révélés seulement au cours de la période ; ils se sont également inscrits dans la logique politique qui a marqué les années suivantes des mandats de CFK.

#### **IV. 1. 3. 2. Affirmation des antagonismes après la crise «*del campo*»**

Nous allons maintenant observer comment évolue le champ discursif du conflit avec le monde rural au delà de la période considérée officiellement car celui-ci reste actif malgré l'apparente défaite du gouvernement, du kirchnérisme surtout, puisque le vice-présidente radical Julio Cobos se prononce négativement le 17 juillet, lorsque son vote doit départager les résultats obtenus au Sénat. Sur le plan de la logique politique partisane, la prise de position du Vice-présidente J. Cobos met à mal la volonté de transversalité affichée par le couple Kirchner et ouvre un flanc à la critique au sein même des soutiens de CFK. Sur ce point, la présidente est

---

<sup>811</sup> De Ípola., Emilio, *Las cosas del creer.(creencia, amenaza, indentidad)*, participation présentée au Segundo Coloquio de Bariloche de Filosofía, (Fundación Bariloche/LOGOS), juin-juillet 1994, Bariloche, Argentina, Revista Sociedad de la Facultad de Ciencias sociales (UBA), consulté en ligne le 1/07/2020 : [http://www.estudiosecologistas.org/documentos/reflexion/ecologiapolitica/cosas\\_del\\_creer.pdf](http://www.estudiosecologistas.org/documentos/reflexion/ecologiapolitica/cosas_del_creer.pdf), « un des éléments essentiels dans la logique qui préside la constitution des identités collectives ». (je traduis)

<sup>812</sup> Laclau, Ernesto (1990). Nuevas reflexiones sobre la revolución de nuestro tiempo. Buenos Aires, Ediciones Nueva Visión. p.43 in Irene Gindin, « *El poder de legitimar el campo en el discurso de CFK* », p. 7, « la estructura de toute relation de menace présuppose à la fois l'affirmation d'une identité et la remise question de celle-ci » (je traduis).

<sup>813</sup> Nous reprenons ici la définition de l'identité politique telle que l'emploi Gerardo Aboy Carlés, en tant « conjunto de prácticas sedimentadas, configuradoras de sentido que establecen, a través de un mismo proceso de diferenciación externa y homogeneización interna, solidaridades estables, capaces de definir, a través de unidades de nominación, orientaciones gregarias de la acción con relación a la definición de asuntos públicos » in Gerardo Aboy Carlés, « Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación », *op.cit.*



fragilisée par ce revers.

Face à cela, la dynamique discursive entretient la réaffirmation des pouvoirs en présence incarnés, d'une part au niveau institutionnel par l'État et, d'autre part dans la force extérieure dénoncée par la présidente.

En octobre 2008, trois mois après la fin du conflit, CFK s'adresse à nouveau au secteur laitier (note 794) :

*Porque fíjense ustedes, durante mucho tiempo escuchamos hablar de por qué el Estado intervenía, que distorsionaba el mercado, que no ayudaba a la producción, si hoy el Estado hiciera lo que se nos demandaba durante mucho tiempo, por ejemplo bajar a cero pesos las retenciones y dijéramos que no hay más retenciones a la leche y al mismo tiempo dejáramos que el libre mercado decida entre productores e industria cuál va a ser el precio. Todos ustedes saben cuál sería el resultado de este retiro del Estado de la mesa de negociaciones y de su rol de intervención, sería un precio que arruinaría a los pequeños y medianos productores. A los muy grandes no porque esos no se arruinan nunca, los muy muy grandes no se arruinan nunca, al contrario, muchas veces utilizan a los pequeños y medianos de escudo y máscara de proa para poder obtener mejores precios. (Aplausos) Y después critican por lo medios y la televisión que es poco el precio de compensación, pero igual a fin de mes lo cobran como todos.<sup>814</sup>*

S'adressant de façon directe à un auditoire qu'elle souhaite persuader, la présidente le guide dans sa réflexion au moyen d'interpellations à l'impératif et d'interrogations indirectes. Pour convaincre ce collectif en position de para-destinataire, CFK reproduit le discours des contre-destinataires à l'encontre de l'État ; elle glisse cependant progressivement vers un « nosotros » qui renvoie au gouvernement. D'autre part, elle projette le destinataire dans une réalité imaginée à travers la valeur conditionnelle des formes verbales de subjonctif imparfait .

La distinction Etat/gouvernement, nous semble une façon de dissocier la nature du pouvoir de chacun. D'une part, l'Etat, en tant qu'entité politique qui prend appui sur des institutions, détient de façon intrinsèque un pouvoir, dans le sens de potentiel et capacité d'action. D'autre part, le gouvernement incarne un pouvoir temporel, une capacité à agir animée par une volonté ou une vision idéologique. Or dans ce contexte, la présidente affirme la décision de placer l'État comme protecteur, là où les autres n'avaient pas la volonté de donner cette orientation au pouvoir potentiel de l'État. Il s'agit donc d'un choix gouvernemental qui permet de distinguer l'Etat d'une entité abstraite pour en faire une incarnation de la volonté politique, d'une orientation idéologique.

Ce contexte étant posé, la présidence attire le destinataire dans un collectif

---

<sup>814</sup> *Discurso de CF en el acto de firma de acuerdos con el sector lácteo, 20-10-2008*

d'identification basé sur une connaissance commune des conséquences d'un désengagement de l'État, souligné par le syntagme «*Todos ustedes saben*». L'adversaire se dessine alors plus clairement lorsque la présidente se sert d'une modalité didactique, après avoir exposé le résultat final de la séquence imaginée : «*arruinaría a los pequeños y medianos productores*». En effet, l'explication sur la différence entre les «*grandes*» et les «*pequeños y medianos*», introduite comme une vérité générale rend plus intelligible la position des adversaires présentée au début de la séquence. Les adjectifs parfois nominalisés «*pequeños*» et «*grandes*» prennent une valeur axiologique car les premiers sont les victimes des seconds dont le cynisme, dénoncé dans la dernière phrase de ce fragment, révèle la vénalité.

Dans le contexte post crise du *campo*, la stratégie consiste à entretenir dans l'imaginaire collectif, la représentation d'un adversaire qui exerce son pouvoir au-delà des institutions et s'est manifesté par un groupe dominant du secteur agricole qui n'est cependant pas représentatif des intérêts de l'ensemble du monde rural. Afin de poursuivre cette ligne stratégique, la présidente recourt aux valeurs morales : ce secteur est alors représenté de façon divisée.

Dans le passage suivant, la présidente va s'efforcer de construire un collectif d'identification autour de la valeur travail qui n'exclut pas la possibilité d'un enrichissement économique. Nous pouvons distinguer deux moments dans la scission du groupe. Premièrement l'opposition se base sur la différence entre ceux dont le travail n'est que le «*tiempo de cosecha y luego sentarse a disfrutar de la renta*<sup>815</sup>» en référence aux producteurs de soja par rapport aux producteurs de lait. Dans un deuxième temps, l'opposition se déplace vers la dichotomie «*producteurs-rentiers*» :

*No quiero hablar de doble rentabilidad porque en realidad es injusto para el productor. En realidad la renta obedece a un concepto de alguien que percibe algo sin hacer nada, sólo por ser el titular de la tierra y yo quiero hablar cuando hablo de los productores de beneficio, porque el productor es un empresario, el productor es alguien que invierte, que arriesga, que pone capital, es el que trabaja la tierra, es el que tiene las manos callosas, es el que se mata de sol a sol, que sufre con el granizo, que sufre con la falta de lluvia, que tiene que hacerse cargo le vaya bien o le vaya mal del precio del campo y además también el tema de la rotación de suelos,[...] Exige que tengamos una Ley de Arrendamientos o una Ley de Suelos, como ustedes quieran llamarle.<sup>816</sup>*

Ici, le travail du producteur est exalté par l'association à l'imaginaire traditionnel du travail de la terre et la conséquente vulnérabilité aux conditions climatiques. Dans l'opposition «*producteur-rentier*», le producteur est valorisé dans le domaine moral. Sur le plan politique,

---

<sup>815</sup> *Discurso de CF en el acto de firma de acuerdos con el sector lácteo, 20-10-2008*

<sup>816</sup> *Medidas para el sector agropecuario, 22-12-2008*

le rôle de l'Etat est renforcé à travers la référence au projet de «*Ley de Arrendamiento o de Ley de Suelo*». Grâce à l'exercice effectif du pouvoir des législateurs, l'Etat œuvrerait en faveur des producteurs en limitant le pouvoir incarné, ici, par les rentiers. Ces derniers représentent un menace pour l'économie agricole et par extension, pour la société argentine car ils favorisent la monoculture dans le but d'obtenir une rentabilité majeure.

L'exemple suivant introduit le recours à l'appareil judiciaire pour que l'État s'interpose entre puissances adverses déloyales (registre de la morale) et les droits des citoyens (registre de la légalité) :

*[...] son grandes empresas: tres, cuatro, o cinco grandes empresas y esperamos que no nos harán hacer faltar la yerba, porque si no va a haber problemas y vamos a aplicar - si es necesario - la Ley de Abastecimiento porque no es posible que con las extraordinarias rentabilidades que han tenido todos los sectores hagan esto.*<sup>817</sup>

L'énonciateur, dans une première personne du pluriel, « vamos a aplicar », se pose en garant du « nous inclusif » en référence aux Argentins face aux pratiques d'un groupe minoritaire, «*tres, cuatro, cinco grandes empresas*», dont le pouvoir est souligné par l'adjectif «*grandes*», lequel dans ce contexte se charge d'une valeur axiologique négative. De nombreux exemples illustrent le rôle régulateur de l'État face aux pratiques spéculatives qui agissent comme un contre pouvoir au détriment de l'instance collective. Cependant, nous considérons que l'analyse de cet extrait permet de démontrer la construction d'une posture présidentielle et d'une représentation du pouvoir de l'État face à un pouvoir représenté comme extérieur au jeu démocratique pendant et suite au conflit dit du « *campo* ».

Nous souhaitons, avant de refermer cette sous partie, soulever la question du coût politique de cette crise. Il serait difficile de répondre à cette interrogation dans le cadre de cette thèse. Cependant, nous souhaitons nuancer l'idée selon laquelle cette séquence en début de mandat présidentiel a été totalement négative pour la présidente en nous concentrant sur l'investissement discursif que cette crise a représenté dans la grammaire politique de CFK. En effet, son approfondissement a conduit à définir et à révéler un adversaire qui, par sa position antagonique, a également contribué à redéfinir et réaffirmer les identités et notamment certains soutiens du kirchnérisme<sup>818</sup>.

---

<sup>817</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CF en el acto de anuncios de las medidas dispuestas por el gobierno nacional para la industria frigorífica, en el salón de las mujeres argentinas, Casa Rosada, 12-04-2012*

<sup>818</sup> C'est le cas, par exemple, d'Hugo Moyano à la tête de la CGT, ainsi que Luis d'Elía, membre de la CTA, qui prend la tête de contre manifestations au moment des cacerolazos de mars 2008. Nous pouvons également citer

En 2013, la présidente déclare :

*[...] escuché el otro día a alguien que fue el que me aconsejó sobre la 125, no quiero contar la anécdota porque cada vez que me acuerdo me pongo nerviosa, estábamos con el entonces jefe de Gabinete y el creador del kirchnerismo, y me acuerdo que cuando vino con el tema de los famosos aumentos de los derechos de exportación de la soja, le preguntó a este joven ministro de Economía, “¿pero vos estás seguro que el sector?” “Sí, sí, a ellos lo único que les importa es el trigo y el maíz”. Mirá vos el lío que se armó.<sup>819</sup>*

Dans ces propos remémorés par la présidente, l'opposition « cultures traditionnelles-soja » apparue dans son discours aux premiers jours du conflit est attribuée au Ministre de l'Economie. Martín Lousteau est caractérisé par sa jeunesse, ici, synonyme d'inexpérience. Dans ce fragment, il porte la responsabilité de la mauvaise orientation de la mesure et des incidents qui ont suivi. Pour ces raisons, son départ du gouvernement le 24 avril 2008 aurait pu être une source d'apaisement du conflit tel que le signale le chancelier Bielsa :

*Y ahí el gobierno comete un error político como consecuencia de elegir al enemigo y tener todo el tiempo la iniciativa en cualquier conflicto. No se aprovechó la salida de Lousteau para descomprimir y evitar que la Mesa de Enlace se abroquelara sumando el Gobierno a protagonistas que, en realidad, debían estar en el campo del gobierno.<sup>820</sup>*

Cependant, la présidente n'a pas opté pour cette stratégie. D'autre part, Alejandro C. Tarruella explique que CFK «*optó una vez producido el conflicto por enviar el proyecto al Congreso cuando pudo aplicar apelando al Código Aduanero, que contemplaba este mecanismo*<sup>821</sup>».

---

le mouvement «Carta Abierta» (Lettre ouverte) formé pendant le conflit. Ce groupe de réflexion apporte, alors, son soutien au gouvernement et reste actif jusqu'en 2019. Au cours de ces années, il porte un regard critique sur l'actualité politique de l'Argentine. Au sujet du mouvement «Carta Abierta», voir: Waiman Javier, « La batalla política de los intelectuales kirchneristas. Apuntes para una interpretación de Carta Abierta », *revista Conflicto social*, año 9, N°16, 2016, disponible en ligne: [https://ri.conicet.gov.ar/bitstream/handle/11336/111014/CONICET\\_Digital\\_Nro.ca3ee4ec-7ca4-42fc-a7de-638bded10327\\_A.pdf?sequence=2&isAllowed=y](https://ri.conicet.gov.ar/bitstream/handle/11336/111014/CONICET_Digital_Nro.ca3ee4ec-7ca4-42fc-a7de-638bded10327_A.pdf?sequence=2&isAllowed=y)

<sup>819</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CF, en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada, 06-05-2013*

<sup>820</sup> Tarruella Alejandro, *Historia de la Sociedad rural argentina. De la colonización a nuestros días : radiografía de la oligarquía terrateniente*, 1<sup>ª</sup>ed., Buenos Aires, Planeta, 2012, p381, « C'est là que le gouvernement commet une erreur politique en choisissant l'ennemi et en ayant tout le temps l'initiative dans n'importe quel conflit. Il n'a pas opportunément profité de la sortie de Lousteau pour faire baisser la pression et éviter que la Mesa de Enlace se retranche en montant contre le gouvernement des acteurs qui, en réalité, devaient être dans le camp du gouvernement. » (Je traduis)

<sup>821</sup> Tarruella Alejandro, *Historia de la Sociedad rural argentina. De la colonización a nuestros días : radiografía de la oligarquía terrateniente*, op. cit., p.381 « a choisi, une fois le conflit enclenché d'envoyer le projet au Congrès quand elle aurait pu l'appliquer en recourant au Code Douanier, qui contemple ce mécanisme » (je traduis)

Nous pouvons considérer que le conflit est allé jusqu'aux limites du processus démocratique. En effet, le texte a été débattu puis voté par les députés et a été soumis au sénat. Enfin, face à son rejet, le projet de loi a été abandonné. Le choix de suivre ces différentes étapes a permis à chacun d'asseoir son positionnement dans un cadre institutionnel. Ainsi l'explique-t-elle à la fin de son mandat dans une lecture rétrospective du conflit :

*(...)superando definitivamente viejos desencuentros que muchos se debieron a prejuicios, a preconceptos que teníamos por allí entre unos y otros, superándolos. Porque esos...lo charlábamos con la gente de Federación Agraria, fue una conversación clara, abierta, sincera, superando los prejuicios que ellos tenían sobre mí y seguramente los que yo tenía sobre ellos, diciéndome que son pequeños chacareros, que no tienen nada que ver con los grandes pules de siembre [sic] ni con los grandes latifundistas de este país, que son hombres y mujeres que se levantan todos los días y que quieren contribuir y seguir contribuyendo a la mesa de los argentinos, a mantener la sustentabilidad alimentaria y la verdad que es necesario derribar esos conceptos y esos prejuicios.*

*Porque (...)sobre esos preconceptos, sobre esos desencuentros, pivotearon los de siempre, esos pequeños grupúsculos de mucho poder económico, de gran articulación mediática, (...).*

*Por eso tenemos la obligación como argentinos, de mirarnos a los ojos, tenemos la obligación como argentinos de reencontrarnos, de reconocer los errores, y saber y esto se lo digo a esos pequeños agricultores, a esos pequeños chacareros que, tal vez, muchas veces les contaron que yo era mala o que era muy dura, vamos a sacar el término "mala" que es un término subjetivo, que yo era muy dura. Es cierto, a veces soy dura, pero quiero decirles que siempre he sido dura con los de arriba; jamás he sido dura con los de abajo.<sup>822</sup>*

La présidente construit une scène de réconciliation où les identités se sont révélées telles qu'elles apparaissent dans le présent de l'énonciation à l'auditoire par le truchement de son intervention. Le désaccord est circonscrit au passé comme un «*viejo desencuentro*» basé sur des erreurs de jugement des deux parties qui maintenant sont réunies dans ce « nous inclusif » (*charlábamos*). D'autre part, «*la gente de Federación Agraria*» revendique son identité en tant que «*pequeños chacareros*», gage de modestie, et d'éloignement vis-à-vis des secteurs les plus puissants du secteur agricole. De plus, ils sont reconnus comme «*hombres y mujeres*», individus engagés dans le projet national au service du peuple, ici désigné comme para-destinataire, «*los argentinos*». Enfin, le recours à un mode didactique à visée prescriptive («*la verdad que es necesario derribar esos conceptos y esos prejuicios*»), permet à l'énonciatrice de réaffirmer la nécessité des échanges qui conduisent à révéler les identités pour atteindre cette harmonie mais aussi pour séparer le bon grain de l'ivraie. Cette séquence fait écho à la position d'intermédiaire

---

<sup>822</sup> *Palabras de la presidenta CFK en un acto en el museo del Bicentenario, Casa Rosada, 16-03-2015*

qui se dessine dans l'*ethos* médiateur de la présidente. L'exercice du jeu politique avec ses échanges et ses désaccords a conduit au rétablissement des identités, représenté par une auto-identification pour les *chacareros*.

Ce processus a permis à «*la gente de Federación Agraria*», collectif singulier emblématique de la Mesa de Enlace de 2008 de se séparer de l'adversaire, c'est-à-dire «*los grandes pules de siembre*» et les «*grandes latifundistas de este país*» dont la grandeur est ici synonyme de puissance mais la façon d'agir se caractérise par la manipulation («*pivotearon*») et la dissimulation («*pequeños grupúsculos*») pour mieux exercer leur pouvoir. Pour finir, CFK renforce son positionnement par rapport à son collectif de référence dans l'imaginaire politique quand elle situe l'exercice de son pouvoir, à travers la revendication «*soy dura*», dans l'arbitrage favorable à «*los de abajo*» face à «*los de arriba*».

Cet affrontement qui inaugure le premier mandat de CFK définit une position discursive qui traverse les deux mandats. En effet, il marque la mise en place du dispositif énonciatif de Cristina. Dans cet optique, le conflit lié au *campo*, n'est pas un débat politique de plus dans la présidence mais il constitue le moment inaugural qui pose les bases des oppositions futures. Les événements de 2008 définissent les forces antagoniques en présence que le gouvernement va devoir affronter pour mener à bien le projet kirchneriste. Dans ce processus, il appartient à la présidente de rappeler les enjeux de la mise en place du modèle pour l'instance collective et de révéler les forces antagoniques qui s'y opposent au cours des différents débats et orientations politiques qui surgissent dans les années suivantes. L'analyse de cette dynamique fait l'objet des chapitres suivants.

## IV. 2. Les débats liés à *ley de medios*

Les débats sur la réforme de la *ley de Servicios de Comunicación audiovisual* qui ont lieu en 2009 constituent un second moment emblématique dans le premier mandat de CFK. Sur le plan politique, il s'agit, en comparaison à la réforme de la loi 125, d'une victoire car le gouvernement arrive au terme de son projet et la loi est sanctionnée. Nous pouvons également considérer cet aboutissement comme un succès démocratique car aucun gouvernement n'avait pu, depuis 1983, déroger la loi de Radiodiffusion promulguée par le gouvernement militaire en 1980, face aux oppositions des monopoles du secteur comme nous allons l'expliquer.

Pour comprendre les enjeux dans lesquels s'inscrivent l'élaboration puis la promulgation de la *Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual* de 2009, nous allons premièrement présenter le panorama médiatique de la région puis de l'Argentine entre le XX<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle (chapitre 1) afin d'y situer les particularités de la relation entre le couple Kirchner et les médias (chapitre 2). Ensuite, nous nous intéressons au processus de gestation de cette réforme et aux particularités de son contenu (chapitre 3). Ces éléments vont nous permettre d'aborder (chapitre 4) le discours de CFK en lien avec le processus d'élaboration de la loi mais également de façon plus générale avec les médias. Dans ce contexte, la logique de construction des antagonismes dépasse le sujet « médias » et prend la forme d'un «*suprapoder*», qui, présent tout au long de l'Histoire de l'Argentine, menace l'intégrité de l'instance collective.

### IV. 2. 1. Panorama médiatique à l'échelle régionale et nationale

#### IV. 2. 1. 1. En Amérique latine

Dès les années cinquante, l'Amérique latine accède aux moyens de communication de masse. Ainsi les premières télévisions arrivent au Mexique en 1950 et au Venezuela en 1953. En Argentine, le 17 octobre 1951, a lieu la première retransmission télévisée, inaugurée par Eva Perón.

Dans les années soixante, les politiques en matière de moyens de communication audiovisuelle, dans une perspective nationaliste ou pro-développement, cherchent surtout à réduire la dépendance vis à vis de l'extérieur et à promouvoir le développement économique et social.

D'autre part, dans un contexte, marqué par un accès précoce aux médias, s'est construite une vision politique alternative de la communication comme processus d'éducation et de participation. La prise de conscience de ce phénomène est un moteur pour l'action du Mouvement des non-alignés<sup>823</sup> dans les années soixante dix. De plus, à cette époque, selon Armand Mattelart, face à la fissure du paradigme de « modernisation », propre à l'idéologie occidentale du progrès infini, une nouvelle conception voit le jour mettant l'accent sur les singularités culturelles comme source d'identité, de production de sens, de dignité et d'innovation sociale. Selon Erica Guevara<sup>824</sup>, la légitimation du droit à la communication est également impulsée par les théories critiques de l'École de Francfort, sur les médias qui ont eu un écho important dans les universités d'Amérique Latine. Selon ces courants de pensée, l'industrie culturelle représente des instruments de domination dans la mesure où la propriété est concentrée dans très peu de mains<sup>825</sup>. Cependant la révolution castriste à Cuba fait planer le spectre d'un des systèmes médiatiques les plus développés du sous-continent, nationalisé via l'expropriation et soulève l'opposition des médias privés au nom de la « liberté de la presse ».

Au cœur des institutions internationales, les représentants de l'Amérique n'en sont pas moins actifs pour défendre ce droit. En 1973, au sommet d'Alger, le Mouvement des pays non-alignés aborde le sujet des médias et des déséquilibres des flux d'informations Nord-Sud. C'est le point de départ du NOMIC, Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication, intégré à l'UNESCO à l'initiative de la Conférence intergouvernementale sur les politiques nationales de communication de San José, en 1976.

En 1977, le rapport de la commission Mc Bride, publié par l'UNESCO, réaffirme, face à la concentration des médias et des industries culturelles, le droit à la communication et la nécessité de politiques publiques en matière de culture et de communication. Sur le terrain, quelques expériences de « communication populaire » voient le jour telles que les radios universitaires en Argentine et au Mexique ou celles des mineurs en Bolivie. Cependant, le retrait des Etats-Unis, en 1984 discrédite l'institution. De plus, au moment de la conférence de San José en 1976, de nombreux Etats latino-américains sont dirigés par des régimes autoritaires.

---

<sup>823</sup> A l'origine de la création du *Nuevo Orden internacional de la Información*, en collaboration entre le ONU et le Mouvement des pays non alignés. Voir à ce sujet Fernando Quirós, « El debate sobre la información, la comunicación y el desarrollo en la UNESCO durante el siglo XX », *Revista Comunicación y Ciudadanía digital, Commons*, 32p consulté en ligne le 3 juillet 2019 :<file:///C:/Users/Val/Downloads/Dialnet-ElDebateSobreLaInformacionLaComunicacionYEIDesarro-4546790.pdf>

<sup>824</sup> Guevara Erica, « Chapitre 3 / « Téléprésidents » ou « média-activistes » de gauche ? Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie », dans : *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*. sous la direction de Dabène Olivier. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2012, p.105-144., URL : <https://www.cairn.info/la-gauche-en-amerique-latine-1998-2012--9782724612707-page-105.htm>

<sup>825</sup> A propos de la critique de l'« industrie culturelle » par l'École de Francfort, voir : Voirol, Olivier. « La Théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture », *Mouvements*, vol. 61, no. 1, 2010, pp. 23-32.



Dans les années quatre-vingt, des mobilisations sociales appuyées par le NOMIC entretiennent la lutte pour une démocratisation de la communication. Cependant, le sujet ne revient pleinement sur le devant de la scène qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En effet, pendant les années néolibérales, marquées par la loi de marché et la financiarisation, la liberté d'expression commerciale cherche à supplanter la liberté d'expression citoyenne alors que domine l'idée selon laquelle le marché engendre son propre mode de régulation et secrète la diversité de l'offre. De façon générale, si la diversité culturelle est concevable, la diversité médiatique, elle, ne l'est pas.

Dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, les forums sociaux mondiaux et continentaux investissent les projets de démocratisation de la communication. En 2005, le Manifeste de Porto Alegre réaffirme ce droit en ces termes:

Un autre monde possible doit promouvoir la démocratie du local au global. Il faut donc garantir le droit à l'information et le droit d'informer des citoyens par des législations :

- mettant fin à la concentration des médias dans des groupes de communication géants;
- garantissant l'autonomie des journalistes par rapport aux actionnaires ;
- favorisant la presse sans but lucratif, notamment les médias alternatifs et communautaires.

Le respect de ces droits implique la mise en place de contre-pouvoirs citoyens, en particulier sous la forme d'observatoires nationaux et internationaux des médias<sup>826</sup>.

Au cours des dernières décennies, des réseaux de média-activistes présents dans les forums sociaux ont investi les lieux où se négocie le statut de la communication, de l'information et de la culture, confrontés aux logiques marchandes et technologiques. Citons par exemple, l'UNESCO pour la diversité culturelle; l'Union Internationale des Télécommunications, pour l'aménagement de la « société de l'information » ; l'Organisation Mondiale du Commerce, pour la libéralisation du commerce des services audiovisuels et culturels et l'OMPI, l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, une lutte s'engage en faveur de la démocratisation des moyens de communication. En opposition au modèle traditionnel « vertical et assymétrique du flux de communication<sup>827</sup>», des mouvements sociaux militent pour la

---

<sup>826</sup> Manifeste de Porto Alegre, janvier 2005, <https://local.attac.org/13/aix/spip.php?article419>

<sup>827</sup> Mattelart Armand, « Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication », *Mouvements*, 2013/4 (n° 76), p. 66-77. consulté en ligne 18 juin 2019 : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4-page-66.htm>

multiplication des sources d'expression en dépit des logiques de marché et de contrôle étatique.

Dans ce contexte, on assiste à l'élaboration de lois visant des échanges « populaire[s], indépendant[s] et inclusif[s]<sup>828</sup> » fondées sur le droit à la communication, lui-même indissociable des droits civils et sociaux. Cette lutte assumée par un nombre croissant d'acteurs sociaux, étant donné son rapport au futur de la démocratie, répond au constat établi dans le bilan sur la réappropriation de la question des modes de communication par les mouvements citoyens, produit en janvier 2013 par l'Agence Latino-Américaine d'Information (ALAI), agence alternative de presse créée en 1976 à Quito.

Ainsi, ce positionnement remet en question le système hégémonique de communication du paysage audiovisuel latino-américain marqué par la concentration et la privatisation. Les groupes *Televisa* au Mexique, *Cisneros* au Venezuela, *Globo* au Brésil et *Clarín* en Argentine se sont imposés dans le paysage médiatique de leurs pays respectifs par leurs activités dans la communication audiovisuelle ainsi que dans d'autres secteurs, et par leur forte gravitation politique et idéologique.

Le déficit de pluralisme et de diversité dans les médias ne suscite pas seulement des interrogations en Amérique Latine. En effet, en 2004, la Commission Européenne, suite à une demande émanant d'élus, a émis une directive relative à la sauvegarde du pluralisme des médias menacés par un phénomène de concentration croissant. Celle-ci n'a été votée qu'en 2011 car elle a subi de nombreuses oppositions des partis de droite.

Le point particulier en Amérique Latine, comme le fait remarquer Armand Mattelart, est que les acteurs sociaux se sont saisis du sujet pour obtenir des évolutions sur le plan législatif. En Argentine, il s'agit notamment d'association de défense des Droits de l'Homme ou de syndicats de travailleurs issus du monde audiovisuel comme nous allons le voir ci-dessous. De plus, dès les années soixante-dix, le FARC (Forum Argentino de Radios Comunitarias) et la Asociación Mundial para la Comunicación Cristiana portent ces revendications. Ainsi, la loi 26-522 adoptée en Argentine, en 2009 fait figure de paradigme et a inspiré les réformes du système audiovisuel en Bolivie (2011), en Equateur (2013) et en Uruguay (2013).

Avant de revenir sur l'élaboration et le contenu de la loi en Argentine, précisons que les grands médias des deux Amériques ont d'ailleurs, avant ou après le vote de ces lois, mené une active campagne à leur encontre. Comme le fait remarquer Bruno Preatoni<sup>829</sup>, alors que la loi sur les services audiovisuels est en gestation en Argentine, Clarín inaugure une ligne

---

<sup>828</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>829</sup> Preatoni Bruno, «La construcción del otro negativo en el discurso kirchnerista. Clarín: el adversario ideal. Ley de Medios y resurrección.» in *La trama de la Comunicación*, Volumen15, UNR Editora, 2009.

d'argumentation qu'il va maintenir tout au long du conflit, à savoir l'appui sur des arguments d'autorité issus d'institutions étrangères. Dans l'exemple suivant, il fait référence à la Société Interaméricaine de Presse (SIP):

*Un informe de la SIP advierte que la libertad de prensa en la Argentina transita un sendero sinuoso y exhorta al Gobierno a cesar la escalada de hostigamiento.*<sup>830</sup>

Les fréquentes critiques de cet organisme, fondé par le département d'Etat américain au seuil de la Guerre froide, à propos des projets de réorganisation des médias dans la région, laissent supposer que les régimes issus du « virage à gauche » de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle n'avaient pas les faveurs des Etats-Unis. Par conséquent, les liens de solidarité corporative entre les propriétaires des grands médias des deux hémisphères, tous membres du SIP, se sont resserrés. Ainsi, Clarín recourt aux éditoriaux publiés dans des journaux internationaux tel que *The New York Times* des Etats-Unis mais également, hors de la sphère américaine, à celles du journal *El País* en Espagne, comme mode de légitimation.

Face à ces oppositions, la mobilisation des acteurs sociaux a été déterminante dans la réorganisation des médias audiovisuels et a confirmé la nécessité d'associer les citoyens comme contre-poids dans le processus de démocratisation des médias.

Sur le plan politique, ces revendications trouvent des réponses dans plusieurs pays d'Amérique latine en particulier ceux qui connaissent l'arrivée de la « vague rose<sup>831</sup> », dans les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>832</sup>. En effet, alors que de nombreux citoyens expriment une certaine défiance envers leurs représentants, désignée comme une crise des représentations, les gouvernements craignent les prises de position de leur presse nationale et le pouvoir qu'elle exerce. Ce contexte régional est déterminant dans l'évolution du panorama médiatique de l'Argentine qui illustre de façon éloquente la situation dénoncée par les institutions que nous venons de citer.

#### **IV. 2. 1. 2. En Argentine<sup>833</sup>**

---

<sup>830</sup>«El hostigamiento a medios de prensa», *Clarín*, 20/03/2009, consulté en ligne, le 18 juillet 2019: [https://www.clarin.com/opinion/hostigamiento-medios-prensa\\_0\\_ByFZwI90TKx.html](https://www.clarin.com/opinion/hostigamiento-medios-prensa_0_ByFZwI90TKx.html)

<sup>831</sup> Métaphore similaire à celle du « virage à gauche », pour désigner l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche en Amérique latine dans les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle.

<sup>832</sup> Notons cependant qu'Erica Guevara postule la thèse d'un contexte déclenchant dans la mise en place des réformes du système audiovisuel plus qu'un facteur idéologique tel que le montre l'exemple de la Colombie d'Uribe dans l'article précédemment cité. Précisons également que les réformes audiovisuelles ont été appliquées selon les spécificités contextuelles de chaque pays.

<sup>833</sup> Pour cette partie, nous nous appuyons majoritairement sur les travaux de Becerra Martín, Mastrini Guillermo, *Transformaciones en el sistema de medios en la Argentina del siglo XXI*, [www.plataformademocratica.org](http://www.plataformademocratica.org),

Le développement du système de radiodiffusion argentin s'est consolidé au XX<sup>e</sup> siècle avec l'appui du secteur privé et selon un modèle commercial et compétitif, avec la publicité comme principal soutien économique<sup>834</sup>. Il ressort également une grande centralisation des contenus de la radio et de la télévision autour des grands centres urbains, Buenos Aires en particulier, et une dépendance importante aux contenus nord-américains.

Jusqu'aux années soixante-dix, la presse et le secteur audiovisuel étaient majoritairement gérés par des entreprises nationales avec un niveau de concentration assez faible bien que quelques groupes éditoriaux puissants commençaient à s'imposer. Ainsi, bien que le *Groupe Clarín S.A.* ne voie le jour qu'en 1999, le groupe empresarial qui se développe autour du journal du même nom créé en 1945, s'adjoint l'entreprise *Artes Gráficas Rioplatense* en 1976 et acquiert des parts de l'entreprise *Papel Prensa*<sup>835</sup> en collaboration avec les journaux *La Nación* et *La Razón*. Nous pouvons également noter la création en 1972 du *Groupe Prisa*, société espagnole qui détient de nombreux médias, notamment en Amérique latine. Elle détient notamment la radio *los 40* et la maison d'édition *Santillana*, en Argentine. D'autre part, les années quatre-vingt, post dictature, connaissent une baisse de la consommation éditoriale (livres, revues, journaux) et simultanément une accélération de la consommation de télévision et radio, déjà initiée à la fin des années 70. Ces deux phénomènes conjoints sont responsables de l'érosion de la diversité des versions sur la réalité, de même que la consommation d'information et de divertissement de masse a facilité le contrôle des messages dans le contexte dictatorial.

---

julio 2011

<sup>834</sup> Notons cependant la situation particulière de *Radio Nacional* et *Canal 7*, services publics qui, pour la première fois, débute officiellement en 1937 et connaît différentes étapes de développement tant dans les contenus que dans les territoires atteints mais connaît une présence constante jusqu'à l'actualité. *Canal 7* fait ses débuts pendant la première présidence de Perón comme une entreprise privée soutenue par l'Etat puis elle devient une entreprise publique qui se développe au cours du siècle et atteint un territoire de plus en plus étendu. Pendant la dictature (1976-1983), elle est l'organe de communication du pouvoir exécutif sous le nom de ATC.

<sup>835</sup> L'entreprise *Papel Prensa*, principale fournisseur de papier journal en Argentine, est une propriété de la famille Gravier jusqu'en 1977 lorsqu'elle est acquise par *Clarín*, *La Nación* et *La razón* pendant la dictature. Cette transaction offre aux trois journaux le monopole sur la vente de papier. En 2010, une enquête est ouverte, car les membres de la famille Gravier, rescapés des tortures infligées par le régime militaire accusent les représentants des trois journaux d'avoir exercé des pressions et, avec l'appareil du terrorisme d'État, de les avoir menacés pour qu'ils acceptent de vendre l'entreprise. Dans ce contexte, la volonté du gouvernement de CFK de reprendre le contrôle sur l'entreprise est interprétée comme un rétablissement de l'accès égalitaire à l'approvisionnement de papier d'impression pour certains, et, pour les opposants, comme une expropriation visant limiter le droit d'expression. À ce sujet, voir : Borrelli Marcello, « "Una batalla ganada". El diario *Clarín* frente a la compra de *Papel Prensa* por parte de los diarios *La Nación*, *Clarín*, *La Razón* (1976-1978), *Papeles de trabajo*, Revista electrónica del Instituto de Altos Estudios Sociales de la Universidad Nacional de General San Martín, Año 2, n° 4, Buenos Aires, diciembre de 2008. Voir également « *Papel prensa, La verdad* » rapport du Secretaría de Comercio Interior, Ministerio de Economía y Finanzas Públicas, Presidencia de la Nación, Agosto de 2010, consulté en ligne le 18 juin 2020 : [https://obicho.files.wordpress.com/2010/11/papel\\_prensa\\_informe\\_final.pdf](https://obicho.files.wordpress.com/2010/11/papel_prensa_informe_final.pdf)

Le retour à la démocratie en 1983 a marqué la fin de la censure directe<sup>836</sup>, la concentration de la propriété des entreprises par des grands groupes, la convergence technologique (audiovisuelle, informatique et télécommunication) et la centralisation géographique de la production de contenus. Ainsi, la majorité des contenus audiovisuels est produite dans la zone métropolitaine de Buenos Aires et reproduite dans le reste du pays. Une étude del Comfer (*Comité federal de radiodifusión*) de 2009 révèle que 70% des contenus diffusés dans le pays proviennent des chaînes de Buenos Aires et que en dehors de ces cinq chaînes, aucun contenu de fiction n'est produit<sup>837</sup>. En ce qui concerne la concentration, en 2009, 78% des médias ( télévision en accès libre et par câble, presse écrite et radio) appartiennent aux quatre premiers opérateurs de chacun de ces marchés<sup>838</sup>. A cela, s'ajoute une concentration conglomérale, c'est-à-dire que ces opérateurs sont présents dans tous les secteurs de la communication: télévision, câble, stations de radios, presse écrite, portail d'information sur Internet.

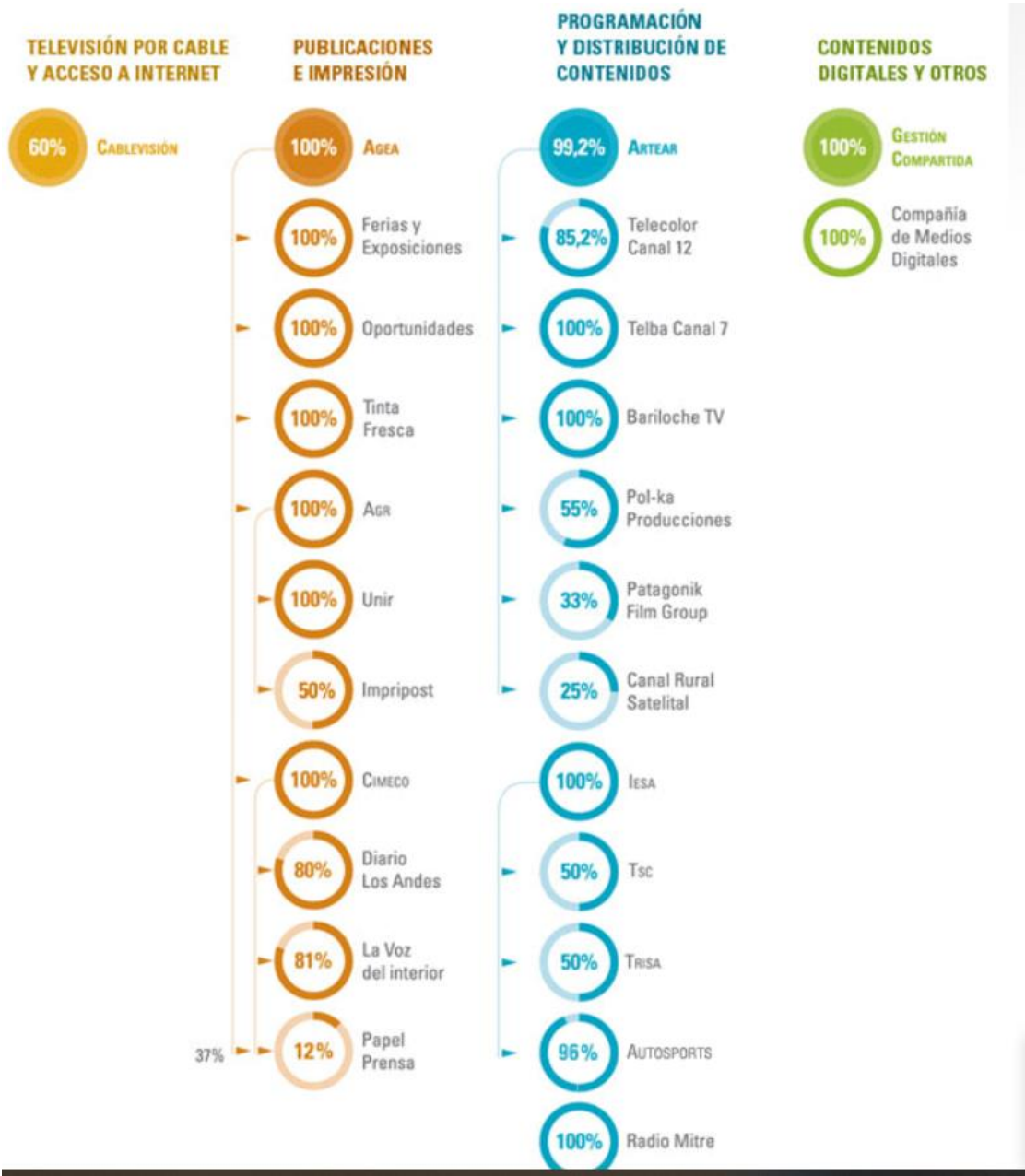
---

<sup>836</sup> Pendant la dernière dictature, à partir de 1977, les principaux organismes de censure sont la DGP, Dirección General de Publicaciones, qui dépend du Ministère de l'Intérieur et la SIDE, et la Secretaría de Información pública qui dépend du Ministerio de Planeamiento. Sur les mécanismes et institutions liées à la censure éditoriale, voir : Blaustein, Eduardo y Zubieta, Martín, *Decíamos ayer, La prensa argentina bajo el proceso*, Buenos Aires, Colihue, 1998 ; Invernizzi, Hernan y Gociol, Judith, *Un golpe a los libros: represión de la cultura durante la última dictadura militar*, Buenos Aires, EUDEBA, 2002

<sup>837</sup> Becerra Martín, «Las noticias van al mercado: etapas de la historia de los medios en la Argentina», en Lugones, Gustavo y Jorge Flores (comps.), *Intérpretes e interpretaciones de la Argentina en el bicentenario*, Universidad Nacional de Quilmes, Bernal, 2010 p. 139-165.

<sup>838</sup> *Ibidem*

Le document suivant représente les principales sociétés auxquelles participe le Groupe Clarín, organisées par secteur d'activité. Il s'agit d'une présentation proposée sur la page du groupe en 2020<sup>839</sup> :



<sup>839</sup> En effet, bien que la loi ait été sanctionnée en 2009, elle se trouve actuellement suspendue. De nombreux recours ont été déposés notamment par le Groupe Clarín quant au nombre de licence et au délai accordé pour s'adapter à la nouvelle législation.

D'autre part, bien qu'il s'agisse d'une source journalistique, nous présentons également la composition du Groupe Clarín, avant la réforme de la loi sur les services de communication à travers le schéma conceptuel suivant :

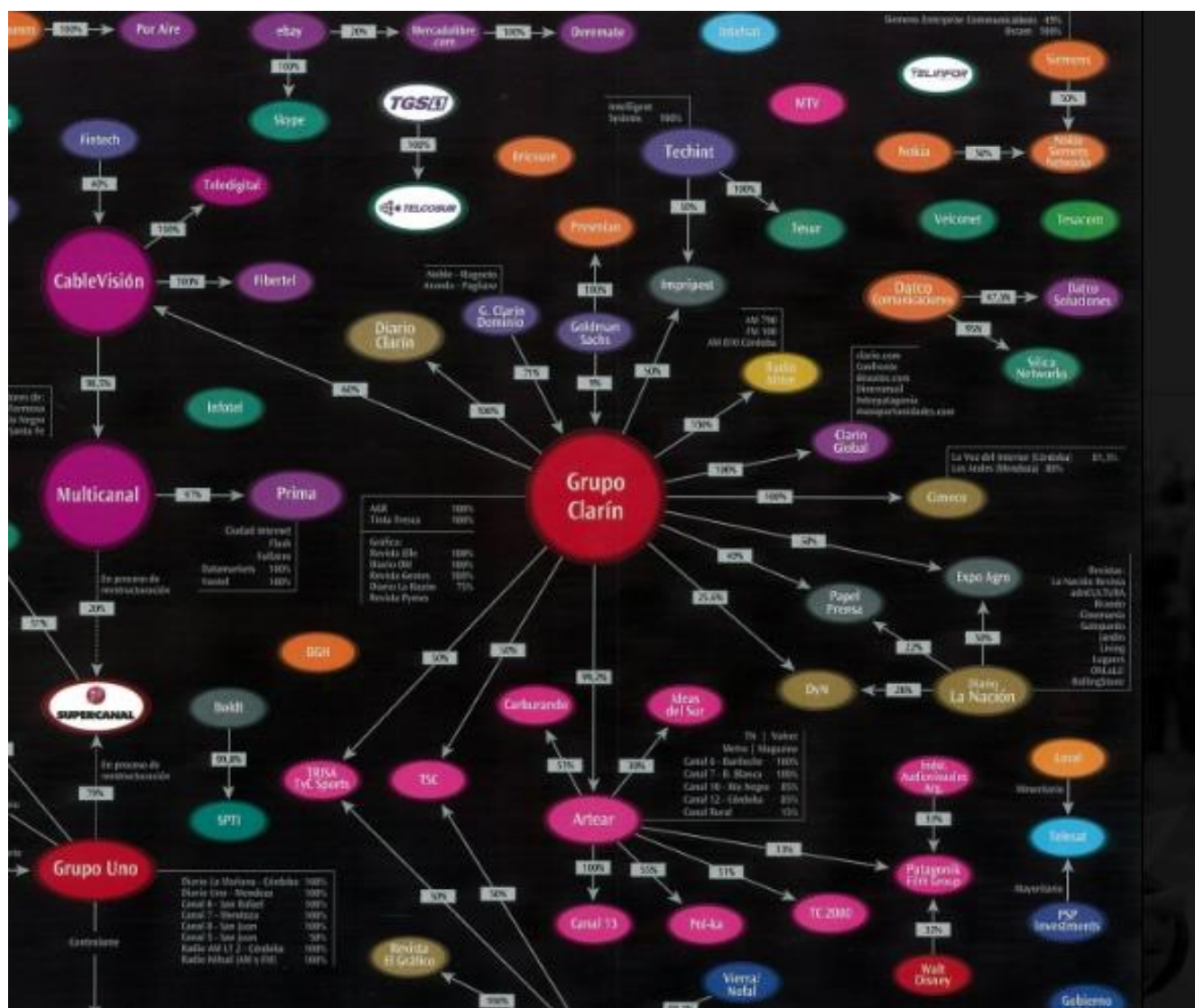


Schéma qui illustre la concentration conglomérale du Groupe Clarín, extrait de la carte des médias argentins (Annexe 3), présenté par Jorge Lanata, dans l'émission *Después de Todo*, Canal 26, le 19 septembre 2009<sup>840</sup>.

Selon Manuel Becerra, ces phénomènes de concentration ont conduit à la monotonie et, parallèlement, à l'inscription du système dans la rentabilité comme logique de programmation. De fait, jusque dans les années quatre-vingt-dix, la télévision, à travers les chaînes spécialisées, est la principale source d'information de la population qui, pour accéder à une offre variée, devait payer un service supplémentaire. En effet, ce n'est que dans huit villes, dont Buenos

<sup>840</sup> Consulté en ligne le 2 juillet 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=kNnreyVRibQ&feature=youtu.be>

Aires, la capitale, qu'une chaîne de télévision de réception terrestre existe. Dans quatorze autres provinces, l'offre n'est accessible que par satellite et dans plusieurs d'entre elles, telles que Catamarca, le seul moyen d'accès est payant : la chaîne étatique n'émet pas gratuitement sur tout le territoire.

Dans ce contexte, le marché du câble, auquel s'ajoute le service de connexion à internet pour lequel le nombre d'abonnés a doublé entre 2005 et 2010, est un enjeu économique majeur dont se sont saisis les grands groupes propriétaires d'entreprises de télécommunications.

D'autre part, des 180 journaux édités en Argentine, seule une dizaine est publiée et diffusée au niveau national. Parmi ceux-ci, Martín Becerra signale une « amplia diversidad ideológica » qui relève néanmoins d'une « fuerte concentración en la propiedad ». Sur la période que nous étudions, ces publications se caractérisent par une « cierta dualidad en la posición respecto al gobierno nacional<sup>841</sup> ». Ainsi, cet auteur considère que les rédactions de *Tiempo Argentino*, *El Argentino*, *Miradas del Sur*, *Página 12* et *Crónica* sont plutôt favorables aux gouvernements de CFK alors que *Clarín*, *La Razón*, *La Nación* et le bi-hebdomadaire *Perfil* sont fortement critiques de toutes leurs propositions.

De façon générale, lorsque CFK arrive à la présidence, nous pouvons retenir les caractéristiques suivantes pour l'ensemble des moyens de communication en Argentine :

- une gestion privée relevant d'une logique commerciale qui a entraîné un processus de concentration des moyens commerciaux;
- des médias de gestion étatique avec une forte intervention gouvernementale mais une faible audience;
- un fort indice de concentration des moyens de communication;
- une concentration conglomérale: les principaux groupes de communication sont présents dans tous les secteurs;
- la centralisation géographique de la production;
- la privatisation des moyens audiovisuels, l'entrée de capitaux étrangers dans le secteur, l'habilitation du fonctionnement de groupes anonymes qui détiennent des licences de radio et télévision issus des politiques néolibérales des années quatre-vingt-dix et du début du XX<sup>e</sup> siècle, avec pour conséquence la réduction du capital national, traditionnellement présent dans le secteur ;
- l'adaptation des contenus à un système global ;

---

<sup>841</sup> Becerra Martín, Mastrini Guillermo, *Transformaciones en el sistema de medios en la Argentina del siglo XXI*, op. Cit. « amplia diversidad ideológica » « concentration dans la propriété » et « certaine dualité dans la position par rapport au gouvernement national » (Je traduis)



- la désintermédiation, comme résultat de la convergence technologique et la progressive dissémination de la technologie digitale en Argentine. En effet, la possibilité d'accéder directement à l'information sur les portails Internet remet en question l'avenir d'autres sources d'information telles que la presse écrite mais également la télévision et la radio.

D'un point de vue législatif, la *ley de radiodifusión* mise en place en 1980, pendant la dictature et en vigueur jusqu'en 2009, a permis ce phénomène de concentration de la propriété mais il faut ajouter que la période démocratique a également facilité ce processus.

La *ley de radiodifusión*<sup>842</sup> promulguée par le général Videla a été élaborée en collaboration avec le Ministre de l'Economie, J. Martinez de Hoz. Ce texte dépose dans les mains d'un organisme administratif, le *Comité federal de Radiodifusión* (Comfer), l'évaluation de la véracité et de l'opportunité des informations publiées dans les médias, en accord avec la doctrine de « Sécurité Nationale » du régime militaire. Ce fondement s'oppose au principe de liberté et contredit l'article 14 de la Constitution argentine selon lequel les habitants jouissent du droit à publier leurs idées dans la presse sans censure préalable.

Selon Damián Loreti<sup>843</sup>, cette loi est à la fois autoritaire, centraliste car elle conditionne les particularités régionales aux décisions nationales (art.9) et discriminatoire. Le caractère autoritaire provient du rôle assigné à la Comfer qui à travers l'article 5, impose aux services de radiodiffusion de favoriser l'enrichissement culturel et l'élévation de la morale de la population en accord avec le *Código de Ética* mis en place par cette même autorité. Dans ce cadre, les contenus doivent «*exaltar la dignidad de la persona humana, el fortalecimiento del respeto por las instituciones y las leyes de la República y el afianzamiento de los valores inherentes a la integridad de la familia, la preservación de la tradición histórica del país y los preceptos de la moral cristiana*». Les émissions doivent éviter de mépriser «*los sentimientos de argentinidad y patriotismo* ». Les injonctions de contenu se poursuivent dans l'article 14 selon lequel la radiodiffusion doit contribuer «*al afianzamiento de la unidad nacional y al fortalecimiento de la fe y la esperanza en los destinos de la Nación Argentina* ». De plus, l'article 21 ajoute : «*Las estaciones de radiodifusión oficiales no podrán emitir programas o mensajes de partidismo*

---

<sup>842</sup> Pour cette analyse de la loi de Radiodiffusion de 1980, nous nous appuyons principalement sur le débat qui a eu lieu à la faculté de Sciences politiques de l'université nationale de Cuyo en 2006, auquel ont participé le directeur de la *Carrera de Comunicación Social de la UNCuyo*, Darío Daldi, Alberto Isuani et Héctor Garófoli, professeurs de la chaire de *Teoría del Estado*, Mario Río, représentant du *Comité Federal de Radiodifusión* et Ramón Ábalo, journaliste et référent dans la lutte pour les Droits humains.

<sup>843</sup> Avocat argentin, professeur universitaire spécialisé en politique et droit de la communication.

*político*<sup>844</sup>».

Ce texte se caractérise par son manque de pluralisme pour garantir la libre expression de tous les acteurs sociaux et la diffusion de courants d'idées variés. De plus, aucune solution ne sont proposées pour garantir l'accès à une information contrastée sur l'ensemble du territoire et, en se référant à la morale chrétienne, il discrimine les autres religions présentes sur le territoire argentin. D'autre part, les réformes successives apportées à la *ley de radiodifusión* n'ont pas tant essayé de corriger ces écueils qu'apporter d'autres mesures contestables tout en cherchant à s'adapter à la réalité contextuelle<sup>845</sup>.

Selon Manuel Becerra, les modifications ont eu lieu en deux temps, une phase expansive et l'autre défensive. Ainsi, dans un premier temps, les gouvernements de Carlos Menem (1989-1995; 1995-1999) ont inauguré la phase expansive de la concentration du système de moyens de communication, premièrement grâce aux privatisations qui ont bénéficié aux groupes nationaux (Clarín, Editorial Atlántida) et ensuite, en permettant l'entrée de capitaux étrangers, parfois même non issus de l'économie des médias, et la progressive insertion de capitaux financiers. Ces deux critères indiquent que la valeur des moyens de communication réside tant dans leur influence politico-culturelle que dans leur fonction économique, constat déjà formulé par les acteurs sociaux influencés par l'Ecole de Frankfort, auquel nous avons fait référence précédemment.

En Argentine, la dynamique du secteur répond à une tendance globale qui, conjointement, s'inscrit dans des particularités locales. Au cours de la phase expansive de la concentration, grâce à la *Reforma del Estado* de 1989, l'Etat a autorisé la constitution de groupes multimédias, accordé des privilèges fiscaux, augmenté la quantité de licences cumulables par un même opérateur et légalisé la constitution de réseaux. Pendant la présidence de Fernando de la Rúa (Alianza UCR-Frepaso), Clarín et Telefónica dominant le système des médias. Clarín a alors développé une stratégie d'expansion conglomérale, en particulier dans le domaine très prometteur de la télévision par câble, qui à la fin des années 1990, lui rapportait la moitié de ses revenus.

Entre 1983 et 2009<sup>846</sup>, plusieurs tentatives de réforme du cadre légal existant se sont révélées infructueuses. Les initiatives gouvernementales de Raúl Alfonsín, Carlos Menem et

---

<sup>844</sup> Pour accéder au texte intégral de la loi, voir : <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-22285-17694>

<sup>845</sup> Sur les différentes réformes apportées à la loi de radiodiffusion de 1980, voir Annexe 1

<sup>846</sup> Pretoni Bruno, «La construcción del otro negativo en el discurso kirchnerista. Clarín: el adversario ideal. Ley de Medios y resurrección.», *op.cit.*, signale à ce propos un article publié dans le journal la Nación, le 10 octobre 2009, postérieur à l'approbation de la loi 26-522 sur les Servicios de comunicación audiovisual, dans lequel la journaliste Natalia Pecoraro explique les conditions d'élaboration puis les modifications subies par la Loi 22-285, promulguée par Jorge Videla, le 15 septembre 1980.

Fernando de la Rúa se sont heurtées à la résistance des principaux groupes de médias hégémoniques.

La seconde phase du processus de concentration des médias s'est développée pendant les présidences d'Eduardo Duhalde (2002-2003) et Néstor Kirchner (2003-2007) selon une stratégie défensive. Ainsi, au sortir de la crise de 2001, l'Etat se montre disposé à soutenir les entreprises et sanctionne la loi « de préservation de biens culturels<sup>847</sup> », connue sous le nom de «Ley Clarín» car elle sauvegarde les conditions patrimoniales, concentrées et centralisées dans les mains de peu de groupes qui constituent le système des médias. De même, le lucratif marché de la télévision par câble est bloqué à la concurrence au nom de la récupération des niveaux d'activité affectés par la crise.

Ces mesures prises pendant le gouvernement de Néstor Kirchner vont à l'encontre de l'esprit de *ley de Servicios de comunicación audiovisual* de 2009. Par conséquent, de nombreuses critiques ont été adressées à CFK au sujet de la politique de gestion du système médiatique mise en place pendant la présidence de NK et qui semble incohérente avec les décisions et l'argumentation avancée par la présidente.

#### IV. 2. 2. Gouvernements kirchneristes et médias

La présidence de Néstor Kirchner apparaît comme une période d'intervention favorable aux opérateurs commerciaux de moyens de communication et propice à la concentration des entreprises propriétaires. La *ley de Preservación de Bienes y Patrimonios Culturales*<sup>848</sup>, impulsée par le gouvernement d'Eduardo Duhalde puis promulguée par Néstor Kirchner, est une mesure de sauvetage des entreprises qui ayant contracté des dettes en dollars se trouvent en difficulté avec la fin de la convertibilité<sup>849</sup> et les conséquentes réclamations des créanciers étrangers. En effet, elle interdit aux entreprises étrangères d'acquérir plus de 30% d'un média argentin. Ainsi, le Groupe Clarín évite que ses créanciers ne réclament, en échange de la dette contractée, la propriété de l'une de ses entités<sup>850</sup>. Dans cette même ligne, en 2004, Néstor

---

<sup>847</sup> «Limita la inversión de capitales extranjeros. Entra en vigencia la ley de bienes culturales», *Clarín*, 08/07/2003, [https://www.clarin.com/sociedad/entro-vigencia-ley-bienes-culturales\\_0\\_H1fljAel0Y1.html](https://www.clarin.com/sociedad/entro-vigencia-ley-bienes-culturales_0_H1fljAel0Y1.html)

<sup>848</sup> Voir le texte intégral de la loi intégral: <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/85000-89999/86632/norma.htm>

<sup>849</sup> La fin de la convertibilité signifie la fin de l'équivalence entre un peso argentin et un dollar. Dans ce cadre, les dettes contractées en dollar ont retrouvé leur valeur réelle par rapport au peso et, dans le contexte de crise économique que traversait l'Argentine, les entreprises ne pouvaient les honorer.

<sup>850</sup> A ce sujet, voir Druetta Santiago, *La TV que no se ve*, Eduvim, 2011, 217p.

Kirchner autorise le renouvellement automatique des plus importantes licences de télévision des principaux groupes empresariaux, à savoir Clarín et Telefónica, puis en 2005, il met fin, par décret, à la limite de dix ans pour les licences audiovisuelles. Ces mesures démontrent que, dans le contexte post-crise de 2001, le gouvernement a volé au secours des capitaux affaiblis du monde de la communication.

Martín Becerra et Guillermo Mastrini expliquent également que les secteurs favorables au gouvernement de Néstor Kirchner justifient son intervention en faveur des grands groupes médiatiques par la faible légitimité dont le président jouissait au début de son mandat qu'il a ensuite « conjurée par un programme d'action particulièrement transgresseur<sup>851</sup> ». Néanmoins, ces auteurs font remarquer que cette justification n'est pas suffisante pour expliquer qu'à quelques jours de la fin de son mandat et alors que CFK avait été élue par une forte majorité, NK ait autorisé la fusion entre Cablevisión y Multicanal (Grupo Clarín).

Nous pensons, comme le confirment les événements qui marquent la présidence de CFK dans les années suivantes, que ces mesures reflètent l'accord tacite d'une bienveillance mutuelle et conjoncturelle entre deux pouvoirs potentiellement amis ou ennemis et dont les intérêts s'entremêlent. Ainsi l'explique Mariano Dagatti, lorsqu'il analyse l'article central de Clarín lors de la prise de fonction de Néstor Kirchner le 25 mai 2003:

*Afirmar que el narrador [Clarín] y el sujeto de su relato [Kirchner] en tanto narrador de otro relato tienen una intencionalidad compartida — su rearticulación hegemónica en la Argentina postcrisis—, no significa desconocer la utilización que ambos hacen del discurso del otro con la finalidad de tomar ventaja en dicha rearticulación. Como toda relación, odio y amor, connivencias y desavenencias perfilan el vasto universo referencial del saber que comparten. Una cosa es segura: si Clarín es oficialista, el Estado es clarinista<sup>852</sup>.*

Dans un premier temps<sup>853</sup>, NK et Héctor Magnetto, directeur exécutif du Groupe Clarín entretiennent de bonnes relations et pour l'élection présidentielle, le candidat NK reçoit l'appui du Groupe face à C. Menem avec lequel Clarín est en opposition. Ainsi, au début du mandat de NK, le Groupe soutient la politique menée par le nouveau gouvernement en matière de renégociation de la dette et de gestion pacifique du mécontentement populaire. A partir de la

---

<sup>851</sup> Becerra Martín, Mastrini Guillermo, «Políticas de medios del Kirchnerismo. Análisis de las políticas de comunicación 2003-2015 y agenda pendiente.», *Análisis*, n°13, septembre 2016, p.25

<sup>852</sup> Dagatti Mariano, «Una excursión por la bilis térrea. La asunción presidencial kirchnerista según Clarín», *Revista Argentina de Comunicación*, año 2, núm. 2 (periodicidad anual), Buenos Aires:Federación Argentina de Carreras de Comunicación Social (FADECCOS)-Prometeo Libros, 2007 pp. 97-119.in Jerónimo Repoll, «Política y medios de comunicación en Argentine. Kichner, Clarín la ley », *Andamio*, vol.7, n°14, septembre-décembre 2010, pp35-67.

<sup>853</sup> Pour ce résumé sur les relations entre NK et le groupe Clarín, nous nous appuyons sur le travail de Mochkosfky Graciela, *Pecado original : Clarín, los Kirchner y la lucha por el poder*, Planeta, Buenos Aires, 2011, 420p

seconde partie du mandat, certaines divergences d'intérêt surgissent. En effet, en mars 2007, la secrétaire à l'Ecologie, Romina Picolotti, dénonce que l'entreprise Papel Prensa, propriété en partie du Groupe Clarín, pollue le fleuve Baradero. A cette même période, le Groupe décide d'acquérir Cable Visión, opération qui requiert l'autorisation de la *Comisión de la Defensa de la Competencia*. Clarín entendait obtenir une autorisation à l'unanimité pour contrer toute possibilité de requête de la part d'autres opérateurs. Cependant, l'un des membres de la commission, J. Sbatella, conditionne cette transaction à la cession des droits de diffusion footballistique, notamment. Dès lors, le Groupe fait pression sur le gouvernement et en particulier sur le nouveau gouvernement de CFK lors du conflit avec le secteur rural. Alors qu'en 2009, le gouvernement prépare la *ley de servicios de comunicación audiovisuales*, les marques de tensions se multiplient à travers les médias du Groupe Clarín notamment, et culminent avec le discours prononcé à Catamarca, le 9 mars 2009, où NK répète à plusieurs reprises « *¿Qué te pasa Clarín ? ¿Estás nervioso ?* ». On assiste ici à une personnification de l'entité, identifiée comme adversaire déclaré du gouvernement, et plus largement au modèle kirchneriste. Ce sont des éléments que nous allons retrouver dans l'analyse du discours de CFK, dans le quatrième chapitre de cette partie.

De façon plus générale, en ce qui concerne la relation du couple Kirchner aux médias, des marques de distance prudente se font sentir dans la façon de communiquer de NK avec la presse. Pendant son mandat, de nombreux journalistes expriment leur mécontentement face à un président qui méprise leur médiation avec la population en ne donnant que peu de conférences de presse et d'interviews, et qui favorise l'échange directe lors des discours publics.

A ce sujet, Erica Guevara considère que, suite à la transition démocratique, rapidement suivie par la crise de représentations politiques liée à l'affaiblissement des partis, les médias et leurs propriétaires ont investi le rôle de ces partis en apportant explicitement leur soutien à des candidats ou en offrant une couverture médiatique biaisée par un traitement favorable ou défavorable des personnages politiques. Ce phénomène décrit par Giovanni Sartori dans *Homo videns: la sociedad teledigida*<sup>854</sup>, a conduit de nombreux dirigeants latino-américains notamment, à vouloir reprendre le contrôle de leur propre image. Contrôle qui s'est accompagné par la mise en place de processus de réformes législatives qui ont abouti à des lois ou projets de lois et a donné lieu à de véritables « guerres médiatiques » entre les gouvernements et les médias nationaux.

Face ce phénomène, deux visions s'opposent et reflètent les luttes hégémoniques entre gouvernements réformateurs et groupes médiatiques. En effet, à la pression exercée par les

---

<sup>854</sup> Sartori Giovanni, *Homo Videns: la sociedad teledirigida*, Taurus, Madrid, 2012, p. 420

acteurs politiques pour transmettre et imposer leur message comme dominant sur le scène politique nationale, voire internationale, s'ajoute la pression des acteurs médiatiques. Les médias ne se limitent pas à un rôle de transmission de contenu ou de points de vue: dans les sociétés modernes, leur rôle de quatrième pouvoir concurrence les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Cependant, ces luttes hégémoniques surgissent lorsque les médias, en association avec certains acteurs politiques abusent de ce rôle et entendent exercer un pouvoir de même nature que ceux-ci ou s'y substituer, c'est-à-dire influencer les pouvoirs institutionnels établis. Les processus de réformes législatives entendent répondre à ce phénomène croissant de déplacement du pouvoir des médias vers les pouvoirs institutionnels. Néanmoins, selon les intérêts défendus, différentes interprétations expliquent ce phénomène législatif. Pour les opposants, il s'agit d'une surmédiatisation présidentielle qui reflète un « vieux caudillisme<sup>855</sup> », « teinté de technologie », mais également de populisme et même d'autoritarisme, qui sonne le retour à la censure et menace la liberté de presse et d'expression.

Or, le « media-activisme spécifique des gouvernements de gauche » peut également être considéré comme une forme de communication directe avec la population qui, certes, déplace les médias concentrés, historiquement proches des pouvoirs économiques et politiques, mais reçoit l'approbation d'une grande partie de l'opinion publique et de spécialistes des médias.

Lorsqu'elle entre en fonction, CFK maintient le « style K<sup>856</sup> », c'est-à-dire l'art de ne pas communiquer avec la presse mais de favoriser la communication directe avec la population, depuis l'estrade et lors de grandes manifestations publiques. De plus, la présidente revendique le fait que ses discours ne sont pas préalablement rédigés, ce qui sonne comme un gage de sincérité et de spontanéité pour le public. Nous verrons, lorsque nous aborderons l'analyse des discours de la présidente consacrés aux médias, que la transmission de la « parole vraie » est un leitmotiv de son argumentation qui contraste avec la méfiance inspirée par les médias. De cette manière, dès son discours d'investiture, en 2007, CFK déclare: « Recuerdo los argumentos de muchos opositores y de los medios de comunicación, que no son los mismos pero a veces se parecen bastante<sup>857</sup>. »

Cette attitude et la revendication d'un mode de communication directe avec la population nous invitent à étudier la construction de l'espace discursif lié aux médias depuis le

---

<sup>855</sup> Guevara Erica, « Chapitre 3 / "Téléprésidents" » ou "média-activistes" » de gauche ? Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie », *op. Cit.*

<sup>856</sup> Dolores Lavallo Cobo et Cornelia Schmidt-Liermann, *Vision de los políticos y voceros de prensa. Acerca del periodismo y los medios de comunicación argentinos*, Buenos Aires, Fondation Konrad Adenauer, 2008, in Guevara Erica, « Chapitre 3 / "Téléprésidents" ou "média-activistes" » de gauche ? Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie », *op. cit.*

<sup>857</sup> *Discurso de CF en el acto de asunción de la Presidencia*, 10-12- 2007

positionnement de CFK, au delà du conflit médiatique entre le Groupe Clarín et le gouvernement kirchnériste, bien que l'actualité des années 2008-2009 ait été rythmée par les échanges de différentes natures entre les deux parties.

De nombreuses prises de décisions du gouvernement de CFK dans les premières années de mandat ont été interprétées comme des attaques dirigées contre ce groupe. Jerónimo Repoll recense les « (ré)-actions<sup>858</sup> » suivantes de la part du gouvernement, certaines concernant les médias de façon générale, d'autres affectant le Groupe Clarín (GC) en particulier:

- *la estatización del fútbol (12 de agosto de 2009): con la creación del programa Fútbol para todos<sup>859</sup> ;*
- *la inspección fiscal al GC (10 de septiembre de 2009);*
- *las acciones judiciales para impedir la fusión de Cablevisión y Multicanal;*
- *el intento del gobierno de controlar la empresa Papel Prensa (hasta el momento controlada por Grupo Clarín y Diario La Nación, con una minoritaria participación accionaria del Estado);*
- *la promulgación de la Ley de Servicios de comunicación audiovisual (10 de octubre de 2009)<sup>860</sup>*

De même, plusieurs auteurs mettent en lumière des attaques ciblées entre les représentants du kirchnerisme. Nous avons déjà signalé le célèbre discours de NK, prononcé dix jours avant le lancement de l'avant-projet de la *Ley de Servicios de comunicación audiovisual*<sup>861</sup>. D'autre part, le Groupe Clarín à travers des publications dans son journal homonyme, entretient les tensions. Ainsi, sur les quatre derniers mois de 2009, l'étude des titres du quotidien montre que:

*(...) sumando sólo estas tres grandes categorías “gestión de gobierno” (38 titulares), “corrupción” (24 titulares) y “la relación del gobierno con los medios de comunicación” (18 titulares), todos denunciando o cuestionando al gobierno nacional, se tiene que 64% (80) de 124 títulos*

---

<sup>858</sup> Jerónimo Repoll, «Política y medios de comunicación en Argentina. Kichner, Clarín la ley», *Andamio*, vol.7, n°14, septembre-décembre 2010, pp35-67, p53. Nous ne citons que les exemples qui nous semblent pouvoir être en convergence avec l'orientation gouvernementale car l'auteur cite également des actions (actes d'intimidation, notamment) qui si elles peuvent avoir été commises par des groupes favorables au gouvernement, ne peuvent, pour cette raison lui être imputées.

<sup>859</sup> En retirant aux chaînes câblées, la possibilité d'acquérir le droit de diffusion des principales rencontres footballistiques, le gouvernement leur retirait un important manque à gagner. De nombreuses polémiques ont accompagnés cette émission que le gouvernement présentait comme une source de démocratisation de l'accès à la culture mais pour lequel il a été accusé de dépenser des sommes importantes.

<sup>860</sup> Jerónimo Repoll, «Política y medios de comunicación en Argentina. Kichner, Clarín la ley», 2010, *op.cit.*,

- la nationalisation du football (12 août 2009): avec la création du programme Fútbol para todos);
- l'inspection fiscale au Groupe Clarín (10 septembre 2009);
- les actions judiciaires visant à empêcher la fusion entre Cablevisión et Multicanal;
- la tentative de reprise de contrôle du gouvernement sur l'entreprise Papel Prensa (juqu'à maintenant contrôlée par le Groupe Clarín et le journal La Nación, avec une participation minoritaire de l'Etat);
- la promulgation de la Loi de Services Audiovisuels (10 de octubre de 2009). (Je traduis)

<sup>861</sup> NK provoque le journal *Clarín* et répétant à plusieurs reprises :« ¿ Qué te pasa Clarín, estás nervioso ?»

*de la nota principal de portada de Clarín son contrarios al gobierno, generando así una imagen marcadamente negativa de la gestión presidencial de Cristina Fernández de Kirchner.*<sup>862</sup>

Cette bataille médiatique surgit dans les mois qui suivent les tensions survenues pendant le conflit avec le secteur agricole et alors que certains médias hégémoniques dont ceux du groupe Clarín, avaient produit une couverture très défavorable au gouvernement lors de cette crise sectorielle devenue une crise politique et sociétale. Par conséquent, cet enchaînement de faits a contribué à produire une représentation du positionnement de CFK face aux médias comme une sanction ou vengeance face à leur prise de position dans le conflit avec le monde rural. Nous avons, à travers la présentation de la loi de Radiodiffusion et ces différentes modifications, signalé les éléments qui justifiaient de la nécessité d'apporter une nouvelle loi de régulation des services de communication audiovisuelle. Nous allons maintenant nous intéresser au contenu de ce projet pour en comprendre les principaux objectifs.

#### IV. 2. 3. L'esprit de la *ley de Servicios de comunicación audiovisual* : élaboration et présentation

Nous nous sommes efforcée de démontrer qu'il serait très réducteur d'envisager la *Ley de Servicios de comunicación audiovisual* comme une réponse à certains groupes médiatiques, le Groupe Clarín en particulier, en raison de leur prise de position défavorable au gouvernement pendant le conflit avec le monde rural. Nous considérons que cette loi entre dans un dispositif visant à démocratiser l'accès à la communication et à l'information qui s'est traduit, pendant la présidence de CFK par des mesures cherchant à redynamiser les canaux de diffusion gérés par l'Etat, telles que la création de nouvelles chaînes (Encuentro, Paka-paka, Incaa TV) ou la création du programme Fútbol para Todos. Il faut donc envisager ce texte comme une réponse à une demande citoyenne qui trouve ces origines dans des mouvements sociaux actifs dès les années soixante-dix et qui a été portée à travers les revendications d'acteurs de la société civile au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous y consacrons la partie suivante en abordant le rôle de la Coalition pour la radiodiffusion démocratique puis nous étudierons le contenu de cette loi.

---

<sup>862</sup> Jerónimo Repoll, «Política y medios de comunicación en Argentina. Kirchner, Clarín la ley», 2010, *op.cit.*, « en ne prenant que ces trois grandes catégories, gestion du gouvernement (38 gros titres), "corruption" (24 gros titres), " la relation du gouvernement avec les moyens de communication (18 gros titres), qui tous dénoncent ou interrogent le gouvernement national, 64% (80) des 124 gros titres de la note principale de première page de Clarín sont en opposition au gouvernement, ce qui génère une image explicitement négative de la gestion présidentielle de Cristina Fernández de Kirchner. »(Je traduis)



#### IV. 2. 3. 1. Le rôle de la *Coalición por una radiodifusión democrática*

La *Coalición por una Radiodifusión Democrática* (CRD) est une organisation convoquée par le *Foro Argentino de Radios Comunitarias* (FARCO). Elle réunit des syndicats du monde de la presse (CGT, CTA), des représentants d'universités, des organisations sociales, des radios communautaires, de petites radios commerciales et des organismes des Droits de l'Homme, qui ont publié en 2004, *21 puntos básicos por una nueva ley de Radiodifusión*<sup>863</sup>.

Le 27 août 2004, journée nationale de la radiodiffusion, et vingt-et-un an après le retour de la démocratie, ce texte est présenté comme le fruit d'une initiative citoyenne pour mettre fin au décret dictatorial en vigueur depuis 1980. Conjointement aux traités internationaux, il a servi de base idéologique à la *Ley de Servicios de comunicación audiovisual* sanctionnée le 12 octobre 2009. En décembre de cette même année, les organismes d'application (AFSCA) de la loi se sont constitués en intégrants des référents de la coalition.

Liliana Córdoba a étudié l'aspect performatif de la démarche de la coalition qui a réussi à installer le thème de la communication médiatique dans l'actualité quotidienne et dans les préoccupations des citoyens. Nous considérons avec cette auteur que l'impact politique de la coalition s'inscrit dans la

*perspectiva de un proyecto de democracia radical (Mouffe, 1992), [que] sostiene que la ciudadanía no se ejerce exclusivamente en relación con las instituciones político-estatales, sino que se ejercita, y sobre todo, se puede construir, respecto de cualquier esfera donde los principios de igualdad y de libertad para todos – principios constitutivos de la gramática de la conducta de las democracias modernas- se vean desafiados*<sup>864</sup>.

La coalition s'est appuyée sur son mode de communication dans l'espace public (organisation de séminaires, forums, débats, séminaires) pour inverser le blocage systématique du traitement démocratique des demandes de légifération en matière de droit à la communication. Effectivement, celles-ci ne trouvaient pas de place dans l'agenda politique et

---

<sup>863</sup> Pour retrouver le document « 21 puntos básicos por una nueva ley de Radiodifusión » dans son intégralité et la liste des organisations membres de la coalition, voir Annexe 2

<sup>864</sup> Córdoba Liliana, «La coalición por una Radiodifusión democrática: regeneración del espacio público y ejercicio de ciudadanía», *Argumentos. Revista de crítica social. Comunicación, medios y políticas públicas. El panorama actual en América Latina*, Buenos Aires, octobre 2011, p26. (...) perspective d'un projet de démocratie radicale (Mouffe, 1992) [qui] soutient que la citoyenneté ne s'exerce pas exclusivement en relation avec les institutions politico-étatiques, mais qu'elle s'exerce, et surtout, peut se construire, dans toute sphère où les principes d'égalité et de liberté pour tous - principes constitutifs de la grammaire de la mise en œuvre des démocraties modernes - se voient défiés. (Je traduis)

social chargé de problématiques urgentes et extrêmes, liées à la pauvreté, l'instabilité du système politique institutionnel et la crise financière. La coalition a également dû revoir sa stratégie d'argumentation car la référence au caractère illégitime et obsolète de la norme, tant en termes juridiques que technologiques, n'avait pas produit l'effet escompté. Elle a donc cherché à s'intégrer dans la dynamique transgressive<sup>865</sup> du gouvernement de Néstor Kirchner, favorable au traitement des demandes de mouvements sociaux. Néanmoins, au cours de ce mandat, bien qu'ayant demandé à être reçue, elle n'a pu obtenir de réunion ni avec le président de la nation, ni avec la commission pour la communication au Congrès, ni avec les présidents du Sénat ou de l'Assemblée, et reçoit comme un signe très négatif le décret présidentiel de 2005 qui prolonge de dix ans, les licences de radiodiffusion.

Parallèlement, un autre argument utilisé par la coalition a été de mettre en avant les conséquences de la numérisation : phénomène technologique qui permet de multiplier les fréquences mais également le nombre de licenciés et par conséquent, d'augmenter le pouvoir existant des acteurs concernés. Enfin, la coalition a porté la voix des secteurs sans but lucratif qui ne pouvaient participer de plein droit dans le champ de la radiodiffusion ce qui représentait une injustice évidente dans la loi alors en vigueur.

Ainsi, les « *21 puntos* » ont été formulés selon trois axes inclusifs. La demande s'appuie sur les recommandations des traités internationaux, sur la valorisation de l'emploi et la production nationale. Enfin, elle favorise une gestion fédérale des moyens de communication, en encourageant notamment la production de contenus locaux. Nous en présentons ici un résumé :

1. Le droit à la diffusion d'informations et d'opinions dans le respect de l'État du droit démocratique et des droits humains ;
2. La considération de la radiodiffusion comme l'exercice du droit à l'information, en tant que caractère principal face à l'aspect commercial ;
3. La défense de l'indépendance des médias ;
4. L'opposition à la possibilité de transfert des licences et l'appropriation des fréquences ;
5. La promotion de la diversité et du pluralisme dans le respect de l'égalité des chances et l'égalité des genres ;
6. La lutte contre la concentration dans la propriété des médias ;
7. Le droit pour le public d'accéder à une information plurielle ;

---

<sup>865</sup> La politique en matière des Droits de Humains, la renégociation de la dette avec les organismes internationaux, la réouverture de négociations paritaires ont traduit la volonté de NK de ne pas se conformer aux relations de forces préétablies.

8. L'intégration d'une régulation dans l'intégration verticale ou horizontale d'activités liées à la communication sociale ;
9. L'établissement d'un registre public et ouvert de licences ;
10. L'interdiction pour tout élu officiel au niveau national, provincial ou municipal, hauts fonctionnaires, membre des Forces Armées et de Sécurité, ainsi que toute personne ayant participé à la violation des droits humains, d'être titulaire d'une licence de services de radiodiffusion ;
11. L'existence de trois types de prestataires de services de radiodiffusion : publiques, commerciaux et communautaires de la part des organisations de la Société Civile sans but lucratif. La possibilité pour chacun de recourir à la publicité ;
12. L'obligation pour les médias nationaux d'être publics et non gouvernementaux ;
13. L'assignation de 33% des fréquences, dans les plans techniques, pour les entités sans but lucratif ;
14. L'établissement de quotas qui garantissent la diffusion de contenus de production locale, nationale et personnelle ;
15. L'obligation pour le titulaire d'exploiter les services de radiodiffusion. Ils ne peuvent être délégués à une tierce personne ;
16. La limitation des relais afin de favoriser le pluralisme et la production propre et locale ;
17. L'obligation de signaler la présence de publicité et de la distinguer de la programmation. La publicité doit être intégralement de production nationale ;
18. L'obligation pour les systèmes de distribution de signaux, d'inclure dans leur grille de chaînes, celles de TV locales, la chaîne publique nationale et un canal d'information de production propre et locale ;
19. L'obligation pour l'autorité d'application de respecter dans sa constitution le système fédéral et d'intégrer des organisations de la société civile qui ne détiennent pas de licence ainsi que des représentants des syndicats des médias et des arts audiovisuels ;
20. La garantie de la défense des droits du public soit de façon directe soit à travers la « *Defensoría del público* », créé à cet effet ;
21. La nécessité de veiller, dans la nouvelle loi, à la normalisation des services de radiodiffusion en répondant aux besoins de ceux qui n'ont pu accéder à une licence pour les exclusions historiques de la loi 22.285 et l'administration arbitraire des fréquences par l'État national.

De façon générale, il s'agit avant tout d'un texte de propositions plus que de dénonciation. Cependant, l'introduction qui précède les propositions met en lumière la position hégémonique des «*"grandes" medios concentrados [que] controlan y manipulan la información de acuerdo a sus intereses, con criterios de "mercado"*»<sup>866</sup>. Cette partie signale également que «*las reformas (...) sólo han servido para satisfacer la voracidad de los grupos económicos concentrados que controlan la comunicación en el país*»<sup>867</sup>. La stratégie de la coalition consiste donc à révéler l'appropriation de la définition de la règle par les lobbies et à en proposer de nouvelles pour la construction d'un système de communication plus démocratique.

Fin 2007, la coalition, en tant qu'acteur collectif, a pu diffuser ces demandes dans de nombreuses sphères publiques, sans se constituer cependant comme un interlocuteur du domaine public en mesure d'obtenir satisfaction auprès du pouvoir exécutif ou du Congrès National. De plus, bien que le gouvernement se soit engagé, au cours de réunions préparatoires, à aborder la question du droit à la communication, le point d'inflexion a été le blocage du secteur agricole de 2008.

Le 20 avril 2008, dans un contexte de haute conflictivité politique, la coalition est reçue pour une première audience présidentielle. Cette rencontre, comme nous l'avons dit, donne lieu à des interprétations controversées sur le fait que dans ce contexte, CFK se soit rapprochée de la coalition par convenance ou par conviction. Au delà, de ces visions manichéennes de la dynamique politique, le conflit avec le monde rural et la couverture médiatique très partielle dont il a fait l'objet a confirmé, pour ceux qui l'ignoraient encore, le pouvoir des groupes en position de monopole dans le secteur. Nous cherchons donc à étudier la convergence entre le discours de la coalition et celui de CFK dans ce domaine. Avant de présenter les résultats de notre analyse, nous proposons quelques remarques sur le texte de loi finalement sanctionné par le Sénat et la Chambre des députés le 10 octobre 2009.

---

<sup>866</sup>21 puntos básicos por el derecho a la comunicación, consultable en ligne: <http://www.telam.com.ar/advf/imagenes/especiales/documentos/2012/11/509435587ec92.pdf> "les «grands» moyens de communication concentrés [qui] contrôlent et manipulent l'information selon leurs intérêts, et selon une logique de «marché»", (je traduis)

<sup>867</sup>21 puntos básicos por el derecho a la comunicación, consultable en ligne: <http://www.telam.com.ar/advf/imagenes/especiales/documentos/2012/11/509435587ec92.pdf> "Les réformes (...) n'ont servi qu'à satisfaire les groupes économiques concentrés qui contrôlent la communication dans le pays" (je traduis)

#### IV. 2. 3. 2. *Ley de Servicios de comunicación audiovisual*<sup>868</sup>, 26.522<sup>869</sup>

Le 27 août 2009, CFK présente le projet final de la loi sur les Services de communication audiovisuelle. Le texte normatif est accompagné de deux types de notes. Les unes relèvent du Droit comparé et entendent éclairer l'interprétation du document en précisant les sources dont le projet s'inspire. Cette caractéristique soulignée et sollicitée par la présidente lors de la présentation de l'avant-projet, fait de cette loi la première dans la législation argentine à être accompagnée de notes dans le corps du texte, après le *Código Civil*. Dans les autres notes, apparaissent les noms de personnes et organisations qui, lors des forums de discussions sur l'avant-projet ou à travers la page web du *Comité Federal de Radiodifusión*, ont contribué à faire évoluer le document initial.

Selon Daniel Loreti, la prise en compte des « 21 points » a été le fil conducteur des délibérations entre les membres du Congrès pour qui «*los 21 puntos [...] se transformaron en una especie de paradigma impensable para todos los que participaron en su generación*<sup>870</sup>». D'autre part, le mode de régulation des principes et de la communication sociale s'appuie sur le modèle européen de communication audiovisuel. La loi reste, pourtant, neutre en matière d'organisation technologique et se concentre sur la régulation de critères minimum de quotas et de principes en fonction des garanties de liberté d'expression, de pluralisme et de diversité.

Cet auteur signale également deux autres éléments qui n'apparaissent pas dans le texte et, ce qui lui semble positif :

- En accord avec la déclaration de principes de la *Comisión Interamericana de Derechos Humanos*, le texte ne prévoit pas d'injonctions en ce qui concerne la qualité de l'information qui doit être diffusée.
- Contrairement au message relayé dans les médias, il n'existe pas une répartition de 33% du spectre pour l'État, 33% pour les opérateurs privés commerciaux et 33% pour les opérateurs privés communautaires sans but lucratif mais l'obligation de réserver un tiers des emplacements aux entités sans but lucratif afin de garantir la présence des trois parts. Ces dernières ne subissent pas de restrictions dans la nature des supports qu'ils diffusent.

---

<sup>868</sup> Texte intégral de la loi 26 522 consultable sur infoleg, <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/155000-159999/158649/norma.htm>

<sup>869</sup> Pour cette présentation, nous nous appuyons sur l'analyse de Damián Loreti, dans le cadre de ses activités à la faculté de Sciences Sociales, Université de Buenos Aires, Mai 2010, consultable en ligne : [https://catedraloreti.com.ar/loreti/publicaciones\\_recomendadas/Isca\\_19p.pdf](https://catedraloreti.com.ar/loreti/publicaciones_recomendadas/Isca_19p.pdf)

<sup>870</sup> Damián Loreti, mai 2010, p.2, « les 21 points [...] se sont transformés en une espèce de paradigme impensable pour tous ceux qui ont participé à leur génération. »

En ce qui concerne les apports de la loi en comparaison à celle de 1980, nous pouvons signaler les points suivants :

- la présence d'articles préliminaires qui précisent l'interprétation de la loi et qui rappellent que l'objectif est de mettre en place des mécanismes de cadrage destinés à favoriser l'exercice de la liberté d'expression et le droit à l'information, à réduire la brèche technologique et à développer les demandes de pluralisme et de diversité. Dans ce cadre, avoir pris en compte les services de communication audiovisuelle dans leur ensemble, et non pas uniquement la radiodiffusion, est important car les télécommunications sont protégées par la convention pour la diversité culturelle de l'UNESCO. Par conséquent, les États ont, non seulement la possibilité de les défendre, mais sont dans l'obligation de le faire ;
- le changement de constitution et de composition des autorités de cadrage. Parmi les membres de l'AFSCA (*Autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual*), deux dont le président sont désignés par le pouvoir exécutif, trois sont désignés par la commission de communication audiovisuelle qui correspond à la première, seconde et troisième minorité du Congrès, et les deux derniers sont élus par le Conseil fédéral de communication audiovisuelle. Ce Conseil fédéral est notamment constitué de représentants de chaque province et de représentants de syndicats de travailleurs du secteur de la communication audiovisuelle, d'entreprises commerciales en lien avec l'activité ainsi que d'entités sans but lucratif ;
- la création de la figure de défenseur du public qui n'est pas une autorité, mais un fonctionnaire parlementaire, désigné par le Congrès. Il a pour mission de défendre les droits des utilisateurs, consommateurs et publics des médias face aux entités publiques et privées, commerciales et non commerciales ;
- le mécanisme d'assignation de licence selon un appel d'offre publique, ouvert et permanent. Ce dernier point implique que si l'appel d'offre n'aboutit pas, il est relancé ; le terme « ouvert » renvoie au fait que toute fréquence disponible peut donner lieu à un appel d'offre afin d'inciter ou de favoriser le pluralisme. D'autre part, le renouvellement des licences relève d'une audience publique ;
- le modèle de contrôle de la concentration. En accord avec les recommandations de la *Declaración de Principios sobre Libertad de Expresión*<sup>871</sup>, la loi prévoit des

---

<sup>871</sup> La *Declaración de Principios sobre la Libertad de Expresión* se compose d'un préambule et de 13 principes de base pour l'interprétation de l'article 13 de la *Convención Americana sobre Derechos Humanos* et était approuvé en octobre 2000 par la *Comisión Interamericana de Derechos Humanos*. Document consulté en ligne,

mesures anti-monopole. Dans ce but, trois critères sont pris en compte. Premièrement, pour encourager le pluralisme de voix dans les zones de haute vulnérabilité sociale, avec un spectre de diffusion de basse puissance, l'appel d'offre est remplacé par une attribution sur demande sans prolongement. De même, la production de contenus propres et locaux est encouragée sous forme de quotas. Dans un deuxième temps, le contrôle de la concentration s'opère sur la quantité de licences ainsi que les caractéristiques de celles-ci, d'une part et sur l'insertion dans le marché total, d'autre part. Ainsi l'exploitation d'un certain nombre de licences est conditionnée à une typologie de médias donnés afin qu'aucune entité ne puisse détenir plus de 35% du marché potentiel du service<sup>872</sup> ;

- une mesure pour lutter contre la concentration s'applique aux droits de diffusion. L'émission du football est un exemple de domaine dans lequel il existe un monopole ; c'est pourquoi des conditions de commercialisation de contenus sont établies pour répartir la présentation des événements entre les chaînes câblées et la télévision analogique ;
- un chapitre est consacré à la nouvelle conception des médias publics, régis par *Radiotelevisión Argentina – Sociedad del Estado* (RTA). La RTA<sup>873</sup> doit respecter des impératifs de programmation et quotas minimum de programmation d'intérêt public ;
- le développement de contenus propres et indépendants est encouragé alors que le pourcentage de fiction produite à l'intérieur du pays n'atteint pas 1%. Très fréquemment, ce sont les programmes de Buenos Aires qui sont retransmis. C'est pourquoi la loi établit, selon un délai progressif, des fenêtres de contenu minimum et une limitation de reproduction. Cette mesure s'accompagne de mesures fiscales incitatives.

Cette analyse succincte de la loi de services audiovisuels met en évidence deux points fondamentaux de ce texte: la lutte contre les monopoles tant au niveau de l'exploitation que de la diffusion, et la promotion du pluralisme dans les contenus. Ces deux aspects, nous l'avons vu caractérisent le discours de CFK et s'inscrit dans la volonté de faire entendre différentes

---

le 2 juillet 2020 : <https://www.cidh.oas.org/basicos/declaracion.htm>

<sup>872</sup> Selon ce principe, la fusion entre *Cablevisión* et *Multicanal* n'est pas conforme à la nouvelle loi car dans de nombreuses villes, les deux services se superposent et contribuent au monopole du Groupe *Clarín*. Pour une présentation de la bataille juridique soulevée par cette fusion, voir Martín Becerra, « La fusión de Cablevisión y Multicanal suspendida por el gobierno », février 2012, consulté en ligne le 16 juillet 2020 : <https://martinbecerra.wordpress.com/2012/02/25/la-fusion-de-cablevision-y-multicanal-suspendida-por-el-gobierno/>

<sup>873</sup> La RTA réunit *Télévisión pública* (canal 7) et canal 12 pour la télévision, et les radios *Radio Nacional*, *Radio Nacional Buenos Aires*, *Radiodifusión Argentina en el exterior*.

voix, orientation récurrente de la post dictature. D'autre part, comme nous l'avons analysé dans le chapitre précédent sur le conflit avec le monde rural, les monopoles incarnent l'opposition au modèle dans l'imaginaire kirchneriste. Nous allons donc étudier la manifestation de ces deux éléments - l'opposition aux monopoles et l'exigence de pluralité - dans le discours de CFK dont les principaux objectifs vont être à la fois d'informer sur la loi, de convaincre de son bien-fondé mais également de répondre aux oppositions que suscite le projet. Une analyse détaillée du discours de présentation de l'avant-projet nous permet de dresser un état des lieux des forces en présence alors que le texte définitif est encore en gestation mais qu'il anime déjà l'actualité politique et médiatique.

#### IV. 2. 3. 3. Analyse du discours de présentation de l'avant-projet<sup>874</sup>

A travers l'étude du discours de présentation de l'avant-projet de loi présenté par CFK le 18 mars 2009, nous souhaitons observer la politisation des «*21 puntos*». Nous considérons que sur le fond, la présidente se saisit du texte proposé par la coalition. Cependant, le changement de contexte d'énonciation, le passage d'un discours de revendication d'acteurs sociaux à un discours politique, entraîne une redéfinition des forces en présence.

Au niveau chronologique, ce discours prononcé le 18 mars 2009 est ultérieur à la diffusion des «*21 puntos*» et précède l'approbation du texte final de loi ( 10 octobre 2009 ) que nous venons de présenter. Cependant, comme nous l'avons expliqué, ce projet a animé les débats politiques et médiatiques pendant une période de plusieurs mois, compris entre l'annonce d'un projet de loi et sa présentation auprès du pouvoir législatif. Nous souhaitons donc étudier l'espace discursif<sup>875</sup> qui se construit entre la présidente et les opposants au projet.

Ainsi, l'implication de CFK dans la réforme via l'appropriation des propositions de la coalition se dessine selon deux axes qui préfigurent également le processus de construction de l'adversaire. Ce discours traduit, dans un premier temps, l'affirmation du pouvoir présidentiel à travers le positionnement adopté par l'énonciatrice puis, dans un deuxième temps, le travail de persuasion visant à convaincre les destinataires sur des bases idéologiques et répondant déjà aux premières critiques suscitées par le projet.

---

<sup>874</sup> Les fragments de discours présentés dans cette partie sont issus de *Palabras de la presidenta: presentación del proyecto de ley*, en el teatro Argentino, La Plata, 18-03-2009.

<sup>875</sup> Un espace discursif est un sous-ensemble d'un champ discursif, lequel dans l'univers discursif, c'est-à-dire dans l'ensemble des discours qui interagissent dans une conjoncture donnée, résulte de l'interaction d'un ensemble de positionnements qui sont en relation de concurrence au sens large, qui se délimitent réciproquement. Maingueneau Dominique, *Sémantique de la polémique*, 1983, Lausanne, l'Age d'Homme, p.15



Dans cette démarche, la présidente met en évidence son pouvoir, entendu comme autorité pour exécuter une action mais également comme l'expression d'un potentiel, d'une volonté politique cohérente dans l'économie globale du projet qu'elle défend. Dans ce discours d'avant-projet, nous comparons le positionnement de CFK par rapport au document émis par la CRD (*Coalición para una radiodifusión democrática*). Pour cela, nous étudions l'introduction des formes personnelles comme marqueurs de la présence de l'énonciatrice mais également de la construction des destinataires.

En effet, le texte de la coalition favorise les orientations prescriptives dans lesquelles les formes impersonnelles («*es indispensable*») alternent avec les constructions de première personne de pluriel du collectif singulier, «*la coalición*» parfois désigné par le syntagme «*las organizaciones firmantes*». Dans le discours de CFK du 18 mars 2009, les formes de première personne du singulier ou du pluriel sont nombreuses et illustrent l'implication de l'énonciatrice depuis différents positionnements.

Ainsi, la présidente commence le discours de présentation du projet de loi en saluant les personnes présentes dans l'assemblée, notamment des représentants d'associations qui intègrent la *Coalición para una radiodifusión democrática*, tels que «*Madres y Abuelas, señor secretario de la CGT ; de la CTA ; organizaciones no gubernamentales en general*», sans cependant y faire référence.

CFK ne la nomme qu'après avoir salué l'assemblée, en ces termes :

*(...)cuando el año pasado comenzamos las reuniones con las organizaciones integrantes de la Coalición Democrática, y luego con las distintas organizaciones que nuclean a las empresas periodísticas, porque en realidad mantuvimos reuniones con todos los sectores, (...)*

Nous remarquons que le « nous exclusif », marqué par le verbe à la première personne du pluriel, place le gouvernement à l'initiative du processus mis en marche un an auparavant, et dans lequel les organisations qui intègrent la coalition et d'autres organisations sont en position d'interlocuteurs.

Dans ce discours, la présidente reprend la main sur l'initiative citoyenne et affirme ainsi le pouvoir gouvernemental en matière de proposition législative et d'orientation politique tel que le montrent les deux premiers verbes d'action «*comenzamos*» et «*mantuvimos*». L'énonciatrice ajoute : «*lo que hemos denominado una vieja deuda de la democracia, y que es esta propuesta de proyecto de ley, que tenemos aquí*». Par un acte de nomination, elle donne le sens de l'action en cours et inscrit son pouvoir dans le présent, par le verbe résultatif et les déictiques «*aujourd'hui*» et «*ici*».

L'élaboration du projet répond à une initiative du gouvernement. Elle entend ainsi

garantir la mise en place de conditions favorables pour que les citoyens exercent leurs droits, en tant que responsabilité du pouvoir exécutif :

*estamos proponiendo (...) foros regionales, a lo largo y a lo ancho del país, debatir sobre un tema que es central y que es la posibilidad de que todos los argentinos tengan derecho a la expresión y que todos los argentinos tengan derecho a aquellos bienes(...)*

Nous retrouvons cette hiérarchisation des pouvoirs dans un paragraphe didactique où la présidente explique la construction du projet :

*Van a ver en este documento, realmente, no solamente cuadros comparativos, guías, podrán referenciar cuáles son los artículos que reflejan los 21 puntos de la Coalición Democrática, sino que también verán por primera vez, (...) un proyecto de ley anotado. ¿Qué significa esto para los que no son abogados? Que al pie de cada artículo, que constituye la parte dispositiva de una ley, (...), hay lo que los abogados denominamos una nota, donde se explica el origen y el derecho comparado, que hemos tomado precisamente para formular esa nota. ¿Por qué fue esta instrucción que le di a todo el equipo que trabajó y que consultó para elaborar esta propuesta, que hoy estamos sometiendo a consideración de toda la sociedad, para luego llevarla al Parlamento? Porque precisamente no quería que a partir de la manipulación de la información, a partir de esa práctica, que muchas a veces vemos, de extrapolar una frase o algo para querer presentar una cosa que no es. Quise precisamente que cada argentino, que cada argentina tuviera la garantía que cada una de estas normas que hemos plasmado en los artículos, que obviamente serán perfectibles, corregibles, mejorables tienen un origen, que es el derecho comparado (...).*

La présidente met en place plusieurs outils pour guider la compréhension des destinataires. Le premier apparaît dans le contenu du paragraphe à travers le choix des dispositions prises pour que le texte soit intellectuellement compréhensible par les citoyens. Cette démarche est le fruit d'une décision présidentielle qui est revendiquée par l'expression de la volonté à la première personne du présent : «*esta instrucción que le di a todo el equipo*»; «*no quería que*», «*quise*». De plus, l'expression de la volonté de CFK ouvre sur une gradation des pouvoirs : pouvoir présidentiel (*yo*), renforcé par la posture d'autorité par l'inclusion dans le collectif «*los abogados*», pouvoir gouvernemental (*nosotros*), pouvoir des citoyens (*cada argentino, cada argentina*). De même, les constructions au futur, «*van a ver*», «*podrán*» orientent le destinataire dans le chemin de compréhension dessiné par l'énonciatrice. Les questions rhétoriques auxquelles elles apportent les réponses en suivant, illustrent la visée didactique de son discours.

La posture d'autorité revendiquée par la présidente répond à la responsabilité qu'elle assume dans sa fonction. Dans cette représentation, l'exercice du pouvoir se rapproche d'un

devoir auquel elle ne peut se soustraire. Ainsi, s'inscrit-elle parmi «*los que tenemos responsabilidades institucionales*» et considère que réguler l'accès à l'information et aux systèmes audiovisuels «*era una obligación y una responsabilidad*», alors que les citoyens disposent d'un pouvoir dont ils sont libres de se saisir tel que l'indique les trois adjectifs «*perfectibles, corregibles, mejorables*».

Par conséquent, la réaffirmation du pouvoir en tant que responsabilité qu'elle a le devoir d'exercer permet conjointement à CFK d'utiliser cette posture d'autorité pour asseoir une réalité et rejeter les représentations qui s'opposent à celle-ci. Ainsi, des structures d'opposition telles que «*van a entender que no es una actitud que tenga que ver con una cuestión coyuntural, (...) por lo contrario, van a ver que se trata realmente de un instrumento jurídico*» permettent de démentir les critiques formulées contre l'initiative gouvernementale. Celles-ci sont relayées dans les médias, qui constituent justement l'objet du projet, et la locutrice cherche donc à imposer son discours face aux versions diffusées par les opposants. Ainsi, dans l'exemple suivant, elle explique : «*para que no sea, como alguien puso hoy : "Cristina presenta su proyecto", éste no es el proyecto de Cristina, ni del gobierno ni de un partido, yo quiero que sea la propuesta que ponemos a consideración de los argentinos*». Son discours s'impose comme « la réalité » face aux croyances erronées de « algunos que creyeron que se trataba simplemente de un ejercicio que nunca iba a poder concluir », et qui, comme telles, tombent dans la subjectivité.

Ce passage offre donc, comme nous l'avions remarqué dans les discours liés à la crise du secteur agricole, une affirmation de pouvoir qui va s'imposer face à celui que représentent les médias. Effectivement, CFK s'attache à montrer les jeux de forces en présence. Dans ce discours, elle affirme une des priorités qui régit le projet, à savoir que :

*[...] todos los Argentinos tengan derecho a aquellos bienes [...] que no pueden ser monopolizados por un sector, ni por una empresa, ni por nadie que crea [...] que puede ser dueño de la palabra, del pensamiento y de la expresión de todo un pueblo.*

Dans cette première étape, la présidente opère un glissement entre le pouvoir économique basé sur la possession des structures de communication et l'appropriation du capital immatériel que représentent les opinions des Argentins. Ce second aspect nous conduit à aborder le positionnement de la présidence dans une démarche de persuasion qui vise à convaincre les destinataires de l'intérêt collectif de son projet. Nous allons donc observer la subjectivité dans le discours de la présidente comme manifestation de l'orientation idéologique qu'elle souhaite donner à la loi et les stratégies qu'elle utilise pour transmettre cette vision aux destinataires.

A nouveau, nous observons de nombreuses formes de première personne du singulier mais celles-ci s'appliquent à des constructions verbales qui expriment la perception personnelle de la présidente ( «*tengo la sensación, veía, recordaba*» ). De plus, la présidente exprime sa volonté dont la réalisation dépend de l'exercice de son pouvoir en tant que chef de l'Etat, comme dans la construction suivante: «*quise precisamente que cada argentino, que cada argentina tuviera la garantía que cada una de estas normas [...]* ». D'autre part, la formulation «*yo quiero que sea la propuesta que ponemos a consideración de los argentinos para que estos la mejoren*» relève de la suggestion et la réalisation du souhait présidentiel dépend de l'appropriation de leur droit par les citoyens eux-mêmes.

La variation de posture de la présidente s'apprécie également dans le rapprochement discursif entre l'énonciatrice et les destinataires. Ainsi lorsqu'elle déclare, «*Creo, amigos y amigas, sinceramente, que todas las teorías excluyentes y negadoras finalmente terminan cayendo*», CFK élimine la distance symbolique qui la sépare de son auditoire. Le verbe modalisateur d'assertion<sup>876</sup>, croire, pose la conviction de l'énonciatrice comme vraie dans l'imaginaire qu'elle partage avec ses destinataires. La locutrice offre un gage de sincérité à ses adhérents qu'elle a interpellés et inclus dans la proximité symbolique de la relation d'amitié.

La présidente effectue ce rapprochement après avoir inversé le schéma hiérarchique que nous décrivions précédemment:

*Si ustedes me dijeran qué espero como resultado de esta ley, diría que es que cada uno aprenda a pensar por sí mismo y decida pensar, no como le marcan desde una radio, desde un canal, sino que, precisamente, pueda acceder a toda la información, a todas las voces, a todas las creencias religiosas, a todas las creencias políticas para que, entonces, ese ciudadano pueda decidir a qué dios le quiere rezar, a qué partido puede ingresar, quién es el que no le gusta, quién es la que le gusta; en definitiva, yo creo que solamente podemos formar ciudadanos libres si esos ciudadanos tienen la posibilidad de formar su propio pensamiento.*

*Si ustedes me preguntaran qué es lo que quiero, este sería mi mayor deseo como resultado positivo de la aplicación de esta propuesta que va a ser discutida y que, finalmente, llegará al Parlamento argentino como corresponde en todo sistema democrático, pero no ya siendo la ley de un gobierno o de un partido, sino el proyecto de ley de todos los argentinos. El hecho de reservar el 33 por ciento del espacio audiovisual de la Argentina para organizaciones que no tengan fines de lucro, nos va a dar una garantía de ello.*

---

<sup>876</sup>Borillo Andrée, « Deux aspects de la modalité assertive : croire et savoir », *Langages*, 16<sup>ème</sup> année, n°67, 1982, « La signalisation du discours », pp. 33-53, [https://www.persee.fr/doc/lgge\\_0458-726x\\_1982\\_num\\_16\\_67\\_1970](https://www.persee.fr/doc/lgge_0458-726x_1982_num_16_67_1970)

Les deux reprises anaphoriques «*si ustedes me dijeran/me preguntaran*» mettent en valeur l'aspect conversationnel du discours. Ainsi, dans l'échange imaginé, les destinataires sollicitent l'énonciatrice à travers une proposition conditionnelle et une interrogation en discours indirect. Dans la construction énonciative simulée, ce n'est donc pas la présidente qui soumet son opinion aux citoyens mais ceux-ci qui la lui demandent. La présidente introduit de la sorte, par le biais d'une suggestion, les deux principaux arguments qui accompagnent les débats sur la *ley de Servicios de comunicación audiovisual*. En effet, nous trouvons plusieurs formes d'expression du souhait : l'emploi des conditionnels présents ; les formes verbales «*espero*», «*quiero*» ; et nominale «*mi mayor deseo*». D'autres part, ces constructions affirmatives mettent l'accent sur la pluralité des sources d'expression, «*pluralidad de voces*» et l'aspect démocratique d'un projet que les citoyens ont pu s'approprier. La recherche du pluralisme répond à une démarche caractéristique de la post-dictature qui est soulignée lorsque la présidente présente ce projet de loi comme «*ley de Medios Audiovisuales que sustituye a la vieja ley de la dictadura*<sup>877</sup>».

La présidente peut alors redéfinir son rôle en accord avec l'esprit impulsé à la réforme : «*creo que eso es, precisamente, articular, entre el Estado, la sociedad y el mercado*». Comme nous avons voulu le démontrer dans cette sous-partie, cette articulation tripartite suppose une double action de la présidente. Elle se doit d'exercer un pouvoir de régulation envers les marchés depuis l'appareil institutionnel pour défendre les droits des citoyens. Cependant, elle assume également un rôle dans la construction de l'autonomie des citoyens pour garantir leur liberté («*solamente podemos formar ciudadanos libres si esos ciudadanos tienen la posibilidad de formar su propio pensamiento*») car l'adversaire se manifeste de façon plus flagrante dans le domaine économique. Néanmoins, il agit également sur le principal espace de liberté des citoyens: leurs représentations. Nous abordons ce point dans le sous-chapitre suivant qui étend l'étude au-delà du discours sur l'avant-projet.

#### IV. 2. 4 Construction de l'adversaire dans les discours relatifs aux médias

La construction de l'adversaire dans les discours liés aux médias répond donc aux deux versants que nous venons d'évoquer, à savoir l'action dans le domaine économique mais également dans l'imaginaire de la société. Par conséquent, les stratégies mises en place par CFK

---

<sup>877</sup> Palabras de la presidenta de la nación, Cristina Fernández, en el acto de presentación de la Ley de Servicios Audiovisuales, 27/08/2009

vont chercher à révéler le mode d'action des adversaires dans ces domaines. D'autre part, en réponse au comportement de ceux-ci, la présidente a également adapté son positionnement, comme nous l'avons vu dans la partie précédente.

Le champ discursif ainsi construit matérialise les divergences d'intérêts et d'objectifs à l'origine de la relation antagonique entre les forces en présence. En effet, d'une part, le discours de CFK présente ses arguments à faveur d'une réforme des services de communication audiovisuelle, dans l'intérêt du public et dans le but de favoriser le pluralisme mais également de lutter contre les monopoles. D'autre part, elle s'efforce d'apporter des contre-arguments face aux intérêts défendus par les opposants au projet. Or ceux-ci représentent justement les monopoles et la concentration des voies d'expression. Dans ses discours publics, la présidente propose une représentation fortement dichotomique des oppositions qui rend davantage visible les antagonismes. Cette situation renforce le double mécanisme que nous avons déjà évoqué : la présidente encourage la cohésion du peuple autour d'un projet commun et de façon concomitante définit l'extériorité du collectif d'identification. Nous allons présenter cette extériorité, le monde des « autres » à travers leur localisation, leur nature et leur mode d'action.

#### IV. 2. 4. 1. Construction d'un espace

Nous observerons premièrement comment CFK positionne cet adversaire dans l'espace politique puis nous apprécierons les stratégies qu'elle met en place pour contrer ses attaques.

Dans la scénographie mise en place par la présidente, l'espace du pouvoir est le terrain d'une dynamique de conquête ou d'invasion de l'imaginaire collectif. Dans cette représentation, l'aspect locatif est particulièrement important, tel que l'illustre le passage suivant :

*Uno puede verlo todos los días, hoy, cómo están desde algunos lugares todo el día repitiendo que todo está mal, que todo va a ir a peor, que nada bueno sucede.*<sup>878</sup>

Les marqueurs spatiaux et temporels reflètent cette dynamique. Au niveau spatial, l'adversaire se situe dans un endroit séparé de l'espace de référence de l'énonciatrice mais il fait preuve d'une prétention constante de l'envahir. Ces exemples montrent, cependant, comment la locutrice remet en cause la légitimité de la présence des adversaires dans l'espace des décisions politiques en raison de la vacuité de leurs idées:

*Creemos firmemente en los proyectos políticos; creemos que es posible*

---

<sup>878</sup> Palabras de la presidenta CF en la inauguración de la muestra homenaje al día de la soberanía nacional, en el patio Belgrano de casa de gobierno, 20-11-2009

*superar las individualidades que muchas veces con una frase pretendidamente escandalizadora pretenden ocupar, claro, lugares que demandan mucho más lugar si son ideas.*

*Siempre digo, una idea, una propuesta alternativa, seria, viable, realizable lleva mucho más que dos minutos de televisión o cinco centímetros en las columnas de los diarios.*<sup>879</sup>

Dans ces deux paragraphes, CFK présente, d'une part, les projets politiques consistants et orientés dont la charge axiologique est renforcée par l'énumération, voire l'accumulation d'adjectifs. Cette assertion fait l'objet d'un traitement évaluatif dans les deux structures comparatives. De plus, au préalable, l'adhésion de la locutrice, en tant que représentante de son gouvernement, est posée par le « nous » de l'énonciatrice. Ici, le verbe « croire » marque successivement la confiance de la locutrice puis fonctionne comme modalisateur d'assertion. Ainsi, les projets donnent lieu à une matière sémantique dense à laquelle s'oppose une illusion engendrée par des phrases, du temps de parole ou des lignes de production graphiques mais qui ne permettent pas d'accéder à un contenu. En effet, les éléments en position d'infériorité dans les structures comparatives sont dévalorisés à cause de leur connotation superficielle.

Sur le plan énonciatif, deux acteurs s'opposent : «*nosotros*», que nous venons de présenter, et «*ellos*» qui apparaît dans le verbe «*pretenden*». Ainsi, cet emploi de la troisième personne permet d'identifier l'énonciateur réel du qualificatif «*escandalizadora*». Ce procédé polyphonique<sup>880</sup> permet à la locutrice, grâce au modalisateur «*pretendidamente*» de se démarquer de ses opposants.

Ce passage offre encore un autre exemple de stratégie d'occupation de l'espace politique. En effet, la présidente présente une opinion sur le mode de délimitation de l'espace politique. Ainsi, elle montre son adhésion à la construction des idées, caractérisées par leur densité, auxquelles elle oppose la légèreté d'une apparition furtive dans les médias. Si nous nous concentrons sur le deuxième paragraphe, le contexte politique d'énonciation de ce discours révèle la fonction illocutoire du passage dans le sous-entendu qu'il contient. Ainsi, libre au destinataire de saisir le message implicite de l'énonciatrice selon lequel la présidente propose des idées riches et construites alors que les autres restent dans la futilité de l'illusion médiatique. Ce mécanisme est particulièrement rentable car il permet à la locutrice, au cours de son argumentation, de dénoncer le mode d'action des opposants tout en enrichissant son *ethos*

---

<sup>879</sup> *Discurso de CF en el acto de asunción de la Presidencia, 10 de octubre de 2007*

<sup>880</sup> A propos de la construction polyphonique et des notions d'« énonciateur » et de « locuteur », voir : Ducrot Oswald, *Le dire et le dit*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984, chapitre VII « esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », en particulier les pages 193 à 210

présidentiel. De plus, le locuteur établit une relation privilégiée avec les destinataires que Catherine Kerbrat-Orecchioni explique en ces termes :

Dans cette zone trouble de l'implicite discursif, le locuteur fait d'une pierre trois coups : Il impose à son allocataire un effort supplémentaire de décodage, lui ôte toute possibilité de contestation franche et sereine, et récolte en outre, en "mettant les rieurs de son côté", les fruits de la gratification ludique.<sup>881</sup>

Nous partageons le point de vue de l'auteur sur les deux premiers points soulignés. En effet, pour recevoir l'intégralité du message du locuteur, les allocataires doivent dépasser le contenu explicite de l'énoncé et d'autre part, les opposants concernés n'étant pas franchement interpellés ne peuvent répondre directement à l'accusation. En ce qui concerne le troisième élément, le contexte que nous étudions, nous invite à nuancer le retour de la part des destinataires. En effet, la présidente récolte une gratification de la part des pro-destinataires dans le relation de connivence basée sur le « formation idéologique<sup>882</sup> » commune aux deux parties. Cependant, il est moins certain que les autres destinataires se « mettent du côté » de la locutrice. Nous devons considérer d'autres réceptions possibles dans le cadre de ce discours. D'une part, il constitue une forme d'interpellation des para-destinataires. En effet, ceux-ci sont libres de reconstituer le message explicite ou prendre conscience de la situation grâce au discours de la présidente. D'autre part, les contre-destinataires, recevant un reproche ou une réponse indirecte à des arguments antérieurs peuvent éventuellement changer de point de vue ou, plus vraisemblablement radicaliser leur position.

Ces différentes possibilités correspondent à la conception du jeu politique selon CFK. Ainsi, la présidente représente de façon explicite, l'espace du pouvoir comme lieu de confrontation idéologique :

*Mientras gobernaron el país los que venían a hacerlo en nombre de doctrinas y teorías impuestas desde afuera, quienes lo hacían en nombre del neoliberalismo, nosotros, que venimos de la militancia nacional y popular, [...] lo hemos hecho desde nuestras*

---

<sup>881</sup> Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, 4e édition., Paris (France), Armand Colin, 1999, p 210

<sup>882</sup> A partir des travaux de Michel Pêcheux, inspirés des concepts d'Althusser de « formation idéologique » et de « formation discursive », C Kerbrat-Orecchioni définit une « formation idéologique » comme un ensemble d'attitudes, représentations, etc., rapportées à des positions de classe, qui est susceptible d'intervenir comme une force confrontée à d'autres, dans la conjonction idéologique caractérisant une formation sociale à un moment donné [...]. Étant donné une conjoncture déterminée par un état de la lutte des classes et une « position » (idéologique et politique) dans cette conjoncture, une « formation discursive » détermine ce qui peut et doit être dit à partir de cette position. Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, p.203



Face au «*nosotros*», inscrit dans le présent («*venimos*»), qui porte un courant de pensée et d'actions «*nacional y popular*», le néolibéralisme est associé à «*ellos*», à l'extériorité de l'espace imaginaire de référence. Ainsi, la réhabilitation du politique dans le modèle kirchneriste suppose l'occupation d'un espace dans lequel les positionnements s'expriment explicitement les uns par rapport aux autres. Les opposants se définissent, ici, par leurs convictions imposées de l'extérieur, ce qui les conforte dans la position d'antagonistes. CFK ne leur attribue donc pas la position d'adversaires car ils ne défendent pas un positionnement idéologique propre et propice à la confrontation politique constructive<sup>884</sup>. Nous allons revenir sur cette distinction entre opposants et adversaires dans l'imaginaire kirchneriste mais nous allons dans un premier temps, compléter la définition des forces antagoniques dans le discours de CFK ultérieure à l'adoption de la *ley de Servicios de comunicación audiovisual*.

#### IV. 2. 4. 2. Définition de l'adversaire

Dans ce contexte idéologique «nationale et populaire», la présidente montre les forces en présence les unes par rapport aux autres puis donne à voir le mode d'action de ses adversaires.

Lors d'une interview à la télévision en 2013, elle les décrit ainsi:

*[...]si yo te tuviera que decir del cien por cien que significa el poder en la Argentina, el poder político debe representar el 30 o el 40 %, en el sentido de poder como sistema de decisiones. Quién tiene poder para tomar decisiones. Evidentemente hay poderes económicos, mediáticos.*<sup>885</sup>

Nous retrouvons ici l'espace en jeu dans les relations de forces antagoniques entre le pouvoir exercé par le gouvernement via l'Etat et les autres pouvoirs. Ce lieu des prises de décision est envisagé comme clos et fini, par conséquent, l'augmentation du pouvoir de l'un, suppose une opposition et la diminution du pouvoir de l'autre. L'évaluation de l'espace que représente le pouvoir politique le place en position d'infériorité, de l'aveu même de la présidente. Cependant, le contraste est marquant entre le ton de la proposition conditionnelle de cette constatation factuelle et l'affirmation de la légitimité de la représentation du peuple dont elle semble se faire la garante dans le passage que nous citons ci-dessous («*no tengas*

---

<sup>883</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, durante su visita a la provincia el Chaco, 12-10-10*

<sup>884</sup> Nous abordons la distinction apportée par les travaux de Chantal Mouffe dans le point IV. 2. 5. 3, note 941

<sup>885</sup> *Entrevista de la señora presidenta de la nación, CFK, con periodista de canal 7, 14-09-2013*

dudas»).

Dans le discours de la présidente, l'écart entre ces deux pouvoirs renvoie à la question de leur légitimité respective. Le pouvoir politique représente, en effet, le peuple alors que le pouvoir médiatique ne relève pour sa part que d'une construction :

*[el poder político] es la representación popular; no tengas dudas. Es más, creo que hay construcciones que la gente toma como propias y no es que sea tonta y no pueda disociar lo que me dicen, pero en un mundo... –esto lo dicen los científicos políticos, es el Homo Videns de Sartori- me parece que está claro que no hace falta ser muy inteligente para entender que hay un mundo de construcción mediática que crea determinadas imágenes, determinadas construcciones que la gente cree, pero no cree porque es tonta, porque se ha producido en el mundo que es el fenómeno de lo mediático, también de los monopolios mediáticos, que se producen no solamente en la Argentina sino también en otras partes del mundo.<sup>886</sup>*

Le pouvoir médiatique naît d'une construction qu'il entretient dans l'imaginaire de la population. CFK appuie sa démonstration sur un argument d'autorité - théorie de Giovanni Sartori que nous avons évoqué dans les travaux de Erica Guevara - qu'elle renforce en confirmant l'existence de cette compétition entre pouvoir médiatique et pouvoir politique en dehors de l'Argentine («en otras partes del mundo»). Cependant, il existe une différence fondamentale entre ces deux formes de pouvoir : le pouvoir politique obtient sa légitimité de la représentation populaire alors que le pouvoir médiatique, bien qu'il soit particulièrement puissant, est arbitraire et détenu par quelques monopoles. Par conséquent, la ligne argumentative de la présidente s'appuie sur le fait que le pouvoir politique peut et doit s'imposer face au pouvoir médiatique. Nous retrouvons ici un argument souligné au sujet du conflit avec le monde rural qui ne jouissant pas d'un mandat populaire, était considéré comme illégitime par la présidente.

Ainsi, dans la conception idéologique de la présidente, il appartient à l'Etat, en tant que pouvoir protecteur, d'intervenir dans le monde médiatique car les prétentions expansionnistes des plus puissants se développent aux dépens de leurs pairs :

*Sería injusto tratar a una pequeña o mediana empresa del mismo modo que a una gran empresa periodística -hay algunas grandes empresas acá- pero creo que todos sabemos de lo que estoy hablando y todos somos contestes en la necesidad de tener un tratamiento diferente porque si no, precisamente, se produce el tema de la afectación, ahí sí de la libertad de prensa, porque esto contribuiría a la concentración y subsistirían solamente los muy grandes, los muy poderosos en una suerte de darwinismo económico que no debemos permitir, sino*

---

<sup>886</sup> Entrevista de la señora presidenta de la nación, CFK, con periodista de canal 7, 14-09-2013

*garantizar<sup>887</sup> precisamente a aquellos que son pequeños y que están en un pequeño pueblo - escuchaba antes mencionar a La Voz, Berazategui, o de pueblos como Ayacucho- que necesitan sí o sí tener un tratamiento absolutamente diferenciado. Todo esto lo comprendemos todos y en ese sentido tenemos que trabajar.<sup>888</sup>*

L'adjectif évaluatif<sup>889</sup> «*injusto*» introduit le motif de l'intervention de l'Etat dans le domaine médiatique. L'emploi du conditionnel et de la forme négative de l'adjectif permettent de rejeter le traitement égalitaire pour favoriser un traitement équitable entre les acteurs du monde médiatique. En effet, l'enjeu que soulève le mode d'action des monopoles remet en question la survie des petites et moyennes entreprises. Cette représentation reproduit une image destructrice des grandes entreprises qui, assoiffées de pouvoir, peuvent détruire leurs semblables.

D'autre part, dans l'imaginaire kirchneriste, l'entité collective plurielle, désignée sous le terme « monopoles » fonctionne comme un opérateur d'interprétation<sup>890</sup> qui représente les forces d'opposition et cristallise les critiques globales de la locutrice :

*Es que los monopolios son malos en todas las actividades, no solamente en la televisión, en todos los aspectos, porque convierten al usuario en cautivo y no en usuario.<sup>891</sup>*

Nous comprenons, à travers cette partie sur la définition des antagonismes, que la présidente déplace la dichotomie gouvernement-médias vers l'opposition monopoles-pouvoir populaire. Dans cette seconde configuration, les monopoles exercent leur pouvoir à travers certains médias alors que le pouvoir populaire est exercé légitimement à travers le pouvoir politique. Ce glissement conduit la présidente à devoir préciser le mode d'action de cette force d'opposition.

#### **IV. 2. 4. 3. Mode d'action**

Pour montrer l'aspect délétère de l'action des monopoles médiatiques, CFK adopte une

---

<sup>887</sup> (sic) la phrase est incomplète car la locutrice poursuit son propos à partir de l'idée qui surgit en incise. Cette construction est également une marque d'oralité et du style conversationnel dans le discours de CFK que nous avons présenté dans la partie III, Chapitre 2.

<sup>888</sup> *Discurso de la presidenta en la firma de convenio para la cancelación de los pasivos fiscales con los medios de comunicación, en el salón mujeres argentinas, casa de gobierno, 27-05-2009*

<sup>889</sup> « L'usage d'un adjectif évaluatif est relatif à l'idée que les locuteurs se fait de la norme d'évaluation pour une catégorie d'objets donnée », Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, p.97

<sup>890</sup> Verón Eliseo, «La palabra adversativa», *op.cit.*

<sup>891</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en el acto de inauguración de una nueva estación digital terrestre en la provincia de Jujuy, realizado en la galería de los patriotas latinoamericanos de la casa de gobierno, 21-06-2011*

démarche de dénonciation des mauvaises pratiques professionnelles, discutables car elles remettent en cause le droit à l'information des citoyens. En vulnérant le code déontologique et même éthique, les médias menacent la cohésion sociale.

Pour mettre en lumière les procédés des groupes médiatiques concentrés, la présidente entreprend des phases de narration dans lesquelles elle déconstruit le discours des adversaires. Voici plusieurs exemples dans lesquels, elle dénonce le sensationnalisme des moyens de communication:

*Me acuerdo de todas las cosas que dijeron en las elecciones además, que después de las elecciones en donde ganamos allá en octubre con el 54 por ciento, no sé qué cosas íbamos a hacer...*

*Bueno, están de vuelta con eso porque se acerca el período electoral. Es típico: si uno mira, tal vez en algún momento pueda hacer un cuadrito de cuáles fueron los momentos así pico, cada vez que hay una elección, o pasa algo, están con...por un lado la economía y, por otro lado, los escándalos. Es típico de cada elección.<sup>892</sup>*

Ici, l'objectif de la locutrice est de montrer que les médias, par les informations qu'ils diffusent cherchent à attirer l'attention de la population en donnant une charge excessive à la signification des événements. Le processus de déconstruction consiste à dévaloriser le phénomène de répétition et le contenu des informations transmises.

Ainsi, le destinataire pénètre dans le récit par le souvenir de la locutrice, gage de crédibilité. Ensuite, la présidente met en scène un «ellos» dont l'action est de l'ordre du «dit» face à un «nosotros», force politique qui s'inscrit dans les faits avérés par des marqueurs temporels précis par rapport au moment de l'énonciation, «octubre», et des résultats tangibles, «el 54 por ciento».

De plus, la présidente place les adversaires en position de sujet énonciateur par le verbe introducteur «dijeron», cependant le contenu énonciatif est pris en charge par la locutrice qui le reformule dans «todas las cosas» et «no sé qué cosas...». Ces constructions éludent le contenu pour ne traduire que l'aspect répétitif et la vacuité de leurs propos. Ces formules évasives déchargent également la locutrice d'une plus grande précision: ce qui a été dit, ce que le gouvernement allait faire selon les propos de celle-ci, est un présupposé connu pour le destinataire<sup>893</sup>.

---

<sup>892</sup> Palabras de la presidenta de la nación CF, en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada, 06-05-2013

<sup>893</sup> C. Kerbrat-Orecchioni, en référence à ce que Labov appelle une « connaissance partagée » et Perelman une « base » rappelle que le discours polémique, notamment s'érige sur un ensemble de faits, vérités, présomption, valeurs que le locuteur suppose connus ou admis par son auditoire. Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, p.229

Ce contexte narratif étant posé, la locutrice entreprend de décrire la situation actuelle. L'interjection « bueno », marque d'oralité, informelle – nous sommes effectivement dans un discours oral – est à la fois résultative et introductoire de celui-ci. Sur le plan sémantique, le contenu des dires de « ellos » reste indéfini mais désigné par « con eso ». La locutrice marque alors une pause (points de suspensions dans la transcription) puis, le terme est explicitement énoncé « los escándalos ». La volonté de provoquer ou de dénoncer des scandales – la formulation ne permet pas de le savoir – est un phénomène cyclique qui se répète lors des échéances électorales, moment où se joue la répartition du pouvoir. L'aspect répétitif apparaît dans les formes verbale (« están de vuelta ») et adverbiale (« cada vez que ») ainsi que la répétition du qualificatif « típico » qui montre l'aspect particulier propre à un groupe et qui répond à une logique basée sur l'habitude plus que sur la raison.

Enfin, dans cet exemple, la présidente, narratrice des événements, inscrit son point de vue sur le phénomène. En effet, la suggestion ironique, « *si uno mira, tal vez en algún momento pueda hacer un cuadrito de cuáles fueron los momentos así pico* », révélée par le diminutif « *cuadrito* » déclenche une complicité basée sur l'humour entre l'énonciatrice et les destinataires. Nous retrouvons également ici les marques de l'*ethos* (III. 2. 2.) pédagogique de CFK qui étudie un phénomène, le décrypte, le systématisé puis transmet les connaissances acquises.

D'autre part, CFK dénonce également le sensationnalisme des médias en raison du manque de crédibilité de ceux qui produisent ces discours : « *Para asustar a la gente, para lograr títulos escandalosos, para hablar de la economía. Cuando, en realidad, los que hablan además, son los...*<sup>894</sup> [sic] ». La locutrice souligne, à travers les termes « *asustar, los títulos, hablar* », que les propos de certains médias ne relèvent que d'une construction. De plus, elle remet en cause leur crédibilité et leur légitimité de façon implicite car le segment reste en suspens. Premièrement, elle inscrit son discours dans la réalité factuelle (« *en realidad* »), puis elle s'appuie sur les connaissances contextuelles qu'elle partage avec les destinataires. En effet, il est établi dans l'imaginaire argentin des années 2000 que les responsables de la crise de 2001 sont liés aux entités qui, en 2009, traitent l'actualité économique de façon sensationnaliste. Il n'est pas nécessaire, voire même opportun, pour la locutrice de le formuler explicitement car cet amalgame entre responsables des difficultés économiques et médias prendrait la forme d'une attaque directe aux opposants. Au contraire, cette construction elliptique repose sur les connaissances partagées entre l'énonciatrice et les destinataires qui, ayant une expérience

---

<sup>894</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CF, en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada, 06-05-2013*

commune de l'actualité, peuvent identifier les entreprises auxquelles il est fait allusion, et décoder les accusations que la locutrice se garde d'exprimer.

Dans des phases à caractère argumentatif, la présidente formule des accusations explicites sur les actions de certains médias. Nous ne développons qu'un exemple mais signalons l'emploi répété de substantifs («*la desinformación*») et de verbes intrinsèquement axiologiques<sup>895</sup> («*distorsionar, deformar, ocultar, insultar, agraviar*»). Il est cependant à noter que CFK utilise fréquemment ces verbes à la forme infinitive comme dans la construction impersonnelle suivante : «*Me parece que la diferencia es notable entre informar, asustar y preocupar. La obligación es la de informar*<sup>896</sup>».

Lors de ces utilisations, l'identification des acteurs suppose alors pour les destinataires, le rétablissement d'un lien transphrastique implicite. Nous allons expliquer cette opération à partir de l'exemple suivant :

*¿Qué es desinformar? Ocultar, ocultar que se hacen obras, ocultar que se hacen cosas, que hay mejoras, ocultar que se inauguran casas o que crece la industria, eso es desinformar. Pero ahora ya han pasado a la segunda etapa, a inventar, y entonces inventan noticias como esta de empresas amigas del Estado, empresas que existían, eran previas y seguirán después de este Gobierno, que son empresas que tienen más de 30, 40 ó 50 años y que son argentinas con mucho orgullo, que hacen emprendimientos a escala global.*<sup>897</sup>

Dans cette séquence didactique, introduite par une question rhétorique, la locutrice suppose l'interrogation des destinataires auxquels elle offre sa propre réponse. La définition de l'acte de «desinformar» se construit par équivalence avec un autre verbe à l'infinitif dont l'agent n'est pas exprimé. Ainsi «*desinformar*» signifie «*ocultar*» mais également «*inventar*».

Or, Catherine Kerbrat-Orecchioni classe le verbe «*ocultar*» parmi les verbes modalisateurs, « qui ont la propriété de permettre au locuteur de porter un jugement de vérité/fausseté sur certains faits, certains contenus mentaux ou discursifs explicités dans le

---

<sup>895</sup> Catherine Kerbrat-Orecchioni considère que :

les verbes intrinsèquement axiologiques impliquent une évaluation:

- portée par le locuteur,
  - sur le procès dénoté ( et par ricochet, sur l'agent qui en porte la responsabilité),
  - de nature axiologique: la description du procès se fait en termes dévalorisants, on peut le considérer comme un élément de la classe générale des termes péjoratifs.
- in Catherine Kerbrat-Orecchioni, l'énonciation, op.cit., p119*

<sup>896</sup> *Mensaje de la señora presidenta de la nación Doctora CFK, ante la asamblea legislativa, 01-03-2008*

<sup>897</sup> *Palabras de la presidenta de la nación en el acto de conmemoración de los 133° aniversario del bautismo del lago argentino e inauguración de las nuevas pasarelas de los parques nacionales " Los Glaciares", en la provincia de Santa Cruz, 15-02-2010*

syntagme objet qu'ils introduisent, (...)»<sup>898</sup> ». De plus, reprenant les travaux de Brekle, (1974, p.75), cette auteure apporte une nouvelle distinction entre ces verbes « factifs ». Ainsi un verbe tel que « *ocultar* », en tant que « factif-positif » a « pour propriété originale que la phrase [le] complétant est supposée vraie<sup>899</sup> ». La locutrice peut donc poser dans le réel les actions ou les faits concrets comme la réalisation de travaux et la croissance de l'industrie. Alors que le verbe « factif-négatif », inventar, « présuppose la fausseté des phrases les complétant ». Par conséquent, l'existence d'une relation privilégiée entre l'État et cette entreprise n'est pas réelle.

De plus, la locutrice établit une gradation entre les deux procédés qu'elle condamne chez l'adversaire. Face à ce que la présidente considère comme un mensonge, bien qu'elle ne le dise pas, plusieurs stratégies sont mises en place. Tout d'abord, sur le plan énonciatif, l'agent est exprimé de façon implicite par une troisième personne du pluriel indéfinie dont l'identification répond à une connaissance contextuelle partagée entre le destinataire et l'énonciatrice<sup>900</sup>. Comme nous l'avons dit, l'emploi du verbe « *inventan* », montre que la locutrice juge comme faux le contenu de la formule substantivée « *noticias como esta de empresas amigas del Estado* ». Sur le plan sémantique, le noyau substantif établit le lien avec les groupes médiatiques et sur le plan grammatical, le pluriel généralise la pratique. Cette construction nominale est également intéressante car elle évite la mise en action d'un agent : la locutrice commente l'étiquetage, dénonce les accusations portées à l'encontre de certaines entreprises et du gouvernement. Elle ne se prononce pas sur le contenu de l'incrimination formulée par l'adversaire. Enfin, après avoir posé comme fausse la relation, une nouvelle définition est construite à partir de l'objet « *empresas* » qui devient sujet du reste du syntagme.

Sur le plan pragmatique, ce passage riche au niveau de l'encodage, comme nous venons de le montrer, présente une grande rentabilité illocutoire. En effet, dans la première partie du paragraphe, la présidente informe les destinataires (valeur locutoire). Parallèlement, elle dénonce le mode d'action des adversaires (valeur illocutoire patente) qui dissimule l'information et, à travers cette démarche, elle valorise les actions menées par son gouvernement (valeur illocutoire latente<sup>901</sup> ). Dans la seconde partie, nous retrouvons la même visée locutoire et au niveau syntaxique, la locutrice pose un jugement positif (« *con mucho orgullo* ») sur une réussite

---

<sup>898</sup> Catherine Kerbrat-Orecchioni, *l'énonciation*, op.cit. p128

<sup>899</sup> *Ibidem*

<sup>900</sup> Voir, par exemple, l'actualité de l'époque : « Cristina defendió la represa y a las empresas amigas del poder », *Clarín*, 16/02/2010, consulté en ligne le 08/08/2020: [https://www.clarin.com/ediciones-antteriores/cristina-defendio-represa-empresas-aliadas-poder\\_0\\_SyX-iSPOTYI.html](https://www.clarin.com/ediciones-antteriores/cristina-defendio-represa-empresas-aliadas-poder_0_SyX-iSPOTYI.html)

<sup>901</sup> Au sujet des différentes charges illocutoires des énoncés, voir C. Kerbrat-Orecchioni, *l'énonciation*, op.cit., p.128

à laquelle elle peut associer son gouvernement, après avoir dénoncé le mensonge qui, parallèlement qualifie l'acteur des faits.

Pour compléter cette présentation, nous allons maintenant étudier un exemple de séquence narrative grâce auquel la présidente fait la démonstration du négationisme du journal *La Nación* :

*Sigamos con esta historia. El otro día se acuerdan que hubo un programa, el último de presidentes latinoamericanos, donde finalmente se pasó un reportaje que yo había grabado creo que un mes o un mes y medio antes, y ahí el periodista me preguntó de cuando estuve detenida aquí en Santa Cruz, en el año 1976. Ayer abro el diario La Nación, que es el otro que compite con Clarín en cuanto pueden inventar, difamar o agraviar, y dijo que era mentira que yo había estado presa. Además, les aclaro, a mí no me pone contenta haber estado presa ni lo considero ningún mérito, ojalá nunca me hubieran tenido que poner presa, (...). (...), no alcanzamos un mes, tal cual lo relaté, al otro día salieron a decir que había mentado, que no era cierto. ¿Se acuerdan en la campaña que también dijeron que no era abogada? Se acuerdan que se publicó, hubo artículos, hubo inclusive una denuncia penal, hubo un Juez que tuvo que tramitar la denuncia penal que yo no era abogada, por usurpación de título y tuvieron que venir de Universidad Nacional de La Plata con los títulos a la causa a mostrar que realmente era abogada. Miren las cosas. Pero porqué esa negación, esa mentira permanente, esa difamación.*

*Después de todo qué me voy a ofender con La Nación que niega unos días de detención de esta presidenta si negaron a 30.000 desaparecidos. (Aplausos) La verdad que lo mío es una niñedad, es una absoluta niñedad. Los mismos diarios son los que te mostraban un país que no existía, una libertad que no teníamos.*<sup>902</sup>

Comme dans l'exemple précédent, la narration débute par une contextualisation introduite par le souvenir de la locutrice. Dans ce passage, la présidente raconte des faits et une expérience personnelle renforcés par des constructions qui apportent des gages de vérité, «*tal cual lo relaté*», «*realmente*», qui s'opposent aux accusations portées par le journal : «*dijo que era mentira*», «*decir que había mentado, que no era cierto*». Dans un premier temps, la narration vient démentir l'accusation de mensonge formulée par le quotidien et dans un deuxième temps, la retranscription même de cette accusation produit une inversion des rôles entre agent et objet. Par ces effets cumulés, la présidente démontre, sans le dire explicitement que c'est le journal, *La Nación*, qui ment. Ce rétablissement des rôles étant discursivement posé, la locutrice

---

<sup>902</sup> *Palabras de la presidenta de la nación en el acto de conmemoración de los 133° aniversario del bautismo del lago argentino e inauguración de las nuevas pasarelas de los parques nacionales " Los Glaciares", en la provincia de Santa Cruz, 15-02-2010*



s'interroge dans des questions indirectes («*por qué esa negación*») sur les raisons d'une telle action (charge locutoire). Ce procédé permet également de qualifier explicitement les agissements du quotidien (charge illocutoire) qui se caractérisent par la négation, le mensonge et la diffamation.

L'exclamation, «*qué me voy a ofender [...]*» apporte la chute du récit et la réponse à la question formulée précédemment, tout en renforçant la valeur explicative de l'assertion «*negaron a 30.000 desaparecidos*». L'emploi du verbe factif-positif «*negar*» pose la véracité de l'objet et le jugement de la locutrice sur l'agent. La dernière phrase apporte une conclusion générale qui embrasse passé et présent. En effet, le verbe «*mostrar*» marque l'opposition entre l'objet créé par l'agent «*los mismos diarios*» et le jugement contraire porté par la locutrice sur ce procès, qu'elle renforce en décrivant ces objets par des propositions relatives à la forme négative.

Ainsi, l'opération menée dans ce fragment de discours met en relation négation et négationnisme. Le journal nie les mérites personnels et les expériences gouvernementales de Cristina comme il a adopté une posture négationnisme des crimes commis pendant la dernière dictature. Certes, la présidente relativise («*niñedad*») sa situation, néanmoins, elle se positionne dans une relation de continuité par rapport aux victimes du terrorisme d'État.

En conclusion, ce passage fait la démonstration du négationnisme du journal *La Nación* et de sa complicité avec le régime dictatorial. Cette opération relève d'une construction implicite car les termes «*négationnisme*» et/ou «*collaboration/complicité*» ne sont pas exprimés mais l'encodage culturel est cependant assez explicite. Cependant, sur le corpus que nous avons étudié, ce schéma n'est pas majoritaire. Dans le discours de la présidente, sont apparues plus fréquemment des constructions similaires à la première partie du passage cité.

Nous signalons, cependant, cet exemple qui nomme un périodique et formule une critique précise :

*Es más, estábamos mirando, el otro día, con algún compañero, los comentarios de algunos diarios de lo que fue el 17 de octubre y el diario de mayor tirada, en aquel momento, que era el diario "Crítica" dijo que hordas de gente que no eran trabajadores, utilizaba el término de lumpen o unas cosas así, de lumpenaje había llegado a la Plaza de Mayo y había producido desmanes o desórdenes. Esta era la visión del principal diario de la Argentina, acerca de lo que fue el 17 de octubre. Moraleja: nunca crean lo que digan los diarios más importantes porque nunca entienden nada de lo que pasa.<sup>903</sup>*

---

<sup>903</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del congreso del partido justicialista, en la quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010*

La locutrice reprend la description du 17 octobre 1945 par le journal *Crítica*, en gardant, néanmoins, de la distance par rapport aux termes péjoratifs utilisés par celui-ci («*utilizaba el término de*»). La désapprobation de ce point de vue est également latente dans le contexte d'énonciation car les destinataires premiers (il s'agit d'un discours lors du Congrès du Parti Justicialiste) et la locutrice partagent une même base idéologique que nous pouvons désigner comme l'imaginaire péroniste. L'aspect fondateur et la vision positive du 17 octobre sont donc assez consensuels pour les interlocuteurs.

Dans ce passage, le discrédit final se présente sous la forme d'une vérité générale : la morale du récit renvoie à l'inaptitude professionnelle des acteurs de la presse. Leur incapacité d'interprétation des phénomènes politiques populaires provient d'une sorte d'« aveuglement » idéologique, probablement motivé par des préjugés de classe. Ainsi la présidente rappelle constamment le filtre à travers lequel les adversaires voient la réalité et à travers lequel les médias la relatent. Il ne s'agit pas tant d'une idéologie que d'un état d'esprit, de l'essence d'une autre Argentine. La présidente la décrit comme «*la Argentina del no se puede, la Argentina de la subordinación*<sup>904</sup>» en référence à une critique globale faite par ce méta-collectif à sa gouvernance.

De plus, les adversaires apparaissent également comme des forces extérieures à l'instance collective, lesquelles n'existent que par leur fonction :

*Y aquí vamos los argentinos, contra viento y marea, contra agoreros y profetas del odio, del desánimo, contra profetas del fracaso que lo único que han hecho en toda su vida ha sido instalar la desesperanza en la Argentina.*<sup>905</sup>

Nous voyons poindre ici les conséquences sociétales de ce discours d'opposition qui demeure de l'ordre de l'imagination et de la construction face auquel les faits viennent à posteriori rétablir la réalité :

*aquellas profecías que se desgranaron en radio, en televisión, en río de tinta acerca de que íbamos a manipular la Justicia [...], resultó desestimada, no por otros discursos, sino por la realidad, por la práctica concreta [...]*<sup>906</sup>

La locutrice représente le mécanisme d'action des adversaires motivés par la haine et la volonté d'exclure une partie de la population :

---

<sup>904</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Cristina Fernández, en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, estadio de Huracán, ciudad de Buenos Aires, 11-03-2011*

<sup>905</sup> *Palabras de la presidente de la nación CF en el acto de llamado a licitación para la adquisición de Netbooks del programa «conectar igualdad» y videoconferencias con las provincias de Entre Ríos; Buenos Aires y San Juan, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, 27-12-2012*

<sup>906</sup> *Discurso de CF en el acto de asunción de la Presidencia, 10- 12- 2007*

*Pero bueno, vieron que hay militantes de la infelicidad, digo yo siempre, y esa gente que les gusta agarrarse los dedos con la puerta, mejor dicho, les gusta que los demás se agarren los dedos con la puerta, porque a ellos, cuando uno ve las cifras, muchos de ellos cotizan en Bolsa, cuando uno ve las cifras y las ganancias que tienen dice “¡pero, por Dios! ¿De qué se quejan?”*

*Pero bueno, yo creo que hay mucho prejuicio y creo también que hay algunos que creen que se puede volver a un país donde unos pocos se llevaban todo y el resto, la ñata contra el vidrio.<sup>907</sup>*

Ainsi, dans ce fragment de discours au registre informel, la locutrice recourt à de nombreuses métaphores populaires pour représenter la volonté de rupture du collectif national chez l'adversaire. La présidente prend à partie les destinataires («*vieron*») pour les inviter à adopter son angle de vue sur ceux qu'elle nomme «*militantes de la infelicidad*», construction qui fait écho aux «*profetas del odio*» et «*profetas del fracaso*» dans l'exemple précédemment cité (note 905). Ces groupes nominaux de désignation se composent de deux substantifs en relation de complémentarité mais offrent diverses interprétations. En effet, si nous prenons le cas de «*militantes de la infelicidad*», la «*infelicidad*» peut être la cause et le but de l'action des agents et s'il s'agit de leur but, l'objet de leur quête peut être réfléchi ou dirigé vers un tiers. L'explication métaphorique de la locutrice contemple ses deux possibilités dans l'évolution entre «*agarrarse*» et «*que los demás se agarren*». La marque d'oralité, «*mejor dicho*» qui traduit de façon patente une auto-correction, révèle de façon latente, l'insistance sur la deuxième option.

Si nous envisageons, en anticipant sur la fin de cette partie, le traitement des para-destinataires et des contre-destinataires dans le discours de CFK, nous remarquons que les «*militantes de la infelicidad*» sont d'abord repris par «*la gente*», forme de désignation fréquemment utilisée par la locutrice pour les para-destinataires. Dans cette séquence, ils sont associés à une dynamique de «*infelicidad*» réflexive comme nous l'avons fait remarquer par l'utilisation de la forme pronominale du verbe «*agarrar*». Dans la seconde partie, nous retrouvons les formes de désignation de troisième personne du pluriel, «*ellos*» dont l'action a pour objet l'autre partie de la population. Cette double interprétation donne à penser que leur malheur, ou pour le moins leurs difficultés ponctuelles, les conduit à souhaiter le même sort à toute une frange de la population. Nous reviendrons sur ce mécanisme lorsque nous aborderons

---

<sup>907</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación, CF, durante el acto de firma de convenio entre empresarios y el gremio de la construcción, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, 20-12-2010*

la dynamique d'identification des classes moyennes à l'instance collective dans le dernier chapitre de cette partie.

Le discours de la locutrice vient révéler le fondement de cette ligne d'interprétation négative de la réalité. Les adversaires, qui jouissent d'un certain confort économique, associé dans l'imaginaire collectif à un gage de bonheur, sont ceux qui agissent, militent pour diffuser une représentation du malheur afin d'exclure une partie de la population que la présidente désigne comme «*el resto*» condamné à rester «*la ñata contra el vidrio*<sup>908</sup> ». Cette référence à la culture populaire représente l'enfermement dans un déterminisme social qui empêche l'individu d'accéder à l'extérieur et d'agir, notamment d'agir dans le domaine politique. La présidente dénonce donc la discrimination du « peuple » auquel est refusée la légitime intégration au reste de la population. Par conséquent, ce rejet est à l'origine de l'impossible concrétisation de l'instance collective.

Pour conclure, cette partie s'est consacrée à l'analyse de la construction des antagonismes en lien avec les débats liés aux médias. L'étude de la nature et du mode d'action des opposants nous a permis de démontrer la présence d'une force transhistorique qui exerce son pouvoir à travers les médias, notamment, et dont l'action menace la cohésion sociale. En effet, elle se place en ennemi car elle met en danger la réalisation du modèle et du renforcement du lien social que celui-ci promeut. Pour révéler cette situation, CFK s'emploie à déconstruire le discours de l'adversaire et à démontrer sa nocivité pour le débat politique ainsi que la fracture qu'il peut provoquer dans l'instance collective. Nous allons approfondir l'étude de ces opérations dans la partie suivante en étudiant la généralisation de ces opérations au-delà du contexte lié aux médias.

#### IV. 2. 5. Généralisation de la construction de l'adversaire

Nous avons établi que l'extériorité du collectif d'identification est occupée par l'adversaire qui représente une menace pour la pérennité de l'instance collective, c'est-à-dire le peuple argentin dans le discours de CFK. De plus, l'adversaire exerce une force d'opposition à la mise en place du modèle qui envisage la rencontre, la correspondance entre le collectif d'identification et l'instance collective.

---

<sup>908</sup> Extrait du tango "Cafetín de Buenos Aires", paroles de Enrique Santos Discépolo. La ñata est un terme populaire qui désigne le nez. Les pauvres n'auraient comme autre occupation, consolation que de rester le nez collé contre la vitre à regarder le reste de la population profiter de la vie.

Les exemples précédemment cités ont montré que l'adversaire s'exprime de diverses façons, mais principalement à travers les médias. Cependant, s'il revêt différents visages, la présidente s'efforce donc de démontrer la collusion entre les différentes forces en présence. Celles-ci se mettent en action pour exclure le peuple de l'accès au pouvoir: d'une part, elles l'empêchent de défendre ses droits et, d'autre part, elles cherchent à concurrencer ou affaiblir les pouvoirs institutionnels.

Nous souhaitons donc développer trois éléments pour caractériser la construction discursive de l'adversaire. Nous allons d'abord, de façon similaire aux mécanismes spécifiques que nous avons présentés en lien avec la *ley de medios*, expliquer la désignation et la logique d'action de ceux-ci, ce qui permet à la locutrice de mettre en lumière la relation entre ces forces antagoniques et le collectif d'identification. Dans un second temps, nous observons les deux logiques d'action discursive de la présidente : l'une défensive, l'autre plus offensive.

#### IV. 2. 5. 1. Définition des forces antagoniques

Dans le discours de CFK, les formes de désignation de l'adversaire sont révélatrices de son mode d'action. Ainsi, en 2013, elle affirme : «*hoy vemos a los medios sobreactuando sobre el poder judicial*». Observons cette utilisation du substantif «*medios*» qui correspond à la onzième acception du terme dans le dictionnaire de la Real Academia, comme «*cosa que puede servir para un determinado fin. Medios de comunicación, medios de transporte* ». Dans ce sens, le substantif doit être complété par un complément du nom comme dans les exemples que nous venons de citer. Cependant, il nous semble que dans le discours de la présidente, notamment, l'utilisation de «*medios de comunicación*» s'est contractée en «*medios*» alors qu'il représente toujours le même signifié mais a rejoint la dix-huitième acception, à savoir «*sector, círculo o ambiente social. Medios aristocráticos, medios bien informados*». Ce glissement sémantique contribue également à représenter la collusion des acteurs dans la force d'opposition.

D'autre part, lorsque la présidente déclare «*los poderes fácticos o corporativos han suplantado lo que durante mucho tiempo fueron los golpes de Estado*<sup>909</sup>», elle place ces pouvoirs en dehors du jeu démocratique. Les acteurs qui s'opposent aux pouvoirs institutionnels ne sont que la face visible de forces qui cherchent à supplanter l'Etat, garant de la démocratie. Ainsi la présidente revient sur le rôle tant des moyens de communications que des Forces Armées au service de pouvoirs occultes et affirme que «*era común escuchar que con cuatro*

---

<sup>909</sup> Entrevista de la Presidenta de la Nación, CFK, en la TV pública, 23-09-2013

*tapas de determinado diario, se tumbaba un gobierno*<sup>910</sup>». De même, elle déclare que les coups d'Etat aux gouvernements démocratiques «*no eran golpes militares, eran golpes cívico-militares. (...) no significa exculpar a quienes cometieron atrocidades, sino que esas fuerzas armadas tomen conocimiento de cómo fueron utilizados por grupos minoritarios*<sup>911</sup>». Dans ces exemples, les acteurs identifiés sont les moyens de communication et les forces armées au service de groupes minoritaires, entité collective plurielle, assimilée à l'adversaire dans l'imaginaire politique kirchneriste, notamment, mais qui n'est pas concrètement défini.

Dans l'exemple suivant, apparaît un autre collectif pluriel fréquemment utilisé pour désigner l'adversaire :

*Esos organismos multilaterales, esos mecanismos de resolución de conflictos, se han evidenciado como depredadores también de nuestros países (...), también se han demostrados inviables. No solamente han sido injustos e inequitativos hacia los países emergentes o en desarrollo, sino que se están demostrando ineficientes e ineficaces fronteras adentro de sus propios países para resolver sus propios problemas.*

*Si no pueden resolver sus propios problemas, si cuando se han vinculado con nosotros para resolverlos lo han hecho también en forma inequitativa, creo que ha llegado la hora de generar espacios, instrumentos diferentes en nuestra propia región.*<sup>912</sup>

La locutrice remet en question la qualification communément utilisée de « mécanisme de résolution de conflits ». Ici, la présidente s'adresse à un public, destinataire premier, qui partage son point de vue et qui fait partie de son collectif d'identification supranational puisque le discours à lieu en présence du président de l'Equateur, Rafael Correa. La présidente condamne, alors, en utilisant des qualificatifs négatifs «*depredadores, injustos, inequitativos*», les organismes qui menacent le collectif d'identification représenté par «*nuestros países*».

A titre de comparaison, dans le fragment suivant, les organismes internationaux ne sont qu'implicitement nommés mais ce sont leurs manifestations internes et proches du destinataire premier qui sont explicitement désignées :

*Saben por qué porque lo que quieren es, [...] acabar con todas las conquistas sociales, por eso presionan con maniobras de especulación, para licuar todo lo que se ha ganado en estos años, para licuar el poder adquisitivo de los trabajadores, para tirar abajo las convenciones colectivas de trabajo. Porque vienen por eso: por las conquistas*

---

<sup>910</sup> *La Presidenta instó a trabajar por "una democracia plena y profunda, comprometida y sin privilegios"*, 09-12-12

<sup>911</sup> *La Presidenta instó a trabajar por "una democracia plena y profunda, comprometida y sin privilegios"*, 09-12-12

<sup>912</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CFK, en el almuerzo ofrecido en honor al presidente de Ecuador, Rafael Correa*, 04-12-2012

*sociales, para que haya mayor ganancia y rentabilidad a partir de que otros ganen menos, o que como hay menos trabajo se pague menos, o que como el dólar vale mucho más las exportaciones valen mucho más y ustedes tienen menos poder adquisitivo. (...)ya no vienen como venían antes, cuando armaban a sus propios hermanos de uniforme contra el pueblo, (...) utilizan golpes de mercados, golpes económicos, golpes de especulación para dificultar la tarea de gestión de los gobiernos, para que la gente crea que todo anda mal y que cuando termine el gobierno van a andar las cosas mejor. Esto es lo que están queriendo instalar en la sociedad, y uno lo ve a diario, lo escucha a diario en los comunicadores, y cómo dicen que se va a vivir mejor: haciendo lo que te dicen los de afuera, eso es lo que dicen textualmente, hay que traducirles el discurso.*<sup>913</sup>

Dans ce fragment, la présidente s'adresse aux militants, en tant que destinataires premiers désignés par la troisième personne du pluriel («*saben*»). Ces pro-destinataires sont interpellés par l'imaginaire péroniste développé dans le discours au niveau sémantique par «*conquistas sociales, trabajadores, convenciones colectivas de trabajo*». Dans ce discours qui aborde le thème de la politique économique à travers les références aux acquis sociaux, la locutrice reproduit les arguments des adversaires. En effet, dans l'énoncé explicatif, «*para que haya mayor ganancia, [...] las exportaciones valen mucho más*», le contexte nous permet de comprendre que la locutrice se saisit du raisonnement des « autres », c'est-à-dire des adversaires qui constituent l'extériorité du collectif d'identification de la présidente. Lorsque CFK associe au collectif d'élocution la volonté que «*otros ganen menos*», elle provoque une représentation en miroir inversé. Ainsi, les contre-destinataires forment entre eux un collectif d'identification, unis, notamment par les demandes que vient d'énoncer la présidente alors que les pro-destinataires auxquels s'adressent la locutrice constituent l'extériorité de ce collectif-ennemi. Les pro-destinataires de CFK sont donc exclus de ce projet de société. Pour achever cette représentation, la locutrice reprend en charge l'énonciation pour poser le contenu «*ustedes tienen menos poder adquisitivo*», constatation qui ne s'applique pas seulement aux militants présents mais aux pro-destinataires de façon générale.

D'autre part, dans ce dernier exemple, la locutrice pose le lien de proximité direct entre le pro-destinataire et l'adversaire : «*sus propios hermanos*». Cependant, l'adversaire est désigné explicitement par ses actions : les «*golpes de mercados, golpes económicos, golpes de especulación*» affectent directement le gouvernement ; les informations négatives données par les «*comunicadores*» affectent directement «*la gente*». Toutes ces attaques directes sont la

---

<sup>913</sup> *Palabras de la Presidenta de la Nación CFK a los militantes, luego del acto de anuncio, desde la galería de los patriotas latinoamericanos, en casa Rosada, 30-09-2014*

manifestation d'une force extérieure et supérieure représentée, ici, par la périphrase «*los de afuera*».

Avant de poursuivre, nous souhaitons souligner un élément supplémentaire qui surgit de la polysémie provoquée par l'emploi de la norme linguistique argentine. En effet, cette particularité donne davantage de vigueur au discours de la présidente car l'emploi de «*ustedes*» semble se référer en premier lieu, à des tierces personnes absentes mais il peut également avoir une valeur de seconde personne du pluriel et, dans ce cas, constituer une invective directe envers les contre-destinataires. De même, une triple interprétation est possible pour le dernier syntagme du passage cité, «*hay que traducirles el discurso*». Le pronom personnel complément d'objet second «*les*» peut remplacer «*ellos*», les opposants, mais également les pro-destinataires, groupe composé des militants présents mais également, de façon générale, du collectif d'identification de la présidente. Ainsi, CFK considère qu'il est nécessaire de traduire les paroles des adversaires pour révéler leurs intentions : cette première possibilité d'interprétation est la plus évidente dans l'économie du passage et dans le contexte donné. Néanmoins, nous pouvons envisager également qu'elle doit traduire ce discours pour les destinataires premiers, dans ce cas, «*les*» à une valeur de seconde personne du pluriel : cette version est déjà implicitement contenue dans la première puisque les militants présents viennent déjà de recevoir l'explication précédemment exposée par la locutrice. Enfin, un troisième cas peut être envisagé si nous considérons que la présidente s'adresse à ses pro-destinataires, les militants en particulier, et leur donne la mission de traduire ces paroles, de les rendre explicites pour le reste de la population, les para-destinataires qui peuvent être captifs du discours des contre-destinataires. Ce troisième axe illustre le rôle d'intermédiaire que nous avons décrit à propos de l'*ethos* militant de la présidente (III. 2. 3.) et nous apporte quelques éléments de réponse sur le traitement des para-destinataires que nous abordons en fin de partie.

Nous pouvons établir à ce stade de notre travail que la construction des antagonismes dans le discours de CFK répond à une structure complexe et dynamique. L'une de ses caractéristiques est la présence constante et proche de l'adversaire direct et identifiable qui n'est que la partie visible d'un ennemi supérieur. La présidente le décrit ainsi :

*Alguien decía, Mariotto creo, que pasaron veintiséis años sin que ningún Poder Ejecutivo -y cuando digo ninguno es ninguno- enviara este proyecto de ley al Congreso. Es curioso, se ha hablado en los últimos tiempos, fundamentalmente a partir del año 2003, de gobiernos con superpoderes, los mismos poderes que se tenían durante los años '90 en todas las legislaciones y que tienen en numerosas provincias. Lo que pasa que esas facultades que tenían en todas las legislaciones eran*



*facultades que se ejercían no a favor de la sociedad sino para privatizaciones, para bajar sueldos, para achicar presupuestos sociales. Mientras eso fue así, nadie habló de superpoderes. Se comenzó a hablar de superpoderes cuando esas facultades que estaban años en nuestra legislación comenzaron a usarse a favor de la sociedad, a favor del pueblo.*

*Yo me permito una hipótesis, una hipótesis porque uno tiene la obligación de ciertos términos, pero para mí, en mi fuero más íntimo es una certeza. Yo tengo una respuesta para esa pregunta que se hacía Mariotto de por qué durante 26 años nadie envió un proyecto. Porque mientras hablaban de los superpoderes en realidad había un suprapoder en la República Argentina, un suprapoder, suprapoderes, lo que significa que por sobre los poderes instituidos por la Constitución, del Ejecutivo, del Legislativo y del Judicial, hay otros poderes, sutiles y no tanto, que tienen la suficiente fuerza para imponer y arrancar decisiones en cualquiera de los tres poderes a partir de la presión.<sup>914</sup>*

Dans le discours de CFK, l'antagonisme apparaît comme une articulation de forces en présence. L'instance collective au centre de la dynamique se situe sous la protection de l'Etat qui s'exprime à travers les pouvoirs institutionnels alors que l'extérieur est habité par un «*suprapoder*». Les désignations elliptiques telles que «*los de afuera*» et métaphoriques telles que «*los profetas del odio*», «*los profetas del fracaso*», «*los militantes de la infelicidad*» contribuent à construire cette entité transhistorique antagonique. Face à la pression exercée par les «*suprapoderes*», l'instance collective n'a d'autre choix que d'exercer une pression inverse. Ainsi, le discours de CFK, porteur des intérêts du collectif, non seulement démontre cette présence mais introduit également des stratégies défensives et offensives pour s'imposer dans le champ discursif.

Cette description se complexifie également lorsque nous introduisons le traitement des para-destinataires. Dans un premier temps, nous allons observer les outils stratégiques mis en place par la présidente pour lutter contre les pressions exercées, puis nous aborderons les stratégies visant à les contrer de façon anticipée.

#### **IV. 2. 5. 2. Stratégies discursives défensives de CFK**

Nous allons ici observer les stratégies discursives mises en place pour contrer les attaques des adversaires formulées à l'encontre de la présidente. Nous appelons «*attaques des*

---

<sup>914</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, en el acto de presentación de la ley de servicio de comunicación audiovisual, 27-08-2009*

adversaires », le discours que la locutrice attribue à ses contre-destinataires et qui est dirigé contre elle et son collectif d'identification. Nous allons donc, dans cette partie, présenter le codage discursif qui permet à CFK de limiter les effets du discours des opposants et, de cette manière, de conserver un certain contrôle sur son *ethos* prédiscursif dont les principaux traits ont été abordés dans la partie III. C'est en cela que nous considérons qu'il s'agit de stratégies défensives.

La présidente a recours à l'anticipation par rapport aux actions des « autres ». Par exemple, à l'occasion du trentième anniversaire du retour à la démocratie, CFK décide de ne pas recourir à la disposition dite de «*cadena nacional*<sup>915</sup>» qui impose à toutes les chaînes de télévision et radio de transmettre son discours. Elle motive cette décision par le souhait de ne pas donner lieu à de nouvelles critiques de l'opposition qui considère que la mandataire exerce une utilisation abusive de ce procédé :

*he decidido expresamente que pese a la importancia de esta fecha simbólica y que constituye un ícono en la historia de los argentinos, que es precisamente 30 años de democracia, el período más largo de democracia que se recuerda en la historia y que hubiera ameritado... gracias a todos los argentinos y a Raúl también... y que hubiera ameritado tal vez una cadena nacional, he decidido expresamente no hacer una cadena nacional. ¿Para qué? Para permitir que democráticamente, como seguramente lo estarán haciendo en estos momentos, algún canal corte la pantalla y entonces yo esté hablando de la democracia y de estos 30 años de historia, de un lado, y del otro lado pongan alguna escena donde los violentos, los antidemocráticos, los que no respetan los valores por los cuales tantos argentinos y argentinas dieron su vida quieren, sin lugar a dudas, hacernos olvidar o hacernos lo que es aún peor, que los argentinos despreciemos o no nos importen los valores de la democracia.*<sup>916</sup>

Dans ce fragment, deux mondes s'opposent sur le concept de démocratie. Comme nous l'avons évoqué dans la deuxième partie de notre travail, les commémorations renforcent la cohésion sociale regroupant les identités autour d'une représentation symbolique et unissent le peuple dans une communion virtuelle. Il s'agit donc d'un acte démocratique, dans la mesure où il favorise la participation active des individus. Dans le contexte du discours cité, cette

---

<sup>915</sup> La «*cadena nacional*» est la retransmission conjointe par les médias (télévision et radio) des messages gouvernementaux afin qu'ils atteignent toute la population. En Argentine, ce procédé est régi par la Ley 26 522 de Servicios de Comunicación Audiovisual.

<sup>916</sup> *Discurso de la presidenta de la nación CFK, en el acto en conmemoración de los 30 años de la democracia en la Argentina, en el museo del Bicentenario, 11-12-2013.*

communion est motivée par l'affirmation de l'attachement au principe de démocratie, en tant qu'élément déclencheur de l'identification.

Dans un premier temps, la locutrice construit, entre les deux occurrences de «*he decidido expresamente*», une scène solennelle qui célèbre la démocratie («*simbólica*», «*ícono*»). Cependant, le paradoxe final qui consiste à ne pas retransmettre la célébration «*por cadena nacional*» interfère dans la scénographie élaborée par la locutrice. En effet, ce mode de retransmission représente le lien virtuel qui unit tous les citoyens et leur ouvre la porte de l'action démocratique. Ainsi, l'acte de commémoration officielle se transforme en acte collectif car les citoyens y participent à distance. Néanmoins, si la grandeur de l'évènement ne peut plus venir de la communion virtuelle et de l'appropriation du peuple lors de l'acte de commémoration, seules les paroles de la locutrice sont encore garantes de cette solennité et de la démocratie, elle-même.

La locutrice interroge sa démarche en énonçant la question qu'elle peut susciter chez le destinataire : «*¿Para qué ?*». Le regard est porté sur l'objectif de ce choix et non, sur ses causes. La présidente va donc anticiper la réaction des adversaires ou, plutôt, décrire en simultané la réaction qu'elle attend des adversaires.

Observons premièrement l'explication apportée par la locutrice. Selon elle, l'objectif est que les « autres » puissent proposer une alternative à la célébration de la démocratie. Dans le champ sémantique développé dans ce passage, le fait qu'une chaîne «*corte la pantalla*» renvoie à un acte de censure face à la liberté d'expression et d'information. En effet, ce syntagme suppose que sur certaines chaînes, l'acte de commémoration présidé par CFK ne va pas être diffusé dans son intégralité mais interrompu par d'autres interventions et notamment des scènes de violences qui peuvent se dérouler en marge de l'évènement ou dans un contexte étranger à celui-ci. Par cet enchaînement d'images issues de deux manifestations déconnectées, les médias d'opposition induisent une représentation de l'Argentine dans le chaos. Dans le contexte démocratique donné, une inversion des rôles se produit entre le gouvernement et les « autres », représentés ici par certains médias, qui célèbrent «*los violentos, los antidemocráticos*<sup>917</sup>». Nous remarquons, de plus, qu'un glissement se produit entre le contenu présenté par ces chaînes, des individus opposés aux valeurs de la démocratie, et les valeurs associées aux chaînes elle-mêmes. Ainsi, le contenu diffusé par l'une et l'autre des parties présuppose leur attachement aux

---

<sup>917</sup> La présidente fait, ici, référence aux pillages qui ont eu lieu dans les semaines précédentes. En effet à la suite d'un mouvement de protestation de la part de la police de différentes provinces (du 3 au 13 décembre 2013), les agents n'assurent plus leur service dans les rues et on assiste à des scènes de pillages, largement diffusées par les médias d'opposition. De plus, des policiers, eux-mêmes, auraient participé à ces actions. A ce sujet, voir : «*La pista policial de los saqueos* », *página 12*, 22/ 12/ 2013, consulté en ligne le 26/08/2020 : <https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-236257-2013-12-22.html>

valeurs diffusées par ces contenus. Par conséquent, ce passage illustre la collusion entre les opposants à la démocratie et les adversaires au gouvernement : nous reviendrons sur cette opération dans les sous-parties suivantes.

Le destinataire est-il placé, ici, face à un exercice de démocratie extrême, dans une démarche qui consisterait à renoncer à vivre pleinement son identité pour que les « autres » puissent également trouver leur place, à ses dépens ? Au contraire, la locutrice se décharge de l'aspect démocratique de la pratique des adversaires par une utilisation ironique de l'adverbe «*democráticamente*» qui sous-entend<sup>918</sup> que cette pratique ne l'est justement pas. En effet, la construction sémantique au sujet de la censure est un élément de codage de cette construction ironique. Par conséquent, nous considérons que l'enchaînement avec la comparaison, «*como seguramente lo estarán haciendo en estos momentos*», révèle l'énonciateur, «*ellos*», auquel la locutrice fait allusion. De plus, l'interprétation de cette construction ironique présuppose une interprétation du destinataire qui décharge la locutrice. Dans le contexte de l'actualité argentine de 2013, alors que les médias d'opposition reprochent à la présidente une utilisation partisane des chaînes nationales contraire à la liberté d'expression, cet enchaînement énonciatif permet à la locutrice de donner des outils aux destinataires. Ils peuvent alors prendre en charge l'assignation des rôles dans l'opposition liberté d'expression-exercice démocratique vs censure-antidémocratie.

Ce procédé, et ceux que nous analyserons dans les exemples suivants, constituent un trait caractéristique de la richesse et de l'efficacité du discours de CFK. En effet, la locutrice, par des procédés non dépourvus d'humour, annule le discours d'opposition avant qu'il ne soit produit, place l'adversaire comme acteur de son exclusion de l'espace démocratique et renforce le lien de complicité avec son pro-destinataire.

L'utilisation d'un sociolecte aux connotations informelles crée, également, un lien de complicité avec le pro-destinataire. Ce passage illustre ce procédé : «*Ay, 30 palos [30 millones de pesos], qué horror, mañana La Nación me va a matar, va a decir: La Presidenta hablando de 30 palos, pero bueno, no importa*<sup>919</sup>».

Une première rupture se produit lorsque la présidente déroge au registre de langue lié à sa fonction pour se rapprocher de celui potentiel de son collectif d'identification. La seconde surgit de l'anticipation du jugement que pourrait porter le journal *La Nación*, sur cette pratique

---

<sup>918</sup> Oswald Ducrot explique que la notion de sous-entendu « renvoie à un processus particulier de codage ou de décodage, au terme duquel apparaissent toutes sortes d'actes illocutoires, notamment la présupposition" in Ducrot, Oswald, *Le dire et le dit, op.cit.*, p40

<sup>919</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación CFK en el acto realizado durante su visita al hospital de Morón, Ostaciana B, De Lavignolle.*, 25-11-2009

et qui la rend d'autant plus visible. La voix du contre-destinataire est mise en scène dans l'exclamation «*qué horror*» mais l'exagération renforcée par l'hyperbole «*me va a matar*» sous-entend le jugement négatif porté par la locutrice et provoque l'effet comique basé sur la dérision.

Pour Patrick Charaudeau, « la connivence de dérision appelle l'interlocuteur à partager la *disqualification* qui est faite de la cible, en la rabaisant, en la faisant descendre du piédestal où elle se croit installée<sup>920</sup> ». Ici, l'interlocuteur est associé à la locutrice pour remettre en cause la capacité de jugement du quotidien.

Dans l'exemple suivant, la connivence entre la locutrice et les destinataires est posée par la relation narrateur-narrataire, lorsque la locutrice entreprend une séquence narrative qui fait pénétrer les destinataires dans les coulisses des conversations entre la présidente et les ministres:

*Pero yo contaba un chiste, porque el Ministro de Economía me decía que no podía creer, después de haber estado en la reunión que tuvimos en Brasil, de la charla que mantuvimos con el presidente Lula, con los ministros, de las cosas que se resolvieron, que en algunos medios se digan las cosas que dijeron de ese viaje y todavía se siguen diciendo. Le dije, "Amado, no te preocupes, porque si mañana me paro frente al Río de la Plata, se abren las aguas y voy caminando hasta Montevideo, algún diario monopólico va a decir: finalmente, se supo, Cristina no sabe nadar."*

*No terminó ahí, cuando salía del acto, no sé si por acá anda [...]Zanini, le dije: " te aclaro que el titular de mañana no va a ser ese, va a ser otro: Bíblica, Cristina se comparó con Moisés."<sup>921</sup>*

En effet, la locutrice annonce son intention d'emmener le destinataire dans un discours humoristique: celui-ci « relève d'une stratégie qui consiste à transgresser l'ordre du monde, à des fins de *critique* des normes sociales et/ou de connivence ludique entre locuteur et interlocuteur<sup>922</sup>». En annonçant cette démarche, elle pose le cadre du récit qui va suivre. Après avoir exposé explicitement le décalage problématique en lien avec les médias, CFK livre aux destinataires le contenu d'une conversation personnelle avec un collaborateur : ceux-ci pénètrent ainsi dans l'intimité des discussions informelles entre représentants politiques. Ensuite, la locutrice introduit l'incohérence insolite à l'origine de l'humour, pour reprendre les catégories descriptives proposées par Patrick Charaudeau, en faisant « se rencontrer deux

---

<sup>920</sup> Charaudeau Patrick, " « De l'ironie à l'absurde et des catégories aux effets » ", In Vivero García D. (dir.), *Frontières de l'humour*, L'Harmattan, Paris, 2013. , 2013, consulté le 31 août 2020 sur le site de *Patrick Charaudeau* - Livres, articles, publications. URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/De-l-ironie-a-l-absurde-et-des.html> p 6, (italiques de l'auteur)

<sup>921</sup> *Palabras de la presidenta CF en la inauguración de la muestra homenaje al día de la soberanía nacional, en el patio Belgrano de casa de gobierno, 20-11-2009*

<sup>922</sup> Patrick Charaudeau, 2012, *op. Cit.*, p.2

univers différents, mais qui ne sont pas complètement étrangers<sup>923</sup>». En effet, dans la première histoire drôle, la locutrice réécrit une scène fondamentale de la culture judéo-chrétienne dans laquelle, à l'arrivée de Moïse qui conduisait le peuple israélite, les eaux de la Mer Rouge se sont ouvertes pour qu'ils puissent traverser et échapper à l'armée égyptienne. Dans le récit biblique, cette scène constitue un miracle réalisé par Dieu à travers Moïse. La transgression humoristique consiste à transposer ce miracle dans le contexte argentin («*Río de la Plata*») et à inverser la chute du récit car au lieu de révéler la grandeur de Moïse, il laisse apparaître une inaptitude élémentaire de Cristina.

La locutrice, forte de la connivence supposée acquise, par cette première histoire poursuit le discours humoristique car quel que soit le commentaire des journaux d'opposition sur la rencontre au Brésil, il est précédé dans l'imaginaire des pro-destinataires, et potentiellement des para-destinataires, par la disqualification de la dérision, « qui renferme deux idées : celles d'*insignifiance* et de *mépris*<sup>924</sup> ».

Dans la seconde partie de l'histoire drôle, la locutrice poursuit la construction polyphonique en réagissant par anticipation à la réaction éventuelle de la cible de la blague imaginée précédemment. Ici, le processus feint une autodérision pour à nouveau disqualifier l'énonciateur. Selon Patrick Charaudeau, « l'effet de dérision est double : il dénonce une usurpation ( se croire plus que ce que l'on est) et révèle une insignifiance. » Dans ce processus, le locuteur, « faisant descendre de son piédestal » la cible, se place en position de supériorité. Dans le cas présenté comme histoire drôle (1), cette supériorité est d'autant plus latente que la locutrice n'est autre que la protagoniste du récit qui révèle l'*insignifiance* et le *mépris* de la cible. En résumé, l'histoire drôle (1) pose l'inaptitude de Cristina dans le discours d'un énonciateur « insignifiant et méprisable » ; cependant, par inversion des codes, la locutrice sous-entend sa propre aptitude. De plus, la construction analogique entre la figure biblique et la présidente est établie par la reproduction scénographique, bien qu'elle ne soit pas l'objet de l'histoire (1) puisque l'objet de ce récit est la négation du miracle.

Or entre le codage de la locutrice qui vise une lecture, « négation du miracle », et les interprétations possibles des destinataires, CFK envisage le décodage d'un contre-destinataire, « Cristina se compare à un personnage biblique », ce que la locutrice exprime dans l'histoire drôle (2) et qui combine dérision et autodérision.

Patrick Charaudeau explique, en ce sens :

*On peut aussi pratiquer l'autodérision, lorsque se prenant soi-même comme cible, dans un acte d'humilité, on se fait descendre du piédestal*

---

<sup>923</sup> Patrick Charaudeau, 2012, *op. Cit.*, p.3

<sup>924</sup> Patrick Charaudeau, 2012, *op. Cit.*, p.3

*sur lequel on se croyait juché. Mais, oh, paradoxe, cela peut-être destiné à se sauver.*<sup>925</sup>

L'énonciateur tourne CFK en dérision par une construction qui marque l'incohérence insolite et dénonce la manque d'humilité de la cible mais cet énonciateur est, lui même, tourné en dérision par la locutrice qui ridiculise l'insinuation de manque d'humilité, en dénonçant l'interprétation partielle des contre-destinataires qui ne retiendraient que des éléments superficiels de l'histoire drôle (1). En somme, les exemples présentés nous montrent que le recours à la dérision est un procédé efficace pour renforcer le collectif d'identification mais également provocateur envers les contre-destinataires.

D'autre part, le recours à l'ironie, dont nous avons déjà donné un exemple, suppose un degré d'investissement supérieur de la part des destinataires car l'encodage est plus subtile et surgit dans des fragments de discours où la présidente adopte une position plus formelle. Ainsi, si dans le premier exemple, la présidente abordait le thème de la démocratie (note 916), dans le fragment qui suit, elle traite de la liberté et de la liberté d'expression, notamment, dans le but de provoquer une réflexion chez le destinataire :

*Nadie tiene miedo, es maravilloso, lo vemos todos los días, díganme en qué otro momento de la historia argentina alguien ha encendido un televisor o una radio y ha visto insultar con tanta elegancia y cultura a quien ejerce la Primera Magistratura todos los días. Díganme cuándo vieron que los insultos fueran por su condición de mujer o porque te arreglás el pelo o te pintás los ojos. (Aplausos) Es que no tienen argumentos políticos valederos para enfrentar, para debatir, para discutir.*<sup>926</sup>

L'ironie<sup>927</sup> surgit d'un décalage entre ce qui est dit et ce qui est laissé entendre. Dans ce fragment, la présidente souhaite démontrer que la liberté d'expression est une réalité en Argentine contrairement aux critiques formulées par les adversaires. Ainsi, dans le message de la présidente, l'incohérence qui encode l'ironie du discours repose sur divers niveaux descriptifs. Au niveau sémantique, la référence à l'élégance et à la culture, ainsi qu'à la «*Primera Magistratura*» supposent une image respectable, discordante et contradictoire avec l'action

---

<sup>925</sup> *Ibidem.*, p.6

<sup>926</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-2010*

<sup>927</sup> « Le phénomène de l'ironie se caractérise ainsi par deux propriétés dont l'une peut être considérée comme étant de nature pragmatique (ironiser, c'est se moquer d'une « cible »), et l'autre de nature sémantique (ironiser, c'est dire le contraire de ce que l'on veut laisser entendre) : l'ironie est une raillerie par antiphrase, ou une antiphrase à fonction de raillerie. » in Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, 4e édition., Paris (France), Armand Colin, 1999, p 210

menée, à savoir « insulter » qui qualifie de façon négative l'agent et le procès, tout en lui concédant, en apparence des marques d'élégance et de culture.

Le niveau énonciatif offre un indice de décodage dans le décalage entre les différents rôles assumés par CFK : la locutrice qui, en tant que présidente, incarne la «*Primera Magistratura*» ; l'énonciatrice dans le nous collectif («*vemos*») dont la composition «*yo*» plus «*ustedes*» se révèle lorsqu'elle interpelle les destinataires («*díganme*») ; et l'objet-cible des insultes, «*quien ejerce la Primera Magistratura*» et «*mujer*». Le message implicite naît de la réunion de ces deux niveaux et dénonce le paradoxe selon lequel la locutrice est insultée parce qu'elle est une femme et alors qu'elle occupe une position qui, selon les lois du discours, la loi de convenance<sup>928</sup> notamment, impose le respect.

Au niveau pragmatique, le récit de l'exercice de la liberté d'expression par certains médias est un acte illocutoire qui vient prouver l'existence de celle-ci dans des conditions satisfaisantes puisque «*nadie tiene miedo*». Cependant l'incohérence «paradoxe», «qui établit un rapport de contradiction entre les deux univers conjoints au regard d'une logique d'expérience ou de raisonnement<sup>929</sup>», sur laquelle repose l'ironie laisse poindre l'acte perlocutoire. La présidente, non seulement, annule les accusations sur la restriction de la liberté d'expression mais invite, parallèlement, les destinataires à s'interroger sur la véracité des accusations des adversaires et à se demander si on peut se féliciter («*es maravilloso*») de telles actions : sa condamnation est alors sous-entendue.

Pour conclure cette présentation des procédés visant à contrer le discours de l'adversaire, nous aborderons deux exemples supplémentaires dans lesquels la présidente met en place une stratégie d'évitement pour réorienter le discours hors du champ construit par l'adversaire.

Le premier d'entre eux présente un échange fictif entre la présidente et les opposants :

*Finalmente una de las objeciones, yo creo que la objeción fundamental que yo escuché tanto por partidos o agrupaciones que podrían identificarse con el sector conservador o de derecha si se quiere, como aquellos que podría identificarse con el sector progresista o de izquierda, según como le gusta más a cada uno de ustedes o los escuchas, se constituyó en que estaríamos sustituyendo un monopolio por otro en razón de la inclusión de las empresas telefónicas en la nueva ley de medios audiovisuales. Creo que hemos hecho un adelanto formidable porque hemos admitido que evidentemente hay un*

---

<sup>928</sup> Les lois du discours ont pour ambition d'expliquer à la fois, « en quoi un fonctionnement discursif est "déviant" rapport à la norme [...] » et à la fois, « comment s'engendre la valeur dérivée [...] ». « La loi de convenance [...] consiste à adoucir dans certaines circonstances, pour des raisons de politesse et de courtoisie au moins apparentes, la brutalité de ses propos [...]. » in Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, p.236

<sup>929</sup> Charaudeau Patrick, « De l'ironie à l'absurde et des catégories aux effets », *op.cit.*, p.3



*monopolio en la República Argentina, y que entonces no se lo puede sustituir por otro.*<sup>930</sup>

La locutrice distingue les adversaires en fonction de leur situation sur l'éventail politique mais les réunit face à un « nous » ( «*estaríamos*» ) exclusif, agent de l'objection posée par l'opposition. Dans l'énoncé «*estaríamos sustituyendo un monopolio por otro en razón de la inclusión de las empresas telefónicas en la nueva ley de medios audiovisuales*», le contenu patent posé par les adversaires est le privilège accordé aux «*empresas telefónicas*» ; il présuppose, cependant d'admettre l'existence des monopoles.

Oswald Ducrot explique que «est présupposé, dans un énoncé, ce qui est apporté par l'énoncé, mais n'est pas apporté de façon argumentative, en entendant par là que ce n'est pas présenté comme devant orienter la continuation du discours<sup>931</sup>».

Suivant cette définition le contenu posé par l'argumentation est l'accusation de privilège adressé aux entreprises de téléphonie, ce qui suppose que les monopoles existent (contenu présupposé dans l'énoncé de la présidente). La stratégie de la présidente consiste donc à enchaîner son discours sur cet élément présupposé. Elle passe outre le contenu posé dans le discours des adversaires et évite ainsi la polémique.

L'exemple suivant illustre également un rupture dans les «*lois du discours*<sup>932</sup>». Lors d'une interview, le journaliste se réfère à la «*asignación universal por hijos*» :

*PERIODISTA: Pero hubo críticas, presidenta, porque el tema del Congreso...*

*PRESIDENTA: Son todas críticas, ninguna propuesta.*<sup>933</sup>

L'énoncé assertif «*hubo críticas*» présente un contenu patent informatif mais révèle un contenu latent interrogatif. Sans pour autant reformuler les critiques, le journaliste fait référence à des compétences culturelles basées sur l'actualité politique argentine connue par les deux interlocuteurs. Ceci confirme, de plus, que l'interlocutrice n'a pas besoin d'être informée sur le fait qu'il existe des critiques. L'encodage pragmatique invite la présidente à répondre aux critiques ; elle ne saisit pourtant pas ce contenu illocutoire et limite le décodage au contenu sémantique. Les critiques n'invitant pas à l'échange, contrairement aux propositions, l'interlocutrice peut refuser l'invitation illocutoire en feignant l'impasse sémantique.

Dans cette opposition sémantique, critique vs proposition, la présidente impose son autorité dans la définition des règles du discours et, avant tout, de son discours. Ainsi, dans les

---

<sup>930</sup> Conferencia de la presidenta acerca del proyecto de ley de servicios de comunicación audiovisual, 14-09-09

<sup>931</sup> Oswald Ducrot, *Le dire et le dit*, op.cit., p.42

<sup>932</sup> Sur les «*lois du discours* » Cf. note 922

<sup>933</sup> Declaraciones de la señora presidenta de la nación Cristina Fernández, en Avellaneda, 08-01-10

exemples que nous avons étudiés, les structures humoristiques contribuent à exclure le discours de l'adversaire qui sous l'effet de l'ironie ou de la dérision est relégué dans l'insignifiance. De la même façon, dans le champ discursif construit par la présidente, le discours de l'adversaire apparaît en discordance par rapport à la ligne de construction imposée par la locutrice.

Néanmoins, il ne s'agit pas d'une démarche d'exclusion programmée, posée comme objectif du discours mais ce que révèlent les mécanismes mis en place par la présidente est une exclusion *ad hominem* : les adversaires s'excluent par leur propre discours. Nous allons voir que CFK utilise également cette stratégie lorsqu'elle traite des actions des adversaires. Ainsi, les acteurs antagoniques se rendent responsables de leur incompatibilité avec le jeu démocratique.

#### **IV. 2. 5. 3. Exclusion du jeu démocratique. Phase offensive.**

La logique offensive du discours de CFK consiste à montrer que l'adversaire se place, lui-même, hors du cadre démocratique et du débat politique. En effet, dans la partie II de cette thèse, nous avons montré que le discours de CFK construit un espace imaginaire basé sur une vision du passé, un projet de construction commun et des idéaux fédérateurs du collectif. Cet imaginaire détermine les frontières de l'acceptable et du dicible au sein duquel évoluent et interagissent les identités.

Par conséquent, la présidente s'appuie sur le principe selon lequel le collectif s'identifie à un modèle qui revendique la «*decisión de gobernar para las grandes mayorías en lugar de gobernar para las grandes corporaciones y los pocos privilegiados*<sup>934</sup>». L'inversion de la logique de gouvernement suppose un déplacement d'un groupe au profit d'un autre: cela engendre, pour certains, une dégradation de leur situation privilégiée sans pour autant entraîner une position désavantageuse.

Cependant, la modification de l'ordre établi est, en soi, une violence faite à l'imaginaire communément accepté qui suppose que les défenseurs de cet ancien ordre protègent leur position car c'est leur existence, en tant que groupe privilégié, qui est en jeu. De plus, cette remise en question impose une prise de conscience de «*las grandes mayorías*». C'est pourquoi la présidente s'emploie à expliquer la situation, comme dans l'exemple suivant :

*(...)las corporaciones terminan, desde lo mediático o desde los intereses o desde las presiones, queriendo convencer a los partidos populares y democráticos que toda posibilidad de cambio es imposible y que todo aquel que se atreva a enfrentar a las grandes corporaciones, cae fulminado, como si fuera Zeus desde el Olimpo el que te manda el*

---

<sup>934</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación, CF, en el acto e inauguración y entrega de viviendas en la ciudad de Vedia, partido de Leandro N. Alem, Provincia de Buenos Aires, 07-04-2010*

*rayo o te lo mandan desde alguna redacción. Porque también ya sabemos que el Olimpo no existe.*<sup>935</sup>

Par le biais de cette analogie mythologique qui représente la toute-puissance des corporations, la présidente remet en question leur position hégémonique dans l'imaginaire argentin. En effet, l'énoncé final montre qu'une autre construction est possible. Elle suppose, néanmoins un affrontement.

Dans le nouvel ordre établi, qui revendique son caractère inclusif, les adversaires sont intégrés au modèle tel que nous le lisons dans l'extrait suivant. Leur exclusion ne peut, alors, surgir que de leur initiative, en dérogeant aux règles constitutives de celui-ci. Nous l'avons vu dans la partie précédente, la présidente n'annule pas le discours de l'adversaire, elle montre que l'adversaire s'exclut du cadre du discours politique tel qu'il est conçu dans l'imaginaire kirchneriste.

Ainsi, il en va de même pour les valeurs qui régissent les attitudes et décisions des adversaires dans le jeu politique. L'adéquation à cet imaginaire conditionne la faisabilité du projet qui consiste à :

*[...] representar los intereses de todos, aún de aquellos que sin entenderlo creen que manoteando todo lo que puedan ellos para ellos solos con mucha angurria, vamos a tener un modelo de sociedad viable no va a poder ser posible. (Aplausos)*<sup>936</sup>

En effet, les adversaires ne peuvent maintenir leur rôle dans l'imaginaire kirchneriste car ils adoptent un système de valeurs incompatibles :

*Hubo una vez un gran político argentino, que no era de mi partido, formaba parte de un gobierno que no era de mi partido, y que cuando se reunió cierta vez con los empresarios salió diciendo luego: “le fui a hablar con el corazón y me contestaron con el bolsillo”*<sup>937</sup>.

Cette métaphore finale illustre la cupidité qui aveugle les classes aisées. Leur insatiabilité ne leur permet pas de voir la réalité . C'est pourquoi la présidente les contraint à remettre en cause leur façon de voir la situation actuelle et déclare:

*Yo les doy el desafío a todos los sectores de la economía hoy, a los que están en el campo con precios como los que nunca tuvimos, con una cosecha récord que vamos a llegar a los 100 millones y estamos contentos, felices, a los tamberos que han vuelto a recuperar precios frente a la industria, a la carne que tiene precios como nunca tuvo en*

---

<sup>935</sup> Palabras de la presidenta de la Nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del congreso del partido justicialista, en la quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010

<sup>936</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CF, en la ciudad de Bragado, Provincia de Buenos Aires, 10-08-2010

<sup>937</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CF, en la ciudad de Bragado, Provincia de Buenos Aires, 10-08-2010, op.cit., La présidente se réfère, ici à Juan Carlos Pugliese (UCR), en 1989

*toda su historia, a la industria que puede vender sus productos porque hay un mercado, trabajadores y una sociedad que tiene poder adquisitivo, a los comerciantes, antes se cerraban los locales, ahora cuesta un Perú conseguir un local, y esto es porque hay actividad, yo les pido que no se pongan la mano en el corazón cuando les hablamos, que se la pongan en bolsillo y adviertan todo lo que hemos construido en estos 7 años de gestión. (Aplausos)<sup>938</sup>*

A travers ce fragment, la présidente démontre que, même lorsqu'elle adopte une perspective convergente avec les valeurs de l'adversaire («*el bolsillo*»), celui-ci se maintient dans l'opposition. La présidente utilise un discours argumentatif pour démontrer la véracité de ses propos mais également pour provoquer une réaction de la part des contre-destinataires. En effet, dans le passage que nous venons de citer et dans celui qui suit, la locutrice interpelle le contre-destinataire dans un dialogue virtuel où il est contraint de reconnaître ses bénéfices:

*Por eso año 2008, escucho por ahí que en el año 2008 parece ser que les fue a todos mal, pero esto es lo que publican oficialmente en balances, uno supone que está todo lo que ganaron, no tengo por qué suponer lo contrario, esto es tres veces mayor de lo que distribuyeron en el año 2007 y la serie más larga de los últimos 18 años. Por eso yo les pido a todos un inmenso ejercicio de responsabilidad<sup>939</sup>.*

L'argumentation s'appuie sur les propos des contre-destinataires dans le but de démontrer le contraste manifeste qui réside dans les résultats exceptionnels de leurs bénéfices et l'appréciation qu'ils en font. De plus, par l'antiphrase «*no tengo por qué suponer el contrario*», la locutrice sous-entend justement que, dans ce qu'ils déclarent «*[no] está todo lo que ganaron*». Face à ces insinuations, les destinataires sont libres de tirer les conclusions qu'ils souhaitent mais le contre-destinataire, indirectement accusé de dissimulation, n'a d'autre choix, pour prouver sa bonne foi, que de confirmer le contenu posé, c'est-à-dire la véracité du bilan qu'ils ont eux-mêmes publié. La parole du contre-destinataire se trouve ici encerclée par l'argumentation de la locutrice. Elle se situe, alors, en position de supériorité pour solliciter la responsabilité des adversaires, preuve qu'ils en manquent, mais condition de la viabilité de leur participation dans le modèle inclusif imaginé. Les adversaires se condamnent eux-mêmes à sortir du jeu politique car ils ne le conçoivent pas et n'y participent pas sur la base d'un échange démocratique défini par le modèle kirchnersite.

En effet, celui-ci se conçoit comme un cadre dans lequel les idées s'expriment et s'opposent dans le respect des règles établies par le modèle politique. Le non-respect des règles suppose de se positionner hors de ce cadre. Par conséquent, si les « autres » acceptent les règles

---

<sup>938</sup> *Ibidem*

<sup>939</sup> *Anuncios de la Presidenta para el agro y la ganadería*, 14-01-2009

de fonctionnement du cadre, ils seront considérés comme des adversaires politiques avec lesquels les échanges et débats sont possibles et même souhaitables. En revanche, s'ils n'acceptent pas le fonctionnement du cadre, ils seront considérés comme des ennemis. La présidente l'explique en ces termes :

*Yo estoy orgullosa, más allá de muchas diferencias que muchas veces tenemos que pelear con empresarios, porque obviamente los empresarios siempre visualizan la rentabilidad económica y quienes tenemos las responsabilidades de Gobierno tenemos también que tener en cuenta siempre lo social y por allí colisionan. Que uno colisione y se defiendan intereses de un lado y del otro no convierte en enemigos a nadie, tampoco en amigos. Porque esta categoría de amigo siempre presupone que hay enemigos.*<sup>940</sup>

Nous retrouvons dans ces paroles la distinction que nous avons signalée dans un exemple précédent (IV. 2. 3. 1. Note 864) entre ennemis et adversaires. Ce fragment établissait une distinction sur les motivations acceptables pour être considéré comme adversaire politique. Dans l'extrait présenté ci-dessus, la présidente établit une distinction entre les opposants. D'un côté, se situent les interlocuteurs avec lesquels il est possible d'engager un débat constructif que nous pouvons désigner comme adversaires politiques. De l'autre, se trouvent les opposants qui entrent dans une logique amis-ennemis, néfaste à la construction politique. Sur ce point, la distinction apportée par Chantal Mouffe nous semble éclairante. En effet, la politologue propose de :

distinguer entre *le politique*, lié à la dimension d'antagonisme qui existe dans les rapports humains – antagonisme qui se manifeste sous forme politique dans la construction du rapport ami/ennemi et qui peut émerger à partir d'une grande diversité de rapports sociaux – et *la politique*, qui, quant à elle, vise à établir un ordre, à organiser la coexistence humaine dans des conditions qui sont toujours conflictuelles car traversées par le politique.<sup>941</sup>

Ainsi, dans le discours de CFK, les groupes de monopoles cultivent une relation antagonique, basée sur la confrontation amis-ennemis qui n'est pas propice à la construction politique. Ils sont donc à l'initiative de leur propre exclusion.

D'autre part, Chantal Mouffe précise que dans le modèle de « pluralisme agonistique », qu'elle propose, ce qui caractérise la démocratie pluraliste, c'est d'instaurer une distinction entre les catégories d'ennemi et d'adversaire. Cela signifie qu'à l'intérieur du « nous » qui constitue la communauté politique, l'opposant ne sera pas considéré comme un ennemi à éliminer mais

---

<sup>940</sup> *Palabras de la presidenta de la nación en el acto de conmemoración de los 133° aniversario del bautismo del lago argentino e inauguración de las nuevas pasarelas de los parques nacionales " Los Glaciares", en la provincia de Santa Cruz, 15-02-2010*

<sup>941</sup> Mouffe Chantal, « Politique et agonisme », *op.cit.*, p20, (italiques de l'auteur).

comme un adversaire dont la présence est légitime. Ainsi, « la dimension antagoniste est donc toujours présente mais elle est mise en scène à travers une confrontation dont les procédures sont acceptées par les adversaires<sup>942</sup> ». En tant que force hégémonique contingente, le modèle kirchnériste est à l'initiative de ces procédures qui régissent la configuration des rapports de pouvoir comme enjeu dans « la lutte agonistique » et par conséquent, la présidente-locutrice construit discursivement le cadre des relations entre les adversaires :

*A todos les propongo, a nuestros compañeros, a nuestros amigos, a los que nos quieren y a los que no nos quieren, que cada uno exprese sus ideas, que encuentre los dirigentes que puedan expresárselas, que no se enojen con nosotros por no expresar las ideas de ellos porque no las tenemos, tienen que buscar algún dirigente que se ponga al frente de esos reclamos, para hacer una sociedad más democrática.<sup>943</sup>*

La dynamique discursive de la construction politique en tant que lieu de la pensée et de l'action politique suppose la définition d'un espace d'inclusion par opposition à son extériorité. La frontière ( sa localisation mais également son épaisseur ) entre l'espace d'inclusion et l'espace d'exclusion naît des interrogations inévitables que Chantal Mouffe formule en ces termes : « Est-ce que tous les antagonismes peuvent être transformés en agonismes ? Est-ce que toutes les positions doivent être considérées comme légitimes ?<sup>944</sup> »

À la suite de l'étude menée dans cette partie, ces problématiques nous amènent à considérer certaines spécificités de la construction discursive des antagonismes chez CFK. En effet, elle établit une distinction entre ennemis et adversaires sur la base de leur acceptabilité par rapport à ce cadre dont la vision kirchneriste fixe les limites. Les opposants peuvent gagner leur légitimité à condition qu'ils acceptent les principes du modèle en construction.

Les analyses spécifiques consacrées au conflit avec le monde rural et aux débats sur la réforme des services de communication audiovisuelle nous ont permis de démontrer que, dans le discours de CFK, les opposants sont très présents. Après avoir élargi notre cadre d'observation, nous pouvons même dire qu'ils sont constamment sollicités. Ceci peut expliquer les accusations d'exacerbation des antagonismes. Néanmoins, il nous semble qu'il ne s'agit pas

---

<sup>942</sup> *Ibidem*

<sup>943</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en el acto de nombramiento de Martín Sabatella en la autoridad federal de servicios de comunicación audiovisual (AFSCA), y entrega de préstamos del Bicentenario, 01-10-2012*

<sup>944</sup> Mouffe Chantal, « Politique et agonisme », *op.cit.*, p20

tant de l'approfondissement d'une fracture ou de fractures dans la société qui, de toutes façons, sont inhérentes à toute communauté, qu'une organisation particulière de la logique des antagonismes. La dynamique de construction de l'imaginaire kirchnériste poursuit la réalisation du modèle qui comporte deux versants complémentaires. D'une part, ce modèle envisage une société intégrée à un fonctionnement politique stable et efficace, dans lequel les débats d'idées conduisent à une dynamique constructive. Dans le même temps, cette société est envisagée comme une plénitude harmonieuse dans laquelle les individus sont unis par les mêmes objectifs. La poursuite de cet objectif, difficilement atteignable dans son intégralité mais, non pour autant inenvisageable, justifie la réactivation constante de l'adhésion des individus au collectif et, de manière concomitante, la visibilisation des forces antagoniques qui le menacent. En effet, pour que le modèle se réalise avec succès, en tant que construction politique, les échanges avec des adversaires identifiés sont indispensables.

L'étude de la construction de l'adversaire dans le discours de CFK nous permet de questionner la représentation traditionnelle de l'antagonisme. En effet, celle-ci véhicule l'image d'une construction linéaire où le « nous » se trouve frontalement opposé au « eux », séparé par une frontière, voire une brèche et où les indécis doivent prendre une décision faute de se retrouver dans l'abîme. Chez CFK, nous pouvons substituer ce schéma par une représentation plus dynamique de redéfinition et conquête des identités plurielles.

Dans une représentation concentrique de l'imaginaire kirchneriste, le noyau est le collectif d'identification de la présidente autour duquel se dessinent plusieurs cercles concentriques qui représentent les autres. Celui-ci forme avec certains adversaires la communauté politique, c'est-à-dire un « nous » dans lequel l'opposant est légitime. Au-delà de ce second cercle, se situent les ennemis qui entretiennent la véritable relation antagonique. Cependant, les frontières sont poreuses et instables car, comme nous l'avons expliqué, la réalisation du modèle suppose l'expansion du cercle. Celui-ci est conçu comme une organisation politique qui inclut et convainc les adversaires. Dans le même temps, une pression depuis l'extérieur est exercée pour conquérir l'imaginaire du collectif d'identification entretenu par le discours de CFK.

La dynamique virulente de la présidente répond donc à ces pressions centrifuges et centripètes. Pour survivre, le collectif d'identité doit entrer dans une activité défensive mais également expansive car il poursuit un idéal de plénitude alors que les adversaires souhaitent conquérir ce même espace.

Dans ce contexte, le discours de CFK s'emploie à déplacer les frontières de façon contingente, en fonction du contexte donné, mais toujours avec la préoccupation de protéger la

cohésion du noyau de base de son collectif d'identification. Nous allons donc maintenant observer ces déplacements conjoncturels qui affectent les frontières de l'instance collective.



### IV. 3. Les adversaires conjoncturels

Dans les chapitres précédents, nous avons présenté les forces antagoniques les plus stables dans le discours de CFK. Nous souhaitons désormais aborder ces adversaires qui se sont révélés de façon contingente au cours de ses mandats. Ce processus s'explique par l'évolution du contexte international et national ainsi que par les décisions prises par les gouvernements de CFK et qui ont suscité des réactions diverses chez les différents acteurs politiques et sociaux. Ainsi, des soutiens de début de mandat sont devenus des opposants au cours des deux présidences. Pour illustrer ce phénomène et ses effets dans le discours de CFK, nous avons choisi de nous focaliser sur deux entités dont la relation avec les gouvernements kirchneristes s'est révélée fluctuante au cours des mandats : les syndicats et les classes moyennes.

Rappelons que le projet kirchneriste se présente comme un modèle de rétablissement de justice sociale, à travers, notamment, la lutte contre le chômage et la démocratisation de l'accès à l'éducation, ainsi que comme un modèle de réparation des injustices passées, notamment celles commises contre les Droits de L'homme pendant la dictature et dans la destruction du tissu économique. Par conséquent les syndicats, historiquement liés au péronisme, se sont identifiés à ce discours national-populaire et se sont donc naturellement situés parmi les soutiens du kirchnerisme dès l'arrivée de Nestor Kirchner à la présidence. Cependant, au cours des mandats de CFK, l'évolution du contexte politique et économique s'est accompagnée de désaccords ou de divergences d'opinion qui ont supposé des évolutions dans la définition du « nous communautaire » et, parallèlement, la construction discursive de nouveaux adversaires.

Pour comprendre les enjeux de la relation entre kirchnerisme et syndicats, nous allons présenter succinctement la place des organisations de représentations des travailleurs dans la politique argentine au cours du XX<sup>e</sup> siècle car ceux-ci ont occupé une place prépondérante aux côtés des gouvernements successifs depuis leur soutien au premier gouvernement péroniste. Ces références historiques apparaissent dans le discours de CFK lorsqu'elle réagit à l'irruption de ces forces dissidentes dans le débat politique. Ainsi la présidente interprète ces oppositions conjoncturelles comme une manifestation d'un corporatisme<sup>945</sup> qui met en péril le projet collectif.

Dans un deuxième temps, nous allons aborder le traitement des classes moyennes dans le discours de CFK. Contrairement à la situation avec certains syndicats, pour lesquels nous

---

<sup>945</sup> Nous entendons le corporatisme comme la défense exclusive des intérêts particuliers d'une catégorie de personnes (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/corporatisme/19397>), ici, il s'agit de la défense d'une catégorie professionnelle face à la population.

pouvons montrer une évolution de leur relation avec les gouvernements kirchneristes de soutiens à opposants, le lien avec les classes moyennes est plus instable et fluctuant, notamment du fait de l'hétérogénéité de cette classe sociale. C'est pourquoi, nous allons, dans un premier temps, proposer une brève présentation de la dynamique des classes moyennes dans le jeu politique argentin afin, dans un second temps, de comprendre les stratégies mises en place par CFK dans le traitement de ces destinataires particuliers.

#### IV. 3. 1. Syndicalisme en Argentine

Les premiers syndicats sont apparus timidement en Argentine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais se sont réellement développés au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Les premières grandes organisations surgissent dans les secteurs ferroviaire et maritime, domaines d'activité particulièrement dynamiques. Dans un premier temps, le président Yrigoyen se montre plutôt favorable à l'ouverture de ces espaces d'action des corporations et observe une position de médiateur et ponctuellement d'arbitre dans les négociations. Cependant les « grands intérêts<sup>946</sup> », pour reprendre les termes de Luis Alberto Romero, ne peuvent se résoudre à accepter ces mouvements de revendication et exigent la mobilisation des Forces Armées pour y répondre. Le gouvernement exerce alors contre les travailleurs mobilisés une répression indiscriminée dont les épisodes les plus emblématiques sont la *Semana Trágica* en 1919 et l'exécution de nombreux grévistes en Patagonie en 1921.

Après une phase de repli des organisations de travailleurs pendant la dictature de José Felix Uriburu, l'essor industriel et la croissance économique à partir de 1935 favorisent la reconstruction des mouvements syndicaux. Sous l'impulsion des socialistes, les ouvriers des entreprises ferroviaires, les ouvriers municipaux et les employés du commerce reconstituent les organisations syndicales, alors que sous l'influence des communistes, les premiers regroupements par branche d'industrie voient le jour et succèdent à l'organisation par métier.

##### IV. 3. 1. 1. Péronisme et syndicalisme

Luis Alberto Romero signale une tendance déjà marquée des syndicats à dialoguer et à

---

<sup>946</sup> Romero Luis Alberto, " Los sindicalistas y la política", in López Saavedra Emiliana (dir.), *Formación política para la democracia*, Editorial Redacción, Buenos Aires, 1983, p449-453

négocier avec les gouvernements qui dérive vers l'échange d'un appui politique contre des avantages économiques pour les travailleurs. Ce système arrive à maturité lorsque le général Perón accède à la tête de la *Secretaría del Trabajo y de la Previsión Social*. Favorisé par le dynamisme industriel de l'Argentine lié à la seconde Guerre Mondiale, Perón met en place des mesures en faveur des ouvriers, qui, en retour, lui assurent leur soutien.

Les organisations syndicales mobilisées pendant les événements du 17 octobre 1945, scellent leur alliance avec Perón en intégrant le *Partido Laborista*, qui devient son principal soutien lors des élections présidentielles de 1946. Cependant, une relation directe s'établit rapidement entre le leader et les masses populaires et, les vieux dirigeants, bien que péronistes, sont écartés.

En conclusion, toujours selon ce même auteur, pendant le premier péronisme, les syndicats ont connu une phase d'expansion en termes de nombre d'affiliés, de biens et d'activités mais elle s'est accompagnée d'une perte d'autonomie liée à la verticalité de son fonctionnement qui le confond avec l'État. En effet, dans le modèle proposé par Perón, la CGT représente la colonne vertébrale du modèle<sup>947</sup>.

Pendant la *Revolución libertadora*, alors que le péronisme est exclu du système politique, les entreprises s'efforcent de récupérer les avantages antérieurement concédés aux ouvriers. Les 62 organisations péronistes incarnent alors la base du mouvement en l'absence du leader et subissent, dans un premier temps, les persécutions des gouvernements de fait qui, peu à peu, prennent conscience de l'avantage d'un syndicalisme uni et prêt à négocier. Ainsi, en 1958, le président Arturo Frondizi restitue la CGT saisie en 1955 et promulgue la loi d'Association professionnelle qui instaure un syndicalisme unique et obligatoire et, ainsi, assoit les bases de l'hégémonie bureaucratique syndicale.

Les entreprises, pour leur part, pratiquent la corruption massive des dirigeants syndicaux pour assurer le contrôle des masses ouvrières. Augusto Vandor dirigeant syndical métallurgiste qui imaginait un péronisme sans Perón, incarne une figure emblématique de la double stratégie mise en place par certains responsables syndicaux. D'une part, ils s'opposent au système politique et d'autre part, ils négocient avec les pouvoirs réels, les entreprises et les forces armées.

Sous la présidence de Juan Carlos Onganía (1966-1970), dans un contexte de

---

<sup>947</sup> Au sujet de l'incorporation de la CGT à l'appareil d'État, voir : Contreras y Gustavo Nicolás, « ¿Apéndice estatal? La CGT durante el primer gobierno peronista: funcionamiento institucional y proyecciones políticas. » XIV Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia de la Facultad de Filosofía y Letras. Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza, 2012, consulté en ligne le 24/07/2020

L'auteur nuance la thèse de Luis Alberto Romero et soutient que malgré un indiscutable processus de « bureaucratization » et de « verticalisme », le mouvement ouvrier et la CGT ont maintenu une activité syndicale qui s'est manifestée de différentes formes et sur diverses scènes.

redistribution régressive des richesses, et alors que le gouvernement cherche à exercer un contrôle strict de l'agitation des travailleurs à l'intérieur et à l'extérieur du contrôle des dirigeants syndicaux, certaines organisations accompagnent la démarche alors que d'autres syndicats se replient. Les travailleurs trouvent des alternatives aux principales organisations dans la CGT des Argentins de Raimundo Ongaro créée en 1968, le péronisme combatif incarné par Agustín López ou le syndicalisme classiste de René Salamanca et Agustín Tosco. Ce dernier sera une des figures de proue du *Cordobazo* en 1969, mouvement de protestation populaire massif au cours duquel la CGTA, notamment, exprime son rejet des négociations entre la CGT et le gouvernement militaire. Ces événements conduisent à la chute du président Onganía. D'autre part, Vandor, représentant syndical de la UOM (*Unión de obreros metalúrgicos*), incarnation de la collaboration avec les pouvoirs en place est assassiné en juin 1969.

Avec le retour du péronisme au pouvoir en 1973, les organisations syndicales, favorables au nouveau gouvernement, n'ont plus d'ennemi commun ce qui met à jour les différences qui les opposent entre elles. La politisation intense des débats confirme la position du syndicalisme, hérité du « vandorisme », et la situe en opposition à la *Tendencia*, qui lui reproche notamment sa bureaucratisation excessive. Avec la chute d'Hector Cámpora, libérées du Pacte Social négocié avec le gouvernement et les entreprises, les organisations syndicales majoritaires retrouvent une plus grande liberté d'action qu'elles emploient pour négocier avec les forces en présence et éliminer la concurrence qui aurait pu surgir d'une direction syndicale alternative.

#### **IV. 3. 1. 2. Néolibéralisme et syndicalisme**

Pendant le *Proceso de reorganización nacional*, alors que la CGT est dissoute, les syndicats saisis et privés de couverture sociale, et les délégués syndicaux de base, persécutés, de nombreux dirigeants entrent dans une phase de « dialogue » avec le régime militaire.

Lors de la campagne présidentielle de 1983, Raúl Alfonsín dénonce le pacte syndical-militaire<sup>948</sup> maintenu entre les représentants syndicaux et les militaires durant la dictature. Cependant, une fois au gouvernement, la proposition de loi<sup>949</sup> visant à démocratiser la représentation syndicale et à mettre un terme au système verticaliste ne peut aboutir. Le mandat présidentiel de Raúl Alfonsín est marqué par l'impossibilité de contrôler l'hyperinflation et

---

<sup>948</sup>«Alfonsín denuncia un pacto entre el sindicalismo peronista y sectores militares», *El País*, 27/04/1983, [https://elpais.com/diario/1983/04/27/internacional/420242417\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1983/04/27/internacional/420242417_850215.html)

<sup>949</sup>Il s'agit de la ley Mucci. A ce sujet, voir : Massano, J. P., «Reorganización del Movimiento Obrero Sindicalizado en la posdictadura argentina: El caso de la "Ley Mucci"». Trabajo final de grado. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. En Memoria Académica. Disponible en: <http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/tesis/te.707/te.707.pdf>, consulté le 28 juillet 2020.

entraîne de nombreux conflits avec les organisations syndicales. La CGT convoque, notamment, treize grèves générales pendant ce mandat.

Pendant la période néolibérale, le secteur entrepreneurial se montre demandeur d'une plus grande flexibilisation du travail. Cependant, dans un premier temps, paradoxalement, les politiques mises en place par le gouvernement de Menem reçoivent le soutien des secteurs les plus affectés par les politiques de transformation économique, à savoir les travailleurs. De même, en 1989, Menem désigne Jorge Triaca de la CGT, ministre du Travail.

Hernán Fair, dans un article intitulé « El plan de convertibilidad y el sindicalismo durante la primera presidencia de Menem<sup>950</sup> », étudie le rôle exercé par le Plan de Convertibilité dans la légitimation sociale de Menem. A partir de 1991 et de l'entrée en vigueur du plan de convertibilité, l'Argentine connaît une phase de stabilisation économique. Carlos Menem gagne, ainsi, le soutien des organisations syndicales et, par conséquent, le nombre de grèves et de mobilisations diminue. Cependant, ces mesures ne sont pas suffisantes pour garantir la stabilité monétaire et le gouvernement entreprend des réformes visant à flexibiliser le travail ainsi qu'à augmenter le désengagement de l'État en mettant en place un processus de privatisation massif. Les organisations syndicales ne résistent pas face à ces mesures qui détruisent l'emploi et fragilisent les conditions de travail des salariés, certaines collaborent activement et explicitement à la politique mise en place par le gouvernement (I. 3. 2.).

L'auteur précédemment cité explique cette participation paradoxale des dirigeants syndicaux par les « bonus particuliers » offerts par le gouvernement. Ainsi, dans le cadre du *Programa de Propiedad Participada*, le gouvernement offre aux représentants syndicaux, en tant que « syndicats entrepreneurs », la possibilité de disposer de 10% des actions des entreprises privées. Les organismes corporatifs prennent en charge la gestion de fonds sociaux et obtiennent la liquidation de leur dette en échange de votes positifs aux mesures menemistes.

Néanmoins, certaines organisations entretiennent une opposition soutenue aux mesures gouvernementales. Le cas de la *carpa blanca*<sup>951</sup> est emblématique de la mobilisation des travailleurs aux restrictions néolibérales. En ce qui concerne les secteurs syndicaux d'opposition, comme le MTA dirigé par Saúl Ubaldini, ils sont dans l'impossibilité de négocier. Entachés par des scandales de corruption ou associés à la dictature dans le pacte syndical-militaire dénoncé par Raúl Alfonsín, ils manquent donc d'appui pour pouvoir incarner une réelle

---

<sup>950</sup> Fair Hernán, «El plan de convertibilidad y el sindicalismo durante la primera presidencia de Menem», *Trabajo y Sociedad. Indagaciones sobre el trabajo, la cultura y las prácticas políticas en sociedades segmentadas*, N°10, vol.IX, Otoño 2008, Santiago del Estero, Argentina

<sup>951</sup> «Fin de la carpa blanca docente después de 1003 días», *Clarín*, 31/12/1991, consulté en ligne le 24/07/2020: [https://www.clarin.com/politica/fin-carpa-docente-despues-003-dias\\_0\\_rkufcl3xCFg.html](https://www.clarin.com/politica/fin-carpa-docente-despues-003-dias_0_rkufcl3xCFg.html)

opposition au gouvernement.

De plus, face à la prise de distance de certains dirigeants syndicaux, le gouvernement de Menem menace de révéler des cas de corruption et annonce la publication d'un décret de « libre choix d'affiliation » qui ferait perdre l'exclusivité aux organisations syndicales en place<sup>952</sup>. Dans ce contexte, un front syndical, appelé «*los gordos*», apporte son soutien à la formule Menem-Ruckauf lors des élections présidentielles de 1995.

Au cours du second mandat du président Menem, selon Cecilia Anigstein<sup>953</sup>, les protestations syndicales sont de nature défensive : elles prennent la forme de mobilisations dont les revendications remettent en cause l'ordre socio-économique et le système politique. Elles sont menées par les franges résistantes du syndicalisme dont le Mouvement des Travailleurs Argentins (MTA), courant interne de la CGT, constituée en 1994 et qui sera la plate-forme de construction du leadership d'Hugo Moyano.

Ainsi, à la suite nouveaux désaccords, la «*CGT disidente*», centrale parallèle de la CGT, se forme en 2000. A sa tête, Hugo Moyano exerce une opposition soutenue au gouvernement de Fernando de La Rúa en rejetant notamment la *Ley de Reforma Laboral* votée pendant la présidence antérieure mais dont le patronat et le FMI réclamaient la sanction légale.

D'autre part, la crise de 2001 s'accompagne d'un questionnement de la légitimité des autorités gouvernementales et des dirigeants, notamment syndicalistes, qui pour la population font partie du système qu'elle ne peut plus accepter. Cette perte de confiance apparaît, cependant, comme une opportunité pour certains représentants syndicaux de renouer avec les bases.

Sur le plan politique, le gouvernement provisoire d'Eduardo Duhalde (janvier 2002 – mai 2003) met en place un schéma macroéconomique qui pose les bases de la récupération postérieure. Cependant il ne réussit pas à résoudre la crise et bien qu'il ait scellé une alliance avec les membres de la « CGT officielle », les mouvements sociaux ne faiblissent pas.

De plus, comme le fait remarquer Paula Abal Medina<sup>954</sup>, de nouveaux mouvements de contestation font irruption dans l'actualité nationale. Ainsi, des travailleurs sans emploi se mobilisent pour faire entendre leur voix. Ces mouvements de *piqueteros* échappent au contrôle

---

<sup>952</sup>A ce sujet, voir: Fair Hernán, «El plan de convertibilidad y el sindicalismo durante la primera presidencia de Menem», *op.cit.*, voir également: Fair Hernán, «La trama de la relación entre el sindicalismo y el Estado durante el primer gobierno de Menem.», Congreso Nacional de Estudios del Trabajo, consulté en ligne : [https://www.aset.org.ar/congresos/9/Ponencias/p7\\_Fair.pdf](https://www.aset.org.ar/congresos/9/Ponencias/p7_Fair.pdf)

<sup>953</sup> Anigstein Cecilia, «De la articulación orgánica a la confrontación: la CGT y los Gobiernos kirchneristas en la Argentina», Cahiers des Amériques latines [En línea], 90 | 2019, Publicado el 02 mayo 2019, consultado el 07 septiembre 2019. URL: <http://journals.openedition.org/cal/9210>, p141-159

<sup>954</sup> Abal Medina Paula, «Los trabajadores y sus organizaciones durante el gobierno kirchnerista», Nueva Sociedad No 264, julio-agosto de 2016, p72-86

des organisations syndicales. Dans le même temps, le gouvernement a recours à la violence pour contrôler les mouvements de contestations : la répression, connue sous le nom de *Masacre de Avellaneda* se solde par l'assassinat de deux activistes, Maximiliano Kosteki et Darío Santillán<sup>955</sup>, et trente-trois blessés. Ces événements tragiques provoquent une grande émotion dans la population et précipitent la sortie du président provisoire. En effet, Eduardo Duhalde a accédé à la présidence par intérim à la suite des démissions successives de F. de La Rúa, puis de F. Puerta, A. Rodriguez et E. Camaño et doit occuper cette fonction jusqu'à la fin du mandat théorique de F. de la Rúa, en décembre 2003. Cependant, face à l'indignation de la population à la suite de ces événements violents, E. Duhalde annonce des élections présidentielles pour le 27 avril 2003.

#### IV. 3.1.3. Kirchnerisme et syndicalisme

Dans cette période, deux axes complémentaires sont pertinents pour notre étude. D'une part, nous observons les mouvements opérés par les organisations syndicales par rapport au gouvernement tant pour défendre les intérêts de leurs représentés que pour construire un espace de dialogue avec le gouvernement. D'autre part, pour le gouvernement, les relations avec les syndicats, collectifs dans lesquels il faut envisager tant les interlocuteurs premiers, représentants syndicaux, que les destinataires seconds, leurs affiliés, constituent un enjeu important dans la consolidation de son pouvoir.

Dans l'imaginaire kirchneriste, le monde syndical, en accord avec la tradition péroniste, est considéré comme un allié naturel du gouvernement en tant qu'instance organisatrice des travailleurs. Cependant, au cours des présidences de CFK, les évolutions contextuelles ont conduit à une redéfinition du positionnement de la part des acteurs sociaux par rapport au modèle kirchneriste.

Ainsi, dès son arrivée à la tête de l'État en 2003, Néstor Kirchner a construit une nouvelle alliance avec les syndicats. Celle-ci s'est consolidée sur deux axes indissociables. Le premier concerne les politiques sociales mises en place pour redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs particulièrement affectés par les politiques néolibérales. Le second concerne la politique de collaboration tissée avec les organisations syndicales dans un processus de consolidation de sa légitimité.

---

<sup>955</sup> " La cacería policial terminó con dos muertos a balazos", *Página 12*, 27/06/2002, consulté en ligne le 20/07/20 : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-6855-2002-06-27.html>

Aux politiques de relance économique visant à lutter contre le nombre de travailleurs sans emploi, s'est ajoutée la restitution du *Salario Mínimo Vital y Móvil*, en tant qu'instrument redistributif qui a permis d'augmenter le niveau des revenus d'une frange importante des travailleurs déclarés mais pauvres. De ce fait, la période 2003-2006 se caractérise par une forte récupération des salaires parallèlement à la réouverture des négociations salariales tripartites (Syndicats, État, Patronat) à l'occasion de la convocation du Conseil de l'Emploi, de la Production et du Salaire à partir de 2004 et après quarante ans de suspension.

Paula Abal Medina considère que ces améliorations ont contribué au réveil d'une nostalgie des « temps heureux » de la société péroniste du plein emploi, construite sur un « État fort, des syndicats puissants et des entreprises nationales<sup>956</sup> ». De plus, cette auteure rappelle que le président s'est montré favorable à l'expression des revendications des travailleurs déclarés et régis par des conventions collectives. En ce qui concerne le travail dissimulé, deux nouveaux registres professionnels ont été créés sous le gouvernement de Néstor Kirchner : celui des travailleurs agricoles et celui des employés de particuliers.

Toujours dans cette logique de canaliser les demandes populaires, le président a recueilli les revendications des organisations de travailleurs sans-emploi comme le *Movimiento de Trabajadores Desocupados Evita* et la *Federación de Tierra y vivienda*. Nous remarquons, tel que le souligne Martín Retamozo<sup>957</sup>, que Néstor Kirchner s'est employé à « produire de nouvelles articulations hégémoniques » tout en développant « une stratégie d'isolement des organisations en opposition au gouvernement ». Le choix opéré par le président vise à exploiter les orientations national-populaires présentes dans les identités collectives des sujets en action, et qui correspondent aux orientations du modèle kirchneriste, mais également à garantir la gouvernabilité. En institutionnalisant les demandes exprimées dans les mouvements sociaux, ces organisations, notamment les organisations syndicales, ont été intégrées au projet gouvernemental. Leurs demandes ne peuvent alors plus être traitées comme des revendications contre le gouvernement mais peuvent être considérées comme des contributions à la reconstruction collective du pays. En première lecture, l'intégration dans le modèle kirchneriste peut être considérée comme une contrepartie qui suppose une perte d'autonomie de ces mouvements face au gouvernement. Cependant, l'évolution de leurs relations avec les gouvernements nous montrent qu'ils ont poursuivi leur activité de manière relativement indépendante tel que le confirme les bouleversements produits par les oppositions conjoncturelles.

---

<sup>956</sup> Paula Abel Medina, «Los trabajadores y sus organizaciones durante el gobierno kirchnerista», *op.cit* .

<sup>957</sup> Retamozo Martín, «Movimientos sociales, política y hegemonía en Argentina», *Polis* [En línea], 28 | 2011, Publicado el 13 abril 2012, consultado el 30 abril 2019. URL: <http://journals.openedition.org/polis/1249>



Dans le secteur syndical, de cette manière, la CGT, alors dirigée par la fraction à l'origine de la MTA menée par Hugo Moyano s'est rapidement articulée au gouvernement justicialiste, interpellée par la ligne nationale-populaire du discours présidentiel inscrite dans les identités péronistes. De plus, cette ligne rhétorique a également mobilisé la CTA qui pendant les années quatre-vingt-dix s'était éloignée du parti justicialiste. La construction de ces relations a eu l'impact positif de garantir une certaine stabilité pendant les premières années de gouvernement kirchneriste. Ainsi, pendant les huit premières années du kirchnerisme, la CGT n'a convoqué aucune grève générale ou mesure de force contre le gouvernement.

Cecilia Anigstein<sup>958</sup> signale le jeu d'équilibrisme mis en œuvre pour maintenir l'alliance entre le gouvernement et la CGT. En prise à des tensions internes à la centrale, Hugo Moyano a dû à la fois renforcer son alliance avec le Pouvoir Exécutif et régulièrement démontrer sa force syndicale et sa capacité de mobilisation pour conserver une position hégémonique au sein de l'organisation.

D'autre part, pour entretenir l'appui des syndicats, le Pouvoir Exécutif a cultivé les gestes de reconnaissance envers ceux-ci. Nous notons, par exemple, la référence spéciale à l'adresse des représentants syndicaux dans la phase d'introduction et de remerciement des personnes présentes lors des discours publics de CFK, mais également la convocation aux instances de « dialogue social » et l'attribution de prérogatives institutionnelles et organisatrices. En réponse à ces démarches, nous remarquons la présence présidentielle dans des meetings syndicaux et les références explicites à l'engagement et à la loyauté des leaders ouvriers.

En conclusion, la première phase du kirchnerisme (mandat de NK et première partie du mandat de CFK) a confirmé la reconnaissance du poids politique et symbolique du syndicalisme au sein du péronisme, en général, et du projet kirchneriste, en particulier.

Dans un second temps, les intenses débats politiques qui ont rythmé les présidences de CFK ont confirmé le protagonisme des syndicats dans le modèle kirchneriste mais ont également révélé des failles conjoncturelles dans le collectif d'identification construit par la présidente. Lorsque ces divergences surgissent, le récit présidentiel doit à la fois maintenir un discours cohérent avec le modèle mis en œuvre, comme ligne d'action fédératrice, et adapter son discours pour permettre une réactivation du processus d'identification.

Dans un premier temps, le conflit lié à la loi 125 a entraîné un affaiblissement quantitatif des appuis du gouvernement et une polarisation sociale qui a également affecté le monde syndical. La CGT est apparue divisée entre la CGT «*azul y blanca*», menée par Luis

---

<sup>958</sup> Anigstein Cecilia, « De la articulación orgánica a la confrontación: la CGT y los Gobiernos kirchneristas en la Argentina », *op.cit.*

Barrionuevo, opposée au projet et la CGT historique d'Hugo Moyano qui s'est imposée comme une alliée fondamentale du gouvernement. De même, au sein de la CTA, la CTERA (Confederación de los Trabajadores de la Educación) d'Hugo Yasky a montré son appui au gouvernement alors que la ATE (Asociación de los trabajadores del Estado) s'y est opposée.

Si, comme nous l'avons signalé, le soutien apporté par les syndicats au gouvernement s'est traduit par une narration visant à reconnaître et entretenir l'alliance entre les deux parties, le gouvernement a également pris des décisions politiques favorables aux syndicats. Ainsi, il a renforcé le contrôle de l'administration publique et s'est efforcé de répondre à des demandes syndicales telles que la nationalisation des retraites, source importante de recette pour l'État mais qui constitue également une mesure attendue par les syndicats et survenue peu de temps après le rejet du projet de loi 125 au sénat. De même, lors des échéances législatives de 2009, un certain nombre de dirigeants syndicaux ont intégré des listes présentées sous l'étiquette du *Frente para la Victoria*. Cette stratégie répond non seulement à la volonté de consolider l'engagement entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux mais aussi de montrer un front uni dans un Parti Justicialiste alors divisé.

A partir de 2009, et alors que le contexte économique commence à ressentir les conséquences de la crise internationale de 2008, les relations entre CFK et le très médiatique Hugo Moyano se tendent sur fond d'ambition personnelle, de confrontation de pouvoir et d'émergence de nouvelles revendications de la part des bases syndicales. Nous étudions un fragment de discours en relation avec ce moment de tension dans le sous-chapitre suivant.

À la suite des élections présidentielles de 2011, la rupture est consommée. Lors de l'élaboration des listes du Frente para la Victoria, l'avancée de la *Cámpora* est évidente et s'opère au prix du déplacement des dirigeants syndicaux. De plus, la présidente refuse de traiter, au Congrès, la loi sur la redistribution des bénéfices des entreprises soutenue par les partisans de Moyano. Dans le même temps, plusieurs enquêtes judiciaires contre des dirigeants syndicaux sont ouvertes<sup>959</sup>.

Cette même année, Hugo Moyano renonce à la présidence du Partido Justicialista de Buenos Aires et rompt son alliance avec le gouvernement en re-créeant la CGT *Azopardo* d'opposition alors que la CGT Balcarce, dirigée par Antonio Caló, conserve une ligne pro-gouvernementale. Ainsi, Hugo Moyano exerce une mutation politico-idéologique conservatrice et se rapproche dans un premier temps du péronisme dissident puis de PRO<sup>960</sup>, et s'impose

---

<sup>959</sup> Outre l'affaire judiciaire concernant José Pedraza, en lien avec l'assassinat de Mariano Ferreyra que nous abordons ci-dessous, nous pouvons citer la situation de Hugo Moyano (voir par exemple : « Revés judicial para Moyano : fracasó su intento de cerrar la causa por fraude », *La política online*, (08/06/2010)

<sup>960</sup> *Propuesta Republicana*, PRO parti conservateur de centre droit qui a conduit Mauricio Macri à la présidence

comme l'un des principaux opposants syndicaux au gouvernement de CFK<sup>961</sup>. Nous allons donc, maintenant, nous consacrer au traitement des syndicats dans leur mutation en adversaires conjoncturels, à travers le discours de CFK. Dans un second temps, nous compléterons cette analyse par l'étude de la relation avec les classes moyennes.

#### IV. 3. 2. Le traitement des adversaires conjoncturels dans le discours de CFK

Les adversaires conjoncturels, autrefois alliés, se révèlent comme tels par une opposition au modèle véhiculé par le discours présidentiel. Il s'agit d'une menace interne dans la communauté politique qui peut déstabiliser l'instance collective. Cela suppose donc un processus de rupture qui relève de deux étapes concomitantes. En effet quand un collectif qui s'est jusqu'alors exprimé (action et discours) en accord avec le discours présidentiel, marque soudainement ou peu à peu son désaccord, le moment du conflit suppose une crise dans le mécanisme d'identification ; cette interruption est double. D'une part, les adversaires conjoncturels produisent un discours qui ne correspond plus aux représentations antérieurement partagées et d'autre part, le discours présidentiel destiné au « nous communautaire » et qui donne corps à l'instance collective, exclut un certain collectif ami devenu adversaire.

Ces deux composantes du conflit matérialisent la rupture du lien d'identification et ouvrent un processus de resignification. Face à la menace interne qui surgit dans le collectif d'identification, CFK construit une nouvelle représentation de ces acteurs qui vont devenir des contre-destinataires. Par conséquent, son positionnement tend également à être affecté par cette redistribution des rôles.

Pour aborder les adversaires conjoncturels, nous avons opté pour présenter les relations avec les syndicats et les classes moyennes. Dans notre étude, nous distinguons ces deux entités, bien qu'elles puissent, à certains moments partiellement coïncider dans leur positionnement par rapport au gouvernement. C'est ainsi que, par exemple, les critiques soulevées par la pression fiscale croissante peut être considérée comme une revendication des « classes moyennes » mais qui va également être relayée par certaines entités syndicales.

---

de l'Argentine en 2015.

<sup>961</sup> Anigstein Cecilia, «De la articulación orgánica a la confrontación: la CGT y los Gobiernos kirchneristas en la Argentina», *op.cit.*, p. 154

#### IV. 3. 2. 1. CFK et les bases syndicales dissidentes

Pendant le premier mandat de CFK, dans un contexte de crise économique internationale, le gouvernement prend des mesures pour protéger l'économie des ménages et garantir la capacité de consommation des secteurs les plus fragiles du monde du travail. La *Asignación universal por hijos* garantit un revenu minimal pour les parents d'enfants mineurs. Cette protection sociale permet notamment d'apporter un soutien régulier aux parents sans emploi ou travaillant illégalement. D'autre part, le programme *Argentina Trabaja* cherche à reconduire vers l'emploi déclaré des populations socialement défavorisées en créant des postes de travail dont le but est d'améliorer les conditions de vie des couches populaires. Ces mesures ont permis une réduction des taux de pauvreté et de pauvreté extrême.

Ainsi jusqu'en 2010, grâce aux mesures sociales et économiques qui garantissent le pouvoir d'achat des foyers, les revendications des salariés sont globalement canalisées par les organismes syndicaux, et les grèves ne sont pas directement dirigées contre la politique du gouvernement.

En ce qui concerne la dynamique des bases syndicales, la mort de Mariano Ferreyra en 2010 conduit au cœur de l'actualité les pratiques de bandes violentes au service des organisations corporatives hégémoniques. Le gouvernement<sup>962</sup> condamne fermement l'assassinat du militant syndical de gauche, aux mains d'un groupe armé appartenant à l'Union Ferroviaire. Ce crime illustre les modes d'action inscrits de longue date dans les centrales syndicales majoritaires face aux bases issues d'organisations parallèles qui manifestent leur opposition aux décisions gouvernementales hors des alliances avec l'Exécutif. De plus, dans l'imaginaire collectif, cet événement réveille le souvenir du pacte syndical-militaire évoqué au moment de la campagne présidentielle de 1983. Cependant, la condamnation du secrétaire syndical José Pedraza comme instigateur de la répression peut être considérée comme un signe positif de l'action de la justice contre ces pratiques d'intimidation. Dans ce sens, et bien qu'il faille séparer les compétences du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif, la révélation puis condamnation de pratiques déjà dénoncées par Raúl Alfonsín dans les années 80, contribuent à consolider une image du gouvernement kirchnériste en lutte contre l'impunité<sup>963</sup>.

A la suite de cet événement, la rhétorique présidentielle intègre le décès de ce militant

---

<sup>962</sup>La presidenta se comprometió a « identificar a los autores » del asesinato de Mariano Ferreyra <https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-155393-2010-10-20.html>

<sup>963</sup>*Cristina prometió impunidad*, Clarín, 22/10/10, [https://www.clarin.com/politica/cristina-prometio-impunidad\\_0\\_HktaPipvml.html](https://www.clarin.com/politica/cristina-prometio-impunidad_0_HktaPipvml.html)

en le rapprochant de celui de Néstor Kirchner<sup>964</sup> survenu quelques jours plus tard mais n'échappe pas aux critiques basées sur la collusion entre le gouvernement et certains syndicats<sup>965</sup>.

A cette dynamique latente de remise en question des centrales syndicales pro-gouvernementales par les bases encouragées par les centrales d'opposition ou plus indépendantes, s'ajoute l'évolution du contexte économique du second mandat de CFK. Les orientations de politique sociale et économique vont remettre en cause, dans l'opinion publique, la solidarité entre des groupes initialement unis par les mêmes demandes. Nous allons voir dans la partie suivante, que le sujet « classe moyenne » se singularise, alors, dans l'instance collective alors qu'il partageait des objectifs communs avec les classes plus défavorisées dans la première partie du kirchnerisme.

En ce qui concerne la relation entre les travailleurs et l'État, si la centrale syndicale CTA qui intègre le monde éducatif témoigne son soutien au gouvernement kirchneriste, à partir de 2011, les enseignants manifestent leur indépendance par rapport à leur centrale d'origine en exprimant directement leurs revendications face à l'État. D'autre part, les mouvements de grève se multiplient chez les employés déclarés aux salaires les plus élevés. Néanmoins, Paula Abal Medina remarque que ces salariés qui ont vu leur niveau de vie progresser considérablement pendant les premières années du kirchnerisme sont également les travailleurs qui subissent le plus lourdement l'augmentation de la pression fiscale tout en n'étant que des salariés. Paradoxalement, le mécontentement de ces travailleurs va souvent se retourner contre leurs compagnons d'infortune des années néolibérales qui, avec l'arrivée du kirchnerisme, ont pu accéder à différents programmes d'aide mais constituent encore les couches les plus défavorisées de la société. En effet, alors que, pendant le second mandat de CFK et à partir de 2013 en particulier, l'économie entre dans une phase de décélération voire de stagnation, les politiques de protection sociale et la mise en place de nouveaux programmes (plan «*progresar*», par exemple) soutiennent les indicateurs socioprofessionnels. Par conséquent, les populations bénéficiaires de ces mesures ne souffrent pas excessivement des évolutions macroéconomiques. Ainsi, en matière d'appui politique, le noyau dur du vote kirchneriste se maintient entre 20 et 25%, alors que 35 à 40% de votants sont favorables à l'introduction de changements à la

---

<sup>964</sup>« La bala que mató a Mariano Ferreyra rozó su corazón», *La Gaceta*, 06/08/12, dijo Cristina sobre Néstor Kirchner, consulté en ligne le 24 mars 2020: <https://www.lagaceta.com.ar/nota/504491/politica/bala-mato-mariano-ferreyra-rozo-corazon-dijo-cristina-sobre-nessor-kirchner.html>

<sup>965</sup> Sur ce point, lire l'enquête «¿Quién mato Mariano Ferreyra?», documentaire de 2013 dirigé par Alejandro Rath et Julián Morcillo, à partir du livre homonyme de Diego Rojas, qui retrace le parcours d'un journaliste chargé de mener une enquête sur la mort du jeune militant. Le titre de l'oeuvre fait écho à celle de Rodolfo Walsh, "¿Quién mató a Rosendo?" de 1969, qui relate les circonstances de l'assassinat du dirigeant de la Unión Obrera Metalúrgica, Rosendo García

condition de soutenir les résultats obtenus<sup>966</sup>. Ce second groupe réunit donc les « classes moyennes » qui, elles, sont plus directement affectées par les changements conjoncturels.

D'autre part, dans le monde ouvrier et dans certaines couches de la société, un rejet des politiques sociales se fait entendre sous des termes méprisants<sup>967</sup> tels que «*planero*», «*piquetero*» ou «*negro planero*» et construit une dichotomie entre «*los trabajadores que se rompen el lomo*» et «*los planeros que viven del Estado*»<sup>968</sup>. Ces termes péjoratifs intègrent la rhétorique discriminatoire qui surgit pendant le premier péronisme («*cabecita negra*»). Comme le signale Rosa Aboy, l'inclusion des populations défavorisées dans l'instance collective qui, sur le plan matériel, s'accompagne d'aides financières, favorise la visibilité de ces individus comme membres à part entière du peuple, mais suscite consécutivement le rejet du reste du collectif par stigmatisation péjorative<sup>969</sup>.

Face à cette situation, où les intérêts de différentes entités au sein de l'instance collective entre en conflit, le discours présidentiel se confronte à l'enjeu de devoir entretenir les dynamiques d'identification pour garantir la pérennité de l'instance collective ainsi que la poursuite du modèle en tant que projet en cours et objectif à atteindre. Ainsi, dans le fragment suivant, issu d'un discours prononcé à l'occasion du *Día de la Lealtad*, la présidente utilise cet écho au rôle prépondérant des syndicats lors des événements du 17 octobre 1945 pour solliciter la loyauté des représentants de travailleurs. De plus, la présidente explique que l'engagement des forces en présence est attendu non pas envers un leader mais envers le projet :

*Por eso yo quiero agregar en este día maravilloso que a la lealtad tenemos que agregarle la solidaridad de los trabajadores con todos aquellos que todavía no han podido conseguir un trabajo en nuestro país y entonces tenemos que seguir redoblando el esfuerzo gobierno, sindicatos y empresarios.*<sup>970</sup>

En effet, un relâchement dans la solidarité entre travailleurs actifs et inactifs représente une menace de désagrégation pour le noyau de l'instance collective. D'autre part, CFK accorde

---

<sup>966</sup> Sondages de Management & fit, mars 2015, in Martín Kulfas. *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015. op.cit.*, pp. 174 -178

<sup>967</sup> Hugo Moyano, alors en opposition au gouvernement, contribue à diffuser cette représentation en parlant de "plano descansar" afin d'opposer population sans condition professionnelle stable et travailleur organisé. Voir à ce sujet: Hugo Moyano en el Acto en plaza de Mayo por el paro nacional de Camioneros, 27 de junio de 2012. Fuente: sitio infocamioneros en <https://www.youtube.com/watch?v=pB8jRDGHuDI> [10/12/15] , in Anigstein Cecilia, «De la articulación orgánica a la confrontación: la CGT y los Gobiernos kirchneristas en la Argentina »

<sup>968</sup> Abel Medina Paula, «Los trabajadores y sus organizaciones durante el gobierno kirchnerista», *op.cit.*, p82

<sup>969</sup> Aboy Rosa, "Ellos y nosotros". Fronteras sociales en los años del primer peronismo", *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, Débats, 20/12/2018, 11p.

<sup>970</sup> Discurso conmemorativo del Día de la lealtad octubre 2017

la personnalité sociale à la *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular*<sup>971</sup> créée en 2010. Cette décision, qui survient peu de temps avant le terme de son mandat en 2015, illustre le soutien mutuel entre la mandataire et les mouvements sociaux organisés au cours de ses présidences. Elle affirme également, le choix dans la dichotomie travailleurs précaires/travailleurs reconnus de placer les classes défavorisées au cœur de l'instance collective tel que nous le verrons dans les exemples qui suivent. En effet, l'analyse suivante de la relation entre CFK et les représentants de travailleurs montre l'attachement à la ligne directrice du modèle : la solidarité. Par conséquent, ce principe conditionne la présence dans la communauté politique et l'acceptabilité des adversaires conjoncturels.

#### IV. 3. 2. 1. 1. Réactions face aux menaces internes

Les stratégies de déplacement des destinataires varient en fonction du degré de manifestation explicite des acteurs de l'opposition. Nous allons présenter deux exemples : le premier concerne le dirigeant syndical, Hugo Moyano et le second illustre des désaccords avec des branches professionnelles précises.

Ainsi, lors des commémorations du *día de la lealtad* de 2010, le leader syndical exprime le souhait de voir un travailleur occuper un jour la plus haute fonction de l'État, entre autres remarques et axes de possibles désaccords avec la politique du gouvernement<sup>972</sup>. Cette remarque peut donc s'interpréter comme le souhait d'intégrer la formule présidentielle avec CFK pour les élections de 2011. A ces mots, la présidente répond le jour même, lors du discours de commémoration en rappelant son activité professionnelle depuis son âge de dix-huit ans. Cependant cet échange ponctuel et cordial est relayé dans les médias et s'inscrit dans une construction de pouvoir qu'il faut replacer dans le contexte des relations entre le gouvernement et les syndicats que nous venons de décrire. Il ouvre un champ discursif qui se développe dans

---

<sup>971</sup> La CTEP, *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular*, réunit des travailleurs de différents secteurs de toute l'Argentine. Elle naît de l'intégration de plusieurs mouvements sociaux de personnes sans emploi ou de travailleurs précaires, qui se sont organisés suite à la crise de 2001. Le gouvernement de CFK accorde là la CTEP la personnalité sociale pour répondre à sa demande de reconnaissance comme organisation syndicale. Au sujet de la CTEP, voir : Muñoz, María Antonia; Villar, Lidia Inés; *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP en la CGT). Entre la organización sindical y el conflicto político-social (Argentina, 2011-2017)*; Colectivo de Investigación El Llano en Llamas; *Crítica y Resistencias*; 5; 12-2017; 22-52, consulté en ligne le 21/07/2020 : [https://ri.conicet.gov.ar/bitstream/handle/11336/43588/CONICET\\_Digital\\_Nro.d81d6ca9-eb51-4c22-8bf0-912a3d2d7379\\_A.pdf?sequence=2&isAllowed=y](https://ri.conicet.gov.ar/bitstream/handle/11336/43588/CONICET_Digital_Nro.d81d6ca9-eb51-4c22-8bf0-912a3d2d7379_A.pdf?sequence=2&isAllowed=y)

<sup>972</sup> « No es coloquio de ideas, es el de la lealtad », *Página 12*, consulté en ligne : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-155128-2010-10-16.html>

les mois suivants et notamment quand en décembre 2010, la présidente ironise :

*También, hace unos instantes, antes de entrar aquí – ahí te vas a poner celoso, te voy a hacer la competencia a vos Hugo - anduve manejando un camión Mercedes Benz. (APLAUSOS). Así que él me dijo en River que quería que un trabajador dirigente fuera presidente, ahora una presidenta puede llegar a ser secretaria general de camioneros, entonces. ¿Eh ?<sup>973</sup>*

L'improbabilité de la situation surgit dans l'image d'une présidente conduisant un camion et se répercute dans le chiasme entre les acteurs et les fonctions dans la seconde partie de l'énoncé. De plus, l'interpellation du leader syndical sur un mode familier contraste et, à la fois, autorise des accusations fortes : ce dernier est jaloux, trait d'humeur passionnel, qui n'a pas sa place dans la construction politique, et souhaite entrer en concurrence avec la présidente. Par ce procédé, elle met effectivement un terme explicite sur la suggestion formulée par Hugo Moyano en octobre 2010. Dans ces conditions, le conflit peut s'exprimer ouvertement. Néanmoins, l'humour introduit dans l'échange des fonctions a rendu insolite cette possibilité.

Stratégiquement, l'interlocuteur premier se déplace du «vos», Hugo Moyano, aux pro-destinataires avec qui le lien de complicité est renforcé alors que, le dirigeant syndical n'est plus qu'une personne délocutée dont les paroles antérieures perdent alors toute force. Nous confirmons avec les exemples suivants que lorsque les adversaires conjoncturels sont clairement identifiés et nommés, leur traitement dans le discours de la présidente les renvoie dans la sphère des contre-destinataires.

Dans le passage suivant qui introduit notre second exemple, le discours a lieu à Córdoba et la présidente a, au préalable, fait référence au *Cordobazo*, qui, dans l'imaginaire argentin, représente une page épique de l'Histoire du monde ouvrier. Ces événements, tel que le rappelle la présidente, ont uni les ouvriers aux étudiants et à la population en général dans une lutte contre le gouvernement du général Onganía. Dans ce contexte, l'enjeu consiste pour la présidente à se montrer respectueuse du droit de grève tout en condamnant l'action ponctuelle des manifestants, en établissant une distinction entre les deux moments historiques :

*Fijense qué curioso: no eran reivindicaciones salariales, en ese momento los trabajadores de la industria automotriz argentina, como también son hoy y actualmente, los mejores pagos de Latinoamérica. Los trabajadores salieron también junto a los estudiantes y al pueblo en busca también de otros valores, de la libertad, de la democracia, de la igualdad, que son también valores inmanentes a todos los argentinos*

---

<sup>973</sup> Palabras de la presidenta de la Nación, CF, durante el acto de firma de convenio entre empresarios y el gremio de la construcción, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, 20-12-2010



*y también a esta Provincia.*<sup>974</sup>

Nous remarquons tout d'abord que la présidente prend à partie les pro-destinataires qu'elle interpelle ; elle les oriente, ensuite, vers l'interprétation qu'elle souhaite attribuer au mouvement de contestation. La locutrice crée une opposition entre les manifestations des travailleurs d'avant et ceux de maintenant (2010). La frontière morale établie entre l'action des travailleurs de 1969 et celle de 2010 se situe dans les revendications. Les uns luttèrent pour la liberté, la démocratie et l'égalité, valeurs qui confirment leur attachement à un idéal collectif, symbolisé par l'union entre les travailleurs, les étudiants et le peuple. Au contraire, les autres qui ne sont pas nommés, mais évoqués par le contexte et leurs revendications, ne luttent que pour des augmentations de salaire.

La dichotomie se construit sur les valeurs : à la demande de démocratie et d'égalité d'avant, s'oppose l'intérêt sectoriel actuel. Dans la marche vers la réalisation de l'idéal kirchneriste, ces mouvements de grève sont la manifestation de l'individualisme ou corporatisme face au projet collectif. Ainsi, lors du conflit dans les transports en commun<sup>975</sup>, le projet collectif est incarné par l'effort quotidien de la population victime des grèves de transports face auxquelles contrastent des demandes particulières formulées par une corporation de travailleurs :

*Es una pelea, pero no pelea en el sentido de pelearse por pelearse; es una pelea cotidiana que cada uno de nosotros da en cada uno de los ámbitos, la pelea que cada uno da en su vida personal también todos los días, cuando se tiene que levantar temprano, lidiar con esto, lidiar con otro, lidiar por ahí con que le pararon el subte porque la tarjeta del SUBE le da tendinitis cuando la ponen [...]*<sup>976</sup>

La présidente se solidarise à travers le « nous » inclusif avec les désagréments subis par les usagers. Par conséquent, les destinataires forment un seul et même collectif avec le gouvernement qui, au quotidien, travaille pour la réalisation du projet commun et sont confrontés à l'égoïsme individuel des conducteurs de métro.

A nouveau, les contre-destinataires sont réduits à leurs revendications : ils ne sont pas nommés, mais seulement désignés par leur plainte. Ce traitement indirect traduit un certain

---

<sup>974</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación, CF, durante su visita a la Provincia de Córdoba. 02-11-2010*

<sup>975</sup> Sur la resignification des adversaires conjoncturels lors de ce conflit, voir Benclowicz José, Artese Matías, « *El derecho a la protesta nos corresponde* » Batallas discursivas y representaciones en el conflicto del subterráneo de Buenos Aires (2009-2010) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 11 décembre 2014, consulté le 30 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/67520> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.67520

<sup>976</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en un acto de anuncios a todo el país, desde el salón de las mujeres argentinas del bicentenario de la caída de Gobierno, realizado por cadena nacional, 07-09-2011*

mépris pour ces individus qui « ont bloqué le métro car le titre de transport leur provoque une tendinite ». De plus, la futilité de leur plainte, sur laquelle se focalise la présentation, face à l'effort collectif les exclut de la communauté politique dans laquelle le débat, pour être possible, doit être constructif. Cette opération permet également à la locutrice de ne pas débattre sur les revendications des grévistes.

La présidente poursuit son argumentation :

*entonces uno dice: “La pucha, parecer ser que algunos no han entendido lo que está pasando en la República Argentina y cuál es el rol...” La verdad que...Yo a veces discuto, me enojo con algunos compañeros porque bueno, porque son las cosas lógicas, porque se ponen por ahí “que bueno, que todo ya, que vamos”, pero decir, sinceramente, que provoca tendinitis.<sup>977</sup>*

Dans une modalité familière et déstructurée, proche du monologue intérieur, ces paroles traduisent l'incompréhension face à des individus qui perdent de vue l'objectif visé par le modèle. L'intérêt corporatiste prime sur l'espoir de voir venir des jours meilleurs pour l'ensemble de la population. Cependant, une discussion semble possible sur les attentes de chacun mais le collectif opposé perd toute crédibilité dans cet argument selon lequel recevoir le titre de transport leur provoque des tendinites.

De plus, la locutrice se saisit de cette ligne d'argumentation de l'adversaire pour le dévaloriser voire le ridiculiser. Elle opère un déplacement de la valeur travail en s'appuyant sur l'argument d'autorité de la référence au passé, ainsi, elle poursuit :

*Yo me subí al colectivo cuando estaban los colectivos acá y para poner la tarjeta del SUBE...Yo vi a mi viejo trabajar durante años de colectivero, ¿tendinitis? Tenía que sacar boleto por boleto, picando...Ayer me regalaron en Mercedes Benz una boletera vieja que era exactamente igual a la que usaba mi viejo que laburó toda su vida y nunca tuvo tendinitis de nada. Vivía, claro, en un país donde en el que si no laburabas y era más difícil hacerse el revolucionario, porque no había gobiernos democráticos, entonces...<sup>978</sup>*

Les deux fragments que nous avons présentés démontrent que la grammaire de CFK sépare le travail en tant que source de revenus individuels, de l'action collective où les activités des individus s'inscrivent également dans un processus de construction solidaire. L'accusation indirecte à l'adresse des contre-destinataires, « hacerse el revolucionario », traduit la posture

---

<sup>977</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en un acto de anuncios a todo el país, desde el salón de las mujeres argentinas del bicentenario de la casa de Gobierno, realizado por cadena nacional, 07-09-2011

<sup>978</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CFK, en un acto de anuncios a todo el país, desde el salón de las mujeres argentinas del bicentenario de la casa de Gobierno, realizado por cadena nacional, 07-09-2011

opportuniste des adversaires face au processus de réalisation du modèle qui répond à des convictions. En somme, les adversaires ne se saisissent pas du cadre actuel propice à la réalisation d'une communauté politique constructive.

Pour conclure, face aux adversaires conjoncturels, nous retrouvons des stratégies similaires à celles appliquées aux opposants transhistoriques. En effet, les principales opérations sont la préservation de la cohésion de l'instance collective face aux menaces et parallèlement, l'exclusion des opposants de la communauté politique par leurs propres arguments. Nous verrons en abordant le traitement des classes moyennes que cette exclusion se justifie également par le danger d'une contamination des adversaires conjoncturels sous l'influence des adversaires transhistoriques.

#### IV. 3. 2. 1. 2. Relation entre le leader et les adversaires conjoncturels

Les gestions de crise dans l'instance collective mettent également en lumière le rôle du leader dans une organisation populiste en vue de maintenir son discours en position hégémonique. La présidente, en tant que locutrice, détient *per se* le pouvoir de resignifier les dynamiques d'opposition politique mais nous remarquons également, en dehors de cette construction énonciative, un positionnement, dans un mode didactique, qui réaffirme son autorité pour situer chaque collectif par rapport au modèle en fonction de son comportement.

Le passage suivant, qui fait référence aux dirigeants d'entreprise mais qui s'adresse également aux représentants syndicaux, en est un exemple :

*Por eso yo siempre reclamo – a los empresarios también – de que antes que buenos sean inteligentes, que me interesan más empresarios inteligentes que buenos. Porque creo que el término de malo o bueno es un término demasiado simple, creo que tenemos que tener todos una gran inteligencia para poder profundizar estas líneas y para poder profundizar este modelo.<sup>979</sup>*

Si les dirigeants d'entreprise envisagés comme membres de grands monopoles sont généralement considérés comme des adversaires transhistoriques, ce «*suprapoder*» que nous évoquions précédemment, les acteurs du monde du travail ont toute leur place dans le modèle kirchneriste. Il en va de leur intérêt de soutenir les politiques mises en place, ce qui est alors gage d'intelligence. En somme, soit ces acteurs ont saisi les enjeux du modèle kirchneriste et

---

<sup>979</sup> *Palabras de la presidenta de la nación, CF, durante el acto para la firma del acuerdo nacional de promoción del diálogo social en la industria hidrocarburífera, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, Casa Rosada, 18-11-2010*

entrent dans le processus d'inclusion, soit, dans le cas contraire, ils se positionnent contre le projet commun et par conséquent prouvent leur non-intelligence, qui dans la rhétorique kirchneriste est souvent synonyme de non-compréhension.

La position intermédiaire ne serait donc pas possible ? Le rejet partiel du modèle semble en effet convertir les adversaires conjoncturels en cheval de Troie des adversaires transhistoriques, tel que le révèle le passé, c'est pourquoi le traitement des positions intermédiaires joue un rôle clé dans la dynamique antagonique du discours de CFK.

Pour conclure sur la rhétorique de qualification des potentiels adversaires, nous allons présenter une dernière opération dans laquelle la présidente intègre des références à l'ordre institutionnel, pour conforter la position hégémonique de son discours :

*Yo le pido a la administración de justicia que por favor intervenga y condene a las personas que han atentado contra el patrimonio de otras que han roto... (sic)<sup>980</sup>*

*Por eso, yo no les pido que se hagan cargo de conseguir los recursos con los cuales pagan la justicia, de eso me encargo yo. Los magníficos sueldos que tienen los jueces de nuestro país, se encarga esta Presidenta de juntar la plata para pagárselos; las jubilaciones de privilegio que tienen, también se encarga esta Presidenta de juntar la plata para pagárselas.*

*Además, esta Presidenta también se encarga de juntar los fondos para que ellos puedan dar aumentos que se dan a ellos mismos y que les dan también a sus empleados que son de los mejores pagos de la República Argentina. Esta Presidenta también junta la plata para los alquileres de los edificios y para todo y además, no pagan Ganancias, cosa que sí esta Presidenta también paga.*

*Pero lo único que les pido, por favor, es que se encarguen de defender a los ciudadanos, de defender a los ciudadanos de la República Argentina.<sup>981</sup>*

Le maintien de l'intégrité de l'instance collective s'appuie sur la réaffirmation de l'autorité institutionnelle : en tant que présidente, CFK assume la responsabilité d'assurer les conditions de travail de l'administration judiciaire. Cependant, les choix sémantiques opérés par CFK transforment cette allocution initialement informative en une provocation indirecte des membres de l'administration judiciaire et des juges en particuliers, qui, en tant que contre-destinataires, ne sont réduits qu'à leurs préoccupations matérielles et personnelles ou corporatistes. Le discours de la présidente présente une modalité polémique<sup>982</sup> : en effet,

---

<sup>980</sup> Dans le discours, la phrase n'est pas achevée. La présidente fait référence quelques minutes avant à des dégradations à la suite d'affrontements entre supporters de football.

<sup>981</sup> *Palabras de la presidente de la nación CF en el acto de llamado a licitación para la adquisición de Netbooks del programa «conectar igualdad» y videoconferencias con las provincias de Entre Ríos ; Buenos Aires y San Juan, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, 27-12-2012*

<sup>982</sup> La polémique est prise de façon générale comme une modalité argumentative : elle confronte deux thèses

l'administration judiciaire est confinée dans son confort économique alors que la présidente œuvre pour le bon déroulement matériel de l'appareil judiciaire. Cette argumentation binaire et simplifiée qui ne peut que provoquer la colère des contre-destinataires, cherche également à tisser un lien de complicité avec les pro-destinataires, en capitalisant sur une représentation simpliste et négative de la justice ancrée dans l'imaginaire d'une frange importante de la population.

Cependant, la frontière entre le collectif d'identification et l'extériorité se dresse discursivement de façon contingente. Ainsi, nous pouvons lire dans le passage suivant, extrait du même discours que celui cité précédemment :

*También hay otros que sí, que lo hacen y queremos reconocerlo. En ese sentido también queremos reconocer la tarea del Tribunal Federal encabezado por el doctor Rozanski, de La Plata, porque el otro día se obtuvo la condena de quien fuera ministro de Gobierno del general Ibérico Saint Jean, y yo me acuerdo de editoriales del diario La Nación realmente instando a que los jueces no lo condenaran y la verdad una actitud muy valiente por parte de ese Tribunal porque envió a la comisión esa de independencia de los poderes, que creo que está en la Corte Suprema, creo que había sacado un documento de presiones, el tribunal mandó una nota diciendo que se habían sentido presionados por el diario La Nación, lo digo por los editoriales que sacaba en contra de lo que estaban haciendo los jueces y a favor de uno de los acusados que finalmente terminó condenado.<sup>983</sup>*

Si nous rapprochons les deux passages, ce ne sont pas les acteurs dans leur origine socio-professionnelle qui les excluent du collectif d'identification mais leurs agissements qui entravent la mise en place du modèle adopté ou au contraire accompagnent celui-ci.

Le modèle kirchneriste pense l'instance collective comme l'incarnation du peuple (*populum*) par le peuple (*plebs*)<sup>984</sup> mais également comme le lieu de la réalisation citoyenne : ces deux représentations se succèdent et se superposent en fonction des adversaires désignés dans le discours. Ainsi, lorsque la présidente envisage comme contre-destinataires, ceux que nous avons désignés comme les adversaires traditionnels, le collectif d'identification est envisagé au sens large et prend une dimension transversale qui dépasse la notion de classe sociale. En revanche, lorsque le contre-destinataire est un adversaire conjoncturel, l'instance

---

antagonistes par une opération de dichotomisation (d'exacerbation des positions), de polarisation (de regroupement de deux parties hostiles l'une à l'autre) et de discrédit jeté sur l'autre. In Amossy Ruth, *Apologie de la polémique*, Paris, PUF, 2014

<sup>983</sup> *Palabras de la presidente de la nación CF en el acto de llamado a licitación para la adquisición de Netbooks del programa « conectar igualdad » y videoconferencias con las provincias de Entre Ríos ; Buenos Aires y San Juan, en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, 27-12-2012*

<sup>984</sup> Voir à ce sujet: Badiou A., Bourdieu P., Butler J., Didi-Huberman G., Khiara S., Rancière J., « Qu'est-ce qu'un peuple ? », Paris, La Fabrique Editions, 2013, 143p.

collective se recentre sur elle-même : les opposants se situent alors à l'extérieur du peuple argentin, noyau stable du collectif d'identification. Ces fluctuations constituent une des principales caractéristiques de la dynamique de construction des antagonismes dans le discours de CFK et nous permet de considérer le kirchnerisme de CFK comme une organisation politique populiste.

En effet, selon Gerardo Aboy Carlés, à partir des travaux d'Ernesto Laclau, dans une structure populiste, les mécanismes spécifiques de négociation de la tension, parfois simultanée, parfois alternative, oscillent entre exclusion et inclusion de l'adversaire. En s'appuyant notamment sur la dynamique péronisme, ce premier auteur explique :

*La tradicional imagen del juego pendular atribuido al liderazgo de Perón da cuenta cabal de esta particular forma de gestión de la tensión entre la afirmación de la propia identidad y la aspiración a la representación unitaria de la sociedad.*<sup>985</sup>

Ainsi, il apparaît, à travers le discours de CFK, que le dispositif kirchneriste déploie des relations antagoniques « bipolaires<sup>986</sup> ». L'affirmation de son identité le conduit à marquer une rupture avec les adversaires pour renforcer son identification populaire. Or, son aspiration à représenter l'ensemble de la communauté politique et donc, à maintenir une position hégémonique, l'amène à élargir son cercle d'identification pour inclure les adversaires potentiels, car ceux-ci, sous l'effet du jeu politique et de l'échange sont également des adhérents potentiels au modèle. De cette manière, les deux scénarii que nous avons présentés mettent en lumière les identités en tension dans le modèle kirchneriste. Ce phénomène se confirme lorsque CFK se réfère aux classes moyennes dans leur représentation relative au reste de la société.

#### **IV. 3. 2. 2. Identité de classe moyenne**

Avant d'aborder le traitement des classes moyennes, nous nous devons d'apporter des éléments contextuels sur la formation de ce collectif en Argentine. Ainsi, dans *Historia de la clase media argentina*<sup>987</sup>, Ezequiel Adamovsky nous apporte des clés de lecture pour comprendre les relations entre le kirchnerisme et les classes moyennes mais également le

---

<sup>985</sup> Aboy Carlés Gerardo, «Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación», 2005, *op.cit* p131. L'image traditionnelle du jeu pendulaire attribuée au leadership offre une illustration parfaite de la façon particulière de gérer la tensión entre l'affirmation de la propre identité et l'aspiration à la représentation unitaire de la société.

<sup>986</sup> Aboy Carlés Gerardo, «Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación», 2005, *op.cit* p131

<sup>987</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, Planeta, Buenos Aires, 2009, 492p.

traitement discursif de cette partie de la société par la présidente.

La répartition de la population en classes sociales répond à des critères socio-économiques qui, dans les sciences sociales, visent à classer la population selon des caractéristiques objectives. Cependant, les transformations de la société argentine au XX<sup>e</sup> siècle et les évolutions politiques et culturelles ont conduit à ce qu'une section importante de la population acquière une identité de « classe moyenne ».

L'approfondissement du modèle capitaliste est à l'origine de changements sociaux, économiques et politiques qui ont profondément modifié les relations au sein de la population. Ce modèle répond au projet des élites de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'incorporer l'Argentine au marché international comme fournisseur de matières premières. Ainsi, cette entreprise, présentée comme un projet « civilisateur » accentue la discrimination sociale et raciale héritée du modèle colonial, reléguant aux strates inférieures de la société, les populations non européennes, symbole de la « barbarie » qui freine le progrès (cf. partie I).

Dans une société de plus en plus complexe, la marge entre la classe dominante des élites et les populations défavorisées réunit une population consciente qu'elle n'appartient pas aux premiers mais également déterminée à se démarquer des seconds. Ainsi :

*Imarginarse como "clase media" ofrecía a muchos la posibilidad de reclamar para sí la respetabilidad tan ansiada; aunque no pertenecieran a la élite, podían de ese modo dejar en claro que tampoco eran parte de la chusma de clase baja.*<sup>988</sup>

L'expression « classe media » commence à être utilisée par certains intellectuels à des fins politiques, à partir des années 1920. L'enjeu était d'extraire les « classes moyennes » de la globalité des secteurs populaires en leur donnant « *un lugar de orgullosa superioridad frente a los trabajadores*<sup>989</sup> ». De cette façon, s'établit une frontière identitaire qui intercepte les liens politiques entre les classes inférieures et les groupes intermédiaires et donc, divise le corps social.

Cependant, l'identité des couches moyennes s'installe définitivement avec l'arrivée du péronisme qui vient questionner les critères, jusqu'alors acceptés, de respectabilité et le processus de progression sur l'échelle sociale. L'anti-péronisme unit solidement les intérêts de l'élite à ceux d'une grande proportion des secteurs intermédiaires qui se sentent menacés par la

---

<sup>988</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, 2009, p476, *op.cit.*, « S'imaginer comme membre de la « classe moyenne » offrait à beaucoup la possibilité de réclamer pour soi-même, la respectabilité tant désirée : mêmes s'ils n'appartenaient pas à l'élite, ils pouvaient ainsi démontrer clairement qu'ils ne faisaient pas partie de la racaille des bas-fonds. » (je traduis)

<sup>989</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, 2009, p 476, *op.cit.*, « une sensation de supériorité qui flattait leur orgueil face aux travailleurs » ( je traduis »

visibilité acquise par les «*cabecitas negras*» et «*grasitas*<sup>990</sup>» historiquement condamnés à constituer la base de la pyramide sociale. Ainsi, à cette époque, faire partie de la « classe moyenne » est une façon de se différencier des identités en construction sous l'influence du péronisme. Par conséquent, certains politiques et intellectuels ont favorisé l'adhésion à une identité de « classe moyenne » : de cette manière, ils espéraient stimuler une réaction d'orgueil social basée sur la différenciation politique, raciale et culturelle par rapport au phénomène péroniste.

Après 1955, les courants de gauche cherchent à replacer les travailleurs au centre du processus de développement de l'Argentine. Bien que les militants de gauche appartiennent majoritairement aux secteurs moyens, la « classe moyenne » est surtout remise en cause pour son incompréhension des problèmes nationaux, son mépris des plus humbles et son alignement avec les plus puissants<sup>991</sup>. Cette rhétorique est présente dans le discours de CFK.

A partir de 1976, la répression et la stigmatisation des idées et projets de changement social de la part de la dictature anéantissent les possibilités d'émancipation des classes défavorisées et laissent « le champ libre (...) [à] la "classe moyenne" comme incarnation indiscutée de l'argentinité<sup>992</sup> ».

Avec le retour à la démocratie, les « classes moyennes » revendiquent également l'incarnation des valeurs de la démocratie sur le plan politique. Nous verrons également que les valeurs démocratiques répondent dans l'imaginaire de la « classe moyenne » à un *ethos* de raison qui renvoie à un idéal de « juste mesure » face à des populations qui se meuvent par la passion et qui, à leurs yeux, mettent en danger la démocratie. Ainsi dans des phases argumentatives, CFK s'appuie sur l'appel à la raison. Le recours aux données objectives, aux explications et données chiffrées peut également être considéré comme une stratégie de persuasion dirigée vers ce collectif.

Sur le plan économique, à partir de 1975, et davantage encore dans les années quatre-vingt-dix, le programme de réforme de la société impulsé par les secteurs économiques les plus puissants entraîne l'appauvrissement d'une grande partie de la population. L'identification à la classe moyenne a joué un rôle décisif dans les premières années du néolibéralisme qui a signifié une profonde rupture dans l'autoreprésentation et dans la cohésion des secteurs intermédiaires.

---

<sup>990</sup> Nous retrouvons dans ces dénominations, le phénomène décrit par Rosa Aboy et subit par les classes défavorisées actuelles. Cf. Note 969

<sup>991</sup> Notons également d'autres approches des « classes moyennes » dans les années 60 : Sebrelí Juan José, *Vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, 1964, 183p. ; Jauretche Arturo, *El medio pelo en la sociedad argentina (Apuntes para una sociología nacional)*, A. Peña Lillo, ed., Buenos Aires, 1996, p.352

<sup>992</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, 2009, *op.cit.*, p.476



Ezequiel Adamovsky rappelle que dans les années quatre-vingt-dix il y a eu des perdants mais également des gagnants. Or, comme le souligne CFK, les seconds se sont construits aux dépens des premiers. Si une partie de la classe moyenne a célébré les changements soit parce qu'elle a vu sa situation sociale progresser, soit parce qu'elle nourrissait l'espoir que ce moment arriverait, une autre grande partie de la classe moyenne, s'est appauvrie.

Ce phénomène a donné lieu à une réorganisation des perceptions dans la population argentine, à l'origine de nouvelles solidarités. Dans les secteurs intermédiaires, de nombreuses personnes se sont alors considérées comme membres d'une « classe moyenne appauvrie », forme de résistance à la chute dans la classe défavorisée, souvent méprisée ; d'autres se sont résignés à s'accepter comme faisant partie de la classe défavorisée.

La crise de 2001 a révélé les similitudes objectives entre les conditions de vie des classes défavorisées et des « classes moyennes appauvries » mais également le potentiel mobilisateur d'une union entre ces individus et d'un rapprochement identitaire en opposition aux élites et aux classes dirigeantes.

#### IV. 3. 2. 3. Kirchnérisme et les classes moyennes

Nous pouvons considérer que les gouvernements kirchneristes se sont saisis de cette dynamique pour construire une position hégémonique sur la scène politique. La référence au collectif « la gente », par opposition aux élites dominantes, apparaît fréquemment dans la rhétorique kirchneriste. Cette interpellation généralisante permet d'englober à la fois les classes moyennes et les classes défavorisées sans réveiller de scission dans l'imaginaire argentin là où les premiers sont associés à l'anti-péronisme et les seconds au péronisme.

Ainsi, de façon générale, CFK a cherché à dépasser le clivage classiste dans la population ou à conserver le lien de solidarité renoué lors de la crise de 2001. Cependant, si dans un premier temps, cette stratégie de construction de l'instance collective a permis un renforcement de la position hégémonique de la présidente, l'évolution contextuelle, entre autres, a révélé la fragilité de cette union et la dynamique inhérente à l'identité de « classe moyenne ». CFK a, alors, contribué à faire émerger ce revers d'une partie de la classe moyenne dans ses choix discursifs.

Face à cette situation, le discours de CFK invite à penser une certaine porosité entre les catégories de pro-destinataires et para-destinataires, d'une part, et para-destinataires et contre-destinataires, d'autre part. Ainsi, un déplacement s'opère entre le statut du destinataire, acquis dans l'imaginaire du locuteur et le traitement qu'il peut recevoir dans le discours.

Nous souhaitons montrer que, par rapport à l'imaginaire kirchneriste, les classes moyennes ont un statut de para-destinataires, c'est-à-dire qu'elles sont considérées comme des destinataires à convaincre car elles constituent un groupe hétérogène et se sont montrées instables dans leurs alliances au cours de l'Histoire de l'Argentine. Cependant, dans l'économie du discours, elles font l'objet d'un traitement pragmatique de pro-destinataires ou de contre-destinataires. Cette complexité énonciative constitue une des spécificités de la construction des antagonismes dans le discours de CFK qui confirme la tension entre inclusion et exclusion caractéristique d'une organisation populiste que nous décrivions précédemment.

Pour le montrer, à partir de l'article « Puesta en escena, destinación y contradestinyación en el discurso kirchnerista »<sup>993</sup> de Ana Soledad Montero, nous revenons tout d'abord sur quelques caractéristiques énonciatives du discours de Néstor Kirchner afin d'aborder dans une perspective comparative les particularités du discours de CFK.

L'auteure considère que le discours de Néstor Kirchner, en tant que discours populiste se construit de façon binaire et polarisante et instaure un antagonisme dans le champ politique entre le collectif d'identification et les adversaires. Ainsi, la dimension adversative est au centre de la scène discursive dans laquelle ressort la fonction polémique. Le locuteur fait fréquemment référence aux destinataires négatifs et s'adresse même directement à eux. L'emploi de la contre-destination directe révèle un degré élevé d'opposition car le locuteur s'adresse à l'interlocuteur, à la deuxième personne : ses possibilités de réponse sont limitées car le locuteur est en position d'autorité dans le discours. Ce mode d'énonciation donne lieu « *a un tono discursivo típicamente informal, juvenil y desafiante*<sup>994</sup> ». D'autre part, le lien entre le locuteur et les pro-destinataires est entretenu par l'éloge des propres réussites et la critique et disqualification des adversaires.

En ce qui concerne les para-destinataires, le discours de Néstor Kirchner se caractérise par une faible présence de « ces indécis » : cette figure discursive dont les croyances sont suspendues et qu'il faut convaincre, est pratiquement absente. En effet, le discours de Néstor Kirchner ne montre pas une volonté de persuader ou de convaincre les indécis. Nous notons cependant des demandes d'aides à l'adresse de tous les Argentins dans une vision transversale et plurielle du peuple.

Nous retiendrons donc les caractéristiques suivantes en ce qui concerne le discours de Néstor Kirchner :

*Dirigido en simultáneo a los partidarios, adherentes y compañeros de militancia por un lado, y a los adversarios y enemigos políticos, por*

---

<sup>993</sup> Montero Ana Soledad, «Puesta en escena, destinación y contradestinyación en el discurso kirchnerista (Argentina, 2003-2007)», *Discurso & Sociedad* 3(2) 2009, 316- 347

<sup>994</sup> Montero Ana Soledad, «Puesta en escena, destinación y contradestinyación en el discurso kirchnerista (Argentina, 2003-2007)», p.321. « à un ton discursif typiquement informel, juvénile et provocateur » (Je traduis)

*otro, allí hay poco espacio para los no convencidos: por el contrario, la "neutralidad" y la indecisión son denostadas. El auditorio se construye, entonces, como detentando una verdad compartida, que incluye no sólo los propios logros sino también los errores del adversario, de ahí la doble función de refuerzo y polémica que cumplen el elogio y el vituperio.*<sup>995</sup>

Pour Ana Soledad Montero, la confrontation discursive directe ainsi que le mépris des « indécis » illustrent l'héritage du militantisme des années soixante-dix que Néstor Kirchner a revendiqué explicitement dans ces discours et auquel nous avons fait référence dans la partie III. Qu'en est-il de ces traits caractéristiques dans les discours de CFK ?

Comme Néstor Kirchner, CFK utilise les références à la transversalité et la pluralité pour réunir les adhérents et les franges de la population à convaincre. Ce collectif hétérogène qui constitue la communauté politique est invité à prêter son soutien pour aller vers un objectif commun :

*Piensen un poco todos los argentinos, no solamente los que estamos aquí, cuánto podríamos hacer si además ayudaran, no al Gobierno, esto quiero que lo tengan claro, sino al país y, fundamentalmente, a quienes tenemos la responsabilidad de conducir el barco de la Argentina en momentos en que el océano o el mar global se muestra bastante complicado.*

[...]

*Y yo creo que lo peor que le puede pasar a una sociedad, en cualquier estadio, es no tener una correcta percepción de la realidad. Por eso creo que es bueno que haya muchas voces, que haya mucha pluralidad de voces, que no creamos que solamente nosotros, quienes integramos una fuerza política, podemos ser los únicos protagonistas, los únicos en llevar esto adelante, que necesitamos de la colaboración del resto de las fuerzas políticas, de las que por allí no tienen tanta identidad con nosotros pero sí también de los otros que tienen identidad con nosotros pero que no integran nuestro espacio.*<sup>996</sup>

Ce passage fait appel aux Argentins, comme collectif d'interpellation généraliste. Cependant CFK marque une séparation physique au moment de l'allocution entre les présents (lors du congrès du *Partido Justicialista*) et les autres. Ces autres ne font pas partie du collectif d'identification mais peuvent adhérer à un projet commun donc être intégrés à la communauté

---

<sup>995</sup> Montero Ana Soledad, «Puesta en escena, destinación y contradestinyación en el discurso kirchnerista (Argentina, 2003-2007)», p 322. Simultanément dirigé aux partisans, adhérents et compagnons de militantisme d'une part, et aux ennemis politiques, d'autre part, il y a là peu d'espace pour les non convaincus : au contraire, la "neutralité" et l'indécision sont attaquées. L'auditoire se construit, alors, comme détenant une vérité partagée, qui inclut non seulement les propres réussites mais aussi les erreurs de l'adversaire, de là, la double fonction de renforcement et de polémique qu'apportent l'éloge et l'invective. (Je traduis)

<sup>996</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación Cristina Fernández durante la reunión nacional del congreso del partido justicialista*, en la quinta presidencial de Olivos, 21-12-2010

politique. Cependant, lorsque CFK opère ce rapprochement entre pro-destinataires et para-destinataires à partir du point de convergence qui est d'aider le pays dans sa reconstruction, parallèlement, la locutrice met en lumière le point de divergence entre ces collectifs, à savoir, l'identification avec le gouvernement dont elle est la première représentante. Nous considérons donc que, dans cette allocution, la président qui, de plus, montre son pouvoir d'articulation («*piensen*», «*quiero que lo tengan claro*», «*yo creo*», «*creo*»), en se singularisant dans le discours, absorbe ou incarne la part d'opposition qui subsiste entre les collectifs nommés.

Les fragments qui suivent illustrent l'équilibre stratégique dans l'interpellation indirecte à travers des collectifs singuliers. Car, en effet,

*(...) la cultura política argentina, luego de la irrupción del peronismo, ha desarrollado modos indirectos e implícitos de definir a qué pueblo se le habla cuando se habla del "Pueblo". Se trata de una especie de lenguaje en clave (...).*<sup>997</sup>

Or pour la classe moyenne, «*ella misma es la nación: lo que está implícito en la frecuente afirmación "Argentina es un país de clase media" es que el país le pertenece prioritariamente a ella y que "el" pueblo es o debería coincidir con ella*<sup>998</sup>».

Par conséquent, l'interpellation indirecte à « la gente » ou à « los argentinos » permet de ne pas spécifier à quel peuple le locuteur fait référence et donc de continuer à s'adresser au collectif d'identification tout en incluant les para-destinataires. Dans le passage suivant, nous observons un glissement entre les para-destinataires, interpellés de façon généralisante par « la gente » vers un « nous-inclusif », « los argentinos » :

*Es cierto también que muchas veces la gente a través de los envoltorios mediáticos, con celofán y moño, muchas veces cree cosas que le muestran y que realmente después no suelen ser. Acuérdense del '99, donde parecía que todo iba a ser diferente, donde eran tan condescendientes a la hora de preguntar, donde eran tan maravillosos todos los candidatos de la oposición.*

*Entonces yo creo que algunas cosas son para que también las repensemos en forma conjunta los argentinos. Está muy bien mirar televisión, leer los diarios, informarse, pero también está muy bien pensar, reflexionar y esto me viene desde que era muy jovencita; cuando leía los diarios no creía nada, porque había gobiernos militares y los mismos diarios que están hoy escribían un país que no existía.*<sup>999</sup>

---

<sup>997</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, 2009, p 482, «(...) La culture politique argentine, suite à l'irruption du péronisme, a développé des façons indirectes et implicites de définir à quel peuple, elle s'adresse lorsqu'elle parle du "Peuple". Il s'agit d'une sorte de langage codé. (...) » (je traduis)

<sup>998</sup> Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, 2009, p 482, « elle, est la nation : ce qui est implicite dans l'affirmation courante " Argentina es un país de clase media" c'est que le pays lui appartient en priorité et que "le" peuple doit ou devrait coïncider. » (Je traduis ) (L'auteur souligne)

<sup>999</sup> *Palabras de la presidenta de la nación en el acto e conmemoración de los 133° aniversario del bautismo del*

L'adversaire potentiel qui sommeille dans ces collectifs généralisants est éveillé par un appel à la réflexion. La démarche argumentative de CFK réactive les critères d'auto-classification des « classes moyennes » par leur attachement à la consommation de la culture<sup>1000</sup>. Cependant cette complicité basée sur l'activité commune liée à la préoccupation pour l'information et le savoir se rompt lorsque la locutrice contraste les degrés d'appréhension de la culture. La frontière se situe donc dans le degré de sensibilité aux « envoltorios mediáticos, con celofán y moño », c'est-à-dire dans la complicité qui peut s'instaurer avec ce « suprapoder » qui s'exprime à travers certains moyens de communication hégémoniques, en tant qu'adversaire transhistorique.

Le fragment suivant offre un exemple similaire :

*La verdad que muchas veces, cuando uno ve como se agitan determinadas cuestiones que, por supuesto, nadie niega, pero las agitan. En realidad creo que lo hacen con la intención de bajar el ánimo de la gente, de que la gente se malhumore, de que la gente olvide todas las conquistas logradas y se detenga únicamente en lo que le ponen adelante en una pantalla de televisión.*<sup>1001</sup>

Nous constatons que lorsque l'adversaire transhistorique est identifiable dans le discours, les adversaires potentiels sont assimilés, au moins partiellement, au collectif d'identification. La séparation dans l'association entre adhérents et para-destinataires se situe dans l'appréhension des contre-destinataires. Les uns traitent l'information/ la réalité avec responsabilité («*nadie niega*») alors que les autres se laissent entraîner par les sirènes des adversaires.

Ces constructions nous semblent répondre à une stratégie de persuasion à laquelle s'ajoute, également, un renforcement du collectif d'identification par l'éloge de ses réussites comme nous le signalions pour NK. Cependant, le discours de CFK se distingue de celui de son prédécesseur par l'entretien implicite de la différence entre les deux catégories d'interlocuteurs en apparence réunis : pro-destinataires et para-destinataires. En effet, de façon générale, NK s'adresse tantôt aux pro-destinataires, tantôt aux contre-destinataires et lorsque, ponctuellement, son discours se dirige aux para-destinataires, il est plutôt méprisant. En ce qui concerne CFK, il semble qu'elle ne peut se résigner à reléguer les para-destinataires dans la

---

*lago argentino en la inauguración de las nuevas pasarelas de los parques nacionales " Los Glaciares", en la provincia de Santa Cruz, 15-02-2010*

<sup>1000</sup> Nous avons effectivement souligné à plusieurs reprises dans cette thèse, l'inclusion de références culturelles significatives pour les classes moyennes actuelles, issues de la génération de CFK. cf. Notes. 454, 687, 908.

<sup>1001</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CFK, en el acto en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, casa Rosada, 21-04-2014*

catégorie des « indécis ». C'est pourquoi, elle les sollicite fréquemment : parfois en les intégrant au collectif d'indentification ; parfois en les interpellant de façon implicite, par le biais de collectifs neutres («*argentinos, argentinas*»). Cependant, dans ce cas, la locutrice entend les faire réagir soit en les rapprochant des pro-destinataires, soit en les provoquant verbalement quitte à les confondre avec des contre-destinataires.

Dans le discours de CFK, nous trouvons peu d'interpellations directes exclusivement dirigées aux para-destinataires tel que cela a été signalé pour le discours de NK. Cependant, nous présentons ici un exemple très intéressant d'interpellation directe à la classe moyenne :

*¡Qué nos pasa! Y acá quiero hablarnos -y no es una cuestión de clase, por favor, soy peronista- a nosotros mismos, a esta clase media tan volátil, a esta clase media como yo, universitaria, a la clase media que muchas veces no entiende y cree que separándose de los laburantes, de los morochos, le va a ir mejor. Le pasó a todos, es como el sino de las grandes frustraciones en la historia argentina.*<sup>1002</sup>

Ici, la locutrice s'inclut dans le collectif «*clase media*» qui est pourtant considéré comme adversaire potentiel. La désignation par la classe sociale, succinctement caractérisée par l'accès à l'université est déplacée par l'autodéfinition que les individus portent sur eux-mêmes.

Dans l'imaginaire de la locutrice, le collectif interpellé («*clase media*») est traditionnellement distant de son collectif d'identification (le peuple essentiellement incarné par les classes défavorisées et les populations métisses, «*los morochos*»). Dans ce passage, elle s'appuie donc sur une des facettes de son identité pour s'inclure dans le collectif de référence des para-destinataires puis argumente en déconstruisant les représentations de ceux-ci. Il ne s'agit donc plus d'une critique à un tiers mais d'une autocritique, ce qui la rend plus acceptable pour l'interlocuteur.

En effet, les para-destinataires, étant envisagés comme des « indécis » ou « neutres », ce ne sont pas tant leurs arguments qui vont être déconstruits que leur construction identitaire. Nous venons de voir un exemple qui utilise cette stratégie dans une configuration énonciative particulière puisque CFK s'inclut dans le collectif des adversaires potentiels.

Cependant, plus fréquemment ceux-ci sont traités comme des contre-destinataires, interpellés de façon indirecte ou déguisée<sup>1003</sup>. Si ces constructions révèlent l'antagonisme du discours politique, nous considérons qu'il s'agit de figures moins virulentes que l'interpellation des adversaires de façon directe telle que le montrent les exemples proposés par Ana Soledad

---

<sup>1002</sup> Palabras de la presidenta de la nación, CF, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park, 14-09-2010

<sup>1003</sup> García Negroni María Marta, «La destinación en el discurso político: una categoría múltiple», *Lenguaje en Contexto I* (1/2), 1988, pp. 85-111.

Montero, dans le discours de Néstor Kirchner. Ces formes adoucies d'interpellation des contre-destinataires, placent les interlocuteurs concernés dans un rôle de tiers<sup>1004</sup> qui fait partie du discours de façon non explicite et qui ne dispose pas de droit de réponse puisqu'il n'est qu'évoqué. En revanche, chez CFK, la stratégie de déconstruction des représentations identitaires s'appuie sur des procédés proches de ceux utilisés dans le traitement des adversaires transhistoriques.

Comme nous l'avons expliqué, au cours du premier péronisme, l'identité de classe moyenne se renforce sous l'effet de discours politiques qui exploitent l'émulation de l'orgueil et la volonté d'une frange de la population argentine de se différencier des populations défavorisées. Alors, CFK recourt à la fierté identitaire des populations défavorisées, dans la veine des discours d'Eva Perón, en valorisant discursivement des pratiques populaires : elle s'approprie ainsi le lexique péjoratif utilisé par les classes moyennes. Ce processus de renforcement de l'adhésion au collectif d'identification s'accompagne d'une déconstruction souvent ironique voire grotesque de la dynamique de l'identité de classe moyenne.

Le passage suivant illustre bien la complexité de ce discours qui oscille entre inclusion des para-destinataires et renforcement identitaire des pro-destinataires en critiquant ceux qui constituent l'extériorité du collectif d'identification :

*Son militantes que tenemos y no quiero solamente en el día de hoy dirigirme a los jóvenes, quiero dirigirme además de ustedes como jóvenes militantes, que hoy se han congregado aquí, quiero dirigirme a cada ciudadano y que ustedes lleven el mensaje también a cada ciudadano, a cada casa de nuestro país para que sepan que tenemos que defender nuestros derechos, que a nosotros y que a ustedes, sobre todo que muchas veces los han acusado de venir a los actos a comer choripan, que después de todo no está tan mal porque el choripan está hecho para comer, el problema no es los que comen choripan, el problema es los que se comen el aparato de televisión y entonces lo indigestan.*

*Porque hay que comenzar o continuar esa tarea militante casa por casa, dejando de lado cualquier diferencia de adentro o de afuera y a los mediocres que desde afuera y desde adentro intenten dividirnos, hagan como Ulises, átense al palo de la nave y sigan el viaje porque tenemos que seguir trabajando.*<sup>1005</sup>

Nous observons premièrement la présence dans le discours d'un noyau d'adhérents, les interlocuteurs désignés comme «*jóvenes militantes*» et intégrés dans le projet de défendre les droits qui leur reviennent. Les formes de première personne du pluriel («*nuestro país*», «*que a*

---

<sup>1004</sup> Goffman, Erving, *Façons de parler*, Paris, Minit, 1981.

<sup>1005</sup> *Palabras a los militantes de la presidenta de la nación CFK, luego del acto de presentación del proyecto "bosques nativos y comunidad"*, en la galería de los patriotas latinoamericanos, 30-10-2015.

*nosotros*») unissent ces pro-destinataires dans le collectif identifié à la locutrice.

Dans un second temps, la référence aux citoyens place le premier noyau dans un collectif plus large qui, comme nous l'avons vu, dans la rhétorique politique argentine peut désigner, dans le contexte où nous travaillons, les adhérents traditionnels du discours présidentiel (ici, adhérents passifs qu'il faut mettre en action) mais également le peuple argentin de façon générale. Dans ce second schéma, il s'agit de convaincre des « indécis », des adversaires potentiels. Nous pouvons même dire, au vu des arguments qui suivent, les classes moyennes traditionnellement opposées aux populations défavorisées. Ils doivent savoir que « *tenemos que defender nuestros derechos* ». A nouveau, deux lectures sont possibles : il s'agit de la défense des droits communs à tous les citoyens ou il s'agit de droits des plus défavorisés face au reste de la population.

Cependant la présidente prend explicitement la défense du noyau de ses adhérents en transformant une caricature méprisante de leur représentation par les classes moyennes (assister à des réunions politiques pour manger gratuitement un plat populaire), en une critique contre ces derniers. Le caractère grotesque de la métaphore, « *se comen el aparato de televisión* » est renforcé par la déconstruction de l'accusation portée sur les classes défavorisées. Il y a dans cette représentation des classes défavorisées, une charge culpabilisante, un jugement qui n'a de valeur que dans l'imaginaire des classes qui les méprisent, à savoir l'aspect dégradant du besoin élémentaire de s'alimenter. La locutrice rétablit donc la neutralité de l'action puis réutilise la construction pour élaborer une représentation absurde des classes moyennes « *que se comen el aparato de televisión y entonces lo indigestan* ».

Cette double dynamique répond au contexte explicité dans le fragment final du passage. En effet, la locutrice doit garantir la cohésion du collectif d'identification qui peut être menacée tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays. Dans l'espace discursif, la présidente doit entretenir la dynamique d'identification à la représentation du peuple selon le modèle.

Comme NK, dont le discours s'affranchit des conventions de courtoisie et de protocole du discours politique, en interpellant directement certains adversaires, CFK dépasse les tabous qui voudraient que la préservation de la face<sup>1006</sup> des pro-destinataires, lui impose de ne pas prononcer les préjugés des adversaires potentiels. Nous l'avons remarqué lorsqu'elle parle des « *laburantes* » et des « *morochos* » mais également lorsqu'elle évoque explicitement les préjugés

---

<sup>1006</sup> La notion de « face » a été théorisée par Brown et Levinson dans le cadre de la linguistique conversationnelle pour étudier le fonctionnement de la politesse dans les interactions verbales. Kerbrat-Orecchioni Catherine, « La construction de la relation interpersonnelle : quelques remarques sur cette dimension du dialogue », *Cahiers de linguistique française*, n°16, pp.66-86, consultable en ligne : [https://clf.unige.ch/files/8014/4103/2896/04-Kerbrat\\_nclf16.pdf](https://clf.unige.ch/files/8014/4103/2896/04-Kerbrat_nclf16.pdf)



qui habitent l'imaginaire des «classes moyennes». Dans le passage suivant, la présidente revient sur les attaques verbales prononcées par le journaliste Jorge Lanata contre un jeune adolescent militant K<sup>1007</sup>:

*Tal vez, como Casey Wander, ese rubiecito de ojos celestes que tanto molestó a algunos, que había nacido en el 2003. ¿Saben por qué les molestó? Lo conocí, no saben lo qué es. (...) ¿Saben que les molestó (...) que fuera rubio, que tuviera ojos celestes y que además se llamara Casey Wander. Era demasiado, no da con el cliché, no da con el modelo del que viene por el choripán y la Coca, no da con el modelo. Eso es lo que los volvió locos, porque no entienden el modelo, porque no los entienden a ustedes y porque nunca entendieron ni entenderán nada desgraciadamente.*<sup>1008</sup>

Dans ce fragment, CFK explicite les préjugés de classe qui voudraient que les populations de la classe défavorisée (évoquée par la référence au «*choripán y coca cola*») aient tous des caractéristiques physiques identiques, à savoir la peau mate, les yeux et les cheveux foncés. La discrimination raciale se construit sur une dévalorisation des populations dont les traits physiques ne sont pas assimilés à ceux des populations européennes. Par ce discours, CFK montre que si une brèche divise la population argentine, elle répond à des représentations racistes et socio-économiques ancrées dans les imaginaires.

Il est donc indispensable de rompre avec ces représentations qui, cycliquement, conduisent à une rupture de la solidarité dans la population. Le fragment suivant illustre deux processus de déconstruction:

*[...]esta Semana Santa donde todas las principales plazas turísticas tuvieron ocupación plena, revela un país totalmente diferente al que nos quieren mostrar todos los días por las pantallas de televisión. Y que muchas veces, es increíble, hasta el propio que está veraneando, se lo cree.*

*Pero debería preguntarse: si todo está mal, ¿qué hago yo acá en Mar del Plata, tendría que estar encerrado en mi casa? Que si todo está tan horrible, ¿qué hago yo acá en Nueva York, en un shopping comprando?*

*Yo digo, por ahí sí cabría preguntarse por qué no hacemos un esfuerquito por los que todavía no pueden salir de vacaciones ni de shopping en Nueva York.*

*Por eso me critican tanto y por eso me identifican tanto y me dicen “por qué se ocupa tanto de...y no se ocupa...” Porque todavía tenemos que ocuparnos de esos a los que todavía no hemos podido llegar y que tenemos la obligación, como argentinos de llegar.*

---

<sup>1007</sup> [https://www.clarin.com/politica/nino-kirchnerista-militante-presidente\\_0\\_Sy7maU\\_cDXl.html](https://www.clarin.com/politica/nino-kirchnerista-militante-presidente_0_Sy7maU_cDXl.html)

<sup>1008</sup> *Entrevista de la señora presidenta de la nación, CFK, con periodista de canal 7, 14-09-2013*

*Por eso, a todos los que tienen la suerte de tener todas estas cosas, yo les pido que, antes de dejarse llevar por lo que muchas veces le planteen en la caja boba, que por favor no sean bobos ellos y que piensen cómo estaban en el 2003 y cómo están ahora. Simplemente eso. Con eso me alcanza y me sobra.*<sup>1009</sup>

Nous retrouvons ici, dans les deux premiers paragraphes, une destruction de l'argumentaire des classes moyennes par un processus de ridiculisation : le discours qu'elle véhicule ne correspond pas à leur réalité. Ce processus dénonce combien cette population est manipulable et aveuglée par sa logique consumériste. Dans un deuxième temps, la locutrice fait appel aux valeurs des classes moyennes : une nouvelle fois (paragraphe 3), CFK s'inclut dans le collectif pour formuler une autocritique quant à la responsabilité et la solidarité qui s'impose à cette population au vu de leur situation réelle exposée dans la première partie. Puis nous assistons à une nouvelle scission au sein du collectif (paragraphe 4) : la présidente se montre en opposition face la population avec laquelle elle partage des traits identitaires. Dans ce processus, c'est à nouveau la présidente qui catalyse la source d'opposition par un déplacement de son centre d'intérêt par rapport à sa classe sociale d'origine. Cette construction renforce l'*ethos* militant de la présidente dans son engagement pour les autres. Enfin, pour conclure cette argumentation, la présidente provoque les destinataires indirects par une attaque verbale («*bobos*»), en les invitant à prendre conscience que leur manque d'engagement, les transforme en cheval de Troie passif de forces supérieures, les opposants traditionnels tels que les groupes d'information hégémoniques.

Les différents exemples développés au sujet des classes moyennes nous montrent une alternance entre inclusion des adversaires potentiels comme pro-destinataires et assimilation, en tant qu'adversaires conjoncturels, aux opposants traditionnels. Dans ces deux processus, la présidente en tant que locutrice catalyse le potentiel de persuasion ou de condamnation dirigé vers ses interlocuteurs. En effet, elle énonce des arguments en référence à ses propres origines sociales ou se place en garante des principes fondamentaux du modèle qu'elle défend.

Par conséquent, et bien que nous n'abordions pas dans le cadre de cette thèse la phase de réception du discours politique, cette situation particulière peut expliquer que les potentielles réceptions négatives des destinataires, lui soient en retour directement adressées.

---

<sup>1009</sup> *Palabras de la presidenta de la nación CFK, en el acto en el salón de las mujeres argentinas del Bicentenario, casa Rosada, 21-04-2014*

Au terme de cette partie sur le traitement de l'altérité dans le discours de CFK, nous avons pu observer la simultanéité de construction du «*nosotros*» et du «*ellos*». D'une part, la dynamique de renforcement d'identification cherche à provoquer l'engagement des individus, et d'autre part, les opposants transhistoriques apparaissent exclus de la communauté politique. Enfin, entre ces deux collectifs se situent les adversaires conjoncturels qui font l'objet d'un traitement qui va les associer ponctuellement au collectif d'identification et les placer fréquemment à la limite de l'assimilation avec les opposants. Dans ces deux dynamiques, leur engagement est sollicité et le discours de la présidente les pousse à définir leur position afin qu'ils gagnent leur place dans la communauté politique.

Ainsi, après avoir étudié la relation discursive avec les adversaires transhistoriques, ce second chapitre nous permet de compléter le schéma que nous avons ébauché sur la dynamique de construction des antagonismes, car le discours de CFK s'inscrit dans une conquête constante de l'adhésion des adversaires qui, comme le montre ce fragment, sont systématiquement inclus dans le modèle :

*Este proyecto no deja afuera a nadie, ni si quiera a los que lo critican o están en contra, al contrario, muchos de ellos han ganado plata como nunca en toda su vida estos años del 2003 a la fecha. (Aplausos) (...)este es un proyecto de inclusión, todos adentro, cada vez más adentro, aún los que no están de acuerdo y que han sido grandes beneficiarios del mismo.<sup>1010</sup>*

De façon schématique, nous pouvons dire que les adversaires potentiels sont les contre-destinataires lorsqu'ils sont mis en compétition face au collectif d'identification mais ils sont inclus dans les pro-destinataires, lorsque les adversaires transhistoriques sont contemplés dans le discours. Cette construction révèle une dynamique constante dans le discours de CFK : le jeu politique, entendu comme confrontation entre adversaires, est soutenu parce qu'il est inhérent à l'exercice de la politique. Le champ discursif réorganise constamment les tensions entre les identités en reconstruction. Par conséquent, de façon continue, l'interlocuteur est contraint de se positionner (physiquement ou intellectuellement) face au modèle.

---

<sup>1010</sup> *Palabras de la presidenta de la Nación, CF, en el acto e inauguración y entrega de viviendas en la ciudad de Vedia, partido de Leandro N. Alem, Provincia de Buenos Aires, 07-04-2010*

## Conclusion

Le travail réalisé a permis de mettre en lumière la construction des alliances et des oppositions mises en œuvre par CFK, dans le cadre d'une réhabilitation du politique. Ces deux phénomènes sont intrinsèquement liés et son discours s'emploie à les dynamiser.

En effet, nous considérons que le dispositif mis en place par CFK s'inscrit dans un *régime d'historicité* marqué par le phénomène de *présentisme* qui, selon François Hartog<sup>1011</sup>, anime les sociétés actuelles. Ainsi, face à la période de crise que l'Argentine a traversée, la présidente concentre dans le présent, en tant que moment charnière pour la cohésion du peuple, l'enjeu de la compréhension des événements passés. Pour cela, elle reconstruit des mémoires collectives<sup>1012</sup> de l'Histoire nationale afin de faire évoluer les imaginaires politiques et sociaux en accord avec le modèle national populaire qui caractérise le projet kirchneriste. De cette manière, CFK revendique sa détermination dans le rétablissement de la vérité historique comme première étape dans l'appropriation de son Histoire par le peuple argentin et, surtout, dans l'adoption de critères nationaux dans l'appréciation des événements passés.

Sur le plan international et régional, la présidente affirme le potentiel et la légitimité de l'Argentine. L'intégration dans une logique régionale face aux forces hégémoniques internationales est, effectivement, une ligne argumentative défendue au cours de toute la période kirchneriste. D'autre part, la présidente opère un déplacement dans l'angle de focalisation que les Argentins s'appliquent à eux-mêmes. En effet, elle invite le peuple à prendre conscience de sa présence active dans la dynamique globale qui se joue au niveau régional et international, pour ne plus dépendre d'une reconnaissance extérieure. Dans une approche diachronique, cette représentation de l'Argentine se lit comme une nouvelle indépendance par rapport aux puissances impérialistes.

Dans cette perspective, le Bicentenaire de la *Revolución de Mayo*, célébré à la fin du premier mandat de CFK contribue à la mise d'un « peuple transhistorique » dans la rhétorique de renforcement des alliances. Ainsi, au cours des deux cents ans de construction du pays, celui-ci démontre la même volonté d'incarner un collectif uni mais affronte également les mêmes luttes face aux forces antipopulaires qui défendent un projet de pays différent. Le retour sur des

---

<sup>1011</sup> Hartog François, *Régime d'Historicité. Présentisme et expériences du temps*, op.cit.

<sup>1012</sup> Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 374p

événements historiques emblématiques de l'Histoire de l'Argentine permet également à la présidente de s'inscrire dans les pas des grands héros nationaux qui ont su donner une place au peuple. Ce processus se construit, sur le plan narratif, grâce à l'élaboration de récits dont la structure rappelle le récit mythique, voire initiatique, à partir duquel le peuple protagoniste conquiert son émancipation. A cette occasion, la présidente scelle avec le peuple un véritable pacte social basé sur la construction conjointe d'un avenir commun.

En ce qui concerne le péronisme, nous avons souligné son protagonisme sur la scène politique argentine du XX<sup>e</sup> siècle : l'enjeu des références à ce mouvement dans la construction discursive du peuple est donc déterminant. Cependant, CFK offre une lecture du premier péronisme qui cherche à se démarquer des polémiques basées sur la dichotomie « péronisme vs anti-péronisme ». En effet, cette période apparaît, dans son discours, comme une phase d'implication du peuple mu par une prise de conscience de la nécessité de s'unir et de s'organiser. Dans ce sens, CFK offre une vision « pré-péroniste<sup>1013</sup> » du 17 octobre 1945 : elle évite alors de se positionner par rapport aux différentes interprétations de ce moment fondateur pour attribuer au peuple le soin de signifier cet événement dont il a été protagoniste. De même, elle opère une représentation de J. D. Perón, en tant que figure politique patrimonialisée. Pour cela, la locutrice emploie, à nouveau, un schéma narratif proche du mythe. Ceci-ci lui permet de construire une représentation neutre du personnage dans un cadre atemporel.

Le traitement de la période néolibérale et de la relation qu'établit la présidente entre le peuple et le péronisme de C. Menem contribue également à renforcer la cohésion du peuple. Ainsi, dans le discours de CFK, ce chapitre du « roman national » réunit, dans un même collectif, le peuple argentin conçu comme une des victimes de politiques antipopulaires. Par conséquent, la rhétorique présidentielle évite l'opposition « menemiste vs anti-menemiste ». La réalité de la situation du pays au terme des années néo-libérales impose de considérer la population argentine comme une cible de discours trompeurs fomentés par certains acteurs politiques. Dans ce processus, la présidente établit un lien entre le « terrorisme d'Etat » de la période dictatoriale et le « terrorisme de marché » qui prend ses racines dans les années soixante-dix mais qui se poursuit jusque dans la période néolibérale. Ainsi, le peuple argentin est représenté comme un collectif victime d'un système organisé de violation des droits humains mais également spolié de ses ressources et de son avenir. Néanmoins, la présidente ne se limite pas à cette phase de dénonciation. En effet, les Argentins, en tant qu'héritiers d'une génération bafouée, sont placés face à la responsabilité de faire preuve d'un engagement similaire pour la construction de la

---

<sup>1013</sup> Schaer Francisco Matías, «Los 17 de octubre en el discurso presidencial de Cristina Fernández de Kirchner», *Rétor*, 5(1), pp1-26, 2015

nation. L'objectif poursuivi par les deux générations militantes diffère, cependant, la participation du peuple reste prépondérante.

En somme, la présidente construit le peuple argentin dans une négociation entre origines et renouveau. Dans une vision rétroactive, le collectif est uni par un passé commun. Dans une vision prospective, le peuple est instauré comme acteur de sa construction. Cependant, l'instance collective n'est envisageable que dans la mesure où nous prenons également en compte son extériorité, c'est-à-dire les forces antagoniques qui s'opposent à la cohésion du peuple. Dans cette logique, parallèlement à la construction d'un peuple « transhistorique », deux types d'opposants se dessinent : les adversaires transhistoriques et les adversaires conjoncturels.

Les champs discursifs développés à l'occasion de la crise « *del campo* », puis des débats suscités par la « *ley de medios* » ont révélé les stratégies employées par CFK afin de conduire ses destinataires à identifier, isoler et condamner les opposants. La présidente démontre que les opposants s'excluent par eux-mêmes du jeu démocratique, notamment, du fait de leur absence de représentativité : ils sont donc illégitimes dans le débat politique. Enfin, ces deux axes ont connu des phases d'activité intense mais sont également restés latents dans les imaginaires politiques tout au long des deux présidences de CFK. Ainsi, le secteur rural et certains groupes médiatiques sont apparus comme des adversaires transhistoriques, faces visibles d'un «suprapoder» d'autant plus dangereux qu'il s'immisce dans les différents organes de décision. La présentation de ce panorama positionne les opposants en menace pour l'instance collective et, par voie de conséquence, contribue à la renforcer. D'autre part, ces premiers démontrent également leur incompatibilité avec la communauté politique car ils s'excluent eux-mêmes du jeu politique, défini par le discours de CFK en position hégémonique.

En ce qui concerne les adversaires conjoncturels, la situation est particulièrement délicate car le changement de positionnement d'un groupe initialement inclus dans le collectif, déséquilibre le dispositif. Ce phénomène peut surgir ponctuellement, comme nous l'avons illustré, dans la relation entre les gouvernements de CFK et les syndicats mais peut également être latent, signe de l'instabilité du dispositif inhérente à la « volatilité » et l'hétérogénéité de certaines entités, telles que les classes moyennes, dans les exemples que nous présentons. La particularité du traitement de ces adversaires conjoncturels suppose une remise en question de l'imaginaire politique qui vient questionner les anciennes représentations mais doit en même temps, protéger la cohésion de l'instance collective. Par conséquent, CFK représente ces adversaires en position de cheval de Troie des opposants permanents et stables : rôle qu'ils ne sont pas nécessairement conscients d'interpréter, car aveuglés par l'influence qu'ils subissent de la part de ces forces extérieures.

Pour les faire réagir, la locutrice cherche à provoquer une prise de conscience. D'une part, pour sa valeur didactique, elle assure le maintien de la cohésion du peuple. D'autre part, elle entend susciter une réaction des adversaires conjoncturels. C'est sur ce point que le discours peut être considéré comme virulent. Cependant, cette virulence ne se rapproche en rien d'une confrontation directe sous forme d'invective ou de violence verbale. En revanche, la mandataire ne se résout pas à abandonner ces nouveaux adversaires dans une position intermédiaire. Pour cela, elle met en place une stratégie de décomposition dans le traitement de ces para-destinataires, dans laquelle elle se place au cœur de l'opposition. La figure présidentielle catalyse ainsi l'opposition dans le but d'en provoquer le dépassement au profit de la réalisation du projet et de la préservation du modèle. Par conséquent, la particularité du discours de CFK ne se situe pas dans l'omniprésence de la locutrice mais réside dans l'omnipotence du projet auquel les citoyens ne peuvent se soustraire sous peine d'être exclus du peuple.

Dans cette configuration, en constante renégociation, CFK a une grande part de responsabilité quant à ce que nous avons désigné comme l'instabilité des frontières car son discours invite à la prise de position. Les destinataires doivent assumer un positionnement et agir en conséquence comme condition d'existence du jeu démocratique. L'engagement des individus est la condition première de l'action politique.

Cette reconfiguration des alliances et des oppositions dans la dynamique discursive de CFK nous apporte également des éléments de réponse quant à l'assimilation du dispositif - de la fable politique qu'il incarne - à un modèle politique populiste. En effet, selon notre cadre théorique, une organisation populiste se construit sur la séparation dichotomique entre le « nous communautaire » et « les autres », lesquels sont définis d'une façon d'autant plus abstraite qu'ils correspondent à une grande variété de demandes non satisfaites dans la population. En effet, la présidente construit un sujet « transhistorique » qu'elle désigne comme le « peuple argentin » dont l'avenir a été entravé par des forces antipopulaires qui surgissent au cours de son Histoire. Dans une représentation de l'espace politique, divisé de façon dichotomique entre le camp populaire et le camp antipopulaire, le modèle kirchneriste vient alors cristalliser les demandes non satisfaites de l'instance collective et lui permet de se constituer comme tel. De plus, dans une démarche visant à la réhabilitation du politique dans les imaginaires qui habitent la société argentine, la présidente oriente sa démarche sur l'investissement du peuple dans sa construction et comme gage de la crédibilité des institutions politiques.

D'autre part, les relations d'alliances et d'oppositions répondent à une logique complexe car les entités qui l'animent se dessinent au sein de frontières poreuses et fluctuantes. Au centre du dispositif discursif de CFK se situe le « peuple argentin », collectif d'identification de la

présidente. Cependant, celui-ci correspond en partie et, de façon contingente, à la communauté politique dans laquelle il se confond alors. Celle-ci réunit les adhérents et les adversaires qui sont considérés comme légitimes dans le système de « relations agonistiques<sup>1014</sup> » dont le modèle kirchneriste fixe les règles. Selon ce critère, il s'établit alors une distinction entre deux types d'opposants : les adversaires, bien qu'ils puissent manifester leur désaccord avec la voie proposée par la force hégémonique, le font dans une visée constructive, alors que les ennemis, n'ayant pas intégré les normes fixées par le modèle, ne peuvent que conduire à la destruction de l'instance collective.

De plus, cet équilibre précaire au sein de la communauté politique est fragilisé par la tension entre l'ambition d'expansion du noyau et les pressions contraires appliquées par les opposants. En effet, le collectif d'identification aspire à ne faire qu'un avec la communauté politique et donc à représenter un ensemble homogène, alors que les forces centripètes exercées par les entités extérieures à la communauté politique entendent, elles aussi, s'appropriier l'espace politique. Le discours populiste répond effectivement à une dynamique animée par la volonté d'affirmation identitaire d'une part, et d'autre part son ambition de représenter l'unité de la société (G. Aboy Carlés 2005).

D'autre part, le processus de redéfinition des alliances et des oppositions repose sur la relation de représentation qui s'instaure entre le peuple et CFK. En effet, les différents *ethos* qui apparaissent dans le discours répondent aux besoins du peuple pour reprendre confiance en ses dirigeants. La crise de 2001 a fait planer sur l'instance collective, une menace d'anomie et de désagrégation. Par conséquent, la présidente incarne la crédibilité et la responsabilité nécessaires à l'exercice de la fonction mais également, l'humanité et l'empathie dont les individus avaient été privés, notamment pendant la période néo-libérale. Dans ce cadre, ils peuvent alors se projeter dans une organisation politique. Ainsi, cette représentation complexe de la présidente la situe comme élément charnière entre le peuple et le modèle. Alors que le discours de CFK acquiert une position hégémonique, en tant que cristallisation des demandes particulières de l'instance collective, le peuple se constitue comme tel dans la concrétisation du modèle. En effet, le modèle, mis en valeur par un dispositif narratif religieux apparaît comme une forme de plénitude absente dans lequel la présidente joue le rôle d'un maillon charnière. Dans cette perspective, l'Argentine est assimilée à une « Terre Promise », lieu de constitution de l'instance collective. En effet, le peuple argentin se réalise car il est mis en action grâce au processus

---

<sup>1014</sup> Mouffe Chantal, « Politique et agonisme », *cairn.info*, revue « Rue Descartes », 2010/1, N°67, pp.18-24



d'identification animé par la relation de représentation instaurée entre la présidente et les Argentins.

A travers cette thèse, nous avons également pu préciser la filiation de CFK au sein du kirchnerisme d'une part, et du péronisme, d'autre part. Pour le premier cas, nous pouvons considérer que la présidence s'inscrit dans la continuité du projet qui porte le nom de son compagnon. Cependant, CFK revendique son engagement personnel, son interprétation et son application du modèle kirchneriste. En effet, la présidente capitalise sur les réussites politiques obtenues depuis 2003 car elle partage la vision de son prédécesseur. En revanche, la politique qu'elle mène répond à une argumentation personnelle en accord avec le projet kirchneriste mais également avec le contexte dans lequel elle gouverne. De même, la relation que CFK établit avec les destinataires diffère de celle de NK : ce phénomène peut s'expliquer tant par les caractéristiques personnelles de chacun des dirigeants que par le contexte au cours duquel ils ont exercé leur fonction. Par conséquent, nous considérons que CFK n'entend pas se différencier de la ligne de son prédécesseur, à laquelle elle adhère comme membre à part entière. En revanche, elle élabore sa propre grammaire narrative et se singularise dans la relation de représentation.

En ce qui concerne le péronisme, le positionnement de la présidente est plus hétérogène et dépend des périodes péronistes auxquels nous faisons référence. Nous avons expliqué que CFK valorise l'opportunité de la politique mise en place par J.D. Perón dans le contexte du premier péronisme. En revanche, elle s'éloigne de toute démarche de sacralisation du personnage et affirme l'indépendance de sa voix par rapport à cette figure de référence. De la même manière que CFK construit un « peuple argentin » héritier du passé mais indépendant face aux responsabilités qu'il doit maintenant assumer, la mandataire, militante péronisme depuis les premières années de son activisme, affronte de façon indépendante et pragmatique les défis de l'Argentine du début du XXI<sup>e</sup>. Comme nous l'avons expliqué, les marques de filiation entre CFK et le péronisme sont au service du mécanisme de construction des alliances. De cette manière, la présidente se reconnaît dans le premier péronisme et le péronisme militant des années soixante et soixante-dix. En revanche, le kirchnerisme et Cristina, en particulier, se démarquent radicalement du péronisme néolibéral incarné par C. Menem. Cette période représente le camp antipopulaire et l'action de certains politiques au service des « suprapoderes » que nous évoquions précédemment. Par conséquent, les références aux années quatre-vingt-dix constituent donc une sorte de *mea culpa* au nom de la classe politique comme première étape nécessaire à une reconstruction du lien de confiance entre le peuple et les dirigeants. Dans cette démarche, la présidente se singularise à nouveau quant aux imaginaires politiques dominants de l'époque.

A cet effet, elle met en lumière sa prise de distance par rapport aux politiques de C. Menem dès les premiers temps du diktat économique imposé par les puissances extérieures et alors qu'elle était sénatrice dans le groupe justicialiste.

Comme nous l'avons expliqué au début de cette thèse, notre travail s'est focalisé sur la phase de production du discours de CFK. Arrivée au terme de cette étude, les caractéristiques identifiées comme propres à la présidente demandent à être examinées selon d'autres angles d'approche. Ainsi, de nombreux axes de recherche peuvent compléter ce travail. Sur le plan de la réception du discours, nous pouvons étudier les variations d'interprétation du discours de CFK dans différents groupes sociaux, selon une approche globale des présidences ou en se focalisant sur des moments clés de cette période. Sur le plan de la circulation du discours, et dans la continuité des débats suscités par la *ley de medios*, une étude comparative des lignes éditoriales des principaux médias écrits et télévisés peut apporter un regard contrasté sur l'action de la présidente et fournir des pistes sur la persistance de la figure de la brèche dans les imaginaires argentins. De même, cette représentation antagonique de l'Argentine opère encore dans les débats politiques : ses resignifications au cours de la présidence de Mauricio Macri (2015-2019) et lors de la campagne présidentielle de 2019 illustrent le potentiel de renouvellement des imaginaires politiques.

Enfin, en ce qui concerne le discours de CFK, de nombreuses pistes de travail sont encore à exploiter : à partir d'un travail sur la communication non verbale ; dans une vision diachronique plus large, en envisageant éventuellement les premières interventions de CFK dans la sphère politique, mais surtout en observant son évolution pendant la présidence de M. Macri et dans cette nouvelle période aux côtés d'Alberto Fernández. Nous nous sommes efforcée, au cours de cette thèse, d'apporter des éléments de réponse sur l'existence d'un éventuel « cristinisme » ou sur la particularité d'une ligne caractéristique à CFK par rapport au péronisme et au sein du kirchnerisme, lui-même. Cette question peut à nouveau se poser par rapport au discours du président A. Fernández et de ses similitudes et divergences par rapport à celui de CFK.



## ANNEXE 1

Principales modifications subies par la *Ley de Radiodifusión*, 22 285 entre 1980 et 2005, loi élaborée pendant la dictature militaire (notamment par J. Martinez de Hoz, Ministre de l'Économie) et promulgué par le général Videla en 1980.

Année	Lois ou décrets	Gouvernement	Articles de la <i>ley 22285</i> , ayant subis des modifications	Modifications
1989	<i>Ley N° 23.696 Ley de reforma del Estado</i>	C. Menem	Art. 46 L'objectif social ne sera que la prestation et l'exploitation de services de radiodiffusion Les sociétaires ne seront que des personnes physiques	Modif. Art. 46 Dérogation de ces éléments Ouvre la possibilité de formation de groupe multimédia en autorisant les propriétaires de presse écrite à accéder aux licences de radiodiffusion.
1994	<i>Ley N° 24.377</i>	C. Menem	Dérogation des articles 77 et 78	Allègement des dispositions en cas de non-paiement des taxes
			Art. 83	Modification de l'art. 83 : Actualisation des sanctions financières
1997	<i>Decreto N° 900/97</i>	C. Menem	Art. 38 Financement du <i>Servicio Oficial de Radiodifusión</i>	Modif. Art. 38 Ajout : 3/ financement par la publicité
1998	<i>Decreto N° 1.062/98</i>	C. Menem	Art. 15 diffusion de programmes en langue étrangère avec traduction simultanée ou consécutive. Doublage des séries par des acteurs argentins de préférence	Modif. de l'art. 15 : Autorisation de diffusion de contenus en langue étrangère après autorisation de la COMFER (Comité fédéral de radiodiffusion), sans porter préjudice à la diffusion de programmes en espagnol et en essayant de promouvoir des programmes en langues aborigènes utilisées dans le pays. Priorité aux professionnels argentins pour le doublage en castillan.
			Art. 24. Interdiction des jeux de hasard sauf quelques exceptions	Modif. Art. 24 : Autorisation des jeux de hasard après validation par la <i>lotería nacional sociedad del Estado</i>
			Art. 25. Interdiction de mesurer les audiences et de promouvoir les programmes télévisés par téléphone	Abrogation de l'article 25
			Art. 46. condition de cession des actions avec accord du <i>Comité Federal de Radiodifusión</i>	Modif. Art. 46 Allègement des conditions, toujours avec l'accord du <i>Comité Federal de Radiodifusión</i>

1999	<i>Decreto</i> N°1. 005/99	C. Menem	Art. 5 Les services de radiodiffusion doivent veiller à l'enrichissement culturel et l'élévation de la morale en accord avec le respect des institutions et des lois de la République, l'intégrité de la famille, la tradition historique du pays, la morale chrétienne, en veillant au sentiment d'argentinité et de patriotisme. Les contenus doivent répondre au <i>Código de Ética</i> mis en place par l'autorité d'application de la loi.	Modif. Art. 5 : Cette modification maintient le respect pour la morale chrétienne, la solidarité sociale et la dignité de la personne humaine qui apparaissaient dans le texte précédent mais ajoute une mention pour le respect des DDHH, les institutions de la République et la démocratie.
			Art. 16. Les émissions de radiodiffusion ne doivent pas perturber l'intimité des personnes ni compromettre leur renommée ni leur honneur. Interdiction de diffusion de message contre l'intégrité morale	Les mentions de « renommée, honneur et intégrité morale » sont supprimées.
			Art. 20. relatif aux supports éducatifs	
			Art.23. Adéquation des contenus publicitaires à la loyauté commerciale, aux critères éthiques et esthétiques établis par la Loi et, à l'intégrité de la famille et la morale chrétienne. Production nationale et en langue espagnole	Modif. Art. 23. Seuls les critères d'intégrité familiale et morale chrétienne sont maintenus.
			Art. 43 Octroi de 4 licences maximum à une même personne physique ou juridique avec des conditions contraignantes, notamment, l'installation d'une station en zone frontalière.	Modif. Art. 43 Possibilité d'octroyer jusqu'à 24 licences
			Art. 68 Interdiction de constituer des réseaux privés permanents. Autorisation transitoire accordée par le <i>Comité federal de Radiodifusión</i>	Modif. Art.68 Autorisation de constitution de réseaux permanents privés
2001	<i>Decreto</i> N° 1.522/01	F. de la Rúa	Art. 75	Modif. Art. 75. simplification des pourcentages d'imposition
2002	<i>Decreto</i> N° 2368/2002	E. Duhalde	Art. 33, a / 3 Sur l'intégration sur le territoire	Modif. Art. 33 sans conditionnement à la sécurité nationale ni à la présence

				alternative de radios privées
2003	<i>Ley N° 25750</i>	N. Kirchner	Cette loi ne modifie pas la <i>ley de radiodifusión</i>	La <i>Ley de Preservación de Bienes y Patrimonios Culturales</i> interdit aux entreprises étrangères d'acquérir plus de 30% d'un média argentin
2003	<i>Decreto N°1214/2003,</i>	N. Kirchner	Art. 11 : Restriction des services de radiodiffusion pour les provinces et les municipalités avec accord du pouvoir exécutif national	Allègement des restrictions : Autorisation pour un service de télévision en accès libre, et un service de radiodiffusion par province Autorisation d'un service de radiodiffusion pour les municipalités Droit d'émettre de la publicité selon les conditions contemplées dans la loi, art.71
2005	<i>Decreto N° 527/2005,</i>	N. Kirchner	Art.41: Durée d'attribution des licences et prolongation. Attribution pour 15 ans. (Voir certaines conditions particulières en fonction de la localisation) Prolongation de 10 ans, une fois	Modif. Art. 41 Suspension pour 10 ans des conditions énoncées ci-jointes. Au terme de 10 ans, les conditions énoncées entrèrent à nouveau en vigueur.
	<i>Ley N° 26.053</i>	N. Kirchner	Art. 45 : Les licences ne sont pas transférables	Modif. Art. 45 Suppression de la mention selon laquelle les licences ne sont pas transférables Ajout de conditions pour les entités sans but lucratif

Sources:

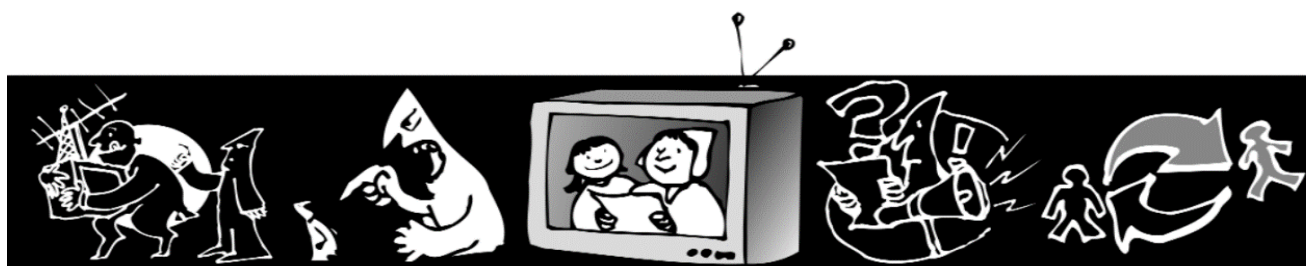
<https://www.cronista.com/impresageneral/Texto-completo-de-la-Ley-N-22.285-de-Radiodifusion-20050817-0101.html>

<https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-22285-17694>

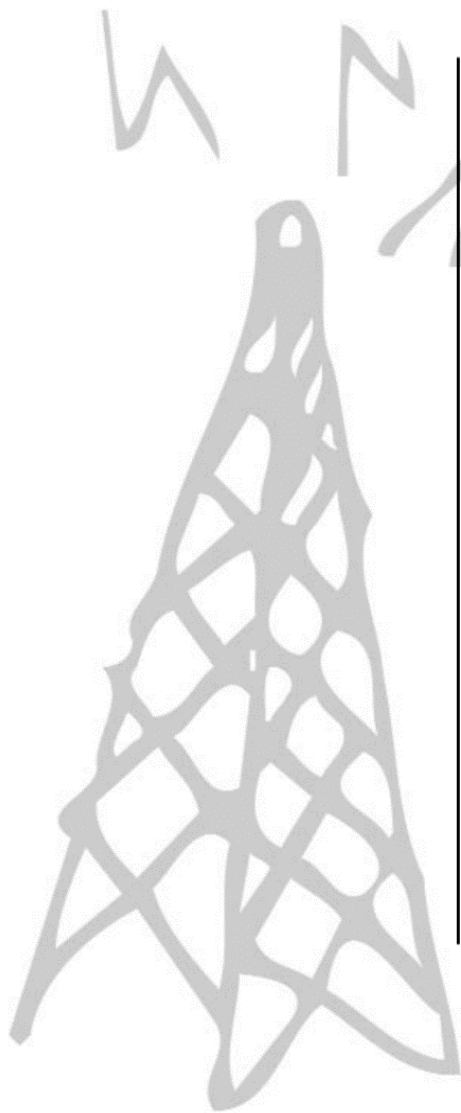
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/98/texact.htm>

Hacia una **nueva** Ley de Radiodifusión

# 21 PUNTOS BÁSICOS POR EL **DERECHO** A LA COMUNICACIÓN



Coalición por una Radiodifusión Democrática



**Es** indispensable una nueva Ley de Radiodifusión de la democracia que reemplace a la ley de la dictadura aún vigente.

Si unos pocos controlan la información no es posible la democracia.

La Ley de Radiodifusión debe garantizar el pluralismo informativo y cultural.

Es inadmisibile la exclusión de importantes sectores a la radio y la televisión.

Necesitamos medios públicos fuertes, al servicio de todos y no de los gobiernos de turno.

El derecho a la comunicación es un derecho humano fundamental.

La comunicación es un tema de todos los ciudadanos.

El derecho a la comunicación es un derecho humano fundamental.

Este material intenta ser una aporte para volver estas consignas una realidad. Desde hace mucho tiempo sindicatos, cooperativas, radios universitarias, comunitarias, movimientos sociales, universidades y estudiantes de comunicación y periodismo, organizaciones no gubernamentales, venimos bregando por un cambio profundo de la Ley 22.285, firmada, entre otros, por Jorge Rafael Videla en 1980.

Por esta razón constituimos la **COALICIÓN POR UNA RADIODIFUSIÓN DEMOCRÁTICA**, un espacio abierto y plural que impulsa a **21 años de la recuperación de la democracia, 21 puntos básicos para la elaboración de una nueva norma** que regule el ejercicio de la comunicación en Argentina.

Cada organización, grupo de vecinos o medio de comunicación comunitario/alternativo puede acercarse a esta discusión y **ser parte activa de esta lucha por una nueva ley de radiodifusión que garantice el pluralismo y la democracia en nuestro país.**



## Qué decimos desde la Coalición

*El efectivo respeto a la libertad de expresión es una herramienta fundamental para incorporar a quienes, por razones de pobreza, son marginados tanto de la información, como de cualquier diálogo. Dentro de este marco de referencia, es deber del Estado garantizar la igualdad de oportunidades a todas las personas para recibir, buscar e impartir información por cualquier medio de comunicación sin discriminación, eliminando todo tipo de medidas que discriminen a un individuo o grupo de personas en su participación igualitaria y plena de la vida política, económica y social de su país. Este derecho garantiza una voz informada para todas las personas, condición indispensable para la subsistencia de la democracia. Sabemos que la discriminación existe, como existe la criminalización del diferente o de la protesta social. Los “grandes” medios concentrados controlan y manipulan la información de acuerdo a sus intereses, con criterios de “mercado”.*

Una de las tareas más importantes de la democracia es **hacer de la comunicación un Bien público**, porque mientras aceptemos como natural que hay una comunicación privada comercial que tiene mejores condiciones para desarrollarse, para sostenerse y crecer, y que éstas son distintas a las de quienes hacen comunicación desde el Estado o desde el sector privado no lucrativo, estaremos incurriendo en un grave error.

**La comunicación es, por definición, un bien público**, y en ese sentido todos los medios son públicos. Lo público es aquello atinente a la dignidad de todos y todas los que conforman la sociedad. Es decir, de todos los ciudadanos.

**La comunicación es un derecho fundamental e irrenunciable**, que no pasa exclusivamente por la tenencia de los medios pero que tiene que contemplar este capítulo, y **que se apoya fundamentalmente en los criterios de acceso y participación en igualdad de oportunidades** para ingresar en la agenda temática de la sociedad, en la producción de mensajes, en el inter-cambio de ideas, en el debate.

**Es intolerable que, en plena democracia, continúen rigiendo normas que consagran la exclusión de importantes sectores** a la radiodifusión por el hecho de no ser “sociedades comerciales”. Las reformas hechas al texto original sólo han servido para satisfacer la voracidad de los grupos económicos concentrados que controlan mayoritariamente la comunicación en el país.

La democracia, su desarrollo y consolidación, necesita de la comunicación. Y **esta democracia que intenta renovarse requiere de una comunicación pluralista** en todos los sentidos, que reconozca la diversidad de formas, de perspectivas, de estéticas, de posiciones políticas e ideológicas. Todo ello para que lo público no siga privatizado.

Para que el derecho a la comunicación no sea un derecho de unos pocos se necesita de manera urgente una nueva ley de radiodifusión. Y ese **tiene que ser un compromiso de todos los sectores ciudadanos con sentido democrático**.



## La ley de radiodifusión hoy

La Ley 22.285, que regula la Radio y Televisión en nuestro país, esta hecha por Videla, Massera, Martínez de Hoz y sus cómplices. Es una Ley de la Dictadura. Esta basada en la Doctrina de la "seguridad nacional". Esa ley fue empeorada por decretos para facilitar la concentración de la propiedad.

**LA PALABRA SIGUE SIENDO PROPIEDAD PRIVADA DE UNOS POCOS.  
AYER, FUE DE LOS QUE ASALTARON EL PODER PARA COMETER UN GENOCIDIO.  
HOY ES PARA LOS QUE PUEDEN COMPRARLA.**

**Para recuperar la palabra proponemos 21 puntos para una nueva Ley de Radiodifusión.** Las organizaciones firmantes remarcamos en ellos:

- nuestro derecho a difundir información y opiniones por radio y televisión
- reivindicar a la comunicación como un derecho humano y no un negocio
- promover el pluralismo y la diversidad
- asegurar producción local en radio y TV
- regular la asignación de la publicidad oficial.

## Iniciativa ciudadana por una ley de Radiodifusión para la Democracia

### Fundamentos

Ratificando que los derechos humanos son la piedra fundamental de la vida en democracia.

Convencidos de que los procesos de consolidación de democracia y justicia en nuestro continente son plenamente dependientes del ejercicio del derecho a la información de modo universal.

Convencidos de que la libertad de expresarse, opinar e informarse es fundamental para el desarrollo de los pueblos, y para mantener vivas sus culturas y diversidades, a las que se debe respetar para alcanzar una plena convivencia entre las naciones americanas.

Convencidos de que cuando no hay democracia, junto con el derecho a la vida y a la libertad física se atenta siempre contra la posibilidad de expresión e información de las mayorías.

Convencidos de que sólo el pluralismo garantiza el ejercicio de los derechos fundamentales en el estado de derecho.

Considerando que en diversas declaraciones los sectores representativos de la vida democrática de nuestro continente han afirmado el valor de la pluralidad.

Considerando que en la Declaración y Plan de Acción de Santiago de UNESCO (1992) se han reivindicado el rol y la importancia de los medios comunitarios en la construcción de la ciudadanía.

Inspirados en la importancia para nuestro continente de la Convención Americana de Derechos Humanos en materia de libertad de expresión e información.

Reconociendo el alcance universal en materia de sujetos, medios y mensajes con que la Corte Interamericana de Derechos Humanos ha interpretado el artículo 13 de la Convención.

Reconociendo la importancia que alcanza la Declaración de Principios de Libertad de Expresión de la CIDH, al fijar estándares de Interpretación del artículo 13 de la CADH.

Reconociendo los valores asentados por la Relatoría de Libertad de Expresión de la OEA desde su instalación, en la búsqueda de ampliar los sectores amparados por su intervención.

Reconociendo la importancia del capítulo referido a las radios comunitarias del Informe 2002 de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos.

Recordando que la libertad de expresión es un derecho fundamental reconocido en la Declaración Americana sobre los Derechos y Deberes del Hombre y la Convención Americana sobre Derechos Humanos, la Declaración Universal de Derechos Humanos, la Resolución 59(I) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, la Resolución 104 adoptada por la Conferencia General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, La Ciencia y la Cultura (UNESCO), el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, artículo 13 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos y que todos estos acuerdos representan el marco legal y político al que se encuentran sujetos los Estados Miembros de la Organización de Estados Americanos.

Recordando los dichos de la Declaración de los tres relatores de Libertad de Expresión (de la OEA, de la ONU y el Representante de la Organización de Seguridad y Cooperación en Europa para la Libertad de los Medios de Comunicación (OSCE)) realizada en Noviembre de 2001, titulada "Desafíos a la Libertad de Expresión en el Nuevo Siglo" se expide sobre el punto diciendo: Radiodifusión: La promoción de la diversidad debe ser el objetivo primordial de la reglamentación de la radiodifusión; la diversidad implica igualdad de género en la radiodifusión e igualdad de oportunidades para el acceso de todos los segmentos de la sociedad a las ondas de radiodifusión.

Enfatizando que el Relator de Libertad de Expresión de la OEA señala que "la utilización de los medios tradicionales de comunicación masiva no siempre se presentan como medio accesible para la difusión de las necesidades y reivindicaciones de los sectores mas empobrecidos o vulnerables de la sociedad. (y que) En este sentido, los medios comunitarios de comunicación y difusión vienen insistiendo desde hace tiempo para incluir en las agendas nacionales, estrategias y contenidos que atiendan a las necesidades de éstas comunidades".

Recordando que también dice el Informe 2002 que "Dada la importancia que pueden tener estos canales de ejercicio de la libertad de expresión comunitarias, resulta inadmisible el establecimiento de marcos legales discriminatorios que obstaculizan la adjudicación de frecuencias a radios comunitarias. Igualmente preocupante resultan las prácticas que, aún en los casos de funcionamiento en el marco de la legalidad, importan amenazas de cierre injustificadas, o incautación arbitraria de equipos."

Enfatizando que las normas técnicas aplicables a la radiodifusión deben facilitar y no obstaculizar la libre circulación de informaciones, de obras radiofónicas y audiovisuales y opiniones de conformidad al art. 13. 3 de la Convención Americana.

Considerando que la Relatoría entiende que los Estados en su función de administradores de las ondas del espectro radioeléctrico deben asignarlas de acuerdo a criterios democráticos que garanticen una igualdad de oportunidades a todos los individuos en el acceso a los mismos, en virtud del Principio 12 de la Declaración de Principios de Libertad de Expresión.



## Los 21 puntos para una nueva ley de radiodifusión de la democracia

**1.** Toda persona tiene derecho a investigar, buscar, recibir y difundir informaciones, opiniones e ideas, sin censura previa, a través de la radio y la televisión, en el marco del respeto al Estado de derecho democrático y los derechos humanos.



**2.** La radiodifusión es una forma de ejercicio del derecho a la información y la cultura y no un simple negocio comercial. La radiodifusión es un servicio de carácter esencial para el desarrollo social, cultural y educativo de la población, por el que se ejerce el derecho a la información.

**3.** Se garantizará la independencia de los medios de comunicación. La ley deberá impedir cualquier forma de presión, ventajas o castigos a los comunicadores o empresas o instituciones prestadoras en función de sus opiniones, línea informativa o editorial, en el marco del respeto al estado de derecho democrático y los derechos humanos. También estará prohibida por ley la asignación arbitraria o discriminatoria de publicidad oficial, créditos oficiales o prebendas.



**4.** Las frecuencias radioeléctricas no deben transferirse, venderse ni subastarse. Nadie debe apropiarse de las frecuencias. Las frecuencias radioeléctricas pertenecen a la comunidad, son patrimonio común de la humanidad, y están sujetas por su naturaleza y principios a legislaciones nacionales así como a tratados internacionales. Deben ser administradas por el Estado con criterios democráticos y adjudicadas por periodos de tiempo determinado a quienes ofrezcan prestar un mejor servicio. La renovación de las licencias estará sujeta a audiencia pública vinculante.

**5.** La promoción de la diversidad y el pluralismo debe ser el objetivo primordial de la reglamentación de la radiodifusión. El Estado tiene el derecho y el deber de ejercer su rol soberano que garanticen la diversidad cultural y pluralismo comunicacional. Eso implica igualdad de género e igualdad de oportunidades para el acceso y participación de todos los sectores de la sociedad a la titularidad y gestión de los servicios de radiodifusión.



**6.** Si unos pocos controlan la información no es posible la democracia. Deben adoptarse políticas efectivas para evitar la concentración de la propiedad de los medios de comunicación. La propiedad y control de los servicios de radiodifusión deben estar sujetos a normas antimonopólicas por cuanto los monopolios y oligopolios conspiran contra la democracia, al restringir la pluralidad y diversidad que asegura el pleno ejercicio del derecho a la cultura y a la información de los ciudadanos.

**7.** El público tendrá derecho a acceder a una información plural, así como a la diversidad cultural. Para ello se deberá garantizar la indemnidad intelectual y estética de los trabajadores de la comunicación y de todos aquellos que participan en la producción de bienes culturales.



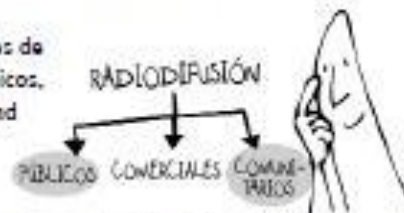
**8.** En los casos de una integración vertical u horizontal de actividades ligadas, o no, a la comunicación social, se deberán establecer regulaciones que promuevan el pluralismo, respeten las incumbencias profesionales y derechos intelectuales de los artistas y demás trabajadores de la comunicación y el espectáculo.

**9.** Deberá mantenerse un registro público y abierto de licencias. El registro deberá contener los datos que identifiquen fehacientemente a los titulares de cada licencia, y los integrantes de sus órganos de administración además de las condiciones bajo las cuales fue asignada la frecuencia. Las localizaciones radioeléctricas no previstas en los planes técnicos deberán ser puestas en disponibilidad a pedido de parte con la sola demostración de su viabilidad técnica.



**10.** No podrán ser titulares de licencias de servicios de radiodifusión ni integrantes de sus órganos directivos, quienes ocupen cargos electivos oficiales nacionales, provinciales o municipales, funcionarios públicos de los distintos poderes, miembros de las Fuerzas Armadas y de seguridad, como así tampoco aquellos que hayan tenido participación comprometida con violaciones a los derechos humanos.

**11.** Existen tres tipos de prestadores de servicios de radiodifusión: públicos, comerciales y comunitarios de organizaciones de la Sociedad Civil sin fines de lucro. Quedará prohibido todo tipo de discriminación o cercenamiento a causa de la naturaleza jurídica de la organización propietaria, en cuanto a potencia, cantidad de frecuencias disponibles o limitaciones a los contenidos. Todos los servicios de radiodifusión podrán contratar publicidad en igualdad de condiciones, ya que así se respetan los derechos humanos económicos, sociales y culturales.



**12.** Los medios estatales deberán ser públicos y no gubernamentales. Deberán proveer una amplia variedad de programación informativa, educativa, cultural, de ficción y de entretenimiento garantizando la participación ciudadana y la atención a las necesidades de la población. En todas las regiones del país se destinará una frecuencia a la recepción gratuita del canal de TV pública nacional y de Radio Nacional; y de igual forma se reservará al menos una frecuencia para una radio y una emisora de TV provincial y una emisora de FM municipal. Los servicios de la radiodifusión universitaria constituyen un sistema público de gestión autónoma y se reservará no menos de una frecuencia de radiodifusión a cada una de las Universidades públicas nacionales.

**13.** Los planes técnicos deberán reservar al menos el 33% de frecuencias, en todas las bandas, para entidades sin fines de lucro. En estos casos tendrá que prevalecer como criterio de asignación de frecuencias el plan de servicios y la inserción de las entidades en su comunidad.

**33%**

**E**

**14** La ley establecerá cuotas que garanticen la difusión sonora y audiovisual de contenidos de producción local, nacional y propia. Esto implica producción realizada por actores, músicos, directores, periodistas, artistas, investigadores y técnicos argentinos, y reglamentará la obligación de inversión en producción propia y en la compra de derecho de antena de películas nacionales.



**15** La explotación de los servicios de radiodifusión es indelegable y debe ser prestada por el propio titular de la licencia.

**16** Las repetidoras y cadenas deben ser una excepción a la regla de modo tal de priorizar el pluralismo y la producción propia y local, salvo para las emisoras estatales de servicio público o la emisión de acontecimientos de carácter excepcional.



**17** La publicidad sonora y audiovisual será de total producción nacional y deberá siempre diferenciarse de los contenidos de la programación, no estará incluida en esta, se difundirá en tandas claramente identificadas al inicio y al final por la señal distintiva del medio y no inducirá a estafas y engaños a la comunidad.

producción informativa local y propia.

**18** Los sistemas de distribución de señales deberán incluir en su grilla de canales las emisoras de TV de aire de la localidad, el canal público nacional y un canal con



**19** La autoridad de aplicación deberá respetar en su constitución el sistema federal y estará integrada además por organizaciones de la sociedad civil no licenciatarias y por representantes de las entidades representativas de los trabajadores de los medios y de las artes audiovisuales.



**20** Se creará la figura de la "Defensoría del público", con delegaciones en las provincias, que recibirá y canalizará las inquietudes de los habitantes de la Nación. Deberá incluirse un capítulo que garantice los derechos del público. Estos podrán ser ejercidos directamente por los habitantes de la Nación o a través de la defensoría del público.

**21** En la nueva ley se deberá contemplar la normalización de los servicios de radiodifusión atendiendo a las necesidades de aquellos impedidos de acceder a una licencia por las exclusiones históricas de la ley 22.285 y la administración arbitraria de las frecuencias por parte del Estado nacional.

**22285**



## BIBLIOGRAPHIE

### CORPUS. DISCOURS DE CRISTINA FERNANDEZ DE KIRCHNER

---

#### DISCOURS CITES

---

- 10-12-2007, *Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la Presidencia.*
- 17-12-2007, *Discurso de Cristina Fernández en el acto de asunción de la Presidencia pro tempore del MERCOSUR.*
- 01-02-2008, *Cristina Fernández en su visita a una granja avícola en Concepción del Uruguay, provincia de Entre Ríos.*
- 01-03-2008, *Mensaje de la Sra. Presidenta de la Nación Dra. Cristina Fernández de Kirchner ante la Asamblea Legislativa.*
- 06-03-2008, *Palabras de la Presidenta CFK después de la firma de convenios y la declaración conjunta entre la República Argentina y la República Bolivariana de Venezuela.*
- 25-03-2008, *Palabras de la Presidenta de la Nación Argentina CFK, durante la firma de convenios entre AySA y municipios Bonaerenses.*
- 27-03-2008, *Discurso de CFK, encuentro en Parque Norte.*
- 31-03-2008, *Palabras de la Presidenta en acto anuncio medidas sector agropecuario.*
- 01-04-2008, *Encuentro por la convivencia y el diálogo, en Plaza de Mayo.*
- 25-05-2008, *La Presidenta habló en el acto central del 25 de Mayo en Salta.*
- 13-06-2008, *La Presidenta se reunió con entidades arroceras.*
- 18-06-2008, *Palabras de la Presidenta de Nación, Acto por la Democracia en Plaza de Mayo.*
- 02-07-2008, *Acuerdo con productores lácteos.*
- 11-07-2008, *Inauguración de un frigorífico en Pontevedra, Merlo, provincia de Buenos Aires.*
- 23-07-2008, *Palabras Discurso de Cristina Fernández en el acto de firma de acuerdos con el sector lácteo de la presidenta Cristina Fernández en el acto de firma de acuerdo para dar solución definitiva a las deudas de productores agropecuarios.*
- 17-10-2008, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el Día de la Lealtad peronista.*
- 20-10-2008, *Discurso de CF en el acto de firma de acuerdos con el sector lácteos.*
- 22-12-2008, *Medidas para el sector agropecuario*
- 14-01-2009, *Anuncios de la Presidenta para el agro y la ganadería.*
- 18-03-2009, *Palabras de la Presidenta presentación del proyecto de ley, en el teatro Argentino La Plata.*
- 13-05-2009, *Palabras de la Presidenta de la Nación en el Encuentro Nacional de Jóvenes de la Agricultura Familiar.*
- 25-05-2009, *Discurso de la Presidenta en Iguazú.*
- 27-05-2009, *Discurso de la Presidenta en la firma de convenio para la cancelación de pasivos fiscales para pequeños.*
- 27-08-2009, *Presentación del proyecto de ley de Servicio de Comunicación Audiovisual.*
- 14-09-2009, *Conferencia de la Presidenta acerca del proyecto de Ley de servicios de*



*comunicación audiovisual.*

- 29-09-2009, *La Presidenta anuncia convenios para el sector agroindustrial en Entre Ríos.*
- 17-10-2009, *Discurso de la Presidenta en el Día de la Lealtad.*
- 25-11-2009, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el acto realizado durante su visita al hospital de Morón, Ostaciana B. de la Vignolle.*
- 08-01-2010, *Declaraciones de la Señora Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en Avellaneda.*
- 08-02-2010, *Discurso de la Presidenta Dra. Cristina Fernández, durante la cena en honor a los participantes de la 39 reunión, cumbre del Mercosur, Antigua Bodega, provincia de San Juan.*
- 15-02-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, en el acto de conmemoración de los 133° aniversario del bautismo del Lago Argentino e inauguración de las nuevas pasarelas de los parques nacionales “Los Glaciares”, en la provincia de Santa Cruz.*
- 19-03-2010, *Palabras de la Presidenta, en el centenario del Dique Ballester, en Neuquén y Río Negro.*
- 26-03-2010, *La Presidenta, CFK, le rindió homenaje a Juana Azurduy.*
- 07-04-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de inauguración y entrega de viviendas en la ciudad de Vedia, partido de Leandro N. Alem, provincia de Buenos Aires.*
- 20-05-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación Argentina, Cristina Fernández, ante representantes de los Pueblos Originarios, en el salón de las Mujeres Argentinas de la Casa de Gobierno.*
- 05-06-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela, en San Fernando del Valle de Catamarca.*
- 29-06-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Dra. Cristina Fernández, en el acto para la firma del acta de acuerdo en el marco del programa de asistencia a la cadena de valor vitivinícola, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 09-07-2010, *Discurso de la Presidenta por el Día de la Independencia.*
- 11-07-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en viaje oficial a la República China.*
- 22-07-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante su visita a la ciudad de Chascomús.*
- 10-08-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en la ciudad de Bragado, provincia de Buenos Aires.*
- 02-09-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el almuerzo en celebración del día de la industria en el partido de San Martín.*
- 06-09-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto realizado por su visita a la ciudad de Catriel, donde inauguró una clínica materna y un club social, en la provincia de Río Negro.*
- 14-09-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el encuentro de la juventud Kirchnerista, en el Luna Park.*
- 12-10-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación CFK, durante su visita a la provincia del Chaco.*
- 22-10-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de*

*conmemoración del 156° aniversario de la Fundación de la ciudad de Chivilcoy, provincia de Buenos Aires.*

- 01-11-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, cadena nacional.*
- 02-11-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante su visita a la provincia de Córdoba.*
- 18-11-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante el acto para la firma del acuerdo nacional de promoción del diálogo social en la industria hidrocarburífera, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 01-12-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, por cadena nacional, desde el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario de la Casa de Gobierno.*
- 02-12-2010, *Palabras de la Presidenta CFK, inauguración del centro de atención UPA, en Lomas de Zamora.*
- 20-12-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante el acto de firma de convenio entre empresario y el gremio de la construcción, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario.*
- 21-12-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante la reunión nacional del consejo de l Partido Justicialista, en la Quinta Presidencial de Olivos.*
- 04-02-2011, *Palabras de la Presidenta CFK, inauguración de obras de infraestructura en Mar del Plata.*
- 11-03-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de homenaje por el 38 aniversario del triunfo electoral de Héctor Cámpora, en el estadio de Huracán, Ciudad Autónoma de Buenos Aires.*
- 23-03-2011, *Palabras de CFK, inauguración del club Boca de Ríos Gallegos.*
- 28-03-2011, *Palabras de CFK, visita a la provincia de Salta.*
- 30-03-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de inauguración de la nueva seda y del primer ciclo lectivo de la Universidad Nacional de Avellaneda, en la provincia de Buenos Aires.*
- 30-03-2011, *Palabras de la Presidenta CFK acto de lanzamiento del plan general de ganados y carnes.*
- 07-04-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de lanzamiento del plan federal de ganados y carnes, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario.*
- 18-04-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de anuncios de asignación por embarazo para protección social; nueva campaña de vacunación contra la gripe y beneficios para afiliados al PAMI, en salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 24-05-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en la inauguración del museo del bicentenario en la Casa de Gobierno.*
- 21-06-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración de una nueva estación digital terrestre en la provincia de Jujuy, realizado en la galería de los Patriotas Latinoamericanos de la Casa de Gobierno*
- 21-06-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, anuncio de candidatura.*
- 09-07-2011, *Acto del 9 de julio en Tucumán*

- 07-09-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, CFK, en un acto de anuncio a todo el país, del salón de las Mujeres Argentinas del Bicentenario, de la Casa de Gobierno, realizado por cadena nacional.*
- 26-09-2011, *Palabras de CFK, Acto de inauguración del nuevo tramo de la línea Comahue-Cuyo.*
- 17-10-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación. Acto por el 60° aniversario de la primera emisión de la tv argentina.*
- 20-11-2011, *Palabras de la Presidenta CFK, Acto por el día de la Soberanía Nacional.*
- 10-12-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en la Plaza de Mayo.*
- 20-03-2012, *Acto de entrega del decodificador de Televisión Digital 1 millón: Palabras de la Presidenta de la Nación, Tecnópolis, provincia de Buenos Aires.*
- 12-04-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el acto de anuncios de las medidas dispuestas por el Gobierno Nacional para la industria frigorífica, en el salón de las Mujeres Argentinas, de Casa Rosada.*
- 02-07-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de entrega de DNI con pleno reconocimiento del derecho a la identidad de género de personas transexuales, desde el salón de las Mujeres Argentinas de las Casa Rosada.*
- 16-07-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto en el Mercado Central de Buenos Aires para la entrega de subsidios y premios a productores agrícolas, en Tapiales.*
- 01-10-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de nombramiento de Martín Sabbatella en la autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual (AFSCA), y entrega de créditos del bicentenario.*
- 23-11-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, durante el acto de inauguración del II encuentro de Comunicación Audiovisual, en el marco del 27° Festival Internacional de Cine de Mar del Plata.*
- 04-12-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en el almuerzo ofrecido en honor al Presidente de Ecuador, Rafael Correa.*
- 09-12-2012, *Aniversario de la democracia y día de los derechos humanos.*
- 09-12-2012, *La Presidenta instó a trabajar por “una democracia plena y profunda, comprometida y sin privilegios.*
- 27-12-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de llamado a licitación para la adquisición de netbooks como parte del programa “Conectar Igualdad” y videoconferencias con las provincias de Entre Ríos, Buenos Aires y San Juan, en el salón de las Mujeres Argentinas del Bicentenario.*
- 22-03-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del espacio Mansión Sere al conmemorarse “è años del último golpe militar, en la localidad de Castelar, provincia de Buenos Aires.*
- 06-05-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de anuncio en el área del sector agropecuario, en el salón de las Mujeres Argentinas del Bicentenario, Casa Rosada.*
- 04-06-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, en videoconferencia con la inauguración del hospital Néstor Kirchner en la república de Haití, y de obras de infraestructura por el plan más cerca, en las provincias de Santa Fe, La Rioja y Chubut.*

- 14-09-2013, *Entrevista de la Señora Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner con periodista de Canal 7.*
- 23-09-2013, *Entrevista de la Presidenta de la Nación con CFK en la TV Pública.*
- 11-12-2013, *Discurso de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner en el acto en conmemoración de los 30 años de democracia en la Argentina, en el museo del bicentenario.*
- 21-04-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner, en el acto en el salón de las Mujeres argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 22-05-2014, *Palabra de la Presidenta de la Nación, CFK, en la inauguración del centro Médico de Alta complejidad “José Rodríguez”, de SMATA, en Don Torcuato, partido de Tigre, provincia de Buenos Aires.*
- 26-08-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, durante su visita a la provincia de Santiago del Estero, desde el Centro de Convenciones de dicha provincia.*
- 30-09-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner a los militantes, luego del acto de anuncio, desde la Galería de los Patriotas Latinoamericanos, en Casa Rosada.*
- 25-11-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en el acto de clausura de la 62 convención anual de la cámara argentina de la construcción, en el hotel Sheraton, CABA.*
- 13-12-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31º aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón Mujeres Argentinas de la Casa de Gobierno.*
- 19-12-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de promulgación de la ley federal de trabajadoras y trabajadores sociales y videoconferencia con Berazategui, Mar del Plata y la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, desde el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 16-3-2015, *Palabras de la Presidenta Cristina Fernández de Kirchner en un acto en el museo del Bicentenario, Casa Rosada.*
- 14-04-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de presentación de la nueva línea de producción del modelo de Honda Motors Argentina hr-v, en campaña, provincia de Buenos Aires.,*
- 25-05-2015, *Conmemoración del 205 aniversario de la Revolución de Mayo.*
- 09-07-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de celebración del 199º aniversario de la declaración de la independencia celebrado en la provincia de Tucumán.*
- 16-09-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner en un acto de anuncio e inauguraciones de obras, en el salón de las mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 16-09-2015, *Palabras de la Presidenta Cristina Fernández de Kirchner a la militancia en el Patio de las Palmeras.*
- 25-10-2015, *Declaraciones de la Presidenta luego de emitir su voto, en Santa Cruz.*
- 30-10-2015, *Saludo a los militantes en Casa de Gobierno: Palabras de la Presidenta de la Nación.*

- 06-06-2008, *Firma de acuerdo para la exportación de productos cárnicos.*
- 20-06-2008, *Celebración del Día de la Bandera en Hurlingham*
- 09-07-2008, *Palabras de la Presidenta de la Nación, en festejos de la Independencia Nacional.*
- 24-03-2009, *Conferencia de prensa sobre el anteproyecto de Ley de Medios Audiovisuales.*
- 04-05-2009, *Palabras de la Presidenta firma de acuerdo marco trigo.*
- 10-06-2009, *Saludo de la Presidenta por el Día del Periodista.*
- 09-07-2009, *Discurso de la Presidenta en el acto conmemorativo del 193 aniversario de la Declaración de la Independencia.*
- 28-08-2009, *Palabras de la Presidenta de la Nación en la firma de acuerdo por TV digital.*
- 10-09-2009, *Discurso de la Presidenta en anuncios de acuerdos para la exportación de trigo y maíz.*
- 20-11-2009, *Palabras de la Presidenta Cristina Fernández en la inauguración de la muestra homenaje al día de la soberanía Nacional, en el Patio Belgrano de Casa de Gobierno.*
- 29-11-2009, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de anuncio de la asignación universal por hijo.*
- 15-12-2009, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de presentación de las actividades oficiales centrales por el año del bicentenario.*
- 27-01-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de firma de convenio con la industria porcina en el Salón Sur de la Casa Rosada*
- 10-05-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante un acto de anuncio de medidas del Gobierno Nacional, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, en la Casa Rosada.*
- 25-05-2010, *Palabras de la Presidenta en apertura de Galería de Patriotas Latinoamericanos.*
- 20-06-2010, *Palabras de la Presidenta en el acto por el Día de la Bandera.*
- 02-08-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación Dra. Cristina Fernández durante la cena en honor a los participantes de la 39 reunión cumbre del MERCOSUR, Antigua Bodega, Provincia de San Juan.*
- 02-08-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación Dra Cristina Fernández durante su visita a la localidad de Chimbas, provincia de San Juan.*
- 05-08-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en la celebración del 145° aniversario de la ciudad de Chacabuco y de la 37° edición de la Fiesta del Maíz.*
- 31-08-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de firma del contrato de ampliación, modernización y mantenimiento del sistema de señalización, redragado y mantenimiento de la vía navegable Troncal desde el kilómetro 1238 del Río Paraná*
- 01-09-2010, *Declaraciones a los medios de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, luego de clausurar el primer seminario nacional del plan estratégico agroalimentario y agroindustrial 2010, en Parque Norte, Ciudad Autónoma de Buenos Aires.*
- 15-09-2010, *Almuerzo con empresarios periodísticos*
- 07-10-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en la cena de gala*

*ofrecida en su honor, por el Lateinamerika Verein, en la galería de los jardines reales del castillo de Herrenhausen, en Hanonover, Alemania.*

- 10-10-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, durante su visita a la provincia del Chaco.*
- 15-10-2010, *Discurso conmemorativo del Día de la Lealtad.*
- 15-10-2010, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto del día de la lealtad.*
- 05-12-2011, *Acto de asignación de frecuencias de radio FM a municipios: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 05-12-2011, *La Presidenta dijo que la aplicación completa de la Ley de Medios hace a la “calidad institucional”.*
- 17-10-2011, *Visita al Canal 7, la TV Pública: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 25-08-2011, *Ampliación de la red de Televisión Digital: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 12-01-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en la presentación del programa: “Argentina con vos”, siempre”, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario.*
- 28-01-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en la inauguración de la obra “Provisión de agua potable, toma sobre el Lago Argentino, en Punta Soberana”, Calafate, provincia de Santa Cruz.*
- 31-01-2011, *Declaración para la promoción de la igualdad de género y la protección de los derechos de las mujeres.*
- 11-02-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el anuncio de acuerdos para el desarrollo de Mercados Concentradores Regionales.*
- 20-4-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de lanzamiento de la corriente agrario nacional y popular (CANPO), en el Luna Park, Ciudad Autónoma de Buenos Aires.*
- 05-05-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de inauguración del centro integrador comunitario “Dr. Néstor Carlos Kirchner” partido San Martín, prov. de Buenos Aires.*
- 24-05-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en la inauguración del museo del bicentenario en la Casa de Gobierno.*
- 26-05-2011, *Conmemoración del 201° aniversario de la Revolución de Mayo en Resistencia, Chaco. Palabras de la Presidenta Cristina Fernández.*
- 21-06-2011, *Acto en conmemoración del Día de la Bandera en la ciudad de Rosario. Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 19-07-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de inauguración de una planta de biodiesel y colocación de la piedra fundamental de una segunda, en el parque industrial Puerto General San Martín, prov. de Santa Fe*
- 21-06-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración de una nueva estación digital terrestre en la provincia de Jujuy, realizado en la galería de los Patriotas Latinoamericanos de la Casa de Gobierno.*

- 05-08-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de celebración del 146° aniversario de la ciudad de Chacabuco y de la 38° Fiesta Nacional del Maíz, provincia de Buenos Aires.*
- 05-08-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de celebración del 146° aniversario de la ciudad de Chacabuco y de la 38° Fiesta Nacional del Maíz, provincia de Buenos Aires.*
- 09-09-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de entrega de escrituras de tierras, y video conferencia con Resistencia y Lobos, realizado en el parque Eva Perón de Lanús, provincia de Buenos Aires*
- 28-09-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, al término de la designación de la República Argentina para presidir el G-77 en el 2011, en las Naciones Unidas, Nueva York.*
- 01-11-2011, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de inauguración de un tomógrafo en el hospital Churraca, realizado por video conferencia desde el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario en la Casa de Gobierno.*
- 10-12-2011, *Discurso de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de asunción del mando en el congreso de la nación ante la asamblea legislativa.*
- 08-03-2012, *Inauguración de la Galería de los Ídolos Populares: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 18-04-2012, *Acto de lanzamiento del canal Tecnópolis TV - Palabras de la Presidenta de la Nación*
- 02-04-2012 *Acto por el 30° aniversario de la guerra de las Malvinas: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 08-05-2012, *Acto de inauguración del Salón Eva Perón de Casa de Gobierno: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 23-05-2012, *Identidad de género*
- 25-05-2012, *Conmemoración de la Revolución de Mayo en Bariloche: Palabras de la Presidenta de la Nación*
- 31-05-2012, *Acto conmemorativo del 25° aniversario de Página 12: discurso de la Presidenta de la Nación*
- 05-06-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el acto de reivindicación del caudillo Felipe Varela, en San Fernando del Valle de Catamarca.*
- 02-07-2012, *Inscripción del nacimiento de hijos menores de matrimonios de personas del mismo sexo nacidos con anterioridad a la sanción.*
- 02-07-2012, *Rectificación registral de sexo y cambio de nombre/s de pila e imagen.*
- 12-07-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de inauguración de la muestra Tecnópolis 2012, en Villa Martelli, provincia de Buenos Aires.*
- 24-07-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en el acto de inauguración del "Forum" Santiago del Estero y el centro de convenciones y exposiciones, en la provincia de Santiago del Estero.*
- 26-07-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el Acto de recordación del 60 aniversario del fallecimiento de Eva Perón, mercado concentrador de José C. Paz.*
- 26-09-2012, *Discurso de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración de la cátedra Argentina de la escuela de política exterior-centro de estudios*

latinoamericanos, en la Universidad de Georgetown, Washington, Estados Unidos .

- 10-10-2012, *Acto por el tercer aniversario de la Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual: Palabras de la Presidenta.*
- 16-10-2012, *Acto de lanzamiento del Plan de formación continúa Emplear-Tec: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 17-10-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández en la reunión con intendentes bonaerenses, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, Casa Rosada.*
- 23-10-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el acto de conmemoración del centenario de la sanción de la ley Sáenz Peña, desde el museo del bicentenario, Casa Rosada.*
- 01-11-2012, *Propuesta de Candidatos al Directorio de la Autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual.*
- 18-11-2012, *Secretaría General desmiente a Clarín sobre obras en despacho presidencial y salario de la Jefa de Estado.*
- 21-11-2012, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández en el acto central por el día de la soberanía nacional, en el Parque Histórico Natural de Obligado, partido de San Pedro, prov. de Buenos Aires.*
- 23-11-2012, *La cultura solo florece en un clima de libertad con inclusión social, manifestó la Presidenta.*
- 15-02-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner en el Calafate.*
- 02-04-2013, *Aniversario de la guerra de las Malvinas.*
- 05-04-2013, *Palabras de la Señora Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, anunciando medidas dirigidas a los damnificados por las inundaciones en la provincia de Buenos Aires y la ciudad Autónoma de Buenos Aires por cadena nacional.*
- 18-04-2013, *La Presidenta reclamó “una justicia que sea pareja para todos” en un acto en Casa Rosada.*
- 21-05-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández , con motivo de la inauguración del nuevo edificio de la biblioteca del colegio nacional de la unlp, en la plata, provincia de Buenos Aires.*
- 25-05-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de celebración de los 203° aniversario de la revolución de mayo en la plaza de mayo.*
- 20-06-2014, *Conmemoración del Día de la Bandera: palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 20-06-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández, en el acto de celebración del día de la bandera realizado en la ciudad de Rosario, provincia de Santa Fe.*
- 04-07-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández con motivo del encuentro de presidentes de Suramérica, desde el salón principal del Gran Hotel Cochabamba, en Bolivia.*
- 09-07-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de conmemoración del 197° aniversario de la declaración de la Independencia, en la ciudad de San Miguel de Tucumán.*
- 22-07-2013, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del hogar para mujeres víctimas de violencia doméstica, en Villa Fiorito, Lomas de Zamora, provincia de Buenos Aires.*



- 30-07-2013, *La Presidenta anunció que la desocupación descendió al 7,2%.*
- 09-09-2013, *“La cultura es de todos y para todos”, afirmó la Presidenta en la Villa 21 de Barracas.*
- 11-10-2013, *Acto de conmemoración de los primeros 4 años de la Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual.*
- 20-11-2013, *Propuesta de candidatos para integrar el Directorio de la Autoridad Federal de Servicios de Comunicación.*
- 05-06-2014, *Anuncios para medios de comunicación: Palabras de la Presidenta de la Nación*
- 14-05-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner en acto sobre el plan Pro.Cre.Ar; acceso a nuevos créditos para viviendas; aumentos de asignaciones y desarrollo de nuevos complejos urbanísticos, en el salón de las Mujeres Argentinas del bicentenario, en Casa Rosada.*
- 22-05-2014, *Inauguración del Centro Médico de Alta Complejidad de SMATA: Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 25-05-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de conmemoración del 204° aniversario de la Revolución de Mayo.*
- 10-06-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner en la inauguración del museo Malvinas e Islas del Atlántico Sur, en el espacio de la memoria (ex ESMA), CABA.*
- 01-07-2014, *Acto en homenaje a Yrigoyen y Perón : Palabras de la Presidenta de la Nación.*
- 15-10-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación Cristina Fernández de Kirchner en un acto de anuncios de desarrollo social y salud, desde Tecnópolis, Villa Martelli, partido Vicente López.*
- 13-12-2014, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto por el 31° aniversario del día de la democracia y del día internacional de los derechos humanos, desde el salón Mujeres Argentinas de la Casa de Gobierno.*
- 13-12-14, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en la Plaza de Mayo.*
- 22-04-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, durante la inauguración de la muestra del museo Evita, en el Museo Histórico de Rusia, en Moscú, Federación Rusa.*
- 19-05-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del Sitio de la Memoria en la ex Esma.*
- 03-06-2015, *Palabras de la Presidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner, en el acto de inauguración del centro de diagnóstico intensivo Alfredo Metraux, en la localidad de Maipú, provincia de Mendoza.*
- 20-06-2015, *Conmemoración del Día de la Bandera: Palabras de la Presidenta de la Nación.*

---

## CADRE THEORIQUE

---

### HISTORIOGRAPHIE

---

Assmann Aleida, «Re-framing memory. Between individual and collective forms of constructing the past», in Karin Tilmans, Frank van Vree, Jay Winter (eds.), *Performing the Past. Memory, History,*

*and Identity in Modern Europe*, Amsterdam University Press, 2010, chapitre 2, pp.35-50

Déloye Yves (dir.) ; Haroche, Claudine (dir.). *Maurice Halbwachs : Espaces, mémoire et psychologie collective*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2004, consulté en ligne, le 3 mai 2019 : <http://books.openedition.org/psorbonne/395>

Furet François, *L'atelier de l'histoire*, Paris, 1982 p.75 in Lasserre A., « Mémoire et Histoire », consulté en ligne le 06/03/2017, [http://ge.ch/archives/media/site\\_archives/files/imce/pdf/refugies\\_1939-945/table\\_ronde/14-lasserre.pdf](http://ge.ch/archives/media/site_archives/files/imce/pdf/refugies_1939-945/table_ronde/14-lasserre.pdf).

Grosso, Bruno, *Las políticas de la memoria*, Sociohistórica, 2002, n°11-12, pp187-198, consulté en ligne, le 22/09/2016 : [http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art\\_revistas/pr.3067/pr.3067.pdf](http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.3067/pr.3067.pdf)

Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, édition électronique 2001 à partir du livre de 1950, consulté en ligne le 30/08/ 2020 : [https://www.psychanalyse.com/pdf/memoire\\_collective.pdf](https://www.psychanalyse.com/pdf/memoire_collective.pdf)

Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 374p.

Hartog François, *Régime d'historicité. Présentismes et expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2012, pp. 11-40

Ricœur Paul, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 660p. Ouvrage consulté

Rouso Henry, *Face au passé*, Paris, Belin, coll. Histoire, 2016, p. 9-27 et Chapitre X, pp.265-299

Traverso Enzo, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIX-XXI siècle)*, Paris, La Découverte, 2016, pp.1-24

Traverso Enzo, *L'histoire comme champs de bataille. Interpréter les violences du XXème siècle*, Paris, La Découverte, 2011, pp.252-282

## SCIENCES POLITIQUES

---

Althusser Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'État (1970) », *Positions 1964-1975*, Paris (France), Éditions sociales, 1976, 172p.

Arnoletto Eduardo Jorge, *Glosario de conceptos políticos usuales*, Ed. Eudmenet 2007, consulté le 18 novembre 2018: <http://www.eumed.net/dices/listado.php?dic=3>

Cristi Marcela, *From civil to political religion*, Ontario, University Press, 2001, p. 232

Dormagen Jean-Yves et Mouchard Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boerck, 1998, 287p.

Fair Hernán, «Análisis político del discurso de Ernesto Laclau : una propuesta para la investigación social transdisciplinaria», *íconos*, Revista de Ciencias Sociales, n°54, Quito, Enero 2016, pp199-226

Laclau Ernesto, *La razón populista*, 1ere ed. 7ème reimp., Buenos Aires, Fondo Cultura Económica, 2013, 312p.

Laclau Ernesto, Mouffe Chantal, *Hegemonía y estrategia socialista: hacia una radicalización de la democracia*, 3ème ed. 2ème reimp., Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2015, 248p.

Mouffe Chantal, « Politique et agonisme », *cairn.info*, revue « Rue Descartes », 2010/1, N°67, pp.18-24

Muñoz María Antonia, «Laclau y Rancière: algunas coordenadas para la lectura de lo político», *Andamios*, vol.2, num. 4, junio 2006, pp. 119-144

Retamozo Martín, «La teoría del populismo de Ernesto Laclau: una introducción», *Estudios Políticos*, novena época, núm. 41, mayo-agosto, 2017, pp. 157-184, consulté en ligne le 07/09/2020: <https://www.aacademica.org/martin.retamozo/100.pdf>

#### DISCOURS POLITIQUE et ANALYSE DU DISCOURS

---

Agamben Giorgio, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Rivages Poches, 2014, 80p.

Amossy Ruth, *La présentation de soi*, coll. L'Interrogation philosophique, Presses Universitaires de France, 2010, 236p., consulté en ligne le 07/09/2020 : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/la-presentation-de-soi--9782130580959.htm>

Amossy R et Koren R, « Argumentation et discours politique », *Mots. Les langages du politique*, 2010, consulté en ligne le 30/09/2016. URL : <http://mots.revues.org/19843> ;

Angenot Marc, « Rhétorique du discours social », *In Langue française*. N°79, 1988. pp. 24-36.

Angenot Marc, *1889, Un état du discours social*, Montréal, éditions Balzac, coll. « l'univers des discours », 1989, pp13-39 et pp 1086-1107

Arribas Sonia., «Cornelius Castoriadis y el imaginario político», *Foro Interno*, 2008, 8, p.105-132.

Badiou A., Bourdieu P., Butler J., Didi-Huberman G., Khiara S., Rancière J., « Qu'est-ce qu'un peuple ? », Paris, La Fabrique Editions, 2013, 143p.

Bakhtine Mikail, *Esthétique de la création verbale*, Paris, Gallimard, 1984, pp 266-308

Borillo Andrée, « Deux aspects de la modalité assertive : croire et savoir », *Langages*, 16<sup>ème</sup> année, n°67, 1982, « La signalisation du discours », pp. 33-53, consulté en ligne le 27/08/2020 : [https://www.persee.fr/doc/lgge\\_0458-726x\\_1982\\_num\\_16\\_67\\_1970](https://www.persee.fr/doc/lgge_0458-726x_1982_num_16_67_1970)

Carretero Pasin, A.E., 2009, «"La trascendencia inmanente": un concepto para comprender la relación entre lo político y lo religioso en las sociedades contemporáneas», *Papeles del CEIC*, n° 48, CEIC (Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva), Universidad del País Vasco, consulté en ligne le 18/07/2020, <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/48.pdf>

- Castoriadis Cornelius, *La institución imaginaria de la sociedad*, Traduction de Antoni Vicens et Marco Aurelio Galmarini, México, Tusquets Editores, 2003, 578p., ouvrage consulté.
- Castoriadis Cornelius, «El Imaginario Social Instituyente», *Zona Erógena*, N° 35, 1997, <http://www.ubiobio.cl/miweb/webfile/media/267/Castoriadis%20Cornelius%20-%20El%20Imaginario%20Social%20Instituyente.pdf>, consulté en ligne le 01/04/2020
- Charaudeau Patrick, « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots*, n°97, *Les collectivités territoriales en quête d'identité*, ENS Editions, Lyon, 2003, pp. 101-116.
- Charaudeau, Patrick, *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris, Vuibert, 2005, 256p.
- Charaudeau Patrick, « Pathos et discours politique », in Rinn M. (coord.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, consulté le 24 avril 2019 sur le site de *Patrick Charaudeau - Livres, articles, publications*.
- Charaudeau Patrick, « De l'ironie à l'absurde et des catégories aux effets », In Vivero García D. (dir.), *Frontières de l'humour*, L'Harmattan, Paris, 2013, 8p., consulté le 31/08/2020 sur le site de *Patrick Charaudeau - Livres, articles, publications*.  
URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/De-l-ironie-a-l-absurde-et-des.html>
- Charaudeau Patrick, Maingueneau Dominique, Adam Jean-Michel [et al.], *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris (France), Éditions du Seuil, 2002, 661p.
- Cheresky Isidoro, Dabène Olivier, (comp.), *Citoyenneté et représentation politique. L'Argentine en perspective comparée*, Informe final del proyecto ECOS-MINCYT, CERI-Sciences Po, Facultad de ciencias sociales UBA, 2013, 175p.
- Cisneros Torres M. José, « De la crítica al mito político, al mito político como crítica », *Fragmentos de la filosofía*, n°10, 2012, pp 53-67, consulté en ligne, le 14 juillet 2020: [http://institucional.us.es/revistas/fragmentos/10/art\\_3.pdf](http://institucional.us.es/revistas/fragmentos/10/art_3.pdf)
- Courtine, Jean Jacques, « Le tissu de la mémoire : quelques perspectives de travail historique dans les sciences du langage », *Langages*, 114, 1994, pp. 5-12.
- De Ípola., Emilio, *Las cosas del creer.(creencia, amenaza, identidad)*, participation présentée au Segundo Coloquio de Bariloche de Filosofía, (Fundación Bariloche/LOGOS), juin-juillet 1994, Bariloche, Argentina, Revista Sociedad de la Facultad de Ciencias sociales (UBA), consulté en ligne le 1/07/2020 : [http://www.estudiosecologistas.org/documentos/reflexion/ecologiapolitica/cosas\\_del\\_creer.pdf](http://www.estudiosecologistas.org/documentos/reflexion/ecologiapolitica/cosas_del_creer.pdf)
- Dorna Alexandre, « Les effets langagiers du discours politique », *Hermès, La Revue* 1995/2 (n°16), pp.131-146
- Ducrot Oswald, *Le dire et le dit*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984, 237p.
- Fanlo Luis García, «La argentinidad: un marco interpretativo», *Polis*, 2011, consulté le 30/04/2019.  
URL : <http://journals.openedition.org/polis/205>
- García Fanlo Luis, *Genealogía de la argentinidad*, Buenos Aires, 2010, Gran Aldea Editores, 193p.

- García Negroni, María Marta, «La destinación en el discurso político: una categoría múltiple», *Lenguaje en Contexto I* (1/2), 1988, pp. 85-111.
- Ghiglione Rodolphe, *Je vous ai compris ou l'Analyse des discours politiques*, Paris, Armand Colin, 1989, 172p.
- Goffman, Erving, *Façons de parler*, Paris, Minuit, 1981, 277p., ouvrage consulté
- Juaristi Jon, «Identidad política y política de identidades» in *Letras Libres*, febrero 2002, consulté le 27/08/2014: <http://www.letraslibres.com/revista/convivio/identidad-politica-y-politica-de-identidades>
- Kerbrat-Orecchioni Catherine, *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin, collection U, 2009, 247p.
- Kerbrat-Orecchioni Catherine, « La construction de la relation interpersonnelle : quelques remarques sur cette dimension du dialogue », *Cahiers de linguistique française*, n°16, p66-86, consulté en ligne 22/09/2014 : [https://clf.unige.ch/files/8014/4103/2896/04-Kerbrat\\_nclf16.pdf](https://clf.unige.ch/files/8014/4103/2896/04-Kerbrat_nclf16.pdf)
- Levi Straus Claude, « La structure des mythes », *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, 480p.
- Longa Francisco, «Acerca del 'ethos militante'. Aportes conceptuales y metodológicos para su estudio en movimientos sociales contemporáneos», *Argumentos: revista de crítica social*, 2016. consulté en ligne, le 30/07/2019: <https://publicaciones.sociales.uba.ar/index.php/argumentos/article/view/2024>
- Maingueneau Dominique, *Sémantique de la polémique*, 1983, Lausanne, l'Age d'Homme, 206p.
- Maingueneau Dominique, « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours », Version raccourcie et légèrement modifiée de « Problèmes d'ethos », *Pratiques* n° 113-114, juin 2002, pp.1-18, consulté en ligne le 12-12-2017, <http://dominique.maignueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf>
- Maingueneau Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, ed. Seuil, Paris, 2009, 143p.
- Maurel S., Curtoni P., Dini L., « Sybille, anatomie d'un système automatique d'extraction de sentiments », in, A. Tutin, I. Novakova (eds), *Le lexique des émotions et sa combinatoire syntaxique et lexicale*, Éditions de l'Université Stendhal, 2008
- Mayaffre Damon, « Dire son identité politique », *Cahiers de la Méditerranée*, 2003, consulté le 01/07/2013 : <http://cdlm.revues.org/119>
- Raiter A., *Lingüística y política*, Buenos Aires, Ed. Editorial Biblos, 1999, 125p.
- Revault D'Allones Myriam, « Sommes-nous vraiment "déthéologisés"? Carl Schmitt, Hans Blumenberg et la sécularisation des temps modernes », *Les Etudes philosophiques*, Presses Universitaires de France, 2004, N°68, pp.25-37, consulté en ligne 02/07/2020: <https://www.cairn.info/revue-les-etudes-philosophiques-2004-1-page-25.htm>
- Samouth E et Serrano Y, « Identités et conflits dans le discours politique latino-américain », *Mots. Les langages du politique*, 2015, consulté le 16/02/2016 : <http://mots.revues.org/22076>

Sartori Giovanni, *Homo Videns: la sociedad teledirigida*, Taurus, Madrid, 2012, p.420

Scavino Dardo, «Cuando contar es hacer: la invención de los pueblos hispanoamericanos», *Líneas*, Números en texto íntegral /, Incarnar les fictions dans le monde hispanique, consulté le 27/01/2019 : <https://revues.univ-pau.fr/lineas/1835>

Segato Rita Laura, «Identidades políticas y alteridades históricas. Una crítica a las certezas del pluralismo global», *Nueva Sociedad*, consulté en ligne le 20/08/2014: [http://nuso.org/media/articles/downloads/3045\\_1.pdf](http://nuso.org/media/articles/downloads/3045_1.pdf)

Siblot Paul, « Une linguistique qui n'a plus peur du réel », Cahiers de praxématique n° 15. Université Paul Valéry – Montpellier 3, 1990, p. 57-76 in Sophie Moirand, "Du sens tel qu'il s'inscrit dans l'acte de nommer." *Humanitas / Fapesp Ciências da linguagem e didática das linguas*, p.165-180, 2011, *Ciências da linguagem e didática das linguas* 978-85-7732-165-0.

Van Dijk T. A., «La multidisciplinarietà del análisis crítico del discurso: un alegato a favor de la diversidad», in Ruth Wodak & Michael Meyer, *Métodos de análisis crítico del discurso*. Barcelona: Gedisa, 2003., pp. 143-177.

Van Dijk T. A., «El análisis crítico del discurso» in *Anthropos*, Barcelona, 186, septiembre-octubre 1999, pp23-26

Van Dijk T.A. Et Mendizábal I R, *Análisis del discurso social y político*, serie Pluriminor, Abya-Yala, Quito, 1999, 168p.

Van Dijk T.A., «Análisis del discurso ideológico», *versión 6*, UAM-X, México, 1996, pp15-43

Van Dijk Teun, « Politique, Idéologie et Discours », *Semen* [En ligne], n°21, 2006, consulté en ligne le 14/09/2019 : <http://journals.openedition.org/semen/1970>

Verón Eliseo, «La palabra adversativa» in Verón Eliseo (et. al.) *El discurso político*, Ed. Hachette. Buenos Aires, 1996, pp. 13 – 26.

Verón Eliseo, *La semiosis social, 2. Ideas, Momentos, Interpretantes*, Buenos Aires, Paidós, 2013, 448p.

## **HISTOIRE DE L'ARGENTINE et de l'AMERIQUE LATINE**

Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, Planeta, Buenos Aires, 2009, 492p.

Altamirano Carlos, «El 83. Evocaciones, lecturas y memorias a treinta años de la recuperación de la democracia», *PolHis*, año 6, Número 12, Segundo semestre 2013, 395p., pp.10-17

Altamirano Carlos, Sarlo Beatriz, *Ensayos argentinos de Sarmiento a la vanguardia*, 2a ed., Buenos Aires, Ariel, 1997, 196p.

Álvarez Guerrero Osvaldo, «Hipólito Yrigoyen ante la condición humana», *Polis*, n°13, 2006, consulté en ligne le 17-05- 2020: <http://journals.openedition.org/polis/5437>

- Barsky Osvaldo, Davila Mabel, *La rebelión del campo. Historia del conflicto agrario argentino*, Buenos Aires, Sudamericana, 2008, p.327
- Becerra Martín, «Las noticias van al mercado: etapas de la historia de los medios en la Argentina», en Lugones, Gustavo y Jorge Flores (comps.), *Intérpretes e interpretaciones de la Argentina en el bicentenario*, Universidad Nacional de Quilmes, Bernal, 2010, pp. 139-165.
- Becerra Martín, Mastrini Guillermo, *Transformaciones en el sistema de medios en la Argentina del siglo XXI*, [www.plataformademocratica.org](http://www.plataformademocratica.org), julio 2011
- Blanco Ana Belén, Sánchez María Soledad, «¿Cómo pensar el afecto en la política? Aproximaciones y debates en torno a la teoría de la hegemonía de Ernesto Laclau», *Revista de Ciencias Políticas*, Buenos Aires, vol.34, n°2, 2014, pp.399-415
- Botana Natalio, *El orden conservador la política argentina entre 1880 y 1916*, 4a ed., nueva ed. con un estudio preliminar., Buenos Aires (Argentine), Ed. Sudamericana, 1994, 344p.
- Borrelli Marcello, « "Una batalla ganada". El diario *Clarín* frente a la compra de Papel Prensa por parte de los diarios *La Nación*, *Clarín*, *La Razón* (1976-1978), *Papeles de trabajo*, Revista electrónica del Instituto de Altos Estudios Sociales de la Universidad Nacional de General San Martín, Año 2, n° 4, Buenos Aires, diciembre de 2008, consulté en ligne 24/03/2018: <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/7465070.pdf>
- Bortnik Rubén, *Historia elemental de los argentinos* / Rubén Bortnik; adaptado por Norberto Galasso, 3ªed, Buenos Aires, Corregidor, 2008, 480p.
- Cattaruzza Alejandro, «Algunas reflexions sobre el revisionismo histórico», in Fernando J. Devoto (comp.), *La historiografía argentina en el siglo XX*, Centro editor de América latina, Buenos Aires, 1993, pp113-137
- Cárdenas G. H., *Historia social argentina: Las luchas nacionales contra la dependencia*, vol.1, Ed. Galerna, Bs.As., 1969, 423p.
- Contreras y Gustavo Nicolás, «¿Apéndice estatal? La CGT durante el primer gobierno peronista: funcionamiento institucional y proyecciones políticas.» XIV Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia de la Facultad de Filosofía y Letras. Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza, 2012, consulté en ligne le 24/07/2020 : <http://cdsa.academica.org/000-010/780.pdf>
- Damin Nicolás, «*Del sindicato al parlamento*. La profesionalización política de dirigentes sindicales políticos en la Argentina del siglo XX», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, consulté en ligne le 20/06/2019: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62081>
- Devoto, Fernando J. «Tulio Halperin Donghi. El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional. Buenos Aires, Siglo XXI, 2005, 90 páginas», in *Prismas - Revista de Historia Intelectual*, núm. 10, 2006, pp. 262-265, Universidad Nacional de Quilmes Bernal, Argentina
- Galasso Nicolás, "De la Historia Oficial al Revisionismo Rosista -Corrientes Historiográficas en la Argentina", *Cuadernos para la otra historia*, Centro Cultural "Enrique S. Discépolo", Buenos Aires, 2004, 37p.

- Garay Reyna Zenaida, «Interpretaciones sobre la cultura política del peronismo en Argentina», *Pap. Polít.* Bogotá (Colombia), Vol. 12, No. 2, 347-367, julio-diciembre 2007
- Gardy Augusto Bolívar Espinoza, Cuéllar Saavedra Óscar, «Hacia la idea de la “Patria Grande”. Un ensayo para el análisis de las representaciones políticas», *Polis*, 2007, consulté le 30/04/2020: <http://journals.openedition.org/polis/4028>
- Gómez Gérard, « Les vecteurs de l’expression politique en Amérique latine (XXe-XXIe siècles) », *Cahiers d’études romanes*, 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/4880> ; DOI : 10.4000/etudesromanes.4880 Cahiers d'études, pp 247-272
- Guevara Erica, « Chapitre 3 / « Téléprésidents » ou « média-activistes » de gauche ? Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie », dans : *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012* », sous la direction de Dabène Olivier. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2012, p. 105-144. Consulté le 24/03/2019 : <https://www.cairn.info/la-gauche-en-amerique-latine-1998-2012--9782724612707-page-105.htm>
- Halperín Donghi Tulio, *La larga agonía de la Argentina peronista*, Ariel, Buenos Aires, 1994, 142p.
- Halperin Donghi, Tulio, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, Editores de América Latina, 1997, 138p.
- Horowicz Alejandro., *Los cuatro peronismos*, Buenos Aires, Edhasa, 2007, 352p.
- Jauretche Arturo, *Los profetas el odio y la yapa.:la colonización pedagógica*, A. Peña Lillo Editor, Buenos Aires, 1967, 83p.
- Jauretche Arturo, *El medio pelo en la sociedad argentina (Apuntes para una sociología nacional)*, A. Peña Lillo, ed., Buenos Aires, 1996, 352p.
- Lynch John, Cortés Conde Roberto, Gallo Ezequiel, Rock David, Torre Juan Carlos, De Riz Liliana, *Historia de la Argentina*, Barcelona, Crítica, 2001, 341p.
- Mattelart Armand, « Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication », *Mouvements*, 2013/4 (n° 76), p. 66-77. consulté en ligne 18 juin 2019 : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4-page-66.htm>
- Míguez Eduardo José, «Bartolomé Mitre. Entre la nación y la historia.», *Biografías argentinas*, collection dirigée par Gustavo Paz et Juan Suriano, Edhasa, Buenos Aires, 2011.p 113-155
- Míguez, María Cecilia, *Los Partidos Políticos Y La Política Exterior Argentina*. Ariel. Buenos Aires, 2013, 310p.
- Modolo Vanina, «Análisis histórico-demográfico de la inmigración en la Argentina del Centenario al Bicentenario», *Pap. Poblac*, 2016, vol.22, n°89, pp.201-222. ISSN 2448-7147. Ocaso Martín, *El ocaso de la República oligárquica. Poder, política y reforma electoral. 1898-1912*. Buenos Aires. Edhasa, 2012, 392p.
- Oswaldo Álvarez Guerrero, «Hipólito Yrigoyen ante la condición humana», *Polis*, 13 | 2006, consulté le 17/05/2020: <http://journals.openedition.org/polis/5437>



- Pérez Pilar, «Historia y silencio: La Conquista del Desierto como genocidio no-narrado», *Corpus*, Vol 1, No 2, 2011, consulté le 19/06/2018: <http://journals.openedition.org/corpusarchivos/1157>
- Pignatta, María Eva, «Identidad y política exterior; Explorando el caso argentino», in Anabella Busso (comp), *Fuerzas profundas e identidad; Reflexiones entorno a su impacto sobre la política exterior*, Rosario Argentinam UNR Editora, E-book, t.II, pp.139-157.
- Quattrocchi-Woisson Diana. Una empresa militante de contra-historia : la revision del pasado argentino en la *Revista del Instituto de Investigaciones Historicas "Juan Manuel de Rosas"* (1939). In: *América : Cahiers du CRICCAL*, n°4-5, 1990. Le discours culturel dans les revues latino-américaines de l'entre-deux guerres, 1919-1939. pp. 413-420, consulté le 24/03/2020 : [www.persee.fr/doc/ameri\\_0982-9237\\_1990\\_num\\_4\\_1\\_1001](http://www.persee.fr/doc/ameri_0982-9237_1990_num_4_1_1001)
- Rapoport Mario, «La deuda externa argentina y la soberanía jurídica: sus razones históricas», *Ciclos hist. Econ. Soc.*, Buenos Aires, v.22, n.43, jun.2014. Consulté le 08/05/2018 : [http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1851-37352014000100001&lng=es&nrm=iso](http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1851-37352014000100001&lng=es&nrm=iso)
- Rock David, *El radicalismo argentino 1890-1930*, Buenos Aires, Amorruru Editores, 1977, 348p.
- Romero, Luis Alberto, *Breve Historia contemporánea de la Argentina:1916-2016*, 4°ed., Buenos Aires, Fondo de Cultura Económico, 2017, 439p.
- Romero Luis Alberto, «Los sindicalistas y la política», in López Saavedra Emiliana (dir.), *Formación política para la democracia*, Editorial Redacción, Buenos Aires, 1983, pp.449-453
- Rouquié Alain, *Poder militar y sociedad política en la Argentina*, Buenos Aires, Emecé editores, 1994, pp.123-199
- Rubio García, Gonzalo. «Scalabrini Ortiz y el revisionismo histórico», *Temas de Historia Argentina y Americana* 24, 2016. Consulté le 01/05/2020 : <http://bibliotecadigital.uca.edu.ar/repositorio/revistas/scalabrini-ortiz-revisionismo-historico.pdf>
- Russel Robert, «Política exterior y toma de decisiones en América Latina: Aspectos comparativos y consideraciones teóricas», Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 1990, pp.255-274
- Russel Robert, Tokatlian Juan Gabriel, «De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur», in *Perfiles Latinoamericanos* 21, diciembre 2002, pp. 159-194
- Scavino Dardo, *Narraciones de la independencia. Arqueología de un fervor contradictorio*, Buenos Aires, Eterna Cadencia Editora, 2010, 304p.
- Scavino Dardo, *Rebeldes y confabulados. Narraciones de la política argentina*, 1ªed., Buenos Aires, Eterna Cadencia Editora, 2012, 256p.
- Spinelli María Estela, «La impronta de la 'transición democrática' en la historiografía sobre la segunda mitad del siglo XX argentino», *Estudios de filosofía práctica e historia de las ideas*, año 9, n°10, Mendoza, décembre 2008, pp25-30
- Tarruela Alejandro C., *Historia de la Sociedad rural argentina. De la colonización a nuestros días:*

*radiografía de la oligarquía terrateniente*, 1ªed., Buenos Aires, Planeta, 2012, 440p.

Tato María Ines, «Nacionalistas y conservadores, entre Yrigoyen y «la década infame», in *Conflictos en democracia: la política en la Argentina, 1852-1943*, compilado por Luciano De Privitellio y Lilia Ana Bertoni, 1a ed., Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2009, 240 p.

Tcach César, «Movimientos en perspectiva comparada: peronismo y radicalismo yrigoyenista», *Perfiles latinoamericanos*, 2016, pp 61-82. consulté en ligne le 07/09/2020: <http://www.scielo.org.mx/pdf/perlat/v24n48/0188-7653-perlat-24-48-00061.pdf>.

Terán Oscar, *Historia de las ideas argentinas. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, 1ère ed., Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2015, 282p.

Tulio Halperin Donghi, «El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional» in *Ensayos de historiografía*, Ed. El cielo por asalto, Imago mundi, 1996, Buenos Aires, pp. 107-126

Sebreli Juan José, *Vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, 1964, 183p.

Svampa Maristella, *El dilema argentino. Civilización o Barbarie*, Buenos Aires, Taurus, 2006, 424p.

Svampa Maristella, « Du « Qu'ils s'en aillent tous ! » à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire », *Problèmes d'Amérique latine* 2011/4 (N° 82), pp 77-91

Svampa Maristella, «"Consenso de los *Commodities*" y lenguajes de valoración en América Latina», *Nueva Sociedad*, no. 244, marzo-abril de 2013, consulté le 22/09/2015: [http://www.nuso.org/upload/articulos/3926\\_1.pdf](http://www.nuso.org/upload/articulos/3926_1.pdf)

Viñas, David, *Literatura argentina y realidad política*, Buenos Aires, J. Alvarez, 1964, 272p.

Sitographie :

<http://www.telam.com.ar/especiales/14-la-decada-ganada---2003--2013/5s-linea-de-tiempo>

## PREMIER PERONISME

---

Abelardo Ramos Jorge, *Revolución y contrarrevolución en la Argentina. La era del peronismo, 1943-1976*, 2<sup>nd</sup> edition, Buenos Aires, Senado de la Nación, 2006, 315p.

Aboy Rosa, «"Ellos y nosotros". Fronteras sociales en los años del primer peronismo», *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, Débats, 20/12/2018, 11p.

Acha Omar, Quiroga Nicolás, «La normalización del primer peronismo en la historiografía argentina reciente», E.I.A.L., Vol. 20, N° 2, 2009, pp.10-38

Aelo Oscar, «El Partido Peronista argentino: diseños organizativos y prácticas políticas (1947-1955) », *Topoi*, Rio de Janeiro, 2016 vol.17, n°33, pp.602-625

Altamirano Carlos, *Peronismo y cultura de izquierda*. Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2011, 271p.

- Bozza, J. A., «El peronismo revolucionario. Itinerario y vertientes de la radicalización, 1959-1969», 2001, [en línea], *Sociohistórica*, (9-10). Consulté en ligne le 27/01/2020 : [http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art\\_revistas/pr.2942/pr.2942.pdf](http://www.fuentesmemoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.2942/pr.2942.pdf)
- Caruso Valeria, «La forja de la izquierda peronista como cultura política a través de la Trayectoria de John W. Cooke», *páginas*, año 9 – n° 20 Mayo- Agosto, 2017, pp.169-192, consulté le 01/ 05/ 2020, <http://revistapaginas.unr.edu.ar/index.php/RevPaginas>
- Gillespie Richard, *Cooke. El peronismo alternativo*. Buenos Aires, Cántaro, 1989, 144p.
- Gutt Katie, *Análisis Semántico de los Discursos de los Primero de Mayo y Diecisiete de Octubre, 1946-1955 de Juan Domingo Perón*, Tesis de Honor, Departamento de Estudios Romances: Lingüística Hispánica, Universidad de Carolina del Norte en Chapel Hill, 2015
- Ladeuix Juan; Melon, Julio; Quiroga, Nicolás, «El Partido Peronista: problemas organizativos, prácticas políticas y liderazgo en tres momentos de normalización partidaria», *Revista Escuela de Historia*, vol. 13, núm. 1, junio, 2014, pp. 1-27, Universidad Nacional de Salta, Salta, Argentina
- Malet María José, «El peronismo y la historiografía: una disputa en torno a su interpretación», *Pasado y Memoria*. Revista de Historia Contemporánea, núm. 6, 2007, pp. 213-230, Universidad de Alicante, España
- Melon, Julio «Entre Perón y el peronismo: El Consejo Coordinador y Supervisor», 1958- 1963. XVI Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia. Facultad Humanidades. Universidad Nacional de Mar del Plata, Mar del Plata, 2017
- Ostiguy Pierre, « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 Vol. 12, p. 299-330.
- Ostiguy Pierre, «Peronismo y antiperonismo: bases socioculturales de la identidad política argentina», *Revista de Ciencias Sociales*, Universidad Nacional de Quilmes, septembre 1997
- Pastoriza Elisa, Torre Juan Carlos, «La democratización del Bienestar», in J. C. Torre (dir.), *Los años peronistas (1943-1955)*, in *Nueva historia argentina*. Vol.8 Buenos Aires, Editorial Sud-america, 2002, pp.257-313
- Plotkin Mariano, «Rituales políticos, imágenes y carisma: La celebración del 17 de octubre y el imaginario peronista 1945-1950», *Anuario del IEHS*, VIII, Tandil, 1993.
- Pozzoni Mariana, «Una mirada sobre la militancia en los primeros años '70 a través de la revista *Envido* (1970- 1973) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, consulté le 16/05/2020 : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62672>
- Rouquié Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Seuil, 2016, 416p.
- Sarlo Beatriz, *La Batalla de las Ideas (1943-1973)*, Buenos Aires, Biblioteca del pensamiento argentino, T. VII, Buenos Aires, Ariel Historia, 2001, 468p.
- Schaer Francisco Matías, «Los 17 de octubre en el discurso presidencial de Cristina Fernández de

Kirchner», *Rétor*, 5(1), 2015, pp1-26,

Sigal Silvia et Verón Eliseo, *Perón o muerte: los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, 1ªed. 3ªreimp., Eudeba, 2010, 272p.

Stortini Julio, «Historia y política. Producción y propaganda revisionista durante el primer peronismo.», *prohistoria*, annéeVIII, número 8, Rosario, Argentina, primavera 2004, pp. 229-249.

## MILITANTISME DES ANNEES 60 ET 70

---

Santiago Allende Santiago, del Zotto Nicolás, *Izquierda, peronismo y género: archivo de Alicia Eguren en la Biblioteca Nacional, Revista Electrónica de Fuentes y Archivos (REFA) Centro de Estudios Históricos “Prof. Carlos S. A. Segreti”*, Córdoba (Argentina), año 9, número 9, 2018, pp. 228-235.

Calveiro Pilar, *Política y/o violencia. una aproximación a la guerrilla de los años setenta*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2013, 158p.

Crenzel Emilio, *La historia del 'Nunca más'. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo veintiuno Editores, 2008, 271p.

Copello David, «El discurso de la víctima militante en la temprana posdictadura: Madres de Plaza de Mayo, actores para organizacionales y redes informales en la construcción discursiva de las luchas por los derechos humanos en la Argentina», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Débats, consulté le 07/06/2019. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/74622>

Flax Rocío, «La caracterización de la juventud peronista en el discurso de Cristina Fernández de Kirchner», *Cuadernos de Linguagem e Sociedade*, n°16(1), 2015, pp58-78

Gillespie Richard, *Cooke. El peronismo alternativo*. Buenos Aires, Cantaro, 1989, 144p.

González Cecilia, *Figuras de la militancia. “Los 70” contados por la literatura y el cine argentino contemporáneos*. Littérature. Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 2013.el-01541853 <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01541853/>

Jelin Elizabeth, « Víctimas, familiares y ciudadanos/as : las luchas por la legitimidad de la palabra . », *cuadernos pag* (29), juillet-décembre 2007, pp 37-60 , consulté en ligne le 05 juillet 2020 :<https://www.scielo.br/pdf/cpa/n29/a03n29.pdf>

Lvovich Daniel, Bisquet Jacqueline, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, 1ªed., Los Polvorines, Universidad Nacional General Sarmiento, Buenos Aires, Biblioteca nacional, 2008, 122p.

Merlo Roberto, *Conversaciones con Juan Gelman. Contraderrota – Montoneros y la Revolución Perdida*, Buenos Aires, Contrapunto, 1988. pp 70-76

Montero Ana Soledad, «Héroes, ortodoxos, disidentes o traidores. Los avatares de la Juventud Peronista Lealtad (1973-1976)» V Jornadas de Sociología de la UNLP. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Departamento de Sociología, La

Plata, 2008

Montero Ana Soledad, «Política y convicción. Memorias discursivas de la militancia setentista en el discurso presidencial argentino», *ALED* 7 (2), 2016, pp 91-113

Ollier, María Matilde «De la Revolución a la Democracia: cambios privados, públicos y políticos de la izquierda revolucionaria», Siglo XXI, Buenos Aires, 2009, 304p.

Perez Alvarez, Gonzalo Gabriel, *Frantz Fanon, John William Cooke y la creación heroica*, North Carolina State University. Department of Foreign Languages and Literatures, A Contracorriente, 10-2013, pp.306-327

Pittaluga Roberto, « Écritures du passé récent argentin : entre histoire et mémoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006/1 (N° 81), p. 99-104.

Pittaluga Roberto, «Miradas sobre el pasado reciente argentino. Las escrituras en torno a la militancia setentista (1983-2005)», *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007, 340p.

Romero, Luis Alberto, «La violencia en la historia argentina reciente: un estado de la cuestión» in Anne Pérbin Dumon (dir.), 2007, *Historizar el pasado en América Latina* consulté le 17 mai 2020 : [http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro\\_historia\\_politica/material/romero.pdf](http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro_historia_politica/material/romero.pdf)

Sazbón Daniel, « *Sexto Continente*: una apuesta por una tercera posición latinoamericanista en la cultura peronista », consulté en ligne, le 10/05/2020 : <https://www.ahira.com.ar/wp-content/uploads/2019/07/Sazb%C3%B3n-Sexto-Continente.-Cultura-peronista-y-latinoamericanismo.pdf>

## EPOQUE NEOLIBERALE

---

Aboy Carles Gerardo, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades de Alfonsín a Menem*. Rosario, Santa Fe: HomoSapiens Ediciones, 2001, 333p.

Artese M., «Una historia de novedades. Aspectos a revisar sobre las acciones de protesta durante la década de 1990 y sus caracterizaciones» in Masseti A, Villanueva E. y Gómez M. (comp.), *Movilizaciones, protestas e identidades en la Argentina del bicentenario*, Buenos Aires, Nueva Trilce, pp521-533

Escudé Carlos, «La política exterior de Menem y su sustento teórico implícito», *América Latina Internacional*, Buenos Aires, FLACSO, enero-marzo 1991, vol 8, pp. 394 – 406

Fair Hernán, «Del peronismo nacional-popular al peronismo neoliberal: transformaciones de las identidades políticas en la Argentina menemista», *Colombia Internacional* 86, Enero-abril 2016, pp. 107-136

Fair Hernán, «La década menemista: luces y sombras», *HAOL*, Núm. 19, primavera 2009, p57

Fair Hernán, «La trama de la relación entre el sindicalismo y el Estado durante el primer gobierno de Menem.», Congreso Nacional de Estudios del Trabajo, consulté en ligne : [https://www.aset.org.ar/congresos/9/Ponencias/p7\\_Fair.pdf](https://www.aset.org.ar/congresos/9/Ponencias/p7_Fair.pdf)

Novaro Marcos, « El gobierno y la competencia entre los partidos argentinos en los '90: una perspectiva comparada », article issu du projet UBACYT sur “Las Nuevas Formas Políticas” dirigé par Isidoro Cheresky et consulté en ligne le 27/02/2019 : <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/lasa98/Novaro.pdf>

Palermo Vicente, Novaro Marcos, *Política y poder en el gobierno de Menem*, Norma editorial/Flacso, Buenos Aires , 1996, 557p., capítulo 1 « breve historia de la larga crisis argentina. »

Pegoraro Mara, Zulcovski Florencia, « El juego anidado de la reforma constitucional argentina », *Colección*, N°21, 2011, pp 93-114.

Rapoport Mario, «El plan de convertibilidad y la economía argentina. 1991-1999», *Economía e Sociedad*, Campinas, (15): 15-47, dez. 2000, pp15-47.

Sandoval, Mary Luz, «El Partido Justicialista en Argentina: del proteccionismo al neoliberalismo.» *Revista de Antropología y Sociología: VIRAJES*, 2015, 17 (2), p 331-353.

## **PERIODE 2003-2015**

---

Abal Medina Paula, «Los trabajadores y sus organizaciones durante el gobierno kirchnerista», Nueva Sociedad No 264, julio-agosto de 2016, p72-86

Aboy Carlés Gerardo, «Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación », *Estudios Sociales*, n°28, premier semestre 2005, p 125 – 150, consulté en ligne le 27 janvier 2020 : <https://bibliotecavirtual.unl.edu.ar/publicaciones/index.php/EstudiosSociales/article/view/2553>

Alvarez Agis, Emmanuel Antonio; Panigo, Demian Tupac; Cañete, Carlos; El impacto de la Asignación Universal por Hijo en Argentina : presentación formal de resultados anticipados en 2010; Centro de Estudios E Investigaciones Laborales; Empleo, Desempleo y Políticas de Empleo; 15; 9-2013; 1-75, consultable sur <http://hdl.handle.net/11336/17814>; Leonardo Gasparini, Guillermo Cruces, « Las asignaciones universales por hijo en Argentina. Impacto, discusión y alternativas», *Económica*, La Plata, Vol. LVI, Enero-Diciembre 2010.

Amadeo Belen, «Los valores del Bicentenario en el discurso de Cristina Fernández de Kirchner». *V Congreso Latinoamericano de Ciencia Política*. Asociación Latinoamericana de Ciencia Política, Buenos Aires, 2010

Américo Mariani, *De la démocratie en Argentine. Représenter le peuple après le 2001*, Thèse de doctorat, soutenue en 2012, Université de Toulouse

Anigstein Cecilia, «De la articulación orgánica a la confrontación: la CGT y los Gobiernos kirchneristas en la Argentina», *Cahiers des Amériques latines*, 2019, consulté le 07/09/ 2019: <http://journals.openedition.org/cal/9210>, pp.141-159

Aronskind Ricardo «Cambio estructural y conflicto distributivo: el caso del agro argentino.» in Aronskind, R.yVommaro, G. *Campos de batalla. Las rutas, los medios y las plazas en el nuevo*

*conflicto agrario*, 2010, Buenos Aires, Argentina: UNGS-Prometeo, pp. 327-353

Artese, Matías, *Cortes de ruta y represión*, Buenos Aires, EUDEBA, 2013, 176p.

Artese Matías, Castro Rubel Jorge, Tapia Hernán, «Explorando «la grieta». Representaciones de la conflictividad social en miembros de la pequeña burguesía urbana.», *Estudios Sociales*, 2019, pp.131-154, consulté en ligne, le 01-03-2020: <https://doi.org/10.14409/es.v56i2.7149>

Balsa Javier (comp.), *Discurso, política y acumulación en el Kirchnerismo*, Coedición: Centro Cultural de la Cooperación Floreal Gorini y Universidad Nacional de Quilmes, 447p.

Baranchuk Mariana, «Una historia sobre la promulgación de la ley 26.522 de Servicios de Comunicación Audiovisual (o el largo camino hacia la democratización de las comunicaciones)», *Ley 26522 de Servicios de comunicación audiovisuales. Historia, antecedentes europeos y principales artículos*, Ed. Autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual, febrero 2010, consulté le 20/11/2016: [http://politicasyplanificacion.sociales.uba.ar/wp-content/uploads/sites/121/2014/07/argentina\\_hacia\\_democratizacion\\_comunicac\\_parawebpyp-uba.pdf](http://politicasyplanificacion.sociales.uba.ar/wp-content/uploads/sites/121/2014/07/argentina_hacia_democratizacion_comunicac_parawebpyp-uba.pdf)

Becerra María Soledad, «La nueva ley de radiodifusión y sus aportes», ponencia, seminario permanente de tesis, facultad de periodismo y comunicación social, UNLP, 2009

Becerra Martín, «Las noticias van al mercado», *in* Lugones, Gustavo y Jorge Flores (comps.), *Intérpretes e interpretaciones de la Argentina en el bicentenario*, Universidad Nacional de Quilmes, Bernal, 2010, pp. 139-165.

Benclowicz José, Artese Matías, « “El derecho a la protesta nos corresponde” Batallas discursivas y representaciones en el conflicto del subterráneo de Buenos Aires (2009-2010) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, consulté le 30/09/2019 : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/67520>

Bermúdez Nicolás, «Las emociones del discurso político. "Pathograma" del kirchnerismo», *Acta Poética* 35-1, enero-junio 2014, UNAM, p11-43

Bermúdez Nicolás, «La construcción kirchnerista de la memoria», en *Revista Linguagem em (Dis)curso*, Vol. 15, Nº 2, maio/agosto 2015, Brasil: Editora UNISUL, pp. 229-247. Consulté en ligne le 31/08/ 2016: <http://linguagem.unisul.br/paginas/ensino/pos/linguagem/linguagem-emdiscurso/1502/150202.pdf>

Bosoer Fabián, “Kirchner, segundo acto: el panorama electoral en Argentina”, *Nueva Sociedad*, n°208, marzo-abril de 2007, pp.18-24

Bravi Barbara, «La política exterior de Cristina Fernández: motivaciones versus realidad. Una mirada de los primeros 8 meses de gobierno», V jornadas de Sociología de la UNLP, Universidad nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Departamento de Sociología, La Plata, 2008, consulté le 24/03/2017: <http://www.academia.org/000-096/335>

Busso Anabella, «Los ejes de la acción externa de Cristina Fernández: ¿cambios hacia un nuevo horizonte o cambios para consolidar un nuevo rumbo?», *in Relaciones internacionales*, universidad nacional de la Plata, año25, n°50, 2016, pp.125-155

Carrizo Alicia Eugenia, «La construcción discursiva del conflicto en a la argumentación

interraccional. La crisis del campo en el discurso político», in Castel V.M., Cubo de Severino L., *La renovación de la palabra en el bicentenario de la Argentina. Los colores de la mirada lingüística*, Mendoza, Editorial FfyL, UNCuyo, 2010, pp.289-295

Catterberg Gabriela, Palanza Valeria, «Argentina: Dispersión de la oposición y al auge de Cristina Fernández de Kirchner», *Artículos Ciencias Políticas*, vol.32, n°1, 2012, pp.3-30

Córdoba Liliana, «La coalición por una Radiodifusión democrática: regeneración del espacio público y ejercicio de ciudadanía», *Argumentos. Revista de crítica social. Comunicación, medios y políticas públicas. El panorama actual en América Latina*, Buenos Aires, octubre 2011

Corigliano Francisco, «La política exterior del gobierno de Cristina Fernández de Kirchner: una típica política peronista del siglo XXI», *Mural Internacional*, año II, n°4, Junho 2011, pp.22-29

Corvalán Espina J.M., «Kirchnerisme et réécriture de l'histoire : la jeunesse politique au coeur du récit et des pratiques populistes», *Conserveries mémorielles*, consulté le 08/08/2017 : <http://cm.revues.org/2624>

Cucchetti Humberto, «El proceso electoral en la Argentina 2007», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, consulté le 23/05/ 2020 : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/10063>

Curia Walter, *El último peronista*, Buenos Aires, Sudamericana, 2006, 154p.

Dagatti Mariano, «La 'refundación' kirchnerista. Capitalismo nacional, neoliberalismo y gobernabilidad en los discursos de Néstor Kirchner», VI Jornadas de Sociología de la UNLP, 9 y 10 de diciembre de 2010, La Plata, Argentina. EN: Actas. La Plata: UNLP. FAHCE. Departamento de Sociología. Consulté le 26/05/2018 : [http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab\\_eventos/ev.5177/ev.5177.pdf](http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/trab_eventos/ev.5177/ev.5177.pdf)

Demirdjian Liliana, «Cultura Política Massmediática. El Origen De La Grieta», *Question/Cuestión*, Vol. 1, n.º 65, Feb. 2020, p.243, consulté en ligne, 01-03-2020: <https://doi.org/10.24215/16696581e243>

Donot M, «Émergence d'un nouveau péronisme ? Analyse des discours à la Nation de Néstor Kirchner (2003-2007) », *Mots. Les langages du politique*, 2010, consulté le 01/10/2016 : <http://mots.revues.org/19830> ; DOI : 10.4000/mots.19830

Doz Emilie, *Néstor Kirchner (2003-2007) : rupture ou continuité du péronisme ? Les mutations du populisme en Argentine*, Thèse de Doctorat d'Etudes ibériques et méditerranéennes, sous la direction de Madame María A. Semilla Durán, Université Lumière Lyon 2, Ecole doctorale 484 3LA

Fair Rzezak H., «El conflicto entre el gobierno y el campo en Argentina. Lineamientos políticos, estrategias discursivas y discusiones teóricas a partir de un abordaje multidisciplinar», *Iberoforum. Revista electrónica del Departamento de Ciencias sociales y políticas*, Año III, n°6, julio-diciembre de 2008, pp.82-106, Universidad Iberoamericana A.C. Ciudad de México, [www.uia/iberoforum](http://www.uia/iberoforum)

Fernández Mariano, Stoessel Soledad, «¿Una estrategia populista?: el discurso de los dirigentes agropecuarios durante el conflicto del campo en Argentina (marzo-julio de 2008) », Trabajo preparado para su presentación en las VII Jornadas de Sociología, organizadas por la Universidad



- Nacional de La Plata, 5, 6y 7 de diciembre de 2012, <http://jornadassociologia.fahce.unlp.edu.ar>
- Flax Rocío, «La generación del Bicentenario en el discurso de Cristina Fernández», in Pérez, Sara I., ed. (2014) *Análisis del discurso político*, Mendoza: Editorial FFyL-UNCuyo y SAL, pp.21-28
- Forlani Mauro, «Tres enfoques teóricos-ideológicos para analizar el lockout del sector agrario al gobierno de Cristina Fernández durante el año 2008.», *Revista Electrónica de Psicología Política*, Río Cuarto, Año 9 N° 27, Noviembre/Diciembre de 2011
- Gálvez Eduardo, «La construcción de una nueva hegemonía en Argentina durante la crisis de 2001-2002», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, consulté le 02/06/2019: <http://journals.openedition.org/nuevomundo/62157>
- Gindin Irene, «Los avatares del pasado en el discurso de Cristina Fernández: Peronismo y Bicentenario.», *Opción*, Universidad del Zulia, Maracaibo, Venezuela vol. 32, núm. 79, abril, 2016, pp. 86-107
- Gindin Irene Lis, «la construcción de la identidad política de Cristina Fernández de Kirchner durante su primera presidencia (2007-2011)», doctorado en comunicación social, Universidad de Rosario Argentina, 2016, 276p.
- Gindin Irene, «El poder de legitimar el campo en el discurso de CFK», *Razón y palabra. Primera Revista electrónica en Iberoamérica Especializada en Comunicación*, n° 93, Avril-juin 2016, pp 694-708
- González Josefina, «Intelectuales y política en el kirchnerismo: Un estudio sobre Carta Abierta (2008-2012)», [en línea]. Trabajo final de grado. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. En Memoria Académica., 2014, Disponible en: <http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/tesis/te.979/te.979.pdf>
- González-Leandri Ricardo, González Martínez Elda, «El triunfo de Cristina Kirchner y el futuro de la Argentina», *Cahiers des Amériques latines*, 2006, consulté le 02/05/2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/1681>,
- Gonzalo Sanz Cerbino, «Burguesía agraria, conflictividad política y quiebres institucionales. Argentina, 1975-2008», *Polis*, 2012, consulté le 30/09/2016: <http://polis.revues.org/3733>
- Grandis Rita F. de, Patrouillau Mercedes, «Matrimonio político y crítica antagonista en Argentina. Análisis de discursos en clave de género y teoría política.», *temas y debates 19*, agosto 2010, pp. 25-47
- Hora, Roy, «La crisis del campo del otoño de 2008.» *Desarrollo Económico*, vol. 50, no. 197, 2010, pp. 81–111. *JSTOR*, consulté le 29/06/2020 : [www.jstor.org/stable/41219135](http://www.jstor.org/stable/41219135).
- Inda Graciela Alejandra, «Separando la paja del trigo: los peronismos del discurso presidencial kirchnerista y la construcción de una posición hegemónica en el campo político-ideológico (2007-2012)», Universidad Nacional de Cuyo/ Conicet, *A contracorriente*, Vol. 10, No. 3, 2013, pp.199-234
- Jorge José, Lamanna Gabriel, Leguizamón Mara, Steciow Ulises, « Dejando atrás el discurso de la “grieta”. ¿Cómo aumentar la confianza entre los argentinos?» *Question/Cuestión*, 2020, consulté

en ligne, le 01-03-2020 : <https://doi.org/10.24215/16696581e262>

Kulfas Martín, *Los tres Kirchnerismos. Una historia de la economía argentina. 2003-2015*. Buenos Aires, Argentina: Siglo Veintiuno Editores, 2016, 228p.

Lencina Julieta, *Configuration d'espaces identitaires dans le discours kirchneriste*, *Lenguas Modernas* 41 (Primer Semestre 2013), Universidad de Chile, pp. 85 – 94

Lucca Juan B., «Conflictos y realineamientos de los actores sociales y políticos durante el gobierno de Néstor Kirchner.» *Sudamérica: Revista de Ciencias Sociales*, 2014, (3), pp.27-50. consulté en ligne, le 24/03/2020: [http:// fh.mdp.edu.ar/revistas/index.php/sudamerica/article/view/1049/ 1081](http://fh.mdp.edu.ar/revistas/index.php/sudamerica/article/view/1049/1081)

Maizels Ana Laura, «Argumentación e imagen de sí de la presidenta argentina, Cristina Fernández, en el marco de la crisis con el sector agropecuario», *RÉTOR*, 4 (2), 2014, pp. 153-181

Maizels Ana Laura, «El *Ethos* en los discursos políticos de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2008)», Tesis de Maestría, UBA, 2017

Malandra, Andrés, «Continuidades y rupturas en la política social argentina: Argentina Trabaja». Trabajo final de grado. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. En Memoria Académica, 2013, 108p.

Masseti, A., Villanueva, E. y Gómez, M. (Comp.), *Movilizaciones, protestas e identidades políticas en la Argentina del bicentenario*. Buenos Aires: Nueva Trilce, pp.521-533.

Marconetto Agustín, «La política exterior de Néstor Kirchner (2003-2007). Un análisis desde la teoría de la autonomía», Tesina de Licenciatura en Relaciones internacionales Universidad nacional de Rosario, 2014, 137p.

Martínez, F., «Radicalización de antagonismos: discursos presidenciales durante el conflicto con el campo», XII Jornadas Nacionales de Investigadores en Comunicación, «Nuevos escenarios y Lenguajes convergentes», Rosario, 2008

Mazzeo Miguel, *Poder popular y nación. Notas sobre el Bicentenario de la Revolución de Mayo*, Buenos Aires, El Colectivo, 2011, 128p.

Mochkosfky Graciela, *Pecado original: Clarín, los Kirchner y la lucha por el poder*, Planeta, Buenos Aires, 2011, 420p.

Molinaro Natalia, *Refonder le mythe. Usages du passé, question(s) de mémoire(s) et enjeux d'identité dans l'Argentine du Bicentenaire (2010)*, thèse doctorale soutenue en 2008, Paris VII.

Molinaro Natalia, « l'Argentine en son Bicentenaire (2010): les fantômes de la dictature (1976-1983) », *Pandora*, N°12, 2014, pp.115-130

Montero Ana Soledad, «Puesta en escena, destinación y contradestinación en el discurso kirchnerista (Argentina, 2003-2007)», *Discurso & Sociedad* 3(2) 2009, pp. 316- 347

Montoya Roberto, «¿El fenómeno “K” sobrevivirá a Kirchner?», *Viento Sur*, Número 113, Diciembre 2010, pp. 5-15

Palma Alejandra Gabriela, «Campo y voces asociadas: signos ideológicos e iniciativa discursiva en

el debate público en torno a las retenciones móviles en la Argentina (año 2008)», Universidad Nacional del Sur, 2014, 9p.

Panero, Marcelo, «'Nuestro país rural'. La dimensión política del pensamiento económico de la Sociedad Rural Argentina», en IX Jornadas de Sociología de la UBA, Argentina, UBA, 2011 In Francisco J. Cantamutto, « Fases del Kirchnerismo: de la ruptura a la afirmación particularista », *Convergencia Revista de Ciencias Sociales*, núm. 74, 2017, Universidad Autónoma del Estado de México

Patrouilleau María Mercedes, «Discurso y narración en las dinámicas de constitución identitaria. La experiencia kirchnerista en Argentina», *CONFines* 6/11 enero-marzo, 2011, pp. 37-58

Pedrazzini A, Conaglia P., Scheuer N., de la Cruz M., «Variabilidad léxica y estrategias de persuasión en el discurso oral y público d la presidenta Cristina Fernández en su primer mandato « 2007-2011 » Rétor 2, pp.133-161, 2012, consulté le 17/05/2018: <https://dialnet.unirioja.es/download/articulo/3976479.pdf>

Pérez Sara Isabel, «Significados interpersonales y construcción de identidades en el discurso presidencial de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2011)», in Pérez, Sara I., ed. (2014) *Análisis del discurso político*, Mendoza: Editorial FFyL-UNCuyo y SAL, pp. 64-75

Preatoni Bruno, «La construcción del otro negativo en el discurso kirchnerista. Clarín: el adversario ideal. Ley de Medios y resurrección.» in *La trama de la Comunicación*, Volumen15, UNR Editora, 2009, pp.41-57

Prévôt-Schapira Marie-France, « L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise », *Problèmes d'Amérique latine* 2011/4 (N° 82), pp. 5-11.

Raiter Alejandro, «El pasado como desgracia, el futuro como promesa: estrategias discursivas en CFK», Universidad de Buenos Aires, V Congreso Internacional de Letras, 2012

Raiter Alejandro, «Hablo, ustedes entiendan. Interdiscurso y presuposición en el discurso de Cristina Fernández de Kirchner», UBA, 8p., consulté en ligne, le 30/08/2019: <https://aledar.fl.unc.edu.ar/files/Raiter-Alejandro1.pdf>

Repoll Jerónimo, «Política y medios de comunicación en Argentina. Kirchner, Clarín y la ley», *Adamios*, México, septembre-décembre 2010, vol.7, n°14, pp 35-47

Retamozo Martín, «Movimientos sociales, política y hegemonía en Argentina», *Polis*, 2011, consulté le 30/04/2019: <http://journals.openedition.org/polis/1249>

Rocca Rivarola María Dolores, «“De Néstor y Cristina. De Perón y Evita”. Reflexiones sobre lo acontecido con la militancia kirchnerista y la identidad peronista desde 2003 hasta hoy», *Revista SAAP*, Vol. 9, N° 1, mayo 2015, pp.143- 172

Russo Carlos, Zunino Edi, *Cerrar la grieta. Ideas urgentes para el reencuentro de los argentinos*, Sudamericana, Buenos Aires, 2015, 312p.

Salerno Paula, «Las conferencias de prensa de Cristina Fernández de Kirchner: estrategias que rigen la dinámica interactiva», UBA, *Exlibris*, n°5, 2016, pp.463-474

Scavino Dardo, «Las rimas del tiempo», *Boca de Sapo* 23, Era digital, año XVIII, Marzo 2017.

[TIEMPO]

Schapira Marie-France, Svampa Maristella, « Argentine : "l'approfondissement" du modèle kirchneriste », *Problèmes d'Amérique latine* 2012/5 (N° 87), pp. 139-145

Scherlis Gerardo, «Designaciones y organización partidaria: el partido de redes gubernamentales en el peronismo kirchnerista», Universidad deSalamanca, *América Latina Hoy*, n°62, 2012 pp. 47-77

Schreiner Federico, «La Resolución 125 y el paro agropecuario. Los ciclos de una política pública y las implicancias de un conflicto extendido.», thèse consultable en ligne : <http://rephip.unr.edu.ar/bitstream/handle/2133/5203/Schreiner%20Federico%20-%20La%20Resoluci%C3%B3n%20125%20y%20el%20paro%20agropecuario.%20Los%20ciclos%20de%20una%20pol%C3%ADtica%20p%C3%ABblica%20y%20las%20implicancias%20de%20un%20conflicto%20extendido.pdf?sequence=3>

Schuttenberg Mauricio, «Los movimientos sociales "nacional-populares" en la etapa kirchnerista: una revisión crítica de la bibliografía sobre el periodo», *Intersticios*, Revista sociológica de pensamiento crítico, vol.6, 2012, pp.191-202

Sidicaro Ricardo, « Désarticulation du système politique argentin et kirchnerisme », *Problèmes d'Amérique latine* 2009/1 (N° 71), pp. 69-88

Sidicaro Ricardo, « Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011) », *Problèmes d'Amérique latine* 2011/4 (N° 82), p. 55-75.

Simonoff Alejandro, «La política exterior de los Gobiernos Kirchneristas y la Tercera Posición», *Intellector*, año IV, vol.V, N°9, juillet/décembre 2008, Rio de Janeiro, 18p.

Simonoff Alejandro, «Los cinco grados de separación: los primeros pasos de la política exterior argentina, bajo Cristina Kirchner», Boletín N°10 del CENSUD, consulté le 8/05/ 2018: [www.iri.edu.ar](http://www.iri.edu.ar)

Souroujon Gastón, «La relación entre la lógica religiosa y lo político en las democracias liberales. La sacralización política de Néstor Kirchner», *Reflexión Política*, Universidad Autónoma de Bucaramanga, Colombia, vol. 18, núm. 35, junio, 2016, pp. 16-27

Svampa Maristella, « Les frontières du gouvernement Kirchner. Entre aspiration au renouveau et consolidation de l'ancien », *Revue Tiers Monde*, n°189, janvier-mars 2007, pp. 113-134

Svampa Maristella, «La década kirchnerista: Populismo, clases medias y revolución pasiva», *Lasaforum*, 2013, vol. XLIV, pp.14-18

Trujillo, Lucía, «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015).», *Polis* [online]. 2017, vol.16, n.46, pp.99-126, consulté le 20/05/2020, [https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0718-65682017000100099&lng=es&nrm=iso](https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-65682017000100099&lng=es&nrm=iso).

Tzvi Tal, El Kruce de los Andes: memoria de San Martín y discurso político en «Revolución»(Ipiña,2010),mayo2015,<http://www.scielo.org.ar/pdf/ccedce/n52/n52a19.pdf>, consulté le 11 mai 2018

- Varesi, Gaston, «Argentina 2002-2011: neodesarrollismo y radicalización progresista.», *Realidad Económica* 264, pp33-59. <https://scielo.conicyt.cl/pdf/polis/v16n46/0718-6568-polis-16-46-00099.pdf>,
- Vélut Sébastien, « Argentine: qu'est-ce que le Kirchnérisme? », *Politique étrangère* 2016/3 (Automne), pp.23-35.
- Ventura Adrián, «Comentarios a la ley de medios audiovisuales en la Argentina», *Comunicación, Estudios venezolanos de comunicación*, Centro Gumila, n°149, 2010, pp.82-91
- Vincent Lucía, «La disputa por la mediación durante el kirchnerismo en Argentina», *CONfines*, enero-mayo 2011, pp.49-79
- Vitale María Alejandra, «Êthos y legitimación política en los discursos de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner», *Icono 14*, 2013, Volumen 11 (1), pp.05-25.
- Vitale María Alejandra, «*El ethos en la « conversacionalización » del discurso público. Las alocuciones de asunción de la presidente argentina Cristina Fernández de Kirchner*», *Langage et société* 2014/3 (n° 149), pp. 49-67.
- Vitale, María Alejandra, Maizels, Ana Laura, «El discurso electoral de Cristina Fernández de Kirchner (2007). Un caso de ethos híbrido no convergente.» *Linguagem em (Dis)curso*, 11 (2),2011, p337-360.



## SOMMAIRE

Remerciements .....	2
Avant-propos .....	3
Introduction .....	4
<b>PARTIE I – Approche historique des antagonismes politiques en Argentine.....</b>	<b>17</b>
<b>I. 1. Les débuts du XXe siècle : construction politique et enjeux historiographiques .....</b>	<b>20</b>
I. 1. 1. Elite politique conservatrice et radicalisme .....	20
I. 1. 2. Revisionnisme historique : origines .....	22
I. 1. 3. Revisionnisme historique : contenus et acteurs .....	24
<b>I. 2. Emergence et évolution du péronisme .....</b>	<b>34</b>
I. 2. 1. L'arrivée de Perón à la présidence .....	34
I. 2. 2. Perón : l'émergence du « peuple-travailleur » .....	38
I. 2. 3. John William Cooke et le péronisme de gauche .....	42
I. 2. 4. Revisionnisme historique: années 60 – 70 .....	45
I. 2. 5. Du troisième péronisme (1970-1976) au terrorisme d'Etat (1976-1983).....	49
<b>I. 3. Le retour à la démocratie. La transition .....</b>	<b>56</b>
I. 3. 1. Présidence de R. Alfonsín (1983-1989) .....	57
I. 3. 1. 1. L'arrivée de R. Alfonsín au pouvoir .....	57
I. 3. 1. 2. R. Alfonsín : changement de politique .....	63
I. 3. 2. Néolibéralisme et crise de 2001.....	69
I. 3. 2. 1. Première présidence de Menem (1989-1995) .....	69
I. 3. 2. 1. 1. De la « révolution productive » au programme économique libéral .....	69
I. 3. 2. 1. 2. Les scandales de corruption .....	73
I. 3. 2. 1. 3. Le consensus conjoncturel obtenu par Menem .....	76

I. 3. 2. 2. La seconde présidence de Menem (1995-1999) .....	80
I. 3. 2. 3. Présidence de Fernando De la Rúa (1999-2001) : l'administration du modèle existant.....	85
I. 3. 2. 4. Quatre présidents en une semaine .....	89
<b>I. 4. Les mandats présidentiels de Néstor et Cristina Kirchner .....</b>	<b>91</b>
I. 4. 1. La présidence de Néstor Kirchner (2003-2007) .....	92
I. 4. 2. Les présidences de Cristina Fernández de Kirchner.....	97
I. 4. 2. 1. Premier mandat de Cristina (2007-2011) .....	98
I. 4. 2. 1. 1. <i>La crisis del campo</i> .....	98
I. 4. 2. 1. 2. La crise financière internationale de 2008: réponses macro et micro-économiques, et réponses politiques.....	100
I. 4. 2. 1. 3. <i>La ley de Medios</i> .....	101
I. 4. 2. 2. Second mandat de Cristina (2011-2015) .....	104
I. 4. 2. 3. Bilan des présidences de CFK .....	106
<b>PARTIE II –Construction du peuple et usages de l’Histoire .....</b>	<b>115</b>
<b>II. 1. Considérations sur l'historiographie dans le discours de CFK .....</b>	<b>122</b>
<b>II. 2. La place du peuple argentin dans le monde : continuités et redéfinitions.....</b>	<b>133</b>
II. 2. 1. Relations internationales bilatérales : consolidation de nouveaux partenariats.....	139
II. 2. 2. A l'échelle régionale : les alliances latino-américaines .....	150
<b>II. 3. L’effet bicentenaire .....</b>	<b>162</b>
II. 3. 1. Mise en scène de la construction de l'Argentine .....	164
II. 3. 2. Le renforcement de l'union populaire .....	174
II. 3. 3. Un avenir commun .....	180
<b>II. 4. Cristina, le péronisme et le peuple .....</b>	<b>190</b>



II. 4. 1. Perón et le peuple argentin .....	193
II. 4. 2. Le premier péronisme et le peuple argentin .....	198
II. 4. 3. Le péronisme « néolibéral » : la décennie Menem et le peuple argentin .....	209
II. 4. 4. « <i>Una generación que creyó en ideales</i> » : le peuple argentin et le passé récent .....	219
II. 4. 4. 1. Délimiter les années 70 .....	220
II. 4. 4. 2. Evolution historiographique du regard sur le passé récent .....	224
II. 4. 4. 3. Mémoires discursives des années 70 .....	228

### **PARTIE III – «Cristina». Représentation de soi et construction d'un figure présidentielle. ....239**

#### **III. 1. Outils théoriques: la notion d'*ethos* .....241**

#### **III. 2. Construction de l'*ethos* dans le discours de CFK .....246**

##### III. 2. 1. *Ethos* de crédibilité .....246

##### III. 2. 2. *Ethos* pédagogique-expert .....255

##### III. 2. 3. *Ethos* militant .....265

##### III. 2. 4. *Ethos* intime .....277

##### III. 2. 5. *Ethos* d'argentinité .....287

#### **III. 3. De la constitution du peuple au « modèle » : le rôle de CFK .....295**

##### III. 3. 1. Place du modèle dans le dispositif .....295

###### III. 3. 1. 1. La transcendance dans la relation de représentation : apports théoriques .....296

###### III. 3. 1. 2. Le modèle dans l'articulation kirchneriste .....297

##### III. 3. 2. Rôle de CFK dans le dispositif. Particularité du schéma narratif.....300

###### III. 3. 2. 1. La transcendance immanente : apports théoriques .....300

###### III. 3. 2. 2. Mise en place d'une logique narrative religieuse dans le discours kirchneriste .....304

###### III. 3. 2. 3. Approfondissement de la matrice narrative religieuse dans le discours de CFK .....307

###### III. 3. 2. 4. CFK comme médiatrice entre l'instance collective et le modèle : le peuple mis en action .....314

## **PARTIE IV – Figures de l’antagonisme.**

### **Adversaires transhistoriques et adversaires conjoncturels. ....325**

#### **IV. 1. *El conflicto del campo* .....329**

IV. 1. 1. Les antécédents du conflit .....329

IV. 1. 2. Chronologie du conflit .....332

IV. 1. 3. La *Resolución 125* dans la construction discursive  
des antagonismes .....337

IV. 1. 3. 1. Construction du discours argumentatif présidentiel .....337

IV. 1. 3. 2. Affirmation des antagonismes après la crise « *del campo* » .....349

#### **IV. 2. Les débats liés à la *ley de medios* .....356**

IV. 2. 1. Panorama médiatique à l’échelle régionale et nationale .....356

IV. 2. 1. 1. En Amérique latine .....356

IV. 2. 1. 2. En Argentine .....360

IV. 2. 2. Gouvernements kirchneristes et médias .....368

IV. 2. 3. L'esprit de la *Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual* :  
élaboration et présentation .....373

IV. 2. 3. 1. Le rôle de la *Coalición por una Radiodifusión Democrática* .....374

IV. 2. 3. 2. *Ley de Servicios de comunicación audiovisual, 26522* .....378

IV. 2. 3. 3. Analyse du discours de présentation de l'avant-projet .....381

IV. 2. 4. Construction de l'adversaire dans les discours relatifs aux médias...386

IV. 2. 4. 1. Construction d'un espace .....387

IV. 2. 4. 2. Définition de l'adversaire .....390

IV. 2. 4. 3. Mode d'action .....392

IV. 2. 5. Généralisation de la construction de l'adversaire .....401

IV. 2. 5. 1. Définition des forces antagoniques .....402

IV. 2. 5. 2. Stratégies discursives défensives de CFK .....406

IV. 2. 5. 3. Exclusion du jeu démocratique. Phase offensive .....415

#### **IV. 3. Les adversaires conjoncturels .....422**

IV. 3. 1. Syndicalisme en Argentine .....423

IV. 3. 1. 1. Péronisme et syndicalisme .....423

IV. 3. 1. 2. Néolibéralisme et syndicalisme .....425

IV. 3. 1. 3. Kirchnerisme et syndicalisme .....428

IV. 3. 2. Le traitement des adversaires conjoncturels dans le discours de CFK.....	432
IV. 3. 2. 1. CFK et les bases syndicales dissidentes .....	433
IV. 3. 2. 1. 1. Réactions face aux menaces interne.....	436
IV. 3. 2. 1. 2. Relation entre le leader et les adversaires conjoncturels .....	440
IV. 3. 2. 2. Identité de classe moyenne .....	443
IV. 3. 2. 3. Kirchnérisme et les classes moyennes .....	446
Conclusion .....	457
Annexe 1. Principales modifications subies par la <i>Ley de Radiodifusión</i> , 22 285 entre 1980 et 2005 .....	465
Annexe 2. «21 puntos básicos por el derecho a la comunicación» .....	468
Annexe 3. Concentration conglomérale du Groupe Clarín .....	476
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	477
<b>Corpus.</b>	
Discours de CFK cités .....	477
Discours de CFK consultés .....	482
<b>Cadre théorique</b>	
Historiographie .....	486
Sciences politiques .....	487
Discours politique et analyse du discours .....	488
<b>Histoire de l'Argentine et de l'Amérique latine</b> .....	491
Premier péronisme .....	495
Militantisme des années 60 et 70 .....	497
Epoque néolibérale .....	498
<b>Période 2003-2015</b> .....	499

